



**THESE DE DOCTORAT
DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN**

Présentée par

Mlle Yeqin ZHAO

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN

Domaine :
SOCIOLOGIE

Sujet de la thèse :

**CONSTRUCTION DES ESPACES URBAINS ET RENOVATION D'UN
QUARTIER DE SHANGHAI :**

LA PROBLEMATIQUE DE LA MIGRATION ET DU CHANGEMENT SOCIAL

Thèse en cotutelle entre l'ENS-Cachan et l'ECNU de Shanghai
présentée et soutenue à Cachan le 19 novembre 2008 devant le jury composé de :

Mme Yingfang CHEN

Professeur à l'Université Normale de la Chine de l'Est

Examineur

M. Jinhong DING

Professeur à l'Université Normale de la Chine de l'Est

Co-directeur de la thèse

Mme Isabelle THIREAU

Directeur de recherches au CNRS et directrice d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales

Rapporteur

M. Christian TOPALOV

Directeur de recherches au CNRS et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales

Rapporteur

M. Pierre-Paul ZALIO

Professeur à l'ENS de Cachan, IUF

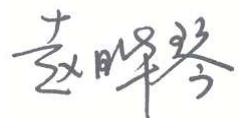
Co-directeur de la thèse

Ecole doctorale sciences pratiques (EDSP)
Institutions et Dynamiques Historiques de l'Economie
(ENS CACHAN/CNRS/UMR 8533)
61, avenue de Président Wilson, 94235 CACHAN CEDEX (France)

Paris

*Je t'ai haïe, je t'ai aimée
Et je garderais de merveilleux souvenirs
De tes rues, de tes métros
De la tour Eiffel à Montmartre
Je me suis un peu égarée
Quand j'ai senti un souffle de liberté
Merci Paris !*

Yeqin ZHAO



Plan

Introduction générale

Première Partie : Théories et méthodologies

Chapitre 1 - Objet d'étude et état de la question

Chapitre 2 - Enquête de terrain et méthodologie

Deuxième Partie : Yuanhenong : un quartier migrant à Shanghai

Chapitre 3 - Migrations internes, mobilités socio-spatiales et dynamiques urbaines

Chapitre 4 - Construction sociale d'un quartier : Yuanhenong

Chapitre 5 - Construction et morphologie d'une population urbaine

Chapitre 6 - Mécanismes d'installation et identité collective

Chapitre 7 - Construction des espaces communes

Chapitre 8 - Changements et réactions

Conclusion générale

Postface

Bibliographie

Annexes

Résumé

Construction des espaces urbains et rénovation d'un quartier de Shanghai : la problématique de la migration et du changement social

Depuis l'entrée en vigueur des réformes économiques à la fin des années 1970, la Chine a connu des transformations formidables dans les domaines politiques, sociaux et culturels. Deux des transformations les plus importantes sont la croissance urbaine et le développement d'un flux de migration interne sans précédent dans l'histoire de la Chine. Ce flux migratoire interne a pour effet de transformer la population urbaine.

L'objectif de notre thèse est d'analyser la complexité des rapports entre des migrants venus des campagnes chinoises et les habitants autochtones, souvent eux-mêmes d'anciens migrants, ceci dans un contexte d'appropriation d'un espace urbain (un quartier populaire de Shanghai) voué à la rénovation. Ces problématiques touchent les dynamiques urbaines de la Chine contemporaine. Afin de nous guider dans notre recherche, nous avons mené une analyse approfondie des recherches empiriques antérieures, tant occidentales que chinoises. Le lien étroit entre la migration et la ville nous a orienté vers une réflexion plus large, notamment, sur le phénomène migratoire interne et sur la dynamique urbaine. Nous avons adopté une méthode microsociologique en prenant Yuanhenong, un quartier défavorisé de Shanghai, comme unité d'observation.

Notre thèse ne cherche pas seulement à décrire les transformations de Shanghai à travers un quartier. Elle entend montrer plus généralement : 1) que l'on doit étudier les transformations urbaines à partir des activités et de choix concrets des habitants qui « font » la ville (et pas seulement à partir des projets d'urbanisme et des intentions des politiques urbaines) ; 2) comment les migrations et la mobilité des populations transforment les villes des pays émergents et comment se construisent les nouvelles sociétés urbaines ; et 3) qu'il faut réfléchir, à partir du terrain urbain, à la question de la spécificité chinoise et interroger ses limites. Alors que Shanghai peut être regardée comme un laboratoire de la Chine

d'aujourd'hui, comme Chicago l'a été à la fin du XIX^e siècle, on peut souhaiter que le terrain shanghaien contribue à renouveler les questions que les sciences sociales se posent.

Mots-clés : sociologie urbaine, rénovation urbaine, migrants internes, construction sociale, trajectoire résidentiel

Abstract

Construction of urban spaces and renovation of a community of Shanghai: the problematic of migration and social change

Since the economic reform in the late 1970's, China has undergone tremendous changes in political, social and cultural aspects. Two of the most important transformations are the urban growth and the flow of internal migration which is unprecedented in the history of China. This flow of internal migration has transformed the urban population.

The objective of my thesis is to analyze the complexity of relationships between migrants from rural China and the indigenous inhabitants, who are often former migrants, in the context of ownership of an urban space (a poor community of Shanghai) which is dedicated to the renovation. These issues affect urban dynamics of contemporary China. In our research, we have conducted a thorough analysis of previous empirical research, both western and Chinese. The close link between migration and the city has directed us towards a broader debate, particularly on internal migration and urban dynamics. We adopted the method of micro-sociology and regarded Yuanhenong, a poor neighborhood of Shanghai, as the unit of observation

My thesis seeks not only to describe the transformation of Shanghai through a neighborhood. It intends to show more generally: 1) that one must study the urban transformations from the activities and choices of people who "organize" the city (not just from the projects of city planning and the intentions of urban policy), 2) how the internal migration and the mobility of population are transforming the cities of the emerging countries and how to build the new urban societies, and 3) the need to consider the question of Chinese specificities and its limits. While Shanghai may be regarded as a laboratory for China today, as Chicago was in the late nineteenth century, we can hope that the case in shanghai contributes to renew the questions that the social sciences have arisen.

Key words: urban sociology, urban renewal, internal migrants, social construction, residential trajectory

Remerciements

Au terme de ce travail de thèse, je tiens à remercier tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à sa réalisation.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à l'Université Normale de la Chine de l'Est, qui m'a accueillie en septembre 1998 dans son Département de Droit et de Politique. Après quatre ans, elle m'a donné l'occasion de poursuivre un cheminement passionnant au Département de Sociologie. Et en 2005, j'ai eu l'opportunité de réaliser une thèse de sociologie en cotutelle en France. Je tiens aussi à exprimer ma reconnaissance à l'Ecole normale supérieure de Cachan, qui m'a offerte cette chance et de très bonnes conditions pour mes recherches ces trois dernières années. Je tiens à remercier l'ensemble de mes professeurs pendant ces dernières dix années pour leur encouragement et conseils.

Toute ma reconnaissance va au professeur Pierre-Paul ZALIO, qui a dirigé ce travail pendant toutes ces années. Je lui témoigne ma gratitude pour son encadrement efficace, pour ses remarques et suggestions qui ont permis de conduire et d'améliorer la qualité de cette recherche. Ses conseils et ses remarques ont toujours été très clairs, tant dans la phase de problématique que dans la phase d'écriture.

Puis, je voudrais remercier le professeur DING Jinhong, mon co-directeur de thèse, qui a m'accueilli dans son laboratoire de démographie et a dirigé mes recherches quand j'étais en Chine. J'ai beaucoup profité du niveau et de la qualité des discussions que j'ai eues avec lui.

Ce travail doit également beaucoup au professeur CHEN Yingfang - mon directeur de master - qui m'a fait aimer la sociologie, en m'enseignant avec patience les techniques du travail de terrain, la rigueur de l'analyse et les exigences de l'écriture ; qu'elle trouve ici l'expression de mes plus vifs remerciements.

J'aimerais aussi adresser un grand remerciement à mon collègue du bureau, monsieur Christian COUTON, qui a consacré beaucoup de son temps, cette année, à m'aider dans l'apprentissage de la grammaire française et a assumé la lourde tâche de la relecture. J'ai aussi beaucoup apprécié nos débats sur les sociétés chinoise et française.

Je profite de cette occasion pour témoigner également mes remerciements aux professeurs Christian BAUDELLOT (ENS-paris), Tania ANGELLOFF (ENS-paris), Gilles GUIHEUX (Université Paris Diderot) pour l'intérêt qu'ils ont donné à mes travaux et à leurs conseils pour ma thèse. Je voudrais aussi adresser mes remerciements aux professeurs Christian TOPALOV (EHESS) et Isabelle THIREAU (EHESS), les deux rapporteurs de ma thèse, pour leurs conseils avisés et pertinents tout au long de la réalisation de ma thèse.

Je voudrais aussi remercier le directeur de l'IDHE-Cachan, monsieur Claude DIDRY, de m'avoir accueilli dans son laboratoire dans lequel j'ai passé de belles années avec mes collègues. Je remercie tous les membres de l'IDHE-Cachan pour leur amabilité et leur convivialité.

Par ailleurs, je voudrais aussi remercier les membres du comité de résidents de Yuanhenong, surtout monsieur CHEN Peihong, qui m'a apporté beaucoup d'aide pour le travail de terrain à Shanghai depuis l'année 2004.

J'adresse, enfin, mes remerciements aux membres de ma famille, mon père, ma mère et mon mari, qui ont été à mes côtés à chaque instant et ont toujours su me soutenir dans mon projet de réaliser une thèse de doctorat en France. Et aussi une pensée à mes amis chinois et français, sans leur présence et leur soutien amical, tout cela aurait été beaucoup moins évident.

Sommaire

Introduction générale.....	7
----------------------------	---

Première Partie : Théories et méthodologies

Chapitre 1- Objet d'étude et état de la question

Introduction	19
1.1. Présentation générale de l'objet d'étude et construction de la problématique	20
1.1.1. Croissance urbaine et rénovation	20
1.1.2 Le cas des populations déplacées	22
1.1.3 Définitions et usages des concepts	23
1.1.4 Construction de la problématique	38
1.2 Contexte théorique : rénovation urbaine et populations déplacées comme objet de connaissance.....	39
1.2.1 La recherche aux États-Unis : L'École de Chicago et études urbaines classiques .	39
1.2.2. La recherche française.....	41
1.2.3. La recherche chinoise.....	48
1.3 Perspectives d'études	53
1.3.1 Mobilité et migration : deux conceptions différentes.....	53
1.3.2. Invasion et succession : un modèle classique de l'évolution de quartier	57
1.3.3. Proximité spatiale et distance sociale : une perspective d'observation d'un quartier en cohabitation	59
Conclusion.....	60

Chapitre 2 - Enquête de terrain et méthodologie

Introduction	63
2.1 Les conditions d'enquête.....	64
2.1.1 Le choix du terrain	64
2.1.2 L'entrée sur le terrain	66
2.1.3 L'identité de l'enquêteur	72
2.2 Approche méthodologique et techniques d'enquête	73
2.2.1 Le travail de terrain	73
2.2.2 La recherche documentaire	77
2.2.3 Usages de la photographie.....	78
2.3 Méthodes d'analyse.....	79
2.3.1 L'analyse sociologique.....	79
2.3.2 L'analyse biographique	80
2.3.3 L'analyse de quartier	82
Conclusion.....	84

Deuxième Partie : Yuanhenong : un quartier migrant à Shanghai

Chapitre 3 - Migrations internes, mobilité socio-spatiale et dynamiques urbaines

Introduction	89
3.1 L'évolution de la migration interne depuis 1949	90
3.1.1 L'évolution historique de la migration interne.....	90
3.1.2 La politique au niveau des autorités centrales.....	96
3.2 L'actualité des migrants internes à Shanghai	103
3.2.1 L'évolution de la population de Shanghai.....	103
3.2.2 Une population migrante toujours croissante.....	104
3.2.3 La localisation des migrants à Shanghai	105
3.2.4 Deux types des migrants	110
3.3 La migration et l'espace urbain	112
3.3.1 Quelle place pour les migrants dans l'espace de Shanghai ?	112
3.3.2 Le cas de Yuanhenong : un espace d'accueil de la migration.....	113
Conclusion.....	115

Chapitre 4 - Construction sociale d'un quartier : Yuanhenong

Introduction	117
4.1 La localisation et le territoire	117
4.1.1 Un quartier central.....	118
4.1.2 Un quartier « enclavé »	121
4.2 Une histoire du quartier et de ses représentations	126
4.2.1 Une naissance spontanée	126
4.2.2 Attraction et peuplement	128
4.2.3 Logements et types d'habitats	134
4.3 L'image sociale	138
4.3.1 Les opinions de la population de l'extérieur	139
4.3.2 L'image diffusée par la presse locale	145
4.3.3 Qu'en pensent les résidents : les autochtones et les nouveaux arrivants ?.....	148
Conclusion.....	152

Chapitre 5 - Construction et morphologie d'une population urbaine

Introduction	155
5.1 Les habitants locaux	156
5.1.1 La situation générale des habitants locaux	156
5.1.2 Les « <i>xiagang</i> » : un groupe typique	166
5.2 Comprendre le parcours des travailleurs migrants vers Yuanhenong.....	169
5.2.1 Contexte de départ.....	170

5.2.2 Le rôle des réseaux sociaux dans la migration	172
5.2.3 Migration : un choix sous contrainte, mais volontaire	174
5.2.4 Trajectoire résidentielle	176
5.2.5 Logement	185
5.2.6 Travail	189
5.2.7 Langue	191
5.3 Les trajets des migrations récentes sur la morphologie du quartier	191
5.3.1 La situation générale des migrants au Yuanhenong	191
5.3.2 L'échantillon des entretiens	200
Conclusion	203

Chapitre 6 - Mécanismes d'installation et identité collective

Introduction	205
6.1 La construction sociale et l'identité collective	205
6.1.1 La construction sociale de l'identité	206
6.1.2 La construction de la différence	207
6.2 Construire et construit dans la vie quotidienne	210
6.2.1 Identité et mémoire : discours et représentations des migrants internes	210
6.2.2 « Eux et nous » : la construction du discours	214
6.3 Catégorisation et différence	218
6.3.1 La notion de « ouvrier-paysan » comme une catégorie sociale	218
6.3.2 Des différences structurées	220
6.3.3 La gestion de la différence	224
Conclusion	226

Chapitre 7 - Construction des espaces communs

Introduction	229
7.1 Le quartier : usages, sociabilités et attachements	230
7.2 « La société des voisins » : vers une coexistence pacifique	234
7.2.1 Réquisitoires et tensions	235
7.2.2 Disputes et conflits	239
7.3 Usages et gestion des espaces communs	241
7.3.1 Les espaces communs	241
7.3.2 Découper l'espace du quartier	243
7.3.3 Découpage de l'espace culturel	249
7.4 La production de normes	252
7.4.1 La production de normes au Yuanhenong	252
7.4.2 Un cas concret de production normative : la propreté et la saleté	254
Conclusion	261

Chapitre 8 - Changements et réactions

Introduction	263
8.1 La rénovation urbaine.....	264
8.1.1 L'évolution de la rénovation urbaine de Shanghai.....	264
8.1.2 L'actualité de la rénovation urbaine depuis 1990	267
8.2 La rénovation du Yuanhenong	271
8.2.1 Le processus de déplacement à Yuanhenong	272
8.2.2 Désaccords des habitants.....	274
8.2.3 Le rôle du comité de résidents.....	275
8.3 Attitudes envers le déplacement.....	279
8.3.1 Les habitants locaux	279
8.3.2 Les nouveaux arrivants : l'exclusion du logement.....	282
8.4 Hétérogénéité des projets résidentiels	289
8.4.1 Hétérogénéité de la population.....	289
8.4.2 Les choix résidentiels	291
Conclusion.....	308
Conclusion Générale	313
Postface.....	323
Bibliographie.....	351
Annexes	375

Introduction générale

La problématique de la thèse

La sociologie chinoise a pris un nouvel essor à la fin du XX^e siècle. Elle s'est tout d'abord tournée vers l'étude des transformations de la Chine rurale¹, cette branche occupant une position dominante depuis la reconstruction de la sociologie chinoise à la fin des années 1970². Au regard de la construction de cet objet de recherche, les villes et métropoles chinoises faisaient, en contrepartie, figure de parents pauvres. Bien que la ville n'ait pas, à proprement parlé, été délaissée par les auteurs de langue chinoise³, son développement rapide n'avait cependant pas suscité d'exploration systématique dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Dans un tel contexte, l'exemple de Shanghai est à ce propos révélateur. Shanghai, avec ses mythes et ses réalités, a toujours suscité beaucoup d'intérêt, en Chine comme ailleurs, intérêt d'autant plus grand depuis que les réformes post-maoïstes ont entraîné la ville dans un formidable essor (C. Henriot & Zheng Zu'an, 1999 ; 2002). Les réformes des années 1990 projettent la ville vers l'avenir : celle-ci commence à peaufiner le remodelage de son visage urbain de grande envergure et à accueillir des travailleurs migrants internes de façon massive. L'urbanisme s'intéresse chaque jour davantage à la restructuration des villes anciennes. La radicalisation de l'action sur le cadre bâti et l'environnement urbain des quartiers d'habitat est alors vue comme une véritable rupture. La rénovation urbaine modifie peu à peu le visage des vieux quartiers. Selon les orientations du schéma directeur 2000-2020, la population des dix arrondissements centraux de Shanghai doit être maintenue aux alentours de 8 millions d'habitants. La reformulation de son plan d'urbanisme et le renouvellement de sa façade architecturale se veulent propices au développement économique. Cette dynamique ne s'embarrasse toutefois ni de considérations oiseuses sur le destin de la métropole, ni de spéculations hasardeuses sur le devenir de ses habitants (V. Laurans, 2004). Elle n'a guère donné lieu à des recherches sociologiques systématiques, et peu de sociologues sont aimablement invités à collaborer à cette recherche sur la rénovation urbaine, comme le signalait déjà Henri Coing en France dans les années 1960 (H. Coing, 1966). Ce domaine

¹ Voir les études de Fei Xiaotong (1910-2005), sociologue et anthropologue chinois. Son intérêt s'est toujours porté sur le développement des campagnes chinoises. Fei explore les spécificités de la société rurale de l'époque, à partir d'une triple dichotomie : Chine /Occident, tradition /modernité, société rurale/société urbaine. Sur l'itinéraire du Fei Xiaotong, voir plus loin page 49 note 75.

² La discipline universitaire de sociologie introduite de l'étranger après 1920 dans l'université officielle a été considérée inutile et interdite en 1952. Cela a causé une rupture dans le processus de développement de la discipline. À la fin des années 70, la sociologie et la sociologie de l'éducation ont commencé à se reconstruire. Sur ce point, on se reportera aux articles de A. Merle (2004 ; 2007).

³ Etudes sur les villes minières du Nord de la Chine : Cf. Li Peilin & Zhang Yi, *La reconversion professionnelle des xiangang*, in *Perspectives chinoises* n°81, Hong Kong, Janvier – Février 2004.

reste encore pour les sociologues un grand chantier peu exploité pour les recherches sociologiques.

Dans la réflexion sur la rénovation urbaine de ces dernières années, les médias et les chercheurs se sont penchés sur les nombreuses contradictions qui traversent la société : conflits entre le gouvernement local, les sociétés immobilières et les habitants, contestations des habitants qui résistent au changement et critiquent la venue de nombreux migrants internes... Dans ce contexte, une recherche sociologique peut aller plus loin que les urbanistes et s'attacher à poser des questions rarement posées par ces derniers et ignorées par les promoteurs immobiliers : en quoi consiste la rénovation d'un quartier pour ses habitants ? A quel niveau se situent les modifications importantes par rapport à l'évolution de la vie sociale et de la vie urbaine ? Comment la rénovation vient-elle interférer avec l'évolution plus générale de la vie urbaine ? La rénovation urbaine n'est donc ici pas envisagée au sens strictement spatial comme un projet d'urbanisme et ses conséquences sur les structures et les typologies urbaines, mais comme un processus qui engage, sur la longue durée, des acteurs aux horizons différents.

Sur ce point, nous sommes conduits à formuler une hypothèse sociologique qui commandera toute la thèse : la rénovation urbaine n'est pas seulement la simple démolition et la restructuration de quartiers jugés à la fois insalubres et socialement « dangereux », elle provoque ou accélère une mutation des structures locales et sociales et affecte profondément les différents groupes sociaux en ville : autochtones avec *Hukou* local et migrants sans *Hukou* local⁴. Ses effets dépassent singulièrement le seul domaine de l'habitat et s'étendent sur toute la réorganisation de l'espace géographique et social.

Par sa problématique, l'étude d'un exemple local nous amène à relativiser ce changement social. En s'appuyant sur des expériences de recherche issues de la sociologie urbaine française et la pratique d'un terrain chinois, notre étude se propose de reformuler quelques questions centrales pour comprendre l'évolution contemporaine de la société urbaine chinoise. La thèse croise, sur le cas de Shanghai, un quartier défavorisé appelé Yuanhenong (le nom a été changé pour respecter l'anonymat), caractérisé par sa localisation (situé dans la zone urbaine : *shiqu*), le statut socio-économique des habitants (secteur défavorisé) et une population mixte (habitants urbains et migrants internes) avec trois questions qui doivent être pensées de manière simultanée :

⁴ Sur le système du *Hukou*, voir plus loin page 22, note 18.

a) la question de la transformation de la ville par les politiques de rénovation.

Au tournant du XXI^e siècle, Shanghai, confrontée à une pénurie endémique d'habitations, adopte alors une politique de construction d'immobilier résidentiel de grande envergure. Celle-ci poursuit trois objectifs majeurs : la mise à disposition d'un nombre satisfaisant d'appartements en périphérie urbaine ; la promotion de l'accession à la propriété de logements neufs ; le désengorgement du centre-ville surpeuplé. Depuis 2000, la ville de Shanghai connaît une rénovation urbaine assez rapide sous l'action du gouvernement municipal. Beaucoup de tours sont construites au centre-ville en détruisant les vieux bâtiments et en relogant nombre d'habitants vers la périphérie urbaine. La destruction des quartiers anciens et la reconstruction d'une cité « adaptée » aux caractéristiques de l'urbanité contemporaine ont d'abord suscité de nombreux travaux marqués par un pragmatisme certain, et centrés autour de la question de l'aménagement urbain. De façon schématique, cette logique tend à disséminer la pauvreté dans des enclaves périphériques et à concentrer les richesses au cœur du centre-ville, cela mène à une ségrégation socio-spatiale renforcée.

La rénovation urbaine privilégie la restructuration complète de quartiers entiers sans réelle prise en compte des droits des occupants, par exemple à travers le relogement. Dans les opérations de rénovation urbaine, les propriétaires retrouvent un logement, mais dans le cadre normal d'une procédure d'expropriation. Les dépenses de relogement ne sont alors pas du tout prises en compte dans les budgets prévisionnels, et dans la pratique les locataires ne sont, eux, souvent pas relogés, ou lorsque les propriétaires sont relogés, ils se retrouvent repoussés vers des quartiers périphériques. C'est ce manque de prise en compte de l'aspect social qui sera beaucoup reproché aux opérations de rénovation urbaine : absence de relogement systématique, rupture des « liens de quartiers » pour les occupants qui devront habiter ailleurs. La rénovation urbaine aura pour une bonne part permis de supprimer de nombreux immeubles insalubres ou vétustes sans avoir à supporter les charges financières liées au relogement des habitants, sous couvert d'un urbanisme progressiste.

Notre essai de diagnostic sociologique sur la rénovation urbaine de Shanghai se positionne dans le contexte d'une opération de rénovation d'un quartier qui aboutit à une confrontation entre habitants et société immobilière chargée de l'opération. D'un point de vue différent de ceux de l'urbaniste, de l'architecte, on pourra mettre en lumière la représentation de la vie sociale face à la rénovation prévue.

b) la question des migrations de population et les transformations de la population urbaine.

Depuis l'entrée en vigueur des réformes économiques à la fin des années 1970, la Chine a connu de transformations formidables dans les domaines politiques, sociaux et culturels. L'une de ces transformations importantes est le développement de flux de migration interne sans précédent dans l'histoire de Chine⁵. Ce flux migratoire interne transforme radicalement la population urbaine.

C'est tout particulièrement le cas de Shanghai qui a accueilli, pendant plusieurs décennies, des vagues successives de migrants, d'origines diverses, de l'intérieur de la Chine. Le nombre de ces migrants internes est estimé à 3,3 millions sur une population de 13,6 millions d'habitants à Shanghai en 1999. En 2003, près de 5 millions de migrants vivaient sur le territoire de Shanghai, 1,1168 million de plus qu'en 2000. Ils représentent près de 27,1% de la population résidant à Shanghai et sont très inégalement repartis dans ce territoire. Sans travail régulier et sans logement propre, ils vivent en marge et toujours en dehors des cadres juridiques de la société urbaine chinoise (le système contraignant du *Hukou* est, comme on le verra plus loin, maintenu, même s'il est aménagé).

Dans ce travail, on se propose d'étudier la cohabitation des habitants urbains et des migrants internes dans la vie quotidienne, les portraits des migrants, leur parcours résidentiel dans la ville et leurs réactions envers la rénovation prévue. Il nous faut savoir comment les deux groupes reconstruisent les espaces communs et forment une société de voisins relativement pacifique.

c) la question de la composition d'une nouvelle civilisation urbaine.

Ces deux transformations comme les conditions d'une nouvelle civilisation urbaine, croisent, d'une part, la transformation de la ville par les politiques de rénovation, et d'autre part, celle de la population urbaine par les migrations internes. Ces mutations construisent une nouvelle civilisation urbaine, provoquant un changement social dans la société urbaine. Dans un premier temps, l'espace urbain est reconstruit au cours d'une rénovation urbaine de grande envergure, puis, c'est la migration qui renouvelle la population urbaine. Dans ce cadre, nous pouvons mettre en parallèle les migrations internes, la mobilité socio-spatiale et les

⁵ Il est difficile de dresser une évaluation précise du volume de migrants quittant les zones rurales dont ils sont originaires : leur séjour hors du village peut en effet être de durée très variable et ils choisissent des destinations différentes : grandes villes, bourgs, villages d'autres districts ou provinces etc. (I. Thireau & Wang Hansheng, 2001). A titre très approximatif, on peut néanmoins citer le chiffre souvent avancé de 150 millions d'individus impliqués aujourd'hui dans un tel processus de mobilité selon une enquête par sondage sur 1% de la population menée par le Bureau national des statistiques en 2005, alors qu'il était 2 millions au début des années 1980.

dynamiques urbaines. Ces trois dimensions sont croisées dans les analyses concrètes de la thèse.

La réponse que la sociologie peut donner à cet ensemble de questions ne permettra sans doute pas de proposer un plan d'urbanisme, mais elle constitue le préalable nécessaire à la compréhension des problèmes sociaux dans la nouvelle société urbaine chinoise.

Pour cela, la thèse porte sur une ville exceptionnelle, elle envisage ces questions à partir d'un caractère monographique : il s'agit de *l'étude intensive d'un quartier* de Shanghai, et elle saisit ces dynamiques (ces processus) à travers les trajectoires spatiales, résidentielles et sociales des habitants.

Le quartier de Yuanhenong, dans l'arrondissement de Putuo⁶, nous a attiré pour plusieurs raisons. Ce quartier a été formé par la première vague de migration interne d'avant la fin des années 1950. La plupart des logements surpeuplés n'avait pas de toilettes et datait de plus de 50 ans. Depuis les années 1990, Yuanhenong a connu l'installation d'une population hétérogène, en rupture avec les anciens habitants. S'y retrouve un assemblage composite de populations variées : au regard de la possession ou non du *Hukou* de Shanghai, de l'ancienneté, et du fait d'être autochtones ou travailleurs migrants originaires de différentes provinces. Preuve de la diversité des pièces de la mosaïque, ce quartier porte le manque d'un regroupement par origine. Les nouveaux arrivants s'installent et créent un espace collectif dans un nouveau milieu.

Pour poursuivre des réformes économiques et de développement urbain, Shanghai a connu un processus intense de rénovation depuis les années 1990. Dans ce contexte, les quartiers anciens dans ce territoire jouissent d'un traitement privilégié. Yuanhenong a été incorporé dans ce processus de rénovation. Les autorités de Putuo, l'arrondissement de Shanghai dont dépend Yuanhenong, mènent une politique de rénovation urbaine, à l'instar des autres secteurs du centre-ville. Aux yeux des autorités, Yuanhenong ne constitue rien de plus qu'une simple poche de pauvreté enclavée au cœur d'un territoire stratégique. La démolition et le déplacement des résidents sont inévitables au cours de la rénovation urbaine. Le déplacement des résidents s'est effectué, de 1996 à 2005, en deux temps. Durant le premier temps, de 1996 à 1997, environ 40 foyers ont été déplacés vers des logements neufs en périphérie. Dans une seconde phase (2002-2003), durant laquelle la privatisation du marché du logement s'est généralisée, une société immobilière est intervenue dans la rénovation urbaine. Les habitants

⁶ La zone urbaine de Shanghai comprend neuf arrondissements depuis 2000 : Huangpu, Luwan, Xuhui, Changning, Jing'an, Putuo, Zhabei, Hongkou et Yangpu. Le quartier d'étude est situé au sud de l'arrondissement de Putuo.

qui sont restés dans le quartier estiment que la rénovation a tardé à cause de raisons diverses : problème foncier, difficultés administratives et financières, obstacles psychologiques et sociaux. La rénovation prévue a provoqué des divisions entre les habitants. Une partie d'entre eux a quitté le quartier désuet et insalubre, et loué leur ancienne maison aux nouveaux arrivants ; les autres ne peuvent pas faire d'autre choix que cohabiter avec des milliers de nouveaux arrivants. La mobilité résidentielle provoque un grand changement structurel dans ce quartier et amène une réorganisation spatiale et une multiplication des lieux de vie. La rénovation pose, en effet, des problèmes spécifiques qui diffèrent considérablement d'un groupe social à l'autre : propriétaires et locataires ; habitants locaux et travailleurs migrants ; jeunes et personnes âgées ; des foyers différents. Elle place aussi les groupes dans une situation précaire, de conflit, de transition, dans laquelle coexistent de fait le passé et l'avenir.

Nous avons opté pour une étude monographique, portant sur une opération de petite dimension. Afin de saisir correctement les rapports entre l'évolution provoquée du cadre urbain et les réactions du groupe concerné, il faut pouvoir les observer dans une collectivité restreinte. Nous avons donc opté pour une méthode compréhensive qualitative : étudier une collectivité restreinte, observer sa vie quotidienne dans le quartier, s'entretenir longuement avec ses membres, étudier leur parcours résidentiel, examiner tous les documents qui peuvent être rassemblés. Cette recherche est une enquête ethnographique basée sur des entretiens sociologiques qui permettent de fonder empiriquement une compréhension croisée des comportements de mobilité et de communication et quantitative plus globale, basée sur un échantillon de données. L'analyse a été effectuée à partir des premières données obtenues dans le comité de quartier, suivie par une série d'entretiens individuels qui ont été réalisés pour qualifier le récit de vie, les parcours migratoires et le parcours résidentiel dans l'espace urbain.

Notre thèse ne cherche pas seulement à décrire les transformations de Shanghai à travers un quartier. Elle entend montrer plus généralement :

1) *que l'on doit étudier les transformations urbaines à partir des activités et des choix concrets des habitants qui « font » la ville (et pas seulement à partir des projets d'urbanisme et des intentions des politiques urbaines).* Les quartiers de bidonvilles (*Penghuqu*) ont été les témoins de l'histoire de Shanghai pendant une centaine d'années et aussi du changement social de l'espace urbain qui s'est traduit par la réforme nationale, la pratique des projets d'urbanisme et les restructurations économiques etc. La rénovation de grande envergure et la privatisation du parc de logements résidentiels poussent les habitants à choisir leur nouvelle

installation dans l'espace urbain. Ce travail se propose de partir de la diversité des trajectoires spatiales et, à cette fin, de s'appuyer sur l'étude de la différenciation des trajectoires d'accès au logement. Il s'agira de saisir, dans le cours de l'enquête, l'articulation entre deux processus : d'une part la rénovation urbaine progressive de Yuanhenong sous la politique de la ville et, d'autre part, les trajectoires résidentielles et les micro-stratégies des acteurs (recours à la sous-location et au choix résidentiel) dans le cas des habitants locaux. Nous souhaitons poursuivre avec les questions suivantes : face à la rénovation urbaine prévue, quelles sont les attitudes et les réactions des habitants du Yuanhenong ? Pour ceux qui ont déjà quitté ce quartier, comment choisissent-ils leurs installations et comment louent-ils leurs anciennes maisons aux nouveaux migrants ? Pour cela, on pourra ouvrir à l'analyse la pluralité des trajectoires socio-spatiales pour retracer les portraits des habitants et leur parcours résidentiel dans l'espace urbain de Shanghai, ce qui permettra de comprendre les interactions entre les trajectoires individuelles ou familiales et les contraintes fortes d'une croissance urbaine.

2) comment les migrations et la mobilité des populations transforment les villes des pays émergents et comment se construisent les nouvelles sociétés urbaines. La transformation de la ville se caractérise par l'émergence de migrants multimillionnaires dont les dynamiques singulières changent les modalités de structuration des territoires et la mobilité spatiale des populations urbaines. De surcroît, les changements d'échelles spatio-temporelles fixent de nouvelles règles du jeu pour les populations et les agents des politiques urbaines. Ces profonds changements transforment la structure de la population urbaine totale et renouvellent les modes de leur usage de la ville. Il convient d'appréhender la migration et la mobilité spatiale comme « un fait social total », ne se limitant pas au seul déplacement, elles se situent à l'origine et à la charnière de nouvelles organisations et représentations. Inscrites dans les territoires, elles mettent en jeu le fondement même de la société urbaine. C'est surtout le cas de Shanghai qui fait face à ces deux changements sociaux : la reconstruction de la population urbaine et la reconstruction de l'espace urbain. Dans ce contexte, il nous faut savoir comment les deux dimensions se croisent et fonctionnent ensemble dans le cadre de la ville, et comment une nouvelle société urbaine se construit. Ce sont des questions incontournables en pensant la ville d'aujourd'hui en Chine.

3) qu'il faut réfléchir, à partir du terrain urbain, à la question de la spécificité chinoise et interroger ses limites. Alors que Shanghai peut être regardée comme un laboratoire de la

Chine d'aujourd'hui, comme Chicago l'a été à la fin du XIX^e siècle, on peut souhaiter que le terrain shanghaien contribue à renouveler les questions que les sciences sociales se posent. Et on peut espérer aller plus loin, pas seulement sur le quartier d'étude ou la ville de Shanghai, mais inscrire ce travail dans une réflexion sociologique plus générale, comme la question de la spécificité chinoise, ses différences avec les modèles occidentaux et ses limites. A travers ces questions concrètes, on pourra mieux penser les questions urbaines de la Chine d'aujourd'hui.

Organisation de la thèse

La thèse est déployée en deux grandes parties.

1, Les deux premiers chapitres de la thèse exposent les cadres théorique et méthodologique. Dans le **chapitre 1**, nous voudrions poser le cadre théorique à partir duquel proposer des protocoles de descriptions sur un objet particulier : la rénovation urbaine et la migration urbaine. Ce chapitre est consacré à des descriptions et des théorisations sociologiques proposées sur le thème de « migration et ville ». Le **chapitre 2** a pour but d'éclaircir les principes méthodologiques que nous avons adoptés, comme l'usage sociologique des biographies et des analyses de quartier, à un niveau que l'on pourrait qualifier de micro-sociologique. En fait, il contient aussi une illustration des techniques employées (les entretiens, l'observation directe et la lecture de documents et d'articles de presse). Cette partie expose, par ailleurs, comment a été le travail de terrain à Shanghai (16 mois : d'août 2006 à novembre 2007). Les enquêtes de terrain vont porter sur la reconstruction des histoires individuelles et des changements de quartier.

2, La seconde partie, consacrée à analyser les transformations sociales de Yuanhenong, va être déployée en trois moments :

a) le processus long sur la migration interne, la mobilité socio-spatiale et la dynamique urbaine (**chapitre 3**). Il met en évidence une description générale de la politique migratoire en Chine, la contribution de la migration interne à la croissance de la population de Shanghai et la place des migrants dans l'espace de Shanghai. Cette description fournit une bonne représentation du contexte urbain.

b) la stabilisation difficile dans un quartier. Nous pourrions distinguer artificiellement deux niveaux d'observation : l'étude de la transformation du quartier en tant que cadre de vie sociale (**chapitre 4**), et l'étude de l'évolution de la morphologie de sa population (**chapitre 5**). Il nous faut suivre, tout d'abord, la construction sociale de quartier à travers l'histoire et ses

représentations, et aussi son image sociale. Dans un second temps, la construction et la morphologie de la population urbaine de ce quartier, qui mérite aussi notre attention, va être analysé à travers les deux groupes sociaux : les habitants locaux et les travailleurs migrants. C'est l'objet de deux chapitres. Il ne s'agit pourtant pas d'une simple description. Sur le cadre de la thèse, cette description nous donne une base analytique.

Dans le **chapitre 6**, nous montrerons deux processus d'élaboration identitaire : la rupture d'avec la société rurale et la construction identitaire par la société d'accueil. Ces deux processus semblent avoir donné lieu à l'affirmation d'une identité nouvelle : l'identité « migrant ». Nous nous proposons de faire dans un premier point une analyse de la rupture identitaire relative à l'évolution de l'image paysanne. Dans un second point, nous montrerons comment les autochtones de Yuanhenong ont contribué à la production de ces discours et représentations par un processus de construction de différences entre les deux « groupes ». Il s'agit d'être extrêmement prudent face à une éventuelle application de ces catégories dans le domaine des sciences sociales ; il faudrait au contraire les mettre en question et les déconstruire. Cette analyse nous permettra en dernier lieu de montrer les mécanismes de constructions identitaires qui peuvent fonctionner au sein d'un groupe migrant.

Dans le **chapitre 7**, nous poserons une double question : Comment les migrants et les Shanghaiens de souche cohabitent dans un même espace ? L'appropriation de l'espace est-elle liée à un processus de structuration communautaire ? Autrement dit, l'existence d'un espace où accueillir de nombreux migrants favorise-t-elle l'organisation interne et l'autonomisation, voire la marginalisation d'une population migrante ? Cet ensemble de questions peut sans doute bien représenter l'actualité de la cohabitation dans le quartier.

c) Les changements et les réactions (**chapitre 8**). Ce chapitre sera consacré à analyser le changement social de Yuanhenong face à la rénovation prévue. Les rumeurs de la rénovation du Yuanhenong circulent depuis longtemps. Mais, en fait, l'idée a été, partiellement, mise en œuvre jusqu'au début des années 2000. L'étude du changement concerne divers aspects : un processus de rénovation, la modification des comportements des habitants, la dissociation du groupe à travers le parcours résidentiel différent, l'apparition de nouvelles formes de sociabilité etc. Nous demandions aux gens ce qu'était pour eux le quartier, au moment où il était menacé par la rénovation et l'évolution des conditions de vie. A travers les différents portraits et les choix résidentiels des habitants, nous pourrions mieux penser la reconstruction des espaces urbains.

En conclusion, nous proposerons une relecture analytique de notre travail et montrerons comment nous avons répondu aux questions posées. Le point de départ à la réflexion des

questions sur les villes chinoises s'appuyait sur une bonne connaissance des problématiques contemporaines de la ville, telles que la rénovation urbaine et la migration interne. Ces problématiques touchent les dynamiques urbaines. Par ailleurs, nous indiquerons les limites de recherche et les questions à réfléchir dans les recherches futures.

Dans la postface, pour tenter de trouver une possibilité de comparaison avec la situation des chinois à Paris, nous avons aussi choisi Belleville, un quartier situé dans le XX^e arrondissement de Paris, comme terrain comparatif. De tels quartiers chinois⁷ sont toujours des terrains de prédilection pour la sociologie et l'anthropologie urbaine en France. Connu comme un espace commercial asiatique, structuré et stigmatisé par la société française, ce quartier accueille les migrations internationales, surtout les nouveaux immigrés chinois principalement originaires du Wenzhou (une région de la province de Zhejiang avec une tradition migratoire) et du Nord-est de la Chine (*Dongbei*) et d'autres villes sans tradition migratoire, ceci depuis 1980. L'analyse du quartier de Belleville fut réalisée à travers des documents existants⁸ et aussi par des entretiens approfondis auprès des immigrés chinois⁹. Nous allons retracer l'histoire de Belleville et les migrations diverses, notamment les migrations chinoises. Nous nous consacrerons aux représentations des parcours des nouveaux immigrés chinois à partir d'une enquête empirique auprès des immigrés chinois en région parisienne. Nous devons réfléchir à la possibilité de faire une comparaison entre les migrations interne et internationale.

⁷ Le Triangle de Choisy dans le XIII^e arrondissement de Paris et le quartier de Belleville dans le XX^e arrondissement.

⁸ Comme l'un des terrains de prédilection pour la sociologie et l'anthropologie urbaine, le cas que j'ai présenté résume quelques recherches menées depuis les années 1980 en France, pour la plupart avec les travaux de Patrick Simon. Ces thèmes ont été étudiés comme des formes d'appropriations de l'espace et d'identité communautaire (P. Simon, 1989), l'intégration au quartier de l'immigré (P. Simon, 1990), les activités économiques du quartier (S. Fayman & P. Simon, 1991) etc.

⁹ De janvier à juillet 2006, j'ai travaillé comme bénévole dans l'association Pierre-Ducet, une association franco-chinoise fondée en 1993 avec pour mission de créer des passerelles entre les populations chinoise et française en France. J'y ai rencontré beaucoup de nouveaux immigrés chinois dont la plupart habitent dans le quartier de Belleville. Mon activité de bénévole m'a permis d'interroger plus facilement les immigrés chinois à Paris. Durant cette période, j'ai mené plusieurs actions : enseigner le mandarin pour des Français les samedis matin, assister aux activités chinoises organisées par l'association ou encore fréquenter les quartiers chinois dans le III^e, le XIII^e et le XX^e arrondissement de Paris.

Première Partie
Théories et méthodologies

Chapitre 1 - Objet d'étude et état de la question

Introduction

Depuis l'École de Chicago, les études sur l'inscription spatiale des migrants dans le tissu urbain ont occupé progressivement une place au sein de la sociologie et de l'anthropologie urbaine. De même, depuis les années 1960 en France, dans le contexte de rénovation urbaine, la ville et la migration à travers l'étude des phénomènes d'exode rural et d'immigration de main d'œuvre étrangère sont des thèmes associés dans de nombreuses études. Cohabitation, mobilité et migration etc., de tels mots apparaissent toujours dans les études urbaines.

Actuellement, en Chine, ville et migration interne sont aussi deux thèmes sur lesquelles se cristallisent les questions sociales qui traversent le pays depuis les années 1990. Les problèmes d'intégration sociale urbaine des « ouvriers-paysans » (*mingong*)¹⁰, l'urbanisation et la rénovation urbaine se conjuguent dans les grandes villes chinoises. A Shanghai, ces questions sont particulièrement évidentes. Les réformes des années 1990 projettent la ville de Shanghai vers l'avenir. Un remodelage de grande envergure de son visage urbain a déjà commencé. Cette transformation est synonyme d'arrivée massive de travailleurs migrants. Il faut, cependant, noter que l'urbanisme en Chine s'intéresse davantage à la restructuration des villes anciennes. La rénovation urbaine modifie peu à peu le visage architectural et social des vieux quartiers. Cette dynamique, source de tensions sociales potentielles, produit une forte demande des politiques, des médias¹¹ et des opinions des masses sur les chercheurs afin que ces derniers apportent une explication à ce phénomène.

Dans ce chapitre nous souhaitons poser le cadre théorique à partir duquel proposer des protocoles de description sur un objet d'étude particulier : la rénovation urbaine et la

¹⁰ *Mingong*, abréviation de « *Nongmingong* », littéralement : les ouvriers-paysans, que l'on peut traduire par travailleurs migrants internes venus de la campagne. Le phénomène de *mingong* date de longtemps en Chine. Le terme « *Nongmingong* » apparaît dans l'usage comme catégorie d'analyse pour la première fois dans les travaux de Zhang Yulin (1983), désignant les paysans qui se consacrent aux travaux non-ruraux. Puis, il est introduit dans les domaines comme la sociologie et l'économie, y compris dans la société entière. Mais cette expression a été officiellement utilisée à partir de 1991 date à laquelle le Conseil des Affaires d'État (*Guowuyuan*) lançait une norme sous le titre « les règles pour les entreprises propriétés du peuple et qui emploient des paysans comme ouvriers sous contrat » (*Quanmin suoyou zhi qiye zhaoyong nongmin hetong zhi gongren de guiding*). Selon ce document, les paysans qui travaillent dans les villes s'appellent « paysans-ouvriers sous contrat » (*Nongmin hetong zhi gongren*), l'abréviation « *Nongmingong* » ou « *Mingong* », distingue les autres ouvriers qui possèdent un *Hukou* urbain.

¹¹ On savait déjà les Médias en Chine sous contrôle du Gouvernement Central. Ils ont tendance à donner une vision trop optimiste de la réalité chinoise. Malgré les nombreuses interdictions, quelques sujets tabous sortaient de temps en temps, comme par exemple certains cas de corruption, quelques reportages sur des catastrophes naturelles (ex : SRAS, grippe aviaire, contamination au benzène de la rivière Songhua, etc.) ou encore des reportages sur les très nombreuses émeutes qui font bouger les campagnes lointaines. L'état se resserre donc encore un peu plus sur le secteur des Médias en Chine. D'après les informations présentées dans le Journal de HK, le gouvernement est en train de préparer un projet de loi visant à punir par des amendes les Médias qui publieraient des informations sans l'autorisation des administrations de tutelles.

Sur ce point, on se reportera : « China to tighten supervision over blogs and online search engines », *People's Daily*, 29/06/2006; « Guangzhou Internet Police to Patrol Bulletin Board System and Blogs », *Nanfang Daily*, 29/06/2006; « On the Table: Fines for Breaking News », *South China Morning Post* (HK), 26/06/2006

migration urbaine. Il est consacré à des études antérieures et des théorisations sociologiques proposées sur le thème « migration et ville ». Ce chapitre est donc la base théorique sur laquelle est construit le point de vue de la thèse.

1.1. Présentation générale de l'objet d'étude et construction de la problématique

1.1.1. Croissance urbaine et rénovation

Le développement des métropoles chinoises s'apparente fortement au modèle qui associe un fort potentiel d'extension spatial à un fort potentiel de spécialisation fonctionnel des espaces (J.-F. Doulet, 2001). Ces dynamiques reposent sur de nouveaux mécanismes de production de l'urbain qui intègrent totalement les stratégies de la valorisation foncière. L'émergence d'un marché foncier a permis aux municipalités de dynamiser la construction d'infrastructures et de logements tout en garantissant une certaine manne financière. Aujourd'hui, les promoteurs immobiliers sont devenus des acteurs incontournables dans la production des espaces urbains en Chine¹².

Au tournant du XXI^e siècle, l'État chinois entreprend de reconverter le secteur du logement à l'économie de marché. Shanghai, confronté à une pénurie endémique d'habitations, adopte alors une politique de construction d'immobilier résidentiel de grande envergure. Celle-ci poursuit trois objectifs majeurs : la mise à disposition d'un nombre satisfaisant d'appartements en périphérie urbaine ; la promotion de l'accession à la propriété dans des logements neufs ; le désengorgement du centre-ville surpeuplé (V. Laurans, 2005). Derrière ces objectifs, le gouvernement municipal effectue le redéploiement du parc résidentiel de Shanghai. Les opérations de rénovation urbaine présentent un aspect ambivalent, qu'avec D. Schubert on peut qualifier de « double visage de Janus » (H. Janniere, 1997) : un des effets pervers de la modernisation, tant des infrastructures que des immeubles collectifs est que, loin d'améliorer les conditions de vie et d'habitat des couches sociales les plus défavorisées, elle va au contraire les fragiliser et les éloigner progressivement du centre-ville, sinon même les priver définitivement de logement.

Depuis 2000, la ville de Shanghai connaît une rénovation urbaine assez rapide sous l'action du gouvernement municipal. Beaucoup de tours sont construites au centre-ville au prix de la destruction des vieux bâtiments et du déplacement de nombreux d'habitants du centre vers la

¹² Du 25 octobre au 6 novembre 2001, l'Institut pour la ville en mouvement (PSA Peugeot -Citroën) a invité un groupe d'experts à participer à une mission en Chine autour d'un colloque sur le thème « Croissance urbaine, modes de transport et intermodalité » que l'Institut a organisé à Chengdu le 30 et le 31 octobre dans le cadre de la rencontre annuelle du Comité France-Chine (voir : J.-F. Doulet, 2001).

périphérie urbaine. Au total, 38 millions de mètres carrés de bâti ancien ont été détruits depuis 1990 dans les dix arrondissements centraux de la métropole (soit 1,8% de la surface du centre-ville)¹³. Parallèlement, plus de 800 000 familles (2,7 millions d'habitants) ont été déplacées vers la banlieue entre 1992 et 2001¹⁴. De façon schématique, cette logique tend à disséminer la pauvreté dans des quartiers populaires périphériques et à concentrer les richesses au cœur du centre-ville. Des reportages sur ce mouvement lancé par la municipalité de Shanghai paraissent de temps en temps dans les médias étrangers¹⁵. La rénovation urbaine privilégie la restructuration complète de quartiers entiers sans réelle prise en compte des droits des occupants, par exemple à travers le relogement. Dans les opérations de rénovation urbaine, les propriétaires retrouvent un logement, mais dans le cadre normal de l'expropriation¹⁶. Les dépenses de relogement ne sont alors pas du tout prises en compte dans les budgets du gouvernement, et dans la pratique, les locataires ne sont souvent pas relogés, ou lorsque les propriétaires sont relogés, ils se retrouvent repoussés vers des quartiers périphériques. C'est ce manque de prise en compte de l'aspect social qui sera beaucoup reproché aux opérations de rénovation urbaine¹⁷ : absence de relogement systématique, rupture des « liens de quartiers » pour les occupants qui devront habiter ailleurs. La rénovation urbaine aura pour une bonne part permis de supprimer de nombreux immeubles insalubres ou vétustes sans avoir à supporter les charges financières liées relogement des habitants, sous couvert d'un urbanisme progressiste.

¹³ Depuis 2000, l'arrondissement de Nanshi est fusionné avec l'arrondissement de Huangpu. Neuf arrondissements sont donc situés dans le quartier de Puxi, zone urbaine centrale de Shanghai à l'ouest de la rivière Huangpu.

¹⁴ Selon les orientations du schéma 1999-2020, la population des arrondissements centraux de Shanghai doit être maintenue aux alentours de 8 millions d'habitants. Voir : « Le schéma général de l'urbanisme de Shanghai (1999-2020) » (*Shanghai shi chengshi zongti guihua* 1999-2020). [en ligne].

Disponible sur : <http://www.shanghai.gov.cn/shanghai/node2314/node12959/node12967/userobject21ai50955.html>

¹⁵ Cf. l'ensemble des articles dans les médias français : P. Pataud-Célériér, « La Chine en mutation, Shanghai sans toits ni lois », *Le Monde diplomatique* du mars 2004 ; B. Pedroletti, « Shanghai : les dessous sales du capitalisme rouge », dans *Le Monde* du 23/10/2006. « La colère des petites gens de Dun Hui Fang gronde, comme partout à Shanghai, où des petits propriétaires se sont trouvés sans recours face à une justice inféodée au pouvoir, souvent inopérante, et une police qui, pour intimider les récalcitrants, use des bonnes vieilles méthodes de la répression politique. Ils sont nombreux : 20 millions de mètres carrés d'habitations ont été détruits en dix ans et plusieurs dizaines de milliers de personnes déplacées. »

En outre, il y a aussi beaucoup d'informations sur l'internet sur les conflits liés au déplacement et à la violence contre ce déplacement etc. Par exemple : un couple de personnes âgées est mort dans un incendie causé par la société chargée du déplacement. Il y a aussi les incidents causés par le déplacement de Jianyeli, un îlot de *Shikumen* construit dans les années 1930 etc. En fait, ces informations sont strictement contrôlées par le gouvernement municipal de Shanghai (voir note 2).

¹⁶ L'expropriation est l'acte de prendre possession d'un bien en échange de peu ou pas de compensation et indépendamment des souhaits du propriétaire original. A Shanghai, le processus de l'expropriation foncière a débuté en 1990, principalement dans les zones urbaines périphériques en raison du développement urbain ou de l'exploitation foncière. Normalement, les paysans, soit obtiennent une somme de compensation pour l'expropriation foncière (*Zhengdi buchangfei*), soit sont relogés dans un nouveau endroit. En fait, en Chine actuelle, l'expropriation foncière est une action forcée par le gouvernement pour cause d'intérêts publics (voir : Chen Yingfang, 2003a)

¹⁷ Cf. sur ce point, l'ensemble des articles de Wang Lianli dans le website de *Dajun Economic Watch* (2004).

Wang Lianli (2004), « Shanghai wei chengshi gaizao suo fuchu de daijia » (Le prix payé par la ville de Shanghai pour la rénovation), 15 mars ; « Dongqian maodun shi bupingdeng jiaoyi chansheng de jieguo ----waishang weishenme ruci yilai zhengfu ? women de zhengfu zai bangshui zhuanqian ? » (Contradiction de déplacement est un résultat de transaction inégale---pourquoi les commerçants étrangers dépendent du gouvernement ? Pour qui notre gouvernement gagne-t-il de l'argent ?), 16 mars.) [en ligne].

Disponible sur : <http://www.dajun.com.cn/dichan2.htm>

1.1.2 Le cas des populations déplacées

Dans un contexte de réformes économiques et du relâchement du système d'enregistrement territorial des familles (*Hukou*¹⁸), de nouvelles politiques migratoires internes en Chine continentale ont été définis, le processus d'urbanisation s'est largement amplifié, les migrations internes se sont alors fortement intensifiées. Les deux dernières décennies du XX^e siècle se sont caractérisées par de nouveaux mouvements de déplacement en Chine, provoqués principalement par des motifs économiques, et dans une moindre mesure individuel. Ces déplacements se situent à l'intérieur d'un même pays, principalement des régions rurales aux villes, et sont alors désignés comme des vagues de « ouvriers-paysans » (*mingong*)¹⁹. Depuis les années 1990, le chiffre de *mingong* ne cesse d'augmenter. Selon le Bureau de recensement national (*Guojia Tongji Ju*), on estime qu'il y a plus de 120 millions de paysans travaillant dans les villes en 2005 en Chine²⁰.

L'immigration interne fait, aujourd'hui plus que jamais, partie du paysage de nombreuses métropoles en Chine, du fait de la prédominance de plus en plus marquée des villes et surtout des métropoles comme lieux d'installation permanente de nouveaux arrivants. Ces deux dernières décennies, la migration dans les mégalo-poles est en forte augmentation. C'est tout particulièrement le cas de Shanghai, région qui a attiré le plus grand nombre de travailleurs migrants. Selon les statistiques les plus récentes du Bureau de recensement de Shanghai (*Shanghaishi Tongji Ju*), en 2003, on estime à environ 4,9 millions, les travailleurs migrants, dont la proportion de familles migrantes atteint 61,8%²¹. La plupart des familles migrantes vivent dans des conditions difficiles. Représentant le niveau le plus bas de l'échelle sociale, les migrants internes occupent les emplois délaissés par les habitants locaux. Ils se trouvent en effet dans une position précaire dans le sens où ils ne sont ni complètement intégrés à la vie économique et sociale urbaine, ni prêts à rentrer dans leur village d'origine. Ils viennent chercher un complément de moyens d'existence pour eux et pour leur famille, qu'ils ne peuvent espérer trouver dans leur province d'origine. Il nous paraissait donc nécessaire d'éclaircir les causes et les enjeux de cette situation ambivalente.

¹⁸ *Hukou* : littéralement : bouche de foyer. On traduit généralement le terme par l'enregistrement de la résidence familiale. Le système de *Hukou*, fondé en 1958, est un système de contrôle administratif et social établi sur la base du recensement fait à l'époque des foyers dont les membres, que ce soit dans les zones rurales ou urbaines, doivent s'enregistrer eux-mêmes auprès du bureau local de sécurité publique en tant que résident local. Après enregistrement, les foyers reçoivent un certificat *Hukou* sur lequel tous les membres sont inscrits de façon détaillée en tant que résidents ; ils pouvaient ainsi être contrôlés de près par le comité de quartier en zone urbaine ou par les comités de villages en zone rurale.

¹⁹ Voir note 10.

²⁰ Si l'on compte les paysans travaillant dans les entreprises rurales, ce chiffre va dépasser 200 millions. Voir : L'équipe de recherche dans le Conseil des Affaires d'État, « *Zhongguo nongmingong diaoyan baogao* » (Rapport de l'enquête sur les *mingong* en Chine), *Zhongguo Yanshi chubanshe*, 2006.

²¹ Source : *Shanghai tongji nianjian* (L'annuaire statistique de Shanghai), l'année 2004, *Zhongguo tongji chubanshe*, 2004.

En travaillant essentiellement sur ce groupe, nous avons pu identifier les modalités de réappropriation de « la contrainte » mise en œuvre par la population déplacée, autour des enjeux que constituent l'installation et l'organisation dans un nouvel espace ainsi que la survie économique et sociale du groupe. Travailler sur les populations déplacées ouvre donc la possibilité, en terme de perspective de recherche, d'identifier, de reconstituer et de suivre différentes « trajectoires », c'est-à-dire des évolutions, dans le temps, des positionnements des différents acteurs face aux enjeux qui découlent de leur situation. En croisant les expériences des uns et des autres, il devient ainsi possible de reconstituer l'histoire ou les histoires de ce déplacement et d'en comprendre les diverses dynamiques. Néanmoins, mettre l'accent sur les expériences individuelles, les relations au quotidien ne signifie pas sous-estimer la réalité des rapports sociaux et des logiques d'ensemble. On a déjà évoqué l'influence des représentations sociales du lieu sur ses habitants. En outre, la manière dont ils perçoivent leur situation est étroitement dépendante de leur situation dans d'autres domaines (marché du travail, situation familiale etc.).

Partant, de ce constat, il est apparu difficile d'isoler de notre étude la question du travail des migrants, de leurs rapports à la communauté d'origine, mais aussi les enjeux politiques et médiatiques qui se nouent autour d'eux. Le choix d'une approche qui se réduirait à prendre pour unique objet d'étude des comportements dans un cadre défini peut ainsi limiter la compréhension des phénomènes locaux, dans la mesure où le sens que leur attribuent les individus dépend de facteurs extérieurs.

Notre travail de recherche permettra de formuler une problématique spécifique sur la population déplacée à savoir : comprendre comment - c'est-à-dire par quelles modalités - dans une situation de déplacement, une population tente de se réapproprier « la contrainte » à travers l'étude des mécanismes d'organisation collective (spatiale, sociale etc.), des mécanismes d'interprétation de reconstruction identitaire et des mécanismes d'adaptation de la vie urbaine.

1.1.3 Définitions et usages des concepts

En raison de l'utilisation connotée de certains termes, il est nécessaire de clarifier la définition des concepts utilisés au cours de cette recherche.

1.1.3.1 Migrants internes (*Mingong*)

Dans le cadre de notre recherche, nous nous proposons de reprendre la définition, très large, des personnes déplacées.

La définition du concept de « migrant » est un peu différente en France et en Chine. Pour la France, la migration est toujours liée avec l'étranger. Selon la définition statistique donnée par INSEE²² dans l'ouvrage *Les étrangers en France*, paru en mai 1994 ainsi que par le Haut Conseil à l'Intégration, un migrant est « une personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Les personnes nées françaises à l'étranger et vivant en France ne sont donc pas comptabilisées ». De même, les recherches sur la migration se focalisent aussi sur la migration internationale. Comme le note P. Bourdieu, l'immigré n'est « *Ni citoyen ni étranger, ni vraiment du côté du même, ni totalement du côté de l'autre, l'immigré se situe en ce lieu bâtard, dont parle aussi Platon, la frontière de l'être et du non-être social. Déplacé, au sens d'incongru et d'importun, il suscite l'embarras ; et la difficulté que l'on éprouve à le penser—jusque dans la science, qui reprend souvent, sans le savoir, les présupposés ou les omissions de la vision officielle — ne fait que reproduire l'embarras que crée son inexistence encombrante* » (P. Bourdieu, 1999, p. 9). Évidemment, cette notion de P. Bourdieu concerne la migration étrangère.

En Chine, la définition de « migrant » est un concept comparativement général et indistinct. D'après le *Cihai* (Grand dictionnaire de la langue chinoise), ce concept de « migrant » désigne « les individus qui se déplacent à l'étranger et y s'installent de manière permanente, ou la migration de population nombreuse et planifiée ». Évidemment, cette signification comprend les deux types de migration : interne et internationale. Dans la Chine actuelle, il y a un certain nombre de concepts ayant rapport avec les migrants internes. Le premier concept, celui de « population de déplacement » (*Qianyi renkou*), qui est utilisé généralement en démographie, signifie les gens qui se déplacent d'une région à une autre dans le but de s'y installer. Le deuxième concept est celui de « population flottante » (*Liudong renkou*), désignant les gens qui se déplacent temporairement, y compris les étudiants, les personnes se déplaçant pour des motifs de loisirs ou de visite etc. Le troisième est celui de « ouvriers-paysans » (*Mingong*), et désigne les paysans qui viennent de provinces pauvres et trouvent du travail dans les villes. En sociologie, en effet, le mot « migrant » recouvre la notion de travailleur et sa famille. C'est donc une catégorie sociale, qui obéit à des réglementations spécifiques à l'intérieur de chaque État. Dans notre étude, ce sont surtout les travailleurs migrants qui sont concernés²³.

²² INSEE : l'Institut national de la statistique et des études économiques.

²³ Noter ici que les travaux de démographie quantitatifs distinguent rarement ces catégories des populations déplacées, d'où l'importance d'une sociologie qualitative.

Le changement de ce terme « *Mingong* » s'accorde à la réforme de l'État. On pourrait sans doute écrire l'histoire de ce mot. Il est parti de l'expression « *Mangliu* »²⁴, officiellement utilisée à partir de 1952, date à laquelle le Ministère de l'Intérieur de l'Autorité centrale publiait un article dans *Quotidien du Peuple* sous le titre « on doit persuader les paysans de ne pas entrer dans les ville aveuglement » (*Ying quanzu nongmin mangmu xiang chengshi liudong*). Depuis lors, le mot « *Mangliu* » est toujours utilisé dans les décrets officiels. En 1984, Zhang Yulin, sociologue de l'Académie des sciences sociales de Pékin, a proposé le terme de « paysans-ouvriers » (*Nongmingong*) pour la première fois dans son article publié dans la revue sociologique (*Shehuixue yanjiu tongxun*), puis, ce terme est devenu populaire. Mais cette expression a été officiellement utilisée à partir de 1991 date à laquelle le Conseil des Affaires d'État (*Guowuyuan*) lançait une norme sous le titre « *Quanmin suoyouzhi qiye zhaoyong nongmin hetongzhi gongren de guiding* » (les règles pour les entreprises propriétés du peuple et qui emploient des paysans comme ouvriers sous contrat). Ce changement de mot rend sans doute possible l'adoption par l'autorité chinoise du XX^e siècle du concept de « migrant interne » qui va s'incorporer pour longtemps au vocabulaire administratif.

Dans notre perspective, ce qui nous intéresse le plus n'est pas ce que la notion de « migrant » doit recouvrir mais plutôt quels acteurs l'utilisent, dans quels contextes, et autour de quels enjeux. Il s'agit, dès lors, de déterminer à partir de quel moment et dans quelles circonstances une personne est reconnue comme migrant puis ne l'est plus ; dans quelles circonstances les acteurs se désignent eux-mêmes comme migrants, et ce que le terme signifie pour les uns et les autres. Nous nous proposons ainsi de prendre le terme « travailleur migrant », avant tout comme une catégorie sociale, un système de classements mouvants en fonction des circonstances et des ensembles économiques, politiques et/ou culturels plus larges qui leur donnent un contenu spécifique.

1.1.3.2 Habitants locaux (Autochtones)

Officiellement, sur un plan juridique, il n'y a aucune définition du mot « autochtone ». Mais la notion est utilisée, il faut donc définir comment elle s'applique aux individus qui se reconnaissent eux-mêmes comme « autochtones » et sont reconnus et acceptés en tant qu'autochtones par leur communauté. Ils entretiennent des liens étroits avec leur territoire et

²⁴ *Mangliu*, littéralement : courant cécité, que l'on peut traduire par migrants internes aveugles. Ce terme « mangliu » désigne les paysans qui entrent dans les villes aveuglement. Cette expression a été officiellement utilisée à partir de 1952. Mais en réalité, du point de vue des migrants, la migration vers les villes n'est pas aveugle, à l'inverse, les migrants ont des buts précis, notamment, économiques.

les ressources de l'environnement qui les entourent et pratiquent des langues, des cultures et des croyances distinctes²⁵.

Dans notre étude, l'expression « habitants locaux » désigne la première génération arrivée dans le quartier avant les années 1950²⁶ et les générations suivantes, qui s'installent dans un semblable contexte. C'est donc un groupe social auto-défini par opposition aux immigrants récents. Ils possèdent tous le « *Hukou* de Shanghai » et habitent dans le quartier depuis longtemps. Tous sont propriétaires de leurs logements, lesquels sont soignés. A l'opposé des groupes migrants isolés et peu organisés, les habitants locaux ont le pouvoir de mobiliser les jeunes des générations suivantes autour de projets identitaires, ainsi qu'autour de projets de mobilité sociale. Cette population structure la vie locale et « donne le ton ». C'est elle qui imprime au quartier son caractère « populaire », si l'on entend par là cet assemblage d'ouvriers, d'artisans et de commerçants.

Depuis une vingtaine d'années, cette population a peu changé. Avec l'afflux de nouveaux arrivants dans le quartier, les habitants locaux se scindent en deux parties : un certain nombre, souvent les jeunes, quittent le quartier et les autres, plus âgés, restent.

1.1.3.3 Bidonville

Le mot « bidonville » a été employé pour la première fois en 1953 à propos du Maroc²⁷ pour désigner littéralement des « maisons en bidons », c'est-à-dire un ensemble d'habitations construites avec des matériaux de récupération. Ce mot a progressivement pris une signification plus large pour rejoindre les termes anglais *shanty town* et *slum*²⁸. Ce dernier est

²⁵ Ici, on se reportera au concept de « groupes d'interconnaissance dispersants » par M. Maget (1955), c'est-à-dire les groupes à base locale, relativement homogènes sous le rapport de la formation et du genre de vie dans lesquels « tout le monde se connaît ». Selon P. Champagen (1975), le concept de « groupe local » est ambigu dans la mesure où il pourrait suggérer que la localité comme telle peut être un principe de constitution des groupes ; en fait, même les relations en apparence les plus locales comme les relations de voisinage supposent au moins la constitution d'un intérêt social « à voisiner ». C'est pourquoi il paraît préférable d'utiliser l'expression « groupe à base locale » qui marque plus nettement qu'il s'agit de la dimension spatiale des relations sociales.

²⁶ Avant les années 1950, les individus pouvaient se déplacer librement dans le territoire chinois. Depuis 1958, avec l'utilisation du système du *Hukou*, le nouveau pouvoir politique limitait strictement toute mobilité ascensionnelle des campagnes vers les villes.

²⁷ Première utilisation attestée par R. Gauthier, « Du Maroc » dans *Le Monde*, 9 septembre 1953, p. 4 col. 2 ; source : Étymologie de « bidonville », portail lexical, CNRTL.

²⁸ On pourrait sans doute écrire l'histoire du mot « slum ». Terme de l'argot populaire de Londres, il désigne d'abord « a room of low repute » ou « low, unfrequented parts of the town ». Pendant la majeure partie du XIX^e siècle, il apparaît par écrit plutôt sous la forme « back-slum(s) » et, en règle générale, entre guillemets. La montée du mouvement pour la réforme du logement conduit alors à une série de transformations : le terme reçoit une acception technico-juridique, pour désigner « a house materially unfit for human habitation » et « slums » passe dans le langage courant, perdant ses guillemets à l'écrit dans les années 1880, au même moment où « suburbs » ou « suburbia » émerge comme catégorie de la diversité des noms de lieu. D'un terme vulgaire, stigmatisant et rare, à l'objet indéfini, la réforme a fait un concept général et opératoire : il est possible désormais de délimiter sur une carte des « slum areas ». L'histoire continuera au XX^e siècle, de part et d'autre de l'Atlantique, marquée par deux mouvements liés qui aboutiront à la désuétude du terme. D'un côté, l'adoption de législations autorisant la démolition imposera des définitions rigoureuses qui ne peuvent se satisfaire du halo de connotations qui accompagnait « slums » et aboutiront à l'adoption de nouveaux termes « techniques » qui permettront du même coup d'euphémiser la stigmatisation sociale des habitants : aux Etats-Unis, « tenement-house », « tenement district », puis

apparu au début du XIX^e siècle, probablement utilisé par l'écrivain James Hardy Vaux pour décrire les taudis de Dublin²⁹, mais signifiait davantage « racket » ou « commerce criminel » à l'époque ; *shanty town* signifie littéralement « quartier / ville de taudis »³⁰.

Les premières définitions des quartiers populaires insalubres remontent au XIX^e siècle, en particulier sous l'impulsion du chercheur et philanthrope britannique Charles Booth, auteur de *Life and Labour of the People of London*. Le bidonville y est vu comme « un amalgame de conditions de logement sordides, de surpeuplement, de maladie, de pauvreté et de vice », incluant ainsi une dimension morale. Le Bureau Américain du travail définit les *slums* en 1894 comme des « zones de ruelles sales, notamment lorsqu'elles sont habitées par une population de misérables et de criminels »³¹. Cette dimension morale va diminuer au cours du XX^e siècle, en réalisant que les habitants des bidonvilles sont plus souvent victimes que générateurs de la criminalité.

Il n'y a pas actuellement de « définition universelle » des bidonvilles. Chaque pays, voire chaque ville, utilise une définition différente, avec des critères adaptés à la situation locale. Une définition très simple telle que proposée par l'UN-Habitat (The United Nations Human Settlements Programme)³² est : « Une zone urbaine très densément peuplée, caractérisée par un habitat inférieur aux normes et misérable »³³. Cette définition inclut les éléments de base de la plupart des bidonvilles : surpeuplement, habitat de mauvaise qualité, et pauvreté. Mais face aux diverses définitions générales, l'UN-Habitat a eu besoin d'une définition opérationnelle, utilisable par exemple pour recenser le nombre d'habitants des bidonvilles ; elle a donc recensé les caractéristiques communes des bidonvilles, d'après les définitions existantes³⁴ :

« deteriorated neighborhood » apparaîtront entre les années 1890 et les années 1930. Parallèlement, un nouveau regard sur les quartiers populaires apparaît avec l'émergence du travail social à partir des années 1910 : dans ces contextes, les « slums » de la fin du XIX^e siècle pourront être élevés à la dignité de « neighborhoods » ou « communities » par la grâce d'un projet de reconstruction des relations sociales. Ce changement rend sans doute possible l'adoption par les city planners américains des années 1920 du concept de « neighborhood unit » qui va s'incorporer pour longtemps au vocabulaire international de l'urbanisme (voir : J.-C. Depaule & C. Topalov, 1996).

²⁹ Voir : J. Prunty, *Dublin Slums, 1800-1925: A Study in Urban Geography*, Irish Academic Press, Dublin, 1998, 364 p. Plus précisément, le terme serait issu de Vocabulary of the Flash language.

³⁰ Disponible sur : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Bidonville>

³¹ Voir : United States. Bureau of Labor, *The slums of Baltimore, Chicago, New York, and Philadelphia*, Washington : Government Printing Office, 1894

³² The United Nations Human Settlements Programme (UN-HABITAT) est l'agence des Nations Unies pour des règlements humains. On l'a établi en 1978 et son siège social est au bureau de l'ONU à Nairobi, Kenya. Il est exigé par l'Assemblée générale des Nations Unies pour favoriser socialement les villes avec le but de fournir un abri proportionné pour tous.

³³ Source : *The Merriam-Webster Dictionary*, 1994, Merriam-Webster Inc., cité par UN-Habitat, *The Challenge of slums*, op. cit., p.8

³⁴ Source : UN-HABITAT, *The Challenge of Slums, Global Report on Human Settlements*, United Nations Human Settlements Programme, Earthscan Publications, Londres, 2003.

1) *Manque des services de base* : principalement l'accès à l'eau potable et l'assainissement (toilettes et latrines), mais aussi électricité, gestion des déchets, éclairage et pavage des rues...

2) *Habitat non conforme aux normes* : non seulement les habitations peuvent ne pas être conformes aux normes municipales et nationales de construction (mauvais matériaux de construction), mais elles peuvent se situer à un emplacement illégal.

3) *Surpeuplement / hautes densités* : les maisons peuvent être occupées par plusieurs familles ; plusieurs personnes peuvent partager la même pièce pour dormir, manger, voire travailler.

4) *Conditions de vie malsaines et / ou dangereuses* : l'absence d'assainissement entraîne une plus grande propagation de maladies ; les maisons sont parfois bâties sur des terrains inondables, pollués ou sujets aux glissements de terrain.

5) *Précarité du logement* : cette caractéristique est souvent centrale. Elle prend en compte le fait que les occupants des bidonvilles n'ont souvent pas de contrat de location ou de titre de propriété, et que certains quartiers sont construits sur des zones à l'origine non habitables.

6) *Pauvreté et exclusion sociale* : sans être une caractéristique inhérente aux bidonvilles (les pauvres habitent aussi en-dehors des bidonvilles, et ceux-ci n'abritent pas que des pauvres), la pauvreté en est une cause et souvent une conséquence.

7) *Taille minimale* : pour qu'une zone soit considérée comme un bidonville, elle doit comporter plus d'habitations qu'un simple campement. Les seuils courants sont de l'ordre de 700 m² ou 300 personnes / 60 foyers (législation fédérale indienne).

Afin de pouvoir effectuer un recensement global, l'UN-Habitat a ainsi retenu une définition opérationnelle, adoptée officiellement au sommet des Nations-Unies de Nairobi en 2002. Elle s'en tient aux dimensions physiques et légales des implantations, et laisse de côté les dimensions sociales, plus difficile à quantifier. Les critères retenus sont : « l'accès inadéquat à l'eau potable, l'accès inadéquat à l'assainissement et aux autres infrastructures, la mauvaise qualité des logements, le surpeuplement, et le statut précaire de la résidence »³⁵. Un « bidonville », au sens des Nations-Unies, est donc une zone urbaine présentant certains de ces aspects. Des seuils ont été définis, comme 20 litres d'eau potable par jour et par personne provenant d'une source « améliorée », ou une surface minimale de 5 m² par personne ; sur le terrain, ces seuils sont toutefois adaptés à la situation. Evidemment, ces définitions sont dépendantes d'un travail politique de définition des normes d'hygiène et de logement.

³⁵ Op. cit.

On parle, depuis la fin du XIX^e siècle en France, de « quartiers insalubres », voire d'« îlots insalubres » pour désigner les quartiers défavorisés. En fait, ce changement rend sans doute possible l'adoption par les urbanistes. Autrement dit, c'est une définition d'urbanistes et de réformateurs sociaux qui désigne ces quartiers et qui est une catégorie d'interventions urbaines. On peut le trouver notamment dans les travaux de P. Juillerat (1899, 1905, 1906), de R. Auzelle (1943), d'A. Cottureau (1970), de L. Murard et P. Zylberman (1983) et les rapports officiels³⁶ sur les îlots insalubres, ainsi que toute la littérature sociologique sur la « zone », les quartiers populaires et l'insalubrité³⁷.

On pourrait continuer l'histoire et montrer comment le mauvais logement est dans les études économiques et humanistes des années 1950, un état physique et moral associant la salubrité à la sociabilité des habitants (profession régulière, tenue du ménage, qualité du mobilier). On pourrait citer Georges Heuyer à l'égard des taudis : « *Les conditions de logement peuvent donner des renseignements sur le genre de vie des familles. Parmi les délinquants urbains, un grand nombre vivent dans des taudis, c'est-à-dire dans des conditions de vie où aucune hygiène n'est possible. Des baraques, des roulottes, la pièce unique où s'entassent parents et enfants; le taudis privé du confort élémentaire : l'eau, l'air, la lumière, tout y manque, et crée l'atmosphère propice à l'amoralité* »³⁸. Cette idée est non seulement fondée sur la causalité milieu /homme mais aussi une certaine consubstantialité entre le milieu et l'homme. Cette idée est partagée par de nombreux urbanistes qui comme R. Auzelle déplorent que le terme de taudis ne s'applique qu'au local sans tenir compte des habitants. Le

³⁶ On se reportera notamment à l'ensemble des articles, cf. N. Bouche (1999), Expertise concernant les immeubles menaçant ruine, les logements et îlots insalubres, Ministère de l'Équipement ; Secours Catholique (2000), Rapport sur le mal logement.

³⁷ La manière dont la notion d'« insalubrité » s'est imposée, malgré des contenus différents, dans le discours des techniciens, des politiques et du sens commun à différentes époques lui confère cette valeur d'argument indépendamment du prétexte qui vise à chaque période l'habitat populaire. L'insalubrité du logement fait son apparition juridique dans le cadre de la loi de 1850 relative au logement insalubre. La Commission des Logements Insalubres de Paris est souvent citée comme modèle de cette évolution. En effet, l'évolution de la notion d'insalubrité et l'émergence de nouveaux objets insalubres à Paris y est révélatrice d'une préoccupation de plus en plus centrée sur la famille et le logement. Après l'entrée des ingénieurs dans la composition des Commissions des Logements Insalubres, la définition de l'insalubrité s'élargit, recouvre le champ de l'habitabilité et parfois même du confort, si bien que le devoir social du propriétaire se trouve investi de nouvelles obligations. Les réflexions des certains médecins en faveur d'une rationalisation des jugements d'insalubrité aboutissent à la mise en œuvre du recensement de 1891 à Paris qui prend en compte pour la première fois en France la question du surpeuplement. Le 8 mars 1906, le conseiller municipal de Paris A. Rendu reprend mot pour mot une note technique de 1904 rédigée par P. Juillerat et précisant les caractéristiques, les délimitations, les classements en terme de risque de six îlots meurtriers, agglomérations d'immeubles, d'une dizaine à une trentaine de rues où le taux de mortalité par tuberculose, 800 pour 100 000 habitants, selon les rapports du casier sanitaire, est le double de la moyenne parisienne. Dans ces îlots qui représentent 1 600 maisons et 59 000 logements, 80 pour cent des immeubles de ces secteurs sont considérés comme « tuberculeux » ! L'expression « d'immeubles tuberculeux » traduit l'importance accordée à la notion de milieu qui, dès lors, empêche de rechercher l'insalubrité dans le logement comme le voudrait la loi de 1850. L'insalubrité se réduit à la tuberculose. Mais cette expression est aussi liée au concept de contagion qui porte l'attention sur les individus, porteurs de maladies. Ces deux éléments résument toute l'ambiguïté de la notion d'insalubrité à la fin du 19^{ème} siècle, réduite à des éléments techniques et des statistiques de mortalité, mais qui n'en continue pas moins à être un « marqueur social ».

Voir l'article en ligne, « L'argument d'insalubrité 19^{ème}-20^{ème} siècle », [en ligne].

Disponible sur : http://pagesperso-orange.fr/sociologie-de-la-ville/documents/argument_insalubrite.pdf

³⁸ Op. cit.

terme consacré est celui de logement défectueux qui désigne une obsolescence des modes de vie. Jusqu'au début des années 1970, le logement insalubre correspond aux « bidonvilles » ou aux centres anciens exploités par des « marchands de sommeil ». Après, il connaît une multiplicité de formes : les immeubles vétustes, les hôtels meublés garnis ou foyers pour immigrés, l'habitat de fortune, le macro ou micro bidonville, le logement de chantier.

La « question des bidonvilles », placée au carrefour des politiques du logement et de l'immigration, a représenté un souci majeur pour les pouvoirs publics et plus largement l'opinion publique. Il n'est peu de vague migratoire qui n'ait, à ses débuts, connu le stade du taudis³⁹ : non seulement insalubre et dangereux pour la santé de ceux qui habitent, il est aussi avilissant sur le plan social et marque négativement ceux qui sont contraints d'y vivre (Y. Gastaut, 2004).

Le bidonville est resté le mode d'habitat le plus répandu chez les migrants jusqu'aux années soixante-dix. Parmi tous les bidonvilles, celui de Nanterre était le plus célèbre (A. Sayad, 1995 ; M. Hervo, 2001), développé dans un quartier de baraques sommaires occupées par plusieurs centaines de familles de chiffonniers parisiens depuis le début du siècle (Y. Gastaut, 2004). Les premiers bidonvilles de Marseille sont apparus après la Seconde Guerre mondiale avec l'arrivée massive des travailleurs maghrébins. Le développement des activités industrielles et portuaires de Marseille a conduit à l'extension de ses quartiers nord et à un important afflux de populations migrantes. Le bidonville kabyle de Lorette s'est constitué dans ce contexte (B. V. Pujebert, 1997 ; E. Hénu, 1998), et n'a disparu qu'en 1995⁴⁰.

De la fin des années 1950 au début des années 1970, les bidonvilles de la région parisienne ont été le terrain privilégié d'une intervention publique auprès de populations immigrées. Après la Seconde Guerre mondiale, du fait de la destruction de certaines cités, du niveau de pauvreté, de l'exode rural et de la venue de main-d'œuvre étrangère, se pose un problème crucial de logement pour les sans abris. Il faudra attendre presque la moitié des années 1970 pour que la politique de résorption des bidonvilles impulsée par le premier ministre J. Chaban-Delmas porte totalement ses fruits et que ces bidonvilles disparaissent avec le relogement des familles qui y vivaient.

En effet, les bidonvilles, ce sont des ensembles urbains où la misère est concentrée. Les habitats sont faits d'un embriquement de matériaux industriels, de déchets. A Paris, lors de la

³⁹ Voir les définitions données dans l'ouvrage du MRAP, *Le logement des migrants*, Editions *Droit et Libertés*, 1973 ; le mémoire de stage de P. Daste, *Le bidonville de Champigny sur Marne*, Paris, ENA, 1966, B. de Graça, *Les bidonvilles des Portugais à Massy (1964-77)*, Mémoire de DEA, IEP Paris, 1996 et dans T. Paquot, *La culture du bidonville*, *op.cit.*, page 460 : le terme « bidonville » est vraisemblablement apparu au Maroc, à Casablanca, à la suite de la crise de 1929 pour désigner l'habitat précaire, fait de bric et de broc avec des bidons d'huile d'olive qui, dépliés et assemblés, permettaient de construire un habitat plus ou moins étanche aux intempéries sur un terrain occupé illégalement.

⁴⁰ Cf. le documentaire de B. V. Pujebert, « Lorette, dernier bidonville », réalisé en 1997.

construction du boulevard périphérique, de nombreux bidonvilles ont été rasés sur ce qu'on appelait la « zone ». Mais, la misère n'est pas éradiquée pour autant et les bidonvilles poussent ailleurs, plus loin. Plus la terre se peuple, plus la précarité des logements augmente dans les pays pauvres. De façon dramatique. C'est sûr, la situation de la France est moins grave que bien d'autres pays, mais ce n'est pas une raison pour oublier ces quartiers de bric et de broc, et surtout ceux qui y vivent souvent dans un grand dénuement, souvent à côté des barres de HLM où il rêvent, peut-être, de vivre.

1.1.3.4 « *Penghuqu* » : une notion chinoise

1.1.3.4.1 Définition

En Chine, on utilise toujours le terme « *Penghuqu* » pour décrire les quartiers en mauvais état ou insalubres. Il renvoie en premier lieu à une caractéristique : quartiers très pauvres, insalubres et situés dans le centre-ville. Mais il n'y a pas de définition officielle sur ce terme⁴¹. Certaines provinces comme la province de Liaoning⁴² ont aussi formulé une définition opérationnelle sur le terme « *Penghuqu* »⁴³, se référant par exemple aux matériaux constructifs, à l'infrastructure de quartier et à la densité de population etc. En tout cas, on peut définir les caractères communs des « *Penghuqu* » : surpeuplement, dangereux, manque des services de base, précarité du logement.

1) *Surpeuplement*. Il y a de plus en plus d'occupants dans le quartier. En plus des habitants ayant un titre de propriété, d'autres locataires s'y sont installés, notamment des paysans venus d'autres provinces. Ces quartiers sont la résultante d'une croissance naturelle mélangée à un taux de mortalité en baisse, engendrant une forte augmentation démographique. A cela s'ajoute un fort exode des populations rurales vers les villes.

⁴¹ Il faudrait travailler plus précisément sur l'histoire de cette notion. L. Febvre (1930, 1948) nous rassure : Faire l'histoire d'un mot, ce n'est jamais perdre sa peine. M. Bloch (1993) invite aussi à pratiquer cette « sémantique historique » dont il trouve d'admirables modèles, et précise : « L'avènement du nom est toujours un grand fait en histoire [...] » (voir : J.-C. Depaule & C. Topalov, 1996)

⁴² Liaoning est une province du nord-est de la Chine, à la frontière avec la Corée du Nord dont le chef-lieu est Shenyang.

⁴³ Selon la règle du Bureau de la construction de la province de Liaoning, la définition opérationnelle des *Penghuqu* est : Premièrement, les *Penghuqu* sont constitués de cabanes dont les murs sont soit en planches, soit en murs de terre ou de briques de 240 mm d'épaisseur avec une toiture recouverte de plaques en feutre asphalté ou de tuiles à base d'amiante. Deuxièmement, ces maisonnettes sont sans étage et le quartier n'a aucune infrastructure de base. Troisièmement, ces habitations sont considérées comme dangereuses selon deux règles du Bureau national de la construction (*Jianshebu*): « le critère pour juger du niveau des logements (*Fangwu dengji pingding biaozhun*) » et « le critère de jugement de la dangerosité des maisons (*Weixian fangwu jianding biaozhun*) ». Quatrièmement, le *Penghuqu* est un îlot insalubre dont la superficie construite dépasse 50 000 m². [en ligne].

Disponible sur : http://www.benxi.gov.cn/zz/htm/3j_gzrj/3j_gzrjtext.jsp?wmid=11

2) *Manque des services de base* : Il n'y a pas toilette dans la maison et pas l'électricité dans la rue le soir dans le quartier. Les rues dans le quartier sont assez étroites et parfois deux personnes ne peuvent pas passer ensemble.

3) *Habitation* : Les habitations sont assez anciennes, construites avant les années 1950 et reconstruites dans les années 1980. La plupart des habitations sont à deux ou trois étages, autrefois partagées par une ou deux familles, maintenant une maison est toujours partagée par plusieurs familles venues de la campagne.

Les occupants de « *Penghuqu* » sont soit propriétaires, soit locataires et les constructions sont juridiquement légales. Cependant, n'apparaissant pas sur le plan d'urbanisme, ils ne peuvent bénéficier des aménagements urbains tel que les réseaux routiers, les égouts, l'électricité, etc. Dès lors, de nombreux problèmes en résultent : criminalité, pauvreté la plus totale, insalubrité, maladie.

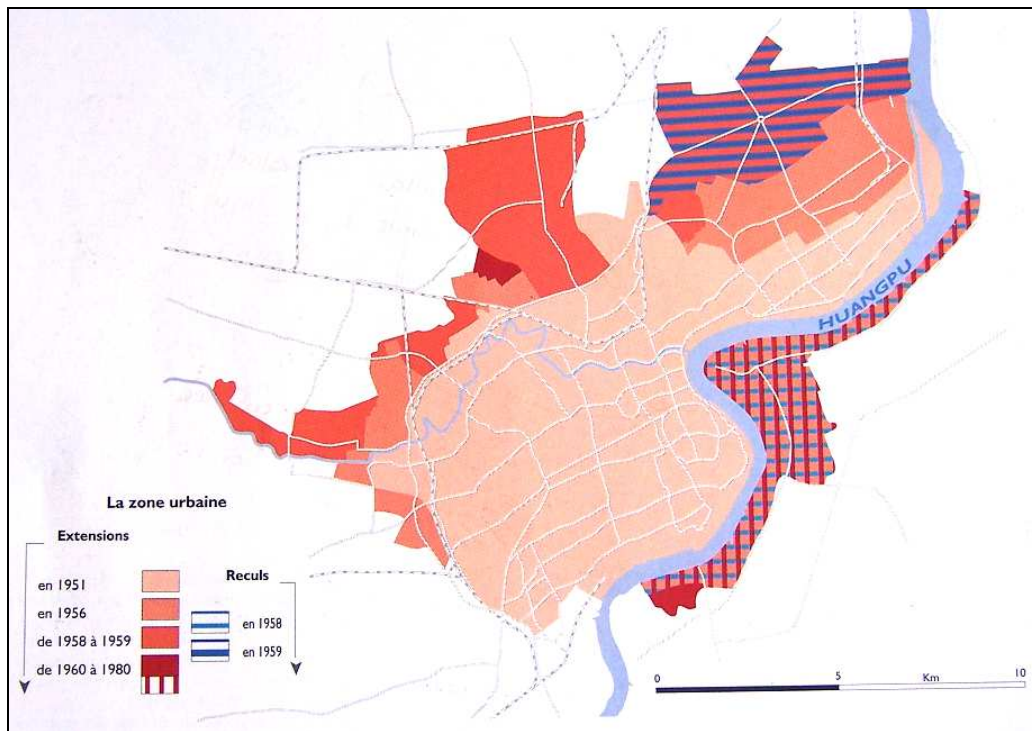
1.1.3.4.2 « *Penghuqu* » de Shanghai : histoire et état actuel

La présence des « *Penghuqu* » à Shanghai a plus d'une centaine d'années⁴⁴. Son histoire peut se retracer jusqu'aux guerres de l'opium⁴⁵. Les guerres faisant rage dans les campagnes, de nombreux Chinois se réfugièrent dans la ville de Shanghai. Ce problème s'est posé après les guerres avec une acuité toute particulière mêlant sur fond de prospérité économiques, la question de l'ouverture des ports et celle de la présence de travailleurs migrants. Recrutés en masse, ceux-ci n'ont bien souvent eu d'autres alternatives que s'installer dans les baraques. Depuis lors, les premiers *Penghuqu* sont apparus au bord de la rivière de Huangpu. Pendant la guerre sino-japonaise et aussi la guerre civile, des milliers de paysans pauvres sont entrés dans la ville de Shanghai pour survivre. Ne pouvant accéder à une quelconque propriété, par manque de moyens, les nouveaux arrivants se sont installés dans des baraques qu'ils ont construites eux-mêmes sur des terrains vagues à la périphérie de la zone urbaine de l'époque.

⁴⁴ Sur l'histoire des *Penghuqu*, on se reportera à l'article de Jiang Jianjun et Zhao Yeqin (2006) in « *Penghuqu : jiyizhong de shenghuoshi* » (*Penghuqu : l'histoire de vie dans la mémoire*), sous la direction de Chen Yingfang, Shanghai guji chubanshe, 2006.

⁴⁵ Les guerres de l'opium sont des conflits motivés par des raisons commerciales qui opposèrent la Chine de la dynastie Qing (voulant interdire le commerce de l'opium sur son territoire) à plusieurs pays occidentaux (voulant le continuer) au XIX^e siècle. La première guerre de l'opium se déroula de 1839 à 1842 et opposa la Chine au Royaume-Uni ; La seconde guerre de l'opium se déroula de 1856 à 1860 et vit cette fois l'intervention de la France, des États-Unis et de la Russie aux côtés du Royaume-Uni. Cette guerre peut être considérée comme le prolongement de la première, ceci expliquant le nom que l'on lui a attribué

Figure 1 : Evolution de la zone urbaine de 1951 à 1980



Source : C. Henriot & Zheng Zu'an, *Atlas de Shanghai. Espace et représentation de 1849 à nos jours*, Paris : CNRS-éditions, 1999.

N.B. : Alors que les limites de la municipalité n'ont pratiquement pas varié depuis 1958, celles de la zone urbaine (*shiqu*) ont été soumises à un remodelage permanent. On relève le caractère artificiel de certaines délimitations qui répondent en fait à une logique purement administrative et politique et non à des critères objectifs d'administration. À partir de 1988 et toujours en vertu de critères administratifs, la zone urbaine fera l'objet d'une extension massive par l'inclusion intégrale de plusieurs districts ruraux (*xian*), dont la nouvelle zone de Pudong. Il n'en reste pas moins qu'en termes de population et de surface construite, il s'agit pour l'essentiel de zones rurales.

Selon les autorités de la Concession internationale, il y avait 14 000 habitants dans les *Penghuqu* dans et autour de la Concession internationale⁴⁶. Jusqu'en 1949, il y avait 322 *Penghuqu* : 4 *Penghuqu* abritaient plus de 2000 foyers, 39 plus de 1000 foyers, 36 plus de 500 foyers, 150 plus de 300 foyers, 93 *Penghuqu* plus de 200 foyers et les autres *Penghuqu* plus petits⁴⁷. Ces *Penghuqu* se situent principalement à la périphérie du centre-ville⁴⁸ (voir : Figure

⁴⁶ Source : *Shanghai shehuikexueyuan jingji yanjiusuo chengshi jingji zu* (L'équipe de l'économie urbaine de l'institut d'économie de l'académie des sciences sociales à Shanghai) dir. « *Shanghai penghuqu de bianqian* » (L'évolution des *Penghuqu* de Shanghai), Shanghai Renmin chubanshe, 1962, p. 34.

⁴⁷ Source : « *Shanghai zhuzhai jianshe zhi* » (La monographie des logements de Shanghai), Shanghai, shehui kexue yanjiuyuan chubanshe, 1998.

⁴⁸ Sur le changement spatial des *Penghuqu* de Shanghai, voir le mémoire de Meng meijun (2006), « *Shanghaishi penghuqu kongjian bianqian yanjiu (1927--zhijin)* » (L'étude sur le changement spatial des *Penghuqu* de Shanghai (1927- nos jours)), mémoire de l'Université Normale de la Chine de l'Est, 2006.

2). A cette période, on estime qu'il y avait 0,2 millions foyers (soit environ une million personne) qui habitaient dans les *Penghuqu*⁴⁹.

Figure 2 : Distribution des « *Penghuqu* » dans la zone urbaine de Shanghai avant 1949

1949



Source : *Shanghai shehui kexueyuan jingji yanjiusuo chengshi jingji zu* (L'équipe de l'économie urbaine de l'institut d'économie de l'académie des sciences sociales à Shanghai) dir. « *Shanghai penghuqu de bianqian* » (L'évolution des *Penghuqu* de Shanghai), Shanghai Renmin chubanshe, 1962.

N.B.: C'est la première carte sur l'ensemble des *Penghuqu* à Shanghai après la fondation de la République Populaire de Chine, élaborée par une équipe de l'institut d'économie de l'académie de Shanghai en 1962, mais dans ce livre, il n'y a pas de définition formelle sur les *Penghuqu*. Il faut travailler plus précisément sur la première cartographie du phénomène de *Penghuqu* de Shanghai.

Comme l'on peut voir sur la figure ci-dessus, les « *Penghuqu* » se sont étalés partout en périphérie du centre-ville de Shanghai de l'époque. Avant la fondation de la République Populaire de Chine, il y avait 11,09 millions m² de « *Penghuqu* » où logeaient 1,15 millions d'habitants à Shanghai⁵⁰. Les « *Penghuqu* » ont été l'un des moyens d'habitation en ville pour la population pauvre. Ils avaient un rôle important dans la vie urbaine avant 1949 et la réforme urbaine après 1949.

⁴⁹ Source : *Shanghai shehui kexueyuan jingji yanjiusuo chengshi jingji zu* (L'équipe de l'économie urbaine de l'institut d'économie de l'académie des sciences sociales à Shanghai) dir. « *Shanghai penghuqu de bianqian* » (L'évolution des *Penghuqu* de Shanghai), Shanghai Renmin chubanshe, 1962, p. 7.

⁵⁰ Source: *Shanghai zhuzhai jianshe zhi* (La monographie des logements de Shanghai), Shanghai, shehui kexue yanjiuyuan chubanshe, 1998.

A partir de 1949, la municipalité de Shanghai commença à améliorer les habitations, dont le plus important était de rénover les « *Penghuqu* »⁵¹. Dans les années 1950, la municipalité de Shanghai a appliqué la règle « de rénovation totale ou de conservation des bâtiments existants » (*Zhongdian jianshe, yiban weichi*), puis a organisé les résidents afin de reconstruire les taudis pour améliorer les conditions de vie des *Penghuqu*. Jusqu'en 1958, 227 *Penghuqu* ont été rénovés sous l'investissement par l'État, dont 188 ont été achevés pendant l'année 1950 et 1953⁵².

À la fin des années 1950 et au début des années 1960, la municipalité de Shanghai a établi des règles de base sur la rénovation des *Penghuqu* : ne compter que sur ses propres forces (*Zili gengsheng*), se contenter de ce que l'on trouve sur place (*Jiudi qucai*), s'accommoder de conditions de travail rudimentaires (*Yinlou jiujian*), utiliser les méthodes ou les procédés locaux et traditionnels (*Tufa qiongfafa shangma*), ne rien demander pas à l'État (*Buxiang guojia shenshou*)⁵³. Parallèlement, le projet de rénovation mis en pratique la règle « marcher sur les deux jambes » (*Liangtiao tui zoulu*)⁵⁴. Excepté dans les lieux où une rénovation totale était possible, un projet de rénovation graduelle (*Zhubu gaizao*) a été mis en œuvre. Le but était d'améliorer les conditions de vie des *Penghuqu*. Compte-tenu des difficultés financières du gouvernement et le manque de matériaux de construction sur le marché, la rénovation des *Penghuqu* s'est plutôt faite avec pour principe « construire soi-même avec l'aide du gouvernement » (*Zijian gongzhu*). Cela signifiait que le gouvernement prenait en charge la responsabilité de l'amélioration de l'environnement extérieur, et les habitants la responsabilité de l'intérieur des habitats. Depuis les années 1950, trois projets de rénovation ont été mis en œuvre : Yinyangjie, Yaoshuinong et Zhaojiabang. De 1950 à 1970, la municipalité de Shanghai et ses arrondissements se sont consacrés principalement au déploiement des rues, des égouts, à l'établissement des pompes à eau publiques, à l'installation d'éclairages extérieurs, à la construction de toilettes publiques, etc. De tels projets de rénovation ont, dans

⁵¹ De 1949 à nos jours, la rénovation des *Penghuqu* est un sujet important dans les médias urbains chinois. De tels reportages, par exemple, la rénovation de Dongxincun, le projet de vingt mille foyers (*Liangwanhu*), sont probablement réalisés dans le but de faire l'éloge du Parti communiste chinois (PCC). Dans pratiquement tous les textes, ce sont les résidents des *Penghuqu* qui racontent avec joie leur vie et éprouvent de la reconnaissance pour le PCC. En fait, de tels articles sont rédigés pour justifier l'action du PCC.

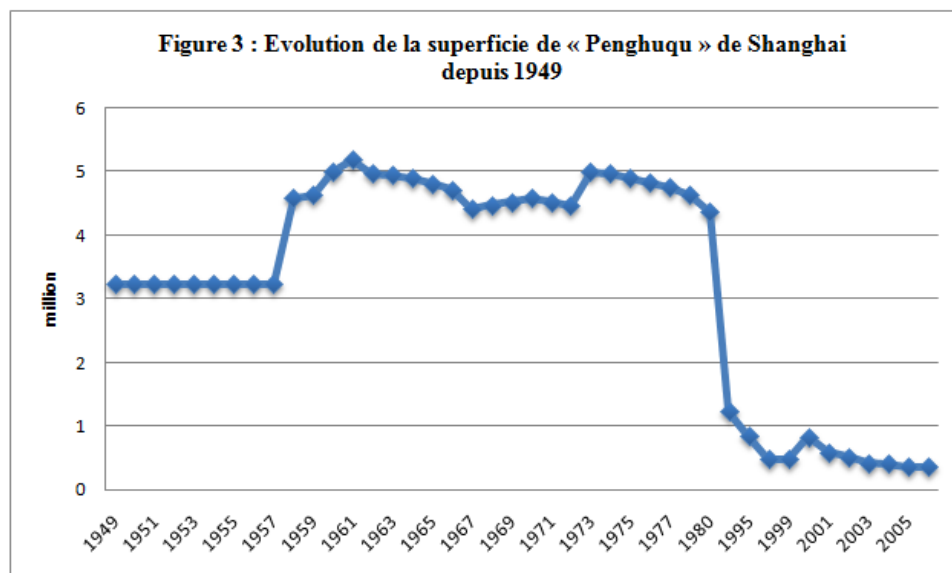
⁵² Source : Shanghai shehui kexueyuan jingji yanjiusuo chengshi jingji zu (L'équipe de l'économie urbaine de l'institut d'économie de l'académie des sciences sociales à Shanghai) dir. « Shanghai penghuqu de bianqian » (L'évolution des *Penghuqu* de Shanghai), Shanghai Renmin chubanshe, 1962, p. 57.

⁵³ Source : Shanghai zhuzhai jianshe zhi (La monographie des logements de Shanghai), Shanghai : shehui kexue yanjiuyuan chubanshe, 1998.

⁵⁴ Le mot d'ordre « Marcher sur les deux jambes » lancé pendant le Grand Bond en 1958 par le Parti Communiste Chinois est sans doute pour longtemps une des formules les plus originales donnant une importante impulsion à la production et à la construction. Que ce soit la « jambe moderne » : machines, tracteurs, charrues et autres, ou la « jambe terrienne » : force de bras, outils rudimentaires. Il est inévitable dans la période de marcher avec les deux à la fois, faute de quoi on ne pourra jamais aller vite. Ce principe est pour beaucoup dans les profondes transformations des années 1958 et 1959, notamment la véritable métamorphose de l'aspect des villes (L. Hoa, 1981).

un certain sens, amélioré les conditions de vie des résidents des *Penghuqu*. Dans les années 1980, la municipalité de Shanghai a ordonné « *dui zhongyao diduan de penghu fenqi fenpi de jinxing chengpian gaizao* » (une rénovation par étapes de groupes de *Penghuqu* dans les arrondissements importants). Elle a ensuite « *tuchu zhongdian, xiangdui jizhong* » (donner la primauté à certains secteurs et à leur importance relative selon la municipalité). A la fin de l'année 1990, ce sont 8,46 millions de m² de *Penghuqu* qui ont été détruits sur les dernières quarante ans. Par ailleurs, depuis 1990, le gouvernement a tenté d'utiliser l'investissement étranger à travers la location foncière afin de rénover les *Penghuqu*. C'est l'arrondissement du Luwan qui a été le premier à signer un contrat foncier avec des commerçants étrangers, puis Huangpu, Jing'an, Zhabei etc. De 1992 à 1993, 545 600 m² de *Penghuqu* ont été détruits et 31 000 foyers ont été relogés dans des nouveaux quartiers⁵⁵.

Jusqu'en 1995, 2,93 millions de m² de « *Penghuqu* » ont été détruits⁵⁶. Si l'on fait une description chronologique de l'évolution, on pourra trouver que depuis 1978, la rénovation des « *Penghuqu* » a été intensifiée par le gouvernement. Comme le montre la Figure 3, ces derniers trente ans la superficie des « *Penghuqu* » descend fortement, de 4,64 millions de m² en 1978 à 0,36 million de m² en 2006⁵⁷.



Source : *Shanghai tongji nianjian* (L'annuaire statistique de Shanghai), Zhongguo tongji chubanshe, (l'année 2000-l'année 2007).

N.B. : La définition de *Penghuqu* dans les annuaires statistiques n'est pas claire. Il me semble qu'il n'y a pas de définition formelle sur le terme de *Penghuqu* dans les documents officiels.

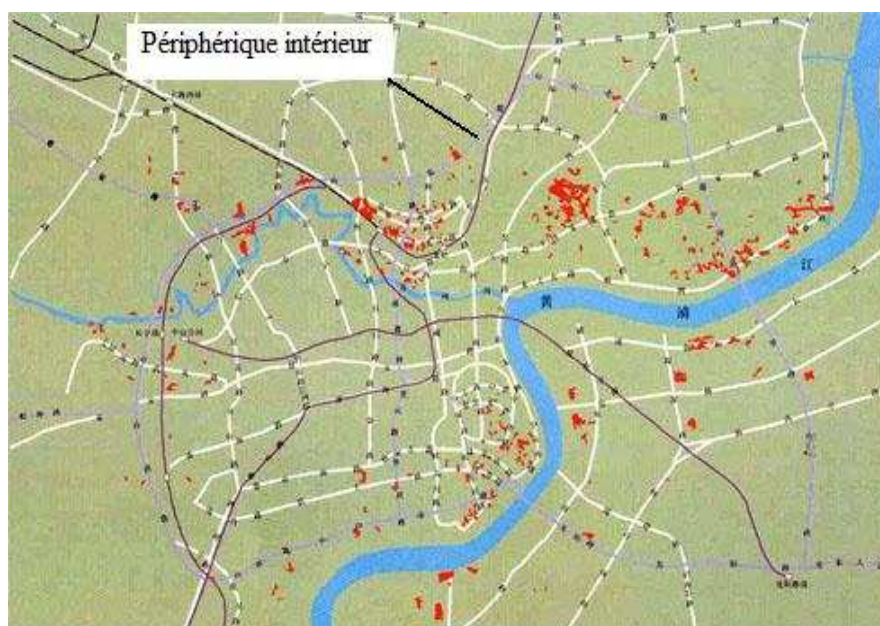
⁵⁵ Source: *Shanghai zhuzhai jianshe zhi* (La monographie des logements de Shanghai), Shanghai : shehui kexue yanjiuyuan chubanshe, 1998.

⁵⁶ Op. cit.

⁵⁷ Source : *Shanghai tongji nianjian* (L'annuaire statistique de Shanghai), Zhongguo tongji chubanshe (l'année 2000-l'année 2007).

La municipalité de Shanghai, quant à elle, ne se préoccupe guère de ces secteurs. D'abord en ne les insérant pas dans les plans d'urbanisme, en les cachant ou pire, en les détruisant. De manière générale, la municipalité tente de cacher ses « *Penghuqu* », jugés nocif à « l'image du pays », au tourisme et aux investisseurs étrangers. Les « *Penghuqu* » ont donc disparus progressivement sur le plan de Shanghai (voir : Figure 4).

Figure 4 : Distribution des « *Penghuqu* » dans la zone urbaine de Shanghai en 2002



Source : Chen Yingfang dir. *Penghuqu : jiyizhong de shenghuoshi* (Penghuqu : l'histoire de vie dans la mémoire), Shanghai guji chubanshe, 2006.

N.B.: Cette figure est conçue par l'équipe de recherche de « la vie des habitants urbains » dirigée par Chen Yingfang du *Centre de Recherche sur la Société Urbaine Moderne* de l'Université Normale de la Chine de l'Est. L'étude de Chen se réfère à la définition suivante du *Penghuqu* : dans l'histoire de Shanghai et dans la période moderne, il correspond à des bidonvilles de grande envergure avec des caractéristiques particulières. Avant les années 1980, trois catégories de population se côtoient dans les *Penghuqu* : les migrants venus des régions différentes de Chine avant 1950, des habitants originaires de Shanghai ainsi que les migrants arrivés au milieu et à la fin des années 1950. Dans son article, elle construit quatre perspectives d'études pour les *Penghuqu* : premièrement, la rénovation du *Penghuqu* et l'émancipation des pauvres (*qiongren fanshen*) ; deuxièmement, le *Penghuqu* comme une humiliation pour la ville (*Xiazhijiao*⁵⁸) ; troisièmement, les couches sociales très pauvres (*Diceng*) ; enfin, la construction sociale des narrations (*Koushushi*).

⁵⁸ Après les guerres de l'opium, Shanghai a été occupée par les étrangers. En 1844, des nations étrangères ont eu le droit de s'établir sur le territoire chinois. En 1863, les concessions américaines et britanniques se rejoignirent pour former la Concession internationale, alors que les Français créaient la Concession française. Depuis lors, Shanghai est divisée en trois grandes parties : les concessions étrangères (concession internationale, concession française et concession japonaise), la ville chinoise (*Huajie*) et les *Penghuqu* en périphérie du centre-ville où logent des pauvres. Une expression est alors apparue spontanément au sein de la population, reprise ensuite dans les écrits universitaires, pour différencier le « coin d'en haut » (*shangzhijiao*) du « coin d'en bas » (*xiazhijiao*), le nord-est et le sud-ouest de la ville, sa zone industrielle et sa zone résidentielle. Les deux coins ne sont pas égaux : au premier les pollutions sonores et chimiques dans un quartier densément peuplé, hérissé de barres d'immeubles, sans espaces verts ; au second une tranquillité relative, un habitat individuel (même s'il est surpeuplé) et les espaces verts, les bonnes écoles et les meilleurs hôpitaux.

1.1.4 Construction de la problématique

Depuis 2000, en raison du développement rapide de l'urbanisation de Shanghai, le problème des *Penghuqu* incite de nombreux sociologues et géographes à se pencher sur ce thème. On pourra le trouver dans les travaux récents de Chen Yingfang (2006a, 2007) portant sur les *Penghuqu* de Shanghai dans une perspective spatiale et sociétale, de Jiang Jianjun (2004) sur la mobilité intergénérationnelle des habitants des *Penghuqu*, de Zhao Yeqin (2005) sur la reconstitution de la vie quotidienne dans un *Penghuqu* à Shanghai et Meng Meijun (2006) sur le changement spatial des *Penghuqu* de Shanghai depuis 1927. De telles études nous donnent une base solide à nos propres travaux.

Pourtant, une réflexion sur la rénovation urbaine pendant ces dernières années provoque beaucoup de controverses⁵⁹ et des écrits des chercheurs⁶⁰. Dans ce contexte, une recherche sociologique peut aller plus loin que les urbanistes et s'attacher à poser de vraies questions : En quoi consiste la rénovation d'un quartier pour ses habitants ? A quel niveau se situent les modifications importantes par rapport à l'évolution de la vie sociale et de la vie urbaine ? Comment la rénovation vient-elle interférer avec l'évolution plus générale de la vie urbaine ?

Pour répondre à ces questions, nous sommes conduit à formuler une hypothèse sociologique qui commandera toute la thèse : la rénovation urbaine ne détruit pas seulement des taudis et relogé les habitants dans des logements nouveaux, elle affecte profondément différents groupes sociaux en ville : autochtones avec le *Hukou* local et migrants sans le *Hukou* local. Elle provoque ou accélère une mutation des structures locales et sociales ; ses effets dépassent singulièrement le seul domaine de l'habitat, mais s'agissent aussi sur la réorganisation de l'espace géographique et social.

Dans ce contexte, on s'attachera à étudier ce que signifie vivre dans ce quartier défavorisé sous trois angles particuliers :

⁵⁹ La controverse de Wang Lianli, une intellectuelle populaire, chercheur au *Beijing Dajun Centre for Economic Watch and Studies* (une institution de recherche non-gouvernementale. Fondée en 2001 par Zhong Dajun, elle se consacre aux thèmes comme la macro économie en Chine et dans le monde, réformes institutionnelles et le développement social.), est très évidente. En 15 mars 2004, elle a publié un article intitulé « *Le prix payé par la ville de Shanghai pour la rénovation* », dans le website de Dajun. Selon elle, le marché de l'immobilier de Shanghai peut maintenir son développement anormal en raison de la demande de logements causée par la rénovation. Autrement dit, s'il y a peu de rénovation, la hausse des prix de l'immobilier ne peut pas se maintenir et le développement du marché de l'immobilier peut revenir à un état normal. Sinon, elle demande qu'une somme de compensation suffisante soit versée aux habitants lors d'un achat d'un logement au prix du marché de l'immobilier. Le 16 mars, un autre article de Wang « *La contradiction de déplacement est un résultat d'une transaction inégale* » a paru également sur le website, dans lequel elle posait des questions comme pourquoi les commerçants étrangers dépendent-ils du gouvernement ? Pour qui notre gouvernement gagne-t-il de l'argent ? Selon elle, les *lilong* (littéralement : l'entourage et la ruelle, ils représentent un type d'habitation qui caractérise la ville de Shanghai de 1840 à 1949.) anciens sont détruits pour un usage commercial. Cette rénovation forcée n'est pas dans l'intérêt des citoyens comme le déclare le gouvernement, mais dans l'intérêt des promoteurs immobiliers (*Kaifashang*). Le gouvernement veut en fait attirer des promoteurs immobiliers.

⁶⁰ Voir notamment les travaux de V. Laurans (2005) et Chen Yingfang (2006b).

1) il s'agira de voir comment l'expérience du « *Penghuqu* » influence l'image d'eux-mêmes que se font les individus, et dans quelle mesure il est possible de lutter contre le stigmaté associé au « *Penghuqu* ». En outre, on s'intéressera à la manière dont ces représentations individuelles conditionnent en partie l'appropriation de l'espace par les habitants.

2) on considèrera ensuite le quartier comme une « expérience collective » de la manière dont les occupants parviennent ou non à produire des règles et des normes concernant l'usage et la gestion des espaces communs.

3) on analysera les effets de la rénovation urbaine, l'hétérogénéité des projets résidentiels et les attitudes envers la rénovation du quartier. Le processus de la rénovation, dont fait l'objet le quartier ancien, permet de comprendre les attitudes et les projets résidentiels des résidents.

Ce sont là les angles principaux de cette thèse, qui consiste à poser des questions sur les villes chinoises à travers un quartier populaire de Shanghai.

1.2 Contexte théorique : rénovation urbaine et populations déplacées comme objet de connaissance

1.2.1 La recherche aux États-Unis : L'École de Chicago et études urbaines classiques

Les recherches sur les quartiers prolétariens ou sous-prolétariens, sur les « slums » américains ont, elles aussi, fournies des éléments de travail pour l'analyse des rapports sociaux dans les groupes de voisinages et dans les unités d'habitation. L'écologie urbaine telle qu'elle s'est développée, notamment dans l'École de Chicago⁶¹, a ouvert sur le plan des rapports entre les structures spatiales et les comportements, une ligne de travail qui n'est pas encore épuisée.

Les chercheurs de l'École de Chicago dans les années vingt et trente, ont produit un ensemble de travaux empiriques et d'outils théoriques qui permettent de les considérer comme le groupe « fondateur » de la recherche urbaine dans les sciences sociales et notamment en anthropologie⁶². Ces chercheurs (Robert Park, Robert Redfield, Louis Wirth, principalement) ont agi dans un contexte qu'il est intéressant de rappeler brièvement, selon deux points de vue. D'une part, comme contexte sociologique, la ville de Chicago était devenue vers 1930 la deuxième agglomération des États-Unis et le cinquième de la planète,

⁶¹ Pour une présentation précise de l'École de Chicago, on se reportera notamment à A. Coulon (1992), U. Hannerz (1983), Y. Grafmeyer & I. Joseph (1979) et M. Agier (1996).

⁶² Les quelques productions de l'École de Chicago qui aient été traduites en chinois sont celles de L. Wirth (1938) ; W. I. Thomas & F. Znaniecki (1918) ; W. F. Whyte (1943) ; R. E. Park (1925).

avec trois millions d'habitants. « Laboratoire » pour l'expérience des contacts inter-ethniques, Chicago était aussi un lieu d'émergence de problèmes sociaux inédits. Ségrégation, délinquance, criminalité, vagabondage, chômage, formation de gangs, etc., s'imposèrent comme des thèmes de recherche avec une certaine urgence. Un tel contexte se retrouve directement dans la première question qui ressort de ce courant de recherche, celle du contrôle social en ville : « Le problème social est fondamentalement un problème urbain, écrivait R. Park en 1929, il s'agit de parvenir, dans la liberté propre à la ville, à un ordre social et un contrôle social équivalents à ce qui s'est développé naturellement dans la famille, le clan, la tribu » (Y. Grameyer & I. Joseph, 1990). Le contexte théorique des travaux de Chicago est marqué par la montée de l'ethnographie savante et professionnelle, définissant normativement ses premiers outils méthodologiques (l'observation participante) et théoriques (la cohésion sociale et le fonctionnalisme des institutions des petits groupes observés) (M. Agier, 1996). Ces savoirs forment alors le contrepoint anthropologique pour les chercheurs de la ville de Chicago.

Depuis les premiers travaux de l'École de Chicago jusqu'à nos jours, de très nombreuses études ont contribué à rendre célèbre le thème de « l'immigration et la ville », qui unit les habitants par de multiples liens de voisinage, de parenté, d'amitié et de solidarités professionnelles. Ce thème correspond à une gamme de situations très diverses, allant du vieux quartier populaire traditionnel jusqu'à la communauté d'immigrants. W. Thomas et F. Znaniecki (1918), l'un des fondateurs de l'École de Chicago, a introduit la méthode biographique en sociologie, en étudiant les tribulations d'un jeune Polonais immigré aux États-Unis. W. F. Whyte (1943) s'est intéressé à un quartier américain, *street corner society*, dont il a étudié la structure sociale pendant neuf ans d'observation participante. Paru en 1923, *Le Hobo* de N. Anderson est l'une des célèbres enquêtes d'ethnologie urbaine qui firent la réputation de l'École de Chicago entre les deux guerres. Il se penche sur les travailleurs migrants qui se déplaçaient de Chicago jusqu'à l'ouest des États-Unis pour suivre les chantiers. Les hobos représentent, au tournant du XX^e siècle, toute une époque de la classe ouvrière américaine, dont les conditions de vie précaires reflètent parfaitement les turbulences de la vie économiques d'alors⁶³.

Par ailleurs, les chercheurs de l'École de Chicago se sont aussi directement intéressés à la question du rapport entre l'immigration et l'espace. Dans les premières décennies du XX^e

⁶³ La première traduction française du livre d'Anderson est accompagnée d'une postface d'O. Schwartz : « L'empirisme irréductible ». Il y analyse les fondements et les limites méthodologiques de cette enquête dans laquelle Anderson se fait l'ethnologue de son propre milieu, et montre aussi pourquoi l'ethnographie, nécessairement confrontée à une part de contingence et d'impureté, ne peut jamais se plier strictement à une épistémologie de la rigueur.

siècle, l'École de Chicago faisait de la banlieue l'étape ultime du processus d'intégration des immigrants, leur dispersion spatiale consacrait leur volonté d'assimilation dans l'espace homogénéité de la banlieue (J. Charbonneau & A. Germain, 2002). Ils se sont efforcés d'étudier les processus d'urbanisation de Chicago afin d'expliquer la structure et les transformations des villes américaines. Cette École a mis en évidence l'existence d'une ségrégation spatiale et sociale, notamment par l'étude de cas de petits quartiers singuliers, comme les quartiers populaires d'immigrants ou les beaux quartiers (L. Wirth, 1928 ; H. W. Zorbaugh, 1929).

De telles recherches de l'École de Chicago sur le thème « ville et migration » nous proposent une base solide dans le cadre théorique et méthodologique⁶⁴.

1.2.2. La recherche française

1.2.2.1. Rénovation urbaine et changement social

La notion de « renouveau urbain » apparaît en France dès les années 60 comme une traduction du terme anglo-saxon « urban renewal », qui correspond à une politique américaine des années 50 visant à lutter contre le déclin et la paupérisation des centres-villes. Ce « renouveau urbain », comme le propose alors la traduction, correspond à une période caractéristique de l'ensemble des villes d'Europe dont le tissu ancien devient totalement inadapté aux exigences de la vie économique contemporaine. En France, c'est la grande époque des opérations d'amélioration et de requalification du bâti avec les politiques, parfois brutales de rénovation et réhabilitation urbaines (A. Dejongh, 2006).

La rénovation urbaine concerne, tout d'abord, l'urbanisme. En Europe, l'urbanisme est d'abord le résultat des mouvements municipaux. Pour la France, l'initiative partit du Conseil municipal de Paris quand, devant ses partenaires incrédules, l'assemblée parisienne imposa la construction d'un « chemin de fer métropolitain urbain » dont les travaux commerciaux débutèrent en 1898 (A. Cottureau, 1970). En 1911, la Société française des urbanistes est fondée. Issue des courants humanistes et hygiénistes de la fin du XIX^e siècle, cette société savante réunit depuis ses origines les urbanistes de tous modes d'exercice (public, para public et privé) sur la base de critères professionnels. Ses actions constituent une véritable force de propositions, qui se manifeste notamment dans la vision des urbanistes pour la ville du XXI^e siècle. En 1919 sont également créés les plans d'aménagement, d'embellissement et d'extension, ancêtres des documents d'urbanisme, c'est-à-dire des dossiers concernant l'aménagement global des communes qui en étaient pourvues. Par la suite, un réformiste,

⁶⁴ Sur ce point, on se reportera aux travaux de C. Topalov (2003), Qin Bingxiang (1991), Zhou Xiaohong (2004).

différents groupes politiques et para-politiques, des professionnels ont rejoint le Conseil municipal et les administrations de la Seine pour tenter, à travers l'action sur les formes spatiales, d'induire de nouvelles « utilités » collectives et d'influencer les rapports sociaux (A. Cottereau, 1970).

Parmi les nombreux problèmes posés par l'évolution des grandes villes, celui de la rénovation urbaine est l'un des plus urgents et des plus mal connus jusqu'aux années 50. Les aspects sociologiques en sont essentiels et une collection traitant de l'évolution de la vie sociale ne pouvait l'ignorer. La sociologie urbaine en France a trouvé dans les groupes d'habitation qui s'implantent à la périphérie des villes un vaste champ de recherches et d'expérience : la croissance, spontanée ou dirigée des agglomérations fournit un terrain privilégié pour l'observation des modes de vie et des comportements nouveaux des citoyens. C'est dans ce contexte que les premiers travaux de sociologie urbaine au sortir de la guerre, renversant la perspective fonctionnaliste, mettent la vieille ville, ouvrière et portuaire, au centre de leurs enquêtes (P.-P. Zalio, 1996).

A la suite des premiers travaux sur les structures d'ensemble de l'agglomération parisienne (M. Halbwachs⁶⁵, 1909 ; P.-H. Chombart de Lauwe⁶⁶, 1952) et sur les rapports entre comportements et conditions de vie dans l'habitation (P.-H. Chombart de Lauwe, 1956), l'étude d'H. Coing couvre d'une façon plus directe encore le dialogue entre les chercheurs et les utilisateurs de la recherche. Dans son ouvrage *Rénovation urbaine et changement social* (1966), à travers la rénovation de l'îlot n°4 (Paris XIII^e), il met en lumière la représentation de la vie sociale ou de la cité pour découvrir quels sont les facteurs (individuels, collectifs, structurels) qui aident les habitants ou les empêchent de profiter de la rénovation. D'après lui, les réactions aux effets de la rénovation sont très différentes selon les ménages. La rénovation est d'autant mieux acceptée que le niveau de revenu est plus haut et l'âge moins élevé. Les modalités du relogement et les conséquences particulièrement cruciales pour les artisans et les commerçants, sont très bien étudiées. L'âge et le revenu sont loin de tout expliquer. Quel que soit son état, le logement constitue un refuge pour les ménages auxquels l'avenir apparaît incertain ou les perspectives de promotions limitées. C'est parmi eux que la résistance au changement est la plus forte. H. Coing insiste sur l'importance des opérations de rénovation qui bouleversent rapidement un cadre de vie qui s'était lentement constitué, et étudie, de ce point de vue, les implantations d'équipements et de

⁶⁵ Pour une présentation précise de M. Halbwachs, on se reportera notamment l'ensemble des articles de C. Topalov (1997, 1999, 2006).

⁶⁶ Pour une présentation précise de P.-H. Chombart de Lauwe, on se reportera au mémoire de P.-P. Zalio (1990).

centres commerciaux. Ce livre est considéré comme une étude classique depuis un demi-siècle.

1.2.2.2. Des centralités immigrées

Depuis plusieurs années, des recherches sur les migrations développent des approches centrées sur le couple mobilité/territoire, et insistent sur les mobilités des migrants et leurs circulations migratoires. Elles incitent à porter attention à la manière dont ces mobilités mettent en interaction des espaces discontinus et dessinent des routes géographiques et sociales entre régions, villes d'origines, d'installation et de passage. Elles montrent que ces routes s'articulent dans les villes et les agglomérations européennes et notamment françaises, avec des ancrages sociaux et spatiaux constitués par les migrations, et donnent lieu à des carrefours où se croisent différents réseaux migratoires. Elles signalent que ces carrefours d'informations et de transactions prennent souvent l'allure de places commerçantes et d'affaires, qui exercent des fonctions de centralité dans l'approvisionnement de populations en situation migratoire résidant dans les régions concernées. Différentes recherches font ainsi apparaître des configurations territoriales originales, transnationales, avec des géographies et des topologies particulières, coordonnant mobilité et sédentarité, articulant ancrages, passages et voisinages sur des registres tant économiques que sociaux et culturels (S. Mazzella, 1996a, 1996b, 2004 ; A. Battegay, 2003 ; M. Peraldi, 2004 ; J. Cesari, 2005 ; P.-P. Zalio, 1996, 2007a).

Ici, on pourra poser deux aspects de recherches liées avec notre étude.

1.2.2.2.1. Cohabitation

La sociologie urbaine contemporaine en France renoue depuis plusieurs années avec une longue tradition de recherches empiriques logées à l'enseigne du quartier. Délaissant les paradigmes macro-sociologiques inspirés de la pensée marxiste des années 1970, les chercheurs se sont remis à la découverte des modes de vie et des lieux de la vie quotidienne à la manière de l'anthropologie. Ils éprouvent donc fortement la tentation de réhabiliter les vertus heuristiques du quartier comme territoire privilégié d'observation (A. Germain, 1998). La sociologie et l'anthropologie urbaines occupent progressivement une place centrale parmi les études sur l'immigration en France. De nombreuses publications témoignent de cette tendance : les travaux de V. De Rudder (1987), d'A. Raulin (1988), de J. C. Toubon & K. Messamah (1991), de M. Guillon & I. Taboada-Leonetti (1986), de M. Hovanessian (1988) et

de S. Mazzella (1996b) étudient l'inscription spatiale des immigrés et d'une certaine façon, leur intégration dans le tissu urbain.

Au carrefour logistique, économique et social, de ces configurations territoriales, le rôle particulier de certains centres-villes a été souligné dans différentes villes françaises (La Goutte d'Or, Barbès, le XIII^e arrondissement, Belleville à Paris, Belsunce à Marseille⁶⁷, La Place du Pont à Lyon). L'existence et l'activité de ces « centralités immigrées »⁶⁸ est attestée dans les grandes villes de l'hexagone, pour certaines depuis plus d'un demi-siècle : elles ont des histoires, des positionnements urbains, des modes de formation différents, particuliers à chaque ville et qui renvoient à des configurations et des histoires migratoires singulières. Leur observation a fait apparaître des caractéristiques communes : ces espaces fonctionnent à la fois comme des places et des pôles, non seulement comme des quartiers populaires et composites de grandes villes mais aussi comme des carrefours de mobilités et d'informations, des opérateurs de circulation économique et culturelle (A. Battegay, 2003).

Depuis les années 60, dans le domaine de la recherche en sciences sociales, de nombreuses études sur le quartier ethnique ont été menées. Parmi les recherches sur les quartiers ethniques, trois études sont surtout célèbres (M. Guillon & I. Taboada-Leonetti, 1986 ; V. De Rudder, 1987 ; I. Taboada-Leonetti, 1987). Les chercheurs ont transplanté la tradition de l'École de Chicago dans le contexte français. Ils ont mené des recherches sur l'espace urbain, sur les positions sociales et les relations ethniques dans le cas de quartiers particuliers.

En règle générale, on constate une division sociale de l'espace : ici logent les patrons, là les cadres et là les ouvriers. Dans les années 50 qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle forme d'habitation a fait son apparition dans les agglomérations françaises : le « grand ensemble »⁶⁹, pour résoudre le problème de logement. Ce dernier fait figure de laboratoire improvisé. Dans les années 60, un certain nombre de travailleurs immigrés sont entrés dans les grands ensembles. La question de la cohabitation a commencé à se poser à ce moment là. Le sociologue P.-H. Chombart de Lauwe est l'un des premiers à considérer l'importance de ces mutations de l'habitat et a réalisé des recherches empiriques sur les grands ensembles. Dans son texte de *Famille et Habitation*, P.-H. Chombart de Lauwe

⁶⁷ Voir les travaux sur le quartier de Belsunce à Marseille (E. Temime, 1995 ; S. Mazzella, 1996a, 1996b)

⁶⁸ Marseille est probablement la seule ville de France où la centralité populaire et immigrée est à ce point affirmée. On se reportera notamment aux travaux de Marcel Roncayolo (1963, 1967, 1990, 1996) et P.-P. Zalio (1996, 1999).

⁶⁹ A l'Assemblée nationale en 1964, on évoqua pour la première fois la notion de « grands ensembles » comme palliatif à l'habitat précaire lors d'une séance de travail destinée à préparer une future loi sur *l'expropriation de terrain dans les bidonvilles*. Selon le Service de l'Inventaire du Ministère de la culture, un grand ensemble est un « aménagement urbain comportant plusieurs bâtiments isolés pouvant être sous la forme de barres et de tours, construit sur un plan masse constituant une unité de conception. Il peut être à l'usage d'activité et d'habitation et, dans ce cas, comporter plusieurs centaines ou milliers de logements. Son foncier ne fait pas nécessairement l'objet d'un remembrement, il n'est pas divisé par lots ce qui le différencie du lotissement concerté ».

souligne que « le mélange des catégories sociales dans les cités a une action très nette sur les relations du voisinage, sur l'éducation des enfants, sur l'évolution des structures familiales, sur le développement des groupes de jeunes etc. » (P.-H. Chombart de Lauwe, 1960). Les recherches conduites par J.-C. Chamboredon et M. Lemaire sont résumées dans un article fondateur paru dans la *Revue française de sociologie : Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement* (1970). Ils s'attachent à comprendre comment la population logée est arrivée dans le grand ensemble de Massy qu'ils étudient, par quelles filières d'attribution des logements, avec quels objectifs résidentiels.

Au début des années 80, M. Pinçon (1982) étudie le Sillon de Bretagne, opération de logements sociaux réalisée par le Home Atlantique à Saint-Herblain, sur la base d'un projet explicite de mixité sociale. L'étude du peuplement sur le long terme l'amène à constater son échec : les classes moyennes finissent par s'agréger, avec le consentement de l'organisme, sur une partie du grand ensemble. Les familles nombreuses et immigrées se trouvent progressivement isolées dans une autre tour. Mais ce constat ne s'applique pas seulement au mélange de populations de couches moyennes et modestes (Y. Fijalkow, 2004). Utilisant les concepts d'habitus et de conjoncture pour analyser la cohabitation et les modes de vie de catégories sociales différents dans une cité HLM, il montre que « cohabitation implique en effet un partage de l'espace, l'inscription des pratiques dans des lieux collectifs. Ces lieux collectifs sont de deux ordres, pour simplifier. Il y a d'une part, les espaces publics proprement dits, ouverts librement à tous et que tous, à un moment ou à un autre, sont appelés à fréquenter, à utiliser [...] Il y a d'autre part, les espaces qui, pour rester d'accès libre, n'en sont pas moins le lieu où la fréquentation revêt un caractère beaucoup plus facultatif » (M. Pinçon, 1982).

Dans les recherches sur une quinzaine d'ensembles HLM caractérisés par une forte multi-ethnicité, F. Dansereau (1998) identifie les objets de tensions ou de difficultés de cohabitation interethnique les plus courants : le bruit, l'odeur, la malpropreté, l'appropriation des espaces, la dégradation des espaces communs et les irrégularités dans l'occupation du logement. Elle montre que ces objets de tensions sont, dans une large mesure, « universels » : ils ressortent aussi bien des recherches menées en France qu'en Amérique de Nord. Et ces objets de tensions dans les relations de voisinages montrent que la propension à l'ethnisation varie selon les problèmes. Les récriminations concernant le bruit, les odeurs, les déchets domestiques, la présence de blattes est celles qui sont le plus couramment ethnicisées. En revanche, d'autres thèmes comme le vandalisme, la dégradation des espaces communs ou les

petits vols, généralement attribués aux adolescents, font beaucoup moins souvent l'objet d'un discours ethnicisant ou racialisant.

Pour mener une recherche portant sur la cohabitation interethnique et la vie de quartier, A. Germain (1998) a sélectionné sept quartiers multiethniques comme différents cas de figure. A l'occasion de la recherche, il a exploré le potentiel recelé par la combinaison de perspectives axées sur l'analyse des espaces de vie et sur l'étude des trajectoires. Plus récemment, les travaux de S. Beaud et M. Pialoux (1999) sur les usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard montre les difficultés de coexistence dues à la fragmentation au sein même de la cité ouvrière, autrefois fondée sur la relation au monde du travail.

1.2.2.2. Les immigrés chinois en France

Depuis les années 1990, dans le domaine des chercheurs en sciences sociales, de nombreuses études sur les Chinois en France ont été menées. Parmi toutes les études antérieures, nous pouvons distinguer deux perspectives différentes.

La première perspective porte sur les quartiers⁷⁰. Les quartiers chinois comme le Triangle de Choisy dans le XIII^e arrondissement de Paris et le quartier de Belleville dans le XX^e arrondissement ont été, et sont toujours, des terrains de prédilection pour la sociologie et l'anthropologie urbaine. Le XIII^e arrondissement abrite le quartier chinois le plus peuplé de Paris. On peut situer le cœur de la ville dans un périmètre délimité par trois voies de passage : l'avenue d'Italie, la rue de Tolbiac, le boulevard Masséna. Le Triangle de Choisy est presque entièrement occupé par des restaurants et des épiceries chinois (M. Guillon & I. Taboada-Leonetti, 1986 ; J. P. Hassoun, 1997). Comparé avec le Triangle de Choisy, le quartier de Belleville est comparativement un nouveau quartier chinois qui a aussi rassemblé une population ayant plusieurs origines ethniques. Depuis les années 1980, de nombreuses études ont été menées sur le quartier de Belleville, sur des questions comme les formes d'appropriations de l'espace et l'identité communautaire (P. Simon, 1989), l'intégration du quartier par l'immigré (P. Simon, 1992) et les activités économiques du quartier (S. Fayman & P. Simon, 1991).

La deuxième perspective s'intéresse plus spécifiquement aux groupes des immigrants chinois. Si l'on considère l'ensemble des études réalisées sur l'immigration asiatique en France et en Europe au début des années 1990, la référence à la population immigrée de la

⁷⁰ Depuis les premiers travaux de l'École de Chicago jusqu'à nos jours, de très nombreuses études ont contribué à rendre célèbre le thème du « village dans la ville », qui unit les habitants par de multiples liens de voisinage, de parenté, d'amitié et de solidarités professionnelles. Ce thème correspond à une gamme de situations très diverses, allant du vieux quartier populaire traditionnel jusqu'à la communauté d'immigrants.

région de Wenzhou⁷¹ est prépondérante. La plupart de publications françaises sur les immigrants chinois se penchent sur les chinois du Wenzhou et des réfugiés hmong du Laos, traité le plus souvent à travers l'angle économique. De tels thèmes sont repris à ce sujet : les raisons de l'émigration (Live Yu-sion, 1991) ; l'origine historique de la population (Live Yu-sion, 1991 ; P. Trolliet, 1994 ; T. Pairault, 1995) ; l'idée selon laquelle la population chinoise de la province du Zhejiang en France développe un entrepreneuriat ethnique (comme les autres « communautés » asiatiques) caractérisé par une « non-visibilité » (T. Pairault, 1995 ; E. Ma Mung, 1993 ; Le Huu Khoa, 1996). En dehors de ces données étayées par des enquêtes de terrain (T. Pairault, 1995 ; Le Huu Khoa, 1996 ; Live Yu-sion, 1991), le reste sont des considérations d'ordre théorique et empirique, fondées sur des chiffres divergents et des sources disparates. Par exemple, le fort taux d'immigrés clandestins et « la fermeture de la communauté » (P. Trolliet, 1994 ; T. Pairault, 1995) ; l'hétérogénéité de cette communauté (E. Ma Mung, 1993) ; la présence de différences au sein de cette communauté : le groupe des Qingtian⁷² et des Wenzhou (T. Pairault, 1995 ; P. Trolliet, 1994 ; Live Yu-sion, 1991).

Depuis la fin des années 1990, c'est le cas des recherches menées conjointement en Europe et en Chine, sur les Chinois du Zhejiang. L'analyse la plus intéressante — celle qui comporte également le plus de sources chinoises et occidentales réunies — nous est offerte par Xiang Biao sur *le village du Zhejiang* à Pékin. Dans son étude, il décrit la création d'un espace trans-régional de production en dehors du système administratif et planifié (Xiang Biao, 1998). Dans l'article intitulé *Wenzhou ren zai Bali : yige dutede rongru moshi* (Les ressortissants de Wenzhou à Paris : un modèle particulier d'intégration), J.-P. Béja et Wang Chunguang (1999a, 1999b) ont fait la comparaison sur le village du Zhejiang à Pékin et le quartier du Wenzhou à Paris pour expliquer la construction de relations entre l'intégration dans le processus de mondialisation et la diversification des cultures sociales. Le facteur de la pauvreté, souvent allégué pour expliquer l'émigration en général ne s'applique pas aux Chinois du Zhejiang. Comme le précise L. Tomba (1999) dans son étude comparative sur les Chinois du Zhejiang à Pékin et en Italie, c'est « la possibilité de gagner plus vite de l'argent » qui fédère ce mouvement migratoire. Dans l'article précisément *S'enrichir rapidement en Europe : réflexions sur les motivations des Wenzhou à émigrer*, Li Minghuan (1999) tente aussi d'expliquer ce phénomène.

⁷¹ Wenzhou est une ville de la province du Zhejiang en Chine. On y parle une forme très particulière du wu. C'est une ville portuaire située à 400 km au sud de Shanghai dans une des provinces les plus petites et les plus peuplées de Chine : le Zhejiang (44 millions d'habitants, avec 7 millions pour la région de Wenzhou dont plus d'un million d'habitants dans la ville elle-même).

⁷² Le comté de Qingtian est une subdivision administrative de la province du Zhejiang en Chine. Il est placé sous la juridiction administrative de la ville-préfecture de Lishui.

Les études les plus récentes sur les Chinois de France ont été publiées dans la revue *Hommes et Migrations* dans le cadre d'un dossier spécial en 2005. V. Poisson (2005) reconstitue les grandes étapes de cette histoire migratoire, principalement à partir de récits de vie, de sources écrites chinoises collectées en Chine et de sources françaises pour la plupart inexplorées. À partir d'une enquête menée en 2003-2004 dans la région parisienne auprès de jeunes migrants de la région de Wenzhou, E. Auguin (2005) analyse les relations parents/enfants dans le processus migratoire de cette population. Elle montre comment le développement de l'adolescent est pris en tenaille entre sa culture d'origine, notamment la piété filiale, et la société d'accueil. Obligé par le devoir de solidarité à l'égard de ses parents, ses aspirations restent souvent lettre morte. Gao Yun et V. Poisson (2005) mettent en valeur certains témoignages sur la situation des Chinois nouvellement arrivés en France (depuis moins de quatre ans), sans statut juridique, et font la lumière sur une zone extrêmement sensible du parcours migratoire : le voyage entre la Chine et le pays de destination, et la période de remboursement de la dette durant laquelle le migrant, dans certains cas, peut travailler dans des conditions s'apparentant aux nouvelles formes d'esclavage. F. Lévy (2005) centre la question des motivations des femmes du Nord de la Chine pour quitter la Chine. À partir de récits de vie recueillis à Paris auprès de nouveaux migrants, son analyse sera l'occasion de se pencher sur les conditions de vie en Chine et les représentations qui leur sont associées.

Ces recherches antérieures sur les immigrés chinois en France nous donneront des références quand l'on pense à la migration interne. De telles questions se sont-elles posées, y-a-t-il des similitudes ou des différences entre les deux phénomènes ? Peut-on comparer les migrants internes en Chine avec les immigrés chinois en France, même si ce sont deux phénomènes différents ? Toutes ces questions sont posées pour mieux comprendre ces deux phénomènes migratoires.

1.2.3. La recherche chinoise

1.2.3.1. Etudes urbaines

La volonté des chercheurs et intellectuels chinois de penser les transformations de la société chinoise, alors en pleine phrase de modernisation, a entraîné la traduction et la diffusion des principaux ouvrages de sciences sociales dites « occidentales » en Chine. Dans les années 1910 à 1940, la sociologie connaît un apogée en Chine, avec la multiplication des enquêtes et

des recherches, tant sur les milieux urbains que ruraux⁷³. Influencés par l'École de Chicago, les sociologues chinois se penchaient sur les rapports sociaux « de base » dans la ville depuis les années 1940⁷⁴. Des années 1920 aux années 1940, beaucoup de recherches en sociologie urbaine avaient donné lieu à des travaux qui resteront des références majeures comme *La sociologie urbaine* de Wu Jingchao en 1929, la collection des livres de sociologie urbaine ou *Les ouvriers de l'usine de Kun* de Shi Guiheng en 1946. Cependant, avec le changement du point clé de la ville à la campagne par le Parti Communiste Chinois dans les années 1950, la sociologie rurale commence à se développer⁷⁵.

Depuis les années 1950 et pendant une trentaine d'années, tous les cours de l'université sur la sociologie et toutes les recherches sociologiques ont été interdits par le pouvoir chinois. La sociologie chinoise a donc été interrompue (A. Merle, 2004 ; 2007)⁷⁶.

Bannie des universités et des centres de recherche chinois pendant presque trente ans, la sociologie est réhabilitée au début des années 1980 par le pouvoir politique qui appelle les sociologues à se joindre au projet de modernisation du pays. Depuis la « reconstruction » (*Chongjian*) et la « restauration » (*Huifu*) de la sociologie « chinoise »⁷⁷, c'est l'étude des transformations de la Chine rurale qui occupe la position dominante. Après 1979 jusqu'à aujourd'hui, la question rurale reste très centrale en sociologie pour comprendre la société

⁷³ Il faut noter que les premières enquêtes urbaines en Chine ont été réalisées par des chercheurs et des missionnaires américains au début du XX^e siècle. Dans les années 1910 à 1940, de nombreuses enquêtes sociales ont été réalisées ; la première grande enquête sociale a été réalisée en 1914-1915 sur 302 histoires de vie de conducteurs de pousse-pousse par l'Association pour le progrès social de Pékin (une organisation sociale mise en place par des étudiants de Pékin en 1913). Puis le célèbre sociologue chinois Chen Da, en 1934-1935, a réalisé une recherche majeure sur les communautés d'émigrants dans le sud de la Chine suivis d'autres travaux qui ont été désignés comme les classiques de la sociologie d'avant 1949, dont Fei Xiaotong, auteur du fameux ouvrage *Peasant life in China*, réimprimé huit fois entre 1940 et 1948 (cf. Roulleau-Berger L., Guo Yuhua, Li Peilin, Liu Shiding, 2008).

⁷⁴ Robert E. Park, Ernest W. Burgess et Robert Redfield, figures de l'École de Chicago, venaient enseigner en Chine à cette période et la sociologie chinoise de ces années-là serait marquée par certaines influences de ce courant, notamment en matière de *community studies* qui donnaient lieu à de nombreuses recherches.

⁷⁵ Cf. les études de Fei Xiaotong (1939, 1943, 1947), sociologue et anthropologue chinois de la première génération. Son intérêt s'est toujours porté sur le développement des campagnes chinoises. L'itinéraire de Fei Xiaotong (1910-2005) révèle les traits significatifs des développements d'un savoir d'abord largement importé, puis annexé à une idéologie d'État. Il était sociologue, mais aussi conseiller du gouvernement chinois depuis les années 1980. Étudiant à l'Université Yanjing, puis à Qinghua, Fei Xiaotong obtient son doctorat en 1938 à la London School of Economics où il fut étudiant de Malinowski. De retour en Chine, il s'engage pleinement dans la promotion de la discipline. Intellectuel actif, son engagement est également politique comme en témoigne son appartenance à la Ligue démocratique. Après la réorganisation du système universitaire chinois en 1952, il est affecté à l'École Centrale des Nationalités à Pékin. Taxé de droitier et violemment critiqué en 1957, il ne sera réhabilité qu'à la fin des années 1970. Il deviendra l'un des principaux artisans de la reconstruction de la sociologie au début des années 1980. Parmi ses ouvrages les plus célèbres, *Peasant life in China*, London, Routledge, 1939 ; *Xiangtu zhongguo* (From the soil, the foundations of Chinese society), Shanghai, Guancha, 1948.

⁷⁶ Après la fondation de la République populaire de Chine, la discipline est supprimée dans les universités et instituts de recherche. En 1957, le mouvement contre les éléments droitiers dénonce violemment cette science « bourgeoise » et condamne ses représentants qui avaient appelé à sa renaissance pendant la campagne des Cent Fleurs. L'acte fondateur de la recréation de la discipline a lieu en mars 1979, avec le discours de Deng Xiaoping : « il faut rattraper rapidement le retard », suivi de l'appel de Hu Qiaomu, président de la jeune Académie des sciences sociales, à recréer des institutions et à relancer des recherches. Des sociologues comme Fei Xiaotong seront réhabilités et auront la charge de refonder la discipline.

⁷⁷ Voir notamment : *Shehuixue tongxun* (la revue interne de l'institut de sociologie de l'Académie des sciences sociales), n° 1, 1981 ; et Wang Kang & Xue Buji – *shehuixue zai Zhongguo* (Recueil d'études – La sociologie en Chine), Tianjin renmin chubanshe, 1983, 206 p.

chinoise⁷⁸. La sociologie urbaine s'est réellement développé à partir de 1984 autour des thématiques du développement social des petits bourgs et des grandes villes, de la démographie urbaine, de la structure de la famille urbaine, des modes de vie urbains et des communautés urbaines (Wu Duo, 1989-1993).

Les réformes post-maoïstes ont entraîné la ville dans un formidable essor, cela renvoie au phénomène d'urbanisation des populations et des espaces. Dans un tel contexte, une partie de chercheurs chinois voit les changements urbains et commence à faire des études sur les mégalo-poles. L'exemple de Shanghai est à ce propos révélateur. Shanghai, avec ses mythes et ses réalités, a toujours suscité beaucoup d'intérêt, en Chine comme ailleurs, intérêt d'autant plus grand depuis que les réformes engagées au début des années 1990, puis le développement urbain qui s'en est suivi, ont donné lieu à l'émergence de grands courants de pensée sur la ville.

La première des approches abordant l'expérience de Shanghai, est le fruit d'un diagnostic porté par des experts institutionnels en charge du développement de la ville ou professionnels de l'aménagement⁷⁹. La réflexion développée, en son temps, par les urbanistes de l'Université de Tongji vise donc à identifier les dysfonctionnements ponctuels de l'aménagement territorial et à y apporter des réponses pragmatiques. L'Académie des sciences sociales de Shanghai constitue justement le siège des études académiques consacrées, dans le champ des sciences sociales et humaines, à l'évolution de Shanghai. Celles-ci se répartissent suivant deux thèmes principaux : le développement du marché immobilier, d'une part, et la réforme des communautés résidentielles (*Shequ*), d'autre part. Ces deux orientations répondent aux attentes du gouvernement municipal. Elles reprennent, en cela, la classification communiste divisant l'appréhension de la société entre aspects matériels (*Wuzhi wenming*) et aspects spirituels (*Jingsheng wenming*)⁸⁰.

Par ailleurs, les autres chercheurs dans les universités ont aussi repris le thème de la ville. Par exemple, Chen Yingfang, enseignante responsable du département de sociologie de l'Université Normale de la Chine de l'Est, a repris le fil de l'évolution de la structure socio-

⁷⁸ Cf. En Chine, nous avons surtout utilisé la source classique, l'article de Sun Benwen, « *Dangdai zhongguo shehuixue* » (La sociologie chinoise contemporaine), 1948 (reprint Taipei : Liren shuju, 1982), puis Yang Yabin (1987) et Han Mingmo (1987), ainsi que les dictionnaires des sciences sociales et de la sociologie tels Jinyangxuekan (eds.) *Zhongguo xiandai shehuikexuejia zhuanlue*, (Notes biographiques des spécialistes des sciences sociales chinois), Shanxi : Renmin chubanshe, 1985, 7 vol., ou *Zhongguo dangdai shehuikexuejia* (Contemporary Chinese Social Scientists), Beijing : Shumu wenxian chubanshe, 1982. Entre 1980 et 1989, la revue *Shehui* (*Société*) éditée à Shanghai, a publié plusieurs articles sur l'histoire de la sociologie chinoise.

⁷⁹ Cf. : V. Laurans, L'expérience de Shanghai dans le champ des études urbaines, Antenne expérimentale franco-chinoise en sciences humaines et sociales, Pékin. Septembre 2004.

(Le symposium sur L'expérience de Shanghai dans le champ des études urbaines a eu lieu le 15 Juin 2004 à l'Université Normale de la Chine de l'Est, Shanghai.)

⁸⁰ Op. cit.

spatiale de la société shanghaienne à partir des années 1990. Elle a confirmé la tendance très marquée de Shanghai à la ségrégation spatiale. Même sous le régime maoïste, l'identité du citoyen, avant même de se référer à son appartenance socio-professionnelle, aurait été assignée par son lieu d'habitation. Cette stratification aurait favorisé le contrôle de la société urbaine par les comités de quartier. La structure de la population héritée du début du XX^e siècle aurait volé en éclat durant les dix dernières années sous l'effet de la privatisation du secteur du logement. La réforme actuelle des communautés résidentielles s'accompagnera-t-elle demain de l'émergence d'une société civile ? La multiplication des associations citoyennes pourrait laisser présager cette montée en puissance. La non-reconnaissance des travailleurs migrants par les autorités locales constitue une aporie à laquelle elle aurait alors à faire face⁸¹.

1.2.3.2. La migration interne

La recherche chinoise et, dans son sillage, la recherche sociologique étrangère sur la Chine a tendu à réduire cette pluralité dans le seul cadre de la migration interne (l'étude des *mingong*), phénomène aujourd'hui très étudié en Chine⁸². Si cette réduction se justifie par l'ampleur sociodémographique du phénomène et par une demande publique forte liée aux enjeux de contrôle des populations que la migration met à l'épreuve, elle conduit trop souvent l'analyse à réfuter l'existence d'une société urbaine face à des populations flottantes jouant sur les interstices de l'urbanité chinoise (L. Roulleau-Berger & Shi Lu, 2005), cadre d'analyse qui emprunte, partiellement, à l'anthropologie urbaine issue de l'École de Chicago⁸³.

Les recherches chinoises sur la migration interne sont distinguées par deux perspectives. La première porte sur les processus de formation et les structures sociales de « village dans la ville » formés par la population déplacée dans la ville depuis les années quatre-vingt, tels que le village de Zhejiang à Pékin (Wang Chunguang, 1995 ; Wang Hansheng etc., 1997 ; Xiang Biao, 1998), le village de Henan à Pékin (Tang Can & Feng Xiaoshuang, 2000) et les villages dans la ville de Guangzhou (Zhou Daming, 2001 ; Li Peilin, 2004). La deuxième porte sur le groupe « *mingong* » (sachant que ce phénomène est très étudié en Chine depuis les années 1990)⁸⁴ dans la ville sous les cinq perspectives d'études principales comme stratification sociale et mobilité sociale (Yuan Yayu, 1994 ; Li Peilin, 1996 ; Du Ying & Bai Nansheng, 1997 ; Huang Ping, 1997 ; Cai Fang, 2001 ; Wen Jun, 2001 ; Ke Lanjun & Li Hanlin, 2001 ; Li Qiang, 2002), conflit et anomie (Li Qiang, 1995 ; Zhu Li, 2002), modernisation (*Xiandaixing*)

⁸¹ Voir l'ensemble des travaux de Chen Yingfang (2003a, 2003b, 2004).

⁸² Voir par exemple les travaux de Li Peilin (2003) et Shi Bainian (2005).

⁸³ Voir : P.-P. Zilio, C. Baudelot, T. Angeloff, G. Guiheux, « Travail et logement dans un quartier de Shanghai, Enquête sur la construction de la société urbaine dans la Chine contemporaine », projet de recherche pour le CEFC, Paris, IDHE, 2007.

⁸⁴ Voir notamment les travaux de Wang Yijie & Wang wei (2004) et Tan shen (2003a).

(Guo Zhenglin & Zhou Daming, 1996 ; Zhou Xiaohong, 1998), réseaux sociaux (Li Peilin, 1996 ; Li Hanlin, 2002) et rapport entre État et société (Deng Zhenglai, 1999 ; Sun Liping, 2000 ; Chen Yingfang, 2005) etc.

À travers des études antérieures, on pourra trouver que les chercheurs chinois commencent à combiner réflexion théorique sociologique au phénomène « *mingong* » dans le contexte de la société chinoise. Ils ne se penchent donc pas seulement sur les mesures politiques prises par le pouvoir. Les sociologues, confrontés à un contexte particulier de transition vers une économie de marché, mais aussi avec le maintien de structures politiques, placent au cœur de leur interrogation la recomposition des relations entre l'État et la société. Aboutissement de plusieurs années de recherches empiriques, les sociologues chinois s'ouvrent sur une réflexion théorique – de quels outils dispose la sociologie pour analyser les relations entre l'État et les paysans dans la Chine contemporaine ? Cette réflexion menée par Sun Liping, l'un des fondateurs du département de sociologie de Qinghua, part d'une interrogation sur le contrôle exercé par le pouvoir politique dans les campagnes chinoises. Le sentiment d'être face à une énigme théorique conduit les sociologues à mettre en question les cadres d'observation et d'analyse traditionnelles et à chercher une nouvelle approche qui dépasserait une vision dichotomique et statique de l'État et de la société⁸⁵.

Cependant, à la lumière des recherches antérieures, on peut émettre quelques critiques et tracer quelques perceptives : Premièrement, les études chinoises ont manqué de communication avec celles réalisées en Occident. Peu de chercheurs ont pu combiner les concepts et les théories occidentales et leur utilisation avec un contexte chinois. Le développement de la discipline de sociologie ces vingt dernières années est marqué par une libération progressive de la tutelle idéologique. Mais la question de l'utilisation de connaissances produites en Occident pour étudier la société chinoise demeure entière, les réponses variant souvent entre les pôles universaliste et culturaliste. Deuxièmement, les études antérieures en Chine ont trop souligné les macro-éléments comme la structure, mais font peu de cas des micro-éléments comme la vie quotidienne, le voisinage et les familles etc. Enfin, peu de recherches ont été conduites dans une perspective de sociologie urbaine.

⁸⁵ Voir notamment : *Qinghua shehuixue pinglun*, n° 1, mai 2000, département de sociologie, université Qinghua. Le sommaire en anglais présente ainsi les articles qui composent le dossier spécial: Sun Liping, « "Process-Event Analysis" and the Relationship in Practice between the State and the Farmers in Contemporary China », pp. 1-20; Sun Liping et Guo Yuhua, « Wielding Both the Stick and Carrot: Process Analysis of Informal Operation of Formal Power. A Case Study of Levying *dinggouliang* at Town B in North China », pp. 21-46; Ma Mingjie, « Manipulation of Power and Manipulative Mobilization. A Case Analysis of Forcing Villagers to Become Rich », pp. 47-79; Ying Xing et Jin Jun, « The Process of Problem-Making in the Collective Action of *shangfang* – the Story of Migration for Constructing a Hydropower Station in Southwest China », pp. 80-109.

1.3 Perspectives d'études

1.3.1 Mobilité et migration : deux conceptions différentes

Ici, on pourra distinguer deux conceptions différentes : mobilité et migration. Ce sont deux thèmes principaux qui influencent la typologie de la ville.

1.3.1.1 Mobilité

La mobilité sociale est l'un des thèmes majeurs de la sociologie contemporaine. La mobilité sociale est un concept défini par P. Sorokin⁸⁶, un sociologue américain, comme étant « le phénomène du déplacement d'individus dans l'espace social ». Il correspond au fait de changer de classe sociale. La thèse de Sorokin portait sur les taux de mobilité absolus. Il émet un doute quant à la possibilité de discerner une tendance séculaire dans l'évolution de la mobilité au sein d'une société : « Dans le domaine de la mobilité verticale [...] il semble qu'il n'existe aucune tendance perpétuelle bien déterminée à l'accroissement ou bien à la diminution de l'intensité et du caractère général de la mobilité. Nous proposons cette thèse comme étant valide pour l'histoire d'un pays, pour celle d'un large corps social et, en définitive, pour l'histoire de l'humanité » (P. Sorokin, 1959, p. 152). Il reconnaissait, toutefois, que de nombreuses tendances avaient pu exister au cours de l'histoire, en particulier, au sein des sociétés occidentales, l'hérédité des professions avait décliné durant le dernier siècle. Mais, sur une longue période, Sorokin voyait les voyages de plus forte mobilité remplacés par les cycles de plus grande immobilité et il concluait ainsi, sur le très long terme, à l'existence de « fluctuations sans tendance ».

Depuis lors, la théorie sur la mobilité sociale est toujours utilisée pour expliquer de tels phénomènes sociaux. Et beaucoup de chercheurs se penchent sur ce thème de « mobilité ». Selon R.E. Park, « la mobilité mesure le changement social et la désorganisation sociale, parce qu'un changement social entraîne toujours un changement de position dans l'espace et que tout changement social, même celui que nous décrivons comme progrès, entraîne une désorganisation sociale »⁸⁷. P. Simon (1998) nous indique aussi que la mobilité occupe une position ambiguë dans l'analyse du processus d'intégration. Ces deux facettes de la mobilité, l'émancipation et la déstructuration, reflètent les contradictions portées par le processus d'intégration lui-même.

⁸⁶ P. Sorokin (1889 - 1968) est un sociologue américain issu de l'immigration russe. Pionnier de la sociologie moderne à qui l'on doit notamment le concept de mobilité sociale, Sorokin axe ses recherches pendant près de 25 ans sur l'altruisme.

⁸⁷ Sur ce point, cf. R. E. Park, « la communauté urbaine. Une modèle et un ordre moral », trad. Dans Y. Graffmeyer & I. Joseph, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Édition Aubier-Montaigne, 1979.

La thèse de Sorokin qui portait sur les taux de mobilité absolus a, dans une large mesure, trouvé sa continuation dans l'hypothèse plus subtile d'*invariance temporelle du régime de mobilité* formulée en 1975 par Hausser, Koffel, Travis et Dickinson. Selon eux, l'existence de variations temporelles significatives dans les taux observés de mobilité ne serait due qu'à des transformations macrostructurelles - notamment l'évolution de la distribution des emplois - indépendantes de la structure profonde de la mobilité alors que les taux de mobilité relatifs demeureraient stables dans le temps (L.-A. Vallet, 1999). Dans l'ouvrage de Goldthorpe (1980) sous le nom de *fluidité sociale constante*, avec les données empiriques recueillies dans de nombreux pays, il conduit à conclure à la forte inertie des régimes de mobilité sociale entre générations (voir par exemple J. H. Goldthorpe & C. Payne, 1986). Le titre de l'ouvrage comparatif qu'Erikson et Goldthorpe (1992) ont consacré à la mobilité sociale dans les sociétés industrielles -*The constant flux*- porte ainsi la marque de la puissance descriptive de cette thèse d'invariance temporelle de la fluidité sociale. Elle conduit à supporter qu'un niveau fixe d'inégalité des chances sociales est inscrit au cœur de la structure des sociétés modernes.

En France, une proposition largement acceptée parmi les sociologues est que la mobilité sociale a beaucoup augmenté, au cours des dernières décennies, en raison des transformations structurelles qu'a connues la société française, mais que l'inégalité des chances sociales ou la structure de la mobilité y sont en revanche demeurées largement inchangées. Cette dernière conclusion s'est progressivement imposée à partir de la publication, par R. Boudon en 1973, d'un ouvrage marquant : *L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*. Il conclut qu'une diminution de l'inégalité des chances scolaires n'est pas incompatible avec la stabilité de la structure de la mobilité que les données disponibles mettent en évidence. Dans un article fondé sur des données françaises obtenues en 1982 et en 1994 pour les hommes de 42 à 54 ans qui ont un emploi, M. Forsé (1997) a réexaminé, d'un point de vue empirique, la théorie développée par Boudon. Selon lui, alors qu'en douze ans et pour des populations comparables, le niveau moyen d'éducation a glissé vers le haut, l'inégalité des chances scolaires en fonction du milieu d'origine s'est un peu réduit. Il conclut à la « quasi-constance de la fluidité sociale » pour la société française. Les recherches les plus récentes concluent donc en faveur de la stabilité de l'inégalité des chances sociales dans la France des dernières décennies. Le premier aspect est méthodologique. Une seconde raison invite à remettre sur le métier l'analyse des tendances temporelles de la fluidité sociale dans la société française : si, comme on l'a souligné, nombre de recherches concluent à la stabilité, ce n'est pas le cas de toutes (L.-A. Vallet, 1999). Analysant les destinées sociales des hommes

de 40 à 59 ans qui occupent un emploi, C. Thélot (1982) conclut à une certaine ouverture du régime de mobilité : « Dans le cadre de cette analyse, on peut dire que la société française s'est légèrement assouplie : d'une génération à la suivante, toutes choses égales d'ailleurs, la tendance à la reproduction s'est atténuée dans la plupart des groupes sociaux. » (p. 79). Cette conclusion est au demeurant confirmée par la recherche de J. H. Goldthrope et L. Portocarero (1981) et elle est aussi compatible avec les résultats obtenus par Ganzeboom, Luijkx et Treiman (1989) ou encore Wong (1994) à propos de la France. Pour la même période, on a pu montrer qu'un affaiblissement comparable de la profession à l'immobilité caractérisait aussi l'expérience de mobilité des femmes, par la profession ou le mariage (L.-A. Vallet, 1991 ; 1992). L.-A. Vallet (1999) confirme que cet assouplissement a été réel et continu, mais que le qualificatif de visible était sans doute exagéré.

En fait, dans le cadre de ma thèse, la question à poser sur la mobilité sociale n'est pas seulement une brève description, mais est celle du lien entre mobilité globale (statistique) et analyse micro-sociologique des mobilités. A travers des recherches antérieures, on trouve que la mobilité sociale était dans une large mesure, étudiée dans un cadre statistique et macro-structurel social, s'appuyant sur les macro-données dans une période et les instruments d'analyse par exemple le modèle log-multiplicatif pour décrire la mobilité observée et son lien avec la fluidité sociale. Dans ma thèse, nous pourrions laisser de côté les macro-données, et se pencher sur la « mobilité sociale » dans une analyse micro-sociologique pour révéler la migration interne et sa dynamique urbaine en Chine.

1.3.1.2 Migration

La migration humaine est un déplacement du lieu de vie d'individus. Il mesure un stock et comprend la migration volontaire et la migration forcée. Les migrations internes aux pays sont également en augmentation, mais on parle alors plutôt de déplacements de populations (qui sont également volontaires ou forcés). Les flux migratoires sont classifiés selon leurs mobiles. On distingue notamment : les migrations économiques (déplacement de travailleurs) ; les migrations contraintes (fuite de persécutions, famines résultant souvent de guerres ; on parle aussi de conquête, d'invasion, d'exode, de colonisation...). Pour la période post-industrielle, la migration correspond plutôt à un changement définitif de résidence, sauf pour le cas particulier des migrations saisonnières liées au phénomène des vacances. On parle alors, selon le point de vue, d'émigration (sortie du pays d'origine) ou d'immigration (entrée dans le pays de destination). En ce sens, la migration signifie le déplacement géographique.

La sociologie des migrations a d'abord été celle de l'immigration avec les travaux de l'École de Chicago au début du XX^e siècle dernier notamment chez les travaux de W. I. Thomas & F. Znaniecki (1918) et R. E. Park (1925). Thomas et Znaniecki ont fortement contribué à rejeter le réductionnisme biologique en montrant que le comportement des immigrants n'était pas lié à un problème de race, c'est-à-dire à un problème physiologique, mais était directement lié aux problèmes sociaux intervenus dans leur vie quotidienne. En 1918, ils publient *The polish peasant in Europe and America* dans lequel ils décident de faire une étude sur l'immigration et l'intégration d'un groupe d'immigrants en analysant leur vie dans leur pays d'origine jusqu'à leur arrivée sur le sol américain. En 1921, en décrivant le processus de désorganisation - réorganisation qui jalonne les interactions entre les groupes sociaux autochtones et immigrants, Park distingue quatre étapes, chacune représentant un progrès par rapport à la précédente : la rivalité, le conflit, l'adaptation et l'assimilation (R. E. Park, 1925). Il rejette l'hypothèse communément admise à l'époque selon laquelle l'unité nationale exige une homogénéité raciale. Tout comme Thomas, il donne une grande place à l'École dans les étapes menant à l'assimilation. Dans son ensemble, l'École de Chicago a développé une vision optimiste de l'immigration, sous la forme du concept de l'homme marginal, qui devient un hybride culturel, partageant intimement deux cultures distinctes, mais pleinement accepté dans aucune et marginalisé par les deux.

Harris et Todaro (1970) sont les premiers à avoir développé une théorie de la migration dans laquelle la décision de migrer relève d'un choix rationnel qui prend en compte les avantages et les désavantages liés à la migration. La rentabilité de migrer ou non relève donc d'un calcul coûts-bénéfices. La théorie néo-classique fut remise en cause dans les années 1970 par les théoriciens de la dépendance. Les économistes néo-marxistes, notamment Singer, s'intéressaient particulièrement à l'exode rural.

Les recherches en Europe sur les travailleurs immigrés apparaissent un peu plus tard, vers 1970. L'objet de la sociologie des migrations est de décrire, d'interpréter et d'expliquer le phénomène migratoire (changement d'un lieu d'habitation à un autre), ses causes et ses conséquences que sont la redéfinition des pratiques culturelles des migrants (dont l'acculturation), des réseaux de sociabilité (intégration, désintégration, marginalisation sociale). La question de l'enracinement s'inscrit au cœur de la plupart des problématiques traitant de l'immigration. J. Barou (1980) relève ainsi que les immigrés, confrontés à une mobilité résidentielle imposée, « s'efforcent à une tentative de fixation sur un espace donné, qu'ils tendent au maximum de s'approprier en y créant ainsi une forme de territorialité ». Appropriation de l'espace et « stabilité sociale » se développent alors symétriquement, chaque

processus contribuant à la réalisation de l'autre. Dans leurs études des réseaux d'immigrés, J. Katuszewski et R. Ogien (1981) établissent cette relation. Selon eux, « en favorisant la stabilité sociale, un réseau connexe peut renforcer la stabilité géographique ».

Dans une perspective d'« intégration », ou du moins de socialisation dans la société d'installation, il est clair que la maîtrise de ces déplacements représente un paramètre important. La sédentarité offre l'opportunité aux immigrés de consolider leur inscription spatiale et d'accomplir dans de meilleures conditions leur adaptation à la société d'installation. La mobilité doit donc s'apprécier en référence au cycle de séjour des immigrés (P. Simon, 1998). Les Kabyles contribuent une communauté montagnarde largement étudiée par P. Bourdieu, plus frappée que d'autres en Algérie par le besoin migratoire et fonctionnant de manière propre et particulière par rapport au reste de la migration algérienne. L'analyse conduite par A. Tarrius (1987, 1992) des dynamiques territoriales de différents groupes de migrants privilégie l'examen de trajectoires socio-spatiales complexes : elle part de l'exploration approfondie des pratiques de mobilité, propres à une sous-population singularisée par une identité professionnelle ou culturelle bien précise, qui sont au fondement de pratiques urbaines spécifiques. A. Sayad (1999) renouvelle la question de l'immigration sur laquelle il porte un double regard. Pour étudier cette question complexe, il place au cœur de son analyse l'émigré-immigré et ne considère plus ce dernier comme une force de travail mais comme « un fait social dans sa globalité ». Selon lui, « immigration et émigration sont deux points de vue d'un même phénomène ».

Par ailleurs, d'autres chercheurs travaillent sur l'espace méditerranéen qui devient un laboratoire pour l'étude des entrepreneurs ethniques (J. Cesari, 2002 ; A. Tarrius, 2002 ; M. Peraldi, 2001). Dans ce retournement du stigmate (l'immigré pauvre, en quête d'emploi salarié, devient un entrepreneur ou un commerçant rusé), l'espace euro-méditerranéen joue son rôle en tant que dispositif géographique⁸⁸.

1.3.2. Invasion et succession : un modèle classique de l'évolution de quartier

La plupart des analyses sur les changements de voisinage utilisent le modèle « invasion et succession », qui préside un statut conventionnel dans le domaine des sciences sociales, en particulier aux États-Unis. Développé par les sociologues de l'École de Chicago dans les années trente, le modèle de l'invasion et succession qui prévoyait que les Noirs remplaceraient progressivement les Blancs, était largement utilisé. McKenzie souligne surtout parmi les processus de changement les « invasions territoriales ». Deux types d'invasions sont

⁸⁸ Sur ce point, on se reportera à P.-P. Zali (2007a).

distingués : le premier a pour effet un changement de l'usage du sol (zone industrielle devenue résidentielle), alors que le second modifie la composition sociale et économique de quartier (Y. Fijalkow, 2004). Parmi les chercheurs, Park (1936) et McKenzie (1933) l'ont considéré comme une métaphore utile pour décrire le changement social dans ses multiples dimensions.

En fait, le processus inverse existe : ségrégation et expulsion par expropriation. L'invasion, c'est aussi, ou d'abord, l'appel du vide (quand les classes supérieures ou moyennes fuient le centre-ville) (R. Sennett, 1980). L'étude de Sennett de la vie de famille des classes moyennes analyse les interactions de la vie urbaine, de la structure familiale et du vécu professionnel pendant la période critique du développement urbain après la guerre de Sécession.

Bien que le modèle de « invasion et succession » ait été très étudié, il est aujourd'hui remis en question. Certains chercheurs ont critiqué le modèle proposé par l'École de Chicago pour rappeler surtout la complexité des phénomènes et l'influence de certaines autres variables. En fait, les analyses, telles que celles de B. A. Lee (1985), montrent que le changement ethnique ne se fait plus dans une forme unique. En particulier dans les villes jeunes, en expansion ou occidentales, apparaît une forme de « voisinage mixité ». B. A. Lee et P. B. Wood (1991) ont mené une enquête sur les pratiques de répartition raciale selon les quartiers dans plusieurs grandes villes américaines et montrent que les résultats varient en effet dans le temps et selon les villes, ce qui conduit à nuancer le modèle classique d'invasion et succession.

Ces débats me permettent de bien réfléchir le modèle dans le contexte chinois. Alors que Shanghai peut être regardé comme un laboratoire de la Chine d'aujourd'hui, comme Chicago l'a permis à la fin du XIX^e siècle, on peut espérer que le terrain shanghaien contribue à renouveler les questions que les sciences sociales se posent. De telles questions se sont posées : l'évolution des quartiers urbains en Chine aujourd'hui peut-il poursuivre le modèle proposé par l'École de Chicago dans les années trente ? Autrement dit, ce modèle peut-il être utilisé dans un contexte chinois ? Sinon, y-a-il des spécificités chinoises ? Dans notre recherche, on pourra inscrire ce travail dans une réflexion théorique et examiner le modèle « invasion et succession » dans le contexte chinois et ses limites à travers un quartier populaire en mutation dans le but de mieux penser les questions urbaines de la Chine d'aujourd'hui.

1.3.3. Proximité spatiale et distance sociale : une perspective d'observation d'un quartier en cohabitation

Les questionnements sur la notion de proximité sont mis en œuvre au sein de la sociologie urbaine depuis longtemps, inséparables d'une réflexion plus vaste sur le rapport entre l'évolution des modes de vie et leur spatialisation. L'efficacité sociale de la proximité physique est un sujet d'interrogation ancien. Les travaux de G. Simmel et des sociologues de Chicago, ceux d'E. Goffman peuvent aujourd'hui encore nous rappeler ce que la proximité physique apporte à la relation sociale. La proximité est une notion floue, que l'analyse sociologique, de quelque manière qu'elle l'aborde, s'efforce toujours de dénaturaliser. On le constatera une fois de plus, au travers des études rassemblées : la proximité, pour un sociologue, n'est pas une donnée purement physique, elle est toujours à la fois matérielle et conceptuelle, subjective et socialement construite. La notion de proximité ne peut être envisagée isolément, mais doit toujours être replacée dans un couple d'opposition : proximité/distance « extérieure » vs proximité/distance « intérieure » (M.-P. Lefeuve, 2005).

Un axe d'interrogation sociologique sur la proximité porte sur le rapport entre proximité spatiale et relation sociale. Cette question se décline diversement : la proximité spatiale est-elle un facteur d'organisation ? Comment interfère-t-elle avec la proximité/distance sociale ? Est-elle nécessaire à toute relation ? La question peut être posée à deux niveaux : celui de l'interaction de face à face, celui de la relation de voisinage. Au premier niveau, on évoquera E. Goffman, pour rappeler l'importance de ce qu'il appelle la « communication indirecte ». La proximité spatiale peut être définie comme la condition qui maximise ce mode de communication. Au fond, toutes les propositions concernant l'apport de la proximité spatiale à la relation sociale ont en commun avec l'interactionnisme goffmannien, d'accorder de l'importance aux perceptions mutuelles des individus. Avant Goffman, certains sociologues de l'École de Chicago (notamment R. E. Park), dans le sillage de Simmel, ont donné toute son ampleur à l'étude du rapport entre espace et communication. Ils ont ouvert le champ à une sociologie n'ignorant pas le corps. M. Halbwachs a sans doute été précurseur dans l'observation des effets que produit la mise en présence de groupes sociaux différents (M.-P. Lefeuve, 2005).

N. Elias (1965) théorise la notion d'inscriptions territoriales et temporelles à travers l'opposition *established* et *outsiders*. Dans sa description des relations entre habitants d'un quartier, Elias distingue les « anciens » et les « nouveaux », associant cette situation d'ancienneté des résidences à la possession de position sur la scène locale. Les tensions entre les deux groupes se produisent inévitablement. Les « nouveaux venus » sont perçus comme

une menace par les « anciens », en apportant des pratiques déviantes, ils viennent perturber le fonctionnement habituel de l'ordre collectif.

Les recherches conduites par J.-C. Chamboredon et M. Lemaire sont résumées dans un article fondateur paru dans la *Revue française de sociologie : Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement* (1970). Il s'agit de montrer, en définitive, que la « mixité sociale » dans les grandes ensembles n'efface pas les barrières traditionnelles entre les groupes sociaux. D'après eux, l'hégémonie locale des pratiques d'un groupe social ne suppose pas l'absence des autres groupes mais simplement un poids dans la population locale qui lui soit favorable : « La structure sociale de quartiers bien délimités fait le plus souvent apparaître un groupe social dominant qui, formant la moitié environ de la population du quartier, donne le ton et définit le style des relations prévalant dans le quartier, bref, il impose ses normes à la communauté » (Chamboredon & Lemaire, 1970). Ils avaient fort bien noté que les tensions de voisinage qui se développaient à ce propos étaient l'un des points de fixation où se confrontaient en réalité deux univers normatifs différents, celui de la « morale petite-bourgeoise » et celui de la « morale populaire ». En extrapolant cet exemple ponctuel, il faut donc se demander dans quelle mesure les désaccords, mais aussi les compromis qui rendent possibles les coexistences, peuvent mettre en jeu d'autres registres que celui de l'intérêt. On pourra le trouver dans les développements des travaux chez J.-C. Chamboredon, J.-P. Mathy, A. Méjean et F. Weber (1985).

Conclusion

Dans ce chapitre, à travers les études empiriques antérieures, tant occidentales que chinoises, nous pouvons préciser le cadre théorique qui va nous guider dans notre recherche. A partir de ce dernier, nous proposons des protocoles de description sur un objet d'étude particulier : la rénovation urbaine et la migration urbaine, sur lesquelles se cristallisent les questions sociales qui traversent les grandes villes chinoises depuis les années 1990.

La question posée en sciences sociales sur le rapport entre migration et ville s'est souvent traduite par l'inscription spatiale des migrants et leur cohabitation. Cette question est ancienne. Les sociologues de l'École de Chicago l'ont abordée quand ils ont fait des études sur la ville de Chicago dans les années 1930. De même, depuis les années 1960, cette question a été souvent étudiée dans le contexte français. En Chine, depuis 1980, avec le relâchement relatif du système du *Hukou*, un grand nombre de paysans s'est déplacé vers les villes pour y travailler. Depuis lors, la cohabitation entre habitants locaux et migrants internes, dans un même espace, ne cesse de poser problème. Il est apparu difficile d'isoler la question de la

migration lorsque l'on aborde le thème de la ville. On se heurte à un problème géographique, celui de la prise en considération des sous-ensembles régionaux pertinents pour aborder un espace urbain. Cette interrogation revient souvent pour les migrations et leur inscription dans l'espace urbain. Il est difficile d'y répondre mais à l'évidence, dans le cas de Yuanhenong, l'histoire distinctive de ce quartier est déterminante dans les formes qui entretiennent l'espace urbain et les communautés migrantes.

Dans cette optique, nous sommes conduit à formuler une hypothèse sociologique qui commandera toute la thèse : la rénovation urbaine ne détruit pas seulement des taudis et relogé les habitants dans des logements nouveaux, elle affecte profondément différents groupes sociaux en ville : autochtones avec le *Hukou* local et migrants sans le *Hukou* local. Elle provoque ou accélère une mutation des structures locales et sociales ; ses effets dépassent singulièrement le seul domaine de l'habitat, mais agissent aussi sur la réorganisation de l'espace géographique et social. Le point de départ de notre travail est l'hypothèse selon laquelle il est nécessaire d'étudier l'inscription spatiale des migrants internes à Shanghai dans ce contexte de rénovation urbaine. Cette hypothèse est conforme aux définitions sociologiques données par H. Coing dans les années 1960 quand il analyse la rénovation urbaine de l'îlot n° 4 dans le XIII^e arrondissement.

Dans ce contexte, on s'attachera à étudier ce que signifie vivre dans ce quartier défavorisé sous trois angles particuliers : il s'agira de voir comment l'expérience du « *Penghuqu* » influence l'image d'eux-mêmes que se font les individus et dans quelle mesure il est possible de lutter contre le stigmate associé au « *Penghuqu* » ; on considèrera ensuite le quartier comme « expérience collective », la manière dont les occupants parviennent ou non à produire des règles et des normes concernant l'usage et la gestion des espaces communs ; on analysera la mise en place de la rénovation, l'hétérogénéité des projets résidentiels et les attitudes envers la rénovation du quartier. Le processus de la rénovation, dont fait l'objet le quartier ancien, permet de comprendre les attitudes et les projets résidentiels des résidents. Ce sont là les angles principaux de cette thèse, qui consiste à poser des questions sur les villes chinoises à travers un quartier populaire de Shanghai.

D'un autre côté, notre travail de recherche permettra de formuler une problématique spécifique sur la population déplacée à savoir : comprendre comment - c'est-à-dire par quelles modalités - dans une situation de déplacement, une population tente de se réapproprier « la contrainte » à travers l'étude des mécanismes d'organisation collective (spatiale, sociale etc.), des mécanismes d'interprétation de reconstruction identitaire et des mécanismes d'adaptation de la vie urbaine.

Pour répondre à ces questions, nous nous attacherons à étudier ce que signifie vivre dans le quartier de Yuanhenong au centre-ville de Shanghai selon trois angles préférentiels : l'étude monographique approfondie de ce quartier défavorisé (chapitre 4 et 5) ; la construction sociale de l'identité des migrants et leur cohabitation avec les habitants locaux (chapitre 6 et 7) ; l'hétérogénéité des projets résidentiels et l'attitude des résidents envers la rénovation prévue (chapitre 8). Parmi les perspectives offertes par notre travail, nous pourrions réfléchir à l'opportunité d'utiliser cette méthodologie dans le contexte plus global de la société chinoise et d'en vérifier les limites.

Chapitre 2 - Enquête de terrain et méthodologie

Introduction

La méthodologie désigne à la fois le type de terrain, la durée de l'enquête, les conditions matérielles mais aussi les relations établies entre enquêteurs et enquêtés (G. Mauger, 1991). Il s'agit de prendre en compte à la fois le comportement des enquêtés, les effets induits par la présence de l'enquêteur, mais aussi le comportement de l'enquêteur, c'est-à-dire « ses angoisses, ses manœuvres, ses défenses, ses stratégies de recherches » (G. Devereux, 1980). Une fois les conditions de production explicitées, on peut s'interroger sur la production elle-même. Quels matériaux ont été recueillis ? Pourquoi et comment ?

Notre travail repose sur deux enquêtes de terrain, l'une à Shanghai et l'autre à Paris. La période d'enquête à Shanghai est de longue durée. Il s'appuie sur une enquête de terrain réalisée entre deux périodes : juin 2004 à mars 2005 (en mémoire) et août 2006 à novembre 2007⁸⁹. Au cours des deux périodes, j'ai fait plus de cent entretiens auprès des anciens habitants et des nouveaux arrivants, et ai tenu un journal de terrain où je notais, dans la mesure du possible le soir même, les événements de la journée, les conversations, mes observations etc. Il s'agit d'une enquête par entretiens qu'on définit comme « une investigation approfondie qui repose sur une insertion de longue durée du chercheur dans un monde social où tout le monde se connaît, même indirectement » (F. Weber, 1989). Le travail de terrain à Paris a été fait pendant une période de six mois allant de janvier à juillet 2006. En fait, il n'a pas le même statut que le terrain à Shanghai, ceci à cause de sa durée limitée et des difficultés d'entrée dans un milieu étranger, alors que celui de Shanghai a duré assez longtemps. Pour moi, le terrain à Paris est simplement un travail préliminaire.

Dans ce chapitre, nous nous proposons d'éclaircir les principes méthodologiques que nous avons suivis dans notre recherche, comme l'usage sociologique des biographies et des analyses de quartier, qui est un niveau que l'on pourrait qualifier de microsociologique. En fait, il contient aussi une illustration des techniques employées (les entretiens informels, l'observation directe et la lecture de documents et l'utilisation des photos comme un outil de compréhension).

⁸⁹ Cette enquête est financée par une bourse offerte en 2006 par le Centre d'Etudes Français sur la Chine Contemporaine (CEFC) de Hongkong.

2.1 Les conditions d'enquête

J'ai effectué mon travail de terrain proprement dit de juin 2004 à mars 2005. En août 2006, je suis revenue dans le quartier de Yuanhenong pour ma thèse. J'ai ensuite continué de me rendre de façon régulière au quartier de Yuanhenong, puisque j'avais commencé à travailler comme bénévole dans le comité de résidents. Pendant cette période, ma présence sur le terrain était relativement discontinue. Durant les premiers mois d'enquête, je me rendais sur place de façon quasi quotidienne, pour des « visites » qui duraient de 3 à 6 heures. Puis ces visites se sont espacées, jusqu'à devenir simplement hebdomadaires au cours des deux derniers mois. Bien qu'essayant de varier les heures et jours de présence sur le terrain, dans la limite d'un emploi du temps d'étudiant, j'ai été majoritairement présente les après-midis de semaine, peu en soirée, rarement le matin, et seulement deux fois le week-end. J'ai réussi à nouer des contacts plus ou moins approfondis avec une trentaine d'habitants locaux et une dizaine de nouveaux arrivants, et à être acceptée dans des petits groupes d'interconnaissance.

2.1.1 Le choix du terrain

Aujourd'hui, le terrain occupe une place de plus en plus importante dans la recherche tant ethnologique que sociologique. En fait, il renvoie à une longue tradition de l'enquête ethnographique et repose sur des principes communs : présence longue sur place, établissement de relations de proximité et de confiance avec certains enquêtés, écoute attentive et travail patient de plusieurs mois ou de plusieurs années. Comme le soulignent S. Beaud et F. Weber dans leur livre intitulé *Guide de l'enquête de terrain*, « Le mot américain—fieldwork—le dit mieux : le terrain, c'est un travail, pas un passage, une visite ou une présence » (S. Beaud & F. Weber, 2002)⁹⁰.

Ce choix d'un quartier défavorisé comporte selon nous deux intérêts. Tout d'abord, il nous permet d'observer au sein d'un même espace les trajectoires migratoires des migrants internes ayant des origines socioprofessionnelles et géographiques diverses. Ensuite, et surtout, il nous permettra dans la suite de nos recherches de comprendre quelles influences les interactions et

⁹⁰ Dans les recherches sociologiques chinoises, nous utilisons le mot *tianye* pour qualifier le lieu de l'enquête. *Tianye*, littéralement : les champs et les sauvages, que l'on peut traduire par le terrain en français. *Tianye diaocha*, littéralement les champs et les enquêtes, désigne l'enquête ethnographique. Cette méthode a été introduite en Chine au début du XX^e siècle, en même temps que l'introduction de la sociologie à travers des écoles missionnaires : en 1908, l'Université de Saint John (établie en 1879, par S. J. Sekoresehewsky, évêque de l'église anglicane américaine de Shanghai, devenue aujourd'hui l'Université de Politique et de Droit de la Chine de l'Est) a commencé à donner des cours de sociologie ; et en 1913, l'Université de Hujiang (établie en 1906, par les baptistes américains, devenue l'Université Polytechnique de Shanghai) a établi le premier département de sociologie en Chine. Les premières enquêtes de terrain ont été dirigées par les missionnaires étrangers et des professeurs étrangers. En 1914, l'association des jeunes de Pékin a organisé le premier grand travail de terrain en Chine « L'enquête sur les conditions de vie des 302 conducteurs de pousse-pousse à Pékin ». Ensuite jusqu'en 1949, les enquêtes de terrain ont été nombreuses (voir : Cheng Yingfang, 2004).

interdépendances qui sont nées entre des groupes qui n'avaient pas l'habitude de vivre ensemble peuvent avoir sur les trajectoires différentes des uns et des autres.

Le choix du site n'a pas été une entreprise facile étant donné la diversité et l'étendue de la répartition des migrants internes. Ce choix de terrain est un moment déterminant qui va conditionner tous les travaux ultérieurs. Parmi les opérations actuellement en cours à Shanghai⁹¹, le quartier de Yuanhenong m'attira pour plusieurs raisons. Nous présenterons dans un premier temps quelques raisons pour mieux nous expliquer de notre choix.

D'abord, il est situé dans un quartier en pleine transformation : des travaux de rénovation étaient en projet depuis plusieurs années, mais pas encore complètement mis à exécution⁹². Cette situation provoquait depuis longtemps des conflits parmi les résidents. Deuxièmement, depuis les années 1990, ce quartier accueille en masse des nouveaux arrivants. Après s'être structuré comme un « quartier d'immigration », il a connu l'installation d'une population hétérogène, en rupture totale avec les caractéristiques des anciens habitants. Troisièmement, pendant la période de mon mémoire, j'avais initialement fait le travail de terrain sur la vie quotidienne des habitants locaux de ce quartier pendant dix mois, de juin 2004 à mars 2005. C'est, donc, plus facile d'y revenir grâce aux connaissances que j'ai faites auparavant. De plus, éloignée de ce quartier pendant plus d'une année, je me suis intéressée à tous les événements survenus durant cette période. Il est sans doute plus facile d'en situer l'évolution, de comparer la situation actuelle avec celle connue auparavant. Enfin, le quartier de Yuanhenong est très proche de mon université à Shanghai (l'Université Normale de la Chine de l'Est). Cela m'a permis, de temps en temps, de faire l'aller et retour entre les deux lieux.

En tout cas, nous avons fait notre choix principalement en fonction des recherches déjà réalisées sur les travailleurs migrants. Je suis revenue, en août 2006, dans ce quartier défavorisé pour continuer, avec un approfondissement, le travail de terrain ethnographique.

Revisiter ce lieu, c'est d'abord prendre acte de ces changements de reconnaissance, de cette double lecture qui valorise et dévalorise ce quartier et ses usages. C'est ensuite interroger des autochtones et des nouveaux arrivants sur leur opinion sur ce lieu où ils s'installent, deux groupes s'interconnectant et se dissociant dans le même espace de territoires. C'est encore prendre la mesure du temps pour retracer le rôle de ce quartier comme lieu d'implantation et porte d'entrée dans la ville pour des migrants venus de campagnes, et suggérer que ce

⁹¹ Selon un recensement officiel, à Shanghai, pendant les dix dernières années du siècle précédent, les opérations de forte importance étaient nombreuses. Elles comportaient la destruction de 28 millions de mètres carrés de logements anciens et le relogement de 640 000 familles.

⁹² Deux secteurs dans le territoire de Yanhenong ont été expropriés et démolis en 2003 par une agence immobilière pour un projet de construction de nouveaux immeubles. (Voir sur ce point notre chapitre 8)

morceau de ville avait joué, à partir des années 1930, et plus fortement encore dans les années 1990, le rôle d'un quartier d'immigration et un rôle important dans les parcours de migrants.

C'est sur le fait que les configurations d'usages du quartier de Yuanhenong se sont transformées, en lien avec des transformations contemporaines des pratiques urbaines des migrants, que nous voudrions ici mettre l'accent.

2.1.2 L'entrée sur le terrain

Choisir un terrain n'est pas tout, encore faut-il pouvoir y entrer ... J'avais dès le départ mis en place une double stratégie : passer par le comité de résidents en bénéficiant de son éventuel « capital symbolique » (P. Bourdieu, 1978) auprès des habitants, et tenter parallèlement de nouer des contacts avec quelques informateurs importants pour moi-même.

2.1.2.1 Le comité de résidents

Le comité de résidents (*Jumin weiyuanhui* ou *juweihui*)⁹³ est théoriquement une organisation non gouvernementale, dont les membres sont élus. La pratique est plus complexe : retraités bénévoles, cadres de la municipalité, personnel de l'administration de la rue (*Jiedao*⁹⁴) le composent⁹⁵. Les rémunérations de chacun sont très différentes. A Shanghai, son financement (les indemnités pour le directeur, le vice-directeur, les membres et les frais de fonctionnement) est inscrit au budget du district, mais distribué par l'administration de la rue. Le comité de résidents est géré par l'administration de la rue qui agit comme un gouvernement local selon le système administratif urbain en Chine (voir : Figure 5) dans les domaines comme les dépenses ordinaires et le fonctionnement. Cet espace n'est pas une

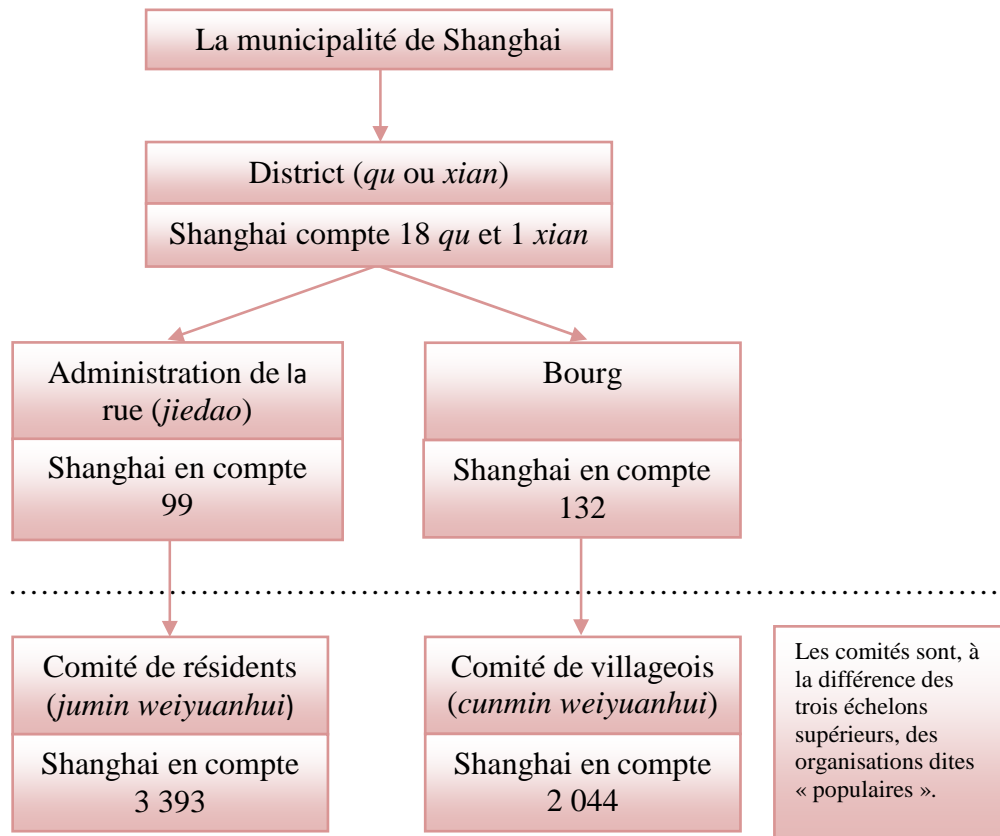
⁹³ Depuis la fin des années 1990, un nouveau système émerge en Chine, issu du déclin du système de l'unité de travail (*danwei*) et de la pluralisation de la vie citadine en une mosaïque d'individus et de situations. Dans le contexte d'une exigence accrue de bien-être et de la nouvelle symbolique du lieu de résidence, la « communauté de quartier » (*shequ*) investit le quartier en vue de légitimer le pouvoir politique chinois. Les comités de résidents, situés à l'échelon le plus local des institutions de gestion urbaine, participent de cette évolution, en combinant des nouvelles formes de surveillance et d'assistance sociale. Créé dans les années 1950 pour surveiller les individus qui ne relevaient pas d'une unité de travail, le comité de résidents était autrefois en marge de la vie quotidienne des citadins ; il connaît aujourd'hui une évolution à travers le développement de la « communauté de quartier » qui est destinée à s'adapter à la nouvelle société citadine. On pourra trouver beaucoup de travaux sur la « communauté de quartier » depuis les années 1990, notamment Xu Ke (1998) ; Li Youmei (2002) ; Guan Xiaolin (2003) et J. Audin (2008).

⁹⁴ Au niveau inférieur, chaque arrondissement est divisé en *jiedao*, terme qui signifie « voie, rue » dans la langue commune. Depuis 1949, il désigne un espace défini par ses rues, d'où le choix du terme de « administration de la rue » pour le rendre en français. Le *jiedao* a des fonctions administratives : enregistrement de la population, formalités administratives diverses, contrôle de la natalité, etc. Il a aussi une dimension économique puisqu'il existe des entreprises de rue (*jiedao qiye*).

⁹⁵ Pour le renforcement de la démocratie dans l'échelon de base (*Jiaqiang jiceng minzhu*), depuis 2003, la municipalité de Shanghai a commencé à tester le principe de l'élection directe (*Zhixuan*) dans certains comités de résidents. Le comité de résidents organise une assemblée élue des résidents qui est responsable de la supervision et de la sélection des membres du comité. Les résidents peuvent élire les membres soit parmi les candidats nommés par les délégués des résidents, soit parmi les autres résidents dans ce quartier. En 2006, plus de 40% des comités de résidents ont appliqué l'élection directe. L'élection directe du comité des résidents en milieu urbain est considérée comme une expérience utile. Cela permet de donner pouvoir aux organisations autonomes à travers des élections directes sous la direction des gouvernements et aussi le transfert et la reconstruction du pouvoir de la communauté de quartier (voir : JingYijia & Liu Chunrong, 2007).

instance administrative, mais son rôle est considérable, aussi bien pour les questions de gestion des services de proximité que pour encadrer -surveiller- la population.

Figure 5 : Organisation administrative de Shanghai



Source : Shanghai Almanach 2003.

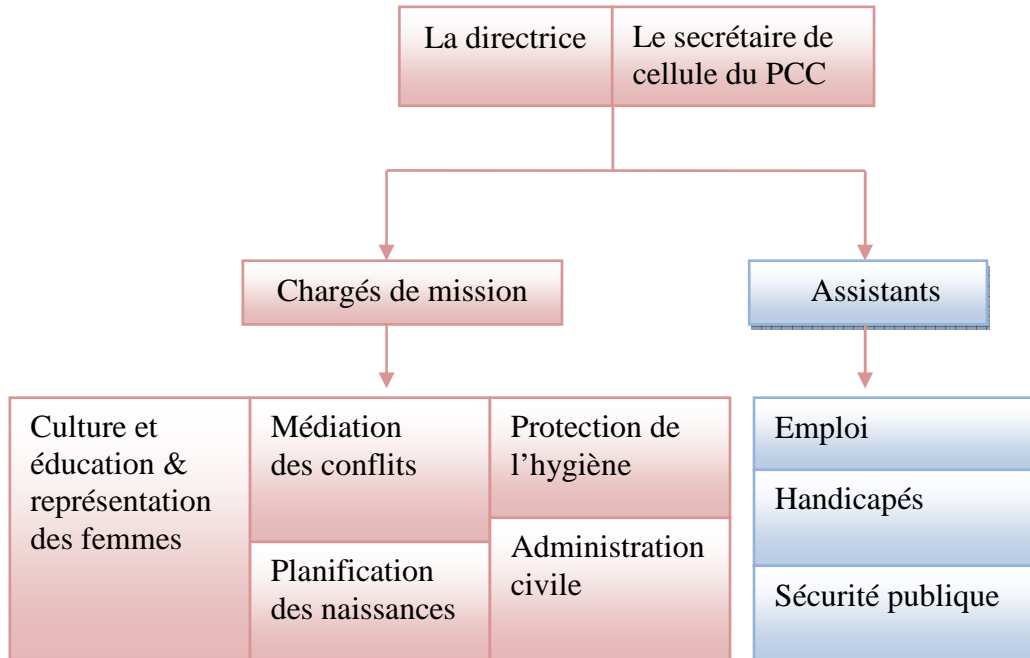
Dans le cas de Yuanhenong, le comité de résidents est en charge d'environ 5 000 habitants locaux et plus de 3 000 migrants internes qui résident dans ce territoire et gère un budget d'environ 10 000 yuans (environ 1 000 euros)⁹⁶ attribué par l'administration de la rue par an, et parfois des donations par des corps sociaux. Ce budget est principalement pour la dépense quotidienne du bureau de comité, par exemple l'achat des articles et fournitures de bureau.

Le comité de résidents de Yuanhenong est composé de dix membres : sept sont formels (élus directement par les habitants locaux et rémunérés par le comité) et trois informels (représentants d'autres institutions) (voir : Figure 6). Gu et Wang, deux femmes, la cinquantaine chacune, sont respectivement directrice et secrétaire de cellule du comité

⁹⁶ Le budget attribué par l'administration de la rue est différent dans chaque district. Cela dépend de la situation financière de l'administration de la rue. Selon la réglementation de finance des comités de résidents de l'administration de la rue de Changfengxincun (Changfengxincun jiedao juweihui caiwu guanli zhidu), la distribution du budget aux comités de résidents dépend du nombre de ménages du quartier, 15 yuans par ménage et par an (5 yuans par ménage et par an si le nombre de ménages est entre 1000 et 2000 ; 3 yuans par ménage et par an si le nombre de ménage est plus de 2000) (article 1). Si le budget est moins de 10 000 yuans, il doit être de 10 000 yuans (article 3).

(*Zhuren he shuji*). Tous les membres sont nécessairement adhérents du Parti communiste chinois.

Figure 6 : Organisation administrative du comité de résidents de Yuanhenong



Source : travaux de l'auteur

Comme la directrice du comité, Mme Gu fait partie du personnel de l'administration de la rue, avec un salaire plus élevé que les autres. Le comité s'occupe des domaines suivants : travail culturel, sécurité publique, protection de l'environnement, services médicaux, médiation (*Tiaojie*) des conflits de voisinage, planification des naissances, bien-être (incluant le versement de l'aide financière pour assurer les biens de première nécessité aux pauvres et combler les besoins particuliers des handicapés), rayonnement du Parti communiste chinois et aide à la recherche d'emploi (*Jiuye yuanzhu*)⁹⁷. Chaque membre du comité a des responsabilités propres, mais le principe de fonctionnement repose sur la collégialité. Théoriquement, les fonctions principales du comité de quartier sont de rendre service aux résidents dans son territoire (*Shequ fuwu*). Il est également un pont entre les citoyens et le gouvernement. Plus spécialement, l'autodétermination et l'organisation du temps de loisirs

⁹⁷ En 2002, la municipalité de Shanghai a encore innové dans le domaine de sa politique de l'emploi, en inventant un nouveau poste : les assistants d'emploi (*jiuye yuanzhuyuan*). La fonction d'assistant d'emploi a été créée dans le but de participer aux actions de stimulation de l'emploi, et 3 500 assistants d'emploi ont pris leurs fonctions, un par comité de résidents. Le rôle des assistants d'emploi est ainsi défini par le bureau du travail : ils sont intègres dans le quartier, sont proches des habitants, et assument activement leurs responsabilités, ils sont à la fois « porte-parole du gouvernement » et « porte-parole de la population », permettant aux gens de trouver, à leur porte, une aide en matière de protection sociale et d'emploi.

des résidents sont les domaines les plus importants relevant du comité, principalement le fait de réunir les résidents et de créer une atmosphère de fraternité entre eux. Les rencontres sportives, les danses et le chœur des citoyens sont des exemples de leurs efforts. Par exemple, pendant le Noël chinois, les membres du comité de résidents vont reconforter les handicapés et les familles en difficulté en offrant des cadeaux comme des savons, des serviettes-éponges etc. Ils veulent inciter les résidents à faire des excursions de printemps en banlieue. Par ailleurs, le comité tente d'intégrer des écoles, des organismes populaires et des compagnies appartenant à des résidents dans l'organisation de ces événements.

J'ai réussi à nouer des contacts et avoir de bonnes relations avec des membres du comité et y vais de temps en temps pour un travail de bénévole. Je discute toujours avec eux sur la vie quotidienne dans ce quartier et leur travail.

Photo 1 : Le bureau du comité de résidents



Source : photographie de l'auteur

Note : Le comité de résidents a un petit bureau situé directement parmi les habitations et ses membres sont bien connus et accessibles en tout temps. Les gens les avisent des divers incidents ou leur demandent de passer les voir. Le bureau de comité est ouvert toute la journée de lundi au vendredi, de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures. En dehors des heures de travail, la porte du bureau est fermée avec une serrure. Le bureau de comité a deux étages. Au rez-de-chaussée se trouvent les bureaux des membres de comité, et au premier étage, il y a une salle de réunion et une pièce où sont conservés les archives et les documents de quartier. Sur la photo, le slogan au dessus est traduit par « Faire attention, prendre des mesures contre les cambrioleurs et assurer le sain et sauf ». Les deux plaques de porte sont respectivement marquées par « le comité de résidents de Yuanhenong de l'administration de la rue de Changfengxincun » et « la salle pour les femmes ». Chaque mardi matin, de 9 heures à 11 heures, le bureau est ouvert aux femmes qui veulent s'informer sur des sujets comme le

mariage, les conflits de voisinage etc. Il y a aussi une « boîte à lettres » dans laquelle les habitants peuvent donner des conseils sur les travaux du comité de résidents.

Photo 2 : L'intérieur du bureau du comité de résidents



Source : photographie de l'auteur

Note : Sur les panneaux, le plan du quartier de Yuanhenong est exposé. On y trouve la présentation du quartier, la population totale, le nombre d'adhérents au Parti communiste chinois et le nombre de personnes handicapées etc. et ensuite, les membres du comité de résidents, y compris leur photo, leur C.V. et leurs responsabilités propres. Enfin, on trouve le plan annuel du comité de résidents et la réglementation établie par l'administration de la rue de Changfengxincun. Au dessous des panneaux, il y a deux bureaux, sur lesquels sont posés des documents quotidiens et des journaux. A droite des panneaux, se trouve une vitrine dans laquelle sont conservés des médicaments gratuits pour les résidents.

2.1.2.2 Un informateur important

Consciente des limites d'une entrée par le seul comité de quartier, j'avais, par ailleurs, décidé de me rendre au quartier plusieurs fois par semaine, à divers moments de la journée, dans le but d'y rencontrer des habitants du quartier. Monsieur Chen, un informateur important travaillant dans le comité de quartier, vit dans ce quartier depuis l'enfance.

Encadré 1 : L'informateur important

Monsieur Chen, 54 ans, était un informateur important durant l'enquête de terrain. Ses parents sont originaires de la province de Jiangsu. Pour échapper au service militaire du Parti nationaliste (*Guomindang*) dans les années 1940, son père s'était enfui à Shanghai où il a commencé à travailler dans une usine textile. Après son installation, il a fait venir tous ses frères et sœurs. La mère de Chen aussi travaillait comme ouvrière dans une usine textile à Shanghai dès l'enfance. Après leur mariage, ils ont acheté un *Caopeng* (littéralement l'herbe et l'abri, que l'on peut le traduire par cabane en herbe et en bois) dans le quartier de Yuanhenong où ils donnèrent naissance à sept enfants : quatre fils et trois filles. Chen en est le deuxième. La situation très précaire de la famille n'a pas permis aux parents de bien s'occuper des enfants. Par manque d'argent, la grande sœur est morte suite à une maladie quand elle était toute petite. Après avoir fini ses études au collège en 1967, Chen est devenu un des *Laosanjie*⁹⁸. En Chine, cette génération est appelée « la génération née sous le drapeau rouge ». Quand la révolution culturelle a éclaté en 1966, il était lycéen. A cette époque, il croyait en Mao. Pour répondre à l'appel de Mao sur *Chadui luohu*⁹⁹, à la campagne, il est allé dans un village de Mongolie intérieure volontairement. Mais n'ayant pas pu s'adapter au climat, il tomba malade. Après trois mois, il est renvoyé à Shanghai. Il reste pourtant très fier de cette expérience. Après une stabilisation à Shanghai, il a recommencé à travailler dans une usine. En 1987, profitant des premières réformes économiques, il donne sa démission et fait du commerce avec son frère. Mais subissant un échec, il est très déçu et depuis lors tombé dans l'immoralité. En 2002, il a travaillé comme bénévole dans le comité de résidents et puis fut coopté par le comité. Il est donc familier de ce quartier et de sa population. Pour Chen, le quartier est le lieu de vie, et aussi le lieu de travail. Comme le raconte Chen, « *Ce quartier est très vieux. La plupart de maisons ont été construites dans les années 1940 par les premiers occupants qui sont venus des autres provinces. Ils furent rejoints plus tard par les membres de leurs familles... Après la fin des années 1950, les premiers occupants ont reçu le Hukou de Shanghai et le titre de propriété de leurs maisons...* ».

⁹⁸ Le terme de « *Laosanjie* » signifie ceux qui ont eu six promotions (les deux cycles de l'enseignement secondaire) entre 1966 et 1968, et qui formeront un groupe distinct parmi les *zhiqing*. On appellera ces jeunes les *zhiqing*, ou « jeunes instruits » en français.

⁹⁹ Le terme de « *Chadui luohu* », littéralement dépasser la queue et s'installer, que l'on peut traduire par rejoindre une équipe de production et s'installer à la campagne. Le mouvement d'envoi des jeunes éduqués à la campagne est une politique menée en République populaire de Chine par Mao à l'issue de la Révolution Culturelle. De 1968 jusqu'à la fin des années 70, près de 17 millions de jeunes Chinois des villes sont envoyés autoritairement à la campagne pour y travailler et compléter leur formation politique auprès des paysans. En fait, à cette époque, leur retour en ville n'avait pas été prévu.

Naître et habiter dans ce quartier depuis longtemps, et avoir une bonne relation entre le voisinage, de ce point de vue, Chen est typique de ce qu'on appellera dans cette enquête un habitant ancien.

C'est lui, le premier habitant local que j'ai connu dans ce quartier, en 2004, quand j'y suis entrée la première fois. Depuis cette époque, j'avais une bonne relation avec lui. Quand je me rendais au quartier, j'allais toujours frapper à sa porte, discuter, ou même dîner chez lui. Toute occasion était bonne à saisir : l'aider à chercher des documents sur l'internet, arranger les archives des habitants... Peu à peu, j'ai réussi à obtenir sa confiance qui me servait de « point d'appui » dans les premiers temps de l'enquête. Pour moi la place de cet informateur est un avantage. Je ne nie pas que la plupart des images dans le quartier puisse dépendre de ma proximité avec lui. En tout cas comme un chercheur, j'essaye de maintenir la neutralité et rapporte la réalité de ce quartier.

Ces deux « stratégies » élaborées de manière consciente et véritables fonctionnaient de manière satisfaisante.

2.1.3 L'identité de l'enquêteur

Pour étudier un groupe social il faut l'observer, mais l'observer c'est le perturber : on peut résumer ainsi le bien connu « paradoxe de l'observateur ». La « neutralité » de l'enquêteur, la « transparence » des situations de communications au cours de l'enquête sont illusoires, aussi faut-il en prendre son parti.

La première figure repoussoir, contre laquelle je dus lutter, est celle du journaliste à laquelle les résidents m'identifiaient spontanément. Il était facile de me considérer comme un *reporter*, me voyant poser des questions, prendre des notes aux réunions, prendre des photos dans la rue etc. La deuxième figure était celle d'une personne du gouvernement. Parce que la rumeur sur la démolition de ce quartier était dans l'air depuis longtemps. Quand j'entre dans ce quartier où le fréquente de temps en temps en discutant avec les habitants sur la rénovation et leur projet dans le futur, il était très facile de me considérer comme une personne du gouvernement.

Échapper à cette catégorisation fut pour moi aussi difficile que nécessaire. Mon travail de « présentation de soi » sur le terrain a d'abord été un travail de négation d'identité. Il s'agissait de montrer que « je n'étais pas » ceci ou cela. Finalement et non sans mal, les résidents acceptèrent de me reconnaître comme « étudiante » en thèse, mais pas comme une

journaliste ou une personne du gouvernement. Pour moi, cette identité de l'étudiante est une façon de nouer les contacts facilement avec les résidents.

2.2 Approche méthodologique et techniques d'enquête

Comme le dit P. Champagne (1975), « le choix d'une méthode d'enquête n'est jamais réductible à un simple choix technique mais implique, au moins implicitement, une prise de position sur l'objet ». Pour répondre à notre approche méthodologique, nous avons utilisé les techniques d'enquête suivantes : l'entretien, l'observation et la documentation. Ces techniques nous ont permis de mettre en lumière les décalages qui existent entre discours et pratiques ainsi que la multiplicité des points de vue sur quelques thèmes précis.

2.2.1 Le travail de terrain

L'enquête de terrain repose principalement sur deux types de matériaux : l'entretien et l'observation. Cette apparente simplicité des mots dissimule cependant une réalité plus complexe. Outre l'entretien approfondi, à valeur quasi-idéal-typique, l'enquêteur peut avoir recours à diverses techniques qui s'en rapprochent plus ou moins : entretiens non enregistrés, entretiens informels, conversations orientées, simples conversations...

2.2.1.1 Les entretiens

Les entretiens sont depuis longtemps utilisés en sociologie comme moyen privilégié pour recueillir des aspects qualitatifs et subjectifs de la vie sociale. Ils datent des premiers travaux de l'École de Chicago, qui les a nommés méthodes d'enquête dites qualitatives, comme la biographie ou l'histoire de vie. Ils ont été menés selon la technique de l'interview et centrés sur des thèmes différents. Dans le livre intitulé *La Misère du Monde* sous la direction de P. Bourdieu (1993), on peut trouver une série d'entretiens menés par une équipe de sociologues pendant trois ans auprès d'ouvriers, d'employés, de paysans dans les familles, la ville, l'école, l'usine pour comprendre les conditions de production des formes contemporaines de la misère sociale.

A ces entretiens, enregistrés pour la plupart, s'ajoutent des discussions informelles avec des migrants qui maîtrisent la langue mandarin, et avec des autochtones en dialecte de Shanghai. L'usage de l'entretien informel a été théorisé par P. Bruneteau et C. Lanzarini dans un article intitulé *Les entretiens informels*, publié en 1998 dans *Sociétés Contemporaines*. Ils définissent de la façon suivante, cette technique : « il s'agit de s'appuyer sur les formes ordinaires des échanges sociaux pour donner l'apparence d'une conversation à un entretien qui supprime son

statut formel (entrée et sortie) » (P. Bruneteau & C. Lanzarini, 1998). Les deux auteurs distinguent différents types d'entretiens informels, allant de la conversation en seul à seul, à l'échange sur le vif, en passant par la discussion « ouverte », dans laquelle chacun peut entrer et sortir librement. Pour résumer, dans l'entretien informel, tous les aspects formalisés (prise de contact, définition d'un cadre temporel précis, relation de face à face produite à la demande du chercheur, enregistrement) de l'entretien disparaissent. L'entretien n'est alors perçu comme tel que par les enquêteurs, ce qui pose différents types de problèmes.

Toujours dans le domaine des problèmes pratiques, il apparaît que guider un entretien informel n'est pas une chose facile. Parfois les discussions sont rarement continues, puisque la plupart du temps enquêteur et enquêté ne sont pas en situation de face-à-face dans un lieu isolé. D'autres personnes peuvent intervenir, l'interlocuteur de départ peut à tout moment délaisser la conversation, puisque aucun cadre formel n'a été défini. Cependant, cette question n'existe pas dans les entretiens approfondis, où l'on peut prendre des notes ou même utiliser un magnétophone.

Les migrants parlaient le mandarin parfait. Ils exprimaient surtout des opinions plus que des faits mais cela nous a permis d'explorer de nouvelles pistes et de croiser ces informations avec d'autres. Ils nous donnaient également des indications sur les positions sociales des villageois et sur les rumeurs qui circulaient sur eux (les biens qu'ils possèdent, leur origine etc.). De manière plus générale, nos interlocuteurs commençaient toujours à parler sur un mode neutre, « nous », « nos enfants », « nos parents », désignant par là l'ensemble de leur village. L'entretien était surtout pour eux, l'occasion d'exprimer la marginalisation dont ils souffraient au Yuanhenong, leurs griefs, et leur misère. Il était difficile d'en venir au « je », à l'histoire et l'expérience individuelles, d'autant plus que certaines questions semblaient parfois être vécues sur le mode de l'interrogatoire. Replacées par rapport au statut, ces informations nous ont aussi permis de comprendre quelques unes des stratégies employées par les migrants et leur identité collective.

Nos entretiens étaient de type individuel informel.

Premièrement, concernant les habitants locaux, l'entretien est centré sur l'histoire et le changement du quartier selon leur mémoire collective. La plupart des enquêtés sont des personnes âgées qui vivent dans le quartier depuis l'enfance. Le lieu et le contexte des entretiens sont assez différents pour chacun. La plupart des entretiens auprès des habitants locaux sont faits chez eux ou dans le bureau du comité de résidents. Généralement, les entretiens vont s'appuyer sur la grille d'entretien.

- Histoire de la famille (du point de vue de l'habitat)
- Description du logement
- Vie économique du ménage
- Loisirs
- Relations : de parenté, d'amitié, de voisinage
- Description du quartier
- Relations entre famille et quartier
- Rapports entre les différents groupes sociaux
- Le projet résidentiel face à la rénovation

Deuxièmement, pour des nouveaux arrivants, je les invite à raconter leurs vies dans la société d'origine et celle d'accueil afin de reconstituer leurs trajectoires. Les entretiens s'articulaient autour de deux grands axes. Le premier concernait l'histoire de vie de l'informateur : la description de sa vie dans la campagne, la raison du départ, le récit de son déplacement, celui de son installation au Yuanhenong, les difficultés rencontrées, ses moyens de survie, ses rapports avec son entourage dans le quartier et en dehors, son identité actuelle etc. Le second se rapportait à la vie collective dans le quartier. Nous demandions à notre informateur de nous expliquer comment ils reconstruisent leur vie dans la ville, quels problèmes majeurs se sont posés au niveau du quartier. Le contexte des entretiens sont assez différents, soit chez eux, soit dans le bureau du comité de résidents, ou soit sur leur lieu de travail. Concrètement, les entretiens auprès des migrants vont se fonder sur la grille d'entretien ci-dessous.

- Motivation d'immigrer
- La situation actuelle dans la société d'origine et d'accueil
- Modalité d'entrée dans le quartier
- Description du logement
- Rapport avec leurs voisins
- Trajectoires résidentiels dans la ville

Troisièmement, quant à la rénovation, elle pose des problèmes spécifiques qui diffèrent considérablement d'un groupe social à l'autre : propriétaires et locataires ; habitants locaux et nouveaux arrivants ; jeunes et personnes âgées. Un échantillon qui voudrait rendre compte d'une réalité aussi complexe devrait regrouper un nombre d'individus considérable, excédant nos possibilités. En fait, il n'y a pas d'échantillon spécifique pour cette question. Des entretiens sur la rénovation du quartier sont toujours mélangés aux deux premiers types.

Ce sont des entretiens assez longs, durant normalement une heure ou plus, mais presque toujours les personnes interrogées y prenaient un grand intérêt et étaient souvent émues. La totalité de la discussion était enregistrée et ensuite transcrite, procédé assez lourd qui permet cependant d'enregistrer les menus détails tels que les silences révélateurs et les inflexions de voix. Remarquons que nous ne sommes pas partis avec ce guide d'entretien fixé d'avance. Celui-ci s'est peu à peu ébauché et transformé sur le terrain même, au fil des discussions. Ainsi, nous avons mené un total de 115 entretiens dans le territoire de Yuanhenong répartis comme suit :

- 56 entretiens auprès des nouveaux arrivants ;
- 53 entretiens auprès des autochtones ;
- 6 entretiens auprès de responsables, personnalités et informateurs divers : 4 représentants de l'administration locale qui avaient joué un rôle actif dans la vie du quartier (notamment la directrice du comité de résidents) ainsi que 2 représentants de l'administration de la rue qui fréquentent le Yuanhenong de temps en temps (voir : Annexe 2 : Tableaux synoptiques des interviews).

2.2.1.2 L'observation participante

La seconde technique utilisée a été celle de l'observation participante. C'est sur cet aspect de notre travail sur le terrain que nous nous sommes le plus approchés des méthodes de l'ethnologie. Si, comme l'écrit M. Godelier (1984), « la méthode de l'anthropologie, l'observation participante, consiste à vivre avec les gens, à recueillir directement leur discours, à les observer dans la vie quotidienne »¹⁰⁰. L'observation participante est la version de la démarche ethnographique dans les sociétés urbaines. L'ethnologue s'installe pour de longs mois dans un village pour participer à la vie sociale commune et l'observer à travers cette participation. Car on ne peut pas observer la vie d'un petit groupe sans en faire partie. Dans les sociétés modernes, la distance entre l'observateur et l'observé est moins grande. Les sociologues participent à la même société que les sujets qu'ils étudient.

L'archétype est sans doute le groupe de jeunes italo-américains étudié à Boston par W. F. Whyte. Comme Whyte l'a précisé dans la célèbre postface méthodologique à son enquête dans un quartier populaire italo-américain, « la vie sociale à Cornerville n'obéissait pas à la logique des rendez-vous formels...Je recueillis peu d'entretiens au sens formel du terme. J'ai appris à prendre part aux discussions sur le base-ball et sur le sexe » (W. F. Whyte, 1995). Il

¹⁰⁰ D'ailleurs, dans l'article *Une expérience africaine. Entretien avec Maurice Godelier* par P. Geslin (2006), M. Godelier indique que « L'observation participante est une façon de connaître, pas une façon de vivre ».

raconte comment il a pu se faire admettre dans le groupe, le rôle qu'il joue pendant les mois de son observation et l'importance de ses deux informateurs principaux.

Dans le quartier de Yuanhenong, on pouvait distinguer deux niveaux d'observation : l'observation de la transformation du quartier en tant que cadre de vie sociale et l'observation de l'évolution des habitants avant la rénovation, y compris la dissociation du groupe¹⁰¹, modification des structures de la population, l'apparition de nouvelles formes de sociabilité et de différents plans résidentiels.

Pour moi, comme bénévole du comité de résidents, j'ai eu beaucoup d'occasions de faire de l'observation participante, allant de la vie sociale et culturelle du quartier jusqu'à la relation compliquée de voisinage. Nous avons ainsi suivi certaines personnes dans leurs activités quotidiennes, assisté aux réunions du comité de résidents qui avait pour but de renouveler les membres de son bureau, observé une dispute de femmes au sujet de la reprise des activités du groupement féminin, remarqué certaines relations sociales établies entre les autochtones et les nouveaux arrivants etc. Le séjour a cependant été trop court pour prétendre à une véritable imprégnation dans le site, nous sommes restés un sujet d'observation et ceci a causé nombre de difficultés.

2.2.2 La recherche documentaire

Les documents écrits ainsi que les journaux, les films sont une source relativement peu exploitée par les sociologues, par comparaison avec les enquêtes. La recherche documentaire a constitué une composante essentielle et importante des procédés d'investigation utilisés. Les axes d'orientation théorique et méthodologique de l'analyse documentaire ont eu comme vecteurs disciplinaires : la sociologie et l'anthropologie urbaine. Elle a donc porté sur une littérature variée et permis, en outre, de prendre conscience de l'opérationnalité des méthodes d'enquête, de mesurer leur degré de pertinence scientifique par rapport à l'objet et au contexte d'étude et, en dernier lieu, de faire l'inventaire et la synthèse des travaux sur l'urbanisme.

Les documents à suivre étaient donc les suivantes :

- 1) Les archives et les monographies sur l'histoire de la ville de Shanghai ; la monographie de l'arrondissement de Putuo ;
- 2) Les archives et les documents sur la rénovation urbaine des quartiers anciens, y compris les journaux ;

¹⁰¹ Remarquons à ce propos que les sociologues américains ont souvent décrit l'invasion des quartiers résidentiels par une population plus pauvre ou de couleur. Ici, il s'agit de l'invasion d'un quartier par une population migrante interne.

3) Les documents sur le quartier de Yuanhenong, y compris les habitats, la démographie, les activités économiques, culturelles et sociales, dont la plupart sont données par le comité de quartier.

2.2.3 Usages de la photographie

J'ai fait le choix dans ce travail d'accorder une place importante à la photographie, comprise au sens large, c'est-à-dire non seulement l'objet « photographie », mais aussi l'acte de photographier et celui de montrer les clichés obtenus. Comme le souligne S. Maresca (2000), si « l'image fait l'objet d'un intérêt croissant de la part des sciences sociales », le questionnement s'articule surtout autour de l'usage des films par les ethnologues et secondairement les sociologues. De même, dans un ouvrage consacré à la photographie *Un art moyen, essai sur les usages sociaux de la photographie*, P. Bourdieu (1965) commence par nuancer les explications techniques et économiques à la (non-) pratique de la photographie. Selon lui, l'étude de la pratique photographique et de la signification de l'image photographique est une occasion privilégiée de mettre en œuvre une méthode originale tendant à saisir dans une compréhension totale les régularités objectives des conduites et l'expérience vécue de ces conduites. En effet, la photographie est un phénomène qui véhicule de nombreuses représentations spontanées. Il s'agit donc de relever une sorte de défi en montrant que la sociologie peut expliquer une pratique courante qui semble échapper aux déterminismes sociaux (J. -F. Festas, 2003).

De fait, la photographie m'est apparue comme un outil de compréhension, d'interprétation et d'analyse fondamentale. Les photographies prises lors d'un événement peuvent permettre de remarquer des éléments qui sur le coup m'avaient échappé. L. Antoniadis (2000) souligne le rôle de support de la mémoire que représentent les photos : « Grâce aux prises de vue, je conservais toujours une trace des moments dont le sens n'avait pas été saisi sur le champ ». Les clichés furent pour moi un moyen indirect d'appréhender le quartier et les liens qu'entretenaient entre eux les résidents.

La pratique de la photographie sur mon terrain s'est avérée être un moyen très efficace de rencontrer et de gagner la confiance de certaines personnes. Au début de l'enquête, je n'osais pas prendre directement des photographies à l'intérieur du quartier, toujours par crainte d'être confondue avec une journaliste.

Cependant, prendre une photo n'est jamais neutre, l'acte relève d'un choix entre ce qui est photographié et ce qui ne l'est pas. Comme le souligne M. Pinçon (1982), selon les lieux que l'on sélectionne et la manière dont on les photographie, on peut donner « une image

valorisante ou au contraire apocalyptique ». Lorsque j'ai débuté mon terrain, mon désir de prendre des photos était de montrer des parties sales ou dégradées du quartier. D'après moi, c'est une image typique du quartier défavorisé. Mais, petit à petit je suis parvenue à vaincre cette tendance, et j'ai préféré décrire certains états de fait à travers mon objectif.

2.3 Méthodes d'analyse

2.3.1 L'analyse sociologique

Notre approche du terrain ainsi que notre analyse des données sont centrées sur les résidents au Yuanhenong, qu'ils soient habitants anciens ou nouveaux arrivants. Il s'agit, en premier lieu de porter un intérêt central aux représentations empiriques, c'est-à-dire aux représentations que les résidents se font de leur déplacement, et au discours qu'ils tiennent sur leur situation. Ce souci répond à l'objectif de notre analyse qui est avant tout de comprendre le vécu d'une expérience, celle d'un déplacement.

Cette compréhension du vécu des acteurs ne pouvait bien entendu pas se faire à partir d'une seule analyse des discours des résidents. Il s'agissait donc, en deuxième lieu, d'observer leurs pratiques et leur mode de vie mais aussi de repérer d'éventuels conflits et enjeux qui les opposent et les stratégies adoptées face à ces enjeux. Les conflits permettent en effet de mieux comprendre les positionnements des acteurs au sein d'un groupe social, les contraintes structurelles et les stratégies des acteurs face à ces contraintes. Ils révèlent des divergences d'intérêts mais aussi de représentations et donc une certaine différenciation sociale qui elle-même influe sur les vécus.

Pour analyser les positionnements et différences de vécus actuels, il fallait aussi se tourner vers le passé. Au total, une perspective à la fois diachronique et synchronique s'imposait donc. Nous avons ainsi recueilli des histoires de vie afin d'identifier des trajectoires et de relever les temps forts de ces trajectoires. Par un croisement de récits, nous avons pu également reconstituer une histoire migratoire et les différentes interprétations de cette histoire, avec ses périodisations, ses personnages influents et ses enjeux. Ces derniers ont suscité la formation de groupes d'opposition et d'alliance qui se sont recomposés au fil du temps jusqu'à aboutir à la configuration actuelle.

La méthode de recueil de données que nous avons utilisée est donc de type qualitatif et empiriste. Elle s'inspire, entre autres, largement de la « grounded theory » défendue par l'École interactionniste de Chicago et des analyses situationnelles de l'École de Manchester. Selon cette école, le chercheur ne part pas d'une théorie pour essayer de la prouver mais

plutôt d'un domaine d'étude très large afin de permettre à ce qui est pertinent dans ce domaine d'émerger. Notre raisonnement s'est voulu par là même inductif : refusant de réfléchir sur la base de catégories préétablies, nous avons travaillé dans et sur des situations naturelles où se déroule l'action, ceci afin d'identifier des mécanismes et dynamiques mettant en jeu des chaînes d'interdépendances complexes, non linéaires et imprévisibles.

La grille d'analyse reste déterminée par les conclusions élaborées en anthropologie appliquée et dans les disciplines comme la sociologie urbaine. Dans une telle perspective, le schéma d'analyse se dessine ou s'opère à une telle échelle méthodologique, c'est-à-dire, micro-sociologique¹⁰².

2.3.2 L'analyse biographique

Comme le souligne A. Desrosières (1989), « le choix d'une approche quantitative ou qualitative, ou de leur combinaison, dépend avant tout de la problématique choisie. Il s'agit d'une option de méthode plus que d'une opposition ». Dans cette réflexion, nous décidons d'utiliser la méthode qualitative. L'approche qualitative a recours à une analyse narrative. Dans ce type de démarche, le chercheur veut mettre en évidence, non pas des variations, mais des processus. Il s'agit de comprendre l'apparition d'un phénomène en nous montrant les étapes du processus qui l'ont engendré.

Récits de vie, histoires de vie, approche biographique¹⁰³, ces notions se réfèrent à des démarches mises en œuvre par les chercheurs en sciences sociales. Selon P. Bourdieu (1994), « L'histoire de vie est une de ces notions du sens commun qui sont entrées en contrebande dans l'univers savant ; d'abord, sans tambour ni trompette, chez les ethnologues, puis, plus récemment, et non sans fracas, chez les sociologues » (p. 81). Les ethnologues sont parmi les premiers à y avoir recours et ils font connaître leurs travaux au grand public grâce à certains récits devenus célèbres (O. Lewis, 1961).

Les sociologues de l'École de Chicago, dans les années 1920, vont eux utiliser les histoires de vie pour tenter de comprendre les processus à l'œuvre dans les phénomènes de l'immigration, de la délinquance et de la déviance. Le paysan polonais en Europe et aux États-

¹⁰² L'intérêt de l'analyse macro-sociologique est d'éclairer, à travers une approche globale ou totalisante. Quant à l'analyse micro-sociologique, elle vise à révéler les facteurs concrets dominant le phénomène. Dans l'ouvrage intitulé *Qu'est-ce que la sociologie ?*, P. Lazarsfeld (1971) montre que la micro-sociologie s'occupe des petits groupes et la macro-sociologie s'occupe « des grandes unités sociales » (p. 44).

¹⁰³ Selon K. Bendana, K. Boissevain et D. Cavalloe (2005), « en dépit du fait que les différences de vocabulaire employé, entre biographie et récits de vie, dépendent de l'histoire des disciplines et non de distinctions ontologiques, ces termes évoquent toutefois des idées contrastées : d'un côté, la biographie et son ambition totalisante ; de l'autre, les récits de vie qui suggèrent, malgré le terme « de vie », un aspect plus parcellaire [...] Un second contraste apparent entre les biographies et les récits de vie tient à l'idée que les premières se fondent sur des vies complètes, menées à leur terme, d'individus disparus quand la vie des « candidats au récit de vie » demeure en devenir ».

Unis de F. Znaniecki constitue un ouvrage fondateur de la sociologie américaine. Il s'appuie sur l'analyse de récits de vie recueillis auprès de cette population de migrants polonais d'origine rurale, venus peupler massivement les villes du nord des États-Unis au début du XX^e siècle. Depuis lors, l'analyse des « histoires de vie » est devenue de plus en plus populaire. De nombreuses études témoignent de cette tendance (D. Bertaux, 1976 ; J.-C. Passeron, 1990 ; P. Bourdieu, 1993). Selon M. Finger (1989), « L'étude de la vie d'un individu et de sa perception est un excellent moyen pour étudier la condition humaine ». De même, P. Bourdieu (1994) aussi indique que « Parler d'histoire de vie, c'est présupposer au moins, et ce n'est pas rien, que la vie est une histoire et qu'une vie est inséparablement l'ensemble des événements d'une existence individuelle conçue comme une histoire et le récit de cette histoire » (p. 81). Revenons aux termes que P. Bourdieu, J.-C. Chamboredon et J.-C. Passeron avaient développés à la fin des années 1960 dans *Le métier de sociologue*. Ils ont écrit un scénario qui était celui de la rethéorisation de la sociologie, mais une rethéorisation armée par l'enquête et l'investigation en cours. Pour mieux dégager le statut logique du récit biographique, J.-C. Passeron (1990) analyse le principe de la force descriptive qui est inhérente aux « histoires de vie » ou de lignées et les mécanismes sémiotiques qui sont à l'œuvre dans leur pouvoir de produire l'illusion littéraire de la « compréhension ». Après avoir dénoncé ce qu'il appellera l'« illusion biographique », P. Bourdieu (1986) déclarait que « Produire une histoire de vie, traiter la vie comme une histoire, c'est-à-dire comme le récit cohérent d'une séquence signifiante et orientée d'événements, c'est peut-être sacrifier à une illusion rhétorique, à une représentation commune de l'existence, que toute une tradition littéraire n'a cessé et ne cesse de renforcer ». Plus récemment, après plusieurs années des travaux sur des entretiens biographiques approfondis dans la région de Marseille (P.-P. Zalio, 1999 ; 2004 ; 2007b), P.-P. Zalio nous indique que « ce type d'entretien recueille des représentations plus qu'une description des pratiques. Ceci fait peser sur la véracité du discours des risques bien connus » (P.-P. Zalio, 2004).

Cette méthode n'est cependant pas incompatible avec la recherche de régularités et la comparaison systématique de nombreuses histoires individuelles caractérisées par une certaine communauté de destin. Dans ce type d'analyse, il s'agit de « restituer dans toute leur complexité les suites d'états et d'événements qui s'enchaînent au fil d'une même trajectoire de vie. La question de la mobilité se recompose autour de l'analyse des processus qui mettent en jeu tout à la fois ses liens interpersonnels, des lieux géographiques et des statuts sociaux » (Y. Grafmeyer, 2004). Par cette analyse, on pouvait reconnaître les trajectoires individuelles ou familiales des nouveaux arrivants.

Nous avons donc utilisé une méthode compréhensive, qualitative, s'efforçant de saisir par une approche en profondeur la dynamique des phénomènes observés : étudier une collectivité restreinte, observer sa vie, s'entretenir longuement avec ses membres, étudier leur histoire, examiner tous les documents qui peuvent être rassemblés. Afin de saisir correctement les rapports entre l'évolution provoquée de quartier et les réactions du groupe concerné, il faut pouvoir les observer dans une collectivité restreinte, relativement homogène et autonome. Pour étudier le changement des relations de voisinage dans ce quartier, je vais les observer dans leurs déroulements, analyser les comportements et les attitudes réciproques. Dans ce but, il ne suffit pas de comparer statiquement l'état ancien et l'état actuel d'un quartier, mais il faut tenter d'analyser le mouvement même qui porte de l'un à l'autre.

2.3.3 L'analyse de quartier

Le diagnostic sur le « quartier » n'est pas totalement nouveau. Dans les années 1930, aux États-Unis, Louis Wirth (1938) prévoyait déjà, vues de la diminution croissante des relations de groupes proches et dans le prolongement de l'idée avancée par Georg Simmel (1903) selon laquelle la métropole ne se développe par sur la base de la proximité, la disparition du quartier. Plus récemment, en France à la fin des années 1960, R. Ledrut (1968) affirmait dans le même sens : « Il y a deux pôles prépondérants dans la vie des habitants d'une grande cité moderne : la ville, avec des processus d'identité plus ou moins puissants, et d'autre part le logement, dont la réalité est souvent plus solide que celle de la ville [...]. L'échelon sociologique du quartier, en revanche, n'a presque aucune existence effective ». Aujourd'hui, ce diagnostic repose très largement sur une représentation du quartier, très éloignée des représentations communes des quartiers précédemment évoquées, qui appréhende et conçoit cette « espèce d'espace » (G. Perec, 1974) comme une unité sociale au sein de laquelle les habitants pratiquent l'essentiel de leurs activités quotidiennes, entretiennent des liens forts de sociabilité et de solidarité fondés sur la proximité et partagent des expériences et des sentiments, à l'écart de la grande ville (J. Y. Authier, 2008).

Forgée dans les années 1920 par les sociologues de l'Ecole de Chicago, à partir d'observations menées dans des quartiers singuliers situés dans des zones de transition et de désorganisation sociale (C. Topalov, 2003), puis consolidée dans les années 1950-1960 par plusieurs monographies de « quartiers ouvriers traditionnels » réalisées en Grande-Bretagne (M. Young & P. Willmott, 1957), aux États-Unis (H. J. Gans, 1962) et en France (H. Coing, 1966), cette représentation du quartier est toujours symbolisée par la métaphore du « village dans la ville ». Dans son ouvrage *L'image de la cité*, K. Lynch (1969) indique que « les

quartiers sont des zones relativement étendues de la ville où l'observateur peut entrer par la pensée, qui ont une qualité interne qui leur est propre. On peut les reconnaître de l'intérieur, et parfois s'en servir comme référence externe, à l'occasion d'un passage à côté d'eux ou d'une marche dans leur direction» (pp. 77-78). Au quartier administratif se substitue alors le quartier vécu, dont les frontières sont établies par les usages, les trajets, les appropriations des habitants (J. Mantovani & O. Saint-Raymond, 1984). Il s'agit d'un « espace social », qui est construit et n'est pas seulement une donnée physique qui pourrait se décrire par des caractéristiques objectives¹⁰⁴. Le quartier est constitué à la fois d'une matérialité et d'une symbolique identitaire.

Derrière ces multiples représentations, l'observation empirique des rapports pratiques et symboliques que les gens des villes entretiennent de nos jours avec leur quartier, laisse apparaître des réalités de quartier beaucoup plus complexes. Le quartier unit ses habitants « dans de multiples réseaux de relations où s'entrecroisent le voisinage, la parenté, l'amitié et les solidarités professionnelles » (Y. Grafmeyer, 1991).

Du point de vue officiel, la notion de « quartier » n'existe pas en Chine, à la différence des villes françaises où le terme de quartier fait partie intégrante du lexique officiel des municipalités. La ville chinoise se divise en arrondissements (*qu*), en administrations des rues (*jiedao*) etc., mais la notion générique de quartier n'apparaît pas¹⁰⁵. C'est ce que nous proposons de montrer dans notre recherche sur le quartier de Yuanhenong. Nous projetons le quartier sur l'axe de la thèse. En ce qui concerne le problème du quartier, on doit tout d'abord avoir une idée sur ce qu'est un « quartier » : qu'est-ce qu'un quartier ? Est-ce une unité administrative ou une unité d'observation ? C'est quoi un quartier selon les perceptions de ses habitants ? De telles questions enrichissent la réflexion sur le quartier à partir des mots utilisés pour les désigner.

¹⁰⁴ La notion d'« espace de vie » a été proposée par A. Frémont et J. Chevalier dans de nombreux travaux de géographie sociale, comme « espace fréquenté par chacun de nous, avec ses lieux attractifs, ses nœuds autour desquels se construit l'existence individuelle : le logis, la maison, les lieux de travail et de loisirs... C'est l'espace concret du quotidien » (Di Méo, 1991). La géographie de la perception a enrichi l'étude des espaces de vie en introduisant la notion d'espace vécu fait de représentations et de perceptions : « intégrer toute la charge des valeurs qui se projettent des hommes aux lieux et des lieux aux hommes » (J. Chevalier, 1974). M.-J. Bertrand (1974) propose de distinguer « espace perçu » et « espace vécu » de la façon suivante : le premier serait ce qui est vu, entendu, senti dans le cadre de vie ; l'espace vécu ce qui est utilisé, approprié et ressenti. A. Metton et M.-J. Bertrand (1974) ont travaillé sur l'étude du « quartier vécu », où se réalise une maximisation des interactions sociales et qui est un espace défini « du dedans » par ses habitants. L'enquête mise au point sur le sujet demandait aux personnes interrogées de dessiner leur quartier, sans leur donner de définition ou de plan de la ville. Les dessins traduisaient ainsi l'espace vécu des enquêtés. Ils étaient complétés par un questionnaire visant à décrire les comportements et significations affectives attachées à la notion de quartier. La thèse de M. J. Bertrand (1975) intitulé l'espace vécu des Parisiens, structure et pratique du quartier vécu nous a servi de référence pour la constitution de l'entité territoriale du quartier. De même, en analysant les transformations de l'espace villageois, P. Champagne (1975) montre que « la superposition presque totale, dans un même espace géographique restreint, des différents champs de relations des populations villageoises rend pratiquement réductible l'espace social objectif des individus à leur espace social vécu, c'est-à-dire à l'espace concret de leurs interactions, la plupart des relations objectives pertinentes prenant la forme de relations 'intersubjectives' et 'interpersonnelles' ».

¹⁰⁵ Voir sur ce point la figure 5.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons approfondi les principes méthodologiques que nous avons suivis dans notre recherche, comme l'usage sociologique des biographies et des analyses de quartier. S'appuyant sur une méthodologie qualitative, proche de l'anthropologie, qui utilise l'observation participante, et les entretiens approfondis, il s'agit, avant toute analyse, de faire « revivre » ces événements, de rendre compte des interactions entre les différents acteurs.

Notre recherche repose sur une analyse microsociologique d'un groupe et d'un quartier particulier. Etant naturellement orientée vers l'étude des structures sociales et des relations internes des groupes, il est donc nécessaire de poursuivre nos travaux de terrain en les fondant sur l'entretien et l'observation plutôt que sur les statistiques. Afin de saisir correctement les rapports entre l'évolution provoquée du cadre urbain et les réactions du groupe concerné, nous avons opté pour une étude monographique approfondie, portant sur une opération de petites dimensions. Plus précisément, une monographie approfondie désigne une enquête ou une étude détaillée mais limitée à un fait social particulier et basé sur une observation directe qui, mettant en contact avec les faits concrets, participe de l'expérience vécue et relève de la sociologie compréhensive. L'étude intensive d'un quartier et de sa rénovation permet de décrire et de comprendre le changement social dans le contexte chinois et de définir les causes profondes de cette mutation.

Le choix du terrain et de la méthodologie n'est pas chose facile. Cet aspect joue un rôle important dans les recherches en sociologie, ainsi qu'en anthropologie. Adopter la posture ethnographique, en termes de production de sources, implique de conserver la même attitude lorsqu'il s'agit d'analyser les matériaux recueillis et de produire des résultats. Or, la dimension irréductiblement empirique de la pratique ethnographique nécessite de tenir compte de contraintes méthodologiques particulières : il s'agit de critiquer, d'évaluer constamment ses résultats tout en acceptant une part d'incertitudes. La posture critique vis-à-vis des matériaux produits passe d'abord par une analyse de leurs conditions de production, c'est-à-dire de la situation d'enquête. Ce terme désigne à la fois le type de terrain, la durée de l'enquête, les conditions matérielles mais aussi les relations établies entre enquêteurs et enquêtés. Il s'agit de prendre en compte à la fois le comportement des enquêtés, les effets induits par la présence de l'enquêteur, mais aussi le comportement de l'enquêteur.

Une caractéristique de notre recherche est son caractère monographique : il s'agit de *l'étude intensive d'un quartier*, c'est-à-dire, se donner un quartier comme unité d'analyse. Dans notre recherche, le quartier est comme une unité de base où on va réaliser des entretiens auprès des habitants et faire de l'observation participante. Pour moi, ce quartier n'est pas seulement un

terrain, il est aussi un cas d'étude. De ce point de vue, notre travail s'appuie sur deux enquêtes de terrain, l'une à Shanghai, l'autre à Paris. L'enquête de terrain réalisée à Paris représente un simple travail préliminaire. Elle n'a pas le même statut que celle de Shanghai où l'analyse de terrain s'est déroulée sur plus d'une année afin de vraiment approfondir les entretiens et l'observation de ce quartier. Cependant, l'entretien ne peut pas échapper à sa limite. Il est parfois difficile de contrôler les interviewés dans le cadre d'un entretien informel, de descendre dans un niveau de détail fin et surtout de réaliser une reconstruction des faits. Comme le montre G. Mauger (1991), la représentation du soi par l'individu enquêté dépend de celle qu'il se fait de l'enquêteur et de la situation d'enquête. L'analyse de la situation d'enquête est une condition nécessaire à l'intelligibilité des matériaux recueillis.

Deuxième Partie

Yuanhenong : un quartier migrant à Shanghai

Chapitre 3 - Migrations internes, mobilité socio-spatiale et dynamiques urbaines

Introduction

Comment penser la ville de Shanghai aujourd'hui ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de se demander comment celle-ci s'est construite et développée, quelles dynamiques ont affecté son évolution, quels rôles les hommes ont joué dans son organisation. Les hommes, ce sont bien eux que l'on doit mettre au centre de cette réflexion, ce sont eux qui donnent forme à la ville et qui - consciemment ou non - participent à son évolution dans le temps.

En Chine, aujourd'hui, l'un des phénomènes humains les plus importants dans la reconstruction de la ville est sans aucun doute l'immigration interne. Cette dernière a connue une croissance très nette depuis la politique de « réforme et d'ouverture » (*Gaige kaifang*)¹⁰⁶ et le relâchement relatif des contrôles du système du *Hukou* depuis les années 1980. Des millions de migrants internes ruraux se sont installés sur les territoires urbains afin d'améliorer leurs conditions de vie, pour trouver un emploi, pour donner à leur famille l'espérance d'un avenir meilleur. Mais la migration interne n'est pas un acte facile. Elle évolue sans arrêt, ces vingt dernières années, en fonction des inflexions de la politique nationale la concernant. Dans ce contexte, nous ne pouvons pas réfléchir sur la ville de Shanghai sans se demander quelle est l'influence de la migration interne et s'interroger sur les conséquences de l'immigration interne dans l'organisation de l'espace urbain.

Ce chapitre constitue une description documentée, s'appuyant notamment sur les relations internes au sein de la politique migratoire et l'impact de cette immigration sur les dynamiques urbaines de la ville de Shanghai. Nous proposons un aperçu global de la migration interne en Chine depuis 1949 et les politiques sociales qui en découlent. De telles questions sont posées : comment le système du *Hukou* influence la migration à l'intérieur de Chine depuis la création de la République Populaire de Chine et comment ce système évolue-t-il sous le pouvoir du Parti communiste chinois ? Dans ce sens, nous présentons d'abord les trois étapes historiques de la migration interne et le système du *Hukou* qui est la mesure la plus importante par laquelle le gouvernement contrôle la migration. Puis, nous nous consacrerons à la question

¹⁰⁶ Après le décès de Mao Zedong en septembre 1976 et la chute de la « Bande des Quatre », représentants de l'extrême-gauche, c'est Deng Xiaoping qui représente le pilier de la deuxième génération de la direction collective chinoise. Faire sortir la Chine d'une situation de crise et l'orienter vers une voie nouvelle de développement, tel est le défi auquel il était confronté dans un pays presque détruit par les troubles intérieurs. Pour faire face à ce défi, il a invité le gouvernement à travailler en vue de mettre sur pied une économie de marché, et à adopter une politique réformatrice dans les domaines politique, économique et social.

actuelle des migrants internes à Shanghai : la population, la localisation et les types de migrants internes. Cela nous permettra d'illustrer cette tendance de croissance dans le contexte urbain. Enfin, nous développerons la question de la migration et de l'espace urbain. Nous prenons comme exemple le cas de Shanghai pour étudier les caractéristiques de l'évolution de la structure de l'espace social et analyser les problèmes de gouvernance issus de cette évolution, à savoir la ségrégation sociale, la marginalisation des espaces d'accueil de la population migrante.

3.1 L'évolution de la migration interne depuis 1949

Depuis la création de la République populaire en 1949, deux phases distinctes ont laissé leur empreinte sur le pays : d'abord, une phase pleinement socialiste sous Mao Zedong jusqu'à la fin des années 1970, puis la phase de transition vers l'économie de marché initiée avec les réformes de Deng Xiaoping lancées en 1978. Malgré cette évolution liée au changement de système économique, les objectifs des politiques en matière de population ont comme une certaine continuité. Si l'on examine la migration interne en Chine contemporaine, il est nécessaire de rappeler l'évolution des politiques nationales mises en œuvre depuis 1949.

3.1.1 L'évolution historique de la migration interne

Pendant les cinquante dernières années, les déplacements internes au sein de la population chinoise ont connu un boom remarquable. On peut diviser cette période en trois périodes principales : étape active de migration de populations dans les années 1950 ; étape de migration restreinte et contrôlée pendant le temps d'économie planifiée (1959-1977) ; reprise active de mouvements de migration de population depuis la politique de réforme et d'ouverture (1978-aujourd'hui).

3.1.1.1 1950---1957 : migration massive et peu contrôlée

La première période va de 1950 à 1957, durant laquelle une forte augmentation de la main-d'œuvre à la campagne est enregistrée. Pendant cette période, grâce à la reprise économique après la guerre civile et à la reconstruction des villes, la capacité d'absorption des travailleurs des villes a beaucoup augmenté. De plus, à cette époque il y avait très peu de conditions restrictives à la migration ; la migration spontanée était ainsi très fréquente.

La décennie 1950-1960 a connu une très grande croissance de la population urbaine liée à l'industrialisation ainsi qu'à un exode rural massif. Par la suite, tout mouvement spontané des campagnes vers les villes a été rendu pratiquement impossible, constituant ainsi un important

réservoir de main-d'œuvre rurale excédentaire. Bien que le nouveau gouvernement communiste ait commencé à mettre en place le système du *Hukou* peu après son accession au pouvoir en 1949, les Chinois, jusqu'en 1958, jouissaient d'une certaine liberté de déplacement. Quelque 20 millions de paysans ont gagné les villes pour participer aux efforts de l'industrialisation (Ma Xia, 1994 ; Wen Tiejun, 2002).

Le mode de développement économique de type socialiste choisi par les dirigeants communistes chinois à partir de 1953¹⁰⁷ était basé sur une croissance soutenue de la production industrielle lourde, financée principalement par le transfert des ressources agricoles, avec des taux d'accumulation très élevés et une consommation maintenue à un niveau extrêmement bas. La volonté de maximiser la production industrielle tout en minimisant les coûts allait de pair avec une politique visant à limiter strictement la croissance de la population urbaine et à transformer des villes consommatrices en villes productrices.

Pendant les années 1950, les paysans ont encore la perspective de partir vers la ville et de travailler dans une usine. Dans un document du gouvernement central en 1952, il est indiqué que : « la main-d'œuvre rurale excessive est en train d'entrer dans les villes aveuglément, sans organisation ni plan (*nongcun shengyu laodongli mangmu liuru chengshi, wuzuzhi wujihua*) »¹⁰⁸. A cette époque, le terme de « *mangliu* »¹⁰⁹ est apparu pour désigner les paysans qui entrent dans les villes aveuglément. Après 1955, avec le développement des coopérations agricoles (*Nongcun hezuohua*), le flux des paysans vers les villes était de plus en plus élevé. Ainsi, au début du printemps de 1955, 8 385 paysans originaires de la province de Jiangsu sont entrés dans la ville de Shanghai¹¹⁰. Au niveau national, d'octobre 1956 à avril 1957, 570 000 paysans ont quitté leurs villages d'origine¹¹¹.

¹⁰⁷ En 1953, « le premier plan quinquennal (1953-1957) de développement économique » (*Diyi ge wunian jihua*), a été formulé sous la présidence de Zhou Enlai et de Chen Yun et sous la direction directe du Comité central du Parti communiste chinois. Les tâches essentielles du premier plan quinquennal sont les suivantes : Concentrer les forces du pays pour jeter les premières bases de l'industrialisation de la Chine, en construisant 694 ouvrages de grandes ou moyennes dimensions, centrés sur les 156 projets de construction bénéficiant de l'aide de l'Union soviétique ; développer un certain nombre de coopératives agricoles de propriété collective afin de jeter la base de la transformation socialiste de l'agriculture et de l'artisanat ; entraîner l'industrie et le commerce capitalistes dans la voie du capitalisme d'Etat afin de jeter la base de la transformation socialiste de l'industrie et du commerce privés. Cette période est située pendant la guerre de Corée qui dérégla l'activité économique. L'URSS aida alors financièrement la Chine afin qu'elle puisse développer son industrie.

¹⁰⁸ Voir : « *Zhengwuyuan guanyu laodong jiuye wenti de jue ding* » (La décision sur les travaux et les emplois par le gouvernement central), promulguée le 1^{er} août 1952, in « *Zhongyang renmin zhengfu faling huibian (1952)* » (la collection des décrets du gouvernement central 1952), dir. par le comité des lois du gouvernement central, *Falü chubanshe* (Maison d'édition du droit), 1982.

¹⁰⁹ Voir chapitre 1 note 24.

¹¹⁰ Voir : « *Muqian zaiqu nongmin wailiu xianxiang ren hen yanzhong* » (La situation sur la sortie des paysans dans les régions sinistrées est grave), *Neibu cankao ziliao* (Documents de référence sur la situation intérieure), 1955, n°6.

¹¹¹ Voir : « *Neiwubu guanyu zaiqu nongmin mangmu wailiu qingkuang he chuli yijian de baogao* » (Le rapport sur la situation des départs aveugles des paysans dans les régions sinistrées et les opinions sur la réglementation par le Ministre de l'Intérieur), 30 avril, 1957. in « *Zhonghua renmin gongheguo fagui huibian janvier-juin, 1957* » (La collection des lois de la République Populaire de Chine (janvier-juin 1957)), *Falü chubanshe* (Maison d'édition du droit), octobre 1957.

Afin de limiter l'arrivée massive de paysans dans les villes, le gouvernement central, dans la période allant de 1953 à 1957, a élaboré une série de décrets visant à stopper l'exode rural (voir : Document 1). Ces décrets demandent aux gouvernements locaux de faire attention au flux des ruraux et de le surveiller strictement. Selon ces documents, deux raisons expliquent cet afflux rural « aveugle » : les zones rurales ont connu d'importantes catastrophes naturelles et certains jeunes paysans ne veulent plus se consacrer aux travaux agricoles (*Bu anxin nongye*). Dans ces réglementations, on observe que les mots utilisés par l'État ont changés progressivement : persuader (*Quanzhi*), continuer à persuader (*Jixu quanzhi*), éviter (*Fangzhi*), empêcher (*Zuzhi*) et interdire (*Zhizhi*) à la fin. Ces changements dans le vocabulaire administratif ouvrent une période de contrôle de la migration interne par l'État. Nous pouvons également noter que, pendant les années 1950, le gouvernement chinois a véritablement adopté une attitude négative vis-à-vis de l'exode rural.

Document 1 : Les décrets sur le contrôle de la migration rurale dans les années 1950

资料	关于限制农民进城文件	Les mots officiels
1953年4月17日	政务院 劝止农民盲目流入城市的指示	Persuader
1954年3月12日	内务部、劳动部 关于继续贯彻劝止农民盲目流入城市的指示	Continuer à persuader
1956年12月30日	国务院 关于防止农村人口盲目外流的指示	Eviter
1957年3月2日	国务院 关于防止农村人口盲目外流的补充指示	
4月30日	内务部 关于受灾地区农民盲目外流情况和处理办法的报告	
5月13日	国务院 批转内务部关于受灾地区农民盲目外流情况和处理办法的报告	
5月27日	公安部 关于实施阻止农民盲目流入城市和削减城市人口工作所面临的问题及解决方法的报告	Empêcher
7月29日	国务院 批转公安部关于实施阻止农民盲目流入城市和削减城市人口工作所面临的问题及解决方法的报告	
9月14日	国务院 关于防止农民盲目流入城市的通知	Eviter
12月13日	国务院 关于各单位从农村中招用临时工的暂行规定	
12月18日	中共中央、国务院 关于制止农民盲目外流的指示	Interdire
1958年1月9日	全国人民代表大会常务委员会 中华人民共和国户口登记条例	

Source : Zhao Dexin dir, « *Zhonghua renmin gongheguo jingji zhuanli dashiji* (1949-1966) » (La chronologie économique de la République populaire de Chine (1949-1966)), *Henan renmin chubanshe*, 1989.

3.1.1.2 1958----1977 : la migration est soumise à un contrôle strict

La deuxième période, de 1958 à 1977, correspond au contrôle strict de l'expansion de la population urbaine. C'était une époque caractérisée d'abord par une grande famine provoquant des millions de morts, ensuite par un grand boom démographique, associé à une pénurie des biens de consommation en ville. Dans ce contexte, le gouvernement a commencé de réduire la population urbaine. Les mesures étaient très diverses : élever le niveau

d'exigences pour entrer en ville, muter massivement une partie des travailleurs urbains vers les zones rurales, diminuer la superficie des villes, et utiliser la politique de « *Zhishi qingnian xiexiang* » (envoyer les jeunes diplômés à la campagne) largement pratiquée pendant la Révolution Culturelle. Toutes ces mesures visaient à limiter la couverture du système de rationnement urbain, afin de réduire les pressions sur le budget de l'État.

De 1958 au début de 1960, la Chine a connu des mouvements massifs de migration interne. En 1958, 32 millions de personnes se sont déplacées des régions rurales vers les villes¹¹². Pour interdire cet exode rural massif, le gouvernement central a lancé un système d'enregistrement de la résidence en 1958, appelé « *Zhonghua renmin gongheguo hukou dengji tiaoli* » (les réglementations de l'enregistrement du *Hukou*¹¹³ de la République Populaire de Chine)¹¹⁴. Le système de l'enregistrement de la résidence et de l'état civil, sous le nom du *Hukou*, avait été mis en place en 1958 dans un contexte de pénurie de céréales et de migrations vers les villes ; la mise en place de cette politique anti-migratoire s'appuyait sur le contrôle de la mobilité géographique des individus en dehors de leur lieu d'enregistrement de résidence (Ma Xia, 1994 ; Chan Kam Wing & Li Zhang, 1999 ; D. Davin, 1999 ; Lu Yilong, 2002 ; Wang Feiling, 2005¹¹⁵ ; Wu Jieh-min, 2006). Par ce système strict, le Parti communiste chinois s'assurait du contrôle des déplacements de la population.

Avec le système du *Hukou*, les paysans ont été cantonnés dans les zones rurales et n'ont pas eu le droit de circuler librement. Par rapport aux années précédant 1960, le chiffre de la migration interne a diminué graduellement. Un grand nombre de travailleurs urbains ont été mobilisés pour revenir dans les zones rurales. Cela a conduit à une migration inverse : des régions urbaines aux rurales. En 1962, le taux net de la migration rurale / urbaine était -

¹¹² Selon « *Zhonghua renmin gongheguo renkou tongji ziliao huibian (1949-1985)* » (la collection du recensement de population de la République Populaire de Chine (1949-1985)), dir. par le Bureau du statistique, Bureau du statistique de population et le Ministre de la sécurité publique, Pékin, zhongguo caizheng jingji chubanshe, 1988.

¹¹³ Wang Feiling (2005) fait remonter les origines du *Hukou* à l'époque des Royaumes combattants (III^e siècle av. J.-C.) sous la forme de son ancêtre le *baojia* (littéralement : l'annonce de ménages) un système administratif qui prenait appui sur les lignages et la famille à des fins de maintien de l'ordre (grâce à un système de responsabilité collective), le recensement, l'impôt et la conscription. Ce système a été repris par toutes les dynasties et les régimes politiques qu'a connus la Chine, au fur et à mesure que l'accent était mis sur sa fonction sécuritaire. Le terme de *Hukou* est apparu à la fin des Qing et, lorsqu'il fut repris par la République populaire de Chine, il visait avant tout à diviser la population en petits segments pour mieux la contrôler.

¹¹⁴ Selon ces réglementations, si les citoyens veulent se déplacer des zones rurales vers les villes, ils doivent avoir une attestation de recrutement délivrée soit par le ministère de l'emploi, soit par l'école, soit par l'autorité municipale. En même temps, le migrant doit demander l'annulation du *Hukou* rural auprès du Bureau d'enregistrement du *Hukou* d'origine (article 10) ; si les citoyens qui résident hors de leurs villes d'origine plus de trois jours, ils doivent s'enregistrer au Bureau local dans les trois jours. Les hôtels doivent préparer un livret pour l'inscription des visiteurs (article 15).

¹¹⁵ L'ouvrage de Wang Feiling (2005), *Organizing through Division and Exclusion, China's Hukou System*, est la première étude exhaustive sur le système du *Hukou* dont il retrace l'origine, saisit la singularité, détaille le mode de fonctionnement, les diverses fonctions, l'impact – tant social, économique que politique – et analyse la portée des réformes dont ce système a fait l'objet. Il tente de théoriser l'exclusion institutionnalisée, de saisir la spécificité du cas chinois ainsi que l'impact sur le développement du pays.

11,58%. Dans la période allant de 1961 à 1965, la population urbaine a diminué de 4,41% en moyenne par an (Lu Yilong, 2002).

Par ailleurs, pour contrôler strictement la croissance de la population urbaine, le gouvernement a également mis en œuvre dans les villes un vaste système de rationnement portant sur presque tous les biens de consommation, ainsi que sur l'emploi, le logement, etc. Un système de tickets de rationnement dont la délivrance s'appuyait sur le système du *Hukou*, s'est appliqué à tous les produits qui manquaient sur le marché (*Pingpiao gongying*). Sans *Hukou* urbain, les migrants ne pouvaient pas s'installer durablement dans les villes situées hors de leur lieu d'origine. Pendant la période allant de 1963 à 1977, la migration en Chine atteint son niveau le plus faible avec la fin de la politique de « mobilité libre » et son remplacement par une politique de « contrôle de la migration ». Jusqu'en 1978, le système du *Hukou* limitait strictement la mobilité ascensionnelle des campagnes vers les villes.

3.1.1.3 1978-----aujourd'hui : une réforme de la migration consécutive au relâchement des contrôles

Après 1978 et jusqu'aujourd'hui apparaît une troisième période pendant laquelle les mesures défavorables à la migration se sont relâchées progressivement. Avec la mise en place du *Hukou*, les villes ont connu dans les années suivantes une période de stabilité, mais connaissent depuis 1980 une croissance et un développement considérables. Des mobilités larges et ouvertes sont alors venues, dans le cadre de migrations « volontaires », concurrencer et dépasser les migrations dirigées (L. Roulleau-Berger & Shi Lu, 2004a).

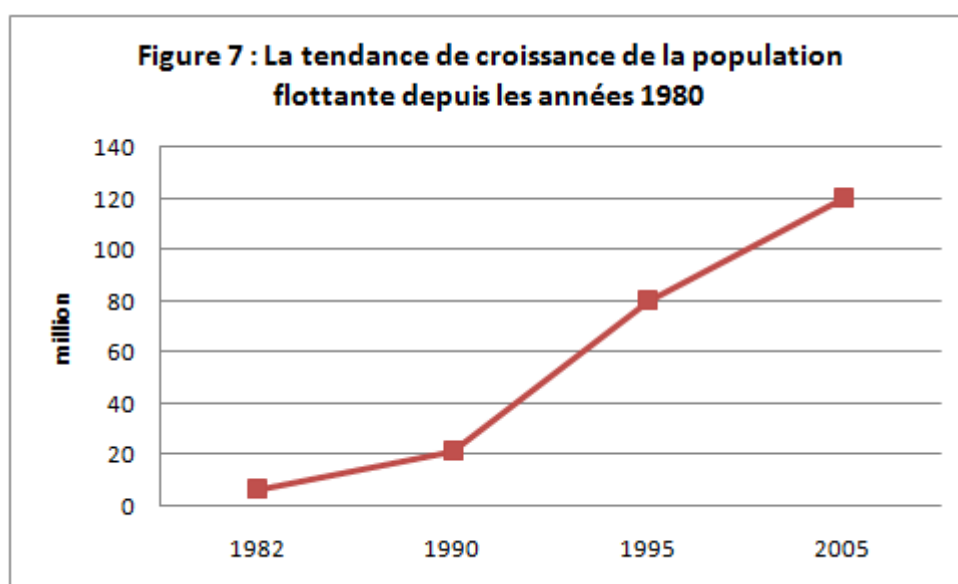
Depuis 1978, une nouvelle politique dite de « réforme et d'ouverture »¹¹⁶, visant à promouvoir l'économie de marché, l'industrialisation et l'urbanisation a été lancée. La décollectivatisation, entamée progressivement à la fin des années 1970, va « libérer » une partie de l'excédent de main-d'œuvre accumulé. Dans ce cadre, les paysans et les travailleurs en zone rurale obtiennent peu à peu la liberté de circuler librement, alors qu'autrefois, ils étaient cantonnés dans leur campagne et que la circulation des biens et des personnes en Chine étaient strictement réglementées.

Parallèlement, le gouvernement central a abandonné de manière progressive son monopole sur l'emploi. Le développement rapide de secteurs d'activités non agricoles dans les zones rurales et urbaines allait engendrer au cours des années 80 de nouvelles « opportunités pour le surplus de main-d'œuvre rurale ». Au début des années 1980, les politiques gouvernementales ont graduellement accordé aux travailleurs ruraux la liberté d'émigrer vers les zones urbaines.

¹¹⁶ Voir note 106.

En 1984, le gouvernement a libéralisé l'enregistrement de l'état-civil des migrants des petites villes et des bourgs¹¹⁷. Tous ces changements de politiques ont conduit à une migration massive des campagnes vers les villes.

Le relâchement du contrôle sur le système du *Hukou* a généré à l'apparition dans les villes d'un grand nombre de migrants temporaires aussi appelés « population flottante »¹¹⁸, ceci depuis les années 1980. Selon le troisième recensement national, en 1982, il avait 6,57 millions de migrants classés dans la catégorie « population flottante ». En 1990, ce chiffre augmente à 21,35 millions. Après le discours de Deng Xiaoping en 1992, lors de sa « tournée dans le Sud » (*Nanxun*), le chiffre de la population migrante augmente assez rapidement. En 1995, on estime qu'il y a 80 millions de travailleurs migrants dans les villes, dont 44 millions enregistrés au commissariat local. En 2005, on estime qu'il y a environ plus de 120 millions de travailleurs ruraux dans les villes (voir : Figure 7).



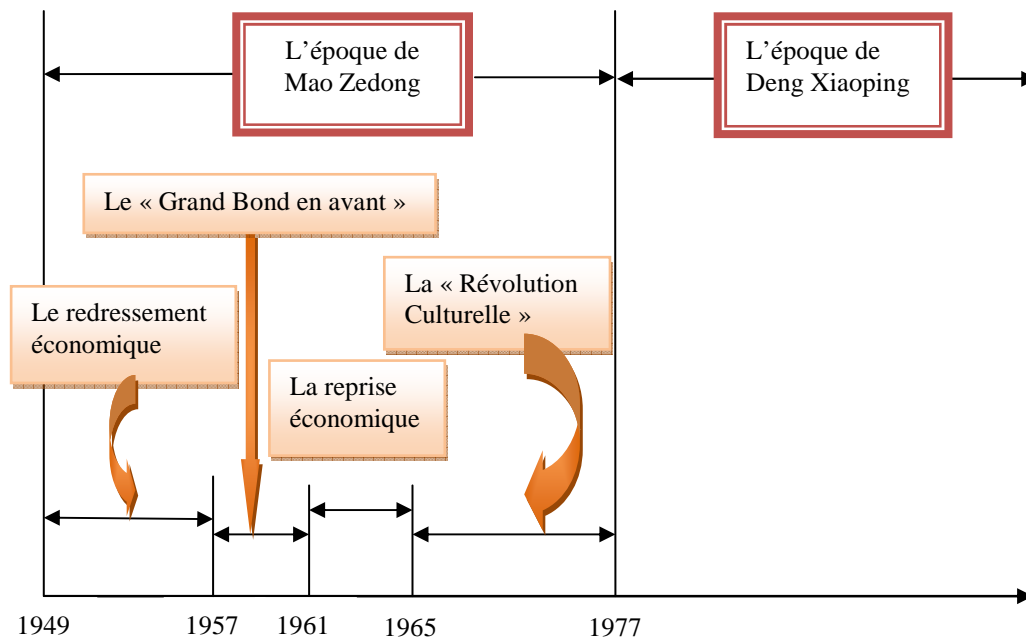
Source : les recensements nationaux (le 3^e recensement national en 1982 ; le 4^e recensement national en 1990 ; le 5^e recensement national en 2000) et les annuaires statistiques.

N.B. : Il est important de souligner le problème des sources statistiques officielles qui se résument à une seule expression : leur manque de fiabilité, ceci parce qu'un certain nombre des migrants ne se sont pas enregistrés au commissariat local. Le nombre réel est sans aucun doute beaucoup plus élevé.

¹¹⁷ En 1984, le Conseil des Affaires d'État (Guowuyuan) lançait une norme sous le titre « Guanyu nongmin jinru chengzhen luohu wenti de tongzhi » (La notice sur la question de l'obtention d'un hukou urbain pour des paysans dans les villes). Selon ce décret, les paysans qui détiennent des compétences et une expertise technique peuvent s'installer dans la ville et obtenir un Hukou urbain.

¹¹⁸ Le terme « population flottante » (*Liudong renkou*) est utilisé dans les recensements démographiques officiels, désignant les individus qui se déplacent temporairement, y compris les étudiants, les personnes se déplaçant pour des motifs de loisirs ou de visite etc. Une grande partie est composée des « ouvriers-paysans » (*mingong*).

Figure 8 : Les faits marquants de la politique chinoise depuis 1949



Source : Nong Zhu, INRS-UCS, *La migration, les politiques sociales, et le droit du travail en Chine*, Juillet 2007, École d'été 2007 - La Chine éveillée : Comment elle change et nous change.

N.B. : La Chine du vingtième siècle a été marquée par deux époques : celle de Mao Zedong et celle de Deng Xiaoping. A la fin de 1978, le Parti communiste Chinois a provoqué une transition, dans laquelle il a été décidé de réformer les anciens systèmes de gestion. Cette transition a marqué le commencement des réformes. Dès lors, les réformes ont progressivement pénétré tous les domaines, transformant la société chinoise.

3.1.2 La politique au niveau des autorités centrales

Le système du *Hukou* de la Chine, instauré dans les années 1950 afin de renforcer le contrôle des migrations et la planification économique, est encore de nos jours en vigueur. Même si le système a subi différents degrés de réforme et d'assouplissement depuis la fin des années 1970. Diverses sources estiment qu'il contribue toujours à la division sociale entre les résidents urbains et ruraux.

3.1.2.1 Le système d'enregistrement de l'état civil : le « *Hukou* »

Le contrôle du gouvernement chinois sur la migration se manifeste surtout par le système d'enregistrement de l'état civil, à savoir le système du *Hukou*. Le système du *Hukou* comprend sept systèmes d'enregistrement : l'enregistrement comme résident de longue durée (*Changzhu*), l'enregistrement comme résident temporaire (*Zanzhu*), l'enregistrement de la naissance (*Chusheng*), l'enregistrement du décès (*Siwang*), l'enregistrement de l'émigration (*Qianchu*), l'enregistrement de l'immigration (*Qianru*) et l'enregistrement du changement (*Biangeng*). Il repose sur trois piliers : le rationnement des grains, le monopole étatique de l'emploi et toute une panoplie de services sociaux urbains.

En Chine, c'est le Ministère de la sécurité publique qui s'occupe du système d'enregistrement de l'état civil. Sous ce système, chaque ménage possède un livret de famille (*Hukoubu*) sur lequel figurent tous les membres. Conformément au système du *Hukou*, chaque ménage chinois reçoit un *Hukou* contenant les noms de chacun des membres de la famille, et chaque personne doit être enregistrée à sa naissance auprès des autorités locales du *Hukou*. Selon Wang Feiling (2005), « chaque citoyen ne peut détenir qu'un seul *Hukou* permanent, dans une seule zone de *Hukou* ». Chaque ville délivre son propre *Hukou* qui donne aux résidents enregistrés un accès complet aux avantages sociaux associés à leur *Hukou* particulier. Habituellement, l'adresse résidentielle, la religion et l'emploi d'une personne sont inscrits dans le livret de famille, de même que des détails sur les naissances, les décès et la migration. La nationalité, le lieu de naissance, le niveau d'instruction, et le dossier militaire y sont aussi inscrits. Le *Hukou* d'une personne est soit agricole (*Nongye hukou*), soit non agricole (*Fei nongye hukou*). De plus, le *Hukou* personnel est classé en fonction de deux critères reliés : le lieu de résidence (*Hukou suozaidi*) et la classification socio-économique (*Hukou leibie*). Cette dernière catégorie détermine le droit du détenteur à des avantages sociaux. Puisque le lieu de résidence ne détermine pas sa classification, un résident urbain peut détenir un *Hukou* rural et, de même, une personne résidant en campagne peut détenir un *Hukou* urbain.

Avant les réformes de 1978, ce système interdisait expressément les mouvements de population et les personnes ne pouvaient changer de résidence que si le changement faisait partie du plan socioéconomique de l'État. Avant 1998¹¹⁹, une personne possédait la même classification de *Hukou* que sa mère et il était fréquent que des époux et des membres d'une famille soient séparés, parce que leurs *Hukou* étaient de catégories différentes. De nos jours, il faut encore l'autorisation du Bureau de la sécurité publique pour convertir son *Hukou*, notamment d'agricole en non agricole.

Ce système du *Hukou* est considéré comme un héritage intergénérationnel, c'est-à-dire, si des parents ont des *Hukou* à la campagne, leurs enfants auront aussi ce *Hukou* rural. On ne peut pas changer le *Hukou* individuellement. Comme l'écrit Wu Xiaogang et D. Treiman

¹¹⁹ En 1998, le Conseil des Affaires d'État lançait une norme sous le titre « *Guanyu jiejie dangqian hukou guanli gongzuo zhong jige tuchu wenti de yijian* » (Les opinions sur les résolutions des quelques problèmes remarquables dans la gestion du *Hukou* à l'heure actuelle), qui proposait « quatre réformes » de la gestion du *Hukou*. Premièrement, le *Hukou* du bébé. Un bébé peut être inscrit soit dans le *Hukou* de la mère, soit dans le *Hukou* du père. Les mineurs qui ont demandé à s'installer dans la ville avec leur père peuvent être inscrits progressivement dans le *Hukou* urbain du père. Les enfants d'âge préscolaire devraient être prioritaires. Deuxièmement, la résolution des problèmes sur les *Hukou* des couples séparés. Les personnes qui habitent dans la ville de résidence de leur époux (se) depuis un certain nombre d'années peuvent obtenir le *Hukou* urbain. Troisièmement, les hommes de plus de 60 ans, les femmes de plus de 55 ans, peuvent se joindre à leurs enfants dans leur ville de résidence et obtiennent le *Hukou* urbain. Enfin, les personnes et la famille proche, ayant une résidence permanente, des revenus légaux et habitant dans la ville depuis un certain nombre d'années, peuvent obtenir le *Hukou* urbain par l'investissement où l'achat d'un local commercial.

(2004), « l'écart urbain-rural a été comparé à la distance entre le paradis et la terre ; changer son *Hukou* rural en *Hukou* urbain était plus difficile que de monter au paradis ». Une des conséquences de ce système est d'avoir entraîné de grandes disparités en termes de niveaux de vie entre campagnes et villes. Traditionnellement, nombre d'avantages sociaux et de privilèges étaient associés au *Hukou* urbain¹²⁰, y compris l'approvisionnement en denrées de base, un meilleur emploi, un salaire supérieur, un logement subventionné, le droit à la gratuité scolaire¹²¹, des soins médicaux, la sécurité sociale et des régimes de pension. Quant aux paysans, ils travaillent comme agriculteurs et ont partiellement droit à l'assurance collective (par exemple l'assurance maladie). Même si les avantages associés au *Hukou* urbain ont considérablement diminué au cours de la dernière décennie, les détenteurs de *Hukou* urbains bénéficient encore d'importants privilèges, notamment en ce qui a trait au logement, à l'éducation et à l'emploi.

Il nous semble que les critiques radicales du système du *Hukou* se sont considérablement multipliées ces dernières années¹²² et émanent aussi bien des milieux académiques que des migrants eux-mêmes (I. Thireau & Hua Linshan, 2004 ; C. Froissart, 2005 ; Chen Yingfang, 2005). Comme l'écrit Wang Feiling (2005), « le *Hukou* communiste instaure une exclusion institutionnalisée, ne reflétant pas seulement le lieu de résidence de l'individu mais aussi sa place dans le système de production ». Ces critiques ne sont pas uniquement d'ordre pragmatique, mais vont aussi de pair avec des tentatives pour conceptualiser la citoyenneté en Chine, dans un sens qui empreinte ses référents à la modernité occidentale et qui témoigne d'une évolution des mentalités. Comme un des systèmes de contrôle administratif et social du Parti communiste chinois, le système du *Hukou* a abouti à une double structure sociale campagne / ville durant la période du socialisme et devient un obstacle important pour les paysans dans leur volonté d'accès aux villes.

¹²⁰ Le régime chinois s'appuie sur les gouvernements locaux pour mettre en application les politiques décidées au niveau national. Le principe de juridiction territoriale (*shudi guanli*) est largement appliqué à travers le pays. Ce principe, renforcé par le protectionnisme local, aide à exclure les non-natifs du régime public urbain.

¹²¹ La gratuité scolaire est un des privilèges donnés aux personnes ayant un *Hukou* urbain. Traditionnellement, en Chine, tous les personnes doivent aller à l'école dans la région où leur *Hukou* est enregistré. Selon le système du *Hukou*, les individus possédant un *Hukou* rural ne peuvent pas accéder aux écoles publiques dans les villes. Depuis les années 1990, des vagues massives de migrants internes ont afflué des zones rurales vers les grandes villes, un nouveau groupe apparaît : les enfants migrants. Issus des familles défavorisées, ces enfants sont particulièrement vulnérables et doivent faire face à la misère, la discrimination et un manque d'éducation. La scolarisation des enfants migrants dans les villes ne cesse de poser problème, notamment lorsqu'il est question de savoir qui doit prendre la responsabilité de la scolarisation des enfants migrants, le gouvernement d'origine ou d'accueil (cf. : Han Jialing, 2001 ; Zhao Yeqin, 2002 ; C. Froissart, 2003).

¹²² Voir par exemple Lu Xueyi, « *Yige shanliang de nongmingong weishenme chengle sharenfan* » (Pourquoi un gentil migrant est devenu un meurtrier), in Zhang Houyi & alii, *Zhongguo siying qiye fazhan baogao* (Rapport sur le développement des entreprises privées en Chine), n° 6, Pékin, shehui kexue yanjiuyuan chubanshe, 2005, pp. 329-343.

3.1.2.2 L'usage et les stratégies des acteurs par rapport à ce système

Depuis sa création à nos jours, le système du *Hukou* a perpétuellement évolué. De nombreuses études témoignent de cette tendance (Cheng Tiejun, 1991 ; H. Mallee, 1995 ; L. Wong & H. Wai-Po, 1998 ; Lu Yilong, 2002 ; Cheng Mo, 2007). Nous nous interrogeons sur les stratégies développées ces vingt dernières années par les acteurs sociaux - les autorités chinoises – pour contrôler la mobilité de la population vers les villes, ceci à travers l'évolution du *Hukou*.

Au début de la réforme rurale, à la fin des années 1970, le développement des entreprises rurales (*Xiangzheng qiye*) a également provoqué un important appel de main-d'œuvre. La stratégie relative « aux bourgs et aux petites villes » (*Xiao chengzhen*), préconisée par les conseillers comme Fei Xiaotong (1985), a défini de nouvelles politiques en matière de migration interne¹²³. Les paysans ont été autorisés à « quitter la terre mais pas le village » (*Litu bu lixiang*) et « quitter le village sans entrer dans la ville » (*Lixiang bu jincheng*). Donc, une grande partie des paysans pouvaient travailler dans des usines, mais ils n'avaient pas le droit de s'installer dans les villes.

Beaucoup de problèmes sont apparus dans les années suivantes : les désirs des paysans de maximiser l'utilisation des ressources familiales, la croissance du commerce privé, la demande de main-d'œuvre « bon marché » pour la construction urbaine et les services, et plus important encore, le ralentissement des taux d'absorption de la main-d'œuvre dans les entreprises rurales. En 1983, de nombreux chercheurs et des fonctionnaires ont perdu tout intérêt pour une réflexion sur la politique des bourgs et les petites villes¹²⁴. Du côté des paysans, après avoir goûté à la vie dans un paramètre non agricole, ils n'ont plus voulu revenir aux champs et ont préféré la vie urbaine (S. Goldstein et A. Goldstein, 1985). Au milieu des années 1980, la modification des politiques en matière de migration était devenue de plus en plus pressante. Un certain nombre de nouvelles politiques ont cherché à s'attaquer à la question.

En 1983, le Conseil des Affaires d'État (*Guowuyuan*)¹²⁵ a autorisé les ménages ruraux à prendre des initiatives de coopération dans les marchés des villes, sans changer de statut. Un an plus tard, un autre décret a été publié : Le Conseil des Affaires d'État a diffusé une

¹²³ Le programme de recherche de Fei Xiaotong sur les *xiaochengzhen* s'inscrit dans la continuité de ses travaux antérieurs, notamment son ouvrage *Peasant life in China* (1939). Ce programme, qui propose de développer l'industrialisation des petites villes à la campagne, sera largement mis en pratique au cours de la décennie 1980.

¹²⁴ Selon R. J. R. Kirkby (1985), il y a de nombreuses raisons à la faible attractivité des petites villes : les mauvaises conditions de vie, le chaos dans la gestion de la ville, le manque de capitaux pour le développement, et la fragilité de certaines entreprises cantonales.

¹²⁵ Selon le système administratif national en Chine, le Conseil des Affaires d'État (*Guowuyuan*) correspond au gouvernement central. Selon l'article 89 de la Constitution, le Conseil des Affaires d'État a le droit de déterminer les mesures administratives, d'établir les lois administratives et de publier les décisions et les décrets.

circulaire sur la question des paysans, permettant de leur transférer un *Hukou* urbain de villes de marché, pour autant qu'ils réussissent à trouver un emploi, maintenir la stabilité de la résidence et prendre soin de leurs rations alimentaires. Ce *Hukou* se dénomme *Hukou* d'auto-alimentation (*Zili kouliang hukou*).

L'année 1985 a vu le lancement de nouvelles initiatives. En juillet, le Ministère de la Sécurité publique (*Gong'anbu*) a promulgué « les règlements provisoires sur la gestion des résidents temporaires dans les villes » (*Guanyu chengzhen zanzhu renkou guanli de zanxing guiding*). Selon ces règlements, tous les migrants de plus de 16 ans s'installant dans une zone urbaine, pour y vivre pendant plus de six mois, doivent demander un « permis de séjour temporaire » (*Zanzhuzheng*)¹²⁶ ; les migrants qui font des affaires dans une zone urbaine et y vivent pour une période longue doivent obtenir un « permis de séjour » (*Juzhuzheng*). Il est important de noter que ces permis entérinent le fait que les personnes d'origine rurale peuvent vivre séparément de leurs lieux d'enregistrement officiel, et légaliser ainsi le mouvement de la population flottante.

En 1988, deux villes de la province de l'Anhui se sont mises à vendre le *Hukou* urbain¹²⁷. En 1992, presque toutes les provinces ont lancé des programmes similaires, avec des prix variant de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers de yuan¹²⁸, en fonction de la localisation. Dans ce sens, le *Hukou* n'est plus un simple formulaire administratif. Autrement dit, pour les chinois, il n'est pas seulement un symbole d'identité, c'est aussi un produit marchand. De plus, en l'absence du *Hukou* local, l'inscription dans les écoles publiques nécessite de payer un supplément de frais (*Zanzhufei* ou *Jiedufei*). De ce point de vue, « la valeur monétaire » du *Hukou* traduit un échange de la puissance et des droits (Lu Yilong, 2002). Bien sûr, cet échange est asymétrique. Cette vente du *Hukou* représente aussi une rente financière par les gouvernements locaux (Zuo Peng & Zhou Qing, 2000).

À partir de la fin des années 1980, dans certaines bourgs et villes des provinces de l'Anhui, du Hubei, du Henan et du Jiangsu, un nouveau statut de l'enregistrement des ménages a été introduit. Ce type de *Hukou* donne un statut de résidence temporaire ou permanente pour les ménages enregistrés. Dans certaines localités, le nouveau *Hukou* est appelée « carte verte »

¹²⁶ *Zanzhuzheng*, littéralement : le certificat d'y vivre temporairement. Il désigne un certificat permettant aux paysans d'habiter dans les villes. Cette expression a été officiellement utilisée à partir de 1985, date à laquelle le Bureau de sécurité publique national lançait une norme sous le titre « les règles provisoires pour la gestion sur les populations temporaires dans les villes » (*Guanyu chengzhen zanzhu renkou guanli de zanxing guiding*). Depuis lors, les paysans sont contrôlés par le gouvernement urbain. Pour le certificat temporaire, chaque ville a différentes règles. Sur ce point, on se reportera l'article de Zhang Weiming (2007).

¹²⁷ En 1988, les gouvernements locaux de Laian et de Quanjiao, deux villes de la province d'Anhui ont lancé la pratique consistant à vendre le *Hukou* urbain en faisant payer une taxe aux paysans désireux de changer leur inscription de ménages agricoles à non agricoles.

¹²⁸ Le prix du *Hukou* urbain de Laian et de Quanjiao, deux villes de la province de l'Anhui est 5 000 yuans (environ 500 euros).

(*Lüka*)¹²⁹, tandis que dans d'autres endroits, « carte bleue » (*Lanka*) (B. Jacobs, 1997) ou « *Hukou* bleue » (*Lanyin Hukou*)¹³⁰ (L. Wong & H. Wai-Po, 1998).

Toutefois, les détenteurs de ces permis temporaires n'ont pas accès aux avantages et aux privilèges dont jouissent les détenteurs de *Hukou* urbains réguliers et, jusqu'en 2003, les migrants internes qui ne possédaient pas ces permis étaient en situation illégale, passibles d'une amende et pouvaient être détenus et renvoyés dans leur lieu de résidence permanente (*Shourong qiansong zhidu*)¹³¹. Les travailleurs migrants ruraux, avec ou sans permis de résidence, et les membres de leur famille habitant les zones urbaines demeurent en général des « étrangers » et bénéficient de peu de droits reconnus par la loi et d'une protection minimale, les rendant vulnérables à l'extorsion et aux manœuvres illicites de fonctionnaires, d'employeurs et même de particuliers.

Depuis le début des années 1990, les migrants paysans ont la possibilité d'obtenir des livrets urbains provisoires. Cependant, le système de *Hukou* existe encore. Il n'a pas été supprimé, ce qui implique que les migrants d'origine rurale dans des villes n'ont pas les mêmes droits ni les mêmes traitements que les citoyens des villes. Les travailleurs migrants d'origine rurale sont considérés comme des non-citoyens (*Fei shimin*) (Chen Yingfang,

¹²⁹ Le bourg de Qinlan, situé dans le district de Tianshui de la province de l'Anhui, est le premier à faire des expériences avec des cartes vertes en 1986. Pour être admissibles, les candidats doivent avoir les compétences nécessaires pour le travail ou les affaires, compétences évaluées par les départements concernés et payer 5 000 yuans pour une taxe de la ville. Dans les deux ans qui ont suivi cette mesure, la population de la ville est passée de 1 000 à près de 10 000.

¹³⁰ *Lanyin hukou*, littéralement : *Hukou* bleu. On peut traduire par livret de famille de couleur bleue. Normalement, la couverture du livret de résidence permanente est de couleur rouge. Pour distinguer avec les livrets des habitants urbains, les migrants internes qui obtiennent le *Hukou* urbain ont des livrets de résidence de couleur bleue. Au début des années 1990, le *Lanyin hukou* s'est généralisé dans la plupart des plus grandes villes par le paiement de 10 000 yuans (environ mille euros). En 1994, la municipalité de Shanghai a lancé une norme sous le titre « la réglementation provisoire pour la gestion des *Hukou* bleus de Shanghai » (*Shanghaishi lanyin hukou guanli zanxing guiding*) pour renforcer la gestion sur la population migrante dans la ville. Selon le règlement provisoire, les personnes peuvent demander un *Hukou* bleu à Shanghai sous trois conditions : 1) faire un investissement à Shanghai d'au moins US \$ 200 000 (pour les étrangers et les investisseurs de Hong Kong, Macao et Taiwan), ou, pour les ressortissants chinois de l'extérieur de Shanghai, un million de yuans sur une période de plus de deux ans (article 4) ; 2) l'achat d'un appartement d'au moins 100 mètres carrés spécifiquement destinés aux étrangers (*Waixiao shangpinfang*), (article 5) ; 3) posséder des compétences professionnelles et contribuer au fonctionnement de leurs entreprises (article 6).

A travers le système du *Hukou* bleu, Shanghai veut attirer des capitaux par l'investissement et l'accession à la propriété. Le nombre de *Hukou* bleu est régi par le principe de la « politique en plus des quotas » (*Zhengce jia zhibiao*). En 1994, un total de 261 demandes de *Hukou* bleu a été approuvé à Shanghai (Bureau municipal de la Sécurité publique, 1996). Durant une période allant de 1994 à 2001, 42 000 personnes ont obtenu le *Hukou* bleu de Shanghai, dont 88% par l'achat d'un appartement. En 2002, le système du *Hukou* bleu a été annulé et remplacé par le système du certificat de résidence (*Juzhuzheng*).

¹³¹ Le système de détention et de rapatriement (*Shourong qiansong*) est une procédure administrative établie en 1982 par le gouvernement central. Selon ce système, les policiers peuvent arrêter les non-résidents s'ils n'ont pas le *Hukou* local et les renvoyer à leur lieu d'origine. En 2003, Sun Zhigang, un étudiant de la province du Hubei, est arrêté par les policiers à Guangzhou en raison de l'absence du *Hukou* temporaire. Il est mort après avoir été torturé. Cette information sur internet a causé la colère du public. Ils ont demandé au gouvernement national d'annuler ce règlement. Les juristes chinois ont écrit à l'assemblée législative remettant en cause la constitutionnalité de ce règlement. En conséquence, il a été affirmé que la loi était inconstitutionnelle au motif qu'elle violait l'article 8 de la Constitution de la République populaire de Chine. En juin 2003, le Premier ministre Wen Jiabao a annoncé que le système de détention et de rapatriement était supprimé et sera remplacé par des mesures visant à aider les errants et mendiants sans moyens de soutien dans les villes.

2005)¹³². C'est véritablement à partir de l'année 2000 que beaucoup de décisions politiques ont été prises pour protéger les droits des migrants ruraux et promouvoir la migration de la main-d'œuvre rurale. Ainsi, le 1^{er} octobre 2001, le gouvernement central chinois engagea une réforme expérimentale du système d'enregistrement résidentiel dans plus de 20 000 petites localités¹³³. Les gouvernements locaux commencèrent également à réformer les systèmes individuels du *Hukou* et rendirent la résidence urbaine plus facilement disponible pour les travailleurs ruraux migrants¹³⁴.

Evidemment, ce système du *Hukou* aboutit à un ordre hiérarchisé, catégoriel et attaché à des privilèges socio-économiques. Il permet de fixer la population rurale et empêche la mobilité tant géographique¹³⁵ que sociale¹³⁶ (F. Christiansen, 1990 ; M. Matthews, 1989 ; Cheng Tiejun, 1991 ; Cheng Tiejun & M. Selden, 1994 ; H. Mallee, 1995). Il a joué sans aucun doute, chez les autorités chinoises, un rôle très important dans le contrôle de la mobilité des populations vers les villes. Les réformes dont a fait l'objet le *Hukou* ces dernières années visent à adapter le système à de nouveaux besoins socio-économiques pour en maintenir les fonctions essentielles (Wang Feiling, 2005). Mais si les réformes assouplissent le système de redistribution et le contrôle des migrations, elles laissent intact le système de gestion de la population en infraction avec le régime tout en l'institutionnalisant.

¹³² L'anthropologue D. Solinger, professeure de sciences politiques et sociales, s'était servie d'une analogie semblable : tout comme les lois de l'Afrique du Sud visant à restreindre les déplacements et les entrées sur son territoire, le système de *Hukou* détermine non seulement le lieu de résidence des particuliers mais aussi leur statut social, leur salaire, leur bien-être, leurs rations alimentaires, leur logement et, par conséquent, les perspectives qui s'ouvrent à eux. Au même titre, ce système préserve l'aspect exclusif et restrictif du statut de résidence urbaine et fait qu'un travailleur est toujours considéré comme un résident temporaire même s'il réside à la ville depuis longtemps. Voir précisément les travaux de D. Solinger (1993, 1995a, 1995b, 1999).

¹³³ Voir : « Beijing qingnian bao » (*Beijing Quotidien des jeunes*), 28 septembre, 2001.

¹³⁴ Les changements dans le système *Hukou* sont les suivants : les petites villes et les communes ont accordé la résidence aux travailleurs ruraux employés localement et ayant un travail et un lieu pour vivre ; les villes moyennes et quelques capitales provinciales ne limitent plus le nombre des travailleurs ruraux autorisés à faire une demande pour obtenir le statut de résident permanent ; les grandes métropoles comme Shanghai et Beijing ont adopté une politique souple d'élargissement d'ouverture de la ville mais la hausse des prix de l'immobilier limite toujours le nombre des travailleurs ruraux susceptibles d'obtenir le statut de résident permanent.

¹³⁵ Il existe une exception de mobilité géographique lorsque des millions de citoyens urbains allèrent dans les campagnes suite à l'appel de Mao Zedong pendant la révolution culturelle.

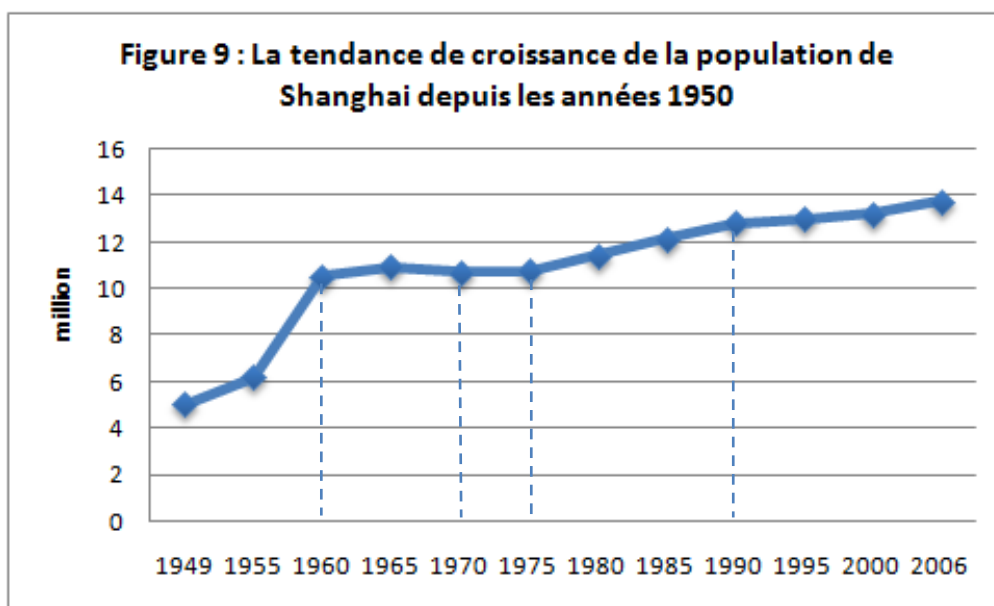
¹³⁶ Pour un paysan, il n'y avait généralement que quatre options par lesquelles il avait la possibilité de changer le *Hukou* agricole en *Hukou* non agricole. Premièrement, par le « *jiuxue* », littéralement par l'étude. Par l'accès aux instituts secondaires spécialisés et au-dessus à l'université, on peut obtenir le statut de « cadre ». C'est une opportunité pour tous les jeunes ruraux de changer leur identité. Mais, en raison du nombre important d'élèves, du système éducatif et de la situation économique des agriculteurs, peu de jeunes ruraux peuvent changer leur identité sociale par cette méthode. Deuxièmement, par le « *nongzhuanfei* », littéralement le changement de *Hukou* rural vers *Hukou* urbain. Ces possibilités existent lors de l'engagement dans l'armée (*canjun*) et lors de l'expropriation des terres agricoles. Si l'Etat exproprie des paysans, il peut donner à une partie de ces derniers des *Hukou* urbains et des emplois dans les villes. Troisièmement, par le « *Tigan* », que l'on peut traduire par l'élévation. En raison des besoins de l'Etat, de la compétence et de l'efficacité des paysans, et selon un programme annuel de recrutement de cadres nationaux, les paysans pouvaient devenir cadres. Quatrièmement, par le mariage. Si un paysan se marie avec une personne qui a le *Hukou* urbain, il est possible pour lui d'obtenir le *Hukou* urbain.

3.2 L'actualité des migrants internes à Shanghai

3.2.1 L'évolution de la population de Shanghai¹³⁷

Depuis 1950, la population a plus que doublé en Chine. C'est notamment le cas de Shanghai, dont la population connaît une tendance en augmentation (voir : Figure 9).

On peut distinguer cinq étapes en analysant l'évolution de la population de Shanghai. Premièrement, de 1949 à 1959, le chiffre de la population de Shanghai a doublé passant de 5,029 millions à 10,284 millions. Deuxièmement, de 1960 à 1968, ce chiffre augmente lentement, d'environ 0,8 million. Troisièmement, de 1969 à 1977, il diminue légèrement. Quatrièmement, de 1978 à 1990, ce chiffre a repris l'augmentation. La population non-agricole de Shanghai passe de 6,45 millions en 1978 à 8,55 millions en 1989 ce qui représente 2 million de nouveaux actifs urbains (Zhuo Jian, 2004). Enfin, de 1991 à nos jours, ce chiffre continue d'augmenter. En 2005, l'agglomération de Shanghai compte 13,6 millions d'habitants.



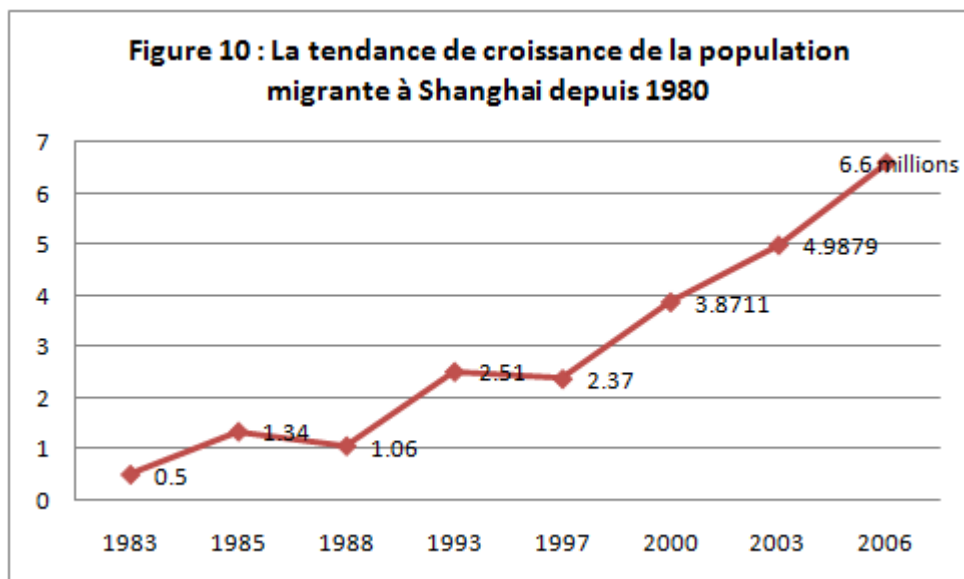
Source: « Annuaire statistique de Shanghai » (*Shanghai tongji nianjian*), Shanghai, Zhongguo tongji chubanshe, l'année 2003, l'année 2007.)

¹³⁷ Ici, la population de Shanghai signifie les résidents avec le *Hukou* de Shanghai. Dans les recensements en Chine, il existe de différents concepts de population : la population de résidence (*huji renkou*), la population qui résident depuis longtemps (*Changzhu renkou*), la population flottante (*liudong renkou*). Selon « Les réglementations de l'enregistrement du *Hukou* de la République Populaire de Chine », la population de résidence signifie les individus qui s'inscrivent au Bureau de la sécurité publique de la région où ils y vivent depuis longtemps.

3.2.2 Une population migrante toujours croissante

Dans un contexte d'affaiblissement de la politique du *Hukou* ouvrant ainsi un espace de circulations géographiques, les mobilités interrégionales, intra régionales ou rurales / urbaines se sont multipliées et la population flottante n'a cessé d'augmenter en se diversifiant en Chine continentale (Huang Ping, 1997 ; D. Solinger, 1999). Les migrants se déplacent d'une province à une autre en fonction d'opportunités floues et des réseaux d'interconnaissance. Il est important de noter les changements dans les flux migratoires à la fin des années 1980.

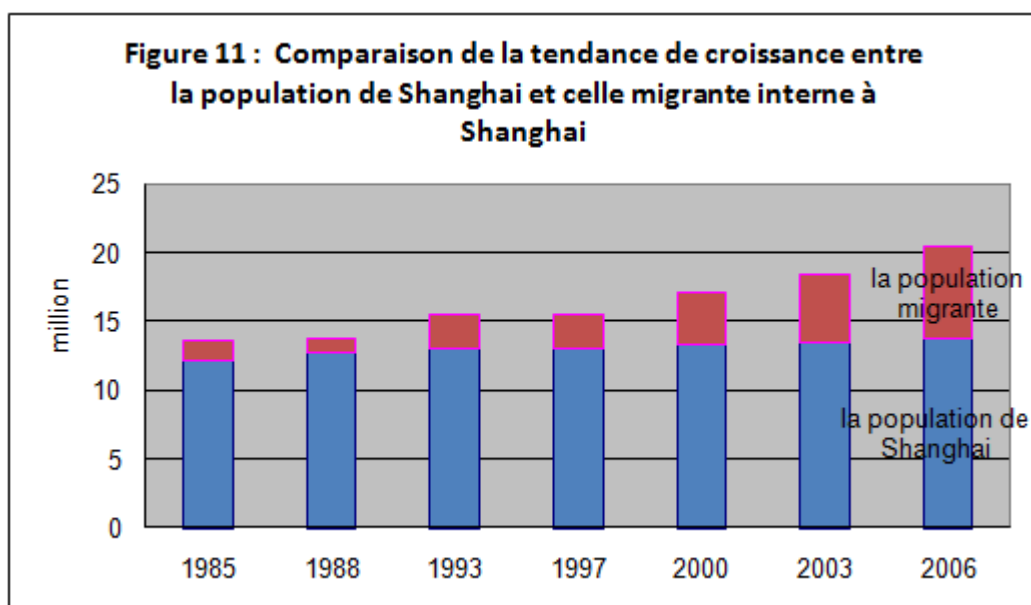
Depuis deux décennies, la migration dans les mégalofoles est en forte augmentation. Les réformes économiques et l'ambitieuse politique pour faire de Shanghai une grande place financière asiatique ont dopé la croissance et transformé la ville en un vaste chantier de construction. Les migrants sont venus combler les besoins en main-d'œuvre. Le nombre de migrants internes s'est élevé sans cesse depuis les années 1980. On peut voir que le chiffre de la population migrante a augmenté de 1,06 millions de 1988 à 4,99 millions de 2003. De la fin des années 1990 à nos jours, il reste largement croissant. Le nombre de ces migrants est estimé à 3,3 millions sur une population de 13,6 millions d'habitants à Shanghai en 1999. En 2003, près de 5 millions de migrants vivaient sur le territoire de Shanghai, soit un million de plus qu'en 2000. Ils représentent près de 27 % de la population résidant à Shanghai et sont très inégalement repartis en fonction des districts. En 2006, le nombre de la population flottante est estimé à 6,6 millions (voir : Figure 10).



Sources : Les sondages de la population flottante de Shanghai en 1988, en 1993, en 1997 et en 2003 et le recensement de la population de Shanghai en 2000. Annuaire statistique de Shanghai (*Shanghai tongji nianjian*), Shanghai, Zhongguo tongji chubanshe, l'année 2007.

N.B. : Bien que ces sondages soient différents chaque année dans la méthode de prélèvement de l'échantillon, la définition de la population flottante reste unifiée. Elle englobe les personnes qui n'ont pas de *Hukou* urbain mais qui vivent dans les villes plus d'un jour. Elle n'inclut pas ceux qui vivent sur un bateau et la population en transit aérien, en chemin de fer ou par la route. Ces sondages nous donnent les données fondamentales sur l'évolution de la population flottante à travers une série chronologique.

Si on fait une comparaison de la tendance de croissance entre la population de Shanghai et celle des migrants, on trouve que, même si les deux populations ont une tendance à la croissance, celle de la population migrante est plus forte que celle de population autochtone (voir : Figure 11).



Sources : Les sondages de la population flottante de Shanghai en 1988, en 1993, en 1997 et en 2003 et le recensement de la population de Shanghai en 2000. Annuaire statistique de Shanghai (Shanghai tongji nianjian), Shanghai, Zhongguo tongji chubanshe, l'année 2004 et l'année 2007.

3.2.3 La localisation des migrants à Shanghai

3.2.3.1 La répartition géographique : une concentration spatiale

La reprise des flux d'immigration dès le début des années 1980 se traduit par une progression continue du nombre de migrants sur le territoire chinois et le renouvellement des origines géographiques. Submergée par les arrivées toujours plus nombreuses de migrants internes, parfois rejoints par leurs familles, la localisation dans la ville devient une question en débat.

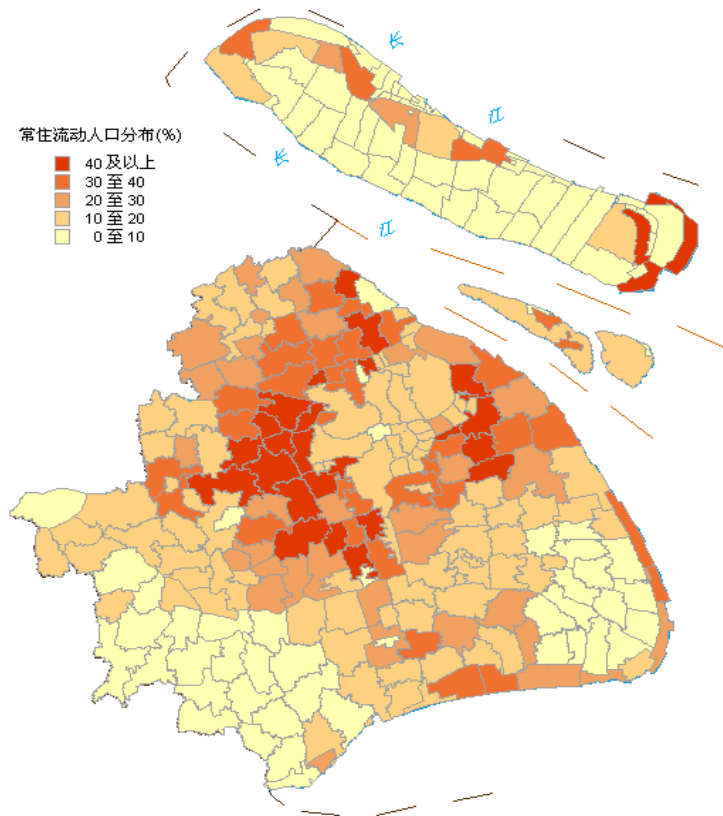
Exceptée une partie des migrants qui habite dans des dortoirs de chantiers ou d'usines, la plupart louent des logements aux habitants locaux dans les quartiers défavorisés au centre-ville ou périurbains. On assiste, à une forme d'insertion résidentielle des migrants. Le

côtoient entre autochtones et migrants est devenu une réalité de tous les jours dans certains quartiers à Shanghai. Dans de nombreux quartiers périurbains, on compte plus de 50% de migrants. Et dans certains quartiers, la proportion de migrants est souvent plus élevée que celle d'autochtones, atteignant 80%. Ces phénomènes peuvent surtout être observés dans des quartiers défavorisés dans la zone urbaine et périurbaine. Plusieurs quartiers défavorisés ont accueilli des migrants, mais à cause de la rénovation urbaine, les pouvoirs publics ont décidé d'éliminer ces quartiers défavorisés. Les migrants internes occupent donc des logements précaires. Ici, on peut constater quelques caractéristiques de la répartition géographique de la population migrante interne à Shanghai.

Premièrement, la répartition des migrants est relativement concentrée dans la région entre la ceinture autoroutière intérieure et celle extérieure. Généralement, la population migrante est présente dans tous les districts de Shanghai, mais si l'on regarde plus finement, elle a tendance à se regrouper dans certains districts (*Dafensan, xiaojizhong*). On constate une sur-représentation des migrants dans les quartiers périurbains. **Deuxièmement**, les migrants s'installent dans les espaces en dehors du centre-ville. Un certain nombre important de migrants choisissent directement, dès leur arrivée, de s'installer en périphérie (Gao Xiangdong, 2003). De nombreux migrants échouent à la périphérie des villes, dans les banlieues qui sont officiellement des terres agricoles, mais d'où ils peuvent facilement se rendre en ville à bicyclette. **Enfin**, même si, la densité des migrants est la plus haute dans le centre-ville et diminue quand on va vers l'extérieur (Gao Xiangdong, 2003), la population migrante se trouve répartie principalement dans les régions périurbaines.

L'analyse de la géographie sociale de la migration interne suggère qu'il est peu probable que nous retrouvions des migrants dans les banlieues éloignées. Les migrants choisissent plutôt les quartiers relativement proches du centre. Si l'on divise le territoire de Shanghai en trois grandes parties : la zone urbaine, les nouvelles villes (*Xinjian chengqu* : Pudong, Minhang, Baoshan et Jiading) et les banlieues (Jinshan, Songjiang, Qingpu, Nanhui, Fengxian et Chongming), on peut visualiser la répartition spatiale des migrants internes (voir : Figure 12). En 2000, parmi tous les districts à forte présence migrante, les quatre nouvelles villes périurbaines rassemblent 48,4% du total de migrants résidant à Shanghai. La zone urbaine est la deuxième région et compte pour 35,6%. Les migrants répartis dans les zones rurales représentent seulement 16% (Ding Jinghong, 2002).

Figure 12 : Répartition de la population migrante à Shanghai en 2000



Source : Ding Jinghong (2002), « Recherche sur les caractéristiques de la population flottante et les politiques de Hukou » (*Shanghai changzhu liudong renkou tezhen jiqi hukou zhengce yanjiu*), Shanghai : Forum sur la population et le développement (*renkou yu fazhan*).

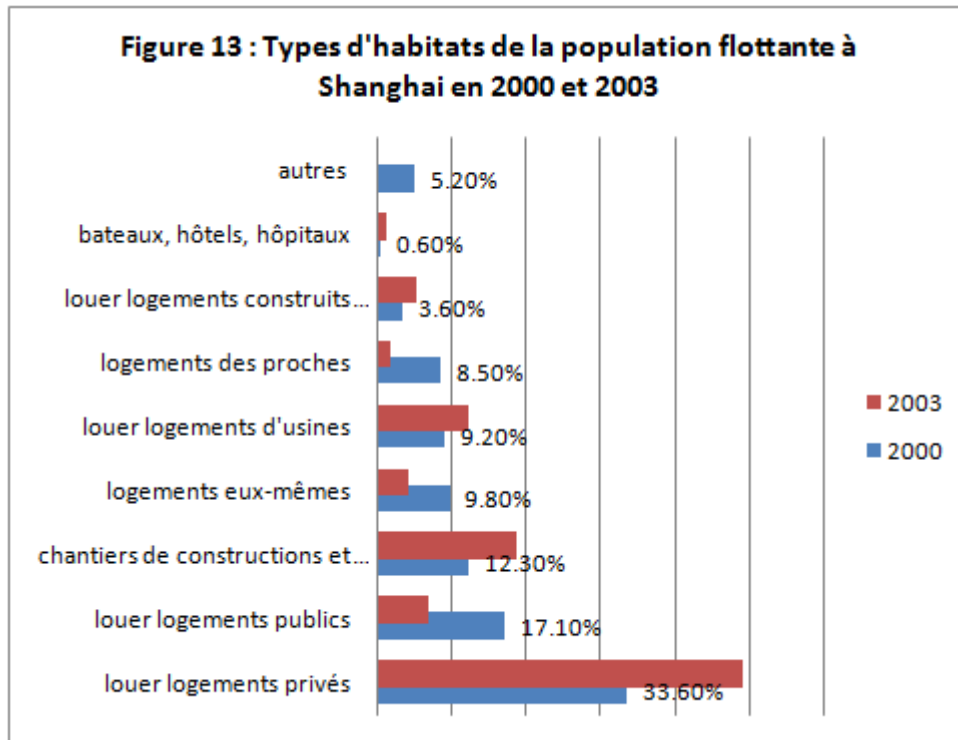
La répartition géographique des migrants internes dans le territoire de Shanghai décrit des contextes de résidences et une tendance à la « sur-concentration » spatiale (G. Desplanques & N. Tabard, 1991) dans certains secteurs. La diffusion des vagues d'immigration les plus récentes dans les quartiers locaux s'est traduite par un regroupement dans d'autres espaces, plutôt périphériques et défavorisés. Les zones pavillonnaires absorbent autour du tiers des migrants, ce qui confirme leur implantation dans ce secteur. Le mouvement de rénovation dans la zone urbaine résulte, pour les migrants, d'une redistribution de la localisation des quartiers centraux anciens vers les zones pavillonnaires périurbaines. Situés dans les quartiers centraux anciens ou dans les quartiers pavillonnaires périurbains, ces quartiers traversent actuellement une période de transition : de nouveaux occupants succèdent aux anciens résidents. L'hétérogénéité entre les différents groupes se traduit par une croissance de la différenciation interne.

3.2.3.2 Contexte de résidence et types d'habitats

De nombreuses monographies de quartiers ont décrit le cadre de vie des migrants internes en Chine, mais aucune étude plus systématique n'a établi de panorama global des milieux de vie. Le recensement auprès de la population migrante de Shanghai offre cette possibilité, grâce à la localisation des personnes enquêtées et à l'extraction de caractéristiques de résidence dans le recensement statistique. Les variables décrivant l'habitat, ainsi que différents groupes sociaux ont été sélectionnées et ont servi à l'élaboration de caractéristiques. Les travailleurs migrants qui arrivent dans la ville font souvent face à une pénurie de logements, en raison des politiques gouvernementales qui proscrivent la location d'appartements publics aux personnes qui n'ont pas le *Hukou* de Shanghai, ainsi que l'occupation de terrains, la construction ou l'achat de maisons. Les logements des quartiers défavorisés et ceux construits sans autorisation à la périphérie des grandes villes constituent l'habitat le plus visible de la population migrante¹³⁸.

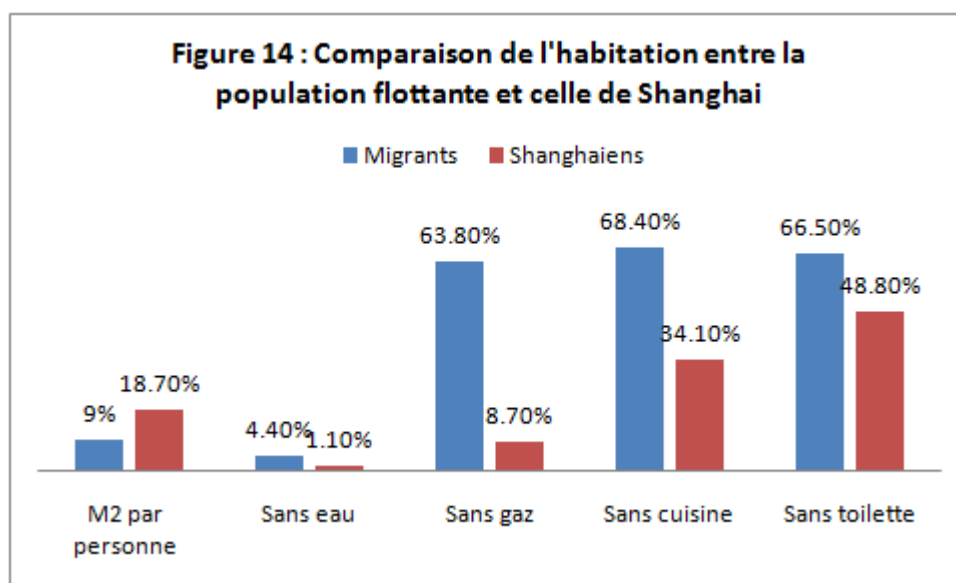
Louer un logement est la modalité principale d'entrée dans la ville. Autrement dit, les migrants sont en majorité locataires. Selon le recensement de la population flottante de Shanghai en 2000, 33,6% de la population migrante demeurant longtemps à Shanghai (5 ans et plus) louent des logements privés (*Sifang*), suivie de la location de logements publics (*Gongfang*), comptant pour 17,1%, 9,2% logent dans les logements d'usines et 3,6% dans les logements construits par les habitants locaux illégalement (*Weizhang dajian*). En fait, au total, 63,5% de la population migrante interne à Shanghai est locataire. Pour le reste, 12,3% se logent dans les chantiers de constructions ou les dortoirs d'usines. Ceux qui vivent à l'hôpital, à l'hôtel et en bateau représentent respectivement 0,1%, 0,2% et 0,3%. En 2003, on estime que 73,5% de la population flottante louent des logements aux habitants locaux, dont 48,9% logent dans les logements privés. Près de 18,7% logent dans les dortoirs d'usine ou restent dans des baraquements temporaires sur les chantiers de construction (voir : Figure 13).

¹³⁸ Les provinces de Guangdong, de Jiangsu et de Fujian ont été les premières à construire des logements pour la population migrante. La ville de Shanghai arrive en quatrième position. En 2003, le gouvernement local du district de Jiading de Shanghai a dépensé 300 millions de yuans pour la construction d'un quartier moderne pour les travailleurs migrants nommé « appartements pour des ouvriers-paysans » (*Mingong gongyu*).



Sources : Les recensements de la population flottante de Shanghai en 2000 ; le sondage de la population flottante de Shanghai en 2003.

Les migrants, souvent logés dans la partie la plus vétuste des habitations, ont des conditions de vie mauvaises (Wu Weiping & Wang Hansheng, 2002 ; Kang Wenqin & Ding Jinhong, 2005 ; Men Zhaomin, 2008). Selon Wu et Wang, les conditions de vie des migrants sont inférieures à celles de la population locale à Shanghai : le manque d'eau représente 4.4% et plus de 60% d'habitations de la population flottante sont sans cuisine ni toilette (voir : Figure 14). De même, l'enquête effectuée en 2005 dans le district de Minhang de Shanghai par une équipe de recherche dirigée par Ding Jinhong montre aussi que la plupart de logements des migrants n'ont pas de W.C. intérieur et la superficie du logement est de moins de 10 m² (Ding Jinhong, 2005).



Source: Wu Weiping et Wang Hansheng (2002).

Note : Cette enquête a été effectuée par l'équipe de Wu Weiping et Wang Hansheng durant une période allant de décembre 1998 à mars 1999, comprend 2064 questionnaires distribués aux 22 comités de résidents et 11 entreprises dans 17 différents districts à Shanghai.

3.2.4 Deux types des migrants

La typologie a été définie en référence à une combinaison de facteurs. La population migrante est loin d'être homogène. Pour des raisons très diverses, nous en proposons deux principaux types.

3.2.4.1 Type 1 : les familles migrantes rurales

Les premières vagues migratoires étaient composées principalement par des individus jeunes. Leur motif pour venir dans la ville était simplement de gagner de l'argent. Mais, aujourd'hui la nouvelle migration comprend une forte proportion des familles migrantes¹³⁹, qui a tendance à s'installer en permanence.

Cette typologie n'est pas nouvelle. Elle correspond assez fidèlement à l'hypothèse de la dispersion de l'École de Chicago. Thomas et Znaniecki (1918) l'ont abordé quand ils ont considéré les paysans polonais en Europe et aux États-Unis, notamment sous l'angle de la socialisation de la famille polonaise et la relation entre organisation de vie individuelle et sociale. Les travaux abondent depuis lors sur la famille migrante dans les milieux urbains (O. Lewis, 1969 ; C. Mesmin & L. Hounkpatin, 2006). Cette typologie regroupe les migrants avec

¹³⁹ En 2003, on constate qu'à Shanghai, la proportion de familles migrantes atteint 61,8%. Voir : « L'annuaire statistique de Shanghai, l'année 2004 » (*Shanghai tongji nianjian*), Zhongguo tongji chubanshe, 2004.

leurs enfants à la recherche d'un lieu convenable pour élever leur jeune famille (J. Charbonneau & A. Germain, 2002).

C'est ici le critère du moment particulier du cycle de vie qui paraît le plus influent. La ville attire ces familles issues de l'immigration pour les mêmes raisons que toutes les jeunes familles l'ont choisie. Leur comportement serait assez conforme au modèle proposé par l'École de Chicago et la proximité de leurs compatriotes n'apparaît pas, *a priori*, comme un critère décisif dans leur choix résidentiel.

3.2.4.2 Type 2 : les jeunes femmes rurales : une tendance à la féminisation

Le deuxième type d'immigration interne est caractérisé par une tendance à la féminisation (Tan Shen, 1997 ; Feng Xiaoshuang, 2000 ; Jie Hua, 2006). Le nombre de femmes migrantes (*Dagongmei*)¹⁴⁰ est en augmentation. Elles ont entre 15 et 25 ans. Passées cet âge, elles reviennent au village pour se marier. Les hommes, en revanche, peuvent rester plus longtemps en ville. Les migrantes sont en général moins éduquées que leurs homologues masculins mais elles sont, en général, plus éduquées que la moyenne des femmes rurales. Ce ne sont pas les plus pauvres et les moins éduquées qui migrent pour travailler dans les usines.

Les motivations pour migrer sont diverses (J. Nivard, 2003). Il y a l'attrait des salaires urbains : elles souhaitent se faire un pécule pour aider leur famille. C'est souvent pour aider un frère à faire des études ou à se marier, pour payer l'hospitalisation d'un proche ou pour se constituer une dot pour leur propre mariage. Il y a l'espoir d'une vie meilleure pour elles et leur descendance. Elles partent aussi pour échapper à la condition féminine dans les campagnes, aux travaux agricoles ou au contrôle familial, pour échapper à des mariages arrangés ou dans l'espoir de trouver un mari en ville.

Quant aux emplois occupés dans les villes, elles travaillent surtout dans le domaine des services : service domestique comme bonne d'enfants, service dans les bars et les restaurants. Elles peuvent avoir recours à la prostitution. Elles travaillent aussi dans l'industrie textile et dans l'industrie des biens de consommation. Les mauvaises conditions de travail, les bas salaires et l'insécurité sont les trois données de base de ces emplois offerts à beaucoup de migrantes. Les conditions de travail sont très pénibles dans l'industrie textile : les odeurs, la chaleur, de longues heures de travail. Il n'y a pas de salaire minimum pour les migrants en Chine, mais des salaires qui varient d'une région à l'autre et qui ont pour point commun leur

¹⁴⁰ *Dagongmei*, littéralement sœurs de travailleurs, on peut traduire par « jeunes migrantes ». Elles sont particulièrement nombreuses dans le delta de la Rivière des Perles et dans les grandes villes chinoises. Par exemple, dans la province de Guangdong : sur les 10 millions d'ouvriers, 60 % sont des femmes. Depuis une dizaine d'années, il paraît beaucoup de recherches sur le groupe de *Dagongmei*. On pourra se reporter les travaux de Pun Ngai (1999, 2005), Tan Shen (1998 ; 2000 ; 2003b) et Pun Ngai & Li Wanwei (2006).

faible montant¹⁴¹. Par ailleurs, les migrantes ont une situation souvent plus précaire que les hommes. Les entreprises ne respectent pas les législations en vigueur pour la protection des femmes et les jeunes migrantes n'ont souvent pas conscience de leurs droits.

3.3 La migration et l'espace urbain

3.3.1 Quelle place pour les migrants dans l'espace de Shanghai ?

Les quartiers et banlieues de la ville de Shanghai accueillent des populations migrantes dont la présence marque les espaces, la vie sociale et la politique locale. Aux côtés de pratiques traditionnelles émergent de nouvelles formes d'habiter, de travailler, de consommer et de gouverner la ville ; tandis que les pratiques spatiales se compliquent, se développent de profondes inégalités et disparités dans les comportements de mobilité des citoyens. Dans un contexte d'intensification des flux migratoires internes, de diversification des trajectoires et des populations migrantes, la question des modalités de l'insertion urbaine des migrants et de leur rôle dans la production urbaine se pose en des termes renouvelés.

L'espace migratoire correspond à la création d'un espace visible et spontané à travers un réseau migratoire. Il constitue une réalité fluctuante qui repose sur un espace aux fondements historiques et un espace engagé dans un double processus d'exclusion et de concurrence. Ces mutations remettent en cause la pertinence de la symétrie entre l'ancien espace urbain et l'espace migratoire. C'est sans doute l'écologie urbaine qui définit ces territoires comme des aires naturelles. Comme l'écrit I. Joseph (1984), « Pour les migrants, une aire naturelle c'est avant même toute ségrégation spatiale, un fait, c'est-à-dire un moment du processus migratoire, et le processus même d'urbanisation du migrant ».

Ces dernières décennies, certains travaux ont contribué à la compréhension de ce problème. Y. Lequin (1988) relève la tendance au regroupement des migrants dans les mêmes espaces, organisé par les employeurs qui favorisent les rapprochements familiaux et communautaires. Selon ces auteurs, ces rapprochements débouchent sur une « cristallisation des hommes, des pratiques et des cultures, inscrite dans les pierres de la ville », annonçant les premières « enclaves » étrangères. L'étude de Desplanques et Tabard (1991) sur la localisation de la population étrangère met aussi en évidence un phénomène de sur-

¹⁴¹ Selon une enquête effectuée par Tan Shen en 1994 et en 2002 dans la province de Guangdong, les salaires des travailleurs migrants ont faiblement augmenté entre 1994 et 2002. En juin 1994, 50% des travailleurs migrants percevaient un salaire de moins de 500 yuans (environ 50 euros). En 2002, cette proportion a diminué de moins de 25%. En décembre 2002, le salaire moyen des travailleurs migrants était de plus de 800 yuans (environ 80 euros). Le salaire moyen des travailleurs migrants au niveau national est plus bas que celui de la province de Guangdong. En 2000, le salaire moyen au niveau national était environ 600 yuans (environ 60 euros). Par ailleurs, les salaires sont influencés par différents facteurs, tels que le niveau de l'éducation, le sexe, le métier etc. Généralement, les salaires moyens des migrantes est plus bas que ceux des migrants.

concentration des immigrés dans certains secteurs des grandes agglomérations, surtout en Ile-de-France, cette concentration plus forte se retrouvant pour toutes les nationalités¹⁴². En 1996, M. Guillon reprend aussi le sujet sur la localisation des immigrés dans l'espace parisien.

Les migrants à l'intérieur de Chine configurent-ils aussi les espaces migratoires dans les villes? Cette interrogation est dans l'air du temps pour nombre de grandes villes chinoises. Les migrations fonctionnent par vagues. Mais la succession des populations qu'elles laissent apparaître dans telle ou telle zone urbaine, dans les zones de transition proches des centres ou dans les quartiers périphériques, est loin d'être uniformément distribuée. En ville, le migrant en choisissant le lieu de son ancrage, son lieu de vie, ses lieux d'investissements économiques devient un agent de mise en contact entre des espaces ruraux et/ou urbains. De nombreux chercheurs rapportent l'existence de « quartiers de migrants », comme « le village de Zhejiang » à Pékin (Wang Chunguang, 1995 ; Wang Hansheng, 1997 ; Xiang Biao, 1998 ; 2000).

En tant que grande ville, Shanghai a connu lors de son peuplement de nombreuses vagues d'immigration. Depuis la fin des années 1980 il y eu, des mouvements migratoires de grande envergure. L'accès à la ville par les migrants internes est considéré comme la marque distinctive de la société urbaine, ce qui entraîne un redéploiement spatial. Cependant, contrairement à la situation de Pékin, à Shanghai, il n'y pas des quartiers seulement formés par des migrants. Dans le cas de Shanghai, à l'exception d'une partie des migrants qui habitent dans les dortoirs de chantiers ou d'usines, la plupart d'entre eux se répandent dans les quartiers populaires où traditionnellement vivent des salariés d'industries à main-d'œuvre peu qualifiée, tels que les quartiers défavorisés dans la zone urbaine et périurbaine où, pour eux, accéder au logement est plus facile.

3.3.2 Le cas de Yuanhenong : un espace d'accueil de la migration

Le quartier de Yuanhenong rassemble de nombreux migrants depuis l'exode rural des années 1990 jusqu'à nos jours. Les caractéristiques des derniers groupes installés, leur confèrent une place originale dans l'espace et la société de Shanghai. Quelques jours dans ce quartier sont suffisants pour se rendre compte que le quartier de Yuanhenong est devenu un quartier en cohabitation entre les autochtones et les nouveaux arrivants. Une allée étroite permet d'y rencontrer des personnes de différentes régions, parlant avec des dialectes

¹⁴² « Les Algériens et les Marocains se concentrent davantage dans les quartiers populaires où traditionnellement vivent des salariés d'industries à main-d'œuvre peu qualifiée. Les Italiens et les Espagnols sont plus proches des activités de services aux entreprises et aux particuliers. Les Portugais, dont la localisation est très liée à l'activité du bâtiment, sont davantage dispersés. Mais, d'une façon générale, les populations étrangères restent éloignées des pôles de technologies nouvelles » (G. Desplanques & N. Tabard, 1991)

d'origine. Il s'agit là du fait le plus original des rapports entre l'espace du quartier et les communautés régionales qui y vivent.

La cause est à chercher dans la genèse de l'espace social de Shanghai et ses caractéristiques. La ville est, en effet, étonnamment cohérente et son tissu urbain ne semble pas avoir subi de rénovation urbaine. C'est un ensemble relativement homogène dans lequel les processus de ségrégation spatiale sont peu avancés. Mais dans la dernière décennie, la ville a pourtant connu la création de zones résidentielles plutôt aisées sous la forme de deux traînées partant de la zone urbaine, d'une part les beaux quartiers, d'autre part les quartiers des classes populaires. Dans cette hiérarchie spatiale accusée, les migrants sont venus, comme cela a souvent été le cas de Yuanhenong, combler les vides laissés par les mouvements internes de la population Shanghaïenne. La ville accueille de nombreux migrants, mais en mal d'intégration.

Dans le territoire du quartier de Yuanhenong, la rue Baiyu est un lieu où l'on trouve de nombreux petits restaurants et des magasins d'alimentation régionale. Cependant, le phénomène demeure circonscrit à un petit quartier et il est frappant de constater que les communautés les plus fortes en nombre sont celles qui demeurent les plus muettes en ce qui concerne l'expression spatiale. Les interviews d'habitants locaux montrent qu'ils considèrent les trop gros regroupements comme une sorte de danger.

Autre facteur de dispersion, l'ensemble du tissu social de Shanghai veut tirer profit de cette présence de main-d'œuvre bon marché et on peut retrouver des travailleurs migrants dans certains secteurs comme la construction. La ségrégation spatiale dans le domaine des lieux de résidence existe pourtant à Shanghai mais il semble qu'elle s'exprime plus dans la verticalité sociale que dans l'horizontalité géographique.

Cette aire résidentielle modifie constamment la structure socioculturelle de ce quartier. En particulier, la succession des populations migrantes ne peut se faire que des zones de deuxième implantation, des zones où l'identité culturelle s'est affranchie de ses liens avec le local, autrement dit qu'elles reprennent les caractéristiques d'une zone de première implantation. Le sentiment d'invasion traverse alors la communauté elle-même et, bien entendu, il ébranle plus particulièrement les franges « établies » de celle-ci. Il est possible que ce sentiment provoque des déplacements résidentiels à l'intérieur du quartier.

Avec l'accélération des réformes en matière de libéralisation du système de répartition des revenus, du système foncier urbain et du système de logement, la structure de l'espace social des mégapoles de la Chine contemporaine connaît une amorce de reconstruction et de différenciation. C'est ainsi qu'apparaissent des quartiers défavorisés, des quartiers dans

lesquels se concentrent beaucoup de migrants. Nous prenons comme exemple le cas de Shanghai pour étudier les caractéristiques de l'évolution de la structure de l'espace social et analyser les problèmes de gouvernance issus de cette évolution, à savoir la ségrégation sociale, la marginalisation des espaces d'accueil de la population migrante.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous sommes partis de l'histoire du système de *Hukou* et son évolution ces cinquante dernières années pour saisir la migration au sein de la population chinoise depuis 1949. Ce survol historique permet de bien comprendre les nuances de l'évolution du système du *Hukou*, les changements au niveau du gouvernement central et les différentes stratégies des gouvernements locaux. Nous pouvons mieux comprendre comment les acteurs sociaux - les autorités chinoises - utilisent ce système comme un outil administratif pour contrôler la migration interne à l'intérieur de la Chine. Cette histoire est analysée, au-delà du contenu du *Hukou* ou de son évolution, comme un moment de réflexivité et d'expression des rapports de force.

A la fin de l'année 1950, avec l'utilisation du système du *Hukou*, le nouveau pouvoir politique divise la population chinoise en deux catégories : la population agricole (*Nongye renkou*) et la population non-agricole (*Feinongye renkou*). Instrument privilégié du Parti communiste chinois, le *Hukou* devint la base sur laquelle les ressources étaient ponctionnées et allouées, la pierre de touche de la division entre société rurale et société urbaine (Wang Feiling, 2005). Nous prenons comme points d'appui le système du *Hukou* en le regardant comme la stratégie des autorités chinoises. Avec le relâchement relatif des politiques migratoires depuis les années 1980, une nouvelle vague interne apparaît dans les grandes villes, notamment à Shanghai où les migrants internes contribuent à la croissance de la population, la concentration spatiale et à la reconfiguration de l'espace urbain.

S'agissant du rapport entre la migration et l'espace urbain, la question posée en sciences sociales est souvent celle du lien entre une localisation des migrants dans les villes et la reproduction de l'espace urbain, voire la ségrégation spatiale. Ce n'est pas une nouvelle question en occident. R. E. Park et E. Burgess (1925) l'ont abordé quand ils ont considéré la ville comme un « laboratoire de recherche sur le comportement collectif ». Ils ont indiqué que les espaces se différencient selon l'intensité des luttes entre les groupes qui y habitent et en fonction de la vigueur de la socialisation des individus déracinés qui s'y établissent. La sociologie française s'est intéressée à cette question à partir de la grande vague migratoire des années soixante et de ses conséquences sociales et politiques. De nombreux travaux insistent

sur le rapport entre l'inscription urbaine des migrants et l'espace urbain (Y. Lequin, 1988 ; E. Hersak & M. Mesic, 1990 ; M. Guillon, 1996 ; P. P. Zilio, 1996). Cependant, en Chine, avec une vague massive de migrants internes vers les villes, cette question est devenue de plus en plus évidente, surtout dans les grandes villes, comme Shanghai.

De ce point de vue, le cas de Shanghai peut être regardé comme un laboratoire social de la Chine d'aujourd'hui, comme Chicago l'a permis à la fin du XIX^e siècle. Le mode de comportement « migration-installation » est l'un des modes le plus important dans le processus de la construction culturelle et la reconfiguration de l'espace urbain. Cet espace urbain occupé par les migrants internes désigne, physiquement, un espace de vie formé par les différents réseaux migratoires, comme le quartier de Yuanhenong que nous allons présenter dans le chapitre suivant. Il illustre aussi un espace d'identité sous la fonction duelle entre la concurrence et l'exclusion. Autrement dit, cet espace d'accueil des migrants n'est pas seulement un ou des quartiers, il est aussi un symbole d'espace et d'identité sociale d'un groupe typique. L'arrivée massive des migrants internes redéfinit les espaces urbains en termes de fonctionnalité et d'opportunités. Il en résulte que la configuration de l'espace migratoire conduit à la ségrégation spatiale.

Chapitre 4 - Construction sociale d'un quartier : Yuanhenong

Introduction

Nous avons montré, dans le chapitre précédent, les nuances de l'évolution du système du *Hukou* au sein du processus de migration rural / urbain et le rapport entre la migration et l'espace urbain. Nous souhaitons, dans le présent chapitre, analyser en profondeur un quartier précis d'immigration à Shanghai, le Yuanhenong.

Le quartier de Yuanhenong est un quartier populaire et immigré dans la zone urbaine de Shanghai. Ce morceau de ville est de peu de poids à l'échelle de l'agglomération, en habitants et en superficie, et fait l'objet de procédures lourdes et disputées de renouvellement urbain depuis de dix années. Mais ce quartier défavorisé, pour la population, notamment les migrants internes qui y s'installent ou la fréquentent, est un lieu-relais de la ville, un carrefour de réseaux de sociabilité et d'affaires, un espace de ressources et d'approvisionnement.

Le cas d'étude, le quartier de Yuanhenong, doit être construit en tant qu'objet scientifique. A priori, le quartier, la vie de ses habitants, peuvent apparaître comme un objet immédiatement donné à l'observation. Il y aurait une sorte d'évidence dans ses frontières et dans sa définition. Or, dès que l'on considère de plus près la chose, les doutes surgissent. Qualifier le quartier ne nous indique rien sur ses spécificités, sur le type de population qu'il abrite.

Dans ce chapitre, nous proposons une analyse sur la construction sociale de quartier de Yuanhenong : la localisation et le territoire, l'histoire et l'image sociale. Les principales dimensions suivies se réfèrent aux caractéristiques géographiques, historiques et sociales utilisées par les acteurs sociaux. Nous avons vu comment la présence migrante s'insérait plus ou moins dans cette image en fonction de positionnements stratégiques. Le quartier de Yuanhenong que nous avons étudié possède une identité forte et une image prégnante qui font de l'expression « village dans la ville » et des qualificatifs qui lui sont associés, de véritables stéréotypes.

4.1 La localisation et le territoire

Le principal attrait urbanistique du quartier réside dans sa centralité et dans sa situation géographique. Malgré cela, ses spécificités en font un quartier à part dans la zone urbaine de Shanghai.

4.1.1 Un quartier central

Le quartier de Yuanhenong est situé dans la zone urbaine de Shanghai, au sud de l'arrondissement de Putuo et représente un des enjeux importants dans l'opération de réhabilitation du centre-ville menée par la municipalité. Il est bordé au sud par la rivière Suzhou, au sud-ouest par le campus d'une université de droit et au sud-est par deux nouveaux quartiers résidentiels peuplés de classes moyennes, remplaçant l'ancienne usine textile (la 25^e usine textile de Shanghai), tous les trois situés à sa limite géographique (voir : Photo 3). Le quartier de Yuanhenong constitue en cela l'un des premiers que rencontraient jadis l'œil du visiteur tout juste débarqué de la rivière Suzhou.

Pour bien se représenter le quartier, il convient de distinguer sa partie du Sud (le vieux Yuanhenong) et celle du Nord (deux ensembles). Pour l'œil officiel, les deux ensembles sont aussi Yuanhenong. Alors que pour les habitants de Yuanhenong, une distinction est faite entre cette zone aménagée dans les années 80 qui, aux yeux de la majorité d'entre eux, ne représente plus Yuanhenong, et l'espace compact, parcouru d'allées étroites, qu'est le vieux Yuanhenong, et qui est synonyme du « vrai » Yuanhenong, celui qui a été épargné.

L'arrondissement de Putuo à Shanghai s'est beaucoup modifié en une dizaine d'années. De nombreuses opérations urbaines ou immobilières ont été réalisées ou sont en cours à la périphérie du quartier de Yuanhenong. Les quartiers anciens, plus à l'est, ont été rénovés. Logements et équipements, d'importantes tours d'habitations occupent l'espace des îlots anciens, à l'est du quartier de Yuanhenong. Au cœur de cette restructuration urbaine, le quartier de Yuanhenong, pour sa part, n'a guère subi de fortes transformations, mais seulement quelques opérations ponctuelles de constructions d'immeubles d'habitation ou de réhabilitation de constructions anciennes d'origine publique ou privée.

Figure 15 : Localisation du Yuanhenong sur le territoire de Shanghai



Légende :

★ signifie le siège du quartier de Yuanhenong

N.B. : L'arrondissement de Putuo est situé à l'ouest de la zone urbaine de Shanghai, au nord de la rivière Suzhou. En 1947, le nom fut changé de 13^e arrondissement à l'arrondissement de Putuo. Depuis la fondation de la République populaire de Chine en 1949, le territoire de Putuo a été élargi plusieurs fois sur la base de plusieurs nouvelles divisions administratives. En 2003, la superficie de Putuo est de 54,93 kilomètres carrés. L'arrondissement de Putuo comprend six administrations de rue (*Jiedao banshichu*) (L'administration de la rue de Changshou, de Caoyang xincun, de Changfeng xincun, de la rue de Yichuan, de la rue de Ganquan et de la rue de Shiquan) et trois bourgs (zhen) (zhenru, changzhen, taopu). Le quartier de Yuanhenong se trouve dans le territoire de l'administration de la rue de Changfeng xincun. Le territoire rouge signifie la location du quartier de Yuanhenong.

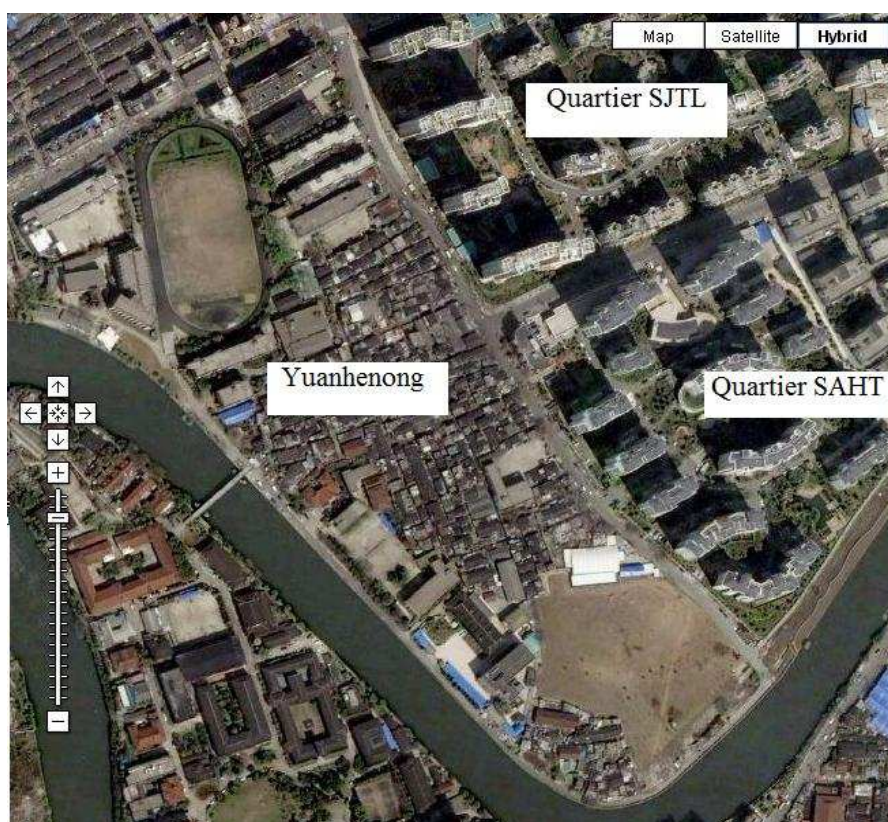
Figure 16 : Localisation du Yuanhenong sur le territoire de l'administration de la rue Changfeng xincun



Source : le site du gouvernement de l'arrondissement de Putuo (<http://www.ptq.sh.gov.cn/>)

Note : Changfeng xincun est l'une des administrations des rues de l'arrondissement de Putuo. Il est situé justement au nord de la rivière Suzhou. En 2000, la superficie de l'administration de Changfeng xincun est de 5,94 kilomètres carrés. Il comprend 25 comités de résidents. Le territoire rouge signifie la location du quartier de Yuanhenong

Photo 3 : Le quartier de Yuanhenong



Source : Google Earth

S'il est situé au cœur de Shanghai et au centre de nombreux enjeux, Yuanhenong n'en demeure pas moins relativement petit ; par sa taille, 22,34 hectares et le nombre de ses habitants, environ 5 000. Précisément, les recensements du comité de résidents de Yuanhenong indiquent les chiffres de 4 689 habitants locaux et plus de 1 000 nouveaux arrivants en 2003 et 5 162 habitants locaux et plus de 3 000 nouveaux arrivants en 2006¹⁴³.

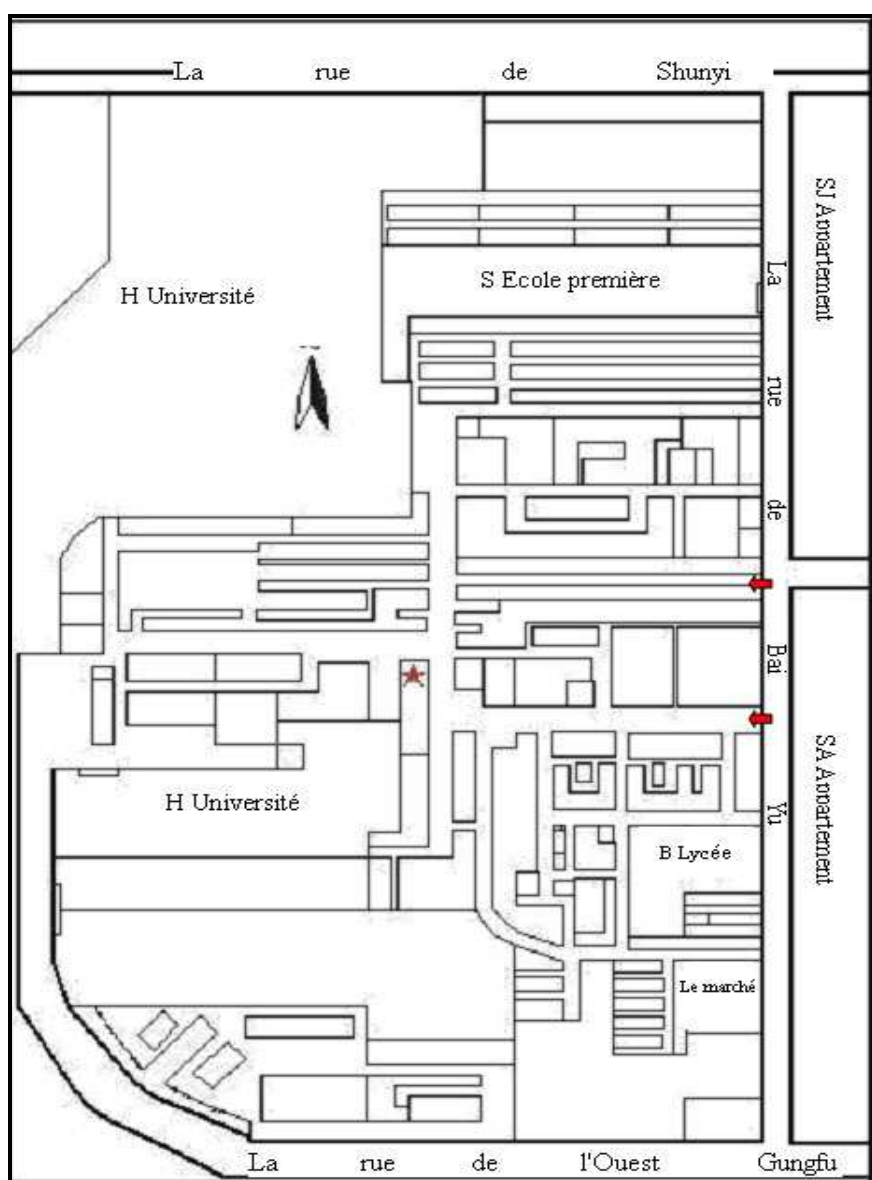
4.1.2 Un quartier « enclavé »

Malgré sa centralité géographique, le vieux Yuanhenong est perçu depuis longtemps comme un espace enclavé. Son organisation compacte, son maillage d'allées étroites, sa délimitation par trois grandes rues et une université de droit (la rue Baiyu à l'est, la rue Ouest Guangfu au sud, la rue Shunyi au nord et l'université de droit à l'Ouest), en font un quadrilatère homogène facilement repérable sur une carte et relativement « sensible » pour le piéton (voir : Figure 17). Mais ce qui fait l'enclavement (plus perçu que réel) de Yuanhenong est sa spécificité la plus grande : la part importante de sa population migrante et ses nombreux commerces, différenciés de ceux du reste du centre-ville. A l'exception des écoles publiques (primaire, lycée) de la rue Baiyu et une université de droit dans ce territoire, le quartier de Yuanhenong ne dispose d'aucun équipement public ou social collectif : pas de crèche, aucun équipement sportif ou culturel etc.

Ce tissu est troué par quelques opérations immobilières. Une grande partie de la rue Baiyu a été reconstruite, tandis que deux quartiers luxueux se sont implantés : SAHT et SJTL, comprenant plusieurs immeubles d'habitation de 20 étages édifiés en 2003 et qui bordent le quartier de Yuanhenong.

¹⁴³ Les chiffres donnés par le comité de quartier

Figure 17 : Schéma du Yuanhenong



Source : le schéma d'origine est donné par le comité de résidents de Yuanhenong et mis en page informatique par l'auteur.

Légende :

★ Signifie le siège du comité de résidents

➡ Signifie deux entrées principales du quartier

Cet enclavement, réel ou symbolique, nous le verrons, n'est pas nouveau : ce quartier est enserré entre les friches à partir du début du XX^e siècle, son peuplement se précarise progressivement et devient communautaire. Il devient communément appelé « *Penghuqu* »¹⁴⁴ et est longtemps considéré comme un quartier défavorisé. La vague migratoire depuis les années 80, ainsi que l'absence jusque dans les années 90 d'interventions publiques, visant à rétablir un équilibre de populations comme de richesses, feront de Yuanhenong un quartier

¹⁴⁴ Voir sur ce point notre chapitre 1.

stigmatisé, perçu comme dangereux et douteux, durant de nombreuses années. Depuis 2000, deux mouvements de population ont lieu et se répondent : le départ progressif de la population locale en place et l'arrivée d'une nouvelle population, celle issues de différentes vagues migratoires. Le quartier est alors déjà vétuste.

Yuanhenong, pour tous ceux qui le fréquentent, c'est d'abord une rue occupée toute la journée par un marché forain. Tous les jours, de 6 heures du matin à 19 heures, des marchands à la place s'installent dans l'entrée principale du quartier. Pour l'essentiel, ils vendent fruits, légumes et poissons. Le marché s'est installé en ce lieu depuis 2000, au moment où ce quartier a accueilli des nouvelles populations. L'aspect de cette zone s'est beaucoup modifié depuis lors.

Actuellement, toutes les ruelles de Yuanhenong ne connaissent pas les mêmes pratiques et usages. Il y a relativement beaucoup de circulation dans la rue Baiyu où de très nombreux commerces de produits courants sont implantés. Selon les habitants, la rue Baiyu est la rue la plus importante du quartier. Elle constitue, outre le marché forain, une importante rue commerçante de recours fréquent que nous décrivons plus loin avec l'ensemble des équipements commerçants « sédentaires » du quartier. Les commerçants ouvrent leurs échoppes toute la journée, y compris la nuit. On y trouve surtout des boucheries, charcuteries, poissonneries, marchands de fruits, épiceries, coiffeurs, librairies d'occasion et des petits restaurants etc. Enfin, le marché aux puces propose presque tous les soirs dans la rue Baiyu, fripes, tissus, brocantes, vêtements vendus à des prix extrêmement bas destinés à la clientèle provenant du quartier de Yuanhenong.

Le va-et-vient est constant toute la journée. On ne peut pas nier que certains marchands contribuent activement à la vie locale et forment, avec des vendeurs de légumes et des commerçants sédentaires, le « noyau » de base des activités commerciales.

Photo 4 : La rue Baiyu



Source : photographie de l'auteur

Note : la rue Baiyu est la plus importante rue qui lie le quartier de Yuanhenong à l'extérieur. Sur la photo, on peut voir que, d'un côté de la rue, se trouve le quartier de Yuanhenong, avec des maisons basses et de mauvaise qualité, et de l'autre côté, se trouvent des nouveaux immeubles, hauts et modernes. C'est un contraste visuel très évident.

Photo 5 : Une épicerie tenue par un migrant



Source : photographie de l'auteur

Note : Cette épicerie est tenue depuis quatre ans par le couple Du. Ils ont la quarantaine tous les deux et sont originaires de la province de Jiangsu. Ils ont deux filles, de 13 ans et 2 ans. L'épicerie se trouve le long de la rue Baiyu. Elle a une toiture recouverte de toiles cirées. Derrière cette épicerie, se trouvent des maisons à deux étages, construites par les habitants locaux eux-mêmes. Dans cette épicerie, l'on trouve des articles d'usage courant et bon marché, tels que les bassines en plastique, les balais, les chaussettes etc. Auparavant, c'était un petit restaurant qui n'a pas réussi. Pour tenter sa chance, Du a décidé de le louer pour ouvrir une épicerie. Pour l'ouverture, Du se lève à 5 heures 30 chaque matin et il reste ouvert jusqu'à minuit. Selon lui, la majorité de ses clients sont des travailleurs migrants qui logent dans le quartier de Yuanhenong. Le soir, toute la famille dort dans l'épicerie. La plaque où sont déployés les articles en vente pendant la journée sert de lit pendant la nuit.

Les ruelles de ce quartier sont souvent étroites (2 à 3 mètres de large) et ne sont pas nommée. Comme la montre la Figure 17, il y a deux ruelles principales qui donnent accès au quartier. L'entrée la plus importante est celle qui donne accès directement au siège du comité de résidents. Elle est aussi la plus large (environ 3 mètres). Mais, après l'installation des nouveaux arrivants, elle est toute occupée et est devenue un marché ouvert.

Photo 6 : L'entrée principale du quartier de Yuanhenong



Source : photographie de l'auteur

Note : L'entrée principale est toujours encombrée pendant toute la journée. Sur la photo, on peut voir que les deux côtés de l'entrée sont occupés par des éventaires, étalés sur le sol où se déploient des légumes et des fruits divers. Les marchands forains crient pour vendre leurs marchandises. Un tricycle chargé est en train de traverser au milieu des éventaires.

Photo 7 : La ruelle étroite



Source : photographie de l'auteur

4.2 Une histoire du quartier et de ses représentations

Tous les problèmes sociologiques ont une dimension historique et les indices quantitatifs ne suffisent pas pour prendre en compte cette temporalité.

4.2.1 Une naissance spontanée

Le site du bidonville n'est jamais choisi de hasard. Il répond à plusieurs impératifs. Nul doute que le facteur de proximité ait présidé à la création de « Yuanhenong ». Il était proche de l'usine où travaillaient la plupart des premiers arrivants¹⁴⁵. Après avoir été embauché, les travailleurs cherchaient à trouver un domicile à proximité de l'usine, ce qui était très pratique pour eux. Comme le raconte M. Chen, un habitant du quartier, « *Auparavant, la majorité des habitants étaient ouvriers dans l'usine textile proche. Les femmes étaient ouvrières textiles et les hommes étaient ouvriers mécaniciens* ».

¹⁴⁵ Dans la première moitié du XX^e siècle, par manque de moyens de transport, les personnes ne pouvaient pas travailler dans un endroit éloigné de leur domicile. Les usines embauchaient les travailleurs par l'intermédiaire d'affiches sur les murs. A cette époque, pour travailler dans l'usine textile, les travailleurs devaient signer un contrat de travail d'une durée, en général, de trois ans avec le contremaître. Ces contrats étaient particulièrement asymétriques et la condition des ouvriers relevait le plus souvent de l'esclavage (*Baoshengong*). Ce système d'embauche et ces pratiques ont disparu après l'arrivée au pouvoir du Parti communiste chinois.

Une des conditions aussi à l'établissement humain est la présence d'eau sur ce site. L'eau est source de vie, dit-on, et un moyen de communication important. Les personnes âgées se rappellent encore aujourd'hui la scène de la lessive au bord de la rivière. M. Fan, âgé de 86 ans, habite dans ce quartier depuis l'enfance. Il connaît bien son histoire : « À ce moment là parfois on portait l'eau de la rivière Suzhou pour employer chez nous et on faisait également la blanchisserie au bord de cette rivière. En effet, auparavant la rue Baiyu était aussi une affluent qui servirait de drainage à la rivière Suzhou... ». Par ailleurs, un nombre important des premiers habitants étaient arrivés par voie fluviale (*Shuilu*). A leur arrivée, ils cherchaient où loger et où travailler. Ce terrain vide répondait à ces deux impératifs.

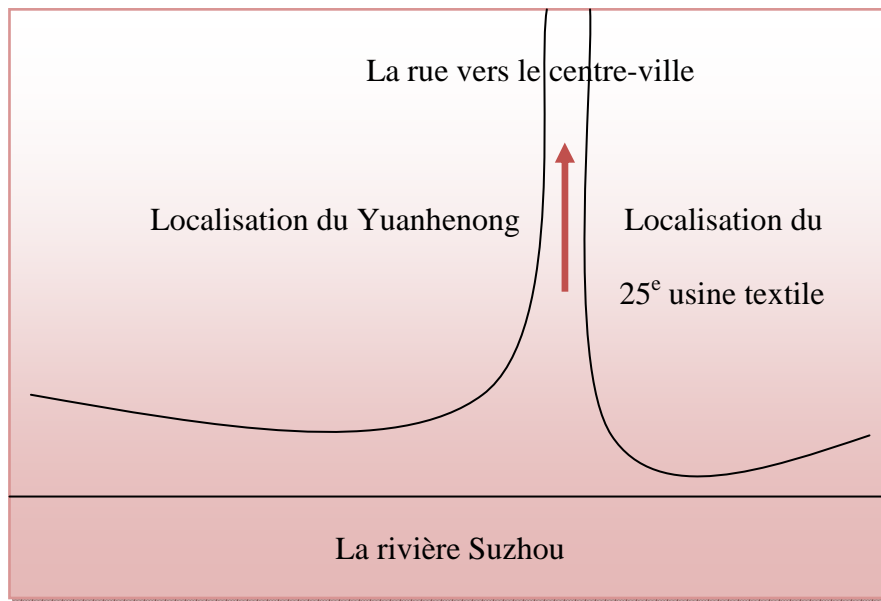
Pour tous ceux que nous avons interrogés, il y a un « avant » et un « après ». L'histoire connue de tous, n'est pas propre sans doute au village. Elle existe aussi dans les vieux quartiers urbains : les analyses d'H. Coing (1966) sur l'îlot 4 dans le 13^e arrondissement de Paris sont, là aussi, édifiantes. Yuanhenong lui-même a déjà son histoire, partagée par quelques-uns, par les gens qui sont là depuis les origines.

Le quartier de Yuanhenong s'est construit sur un temps assez long. Au début du XX^e siècle, beaucoup d'usines étaient construites sur les deux rives de la rivière Suzhou. Puis les occupants se sont rassemblés graduellement et s'y sont installés. Les réfugiés et les paysans qui viennent à Shanghai pour gagner leur vie deviennent les premiers occupants au Yuanhenong. À la fin des années 1920 avec le développement de l'industrie et du commerce, de plus en plus de travailleurs migrants d'origine rurale se sont installés dans la localisation du Yuanhenong où ils ont construit des abris bruts en panneaux ou en paille¹⁴⁶.

Ainsi, les personnes âgées peuvent aussi témoigner de l'histoire et des changements de ce quartier qui les a vus naître pour la plupart d'entre eux. D'autre y sont installés avec leurs parents avant 1949. L'existence du Yuanhenong résulte d'un mouvement historique amorcé dans les années 40 et 50. A la proclamation de la République Populaire de Chine en 1949, les réfugiés causés par les guerres et la famine ont massivement immigré dans le territoire de Shanghai. La plupart étaient originaires d'autres provinces proches comme la province de Zhejiang et la province de Jiangsu. Ce quartier a constitué pour eux un lieu d'installation privilégié. Après 1949, sur une berge de la rivière Suzhou, les baraques se sont étirées le long de ce qui fut le chemin de halage. Plus loin, le chemin est devenu une avenue, mais, à cet endroit, la route s'incurve brutalement vers le centre-ville, à l'intérieur de terrain rectilignes, en longeant une usine textile, et à gauche, il y avait un terrain vague.

¹⁴⁶ Source : « La monographie de l'arrondissement de Putuo » (*Putuoqu zhi*), Shanghai shehui kexueyuan chubanshe, 1994.

Figure 18 : Emplacement du quartier de Yuanhenong



Source : travaux de l'auteur, d'après récits des habitants anciens

4.2.2 Attraction et peuplement

4.2.2.1 L'arrivée des premiers occupants

Dans l'agglomération de Shanghai, le quartier de Yuanhenong hérite d'une histoire tissée par des vagues de migrations successives ou concomitantes qui ont débuté, à partir du XX^e siècle. C'est alors déjà un quartier d'immigration. Il était connu, au début du vingtième siècle, pour sa population migrante. La population des provinces de Jiangsu et de Zhejiang est fortement présents dans le quartier dès les années 30-40.

Au début, seulement trois familles en provenance de Haimen (une région de la province de Zhejiang) se sont installées dans ce territoire. Après, des habitants du Jiangyin (une région de la province de Jiangsu) sont venus et puis ont fait venir beaucoup de leur proches. On parle de « gang de Jiangyin » (*Jiangyinbang*). En 1937, des combats violents ont fait rage entre les armées chinoises et japonaises pendant trois mois dans et autour de la ville, avec un bombardement aérien et naval intense. Durant des semaines, des milliers de résidents ont été jetés à la rue et ont été sans-abris. Pendant cette période, le chiffre de la population de Yuanhenong a descendu.

Selon les témoignages des doyens d'âge, les premiers occupants construisaient des baraques avec des radeaux et des pailles de riz. Ainsi, naquit le quartier de Yuanhenong. Après leur arrivée, ils se sont installés dans ce terrain vague près de la rivière Suzhou et trouvaient du travail dans les usines textiles proches. Puis, ils faisaient venir leurs familles et

leurs proches et construisaient des cabanes par-ci et par-là. Le phénomène commence toujours de la même manière : une famille, deux familles, d'abord ; l'un fait venir l'autre et ainsi de suite.

« Mon père est venu de la province de Jiangsu à Shanghai pour trouver du travail avant la 'libération'. Il a loué une petite terre d'un rentier (le propriétaire foncier : Dizhu¹⁴⁷) pour auto-construire une hutte. Il a construit une baraque où se loger et a travaillé comme un gardien dans l'université proche [...] Puis, il a fait venir ses frères et sœurs de la campagne [...] Je suis né dans ce quartier. Donc, j'ai vu les changements que le quartier a peu à peu connu. Auparavant, il n'y avait ni éclairages électriques, ni eau courante. Si l'on voulait de l'eau, il fallait la chercher. Après la 'libération' en 1949, on a pu avoir des éclairages électriques et de l'eau courante... ».

(M. Fan, 82 ans, installé dans le quartier depuis la naissance)

Cette situation est identique pour M. Ren. Selon lui, *« En 1947, mon père est venu de la province de Jiangsu à Shanghai pour trouver du travail. A ce moment-là j'avais six ans. En 1949, mon père a acheté une cabane d'environ 50 mètres carrés dans ce quartier. A partir de ce moment, nous nous y sommes installés jusqu'à aujourd'hui... ».*

(M. Ren, 68 ans, installé dans le quartier depuis plus de 40 ans)

Finalement c'est devenu un quartier. Les occupants ont fondé leurs relations sur une interdépendance familiale. Après l'installation des premiers occupants, suivirent celle de leurs familles et les autres ressortissants du même village. Ils ont formé un réseau de connaissances dans ce quartier. En 1958, le Parti communiste chinois a proposé d'appliquer le système du *Hukou*. A cette date, les premiers migrants ont obtenu le *Hukou* de Shanghai et aussi la propriété de la maison. Pendant les années 1980, la plupart des cabanes ont été reconstruites en briques par les habitants eux-même. Les maisons d'aujourd'hui datent de cette période.

4.2.2.2 Peuplement et économie

L'essor démographique du quartier est étroitement lié au développement économique du quartier qui s'industrialise.

Le quartier de Yuanhenong prend son essor avec l'industrie textile dans l'arrondissement de Putuo, où il y avait 92 700 ouvriers dont 66 400 étaient ouvriers textiles au début de

¹⁴⁷ Les propriétaires fonciers (*Dizhu*) constituèrent une classe sociale dans la Chine des années 1920-1930.

l'année 1949¹⁴⁸. En 1921, une grande usine de textile (*Zhentai shachang*)¹⁴⁹ a été construite à proximité de Yuanhenong par les commerçants chinois (*Huashang*). Ceci a attiré les grandes filatures familiales venues des provinces proches de Shanghai, tels que Zhejiang et Jiangsu. Selon « la monographie de l'industrie textile de Shanghai » (*Shanghai Fangzhi gongye zhi*), la plupart des premiers travailleurs textiles étaient toujours des paysans pauvres et des travailleurs manuels, originaires des provinces du Zhejiang, du Jiangsu et de l'Anhui¹⁵⁰. Depuis un temps assez long, les habitants de Yuanhenong sont présentés comme la main d'œuvre de l'usine textile. Pendant les années 1980, la 25^e usine textile était l'une des usines textiles d'État la plus importante à Shanghai. Il y avait 3 833 ouvriers en 1990¹⁵¹.

Cependant, la population de Yuanhenong ne se structure pas seulement sur cette seule industrie textile. On peut aussi trouver d'autres activités économiques locales. Par exemple, les premiers migrants de Shaoxing (une région de la province de Zhejiang) qui se sont installés au Yuanhenong ont fait du commerce de légumes salés. Ils apportaient ces légumes de la campagne et les vendaient à Shanghai. A cette époque, ce commerce fonctionnait bien. Puis, ils ont créé un atelier et ont fait venir plusieurs de leurs proches et compatriotes. Jusqu'à maintenant, on peut aussi distinguer sur le schéma de Yuanhenong le lieu où s'est rassemblé le groupe venu de Shaoxing.

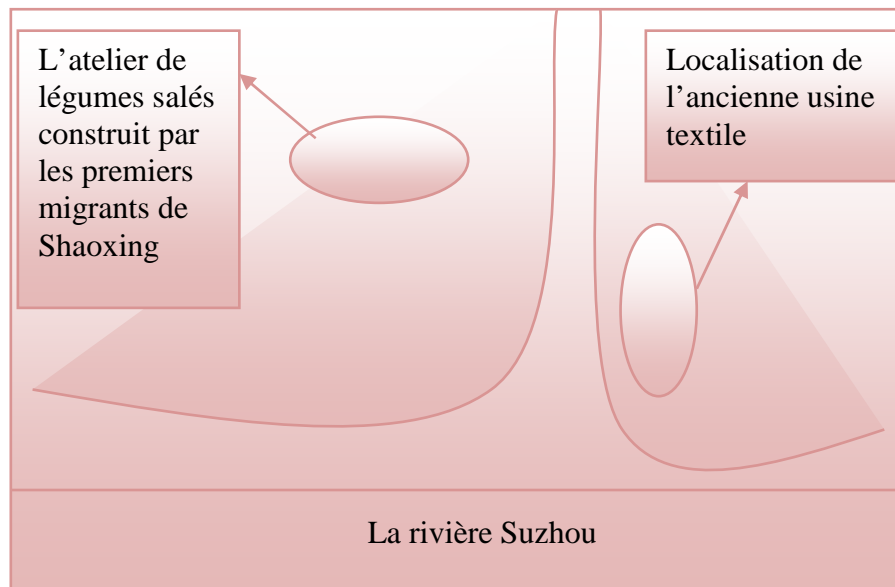
¹⁴⁸ Source : « La monographie de l'arrondissement de Putuo » (*Putuoqu zhi*), Shanghai, Shanghai shehui kexueyuan chubanshe, 1994.

¹⁴⁹ Créée en 1921, le nom de cette usine a été changé plusieurs fois. En 1966, elle a été nommée la 25^e usine textile et en 1991, cette usine textile a pris le nom de l'usine textile de Dafeng (*Shanghai Dafeng Mianmao fangzhi Chang*). Dans ma thèse, nous utilisons le nom de « la 25^e usine textile » car ce nom est plus populaire parmi les habitants locaux de Yuanhenong.

¹⁵⁰ Source : « La monographie de l'industrie textile de Shanghai » (*Shanghai Fangzhi gongye zhi*), Shanghai, Shanghai shehui kexueyuan chubanshe, 1998.

¹⁵¹ Op. cit.

Figure 19 : Les pôles économiques de Yuanhenong



Source : travaux de l'auteur, d'après récits des habitants

L'accroissement démographique de la population est largement lié à un marché du travail en expansion. La migration de travail représente la principale source de peuplement du Yuanhenong : avant 1950, plus de 90 % de la population du quartier était originaire de la province de Zhejiang et de Jiangsu. Ils y sont installés et travaillaient dans les usines proches ou des ateliers locaux. Après 1958, la migration interne a été limitée par le gouvernement central.

4.2.2.3 Les nouveaux arrivants

Le maillage urbain s'organise de façon désordonnée au rythme des besoins et croît sans aucune planification. Les quartiers ne font pas tous l'objet d'un plan d'urbanisme cohérent. Certains se dégradent et deviennent insalubres et l'habitat vétuste est abandonné par les populations au profit de nouveaux logements construits en périphérie de la ville.

L'infrastructure immobilière du quartier de Yuanhenong, qui était de mauvaise qualité, s'est considérablement dégradée depuis longtemps. Le quartier regroupe la plupart des catégories défavorisées n'ayant pas accès au logement moderne. Les loyers sont généralement bas, même s'ils sont élevés au regard des conditions de confort des logements. Le quartier est, en général, dans l'attente d'opérations de rénovation, ce qui accentue la dégradation des immeubles, par manque d'investissement des propriétaires. C'est une zone en transition, où les migrants trouvent facilement à se loger puisqu'ils présentent une grande fluidité spatiale, caractéristique indispensable dans le cadre d'opérations de réaménagement. Depuis les années

1990, le quartier de Yuanhenong est devenu un haut lieu de migration en provenance de toutes les régions de Chine.

D'abord, tous de ces deux provinces (Jiangsu et Zhejiang), les migrants se sont ensuite diversifiés depuis les années 1990, période à laquelle la vocation du quartier et son peuplement ont fortement évolué. Se sont trouvés rassemblés les nouveaux arrivants, migrants originaires des différentes provinces, surtout des paysans en provenance des régions pauvres. Cette population migrante arrive massivement dans le contexte de la réforme économique, ce qui a facilité pour un temps son insertion. Ils se sont installés, puis ont fait venir leur famille et proches du même village. Selon cette logique, ces dernières années, la population migrante au Yuanhenong s'est transformée. Elle vient remplacer une grande partie des habitants locaux.

Pour se loger, cette population trouve un marché du logement qui n'est pas organisé à l'échelle de la ville : il est aux mains de petits commerçants, ouvriers peu qualifiés etc. En 2006, le quartier atteint plus de 5 000 habitants locaux et plus de 3 000 migrants internes¹⁵². La population de base décroît chaque année, alors que celle des migrants croît : 1 153 en 2003, plus de 3 000 en 2007¹⁵³.

¹⁵² Le chiffre de la population migrante ne comprend pas ceux qui ne s'enregistrent pas auprès du comité de quartier.

¹⁵³ Voir sur ce point notre chapitre 5 « la situation générale des migrants au Yuanhenong ».

Tableau 1 : Evolution de la population au Yuanhenong

Année	La première vague	La deuxième vague
1920s	3 familles, environs 20 personnes originaires de Haimen (une région de la province de Zhejiang) se logent sur ce territoire.	
1930s- 1940s	Faire venir les personnes originaires du Jiangyin (une région de la province de Jiangsu). La population était d'environ 200-300.	
1950s	Après 1958, plus de 1 000 occupants obtiennent le <i>Hukou</i> de Shanghai. Depuis lors, ils sont considérés comme des autochtones.	
1960s- 1970s	La deuxième et troisième génération de la première vague de migration sont nés dans le quartier de Yuanhenong.	Durant presque toute la durée du régime de Mao (1949-1976), la migration interne était rigoureusement limitée, ce qui a empêché les paysans de migrer dans les zones urbaines.
1980s- 1990s		Le quartier de Yuanhenong connaît une nouvelle vague de migration interne.
2001-2003	4 689 habitants locaux, mais 382 familles quittent le quartier et louent leurs maisons aux nouveaux arrivants.	Plus de 1 000 nouveaux arrivants se logent dans ce quartier.
2006	5 162 habitants locaux, mais 2 981 sont partis et ont loué leurs maisons aux migrants.	Plus de 3000 nouveaux arrivants enregistrés au Yuanhenong.

Source : travaux de l'auteur, selon les archives, les entretiens auprès des personnes âgées et les données du comité de quartier

4.2.3 Logements et types d'habitats

Comme l'écrit M. Verret et J. Creusen (1979), « le village, où les maisons sont séparées et souvent distantes, peut susciter et entretenir, même en habitat dispersé, des communautés très vivantes [...] » (p. 97). De même et dans une certaine mesure, ce fait se constate dans les quartiers anciens. En un certain sens, la conception de l'architecture n'est pas neutre. Elle définit une partie des conditions de la pratique et aussi le mode de vie différent, parfois contradictoire. Le logement de ce quartier de Yuanhenong n'est ni de qualité ni homogène. On peut les classer en trois types.

- Le premier type de logements date des années 1930. Ces logements sont l'œuvre des migrants de la première vague. Maintenant, ils sont occupés par les nouveaux arrivants. Les passages sont assez mal entretenus, souvent sales. Quant aux logements, ils sont assez bas, petits et vétustes. Ils n'ont qu'une ou deux pièces sans confort (aucun n'a de WC intérieur). Ce type de logements est déjà abandonné par les habitants anciens. Seul un groupe migrant les occupe en raison d'un loyer peu élevé.

Photo 8 : Un type de logement du quartier de Yuanhenong



Source : photographie de l'auteur

- Le deuxième type de logements nommé « logements privés » (*Sifang*)¹⁵⁴ date des années 1950. Ces logements ont été construits en herbe et en paille par les premiers migrants internes. En 1956, le gouvernement réquisitionne tous les logements privés, entraînant une redistribution des espaces d'habitations¹⁵⁵. Une des conséquences majeures de la privatisation du secteur de l'immobilier résidentiel survenu dans les années 1990 fut de rendre à l'habitat son statut de patrimoine inaliénable. Les occupants deviennent donc les propriétaires juridiques de leurs maisons. Dans les années 1980, une grande partie des habitants reconstruisent graduellement leurs logements de deux ou trois étages en bois ou en briques. Les immeubles sont le plus souvent vétustes, malgré des restaurations privées effectuées ça et là. Malgré cela, la plupart des logements ne possédaient pas de WC intérieurs et n'avaient ni baignoire ni douche. En outre, beaucoup de logements sont très petits (un ou deux pièces, cuisine séparée ou non) et surpeuplés. Cette dégradation provient en partie d'une construction de faible qualité, fortement sollicitée par le surpeuplement des logements depuis leur mise en service. Pour une autre part, elle est le fruit d'une insuffisance ou d'une absence de reconstruction pendant une vingtaine d'années.

¹⁵⁴ *Sifang*, littéralement chambre individuelle, on peut le traduire par logements privés. Ils sont achetés par des individus ou des familles ou sont construits par eux-mêmes. Dans les zones rurales, les logements des paysans sont toujours auto-construits. Selon « les réglementations de gestion sur les logements privés dans les villes » (Chengshi siyou fangwu guanli tiaoli) lancées par le Conseil des Affaires d'État en 1983, les logements privés, résidentiels ou non résidentiels, appartiennent aux individus ou un certain nombre de personnes pour un usage personnel ou pour la location.

¹⁵⁵ Le problème des logements privés dans les villes a été officiellement posé à partir de 1956 date à laquelle le gouvernement central du Parti Communiste Chinois lançait une norme sous le titre « l'état actuel sur les logements privés dans les villes et les opinions de la rénovation socialiste » (*Gaunyu muqian chengshi siyou fangchan jiben qingkuang ji jinxing shehuizhuyi gaizai de yijian*). Selon cette réglementation, toutes les possessions privées de la ville comme l'espace ouvert et les rues devraient être nationalisés par des moyens appropriés. Depuis lors, les terrains urbains ont été nationalisés. Les propriétés de tous les terrains urbains d'origine privée ont été confiées à l'État. Autrement dit, les citoyens n'ont plus la propriété de la terre, mais ont le droit de l'utiliser.

Photo 9 : Un type de maison reconstruite par les habitants locaux dans les années 1980



Source : photographie de l'auteur

- Le troisième type de logement nommé « logements publics » (*Gongfang*)¹⁵⁶ constitue deux îlots datant des années 1960 et se singularise par la construction en hauteur. Des immeubles, de 5 à 6 étages, construits dans les années 1950, étendent leurs façades typiques de l'héritage architectural des « nouveaux villages ouvriers » (*Gongren xincun*)¹⁵⁷. Ces

¹⁵⁶ *Gongfang*, littéralement logements publics, on peut le traduire par les logements construits par l'État. Ces logements publics ont été construits au début des années 1950 (dans le but de résoudre les difficultés des travailleurs) grâce à l'investissement de l'État, des entreprises d'État ou des institutions d'État (*Shiye danwei*). Depuis la réforme de la politique du logement dans les années 1990, ces logements publics peuvent être en vente sur le marché. Avant la vente, la propriété du logement public (la propriété, la possession, l'aliénation, le droit de profit) appartient à l'État. Actuellement, il y a deux catégories des logements publics : les logements publics en vente et ceux qui ne sont pas en vente. Ce premier est nommé *Shangpinfang*, littéralement : produit et maison, que l'on peut traduire par les logements en vente. Ce sont les logements qui sont construits par les sociétés immobilières avec pour objectif de les vendre sur le marché. L'ouverture du marché du sol depuis 1990 a permis ensuite de construire et de vendre une catégorie spécifique de logements réservés aux ressortissants de nationalité étrangère (chinois d'Outre-mer et investisseurs occidentaux). Jusqu'en 2000, on distingue en Chine les projets immobiliers destinés à la clientèle nationale (*Neixiaofang*) de ceux destinés à une clientèle internationale (*Waixiaofang*). Ces derniers doivent en effet obtenir, en même temps que le permis de construction, un certificat spécifique autorisant la vente et la location aux étrangers, y compris ceux en provenance de Hong Kong, Macao et Taiwan. En août 2001, la distinction entre marchés du logement pour Étrangers et pour Chinois est abolie.

¹⁵⁷ *Gongren xincun*, littéralement nouveaux villages d'ouvriers. En 1951, afin de construire un nouveau modèle pour la nouvelle Chine et de résoudre les difficultés de logements de la classe ouvrière, le gouvernement municipal de Shanghai a établi « le comité de construction des résidences des ouvriers de Shanghai » (*Shanghai gongren zhuzhai jianzhu weiyuanhui*) et introduit le concept de « nouveau village » (*Xincun*) venu d'Union soviétique. Le but était un accroissement de la construction de cités ouvrières. Le premier village ouvrier après la création de la République Populaire de Chine a été le nouveau village de Caoyang (*Caoyang xincun*) (nommé ainsi à cause de la proximité de la rue de Caoyang), situé dans l'arrondissement de Putuo. Il a été achevé en mai 1952, comprenant 48 logements sur deux étages (soit 167 pièces) et une cuisine commune de 12 mètres carrés à chaque étage. La zone de construction était de 32 366 mètres carrés, pouvant accueillir un total de 1 002 foyers (on dit aussi 'le projet de 1 002 foyers'). Le gouvernement municipal de Shanghai a d'abord décidé de distribuer les logements aux travailleurs jugés les meilleurs dans les trois arrondissements de Putuo, Zhabei et Changning ainsi qu'aux des travailleurs âgés qui étaient mal logés. Cette première « nouvelle cité ouvrière » de Shanghai

immeubles sont construits par l'usine textile avec l'aide du gouvernement (*Zijian Gongzhu*)¹⁵⁸, puis attribués aux ouvriers comme un bien-être (*Fuli fenfang*)¹⁵⁹. Dans les années 1980, l'usine textile a commencé les reconstructions des maisons ouvrières pour vérifier que chaque foyer disposait d'une cuisine et d'une toilette séparée. Aujourd'hui, par manque de reconstruction officielle depuis longtemps, tous ces immeubles sont aussi devenus vétustes.

Photo 10 : Un type d'immeuble de cinq étages



Source : photographie de l'auteur

est devenue pour la Chine, le symbole de la classe ouvrière se levant pour devenir maître du pays. Pendant la période de trente ans allant de 1950 à 1980, beaucoup de nouveaux villages d'ouvriers ont été construits dans la zone urbaine de Shanghai.

¹⁵⁸ *Zijian Gongzhu*, littéralement : auto-construit et aide publique, que l'on peut traduire par la construction soi-même avec l'aide du gouvernement. C'est un des types de logements utilisé par l'entreprise et le département de gestion du gouvernement pour aider les ouvriers à construire leurs logements dans les années 1950. Ce type de logements a commencé à Shanghai depuis la conférence des syndicats nationaux sur l'assurance sociale et la vie résidentielle (*Quanguo gonghui laodong baoxian shenghuo zhuzhai gongzuo huiyi*) en mai 1956. Du deuxième semestre de 1956 à juin 1957, 216 logements (soit 7 968 mètres carrés) ont été auto-construits, et 864 logements (soit 40 000 mètres carrés) étaient en cours de construction. En 1958, cette forme de logement a été annulée.

¹⁵⁹ *Fuli fenfang*, littéralement le bien-être et l'attribution de logements, que l'on peut traduire par l'attribution des logements comme un bien-être. Ce système a été mis en place sous Mao Zedong et a duré jusqu'à la fin des années 1990. Depuis les réformes de Deng Xiaoping en 1978, ce système a aussi subi une série de réformes. En 1998, le Conseil des Affaires d'État a décidé d'annuler le système de l'attribution des logements par l'unité de travail (*Danwei*) et lancé un nouveau système de monétarisation des logements (*Zhufang huobihua*). Autrement dit, les personnes ne peuvent obtenir des logements que par l'achat sur le marché de l'immobilier.

Tableau 2 : Construction des logements au Yuanhenong

Période	Evènement	Type d'habitat
1920-1930	Les cabanes sont construites par des migrants de la première vague	Cabanes en herbe et en paille (<i>Penghuqu</i>)
1930-1950	Les logements en briques sans étage sont construits	Logements privés
1956	Le gouvernement chinois réquisitionne tous les logements privés, entraînant une redistribution des espaces d'habitations.	Les occupants deviennent les propriétaires juridiques de leurs logements.
1950-1960	Des immeubles de 5 à 6 étages sont construits avec l'aide du gouvernement	Nouveaux logements pour les ouvriers
1970-1980	La reconstruction des logements privées en briques et à trois étages	
A partir de 1999	Une partie du quartier de Yuanhenong est démoli et certains habitants sont relogés en périphérie, mais le quartier entier ne fait pas l'objet d'un plan d'urbanisme cohérent.	Rénovation urbaine

Source : travaux de l'auteur, selon les archives

4.3 L'image sociale

Le quartier de Yuanhenong est un quartier disqualifié. Son état est trop frappant. Cela influe négativement sur l'appréciation que les gens font de ce quartier et de ses résidents. Insalubrité, désordre et puanteur sont les qualificatifs les plus utilisés lors des entretiens. Cette partie sera axée sur les questions relatives à l'image caractéristique de Yuanhenong. Comment, progressivement, se construit, se modifie, évolue une image sociale du quartier ? Quels sont les acteurs qui font et qui portent ces images ? Y-a-t-il plusieurs images (une image dominante, venue de l'extérieur / une image dominée) ? Y-a-t-il un travail d'imposition d'une image ? C'est cette réputation de Yuanhenong que nous voudrions analyser. Ceci se

fera en trois niveaux : d'abord, en fonction d'une enquête sur internet auprès des habitants venus de l'extérieur de Yuanhenong, principalement ceux qui habitent dans les quartiers proches de Yuanhenong ; ensuite, une analyse sur les stéréotypes diffusés par les medias ; enfin, des entretiens auprès des résidents y compris les membres du comité de résidents.

4.3.1 Les opinions de la population de l'extérieur

Le quartier de Yuanhenong a mauvaise réputation et cela a pu être vérifié à partir de l'interrogation diffusée auprès 20 individus hors de ce quartier dont 17 individus rencontrés au gré du hasard lors des forums publics sur l'internet des quartiers SAHT¹⁶⁰ (10 individus) et SJTL¹⁶¹ (7 individus), en face de Yuanhenong. De plus, les 3 autres cas (un policier local, un travailleur social et un habitant qui travaille dans le quartier de Yuanhenong mais habite en dehors) ont toujours été rencontrés pendant mes séjours au Yuanhenong. La mauvaise réputation de Yuanhenong est attestée pratiquement dans tout l'arrondissement de Putuo.

¹⁶⁰ Le quartier de SAHT (abréviation de *Shuianhaoting*) est un nouveau quartier qui a été construit en 2003 sur le site de l'ancienne usine textile proche du quartier de Yuanhenong. Composés de onze immeubles de 12 à 24 étages où logent 1 035 familles, environ plus de 4 000 personnes. Ce quartier attire plus de couples mariés et une population en moyenne plus jeune qui appartient à la classe moyenne. Le total des employés et des professionnels a été estimé à plus de 80%. La population ouvrière est estimée à seulement 12,6 %. Selon le comité de résidents du quartier SAHT, la plupart des propriétaires dans ce quartier sont des jeunes couples d'un niveau d'éducation élevé ou les « cols blancs » (Voir sur ce point notre chapitre 5).

¹⁶¹ Le quartier de SJTL (abréviation de *Shijitongle*) est un autre quartier luxueux qui se trouve proche du quartier de Yuanhenong. Il a été construit en 2003, composé de 21 immeubles d'une vingtaine d'étages.

Encadré 2 : Le forum public du quartier SAHT

Le site de ce forum public est <http://shbbs.soufun.com/board/1210020738/>. Sur ce forum, on peut trouver des sujets divers. Le sujet sur la constitution du comité de propriétaires (*Yezhu weiyuanhui* ou *Yeweihui*¹⁶²) est le plus discuté. Le 20 juin 2007, on a trouvé que 2 845 personnes ont lu cette information et 64 ont participé à cette discussion. Des sujets comme les romans, les informations d'achats attirent moins l'attention. Au maximum, dix personnes participent à ces forums. Comme le dit M. Ding, un propriétaire immobilier (*Yezhu*), 43 ans, professeur, « ce forum est une opportunité de communication pour les propriétaires. Des sujets sur notre quartier m'intéressent beaucoup. Mais je n'ai toujours pas participé à la discussion. Et les autres sujets, je trouve que la plupart sont principalement pour les jeunes. Parfois je me sens un peu dépassé... En 2004, lorsque nous nous sommes installés dans le quartier de SAHT, il y avait plus de discussions sur le quartier de Yuanhenong¹⁶³. Mais maintenant de tels sujets sont moins nombreux ». Il est vrai que sur le forum ci-dessus, on ne peut pas trouver de sujets comme la rénovation du quartier défavorisé voisin. Parmi les raisons, il y a la mise à jour quotidienne du contenu du forum. La photo ci-dessous est prise à un moment donné. On ne peut pas plus rien savoir sur les sujets discutés auparavant. Néanmoins, selon Juan, l'un des responsables de ce forum, des sujets comme la rénovation sont, en fait, souvent discutés.

¹⁶² Le comité de propriétaires est créé pour défendre et revendiquer les intérêts inscrits dans la sphère de la copropriété. La propriété privée immobilière représente une expérience relativement nouvelle en Chine. La réforme de la politique du logement s'est d'abord traduite par l'intervention de l'État dans les années 1990 ; la vente à prix préférentiels des logements des *danwei*, anciennement « unités de travail », favorisant l'émergence d'une catégorie de propriétaires. Peu à peu les individus ont commencé à se mobiliser, en créant des comités de propriétaires.

¹⁶³ J'ai relu les sommaires des sujets sur le forum et trouvé qu'en 2004 des sujets sur le Yuanhenong étaient très populaires. Par exemple, le 7 septembre, 2004, un sujet sous le titre « Pensez-vous que votre environnement proche est mauvais » a été initié par un propriétaire de SA. Plus d'une dizaine de propriétaires ont participé à la discussion. Ils se plaignaient du bruit, de l'insécurité et de la rénovation de Yuanhenong. Selon eux, la seule solution est la destruction du Penghuqu. Voici les extraits de cette discussion.

Tylerwu : on trouve beaucoup de migrants sans emploi autour notre quartier. Ils sont bruyants surtout le soir.

Doudou_hu : Oui, je ne me sens pas en sécurité quand je suis seule chez moi.

Springye : J'habite en face de Yuanhenong. Parfois je ne peux pas dormir avant deux ou trois heures du matin. C'est terrible. J'espère que ce Penghuqu va être détruit le plus vite le possible.

Kitea-sh : Hier soir vers dix heures, quand je suis rentré chez moi en passant par le Yuanhenong, j'ai trouvé qu'il y avait de nombreux migrants rassemblés dans la rue Baiyu, bavardant à voix haute, regardant la télévision dans la rue et sombrant dans l'alcoolisme...

Encadré 3 : Extrait de l'entretien avec Juan sur le forum public de l'internet

Q : *Ce forum m'intéresse beaucoup et je voudrais en savoir plus. Comment fonctionne-t-il ? Est-il mis à jour régulièrement ?*

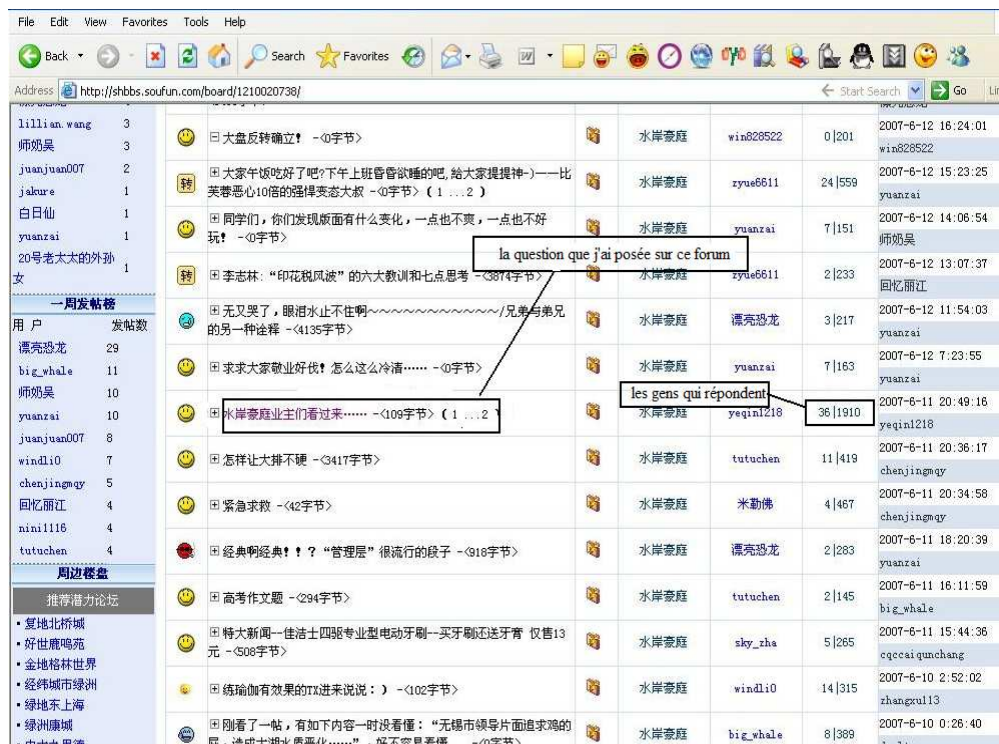
Juan : Le forum public sur l'internet du quartier de SA est un des forums organisés par l'internet *SouFun* (l'internet d'immobilier de Shanghai : *Shanghai Fangdichan Wang*). L'internet *SouFun* a créé un forum pour chaque nouveau quartier. C'est courant. Les informations sur le forum public sont sauvegardées par *SouFun*, y compris l'organisation des membres, la nomination des responsables généraux de ce forum et la circulation quotidienne etc. Les autres modérateurs nommés par le responsable général sont toujours des propriétaires de ce quartier. Ils ont le droit de gérer ce forum, mais le droit est un peu limité.

Q : *Combien de personnes sont-elles enregistrées sur le forum ? Qui sont-elles, leurs professions ?*

Juan : Le forum est ouvert à tous. Si l'on peut accéder à l'internet, on peut s'enregistrer sur ce forum. Par conséquent, les personnes âgées et celles qui ne peuvent pas accéder à l'internet ne connaissent pas ce forum. Maintenant, il y a environ 111 personnes qui sont enregistrées sur le forum public, dont la plupart sont des propriétaires du quartier SAHT. C'est un peu difficile de savoir leurs professions. Quand ils s'enregistrent, ils doivent remplir des formulaires. Mais la plupart sautent des questions comme profession parce que ce n'est pas obligatoire. Pour nous, responsables de ce forum, leurs professions ne servent à rien. En tout cas, ce forum n'est pas une organisation administrative.

Q : *Pour les membres, à sert quoi ce forum ? Pouvez-vous décider du nombre des participants ? Quelles sont vos propres discussions ?*

Juan : Pour eux, ce forum est seulement une chance de communication, un lieu où se rencontrent les uns et les autres, principalement rencontres des propriétaires du quartier SAHT. C'est assez simple. C'est aussi un peu difficile de décider des membres qui participent aux discussions publiques. Ça dépend des sujets. Le forum n'est pas obligatoire. Nous nous intéressons à divers sujets. Les plus discutées sont les choses sur notre quartier, par exemple, comment bien gérer notre quartier, l'environnement et la construction du quartier, et la constitution du comité de propriétaires. La rénovation urbaine autour notre quartier est un sujet aussi très populaire, par exemple la rénovation de Yuanhenong. Mais, ce n'est pas nous qui décidons de la rénovation, c'est le gouvernement. La discussion sur cette question ne sert à rien. Par ailleurs, nous discutons de sujets comme les informations sur des achats entre les femmes, l'éducation des enfants, les voyages pendant les vacances etc.

Photo 11 : Le site du forum public des propriétaires de quartier SAHT

Source : photographie de l'auteur

Encadré 4 : L'enquête sur le forum public

Le forum public est un espace libre de débat et de discussion qui permet aux internautes de donner leur avis sur différents points de la vie sociale. Il fournit aux participants une occasion unique de se faire entendre et d'écouter ce que les autres ont à dire. En ce qui me concerne, j'ai décidé d'utiliser le forum avec pour objectif de recueillir les attitudes et les réactions des internautes sur le quartier de Yuanhenong. En 2006, je me suis enregistrée sur le forum public du quartier SAHT afin de discuter avec les propriétaires sur le quartier de Yuanhenong. Après, j'ai toujours fréquenté ce forum. Le 15 novembre 2006, j'ai posé une question ouverte sur l'image du Yuanhenong : « Que pensez-vous du quartier de Yuanhenong ? » dans ce forum public sur internet pour provoquer une discussion entre les propriétaires du quartier SAHT. Alors, en quelques jours, une dizaine de propriétaires ont participé à cette discussion. Comme le montre la photo ci-dessus, jusqu'à 11 juin, 2007, cette question a été parcourue 1 910 fois, et répondue 36 fois.

Parmi les vingt individus qui ne résident pas au Yuanhenong et qui ont répondu à ma question, deux ont (entre eux) un avis neutre, selon lequel, là ou ailleurs : « *C'est pareil. Ceux qui y habitent sont les vrais autochtones, nous ne pouvons pas les mépriser et démolir le*

quartier avec force, même si la démolition est obligatoire... » ; Mais, dans cinq cas les réponses sont relativement ambiguës et ils ne répondent pas à cette question directement. Au contraire, un individu m'a raconté l'histoire de ce quartier. Il est probable que l'aspect positif ne concerne que l'histoire et la culture de la rivière Suzhou : « *Je passais par la rue Baiyu tous les jours quand j'étais enfant. Donc je connais bien son histoire* ». Les quatre autres imaginent de construire des infrastructures de loisirs ou un musée pour exposer l'art de la rivière Suzhou. Un autre m'assure de sa sympathie pour mes travaux sur le quartier discrédité. Dans dix cas, le jugement est plus ou moins négatif, ils estiment qu'il n'y a « *rien de bien* », que « *c'est trop peuplé* », que « *il y a trop de 'mingong' et trop de criminels* », que « *c'est très sale, désordonnée et mauvais, aussi très bruyant le soir* », que « *c'est trop dangereux* », que « *il y a des vols, des truands et des prostituées venues d'autres provinces* » etc. Evidemment, ils n'expriment aucun jugement positif sur le quartier de Yuanhenong. Néanmoins, il y a un individu qui tient une opinion plus ou moins positive. Selon lui, « *les gens de Yuanhenong sont très sympas et ils ont des bonnes relations dans le voisinage* ». Un individu refuse de répondre ma question, même si cela est assez négligeable. Selon lui, ce n'est pas bien de dire quelque chose de mal sur l'internet dans le contexte d'une « société harmonieuse » (*Hexie shehui*)¹⁶⁴. « *On doit vivre harmonieusement* », dit-il. Dans un cas, la réponse est très imprévue. L'internaute estime qu'il ne sait pas où se trouve le quartier de Yuanhenong même s'il habite juste en face depuis plusieurs années.

¹⁶⁴ La troisième session plénière du Comité central issu du XVI^e congrès du PCC a formulé la « conception scientifique du développement » en 2003, puis le concept de « société harmonieuse ». L'année suivante, la quatrième session plénière du XVI^e Comité central a fixé « la construction d'une société harmonieuse » comme l'une des cinq aptitudes du PCC à augmenter sa capacité à exercer le pouvoir. En 2005, la cinquième session plénière du XVI^e Comité central a formulé six points essentiels visant à renforcer l'édification d'une « société harmonieuse ». En 2006, la sixième session plénière du XVI^e Comité central a adopté les Décisions du Comité central du PCC sur les grandes questions concernant la construction d'une société socialiste harmonieuse. Selon le PCC, la construction d'une société socialiste harmonieuse doit suivre les principes suivants : Continuer à placer l'homme au centre des préoccupations ; persévérer dans le développement scientifique ; persévérer dans la politique de réforme et d'ouverture sur l'extérieur ; poursuivre l'extension de la démocratie et de la législation ; traiter correctement les rapports entre la réforme, le développement et la stabilité ; préserver la direction du Parti communiste chinois et unir toutes les forces sociales dans la construction du pays. Cf. : Willy Wo-Laplam (2007).

Tableau 3 : Opinions des individus qui habitent en dehors de Yuanhenong

<i>L'attitude</i>	<i>Que pensez-vous du quartier Yuanhenong ?</i>	<i>Réponses</i>
Neutre	C'est pareil.	2
Ambiguë	Raconter l'histoire	5
Négative	Peuplement, sale, désordonnée, vols, criminels, dangereux, travailleurs migrants	10
Positive	Sympas, intimité avec les voisins	1
Non réponse	Refuser de répondre Ne connais pas ce quartier	2
Total		20

Source : les entretiens sur internet par l'auteur

Evidemment, parmi toutes les opinions, les jugements négatifs sont toujours les plus évidents. « *C'est terrible là-dedans. Je n'y entre jamais* », précise une femme, « *je n'y habite pas et je ne voudrais pas y habiter. J'espère que tout sera bien après la démolition de ce quartier* ». « *Une fois, je passais par ce quartier, j'ai trouvé que les petites maisons des autochtones sont toujours propres. C'est les 'mingong' qui rendent le quartier sale et dangereux* », répond une autre femme qui habite en face de Yuanhenong, « *J'espère que le gouvernement va démolir ce quartier et planter des pelouses à cet endroit [...]. C'est pas seulement pour l'amélioration des conditions de vie des autochtones, mais aussi pour les habitants des quartiers environnants.* » Certains sont très surpris de me voir en train de faire un travail de terrain dans ce quartier défavorisé. Ils tentent (puis ils tiennent) d'abord de me dissuader d'y aller. Pour eux, « Yuanhenong » est avant tout synonyme de danger et d'insalubrité. C'est par exemple, le sens des propos d'un policier local. « *C'est dangereux. Dans ce quartier, il y a des bagarres, des vols, des drogués, des jeux d'argent et des prostituées. Pour ça, nous sommes toujours mal à l'aise [...]. Il est très difficile de les contrôler, surtout après la présence massive de la population extérieure (Wailai renkou)¹⁶⁵ ces dernières années [...]* ». Un autre homme fait aussi allusion à ce quartier. « *Habitant sur la rue Baiyu, en face de Yuanhenong, je traverse ce quartier tous les jours. Ces dernières années, il a accueilli beaucoup de 'mingong' dont la plupart sont marchands forains. Ce sont*

¹⁶⁵ *Wailai renkou*, littéralement la population extérieure. Ce terme signifie les personnes qui habitent ici mais n'y sont pas enregistrées. C'est-à-dire, ils n'ont pas le *Hukou* de Shanghai. Officiellement, cela signifie les personnes qui vivent actuellement dans la ville depuis plus de six mois, mais restent enregistrer dans les autres provinces, ou les personnes qui vivent actuellement dans la ville depuis moins d'une demi-année, mais qui ont quitté leur lieu d'enregistrement de *Hukou* il y a plus de six mois. En fait, ce concept est utilisé généralement en démographie par le Bureau de la sécurité publique.

eux qui rendent la rue très sale [...]. Ils font aussi du bruit énorme que j'entends tous les soirs même si j'habite au vingtième étage [...] », précise-t-il, « *En tout cas, je n'aime pas ce quartier. J'espère que le gouvernement va le démolir rapidement* ». Mais deux garçons ne sont pas d'accord. Selon eux, « *Mieux vaut le laisser que de le démolir. Parce que s'il est démoli, il va y avoir plus de problèmes* ». « *Je ne sais pas la résultat après la démolition. Peut-être plus de gratte-ciels pourront être construits à cet endroit, cela peut empêcher le soleil de passer. Ce sera une 'catastrophe'...* ». D'après eux, les grands immeubles sont plus menaçants. Certes, ces avis émanent, à une ou deux exceptions près, de personnes appartenant aux couches moyennes. Parmi les dix individus qui tiennent une attitude négative, on trouve des professeurs, des ingénieurs dans les secteurs de technologie informatique, des employés, des cadres administratifs dans une tranche d'âge de 25 ans à 45 ans. Concernant le niveau d'éducation, ils sont au dessus de la moyenne. Tous ont un niveau d'études supérieures (université ou plus).

Des réponses obtenues dans un milieu plus populaire auraient peut-être eu un contenu plus positif¹⁶⁶. C'est vrai pour M. Shen, 55 ans, un propriétaire du quartier SAHT. Chômeur pendant plusieurs années avant qu'il ait trouvé un travail dans le comité de résidents de Yuanhenong en 2005. Sa famille déménage au quartier SAHT en 2004 : « *Pour moi, Yuanhenong est un lieu de travail en face d'où j'habite. Auparavant je ne connaissais rien sur ce quartier déconsidéré, mais j'y travaille depuis 2005, je trouve que les habitants sont très sympas...* ». Cependant, de tels jugements positifs sont assez négligeables.

Les opinions obtenues par l'internet ne sont pas neutres. Le forum public n'est pas un espace neutre. En fait, il n'est pas ouvert à tous : pour y participer il faut tout d'abord pouvoir accéder à l'internet de chez soi. Cela veut dire que les internautes sont seulement une partie des habitants¹⁶⁷. Pour la plupart des personnes âgées ou moins éduquées, l'accès à l'internet n'est pas facile. En cela, le forum ne s'apparente pas réellement à un espace public, mais plutôt à un espace réservé, à un « carré » où tous ne sont pas invités à entrer.

4.3.2 L'image diffusée par la presse locale

Ce n'est toutefois pas certain, ne serait-ce qu'en raison du type d'informations diffusées sur Yuanhenong, mais ces dernières années, les reportages sur Yuanhenong dans les médias sont en hausse. Bien sûr, il est fort possible que les statistiques indiquent véritablement une hausse.

¹⁶⁶ Exceptés les habitants qui participent à la discussion que j'ai provoquée sur le forum public, j'ai aussi rencontré par hasard quelques d'autres, plus âgés.

¹⁶⁷ Selon Juan, un des responsables du forum public sur internet du quartier SAHT, « la plupart des participants au forum sont des jeunes, éduqués, dans une tranche d'âge de moins de 40 ans.

Néanmoins, on peut considérer des indicateurs « objectifs » comme satisfaisants. Toutefois, l'École de construction sociale nous invite à examiner toute « réalité » de la représentation du quartier comme suspecte.

Selon P. Berger et T. Luckmann (1966), *la réalité* est comme « la qualité attribuée à des phénomènes reconnus comme ayant une existence indépendante de notre volonté et nous rappellent que la réalité mérite d'être appréhendée dans ses multiples dimensions, qui concernent à des titres divers l'homme de la rue, le philosophe, le savant, autrement dit des formes très diverses d'expertises ». De même, selon le point de vue marxiste, c'est le media qui influe dans le processus de « construction de la réalité ». La réalité n'est pas un fait donné. En revanche, elle est socialement construite. Les articles de medias ne réfléchissent pas à la réalité, mais la construisent. Evidement, la construction sociale insiste sur le rôle des médias et les rhétoriques sous-jacentes (G. W. Potter & V. E. Kappeler, 1998). Donc, la question principale ici devient alors : « comment l'image de Yuanhenong est-elle représentée par les médias locaux ? ».

Au regard des médias chinois¹⁶⁸ et des autorités locales, le quartier de Yuanhenong est d'abord un quartier douteux : un quartier d'échanges, où les revendeurs travaillent dans les rues, de manière particulièrement visibles et dont les transactions se concentrent ou s'étalent autour du quartier, malgré l'accessibilité réduite et les pressions policières. C'est aussi un quartier où des gens avec différents dialectes se regroupent dans des ruelles étroites, ce qui provoque, parfois, des conflits. Certains mentionnent le petit marché aux puces informel, le soir, où s'étalent des objets disparates et sans grande valeur (vêtements d'occasion, montres, ustensiles de maison), et où se pratique de la revente de matériel (téléphones portables...) dont la provenance est incertaine. D'autres encore viennent chercher des ressources (des plans, du travail, des adresses) alors qu'ils sont en situation d'urgence et de précarité.

La presse écrite est le témoin privilégié des stéréotypes véhiculés quotidiennement. On pouvait lire ainsi, dans le numéro du 18 octobre 2006 du *Shanghai Morning Post*, que : « Sept compteurs à eau ont été volés en une nuit dans un Penghuqu ». Le 9 septembre, ce journal a publié un article négatif sur le quartier de Yuanhenong avec des photographies. Sous le titre « L'eau sale déversée par le hangar du chantier nuit à la santé des habitants », on peut lire que « le hangar de travail est construit à l'angle d'une pelouse. Derrière se localisent un marché de Yuanhenong. Des herbes envahissent la pelouse. Des déchets solides comme les sachets en plastique et les papiers flottent sur les flaques d'eau. A cela, il faut ajouter les moustiques. Cette eau, que les ouvriers-paysans utilisant pour la lessive, forme un courant blanc...sale,

¹⁶⁸ Voir chapitre 1 note 11.

puant... ». On peut aussi lire cet extrait d'interview de résidents : « Cela sent mauvais quand il fait chaud. Et nous n'osons pas ouvrir la fenêtre... ». Alors, deux questions sous-jacentes se posent : Est-ce que les habitants peuvent avoir une vie quotidienne normale dans ce quartier ? Sinon, justifie-t-il une intervention publique ? La construction sociale nous invite également à prendre en considération la dimension politique (au sens large du terme) pouvant se cacher derrière une mise en évidence de reportages soi-disant alarmistes.

Cette énumération est loin d'être exhaustive, du moins en ce qui concerne la presse locale, mais elle suffit de montrer que les journaux présentent le quartier de Yuanhenong sous un jour négatif : « C'est un quartier ancien où il ne fait pas bon vivre, qui pose de multiples problèmes, des vols, des malpropretés etc. ».

Photo 12 : Deux articles sur Yuanhenong dans « Shanghai Morning Post »



Source : photographie de l'auteur

Note : « Shanghai Morning Post » est l'un des journaux quotidiens attaché au Groupe du Quotidien de la Libération de Shanghai (*Jiefang ribao jituan*). Il est créé officiellement 1^{er} janvier 1999 et a eu plusieurs révisions depuis lors. Aujourd'hui, il est devenu le premier journal du matin et a le plus haut volume de vente. En 2007, j'ai obtenu une opportunité de faire un stage comme journaliste dans ce journal pendant trois mois allant de février à avril.

L'influence des médias joue un rôle important dans la construction sociale de l'image de Yuanhenong. De tous temps, les institutions de contrôle social ont exercé un rôle régulateur.

De nos jours, il y a la télévision, les journaux, la radio, l'internet. La diffusion de l'information devient un outil de contrôle social auquel il est important de faire attention. Les médias qui rapportent continuellement sur le quartier de Yuanhenong ont, sans aucun doute, été le vecteur d'influence le plus puissant sur l'opinion publique. La prévalence des articles couvrant les affaires de Yuanhenong, la rhétorique utilisée, le nombre d'apparitions dans le texte, etc. La compréhension des reportages des médias peuvent éviter les biais à la validité.

4.3.3 Qu'en pensent les résidents : les autochtones et les nouveaux arrivants ?

Selon mes entretiens, la plupart des habitants locaux interrogés sont mécontents de l'état de ce quartier.

« Quand tu m'as parlé du quartier de Yuanhenong, j'ai eu mal à la tête. On peut utiliser trois mots à décrire ce quartier : Zangluancha¹⁶⁹ ».

(Mme Wang, 44 ans, gardienne,
installée dans le quartier depuis 1996)

« Alors que la plupart des habitants locaux se couchent vers minuit, les migrants font toujours du bruit. Parfois, ils parlent au téléphone si fort devant l'entrée de ma maison que je ne peux pas regarder la télévision. »

(Mme Dong, 65 ans, retraitée,
installée dans le quartier depuis 1976)

« Je suis arrivée dans le quartier de Yuanhenong en 1968. A ce moment là, il y avait peu de Waidiren (les personnes venues des autres provinces). Mais, maintenant ils sont nombreux et partout... Ces dernières années, de plus en plus de Waidiren entrent dans ce quartier. En fait, s'ils peuvent vivre honnêtement sans violer les règles, nous pouvons coexister en paix. Mais, comme tu sais, nous avons des modes de vie très différents. Ils ne sont pas comme les Shanghaïens, ils jettent des ordures partout. Ce n'est pas facile de changer leurs habitudes façonnées dans la campagne depuis longtemps. Quand ils rentrent très tard, parfois vers minuit, ils font toujours du bruit, ce qui est pénible à supporter. Je trouve que ce quartier est si sale et mauvais qu'on ne peut plus y habiter. Donc, j'ai acheté un appartement à l'extérieur et j'ai quitté le quartier ».

¹⁶⁹ Zangluancha, littéralement sale, désordonné et mauvais. Ces trois mots sont souvent entendus dans les expressions favorites.

(Mme Zhu, 61 ans, retraitée,
installée dans le quartier depuis la naissance)

Le couple Fan a quitté le Yuanhenong en 1998 pour se loger dans un appartement plus luxueux attribué par l'unité de travail (*Danwei*). A ce moment là, Fan était cadre dans une entreprise d'État et sa femme travaillait comme chercheur en chimie. Ils sont revenus dans le quartier en 2002 après la vente de cet appartement pour aider leur fils à faire des études au Corée. Depuis 2002, Fan était au chômage et a retrouvé un travail dans un comité de quartier en banlieue. Et sa femme a repris un travail comme vendeuse dans un magasin de vêtements après son départ à cause de problème de santé. *« Nous ne voulions pas revenir, mais pour aider notre fils, c'était la seule solution »,* précise le mari, *« Après être revenus dans le quartier, nous avons trouvé que c'était totalement changé. Nos voisins étaient déjà partis et ont été remplacés par la population extérieure. Le quartier est plus sale qu'avant... nous rêvons de quitter ce quartier, mais nous n'avons pas d'argent... Notre fils ne gagne pas encore sa vie ... »*. Cela est vrai pour ceux qui sont encore restés dans le quartier, comme Mme Jiang, retraitée, dont le fils est au lycée et le mari ingénieur. Bien qu'elle soit venue, selon ses dires, habiter au Yuanhenong après son mariage au moment même où l'image de ce quartier se ternissait : *« C'est un vieux quartier. Je pense que les voisins sont aimables et ont de bonnes relations. Mais, il y a trop de campagnards. Ça me déprime [...] Auparavant, c'était très propre. Après leur arrivée, le quartier est devenu sale. Les campagnards jettent des ordures partout et laissent les bicyclettes et tricycles dans les ruelles [...] En plus de l'hygiène, c'est surtout le bruit nocturne qui pose problème [...] »*.

Cette conscience de la mauvaise image du Yuanhenong est propre aux couches sociales les plus défavorisées qui y habitent. Mme Zhang, épouse d'un gardien, note que *« Oui, une grande partie des habitants locaux a quitté ce quartier. Eux, ils ont de l'argent. Nous, nous n'avons pas d'argent. La seule chose que nous pouvons faire, c'est d'y rester. J'espère qu'il va être démolie le plus vite possible. Le quartier est si sale qu'on ne peut pas y entrer »*. Cela est vrai pour Mme Chen, retraitée, qui a travaillé au Nicaragua pendant trois ans et au Cambodge pour un an durant les années 1990. Son mari, au chômage depuis longtemps, était électricien dans une usine de vêtements et son fils, 23 ans, est cuisinier dans un restaurant de pizza. Mme Chen est en train de décorer sa maison au moment de l'entretien. Malgré une bonne insertion sociale dans ce quartier où elle habite depuis l'enfance, elle exprime la gêne qu'elle éprouve à son lieu de résidence, *« J'ai beaucoup d'amies qui habitent dans les appartements nouveaux. Mais, moi, j'ai habité dans ce quartier dès l'enfance. On n'ose pas*

faire venir les amies chez moi tellement c'est sale... On reproche beaucoup de choses au Yuanhenong... ». Et pour Mme Gu, 43 ans, ouvrière, le plus important est d'« améliorer la condition de logement, de quitter ce quartier défavorisé ». « Ma fille est au lycée », raconte-elle, « j'espère qu'elle pourra quitter ce quartier et habiter ailleurs dans le futur. Nous, nous n'avons pas d'argent, sinon nous partirions tout de suite ».

Ces discours montrent bien le lien entre couche sociale, ancienneté dans le quartier, et stigmatisation. Les anciens habitants vivent une contradiction de statut : à la fois, ils sont du quartier, mais en décalage avec lui. De même, cette mauvaise réputation de Yuanhenong préoccupe également les jeunes résidents. Mlle Ji, 22 ans, qui était étudiante à l'université au moment de l'entretien, relève aussi cette mauvaise impression sur Yuanhenong où elle habite depuis l'enfance. « *Ce quartier est très sale par la faute des 'mingong'. Ils se querellent toujours. Ça me déplaît [...] Je voudrais déménager dans les nouveaux appartements après la démolition [...]* ». Le fils de Fan, 23 ans, ne travaille ni étudie au moment de l'entretien à cause d'une maladie de la glande thyroïde. Sa mère est en chômage depuis neuf ans et son père, technicien, est aussi en chômage après la fermeture de l'usine textile. « *Je suis né et ai grandi dans ce quartier. Quand j'étais enfant, j'avais beaucoup d'amis ici. Le quartier était très ordonné. Maintenant, la plupart de mes amis ont quitté ce quartier avec leurs parents. On n'a pas de lien avec eux. Chaque jour, je reste chez moi pour jouer aux jeux vidéo sur l'ordinateur. Pour moi, la belle mémoire de ce quartier a totalement disparue. Maintenant c'est trop sale. Je ne veux pas même descendre de la maison* ». Cela est vrai pour la fille de Gu, lycéenne, 18 ans. Sa mère est ouvrière dans une entreprise d'état. Et son père, après sept ans au Japon, revient et travaille dans une société Japonaise. Depuis que ses amies ont quitté le quartier, elle n'en a pas d'autres dans le voisinage sauf les camarades au lycée. Pour elle, le plus important est « *d'aller à l'université et de trouver un bon métier pour quitter le quartier comme les autres* ».

Les habitants locaux, jeunes et âgés, de toutes les couches sociales, partagent cette opinion négative sur Yuanhenong. La mauvaise réputation nous paraît méritée, disent-ils, « parce que nous l'avons vu de dedans, on est de Yuanhenong et on voit de l'intérieur et de l'extérieur ». Parmi les entretiens, on pourra trouver une mémoire reconstruite sur ce quartier. Face à ma question sur l'image de ce quartier, les habitants locaux font toujours une comparaison subjective entre le passé et aujourd'hui. Pour le passé de ce quartier, ils ont une mémoire positive : bon voisinage, ordonné, n'ont pas de souci de vols etc. Mais, aujourd'hui, c'est totalement changé. Des habitants soulignent le climat de tension qui prévaut parfois, faisant autant référence à la présence policière qui effectue des contrôles, de plus en plus fréquents et

visibles, qu'à des remarques et des gestes des occupants du quartier de Yuanhenong, qui les insécurisent sans les viser. Et ils se considèrent toujours eux-mêmes comme victimes de ce changement. Cette mémoire collective reconstruite fonctionne comme un discours commun entre le voisinage.

Dans ce climat, l'intervention du comité de résidents n'est pas neutre : il vient confirmer officiellement qu'il y a beaucoup de problèmes dans ce quartier. Cette mauvaise réputation a différents aspects relatifs aux conditions de vie au Yuanhenong, mais aussi à la population qui y loge. C'est ce dernier aspect que souligne la directrice du comité de résidents qui, parlant de problèmes créés par les migrants, déclare : *« Ce quartier rassemble trop de 'Waidiren' depuis l'année 2000 [...]. Ils le rendent très sale et très dangereux. Une grande partie des habitants locaux, de façon générale, sensible à ce climat, ont quitté le quartier. Ceux qui sont restés sont toujours les familles pauvres [...] »*.

Alors on s'aperçoit que le quartier ne représente pas la même valeur pour tous : les nouveaux arrivants vivent comme une amélioration le fait d'accéder à des logements dans la ville ; tandis que les habitants locaux ont l'impression de vivre au-dessous de leur condition. En particulier, le problème de la mauvaise réputation n'apparaît pas chez les migrants internes, ou, si réputation il y a, elle serait plutôt positive. Autrement dit, ce qui est stigmatisant pour les uns (les anciens du quartier) est valorisant pour les autres (les nouveaux arrivants). La réputation et l'image que chacun se fait du quartier, sont le reflet de sa propre estime de soi. Le migrant peut se sentir valorisé par un quartier qui pour d'autres est dévalorisant. Les jeunes migrants reçoivent volontiers la visite d'amis extérieurs. Il n'en reste pas moins que, globalement, le climat qui au Yuanhenong est négatif.

« Ici, c'est comme un village [...] Mais j'adore... [...] S'il n'y a pas de quartiers comme ici, nous, les migrants pauvres, ne pouvons pas vivre à Shanghai [...] Pour nous, il est très difficile de loger dans les appartements nouveaux. D'une part, ces propriétaires ne veulent pas nous louer ; d'autre part, le loyer est beaucoup plus élevés que celui d'ici [...] ».

(M. Zhou, artisan originaire de la province de l'Anhui,
installé dans le quartier depuis plus de trois ans)

M. et Mme. Wang, petits commerçants originaires de la province de Jiangsu, habitent dans le quartier de Yuanhenong depuis six ans. Ils ont deux enfants, dont la fille, 21 ans, travaille dans un restaurant et le fils, 25 ans, est ouvrier spécialisé. Le couple pense que le choix de loger au Yuanhenong n'est pas mal. M. Wang insiste : *« Je trouve que, ici, c'est pas mal. Au*

moins, nous pouvons survivre [...] Par ailleurs, il y a beaucoup de compatriotes du même village [...] ». Cela est vrai pour une jeune femme, 20 ans, venue de la province de Shanxi. Après avoir quitté Suzhou, une ville de la province de Jiangsu en 2006, ce jeune couple a rejoint la famille de son frère qui s'est installée dans le quartier de Yuanhenong il y a plusieurs années avec deux petites filles, âgées de trois ans et un an. Puis, les deux familles ont partagé une pièce de vingtaine mètres carrés. Cette année, ce jeune couple a eu un premier enfant. Pour aider la famille, le mari travaille dans la distribution des journaux tous les jours. La jeune maman reste chez elle pour s'occuper du bébé. *« J'aime beaucoup ici. A Shanghai, tout est mieux. Si j'ai de l'argent, je préfère rester ici. Ici, on a beaucoup d'amis, des compatriotes. On a de bonnes relations... ».*

Cette opinion positive est partagée par le quasi totalité des migrants qui y habitent parce qu'ils appartiennent aux couches sociales les plus défavorisées. Manque de capital social et économique, ils ne peuvent faire qu'un simple travail manuel que les citoyens ne veulent pas faire — souvent le travail difficile, salissant, exténuant et peu rémunérant. Ce qui les met dans une situation difficile et précaire. Donc, le loyer bon marché est un avantage pour eux, bien que la condition de logements soit assez mauvaise. La satisfaction très généralement exprimée par les migrants à l'égard de Yuanhenong renvoie à ces communautés, mais aussi, plus profondément, aux expériences passées. Pour eux, Yuanhenong est un choix nécessaire ou plutôt provisoire pour survivre dans la ville. De ce point de vue, le quartier de Yuanhenong est un lieu urbain et un temps de la ville plutôt qu'un quartier, un espace de ressources plutôt qu'un espace de proximité, un moment dans des parcours et un repère dans des circulations migratoires plutôt qu'une unité de voisinage résidentiel.

Les autochtones restés dans le quartier de Yuanhenong disaient volontiers leur lassitude et leur intention d'abandonner le terrain. Ils rêvaient d'un nouvel appartement, les travailleurs migrants étant les seuls à exprimer leur satisfaction d'avoir peu échappé à leurs conditions de logements antérieurs.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons analysé le processus de la construction sociale du quartier de Yuanhenong à trois niveaux : la localisation et le territoire, l'histoire du quartier et de ses représentations, ainsi que l'image sociale diffusée par la population extérieure, les médias et les résidents du Yuanhenong. A travers ces trois étapes, nous pouvons proposer les caractéristiques géographiques, historiques et sociales de la construction sociale de ce quartier.

Au Yuanhenong, cette image du village, qui a très souvent été évoquée au cours des entretiens, correspond effectivement à une expérience quotidienne de relations de voisinage, d'entraide et d'amitié extrêmement personnalisées. J'ai remarqué aussi ce sentiment profond d'appartenance à une communauté unique qu'il s'agisse des « villageois urbains » du West-end de Boston (H. J. Gans, 1962) ou des habitants de l'îlot 4 du 13^e arrondissement de Paris (H. Coing, 1966) : appartenance ouvrière, forte densité de population et insalubrité etc.

L'image sociale du quartier de Yuanhenong, en grand part, est socialement construite, comme l'écrivent J. -C. Chamboredon et A. Mejean (1985) à propos d'une étude « découverte » de la Provence : « Quels sont les traits principaux de l'image sociale d'une région ? C'est un élément d'une sociologie des images du territoire régional ». Selon eux, cette image est un processus d'abstraction, de sélection et de construction par lequel le pays (son espace, ses paysages, sa population) se trouve constitué en objet touristique dans le cas qu'ils étudient. Ce sont les mécanismes de qualification / déqualification ; ou bien on peut dire de valorisation / dévalorisation ; des personnes par rapport au quartier, mais ces mécanismes sont différents selon les statuts sociaux, selon l'ancienneté ou la position sociale dans la ville. C'est un résultat que l'on retrouve chez Wirth (1928), chez Young & Willmott (1957) ou chez Gans (1962).

La stigmatisation (N. Elias, 1965 ; E. Goffman, 1975) et « l'étiquetage » (H. S. Becker, 1985) dont le quartier de Yuanhenong fait l'objet peut jouer un rôle important dans le processus de construction sociale du quartier. Cela nous permet de mieux comprendre le quartier, pas seulement un lieu de passage, mais un fait socialement construit par des acteurs sociaux différents. On peut imaginer qu'imposer l'image négative du quartier comme insalubre et dangereux contribue le fondement de cette stigmatisation.

Nous pouvons, non seulement, décrire, ou rapporter des images historiques et sociales, mais aussi identifier des effets sociaux de ces images : elles peuvent être disqualifiantes pour certains (ou fonctionner comme un stigmat), mais valorisantes pour d'autres (par exemple, les migrants trouvent le quartier valorisant, mais pas les vieux shanghaiens, etc.). Les discours des habitants locaux montrent bien le lien entre couche sociale, ancienneté dans le quartier, et stigmatisation. Les anciens habitants vivent une contradiction de statut : à la fois, ils sont du quartier, mais en décalage avec lui. En fait, les habitants locaux, jeunes et âgés, de la plupart des couches sociales, partagent cette opinion négative sur le quartier de Yuanhenong et ont une mémoire reconstruite sur ce dernier. Cependant, le quartier ne représente pas la même valeur pour tous : les nouveaux arrivants vivent comme une amélioration le fait d'accéder à des logements dans la ville tandis que les habitants locaux ont l'impression de vivre au-

dessous de leur condition. En particulier, le problème de la mauvaise réputation n'apparaît pas chez les migrants internes, ou, si réputation il y a, elle serait plutôt positive. La réputation et l'image que chacun se fait du quartier sont le reflet de sa propre estime de soi.

Chapitre 5 - Construction et morphologie d'une population urbaine

Introduction

Nous avons analysé, dans le chapitre précédent, la construction sociale du quartier de Yuanhenong aux niveaux géographique, historique et social. Pour obtenir une bonne représentation de ce quartier, nous ne devons pas négliger sa population. Elle est au centre de notre réflexion sociologique.

Depuis les années 1990, le quartier de Yuanhenong a connu l'installation d'une population hétérogène, partiellement en rupture avec les caractéristiques des anciens habitants. La population actuelle est composée d'un mélange hétérogène mêlant à la fois des résidents munis du *Hukou* de Shanghai, installés depuis des décennies, et les travailleurs migrants venus de la campagne. Preuve de la diversité des pièces de la mosaïque, ce quartier témoigne d'un regroupement par origine.

Dans ce chapitre, nous voudrions proposer une monographie sur la population de ce quartier. Comme le souligne C. Vigour (2005), « dans une première étape, il est souvent nécessaire de réaliser une monographie pour chaque cas, même si celle-ci doit absolument rester une phase provisoire » (p. 223). Ici, il s'agit de regrouper, dans un premier temps, toutes les données statistiques portant sur le cas du quartier de Yuanhenong pour mettre en évidence les principales caractéristiques de sa population. Nous pourrions, tout d'abord, exposer une situation générale sur les habitants locaux au Yuanhenong et leurs caractéristiques, tout en se consacrant principalement à un groupe typique : les chômeurs des entreprises d'État (*Xiagang*)¹⁷⁰. Ensuite, nous travaillerons sur les parcours des nouveaux arrivants - travailleurs migrants : le contexte de départ, le rôle des réseaux sociaux, la trajectoire résidentielle, le logement, le travail et la langue. Enfin, nous exposerons les trajectoires de la migration récente sur la morphologie du quartier, cela nous donnera une vision générale de la situation des travailleurs migrants dans le quartier de Yuanhenong. Notre objectif, dans ce chapitre, est de représenter une morphologie de la population du terrain étudié.

¹⁷⁰ *Xiagang*, littéralement : descendus de leur poste de travail, que l'on peut le traduire par chômeur. Ce groupe est constitué par les employés et les ouvriers des entreprises qui, en perdant leur poste, ont perdu le rapport au travail avec leur entreprise, mais bénéficient encore de la sécurité sociale de leur unité de travail (*danwei*). Le *Xiagang* type a près de 40 ans, une éducation de niveau du premier cycle du secondaire, pas ou peu de qualification et a travaillé pendant près de 20 ans dans la même entreprise d'État. Ils représentent un phénomène de l'emploi spécifique à la Chine qui est apparu dans les années 1990 pendant la restructuration des entreprises d'État chinoises (Voir plus loin note 196).

5.1 Les habitants locaux

5.1.1 La situation générale des habitants locaux

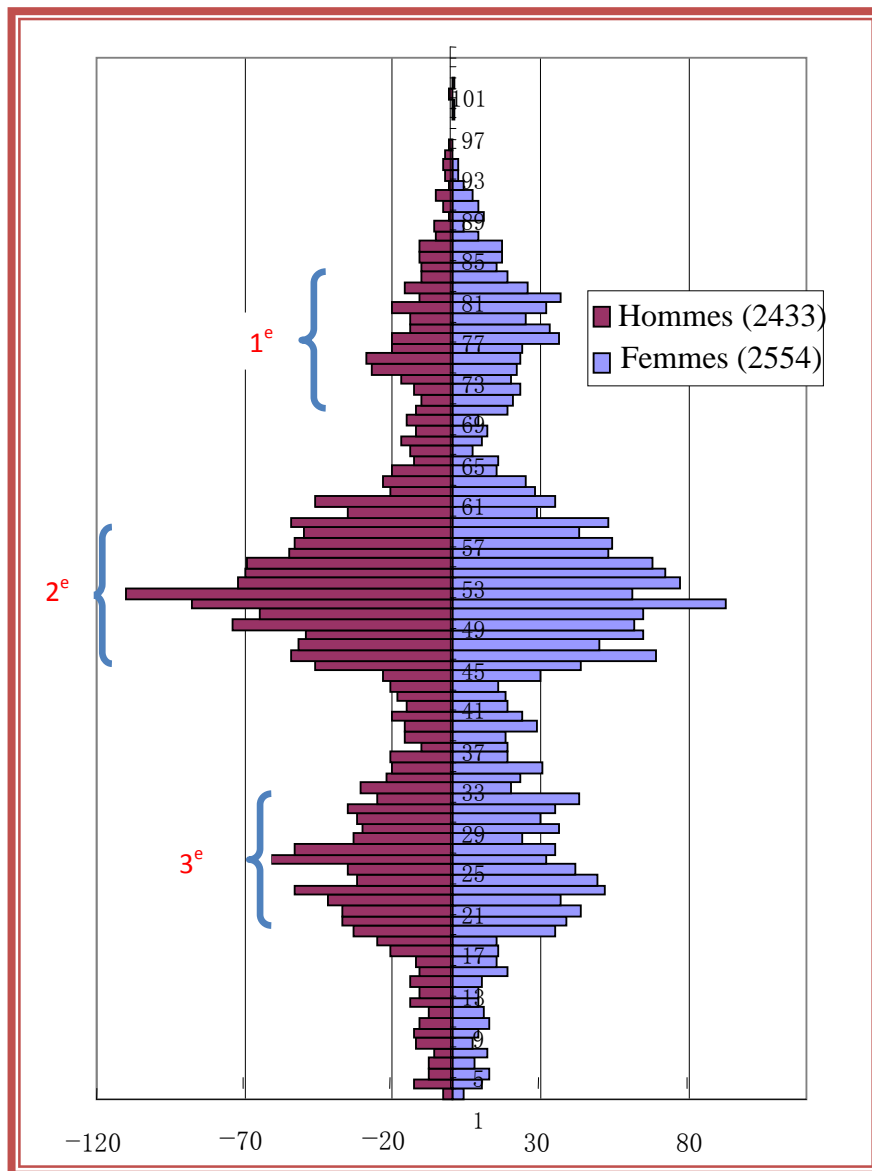
La plupart des habitants locaux sont de la deuxième et la troisième génération des migrants qui venaient principalement de la province du Jiangsu ou du Zhejiang, deux provinces proches de Shanghai¹⁷¹. Selon les chiffres fournis par le comité de résidents, en fin 2005, il y avait 4 987 habitants de *Hukou* enregistrés¹⁷² dans le quartier de Yuanhenong dont 2 433 hommes et 2 554 femmes parmi lesquels une majorité est, en réalité, déjà partie¹⁷³.

¹⁷¹ Voir sur ce point notre chapitre 4.

¹⁷² Selon le système du *Hukou*, tous les habitants doivent s'enregistrer au commissariat du lieu de résidence dès leur naissance.

¹⁷³ Manque de recensement systématique, il est difficile de savoir le chiffre précis des habitants qui sont déjà parties.

Figure 20 : Pyramide des âges des habitants locaux



Sources : Les chiffres fournis par le comité de résidents de Yuanhenong et établis en fonction du nombre de *Hukou* enregistrés.

N.B. : Cette figure est construite sur la base de ce *Hukou*. Il prend en compte les personnes qui ont déjà quitté le quartier, mais leur *Hukou* est enregistré dans ce quartier. Ces chiffres ne comprennent pas ceux qui demeurent longtemps mais n'ont pas de *Hukou* enregistré dans ce quartier¹⁷⁴.

Comme le montre la figure 20, il y a trois « pics » (25 ans, 50 ans, 75 ans) et deux « creux » (35 ans, 65 ans) dans cette pyramide des âges. On peut essayer d'expliquer la structure de cette pyramide. Le premier pic correspond aux personnes dont l'âge varie entre 70 et 80 ans.

¹⁷⁴ Ici, on doit distinguer deux concepts différents. Ce sont la population qui demeure longtemps (*Changzhu renkou*) et la population du *Hukou* enregistré (*Huji renkou*). Le premier type se compose de tous les habitants locaux qui habitent dans ce quartier, y compris ceux qui n'ont pas de *Hukou* enregistré mais qui y habitent (*Ren'ai hubuzai*). Le deuxième type se compose de tous les habitants titulaires du *Hukou* enregistré dans ce quartier, y compris ceux qui sont partis (*Huzai renbuzai*). Dans ma thèse, nous nous centrons surtout sur la population possédant un *Hukou* enregistré.

Ce sont les migrants des années 1950 ou plutôt les premiers occupants de ce quartier. Le deuxième pic correspond aux cinquantenaires. C'est la deuxième génération qui est née dans les années 1960 au moment où l'État chinois appliquait une « Politique de naissance d'encouragement » (*Guli Shengyu*¹⁷⁵). Cette génération est très prolifique. Le vieillissement de la population active constitue un problème étant donné qu'un nombre élevé de baby-boomers commencent à prendre leur retraite. Le troisième pic correspond aux jeunes qui sont de la troisième génération. Cette génération est moins importante que celle de leurs parents, du fait de l'application de la « Politique de l'enfant unique » (*Jihua shengyu*¹⁷⁶) par l'État. Ces trois pics représentent trois générations : grand-père, père et fils, ce qui est le résultat de la première vague de migration avant les années 1950. Après les pics, apparaissent les deux creux. Cette pyramide des âges des habitants locaux nous projette l'histoire du quartier de Yuanheonong : l'arrivée des premiers résidents, leur installation, la naissance de la deuxième et la troisième génération. Dans un certain sens, elle sert aussi de reflet au contexte politique de la Chine contemporaine.

En plus des habitants qui sont déjà partis, il y a sans doute la surreprésentation des personnes en rupture professionnelle. Ce point est important car les populations âgées et inactives, qui n'ont que le quartier comme lieu de vie, savent aussi qu'elles ont très peu de chance d'en partir. Il faut revenir sur les biais de construction des données statistiques qui ne distinguent pas les deux groupes, les présents et les absents. En effet, nous devons analyser des données plus précises (avoir aussi quelques statistiques en terme des Catégories socioprofessionnelles - CSP - et pas seulement d'âge) sur toute la population locale (voir : Encadré 5). Nous connaissons, en particulier, la structure sociale de la population active (PA). La répartition de la PA par catégorie sociale décrit la structure sociale du quartier, ce qui sert à appréhender des groupes sociaux. Pour ce fait, nous avons élaboré un échantillon d'habitants actifs en fonction de CSP. Ensuite, deux autres quartiers ont été pris en compte à titre comparatif : un quartier nouveau et un autre ancien.

¹⁷⁵ Au lendemain de leur victoire sur le Parti nationaliste, les communistes chinois ont été aveuglés par leur idéologie, et cela est particulièrement manifeste s'agissant de démographie. Ils ne peuvent pas admettre que la Chine puisse connaître un problème de surpopulation. De plus, le Communisme est profondément anti-malthusien. Pour les Maoïstes, l'homme est avant tout un producteur et la prospérité de la Chine dépend directement de sa croissance démographique. Par conséquent, l'État applique une position pro-nataliste et favorise systématiquement les familles nombreuses. Les visions malthusiennes sont régulièrement attaquées car il paraît évident que la limitation des naissances ne peut être que négative dans un pays socialiste (Cf. Pascal Rocha da Silva, 2006).

¹⁷⁶ Afin de contrôler la fécondité du pays, le gouvernement chinois a lancé deux politiques majeures de contrôle des naissances : la politique du *wan-xi-shao* (littéralement « mariage tardif, naissances peu rapprochées et peu nombreuses »), lancée au début des années 1970 et la politique de l'enfant unique, mise en application en 1979 (Op. cit.).

Encadré 5 : Les catégories socioprofessionnelles (CSP)

Nous devons formuler quelques remarques concernant les CSP. Créée en France en 1954, la nomenclature des catégories socioprofessionnelles (CSP) a été modifiée en 1982 pour devenir la nomenclature des Professions et Catégories socioprofessionnelles (PCS). L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), organisme statistique français classe les français en fonction de leur activité. Ce classement repose sur la distinction de catégories socioprofessionnelles de 1950 à 1982. Ce classement est de plus en plus précis : secteur d'activité (primaire, secondaire, tertiaire) puis domaine (agriculture, commerce, ...). Il existe aussi dans ce classement des catégories pour les personnes qui ne répondent à aucun critère (ex: autre). Depuis 1982, il faut utiliser PCS en remplacement de CPS (Cf. Desrosières et Thévenot, 1988).

En Chine, cette classification est un peu différente. Selon le « Grand dictionnaire de classification des métiers de la République populaire de Chine » (*Zhonghua renmin gongheguo zhiye fenlei dadian*) qui est publié en 1999, nous classifions tous les métiers en huit grandes catégories. Avec les réformes, l'introduction de mécanismes de marché et le développement d'un secteur économique privé contribuent à transformer en profondeur les fondements de la société chinoise. Liée à ce développement économique, de nouvelles figures sociales apparaissent comme le *getihu* (travailleur indépendant non rattaché à une unité de travail), l'entrepreneur privé, ou encore les ouvriers-paysans (*nongmingong*). Le vieux classement officiel concernant la structure sociale, « deux classes : les ouvriers et les paysans, et une couche, les intellectuels », ne reflétait pas la réalité autrefois, et encore moins aujourd'hui. Face à ces transformations, des sociologues vont développer, à partir des années 1990, une réflexion sur la nouvelle stratification sociale issue des réformes selon la profession. On assiste ainsi tout au long de la décennie à la publication d'enquêtes, de rapports et autres ouvrages¹⁷⁷.

La question de la classification socioprofessionnelle fait débat en Chine comme en témoigne la réception des travaux de Lu Xueyi (2002). Le rapport dirigé par Lu Xueyi de

¹⁷⁷ Parmi les ouvrages de référence : He Jianzhang (ed.), *Dangdai shehui jieji jigou he shehui fenceng wenti* (Questions sur les structures de classe et la stratification de la société contemporaine), Pékin, Zhongguo shehui kexue chubanshe, 1990 ; Li Lulu, *Dangdai zhongguo xiandaihua jincheng zhong de shehui jigou jiqi biange* (Les structures sociales et leurs transformations au sein du processus de modernisation de la Chine contemporaine), Zhejiang renmin chubanshe, 1992 ; Li Qiang, *Dangdai zhongguo shehui fenceng yu liudong* (Stratification et mobilité de la société chinoise contemporaine), Pékin, Zhongguo renmin chubanshe, 1993 ; Li Peilin (éd), *Zhongguo xinshiji jieji jieceng baogao* (Rapport sur les classes et les strates de la nouvelle période en Chine), Liaoning renmin chubanshe, 1995 ; Lu Xueyi (éd), *Dangdai zhongguo shehui jieceng yanjiu baogao* (rapport de recherche sur les strates sociales de la Chine contemporaine), Pékin, Shehui kexue zhenxian chubanshe, 2002.

l'Académie des sciences sociales de Chine, publié en 2002, propose une classification de la société chinoise en 5 groupes et 10 strates, avec au sommet les cadres politiques et les dirigeants d'entreprises, et à la base, les paysans et sans-emploi¹⁷⁸. Le rapport insiste sur le rôle essentiel des couches moyennes dans le développement social chinois : si leur position demeure limitée, elles jouent le rôle d'intermédiaire entre les classes inférieures et supérieures, permettent des formes de mobilité sociale et une stabilité de la société. Les couches moyennes et supérieures sont considérées comme de nouvelles forces sociales qui peuvent augmenter la base sociale du Parti et de l'État. S'inscrivant dans la droite ligne de la théorie des trois représentativités (*sange daibiao*) de Jiang Zemin¹⁷⁹ et revendiquant cette filiation, le rapport a été pourtant interdit à sa sortie à cette époque. La polémique autour de l'ouvrage reflète les contradictions idéologiques du « socialisme aux couleurs chinoises », entre d'une part, le maintien du dogme marxiste de la dictature du prolétariat, et d'autre part, la justification des inégalités économiques par Deng Xiaoping et son célèbre « enrichissez-vous », ainsi que la théorie des trois représentativités de Jiang Zemin (A. Merle, 2007).

A partir des années 1990, Sun Liping, professeur de sociologie à l'université de Qinghua, s'oriente vers une réflexion sur les changements des structures sociales en Chine et l'apparition de nouveaux groupes sociaux. Son analyse de la polarisation de la société chinoise contemporaine, et notamment, le concept de « fracture sociale » (*shehui duanlie*), ont eu un impact important en Chine, dépassant la sphère purement académique¹⁸⁰. Selon Sun, depuis les années 1990, les ressources sociales sont passées de la dispersion sociale à la concentration dans une minorité de population. Durant la transformation vers l'industrialisation, l'urbanisation et la marchandisation, il est apparu un « groupe faible » (*ruoshi qunti* : en opposition avec *qiangshi qunti*, groupe fort), par exemple, les chômeurs des entreprises d'État (*xiagang*), les travailleurs migrants (*nongmingong*) dans les villes etc. Jetés en dehors de la structure sociale, il est difficile, pour eux, de changer leur identité sociale traditionnelle vers une autre plus moderne. Le bénéfice de la réforme économique n'est pas

¹⁷⁸ Les 10 strates sont respectivement : 1) Les gestionnaires de l'État ou de la société ; 2) Les dirigeants d'entreprises ; 3) Les entrepreneurs privés ; 4) Les techniciens spécialisés ; 5) Les employés de bureau ; 6) Les travailleurs indépendants dans le commerce et l'entreprise ; 7) Les employés et ouvriers du commerce et des services ; 8) Les ouvriers de production ; 9) Les travailleurs dans le secteur agricole ; 10) Les personnes sans emploi, au chômage, ou au chômage partiels dans les villes et les campagnes.

¹⁷⁹ En 2000, Jiang Zemin, alors premier secrétaire général du Parti, expose la théorie des trois représentativités. Celle-ci stipule que le Parti doit représenter les forces productives d'avant-garde, la culture chinoise moderne et les intérêts fondamentaux de la majorité du peuple. Cette théorie a été inscrite dans la constitution du Parti en 2002.

¹⁸⁰ Voir, notamment, ses deux articles : « Zhongguo shehui jiegou zhuanxing de zhongjinqi qushi yu yinhuan » (Tendances et crise potentielle à court et moyen terme des transformations des structures de la société chinoise), avec Li Qiang et Shen Yuan, *Zhanlue yu guanli (Stratégies et Gestions)*, 1998, n° 5 ; « Jiushi niandai yilai zhongguo shehui jiegou yanbian de xinqushi » (Nouvelles tendances dans l'évolution des structures sociales chinoises depuis le milieu des années 1990), département de sociologie, Université Qinghua, 2002.

partagé par toute la population. Cette réforme a, en quelque sorte, « fracturée » la société chinoise.

Dans ma thèse, nous utilisons la classification chinoise des CSP en analysant la population du quartier de Yuanhenong. A ce niveau, il est fondamental de se poser deux questions : comment peut-on réellement décrire les métiers et les niveaux de vie à travers les CSP ? Et pour les migrants, peut-on parler alors de mobilité sociale à travers la migration ?

Tableau 4 : Répartition par CSP de la population active entre trois différents quartiers¹⁸¹

CSP (Chine)	Yuanhenong (%*)	SA** (%)	LD** (%)
Les gestionnaires de l'État ou de la société ; Les dirigeants d'entreprises	0	4,6	0,6
Les techniciens spécialisés	0	24,6	12,9
Les employés de bureau	4,6	57,8	21,9
Les travailleurs indépendants dans le commerce et l'entreprise	7,6	0	1,0
Les ouvriers de production	77,7	12,6	54,7
Les employés du secteur commercial	3,0	0,3	8,4
Autres***	7,1	0	0,5

Source : les chiffres donnés par les comités de résidents des quartiers

N.B. :

* Les pourcentages ayant été arrondis, le total n'est pas toujours égal à 100.

** Ici, nous choisissons deux quartiers proches du Yuanhenong pour faire une comparaison sur les habitants actifs en fonction de leur CSP. Les immeubles en copropriété SA ont été construits en 2003 sur le site de l'ancienne usine textile proche du quartier de Yuanhenong. C'est une nouvelle « petite zone résidentielle »

¹⁸¹ Selon le type d'habitation et parfois la date de construction, on a distingué six catégories de l'habitat dans la zone urbaine de Shanghai : les pavillons avec cours-jardins (*Huayuan yangfang*), les appartements (*Gongyu*), les nouvelles cités ouvrières (*Gongren xincun*), les nouveaux *Lilong* (*Xinshi lilong*), les *Lilong* anciens (*Jiushi lilong*) et les bidonvilles (*Penghuqu*). Shanghai est célèbre pour ses *lilong* (appelés aussi *longtang* avant 1949). Comme un type d'habitat, *lilong* désigne un ensemble de venelles unissant plusieurs blocs d'habitations. Un *lilong* n'est pas qu'un simple espace dans la ville, c'est aussi une communauté. Il y a une culture du *lilong*, une architecture propre à cette forme d'habitat, un mode de vie qui amène les résidents à des formes variées d'interaction. Chaque *lilong* porte un nom qui lui est propre, choisi par le promoteur ou par les habitants, qui est censé le placer sous de bons auspices (voir : C. Henriot & Zheng Zu'an, 2002).

(*zhuzhai xiaoqu*¹⁸²). Composée de onze immeubles de 12 à 24 étages où logent 1 035 familles, environ plus de 4 000 personnes. Tout près du quartier SAHT, le quartier de LD est un quartier populaire, construit dans les années 1980, où logent plus de mille familles.

*** La catégorie socioprofessionnelle « autres » comporte les chômeurs, les sans emplois, les soldats et les autres qui ne peuvent pas s'inclure dans les catégories précédents.

Manque de recensement systématique, il est difficile d'exposer une situation générale sur les trois catégories de logement. Les chiffres sur le quartier de Yuanhenong sont fondés sur une enquête et un échantillon (n=202 ménages) menée et constitué par Jiang Jianjun en 2003. Voir : Jiang Jianjun (2004), « Penghuqu bendi jumin daiji liudong yanjiu » (La mobilité intergénérationnelle des habitants locaux dans le Penghuqu C), mémoire de sociologie de l'Université Normale de la Chine de l'Est, non publié.

Les chiffres des quartiers SAHT et LD sont donnés par le comité de résidents en novembre 2006. L'analyse du quartier SAHT est fondée sur un échantillon de la taille de 579 individus, dont 292 hommes et 287 femmes, d'âge de plus de 18 ans. L'analyse du quartier LD est sur un échantillon de 2 717 personnes, dont 1 407 hommes et 1 310 femmes.

Photo 13 : L'apparence des trois quartiers



Source : photographie de l'auteur

La composition en CSP des quartiers doit beaucoup aux caractéristiques de construction des logements dans ces différents quartiers. Les divisions sociales y prennent une allure nouvelle, les différences d'un quartier à l'autre devenant plus tranchées. La différenciation de la composition en CSP dépend du type et du coût de la construction, et par suite, très

¹⁸² La notion de « petite zone résidentielle » (*zhuzhai xiaoqu*, *juzhu xiaoqu*) désigne de nouveaux espaces urbains. C'est un terme qui semble avoir été emprunté au russe lorsque, dans les années 1950, par suite de l'influence soviétique que la planification urbaine et l'architecture, la Chine a adopté ce concept de « petite zone » (*xiaoqu*). A cette époque, il faisait référence à des cités ouvrières ou à de petits ensembles résidentiels. Dans les années 1960 et 1970, avec le ralentissement de la croissance économique et le gel de la planification urbaine, la notion de « petite zone » est tombée en désuétude. Avec les années 1980, elle réapparue avec force et s'est imposée rapidement dans la littérature spécialisée et officielle (voir : C. Henriot & Zheng Zu'an, 2002).

largement, de la date de la construction. Des groupes de logements de type différent construits à des dates différentes attirent des catégories d'habitants particulières. Le quartier de Yuanhenong compte 77,7% d'ouvriers sectoriels, ce qui forme l'essentiel de la population totale, alors que le quartier LD n'en est composé que de 54,7 %. Et pour le quartier SAHT, la population ouvrière est estimée seulement à 12,6 % (voir : Tableau 4).

L'image catastrophique de Yuanhenong doit quelque chose à ces conditions morphologiques : ce quartier, où la part de la population d'ouvriers non-qualifiés, retraitée et sans emplois est surreprésentée (1 357 soit 27,2% sont âgés de 55 ans et plus parmi les habitants de *Hukou* enregistré), est trop différent des nouveaux immeubles proches en copropriété qui attirent plus les couples mariés et une population en moyenne plus jeune appartenant à la classe moyenne¹⁸³. Le total des techniciens et des adjoints a été estimé à plus de 80% (voir : Tableau 4). Comme le dit M. Ding, 43 ans, professeur, dont la famille conjugale habite dans le quartier SA depuis trois ans au moment de l'entretien, « *La plupart des propriétaires dans le quartier SAHT sont des jeunes couples éduqués ou des 'cols blancs'...* ». S'il s'oppose nettement aux quartiers voisins, comme un quartier traditionnel s'oppose aux nouveaux quartiers résidentiels, le quartier de Yuanhenong est une unité socialement assez homogène, surtout si l'on considère les habitants anciens restés dans le quartier. La séparation en catégories sociales différentes s'observe dans les trois quartiers étudiés. Mais dans le cas de Yuanhenong, la différence entre les catégories socioprofessionnelles est beaucoup plus faible que dans les deux autres quartiers.

Sur la question de la caractérisation sociale d'un micro-espace urbain, P. A. Rosental (1996) montre, dans le cas étudié de la rue Wacquez-Lalo située dans la commune de Loos à côté de Lille, que les professions de ses résidents peuvent attribuer à cette rue une physionomie populaire et mettent en évidence une ségrégation spatiale. Selon lui, l'adoption d'un découpage en catégories socioprofessionnelles caractérise la nature de l'organisation sociale et l'existence de mécanismes locaux de structuration. Dans notre recherche, les différentes catégories socioprofessionnelles sont représentées dans chaque cas en tenant compte du type d'organismes et du type de filières par lesquels les résidents accèdent à ces logements. Alors que la privatisation du marché du logement se généralise, les résidents métropolitains commencent à acheter des habitations pour améliorer leur condition de

¹⁸³ Dans la sociologie occidentale, la stratification sociale est un sujet important. Max Weber classifie la population en trois classes sociales fondées sur trois critères : économique, politique et social. Puis, les sociologues après lui introduisent les autres critères comme métier, éducation, sexe et croyance religieuse etc. En 1951, C. W. Mills a publié son livre intitulé *Les cols blancs. Les classes moyennes aux Etats-Unis*. En Chine, il n'y a pas de critères unificateurs sur cette question. Selon Zhou Xiaohong, sociologue de l'université du Nankin, la classe moyenne en Chine est fondée sur huit aspects. Ce sont « identité, comportement du consommateur, activités de loisirs, sociabilité, éducation et acquis culturels, caractère culturel, participation politique et utilisation de médias » (voir : Zhou Xiaohong, 2005).

logement. Depuis, à travers des agences immobilières, une partie des habitants ont dépensé leur épargne pour l'achat d'appartements à l'extérieur. A la différence des immeubles anciens qui sont attribués comme un bien-être à des cadres ou des employés ou, bien souvent, à des ouvriers qui ont une stabilité particulière dans leur entreprise (*Fuli fenfang*)¹⁸⁴, les nouveaux immeubles sont mis sur le marché pour la vente par les agences immobilières. La caractéristique de ces organismes est de réaliser une sélection qui s'opère selon les règles du marché : des appartements attirent une clientèle assez homogène du fait qu'elle doit répondre aux mêmes conditions économiques et que, le plus souvent, elle est recrutée dans une aire sociale assez définie. Ces occupants sont plus jeunes et plus diplômés. La plupart ont moins de cinquante ans. Pour eux, se loger dans un tel nouveau quartier est une manifestation symbolique du statut. En revanche, pour les autres plus âgés et très faiblement diplômés, il est très difficile d'accéder à de tels immeubles. Cette sélection des occupants selon les conditions économiques expulse les pauvres, ce qui construit l'inégalité entre riches et pauvres. Bien souvent, la division des habitations conduit à la ségrégation d'espace, ouverte ou latente.

Tableau 5 : Comparaison par l'âge des plus de 18 ans entre les trois différents quartiers

<i>Tranche d'âge</i>	<i>Yuanhenong</i>		<i>Quartier SA</i>		<i>Quartier LD</i>	
	Fréquence	%	Fréquence	%	Fréquence	%
18-39 ans	1326	29,7	229	39,6	759	27,9
40-59 ans	2174	48,7	244	42,1	1276	47,0
60 et plus	963	21,6	106	18,3	682	25,1
total	4463	100,0	579	100,0	2717	100,0

Sources : Les chiffres fournis par les comités de résidents de ces trois quartiers et établis en fonction du nombre de *Hukou* enregistrés.

L'enquête de terrain comporte des entretiens auprès des habitants locaux de Yuanhenong dans un cadre informel dont, notamment, 53 entretiens approfondis, pourtant sur 31 femmes et 22 hommes. Parmi les interrogés ceux âgés de 50 ans ou plus constitue la strate la plus représentée. En plus des personnes âgées retraitées, les autres sont pour la plupart des *xiagang* qui se trouvent en situation précaire : 31 sont des retraités, 4 sont sans emploi, 8 sont des *xiagang* des entreprises d'État. Concernant le niveau d'éducation, ils sont aussi peu éduqués : 40 personnes interviewées ont le niveau d'études secondaires, dont 24 ont le niveau collège, 14 lycée et 2 école professionnelle ; 5 ont le niveau d'études primaires (écolier) et 3 ont le

¹⁸⁴ Voir notre chapitre 4 note 159.

niveau d'études supérieures (université). Parmi les 50 interrogés, tous sont propriétaires de leur maison. 5 parmi ceux ont quitté ce quartier et laissé l'ancienne maison à des nouveaux arrivants. Tous les interrogés habitent dans ce quartier depuis plus de dix ans. Leur moyen d'entrer dans ce quartier est différent : 18 par mariage, 28 lieux de naissance et 7 pour autres motifs (voir : Tableau 6).

Tableau 6 : Répartition de l'échantillon selon les caractéristiques démographiques

Catégories	Echantillon d'entretien	
Niveau d'éducation		
Primaire	5	
Diplôme du secondaire	40	
dont collège		24
lycée		14
école professionnelle		2
Diplôme universitaire	3	
Illettré	5	
Sexe		
Homme	22	
Femme	31	
Âge		
18 – 34	6	
35 – 54	22	
55 et plus	25	
Moyens d'entrer dans le quartier		
Lieu de naissance	28	
Par mariage	18	
Autres	7	
Durée de présence dans le quartier (par an)		
0 - 1/2	0	
1/2-1	0	
1 - 5	1	
5 - 10	2	
10 et plus	50	
Professions		
retraités	31	
sans emploi	4	
xiagang	8	
autres	10	
Statut dans ce quartier		
Ceux qui sont partis et sous loués	5	
Ceux qui sont restés	43	
dont cohabitent avec les migrants dans la même maison		2
Autres	5	

Source : selon les entretiens auprès les habitants

5.1.2 Les « *xiagang* » : un groupe typique

En Chine, et à Shanghai en particulier, lorsqu'on aborde le sujet du chômage¹⁸⁵ et des politiques publiques mises en place pour le résorber, on pense surtout aux *xiagang* : des quadragénaires et quinquagénaires, plus communément appelés les « 40-50 »¹⁸⁶.

Depuis les années 1990, la Chine a commencé à mener une réforme des entreprises d'État (*Guoyou qiye gaige*) pour réduire le nombre de travailleurs et augmenter la productivité (*Jianyuan zengxiao*). Le secteur textile était au premier rang des industries d'État. En 1997, 54% des entreprises textiles subissaient un déficit. Un phénomène nouveau est apparu : l'apparition d'un chômage massif dans les villes chinoises. 450 000 travailleurs ont été licenciés dans le secteur du textile en 1997, et 660 000 en 1998 et plus de 1,2 million nouveaux licenciements sur la période 1998-2000 (J. L. Rocca, 2000). Pendant cette réforme, une grande partie des entreprises d'État ont fermé pour cause de faillite.

Durement touchée par les restructurations des entreprises d'État dès le début des années 1990, la municipalité de Shanghai est à l'avant-garde des politiques de lutte contre le chômage, surtout dans le secteur de textile. L'histoire de l'industrie textile revêt un statut très important à Shanghai. Après la fondation de la République Populaire de Chine, l'industrie textile est devenue le pilier de Shanghai. C'est le cas de l'arrondissement de Putuo, où il y avait 92 700 ouvriers dont 66 400 étaient ouvriers textile au début de l'année 1949¹⁸⁷. Mais, depuis les années 1990, l'industrie textile se trouve dans une situation difficile. Le pays a peu investi dans les transformations technologiques de l'industrie textile et le poids excessif du personnel, en termes de rémunération, est également une des causes de la chute de l'industrie

¹⁸⁵ La notion de chômage a évolué au fur et à mesure de l'avancement de la politique de réforme et d'ouverture entamée en 1978. Dans le système d'économie planifiée mis en place dès les années 1950, le travail était un droit et un devoir pour l'ensemble de la population. A cette époque le terme de chômage n'existait pas puisque chaque diplômé se voyait attribuer un poste de travail par le gouvernement et le conservait toute sa vie. Les statistiques du chômage n'avaient donc pas lieu d'être. Pourtant, à la fin des années 1970, l'expression « en attente d'emploi » (*daiye*) – signifiant que cette situation ne peut être que temporaire – fit son apparition. Et au début des années 1980, lorsque les jeunes instruits envoyés à la campagne pendant la Révolution culturelle obtinrent l'autorisation de rentrer dans leur ville d'origine, le problème du chômage urbain commença à se faire sentir, notamment à Shanghai. En 1993, la Chine remplaça l'expression « en attente d'emploi » par le terme de « chômage » (*shiye*, littéralement, « en manque d'emploi »), plus conforme aux standards internationaux. Au milieu des années 1990, aux catégories de sans-emploi s'ajoute celle des *xiagang*, laquelle signifie littéralement « hors de son poste ». Ce terme désigne les employés licenciés des entreprises publiques qui ont théoriquement maintenu un lien avec leur ancienne unité de travail et bénéficient d'une allocation. Ils sont pour ainsi dire au chômage puisqu'ils n'ont aucune chance d'être réintégrés dans leurs anciennes fonctions. « En attente d'emploi », « au chômage », « hors de son poste », autant de termes pour désigner les individus sans travail, disponibles et recherchant un emploi. Ces catégorisations, l'incertitude de leurs définitions, doublées d'un appareil statistique peu fiable, constituent autant de sources de difficultés pour cerner quantitativement le chômage en Chine. En théorie, depuis la fermeture des centres de réemploi fin 2001, il n'existe plus différentes catégories de chômeurs et les *xiagang* ont « disparu ». Officiellement, on ne peut appartenir qu'à deux catégories : on est chômeur (*shiye*) ou en poste (*zaiye*). Sur ce point, on pourra se reporter les travaux de A. Rulliat (2006).

¹⁸⁶ Ce terme désigne les femmes âgées de 40 à 49 ans, et les hommes âgés de 50 à 59 ans. Grand perdants, les '40-50' ans, quels que soient la catégorie sociale, sont souvent les victimes d'un licenciement collectif.

¹⁸⁷ Source : « *Putuoqu zhi* » (La monographie de l'arrondissement de Putuo), Shanghai, shanghai shehui kexueyuan chubanshe, 1994.

textile de Shanghai. Devant toutes ces difficultés, le gouvernement a décidé de mener un ajustement structurel (*Jiegou tiaozheng*). Depuis les années 1990, des milliers de travailleurs du secteur textile perdent leur travail à cause de la faillite des entreprises. Selon une enquête du « Journal du textile Chinois » (*Zhongguo fangzhi bao*), ces dix dernières années à Shanghai, environ 40 usines textiles ont été fermées et 450 000 travailleurs textiles sont devenus des ouvriers hors de leurs postes (*Xiagang gongren*).

C'est le cas de la 25^e usine textile construite en 1921 par Wang Qiyu¹⁸⁸, dans son nom original « *Zhentai shachang* »¹⁸⁹. En 1949, plus de 500 ouvriers travaillaient dans cette usine comme tisserands¹⁹⁰, surtout des jeunes femmes¹⁹¹. Pendant les années 1980, elle était l'une des usines textiles d'État la plus importante de Shanghai, et a eu plus de mille ouvriers. Dans les années 1990, avec un équipement obsolète, comme les autres usines textiles, cette dernière s'est retrouvée dans une situation très précaire : manque de perspectives et de capacité concurrentielle. Depuis septembre 1996, cette usine est en cessation de production¹⁹². Une grande partie des ouvriers textiles ont été mis au chômage¹⁹³. La plupart des habitants locaux de Yuanhenong qui ont entre 40 et 50 ans, ont travaillé au moins une vingtaine d'années dans des usines textiles après leurs études secondaires. Après la fermeture des usines, tous se sont retrouvés au chômage, ce qui rend la vie familiale difficile. Une partie des chômeurs est restée chez eux, vivant des revenus minimums (*Dibao*)¹⁹⁴. Une autre partie est arrivée à retrouver de petits boulots temporaires dans le nettoyage, le gardiennage et les travaux de voirie à travers

¹⁸⁸ Wang Qiyu, un commerçant originaire de la province de Zhejiang, a créé sa première usine textile « Dafeng » dans la rue de Tangshan à Shanghai en 1913. En 1918, pour l'agrandissement de son commerce, il a créé sa deuxième usine textile à Caojiadu. Durant la période allant de 1920 à 1925, les deux autres usines textiles « Zhentai » et « Baoxing » ont été ouvertes l'une après l'autre. Ces deux dernières ont été regroupées avec l'usine textile « Dafeng » dans une association d'entreprises. Pendant la guerre sino-japonaise, dans les années 1930, l'usine textile « Baoxing » a été détruite et les deux autres « Zhentai » et « Dafeng » ont été en cessation de production. Après 1949, ces deux dernières ont recommencé à fonctionner.

¹⁸⁹ Voir sur ce point notre chapitre 4 note 149.

¹⁹⁰ Source : « *Shanghai xian zhi* » (La monographie locale de Shanghai), édité par Wang Xiaojian, Shanghai renmin chubanshe, 1993. Manque d'archives complètes, il est difficile d'exposer l'histoire plus précisément sur cette usine.

¹⁹¹ L'usine textile est celle du travail féminin, alors que les hommes travaillaient dans les usines mécaniques et dans les ports avant 1949. Selon une enquête menée, en 1933, par le Bureau social de Shanghai (*Shanghai shehuiju*) dans 985 usines, la proportion de femmes était de 51.6%. Dans les usines textiles, alimentaires et les tanneries, cette proportion était de 50% à 60%. De même, selon « La monographie de l'industrie textile de Shanghai » (*Shanghai fangzhi gongye zhi*), en 1992, il y avait 467 441 ouvriers textiles à Shanghai dont 274 715, soit 58,77%, étaient des femmes. Après que les ouvrières textiles aient été mises au chômage, les femmes se sont trouvées dans une situation très difficile.

¹⁹² Source : *Renmin ribao* (Quotidien du peuple), 20 juillet, 1998, p. 2.

¹⁹³ Il n'existe pas de statistiques systématiques. Nous ne connaissons pas le chiffre précis des chômeurs de la 25^e usine textile.

¹⁹⁴ Le terme *Dibao* est l'abréviation de l'expression « allocations vitales de base » (*zuidi shenghuo baozhang*). Créé à Shanghai en 1993, il est attribué aux individus les plus en difficulté. Selon les règles, l'allocation vitale de base est 690 yuans (environ 69 euros) chaque mois. En septembre 2006, elle a été augmentée à 750 yuans (environ 75 euros). Luo, un membre du comité de résidents de Yuanhenong, responsable des allocations des *dibao*, m'a décrit la situation dans ce quartier : « Dans le quartier de Yuanhenong, il y a presque quarante familles qui vivent des allocations vitales de base (*chi dibao*), soit des invalides qui perdent la capacité de travailler, soit des familles dont les deux parents sont *xiagang*, chômeurs, ou des familles monoparentales. Au fil des années, les conditions d'éligibilité se sont durcies, et sont devenues plus transparentes. En effet, les tensions et les jalousies provoquées par l'obtention ou le refus du revenu minimum étaient nombreuses. Désormais, le nom des familles bénéficiant de cette aide sociale est publié dans le quartier... ».

l'assistance d'emploi (*Jiuye yuanzhuyuan*)¹⁹⁵ du comité de résidents. Cependant, les chômeurs n'échappent pas à la paupérisation généralisée des villes. Les salaires obtenus sur ce marché du travail informel sont généralement bas. Beaucoup de ces emplois peuvent, en effet, être occupés par des paysans qui constituent alors de solides concurrents.

Encadré 6 : Le cas de deux chômeurs

Luo, une femme de la cinquantaine, a été victime d'un licenciement collectif pour « raison économique » à la 25^e usine textile, et bénéficie de l'indemnisation. Elle travaillait dans cette usine textile depuis son départ du lycée... Ce travail correspondait à une affectation des nouveaux diplômés à des postes de travail attribués par le gouvernement (*Biye fenpei*). A cette période, elle était très fière de travailler dans l'usine textile et d'être devenue une ouvrière socialiste (*Shehuizhuyi gongren*). Chaque jour, elle travaillait dans cette usine avec les autres ouvriers. Ce travail a duré plus d'une vingtaine d'années. En 1996, à cause de la concurrence intense dans les secteurs textiles, cette usine a été forcée de fermer et a déménagé dans d'autres provinces où le coût de production était plus bas. A part une partie des ouvriers qui a été incorporée dans les autres usines textiles, la plupart ont été mis au chômage et doivent retrouver du travail. Luo, comme toutes les autres ouvrières, est devenue une ouvrière de *xiebao*¹⁹⁶ (une sous-catégorie de *xiagang*). Pour gagner sa vie, elle a commencé par retrouver du travail par un dispositif d'aide à la réinsertion (*Zaijiuye gongcheng*)¹⁹⁷. Mais, par manque

¹⁹⁵ Voir sur ce point notre chapitre 2 notre 97.

¹⁹⁶ Le terme *xiebao* est l'abréviation de l'expression « maintien par accord des relations d'assurance sociale ». Il se distingue de la dénomination « maintien des relations de travail », qui s'applique aux *xiagang* ordinaires dans la mesure où ce système permet de couper le lien avec l'entreprise. Celle-ci paie en une fois à l'organisme d'assurance sociale les frais d'assurance maladie et les cotisations pour la retraite de l'employé, qui n'est pas autorisé à retourner dans son entreprise d'origine. Le *xiebao* doit répondre à des conditions d'âge : il concerne les hommes nés avant 1957, et les femmes nées avant 1962. Le règlement sur les *xiebao* est paru en 1997. Chaque cas faisait l'objet d'un accord entre les trois parties : l'ouvrier licencié, l'entreprise, et le centre de réemploi. L'esprit de cette mesure était de résoudre les questions d'assurance maladie et vieillesse des *xiagang* afin de les encourager à chercher un travail par eux-mêmes, en particulier pour occuper un travail dans le secteur informel, secteur qui, par définition, ne pouvait contribuer à l'assurance maladie ou vieillesse de ses employés. Cet ancien système de *xiebao* a été adapté en 2002. Fin 2001, lorsque les centres de réemploi ont disparu, la restructuration des entreprises publiques à Shanghai a été considérée comme globalement terminée. Théoriquement, ces ouvriers devaient entrer directement sur le marché du travail sans passer par la case « centre de réemploi ». Pour eux, la municipalité a prévu un nouvel accord de *xiebao*, selon lequel les assurances vieillesse et maladie sont financées, à parts égales, par l'entreprise et par l'employé. Ces nouveaux *xiebao* n'obtiennent pas d'argent de la part du district dans le cadre de l'accord ; ils n'ont accès qu'à des aides relevant du secours d'urgence, ou du revenu minimum en cas de grandes difficultés. Sur ce point, on pourra se reporter les travaux de A. Rulliat (2006).

¹⁹⁷ *Zaijiuye gongcheng*, littéralement « projet de réemploi », a été officiellement utilisée à partir de 1995 date à laquelle le Conseil des Affaires d'État relançait un rapport du Ministère du travail sur le Projet de réemploi. Ce projet est dans le but d'aider les chômeurs des entreprises d'État les plus démunies de retrouver du travail sur le marché de travail. Ainsi en est-il du « projet des 40-50 » (40-50 *gongcheng* ou 40-50 *xiangmu*). L'expression est apparue très tôt dans la littérature mais ce n'est qu'en 2001 que ce projet est né à Shanghai. Ce projet concerne des gens nés à la fin des années 40 et au début des années 50. Parmi eux, la plupart ont des niveaux culturels et techniques faibles, mais ils doivent tout de même soutenir leur famille tant bien que mal. Ces gens-là manquent de compétitivité, et le chômage les place dans une situation précaire, de sorte que la société les considère comme un groupe de démunis.

de qualification, elle ne peut pas faire d'autre chose que de rester chez elle et dépend de son mari. En 2002, elle a commencé à travailler dans le comité de résidents.

Zhang, une femme de 48 ans, est aussi une des *xiangang*. Selon elle, « Nous, les 40-50 ans, sommes le plus souvent écartés, les victimes d'un licenciement collectif. Ce que nous pouvons faire, ce sont des emplois temporaires et non-qualifiés. Le travail comme nettoyeuse est recommandé par le comité de résidents. Chaque mois, je peux toucher 690 yuans (environ 69 euros), et mon mari touche moins que moi. Je n'ai pas d'autre choix que le faire pour gagner la vie. Ma fille est à l'université, ce qui signifie beaucoup de dépenses. Pour nous, la vie est très difficile, mais c'est la vie... ».

5.2 Comprendre le parcours des travailleurs migrants vers Yuanhenong

La notion de trajectoire, s'agissant des travailleurs migrants, renvoie à une trajectoire à la fois sociale et spatiale. Ce déplacement dans l'espace et dans le temps est, comme l'a montré notamment P. Bourdieu, socialement structurée. Selon Y. Grafmeyer (2004), « Le terme trajectoire suggère qu'une série donnée de positions successives n'est pas le simple fait du hasard, mais s'enchaîne au contraire selon un ordre intelligible » (p. 66). Et pour J. Corbin (1991), le concept de trajectoire a une définition plus générale : « une trajectoire renvoie au cours d'un phénomène et à l'action entreprise dans la durée pour en gérer le déroulement, le traiter et le mettre en forme [...]. L'ensemble d'actions lié à une trajectoire engage de multiples acteurs, chacun ayant sa propre image du déroulement du phénomène et sa propre vision de l'action nécessaire pour le mettre en forme et le gérer. Ces représentations et ces visions sont pour une part constitutives des positions que les acteurs prennent sur l'action ».

Les individus ethnicisés par le regard social (*Zuqun*¹⁹⁸) marqués du sceau de la différence, vivent et doivent gérer cette différence dans leur quotidien, quel que soit l'espace social (le milieu professionnel ou la ville, dans la sphère publique comme dans la sphère privée). Elle imprègne leurs histoires de vie (M. Cognet, 1999). L'analyse des trajectoires migratoires exige donc une compréhension fine des déterminants de la migration : il s'agit dès lors d'examiner quel est l'espace d'opportunités du migrant, comment est élaborée la stratégie individuelle ou familiale, comment une famille mobilise ses ressources humaines et financières, afin d'envoyer l'un des siens en migration. D'un point de vue socio-

¹⁹⁸ Si nous prolongeons la conception d'E. Honig, basée sur la linguistique, le style de vie, la coutume et l'origine géographique, nous pourrions dire, sous forme de construction sociale, que les chinois urbains regardent généralement les chinois ruraux comme ethniquement distincts (Voir : E. Honig, 1992).

anthropologique, cela renvoie à l'analyse des processus de décision, qu'il s'agisse d'un départ ou d'un retour.

5.2.1 Contexte de départ

Pour bien comprendre la trajectoire migratoire, nous devons d'abord faire le point sur les motivations de départ. Ici, plusieurs questions nous semblent intéressantes : pourquoi les personnes migrent de leur village natal vers les grandes villes ? Autrement dit, qu'est-ce qui les pousse à partir à l'aventure et recommencer à partir de rien dans une ville éloignée dont ils ne maîtrisent pas le dialecte local ? Comment cette formation détermine-t-elle le processus de décision du départ ? Peut-il être complètement rationnel au sens économique ou non ?

Selon le modèle traditionnel de l'exode rural, la migration de la campagne vers la ville résulte de divers facteurs extérieurs. L'appel de la ville et de l'industrialisation frapperait un monde jusque-là immobile et sédentaire. Ce point de vue est mis en question par P. A. Rosental (1999) quand il étudie la mobilité des populations rurales de la France du XIX^e siècle. Selon lui, la notion d'interconnaissance est une étape essentielle dans la construction du modèle de projet migratoire. Pour comprendre les différentes stratégies migratoires du paysan confronté à des conditions externes apparemment semblables, Rosental met en évidence un autre modèle explicatif de l'exode rural, centré sur les dynamiques familiales.

La migration a véritablement un coût immédiat. Elle représente un investissement, une prise de risque et il faut certains moyens (financiers, réseaux) que n'ont pas tous les individus pour partir. La différenciation entre familles, entre villages et entre régions entrent dans le processus de décision de départ : en particulier, les transferts auront un effet amplificateur sur les situations socio-économiques d'origine et, seulement pour certains, un effet de mobilité sociale et de mobilité géographique interne. Apparemment, ce sont des questions individuelles, mais en fait, elles peuvent se mesurer et s'observer à différents niveaux sociologiques : l'individu, la famille du migrant, sa communauté. Ici, nous les lions avec la société chinoise, particulièrement la société rurale contemporaine car les migrants dans le quartier de Yuanhenong proviennent majoritairement des zones rurales. L'économie rurale est plus proche de celle de la province de départ et la société rurale s'est retrouvée en situation précaire : peu de terres, mais plus de paysans, donc, un surplus de main-d'œuvre (*Shenyu Laodongli*). Dans ce contexte, on assiste à une paupérisation continue du monde rural. Les ruraux sont attirés par les villes qui leur font miroiter plus d'opportunités de travail et de mieux-être.

Selon mes entretiens, la plupart des migrants quittent leur campagne natale pour des raisons économiques. Quand M. Chang est arrivé à Shanghai en 1996, il avait juste 20 ans. Tout s'est passé si vite depuis son départ de son village qu'il a eu à peine le temps d'y penser. Aujourd'hui, plus de dix ans sont passés et pourtant ce souvenir soulève toujours chez lui un sentiment étrange, comme si le choix de partir s'était fait malgré lui. Pour gagner de l'argent, Chang est parti de sa ville natale à Shanghai.

« Ma famille était si pauvre que je ne pouvais pas continuer mes études après le lycée. Autrement dit, je voulais gagner assez d'argent pour mes études. Mais après mon arrivée à Shanghai, j'ai trouvé du travail et abandonné peu à peu cette idée [...] Ces dernières années, j'ai changé plus de quatre fois d'emplois...Le dernier est celui de vendeur immobilier. »

(M. Chang, 32 ans, originaire de la province de l'Anhui, vendeur immobilier, installé dans le quartier depuis 1996)

M. Chang n'est pas un exemple particulier, au contraire, c'est un phénomène général dans la campagne.

« C'est très pauvre dans la campagne. Il n'y a pas d'usines là-bas. Ce que nous pouvons faire est de travailler dans les champs, mais on peut seulement régler les problèmes d'habillement et de nourriture (Wenbao wenti), en gagnant de l'argent dans les champs. C'est difficile. Travailler dans les villes, c'est mieux que de rester à la campagne. »

(M. Li, 35 ans, originaire de la province du Henan, ouvrier en air conditionné, installé dans le quartier depuis 2004)

Ayant ce rêve de devenir riche et 1500 yuans (150 euros) empruntés auprès de ses proches, M. Zhou est venu à Shanghai avec l'aide de l'une de ses connaissances.

« La raison pour venir à Shanghai est très simple. Nous sommes très pauvres à la campagne. Les travaux dans les champs apportent peu d'argent. A Shanghai c'est plus facile de gagner de l'argent. »

(M. Zhou, 40 ans, originaire de la province de l'Anhui, marchand forain, installé dans le quartier depuis 2003)

Avec cet exode rural, les villages changent de physionomie. Comme un autre M. Li m'a décrit, « *Dans mon village natal, les gens dans une tranche d'âge de 15 à 50 ans sont tous venus en ville pour trouver du travail. Ceux qui sont restés sont des personnes âgées ou des enfants. En fait, le village est vide....* ». C'est la même chose pour M. Wang, originaire de la province du Jiangsu, « *Presque 70% des personnes dans mon village natal sont partis pour trouver du travail ailleurs. Seuls sont restés les personnes âgées, des enfants, ou des invalides.* »

5.2.2 Le rôle des réseaux sociaux dans la migration

Les migrants élaborent constamment des stratégies, s'appuyant en particulier sur la mobilisation des ressources familiales (argent, relations, réseaux) afin de pouvoir entrer, puis travailler dans les villes. Le réseau social est l'un des plus importants facteurs de la migration. La notion de réseau a joué un rôle décisif pour étudier les territoires de l'immigration en sortant de la seule étude des microcosmes culturels et des communautés. La migration inter-régionale peut faire intervenir une somme d'acteurs importants (informateurs, passeurs, recruteurs) qui ont tendance à ancrer les réseaux dans les territoires locaux et favorisent, par force, une répartition plus diffuse de la migration. Comme le dit V. de Rudder (1987) sur les réseaux informels au quartier d'Aligre à Paris, « Toutes les vagues migratoires présentes à Aligre se sont installées dans ce quartier à partir d'un noyau initial d'une ou deux familles 'pionnières', voire d'un seul individu ayant, de fait, joué le rôle 'd'éclaireur' avant celui de 'recruteur'... » (p. 118).

Selon I. Joseph (1984), « ce qui fait la richesse d'un circuit migratoire, c'est sa capacité à mobiliser des ressources culturelles selon deux axes qui correspondent à deux grands types de réseaux : un axe des similitudes suivant des réseaux de parenté ou de communauté, dispersés géographiquement ; et un axe des contiguïtés suivant des réseaux de voisinage, localisés ». Le croisement de ces deux axes permet au migrant de jouer constamment sur deux tableaux : des solidarités locales caractéristiques de populations captives, et des solidarités parentales, réelles ou fictives, celles des « cousins ». Les premières sont, en général, des stratégies de survie et d'entraide sous forme échanges symboliques. Les secondes sont des stratégies d'ascension sociale, des manières de se distinguer tout à la fois par l'origine et des origines, par l'appartenance et pour s'affranchir de son emprise.

La migration en Chine fonctionne le plus souvent « selon un modèle de migration en chaîne » (J.-P. Beja & Wang Chunguang, 1999b). Un membre de la famille, en faisant venir plusieurs autres membres et ainsi de suite, est nommé « *capital migratoire* », c'est-à-dire qu'il

devient un ensemble de « ressources matérielles, sociales et culturelles » disponibles pour un individu afin qu'il puisse quitter la campagne et s'installer dans la ville. Sans doute, la parentèle ou les connaissances des migrants jouent un rôle important pendant le parcours migratoire. Selon mes entretiens, tous les migrants interrogés sont venus à Shanghai à travers des connaissances, soit des proches, soit des compatriotes originaires du même village qui se sont installés depuis quelques années. Avec leur apport, ils sont arrivés à quitter le village et s'installer à Shanghai.

M. Zhou, originaire de la province de l'Anhui, est venu à Shanghai en 1993 pour gagner de l'argent avec l'aide de l'une de ses connaissances. Puis, il a commencé à faire de petites affaires dans les rues : vendre des gâteaux traditionnels chinois chaque matin. Après s'être installé dans ce quartier, il a fait venir toute sa famille et puis d'autres connaissances de son village natal. Comme M. Zhou m'a décrit « *Après que je m'y soit installé, j'ai fait venir une quarantaine de compatriotes du même village. Donc j'ai beaucoup de connaissances ici* ». M. Wang, originaire de la province de Jiangsu, a aussi profité de la proposition d'un proche. Il s'est installé à Shanghai depuis une dizaine d'années avec toute sa famille, sa femme et ses deux enfants. D'après lui, « *Comment nous quittons le village, ça dépend des proches ou des connaissances. C'est-à-dire, si tu as des connaissances qui travaillent dans les villes, ils peuvent t'aider à quitter le village et trouver du travail. Sinon, c'est impossible d'entrer dans les villes* ». Mme Wang, une autre femme originaire de la province de l'Anhui, est arrivée à Shanghai avec son mari avec l'aide d'une de ses sœurs qui habite dans le quartier de Yuanhenong depuis plusieurs années. Selon M. Li, « *La relation (Guanxi) est très importante si tu veux partir du village. Généralement, une personne qui s'est installée dans une ville fait venir sa famille et proches, ou ses compatriotes* ».

En plus du rôle joué pendant le parcours migratoire, les réseaux sociaux sont aussi très importants dans la recherche du travail en ville. Dans la majorité des cas, les migrants ne trouvent pas de travail en passant par les agences ou les voies officielles, mais sur foi d'informations transmises de bouche à oreille ou grâce à leurs relations personnelles, avec lesquelles ils partagent souvent les mêmes origines géographiques. M. Zhang m'a décrit, « *Mon premier travail a été recommandé par mon frère qui est venu à Shanghai trois ans plus tôt. Il travaille dans cette usine depuis quelques années et y a tissé des relations. Donc, quand je suis venu ici, ça n'a pas été très difficile de trouver du travail.* »

5.2.3 Migration : un choix sous contrainte, mais volontaire

Comme beaucoup de grandes villes en Chine, Shanghai se caractérise par un peuplement migratoire, particularité bien visible quand on se perd dans les marchés, aux alentours de la ville ou, plus encore, quand on visite les quartiers populaires anciens situés au centre de cette agglomération. Au début des années 1990, on appelle les paysans venus des régions rurales des « travailleurs migrants aveugles » (*mangliu*¹⁹⁹). Ce terme signifie également « vagabond », et reflète la dérision, la méfiance et la crainte que de nombreux résidents permanents ressentent à l'endroit des itinérants. Mais peu à peu de nombreux chercheurs trouvent que la migration rurale-urbaine n'est pas aveugle ou n'ayant pas de but concret, au contraire, c'est un « choix raisonnable »²⁰⁰. D'après la théorie du choix rationnel en sociologie, les départs des paysans ont la caractéristique du choix rationnel qui a trois niveaux différents : le choix de rationalité de survie, le choix rationnel économique et la rationalité sociale. Ici, on peut clarifier les deux niveaux de cette migration : contrainte, mais volontaire.

Parmi la cinquantaine de migrants interrogés, la plupart considèrent la migration comme un choix sous contrainte. A la question ouverte : « Pourquoi quittes-tu ta campagne natale ? », les réponses sont plus catégoriques : « *on ne peut pas vivre du travail des champs* » ; « *on gagne très peu dans les champs...* » ; « *La campagne est très pauvre* » et « *on voudrait gagner de l'argent en ville* » etc. Ce sont les expressions le plus souvent entendues pendant les entretiens. Evidemment, c'est la raison économique qui les pousse à quitter la campagne natale. C'est surtout le cas de Mme He, une femme de 39 ans, originaire de la province de l'Anhui. Née dans une région montagneuse, He et sa famille connaissaient une vie très difficile et précaire.

« Je n'ai jamais porté un vêtement neuf quand j'étais à la campagne. C'est vrai [...] Tous mes vêtements proviennent de mes deux frères... J'ai une sœur et deux petits frères. J'ai quitté l'école en deuxième année de l'école primaire pour effectuer des travaux champêtres ou domestiques, et aussi pour supporter les frais d'études de mes deux frères. La pauvreté explique cet état de fait. Le revenu tiré des travaux des champs n'y a rien changé [...] Et pourtant, j'ai commencé à travailler dans les champs depuis que j'avais 10 ans [...]. Ces travaux dans les champs sont très fatigants. Ma sœur et moi, nous repiquions le riz pour les autres familles riches toute la journée, pour seulement 10 yuan (environ 1 euro) [...] ».

(Mme He, 39 ans, originaire de la province de l'Anhui,

¹⁹⁹ Voir notre chapitre 1 note 24.

²⁰⁰ Sur ce point, on pourra se reporter aux travaux de Huang Ping (1997) et Wen Jun (2001).

marchand forain, installée dans le quartier depuis 2003)

Ces travaux dans les champs ont continué jusqu'à son mariage à l'âge de 28 ans. Ne pouvant plus supporter ces conditions de misère et aussi pour aider sa famille, elle décida avec son mari de partir à Shanghai en 1996.

A cause du manque d'argent ou parce que ne pouvant plus supporter la vie à la campagne, les migrants décident de quitter le village et de trouver du travail dans les villes, où ils pensent qu'il sera plus facile de gagner de l'argent. Sans doute, c'est la pression de l'exemple des autres qui conduit à rationaliser le motif de départ comme un motif économique, devenant la raison principale poussant de nombreux paysans à se déplacer de la campagne vers la ville.

En plus, bien que la migration rurale-urbaine en Chine soit sous contrainte, elle reste néanmoins plus ou moins « volontaire ». Pour les personnes qui désirent une nouvelle vie avec de nouvelles opportunités (par exemple ceux qui se déplacent pour avoir un meilleur travail), il s'agit là bien d'une migration volontaire. La migration volontaire ne s'oppose pas seulement à la migration forcée, elle implique, dans le même temps, la mise en retrait d'un véritable choix que se donne le migrant et une obligation à l'égard de lui-même, un défi qu'il s'adresse et qu'il s'agit de relever.

Caressant le rêve de devenir riche et d'améliorer sa condition de vie, M. Dong s'est résolu à se déplacer de la province de l'Anhui vers Shanghai avec quelques compatriotes du même village après ses études au lycée en 1995. A travers un agent intermédiaire, il a trouvé un travail de cuisinier dans un restaurant privé. En 1997, Dong a décidé de faire du petit commerce dans les rues. Par défaut de licence d'exploitation, il était toujours expulsé par les policiers. Après trois ans de travail comme marchand forain, il a ouvert un petit restaurant dans le quartier de Yuanhenong. Puis il a fait venir toute la famille de sa sœur.

Les personnes susceptibles de migrer ont toujours un choix clair à faire, le choix entre rester et partir. « *Pour gagner de l'argent... pour bien vivre...* », « *Je ne veux pas vivre comme mes parents qui travaillent dans les champs toute leur vie. Moi, je voudrais voir le monde de l'extérieur et vivre comme les urbains.* » Ici, le sens traditionnel entre la campagne et la ville n'est pas aussi intense qu'avant. Ils ont une comparaison horizontale sur le mode de vie et le sens de la valeur. Par ailleurs, le développement des villes leur donne beaucoup de chance de survivre. Pour eux, les villes signifient beaucoup d'opportunités d'emploi, l'amélioration du niveau de vie etc. Comme le dit M. Li, un garçon originaire de Henan, « *Ici, bien que la vie soit précaire, c'est toujours mieux que celle de la campagne où je ne peux pas supporter financièrement toute ma famille* ». Donc, il n'est pas très difficile de comprendre pourquoi les

paysans quittent la campagne au profit de la ville. Ici, apparaît la « rationalité sociale » (Wen Jun, 2001) multidimensionnelle de la migration à l'intérieur de la Chine.

5.2.4 Trajectoire résidentielle

La trajectoire résidentielle peut se décrire comme un enchaînement de lieux de résidence (pays, province, ville, village...) et de caractéristiques des logements occupés - durant au moins un mois en forme continue - successivement ou simultanément par un individu au cours de sa vie depuis sa naissance jusqu'au moment de l'enquête. L'étude de E. Ramos (2004) nous fait comprendre la construction des origines, c'est-à-dire comment dans le contexte de mobilité géographique, le rapport aux lieux de provenance intervient dans la relecture de l'histoire familiale et aussi dans la construction d'une histoire individuelle.

En France, il semble qu'aujourd'hui on assiste à l'émergence de travaux visant à combler cette lacune, comme ceux que poursuit de R. de Villanova (1992, 1993) ou celui de F. Aballéa et E. Auclair (1987) sur les Marocains et les Portugais à Orléans. C'est l'un des objectifs du projet de recherche de C. Lelevrier sur « les regroupements ethniques récents marquants des quartiers d'accession à la propriété en périphérie », ou de R. Bekkar sur les Maghrébins. C'est également le thème central de la recherche de de Rudder, Taboada-Leonetti et Vourch qui se sont aperçus de la diversité des modes d'insertion chez les immigrés selon le domaine considéré. En effet, écrit de Rudder (1987), « à l'image linéaire et unificatrice de l'intégration qui se dégage de la sociologie traditionnelle des migrations et des représentations du sens commun, nous nous sommes aperçus qu'il n'y avait pas nécessairement homogénéité ou continuité entre les conduites concernant le champ de l'emploi, celui des relations sociales, du logement ou des institutions françaises, par exemple ». L'auteur, V. de Rudder, souligne ici, la multi dimensionnalité et la désynchronisation possible de ces dimensions.

Dans le cadre de ma thèse, nous pouvons examiner la trajectoire résidentielle des migrants en fonction des fréquences de déménagements après leur arrivée à Shanghai. Parmi les migrants interrogés, la plupart ont déménagé deux ou trois fois depuis leur arrivée à Shanghai jusqu'au moment de l'enquête. C'est à partir de la reconstitution des trajectoires résidentielles des personnes enquêtées que nous avons tenté de saisir les différents types de stratégies que les migrants internes déploient pour accéder au logement. Cette reconstitution part du premier type d'habitat occupé en arrivant à Shanghai, mais dans nos analyses, nous n'avons pris en compte que le premier logement autonome. En effet, à leur arrivée, la plupart d'entre eux sont hébergés par des compatriotes (parents ou amis) déjà installés à Shanghai.

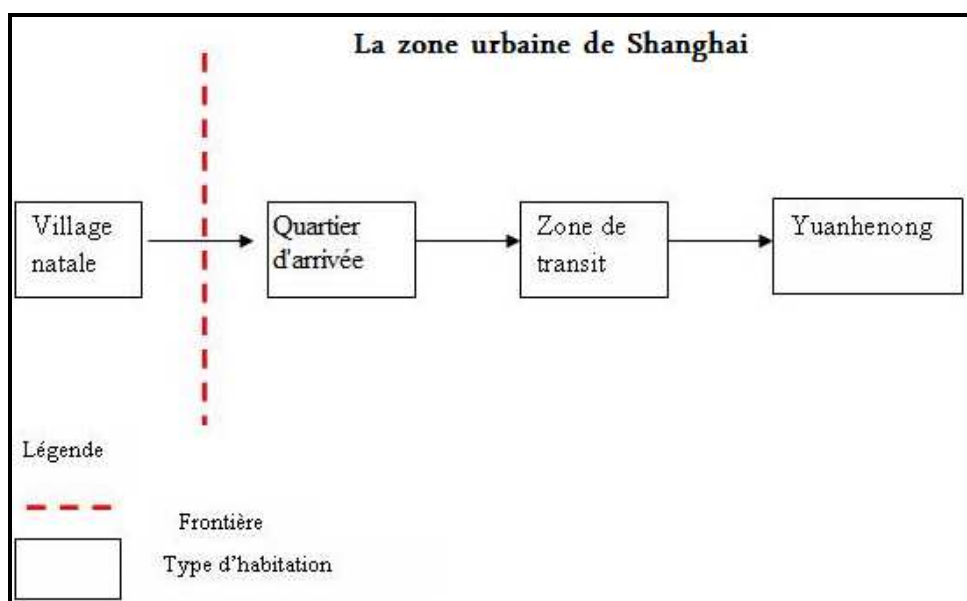
Outre une grille permettant de décrire sommairement l'état du logement (niveau de confort, nombre de pièces), le statut d'occupation et la localisation, nous demandions aux personnes enquêtées de nous préciser leur situation familiale, le motif du déménagement, la date d'arrivée et celle du départ du logement et enfin les filières utilisées pour trouver chaque logement occupé. Ces informations sur le logement et sur les ménages à chaque étape de leur cursus résidentiel, auxquelles s'ajoutent celles issues de l'exploitation des entretiens, constituent le corpus qui nous a permis d'esquisser la tentative de typologie de trajectoires et de stratégies résidentielles que nous présentons ci-dessous.

Si notre échantillon compte une cinquantaine d'individus, nous n'avons ici reconstitué dans sa totalité qu'une dizaine de trajectoires résidentielles. Pour illustrer les différents types de trajectoires résidentielles, nous reproduisons ici trois types de trajectoires résidentielles effectuées par quatre hommes et deux femmes. Une seule personne est, au moment de l'entretien, installée à Shanghai il y a seulement deux ans, les autres dépassent tous cinq ans d'installation.

Trajectoire 1) : l'arrivée à Yuanhenong comme terme d'un parcours ponctué d'étapes intermédiaires

Pour ce type de parcours, le quartier de Yuanhenong n'est pas leur premier choix de résidence. En revanche, ils se sont installés dans un quartier d'arrivée, et puis en ont changé plusieurs fois. Yuanhenong est leur dernier lieu d'installation.

Figure 21 : Parcours trajectoire résidentiel (I)



Source : travaux de l'auteur, d'après récits des habitants

M. Huang, marié, 37 ans, un enfant, commerçant, arrivé à Shanghai en 1998 (depuis 9 ans à Shanghai)

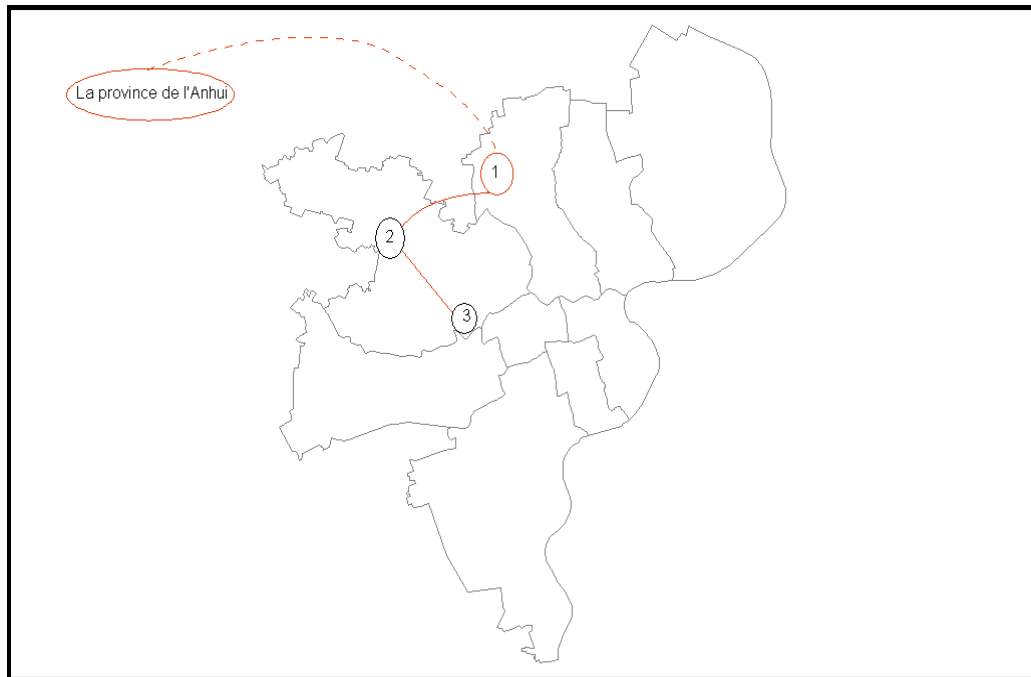
Originaire de la province de l'Anhui, M. Huang est arrivé à Shanghai avec sa femme en 1998. À ce moment, le couple a été hébergé par un compatriote ayant migré deux ans plus tôt. Ce dernier occupe un studio sans confort dans un pavillon loué avec un autre compatriote dans un quartier défavorisé proche de la gare de Shanghai où se rassemblent beaucoup de nouveaux arrivants. Chaque mois, ils payent 900 yuans (environ 90 euros) en partageant avec les colocataires.

Huang travaillait dans une station d'eau privée dans le district de Huanpu. Chaque jour, il devait livrer de l'eau par tricycle, en faisant du porte à porte, pour gagner 1600 yuans (160 euros) par mois. C'était assez fatigant, surtout en été où il fait très chaud à Shanghai. Après onze mois, grâce à l'un de ses amis, il a trouvé un autre travail comme technicien dans un restaurant en gagnant 1 000 yuans (100 euros) par mois. Même en gagnant moins, il préfère ce travail moins pénible.

En 2004, il s'est déplacé dans un quartier populaire dans le district de Putuo, où il a ouvert une boutique de téléphonie. Mais cette activité n'a pas réussi. En 2006, ce couple n'a pas eu d'autres solutions que d'interrompre ce commerce et s'est installé au Yuanhenong par l'intermédiaire d'un ami. Pour eux, ici, il est plus facile de gagner leur vie et ils sont plus proches de leur communauté d'origine. Huang loue un cagibi à côté de la rue Baiyu pour vendre des cartes téléphoniques, surtout aux migrants et sa femme travaille comme cuisinière dans un petit restaurant.

Pour accéder à son propre logement, Huang a dû chercher partout et en changer plusieurs fois. C'est dans le quartier de Yuanhenong que ce couple a décidé de s'installer.

Figure 22 : Le parcours résidentiel de Huang dans la zone urbaine de Shanghai



Source : travaux de l'auteur, d'après récits des habitants

Légende :

- 1: Proche de la gare
- 2: Un quartier ouvrier dans l'arrondissement de Putuo
- 3: Yuanhenong

Mme Wang, mariée, 45 ans, deux enfants, petite commerçante, arrivée à Shanghai en 2000 (depuis 7 ans à Shanghai)

Au chômage il y a cinq ans, Mme Wang est venue à Shanghai pour rejoindre son mari arrivé deux ans plus tôt. Au début, son mari a travaillé dans un chantier et logeait dans des dortoirs. Après l'arrivée de Wang, le couple a loué un studio sans confort, d'environ dix m², dans un quartier populaire proche de la rue Zhenbei. Après deux ans, ce quartier a été rénové, contraignant les occupants à déménager. Les propriétaires ont été relogés dans les nouveaux quartiers par le gouvernement. Mais les locataires ont été expulsés. Wang et son mari ont alors trouvé un autre logement dans un quartier défavorisé, proche de l'Université Normale de la Chine de l'Est. Mais cela n'a duré que quelques mois avant leur déménagement au Yuanhenong, dans un « deux pièces » d'une dizaine de m². Après quatre ans, en 2006, le propriétaire a refusé le renouvellement du bail. Ils ont du trouver un autre appartement de deux pièces, au Yuanhenong, grâce à une connaissance.

M. Chang, marié, 32 ans, un enfant, employé dans une agence immobilière, arrivé à Shanghai en 1996 (depuis 11 ans à Shanghai)

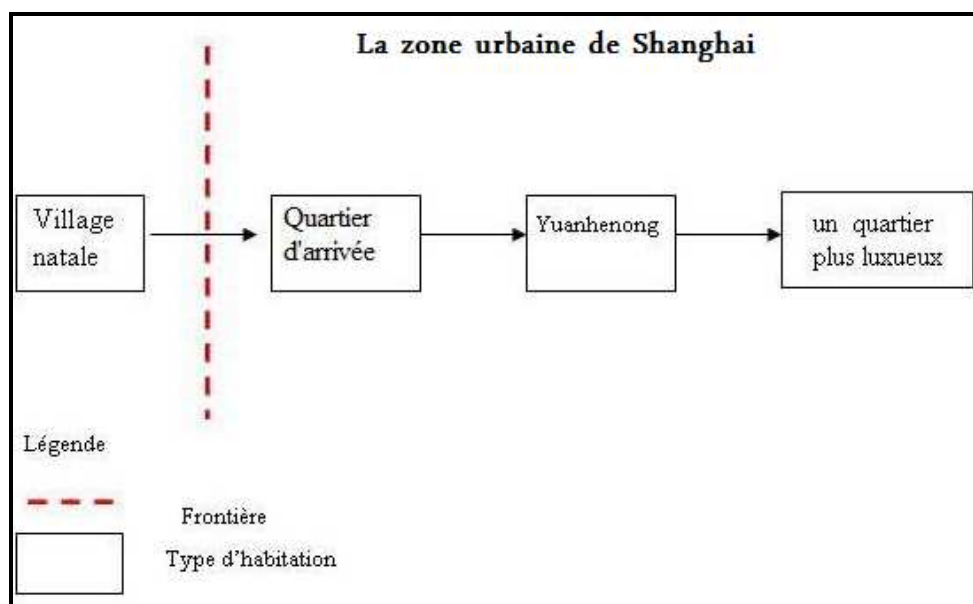
Chang est arrivé à Shanghai après l'abandon de ses études au lycée en pensant gagner assez d'argent pour les poursuivre sans que sa famille ait à les supporter. Mais il abandonne cette idée d'études après son arrivée à Shanghai. Il y est hébergé par son père (arrivé deux mois plus tôt) dans un studio sans confort proche du parc de Zhongshan. Mais cela ne dure qu'un mois car son père décide de revenir au village. Chang trouve un emploi de mécanicien dans une usine de chaudières. Il loge dans le dortoir de l'usine où il travaille pendant quatre ans. En 2000, il rentre au village pour y passer des vacances et se marier. Il revient à Shanghai en 2001. En 2004, il déménage dans un deux pièces meublé en colocation avec son collègue de l'agence immobilière, dans un quartier populaire. Au départ à deux, il accueille ensuite une autre personne, ce qui pose un problème de bruit et engendre assez rapidement des conflits. Il fait venir son jeune frère à Shanghai en 2006, après ses études dans une école technique. Tout d'abord, il a été hébergé provisoirement par Chang. Mais après avoir trouvé un travail au Pudong, son frère est parti. En 2007, Chang refuse de cohabiter avec les autres dans les deux pièces, car, dit-il, il voudrait une vie calme. Il s'installe seul dans le quartier de Yuanhenong grâce à un client de l'agence immobilière.

Pour les cas de Huang, Wang et Chang, l'accès à un logement correspond à l'unique solution possible pour améliorer la situation résidentielle. On distingue parmi eux des ménages installés dans leur logement depuis de longues années. Souvent trop pauvres pour en sortir, ils se montrent moins exigeants et acceptent d'occuper n'importe quel logement dans n'importe quel quartier. Leur stratégie résidentielle tourne essentiellement vers l'habitat privé, mais bon marché, et parfois touchées par les mutations urbaines.

Trajectoire 2) : Yuanhenong comme étape vers un quartier plus luxueux

J'ai aussi rencontré quelques migrants qui sont passés par le quartier de Yuanhenong, mais qui maintenant sont ailleurs, par exemple, qui ont réussi à accéder à un logement plus luxueux.

Figure 23 : Parcours trajectoire résidentiel (II)



Source : travaux de l'auteur, d'après récits des habitants

M. Qiao, marié, 37 ans, un enfant, commerçant, arrivé à Shanghai en 1992 (depuis 14 ans à Shanghai)

Qiao, originaire de la province de l'Anhui, est arrivé seul à Shanghai en 1992 où il ne connaissait personne. Pour gagner 1 yuan (environ 0.1 euro), il poussait des tricycles sur les ponts. C'est le début d'une période particulièrement instable qui le conduit au bout de quatre ans dans une mesure insalubre. En 1996, il fait venir sa femme. Au début, Mme Qiao travaillait comme serveuse dans un petit restaurant. Puis, elle a trouvé un travail comme bonne d'enfants dans une famille shanghaienne. Mais cela n'a duré qu'une journée. La famille l'a refusée parce qu'elle ne savait pas faire la cuisine de Shanghai. N'ayant pas trouvé d'autre emploi, elle a dû se résoudre à loger chez un proche.

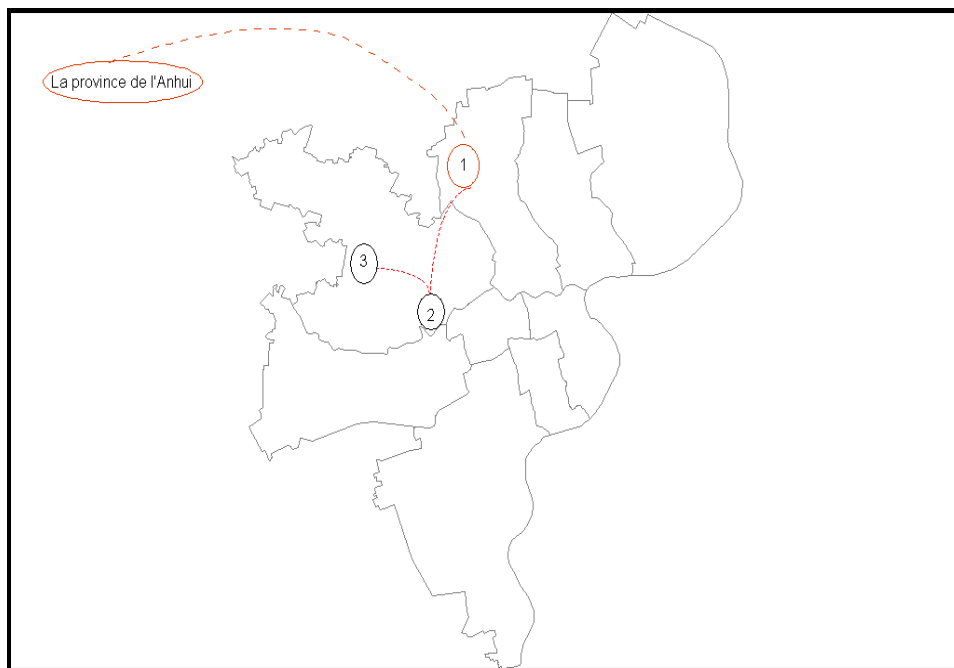
Au début 2000, le couple emprunte plus de dix mille yuans (plus de mille euros) aux parents et aux proches pour ouvrir une boutique à Yuanhenong en vendant des cartes téléphoniques. Bien sûr, ils se sont installés à Yuanhenong. Au début, par manque d'expériences et de finance, leur commerce ne marche pas très bien. Mais, après un effort, ils réussissent. Puis, trois autres boutiques de téléphonie dans différents quartiers et une boutique de pâtisseries dans le Yuanhenong sont ouvertes. Le couple emploie une dizaine de salariés dans ses boutiques. Leur commerce marche bien. La famille de Qiao devient riche. Ils font venir leur fille et l'envoient dans une école secondaire publique à Shanghai.

En octobre 2000, ce couple quitte le Yuanhenong et s'installe dans un « deux pièces » meublé dans un autre quartier populaire proche de Yuanhenong. D'abord seul, ils y

accueillent ensuite des employées qui travaillent dans leurs boutiques. Le ménage reçoit beaucoup, ce qui pose un problème de bruit et engendre assez rapidement des conflits de voisinage. Instruit des plaintes des voisins, le propriétaire refuse le renouvellement du bail. Deux ans après, en 2002, ils déménagent vers un autre logement dans le même quartier.

En 2006, le couple réussit à accéder à un logement plus luxueux. Pour l'achat de cet appartement, la famille a dépensé environ 500 000 yuans (50 000 euros). Pour la famille de Qiao, Yuanhenong est seulement une zone de transit. Ils pensent beaucoup à l'avenir de leur fille de 14 ans.

Figure 24 : Le parcours résidentiel de Qiao dans la zone urbaine de Shanghai



Source : travaux de l'auteur, d'après récits des habitants

Légende :

- 1: Place d'arrivée
- 2: Yuanhenong
- 3: Un quartier plus luxueux

M. Zhang, marié, 40 ans, un enfant, coiffeur, arrivé à Shanghai en 1986 (depuis 10 ans à Shanghai)

Apprenti coiffeur, il quitte sa province natale de Jiangsu pour tenter sa chance dans la ville de Shanghai avec quelques amis. Mais comme la plupart des ses compatriotes, il devra d'abord trouver un travail. Un de ses compatriotes l'accueille à son arrivée dans le quartier de Yuanhenong. Après six mois d'une cohabitation difficile, il se marie avec une jeune femme de Yuanhenong qui est aussi coiffeuse. Zhang habite alors chez sa femme. Au début des années 1990, le couple ouvre une boutique de coiffure dans le quartier. Tout en projetant

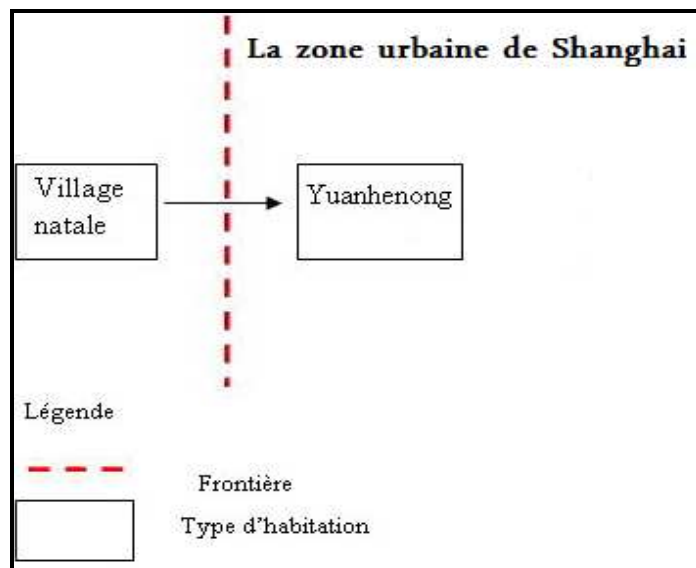
l'accèsion à la propriété, le couple travaille beaucoup pour gagner assez d'argent. C'est par une agence immobilière qu'il trouve un « trois-pièces » dans un autre quartier résidentiel en 1999. Maintenant, ils travaillent à l'intérieur de Yuanhenong et habitent à l'extérieur.

En réalité, une proportion assez négligeable de migrants peut accéder à la propriété. Malgré l'affirmation de leur statut, ces ménages en phase d'ascension sociale peuvent sortir des quartiers défavorisés les plus stigmatisés pour accéder à la propriété dans un quartier plus luxueux. L'accèsion à la propriété domine le projet d'installation définitive à Shanghai.

Trajectoire 3) : Yuanhenong comme terme d'une trajectoire migratoire directe

Pour une partie des interviewés, Yuanhenong est le lieu d'arrivée, où ils habitent jusqu'à maintenant.

Figure 25 : Parcours trajectoire résidentiel (III)



Source : travaux de l'auteur, d'après récits des habitants

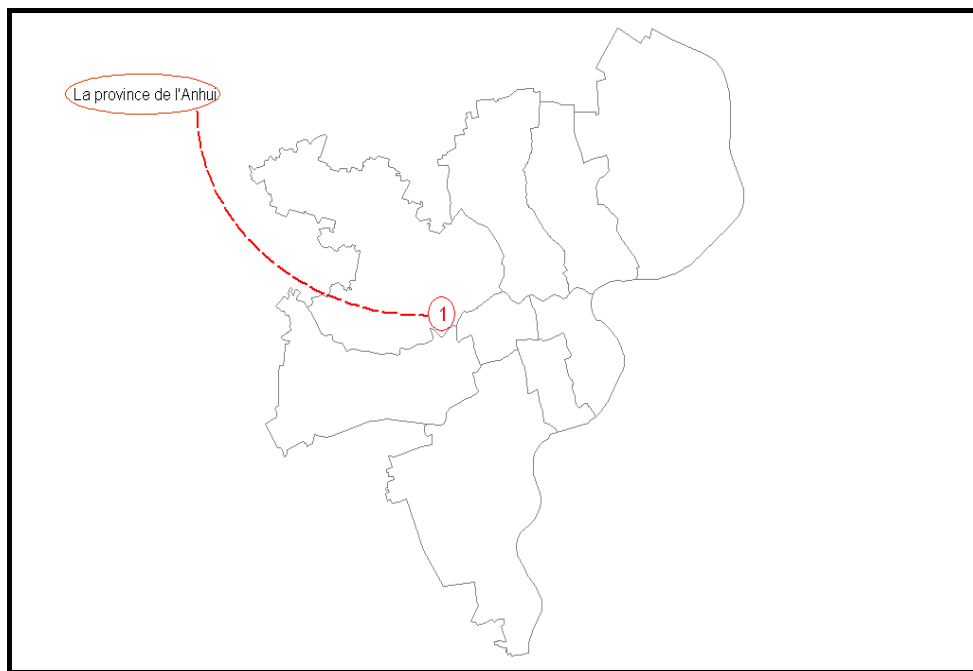
Mme Wang, mariée, 30 ans, un enfant, nettoyeuse, arrivée à Shanghai en 2005 (depuis 2 ans à Shanghai)

Au départ de son village natal de la province de l'Anhui, Wang était une petite commerçante vendant des légumes. Un petit métier qu'elle exerçait essentiellement pour constituer le capital nécessaire à l'organisation du départ pour Shanghai avec son mari qui travaillait dans les champs. La vie à la campagne était précaire. Pour améliorer les conditions de vie et aussi tenter sa chance, ce couple décide de venir à Shanghai. En octobre 2005, Wang est arrivée à Shanghai avec son mari, laissant leur enfant de cinq ans chez ses grands-parents à

la campagne. Le couple est accueilli par la sœur aînée du mari, une bonne d'enfants, locataire d'un logement à Yuanhenong depuis plusieurs dizaines d'années. Puis, cette sœur aide le mari de Wang à trouver un emploi de gardien de toilette publique dans le quartier de Yuanhenong. Wang commence à vendre des fruits devant la porte de l'université. En 2006, elle commence à travailler dans une société de nettoyage grâce à l'une de ses connaissances, originaire de la province de Henan, aussi locataire à Yuanhenong.

Ce couple n'est pas l'unique locataire dans cette maison en copropriété. D'abord seul, ils y accueillent ensuite deux amis arrivés de la province de l'Anhui.

Figure 26 : Le parcours résidentiel de Wang au centre-ville de Shanghai



Source : travaux de l'auteur, d'après récits des habitants

Légende :

1: Yuanhenong

La durée du séjour à Shanghai et l'amélioration de la situation professionnelle sont deux variables déterminant, en général, les stratégies résidentielles ascendantes des migrants. Il semble, cependant, que d'autres facteurs interviennent, notamment, la situation économique dans le village d'origine ou le contenu du projet migratoire. Chez les migrants nous avons découvert que le projet migratoire, dont le fondement est l'ascension sociale, explique en grande partie la recherche d'un habitat valorisant.

Globalement, nous constatons que les parcours résidentiels des ménages que nous avons interviewés se caractérisent souvent par deux spécificités importantes. La première est celle

marquée par une très forte mobilité durant l'accès au logement. Elle correspond également à celle où les jeunes migrants arrivés quatre ou cinq ans plus tôt repartent chez eux pour se marier, s'étant aperçus que leur séjour en ville est plus long que prévu. Outre l'aspiration au confort, le sentiment de promiscuité engendré par l'arrivée de l'épouse et des enfants, voire d'un membre de la famille élargie (frère, neveu, cousin) dans des logements qui sont généralement de petite taille détermine leur volonté de bénéficier d'un appartement dont les loyers sont relativement moins élevés. La deuxième est celle qui se caractérise par une forte stabilité. Jusqu'à une période récente où très peu de ménages accédaient à la propriété, les sorties du quartier défavorisé ne concernaient que de rares personnes. Nous commençons à observer des formes de mobilité ascendante du quartier défavorisé vers l'accession à la propriété.

On peut reconstituer la succession de la trajectoire résidentielle des interrogés à travers les événements biographiques. Ce type d'observations permet d'analyser la trajectoire de la personne enquêtée et de la relier le cas échéant à de grands courants migratoires, à des pratiques résidentielles particulières. Saisir la biographie résidentielle d'un individu ou une famille, c'est rendre compte d'un ensemble d'événements qui doivent être replacés et articulés à un contexte. Le rôle central que joue le logement pour les migrants constitue une opportunité pour appréhender les relations entre mobilité et territoire.

5.2.5 Logement

La question du logement des migrants ne fait pas partie des interrogations qui se posent aujourd'hui dans le champ politique chinois. Si des dispositifs spécifiques d'accès au logement ont existé, les migrants ont peut-être intégré la ville plus facilement. Pourtant, les inégalités face au logement existent bien. Les migrants en provenance des régions rurales se retrouvent en réalité cantonnés aux étages les plus bas du marché du logement. On pourra dire que les trajectoires résidentielles des migrants sont marquées par l'exclusion du logement standard.

Concernant le logement des migrants interrogés, la situation est aussi difficile. Leur situation économique rend pratiquement impossible la location d'un appartement de bonne qualité. Le quartier défavorisé est devenu une résidence préférable. Comme le montre le tableau ci-dessous, la plupart des migrants sont mal logés : une chambre d'une superficie de 3 à 10 mètres carrés par personne, sans cuisine et ni toilette. Le loyer mensuel se situe dans une tranche de 100 yuans à 500 yuans (de 10 euros à 50 euros) en fonction des conditions de la maison.

Tableau 7 : Situation des logements pour les migrants dans le quartier

	Superficie (en m²)	Equipement sanitaire	Loyer mensuel (en yuans)	Personnes logées
1	9	non	250	3
2	10	non	350	2
3	6	non	100	2
4	10	non	500	2
5	8	non	300	3
6	9	non	200	3
7	9	non	400	3
8	13	non	350	3
9	20	non	350	2

Source : les entretiens menés dans le quartier de Yuanhenong d'août à octobre 2006

Les diverses situations rencontrées dans ce cadre peuvent varier selon les différents types des migrants : les migrants qui travaillent dans un atelier privé, le migrant qui n'a pas un travail régulier et la famille migrante. La construction de cette typologie, qui n'a rien d'exclusif ni de définitif, s'indexe essentiellement sur deux paramètres, qui sont le degré d'autonomie ou de dépendance des individus, et les modes d'accès au logement en ville.

Photo 14 : L'intérieur d'une chambre des travailleurs migrants



Source : photographie de l'auteur

Note : C'est l'intérieur d'une chambre des deux migrants qui travaillent dans un atelier privé, situé au Yuanhenong. Ce cagibi est offert par le patron. Il fait environ 5 m². Il est assez simple. Ce que l'on peut voir sont juste deux lits, un bureau et les objets usuels.

Photo 15 : L'intérieur d'une chambre d'une femme migrante



Source : photographie de l'auteur

Note : La chambre d'une femme migrante. Il fait environ 3 m², sans cuisine et ni fenêtre. Le loyer est de 100 yuans (environ 10 euros) par mois. Sans travail régulier, cette femme vit de la collecte des ordures.

Photo 16 : Deux pièces d'une famille migrante



Source : photographie de l'auteur

Note : Par rapport aux personnes seules, la situation des familles migrantes est meilleure. Wang, une femme de la quarantaine, originaire de la province de l'Anhui, se loge dans ce logement avec son mari et sa petite fille, depuis un an. On peut voir deux pièces, une chambre d'environ 6 m² et l'autre, une cuisine de 5 m². Pour cela, ils doivent payer 900 yuans (environ 90 euros) chaque mois.

Les interrogés se plaignent toujours de la situation de leur logement. Le loyer est le plus souvent mentionné par les migrants quand ils m'ont exposé leur choix de résidence.

« Je loue une petite chambre, moins de dix mètres carrés. Il n'y a pas de cuisine, ma femme ne peut cuisiner qu'en dehors de la maison. Malgré cela, le loyer est supérieur à 400 yuans (environ 40 euros) chaque mois, y compris les frais d'eau et d'électricité. »

(M. Li, 36 ans, originaire de la province de l'Anhui, ouvrier non-qualifié, installé dans le quartier depuis 2003)

Par rapport aux appartements d'autres quartiers, le loyer dans ceux défavorisés est beaucoup moins cher, ce qui est devenu une raison principale de s'y installer pour les migrants. Comme il est dit par des migrants et aussi par des habitants locaux, *« C'est un quartier pas mal pour nous, les migrants. » « Ici, c'est comme un village. Mais j'adore. Sans*

de tels quartiers, nous ne pourrions pas vivre à Shanghai. » « C'est le loyer bon marché qui attire les migrants et les fait se rassembler ici. »

5.2.6 Travail

Le travail est une variable importante pour l'analyse comparée de l'insertion sociale des migrants. Dans la majorité des cas, par manque de capital social et économique, les travailleurs ruraux ne peuvent faire qu'un simple travail manuel que les citadins ne veulent pas faire - souvent le travail difficile, salissant et exténuant -, tel que la construction, la confection, le balayage des rues, la récupération d'ordures, la pose de briques, la réparation d'articles, la vente de fruits et légumes et le ramassage de vieux chiffons. C'est une immigration de main-d'œuvre peu qualifiée.

Quand Chang est arrivé à Shanghai en 1996, il a, tout d'abord, été apprenti dans un atelier de chaudières. Il a gardé ce travail pendant quatre ans. Sur les dix dernières années, il a changé de travail quatre fois. Maintenant, il travaille comme agent immobilier.

« Je ne suis pas content de mon travail. Pendant la journée, le travail est très fatigant. Nous travaillons toujours en heures supplémentaires et quittons le bureau après neuf heures du soir. Donc, chaque soir, je ne peux dormir que seulement cinq ou six heures. »

(M. Chang, 32 ans, originaire de la province de l'Anhui, vendeur immobilier, installé dans le quartier depuis 2006)

Pour Li, originaire de la province de l'Anhui, son premier travail à Shanghai en 1998 a été livreur en tricycle de canapés fabriqués par une entreprise privée. Le salaire était d'environ 800 yuans (environ 80 euros) par mois. Mais, il a donné sa démission au bout d'une année. De même, Mme Wang, personnel de propreté, m'a aussi dit que son travail est si fatigant qu'elle ne pouvait le supporter.

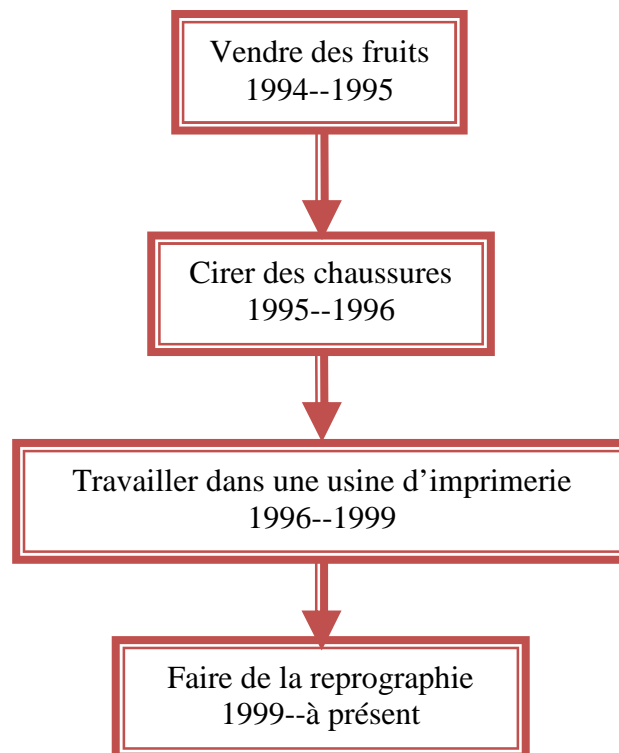
« Je travaille treize heures, de sept heures du matin à huit heures du soir. Et je travaille tous les deux jours. Selon le règlement, je dois nettoyer une salle toutes les quarante minutes. Donc, pendant ces treize heures, je dois la nettoyer au minimum vingt fois. Mon salaire est de 820 yuans (environ 82 euros) chaque mois. Et nous n'avons pas de contrats, de pensions, rien. J'ai un fils de cinq ans qui habite chez ses grands-parents dans le village natal. Chaque mois, nous leur envoyons de l'argent. Il n'y a pas d'argent chez moi. »

(Mme Wang, 33 ans, originaire de la province de l'Anhui,

personnel de propreté, installée dans le quartier depuis 2005)

Une majorité de migrants n'a pas de travail régulier. Ils vivent, par exemple, de la vente de légumes ou de fruits dans les rues. Leur situation familiale est précaire à Shanghai, ce qui ne répond pas à leurs espérances. Pour Yan, n'ayant pas trouvé de travail régulier, il a dû changer d'emploi plusieurs fois ces dernières dix années à Shanghai : vendeur de fruits, tout d'abord, puis cireur de chaussures, ensuite ouvrier dans une usine d'imprimerie sur recommandation d'une connaissance, et maintenant agent de reprographie.

Figure 27 : La carrière de M. Yan de 1994 jusqu'à présent



Source : travaux de l'auteur, d'après récits de Yan

Par ailleurs, nous sommes également confrontés à la réalité de la prostitution migrante, notamment, de femmes en provenance de la province du Hunan²⁰¹. « *On estime qu'il y a plus de trente prostituées dans ce quartier. Originaires de la province du Hunan, la plupart sont des femmes mariées, dans la tranche d'âge de 20 et 40 ans. Toute la famille vit du revenu de la prostitution* », précisé un habitant local. C'est un préjugé supplémentaire qui entache l'image des femmes originaires de Hunan.

²⁰¹ Manque d'enquête systématique, il est difficile d'exposer une situation générale sur la prostitution migrante dans le quartier de Yuanhenong.

5.2.7 Langue

La langue est un des éléments fondamentaux pour intégrer la société d'accueil. Pour tous les interviewés, bien qu'ils habitent à Shanghai depuis plusieurs années, peu d'entre eux peuvent parler le dialecte de Shanghai ou même le comprendre. Au contraire, ils ne maîtrisent que leur dialecte d'origine qui continue à être utilisé dans chaque communauté. Ils parlent entre eux leur dialecte et s'adressent aussi dans ce dialecte à leur enfant. Il est facile, à Yuanhenong, de vivre dans une communauté d'origine fermée.

Une partie des interrogés ont un accent très lourd quand ils parlent le mandarin, ce qui nous empêche de bien les comprendre. C'est particulièrement le cas de Ai Maiti, un homme originaire de Xinjiang. Il n'a appris le mandarin qu'à son arrivée à Shanghai en 1998. Dans sa campagne, peu de personnes peuvent parler le mandarin, dit-il. Pour lui, l'apprentissage du mandarin est un passage obligé pour pouvoir prétendre faire du commerce.

La raison de cet état de fait est à chercher dans les communautés. La plupart des migrants vivent dans une communauté fermée. Ils n'ont pas de contacts avec les autres occupants.

« Je connais peu de personnes ici. Les vieux Shanghaiens parlent souvent le dialecte de Shanghai trop vite, ce qui m'empêche de les comprendre. Je ne connais personne parmi les jeunes Shanghaiens. Je n'ai pas de contacts avec les Shanghaiens. »

(Mme Zeng, 35 ans, originaire de la province de Hunan, a ouvert une salle pour faire des photocopies, installée dans le quartier depuis 2005)

Pour les migrants, c'est un phénomène naturel. Vivant comme « étrangers » dans leur propre pays et comprenant mal le dialecte de Shanghai, l'intégration devient difficile dans la société d'accueil.

5.3 Les trajets des migrations récentes sur la morphologie du quartier

5.3.1 La situation générale des migrants au Yuanhenong

Le quartier de Yuanhenong voit, depuis une dizaine d'années, s'implanter de nombreux nouveaux arrivants. Ceux-ci sont majoritairement originaires des autres provinces de Chine. Cette présence migrante, exceptionnellement forte, est un phénomène récent. Depuis les années 2000, le quartier se manifeste par une surreprésentation d'ouvriers-paysans (*mingong*)

(un habitant sur trois est *mingong*). La « visibilité » des nouveaux arrivants dans les espaces collectifs est importante et socialement reconnue.

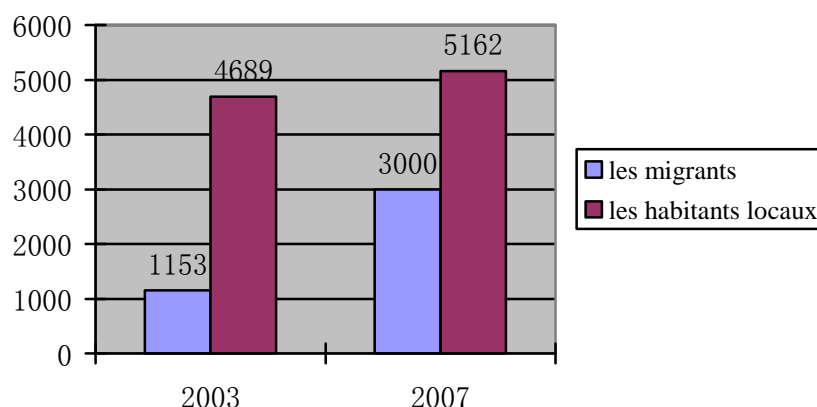
En 2003, on constate qu'il y a 1 153 migrants enregistrés dans le quartier. En 2006, le comité de résidents a initié un recensement de la population de l'extérieur dans ce quartier. Ce recensement tient compte des déterminants comme le nombre, le sexe, l'âge, l'origine, la date d'arrivée à Shanghai, le précédent lieu de domicile, la situation dans la province natale, la situation matrimoniale à Shanghai des migrants (marié avec enfant, marié sans enfant et célibataire) etc. Cet accroissement relatif s'explique ici, comme dans presque tous les quartiers populaires, par l'évolution divergente des populations anciennes et nouvelles.

La finalité de ce recensement est la délivrance du titre de séjour local²⁰². Ce travail a été effectué par M. Gu, un des bénévoles du comité de résidents. Il m'a décrit ces travaux « *Je travaille comme bénévole dans le comité de résidents et je suis responsable des travaux de recensement de la population migrante dans ce quartier. A l'heure actuelle, il y a plus de neuf cents migrants qui ont obtenu le titre de séjour offert par le comité de résidents. C'est un travail pas facile, parce que la plupart des migrants sont mobiles et changent de résidences tout le temps...* ». Liu, un habitant local qui travaille dans le comité de résidents depuis huit ans affirme, « *En 2002, il n'y avait pas autant de migrants. Mais depuis 2003 et 2004, ils sont partout. On estime qu'il y a plus de milles migrants en 2003, soit 60% des occupants réels de ce quartier. Maintenant, on estime que ce nombre est passé à trois mille* ».

En quatre ans, alors que le nombre de nouveaux arrivants augmentait énormément, la population ancienne de Hukou de Yuanhenong n'a pas beaucoup changé. Comme le montre la figure ci-dessus, le nombre de détenteurs de Hukou a peu varié entre 2003 et 2007. Il est passé de 4 689 à 5 162. Pendant ce même temps, celui des détenteurs de titre de séjour s'est beaucoup accru. De 1 153 en 2003, il passe à 3 000 en 2007. Cet état de fait a amené à une prise de conscience. De plus en plus, le débat se cristallise sur la question d'immigration.

²⁰² Après l'annulation du « certificat de résidence temporaire » (*Zanzhuzheng*) par le gouvernement central en 2003, les migrants peuvent s'installer dans les villes sans risque d'être expulsés. Mais, pour la gestion auprès des migrants qui s'installent dans le quartier, le comité de résidents de Yuanhenong a une règle spéciale : donner un titre de séjour local pour ceux qui sont enregistrés dans le comité. Cela est considéré comme un certificat légal.

Figure 28 : Comparaison de la tendance à la croissance entre les deux groupes



Source : Les chiffres fournis par le comité de résidents de Yuanhenong et établis en fonction du nombre d'occupants enregistrés en 2003 et 2006.

N.B. : En 2007, le nombre des migrants a dépassé 3000. Ce n'est pas un chiffre exact. Par manque de recensement systématique des migrants de ce quartier, il est difficile de savoir leur nombre exact.

Dans un quartier à la population aussi mouvante, aussi mal contrôlée, il est vain de trop vouloir demander aux statistiques. Notons pourtant que toutes les sources s'accordent pour mettre en exergue le tournant des années 2000, à partir duquel l'accroissement de la population nouvelle s'accompagne de la diminution de la population ancienne qui loge dans ce quartier²⁰³.

La population d'origine provinciale dans le quartier marque fortement l'espace collectif et tend à produire une appropriation symbolique de celui-ci, c'est-à-dire à qualifier l'image de ce quartier comme « quartier d'immigration ». Cette appropriation est souvent ressentie comme une menace par les autochtones, menace formulée en termes d'insécurité, de dégradation ou encore de tensions et de conflits intergroupes.

Avec le manque de recensement systématique, il est très difficile d'évaluer exactement combien de travailleurs migrants habitent dans ce quartier de Yuanhenong aujourd'hui, et de faire une analyse générale sur la structure de cette population. Il faut donc faire le choix d'un échantillon d'analyse. Notre échantillon d'étude est constitué des 655 migrants qui sont enregistrés au comité de résidents local, dont 390 hommes et 265 femmes, d'âge compris entre 17 et 65 ans.

Les migrants sont beaucoup plus jeunes que les habitants locaux. La tranche d'âge des 20-49 ans représente 92,13% de cette population. Les migrants de 30 à 39 ans représentent 44,91% à comparer aux 9% d'habitants locaux de la même tranche. En fait, la proportion la

²⁰³ On note que la population ayant un *Hukou* dans le quartier de Yuanhenong augmente très peu ces dernières années, mais celle qui y habite diminue chaque année.

plus élevée des habitants locaux est trouvée dans les personnes de plus de 40 ans, estimée à environ 68,96% de la population totale (voir : Tableau 8).

Tableau 8 : Comparaison entre les migrants et les habitants locaux par tranche d'âge de 17 à 60 ans et plus

Tranches d'âge	Les migrants		Les habitants locaux*	
	Fréquence	%	Fréquence	%
17-19 ans	26	4,01	236	5,19
20-29 ans	161	24,84	767	16,86
30-39 ans	291	44,91	409	8,99
40-49 ans	145	22,38	1137	24,99
50 -59 ans	18	2,78	1037	22,80
60 et plus	7	1,08	963	21,17
Total	648	100,00	4549	100,00

Source : selon les chiffres fournis par le comité de résidents de Yuanhenong

Note : * Les chiffres sur les habitants locaux sont fondés sur une enquête sur un échantillon (n=202 ménages) menée par Jiang Jianjun en 2003. Voir : Jiang Jianjun (2004), « *Penghuqu bendi jumin daiji liudong yanjiu* » (La mobilité intergénérationnelle des habitants locaux dans le Penghuqu C), mémoire de sociologie de l'Université Normale de la Chine de l'Est, non publié.

Les niveaux de scolarité des migrants demeurent moins élevés que ceux des habitants locaux. Parmi les 630 migrants, 422 personnes (soit 67%) ont le niveau d'études secondaires, dont 341 (soit 54,13%) collèges, 81 (soit 12,86%) lycées et écoles techniques, comparativement à 86% pour les habitants locaux ; 188 (soit 30%) ont le niveau d'études primaires (écolier) et 6 (soit 0,95%) ont le niveau d'études supérieures (université). En plus, 14 personnes (soit 2,22%) sont illettrées et ne sont jamais allées à l'école (voir : Tableau 9).

Tableau 9 : Comparaison entre les migrants et les habitants locaux selon le niveau d'éducation

	Les migrants internes		Les habitants locaux*
	Fréquence	%	%
Université	6	0,95	9,2
Lycée et écoles techniques	81	12,86	42,3
Collège	341	54,13	43,9
Ecolier	188	29,84	4,1
Illettrés	14	2,22	0,5
Total	630	100,00	100,00

Source : selon les chiffres fournis par le comité de résidents de Yuanhenong

Note : * Les chiffres sur les habitants locaux sont fondés sur une enquête sur un échantillon (n=202 ménages) menée par Jiang Jianjun en 2003. Voir : Jiang Jianjun (2004), « *Penghuqu bendi jumin daiji liudong yanjiu* » (La mobilité intergénérationnelle des habitants locaux dans le Penghuqu C), mémoire de sociologie de l'Université Normale de la Chine de l'Est, non publié.

Encadré 7 : Construction des données

Pour prendre en considération le mode de production des données, il convient également, comme le souligne C. Vigour (2005, p. 240), que le chercheur réfléchisse au mode de construction des échantillons sur lesquels il travaille, afin de se méfier du « trompe-l'œil d'un échantillon ». L'interrogation sur le mode de construction d'un échantillon concerne fréquemment l'évaluation du biais de construction des données statistiques.

Dans le cas étudié de Yuanhenong, les migrants qui habitent ce quartier sont toujours interrogés. Pour les migrants, il n'est pas obligatoire de s'enregistrer dans le comité de résidents, donc une grande partie d'entre eux peuvent échapper à cet enregistrement. Les données que nous avons obtenues concernent uniquement les personnes enregistrées. Il n'existe aucune donnée relative aux migrants ayant échappé à l'enregistrement. Dans ce contexte, le chercheur doit être particulièrement attentif à ce phénomène. Comme le dit A. Desrosières (2003), « une réflexion spécifique est nécessaire pour savoir comment utiliser et améliorer les statistiques à des fins de recherche ».

La population migrante du quartier de Yuanhenong se caractérise par sa très grande diversité. Toutes les origines sont représentées. Certains groupes régionaux ne sont présents quasiment que dans ce quartier alors que d'autres se retrouvent nombreux. Si l'on cherche à faire une analyse de ce phénomène, on pourrait isoler un sous-ensemble évident. Constitué par les personnes originaires des provinces à l'est, ceux qui sont originaires de la province de l'Anhui et Jiangsu, les deux provinces les plus proches de Shanghai, offrent une concentration dans ce quartier qui dépasse 60% de l'échantillon total. Cette surreprésentation est particulièrement nette pour les personnes originaires de la province de l'Anhui qui forment, en 2006, plus de 38,93% de la population nouvelle. Comme le montre le tableau ci-dessous, de tous les 655 migrants, ceux originaires de la province de l'Anhui sont de loin les plus nombreux. Puis viennent les 159 migrants de la province du Jiangsu soit 24,27%. En revanche, les communautés originaires de la province de Guizhou, de Yunnan, de Gansu et de Mongolie intérieure sont relativement peu importantes, mais elles sont, sans doute, plus importantes que ne le laisse supposer le chiffre de 1,83% de la population migrante à Yuanhenong en 2006 (voir : Tableau 10). Elles sont devenues « invisibles » dans ce quartier.

Figure 29 : Carte de la Chine et du monde chinois



Source : P. Picquart (2006), *L'empire chinois, Mieux comprendre le futur n°1 mondial : histoire et actualité de la diaspora chinoise*, Editions Favre.

Note : Sur le carte de Chine, on peut trouver six grandes parties : 1) au nord-est : Heilongjiang, Jilin, Liaoning ; 2) au nord : Hebei, Shanxi, Mongolie intérieure ; 3) au nord-ouest : Xinjiang, Qinhai, Gansu, Shanxi ; 4) à l'est : Shandong, Jiangsu, Anhui, Zhejiang, Jiangxi, Fujian ; 5) au sud-ouest : Guizhou, Sichuan, Yunnan, Tibet ; 6) au centre-sud : Henan, Hubei, Hunan, Guangdong, Guangxi, Hainan ; et les quatre villes-provinces : Pékin, Tianjin, Shanghai, Chongqing.

Tableau 10 : Répartition de l'échantillon par l'origine

	<i>Origines</i>	<i>Fréquence</i>	<i>%</i>
A l'est	Anhui	255	38.93
	Jiangsu	159	24.27
	Jiangxi	41	6.62
	Fujian	7	1.07
	Shandong	6	0.92
Au centre-sud	Henan	79	12.16
	Hunan	17	2.60
	Hubei	9	1.37
Au sud - ouest	Chongqing	26	3.97
	Sichuan	25	3.82
	Guizhou	5	0.76
	Yunnan	2	0.31
Au nord-ouest	Xinjiang	12	1.83
	Gansu	4	0.61
Au nord	Hebei	7	1.07
	Mongolie intérieure	1	0.15
	Total	655	100

Source : Les chiffres fournis par le comité de résidents de Yuanhenong et établis en fonction du nombre de migrants enregistrés en 2006.

Le tableau 10 révèle également que le quartier concentre un nombre important des migrants d'origine différente. Si l'on établit le rapport entre le nombre des migrants présents dans le quartier et l'ensemble vivant à Shanghai, des nuances significatives apparaissent. A ce groupe s'oppose celui constitué par les migrants venus des régions du Nord et de l'Ouest qui présente une répartition plus diffuse sur le territoire et dont la concentration dans ce quartier est moins nombreuse. Tout se passe en fait comme si cette concentration était fonction de la distance entre Shanghai et la province d'origine. A partir de ce calcul du taux de concentration, on peut mettre en avant un type d'immigration qui touche le territoire du quartier : c'est un flux

régional. Parmi cet échantillon d'étude, la plupart des migrants viennent à Shanghai avec leur famille. Evidemment, c'est cette sorte de migrants qui a tendance à s'y installer en permanence.

Du point de vue des catégories sociales professionnelles (CSP), avant leur arrivée à Shanghai, 458 personnes (soit 70,0 %) ne travaillaient que dans les champs ; 88 étaient de jeunes scolarisés (primaire, collège ou lycée), 44 personnes étaient des ouvriers non-qualifiés et 33 faisaient de petites affaires. Après leur arrivée à Shanghai, ils ont totalement changé de profession. Ouvriers, artisans et petits commerçants forment l'essentiel de ce groupe social, estimé à environ 80%. Par ailleurs, il apparaît une nouvelle profession comme employés du secteur commercial (voir : Tableau 11).

Tableau 11 : Composition de CSP avant et après leur arrivée à Shanghai

CSP (Chine)	Avant		Après	
	Fréquence	%	Fréquence	%
Les gestionnaires de l'État ou de la société ; Les dirigeants d'entreprises	0	0	0	0
Les techniciens spécialisés	10	1,5	24	3,7
Les travailleurs indépendants dans le commerce et l'entreprise	33	5,1	26	4,0
Les ouvriers de production	44	6,7	269	41,1
Les travailleurs agricoles	458	70,0	0	0
Les employés du secteur commercial	0	0	299	45,7
Sans emploi	10	1,5	29	4,4
Autres: (soldats, élèves etc.)	99	15,1	7	1,1
Total	654	100,00	654	100,00

Source : Les chiffres fournis par le comité de résidents de Yuanhenong et établis en fonction du nombre d'occupants enregistrés en 2006.

Si l'on compare les migrants avec les habitants locaux en fonction des CSP (Chine), on compte 77,7% d'ouvriers de production pour les habitants locaux, mais cette proportion dans les migrants est beaucoup plus faible, estimée à 41,1% de la population totale. Pour les nouveaux arrivants, ce sont les employés du secteur commercial qui forment l'essentiel de ce groupe social, estimé à environ 45,7% contre 3,0% des habitants locaux actifs (voir : Tableau 12).

Tableau 12 :
Répartition des CSP des migrants actifs en comparaison avec les habitants locaux

CSP (Chine)	<i>Les migrants</i>		<i>Les habitants locaux*</i>
	Fréquence	%	%
Les gestionnaires de l'État ou de la société ; Les dirigeants d'entreprises	0	0	0
Les techniciens spécialisés	24	3,7	4,6
Les ouvriers de production	269	41,1	77,7
Les travailleurs indépendants dans le commerce et l'entreprise	26	4,0	7,6
Les employés du secteur commercial	299	45,7	3,0
Les chômeurs	29	4,4	0,5**
Autres	7	1,1	6,6
Total	654	100, 00	100,00

Source : Les chiffres fournis par le comité de résidents de Yuanhenong et établis en fonction du nombre d'occupants enregistrés en 2006.

Note :

* Les chiffres sur les habitants locaux sont fondés sur une enquête sur un échantillon (n=202 ménages) menée par Jiang Jianjun en 2003. Voir : Voir : Jiang Jianjun (2004), « *Penghuqu bendi jumin daiji liudong yanjiu* » (La mobilité intergénérationnelle des habitants locaux dans le Penghuqu C), mémoire de sociologie de l'Université Normale de l'Est de Chine, non publié.

** Dans la première partie sur les habitants locaux, nous avons indiqué qu'une grande partie des habitants étaient les chômeurs des entreprises d'État. Mais selon les chiffres ici, leur proportion est insignifiante. En fait, les chômeurs retrouvent toujours du travail après leur licenciement.

5.3.2 L'échantillon des entretiens

L'échantillon d'entretien utilisé dans notre enquête a été limité à une soixantaine de travailleurs migrants interrogés dans un cadre informel. Notre réflexion porte, notamment, sur 56 entretiens approfondis : 27 femmes et 29 hommes, en situation résidentielle et occupant des emplois différents. Ce sont essentiellement des migrants jeunes dans la tranche d'âge 18-40 ans qui n'ont pas le *Hukou* de Shanghai. Ils exerçaient à la campagne dans des professions peu qualifiées : la plupart ne travaillaient que dans les champs. Leur niveau scolaire n'est pas très élevé. Parmi ces 56 personnes interviewées, 37 ont le niveau d'études secondaires, dont 27 collèges et 10 lycées (un diplôme correspondant au bac) ; 12 ont le niveau d'études primaires (écolier), 5 illettrées et 2 a le niveau d'études supérieures (voir : Tableau 13). Par ailleurs, leur durée de présence à Shanghai varie d'un mois à dix ans. Celle de moins de trois ans est la plus représentée.

Les migrants interrogés sont dans deux positions migratoires typiques qui tiennent aux circonstances mêmes de leur migration. Ce sont d'une part, des travailleurs à titre transitoire, célibataires généralement, qui transfèrent une partie de leur épargne vers leur région d'origine ; ceux-là ne font que des projets à court terme. D'autre part, ce sont des migrants ayant un projet migratoire familial. C'est la « chaîne familiale » qui est le principal moteur de leur départ vers une destination inconnue. Parmi les entretiens, 45 personnes sont venues à Shanghai avec leurs familles. Les migrants familiaux sont confrontés à des problèmes comme la scolarisation de leurs enfants, l'amélioration de l'habitat et l'exercice du commerce en milieu urbain.

En résumé, ce sont les stratégies individuelles et collectives qui distinguent les deux types migratoires. Cependant, ces types migratoires ne sont pas des caractéristiques propres à un groupe et on ne peut même pas les attribuer à une phase du processus migratoire.

Tableau 13 :
Répartition de l'échantillon selon les caractéristiques démographiques

Région ou province	Echantillon d'entretien
Anhui	25
Jiangsu	8
Henan	6
Jiangxi	4
Fujian	3
Hunan	2
Xinjiang	2
Gansu	2
Shanxi	2
Zhejiang	1
Sichuan	1
Niveau d'éducation	
Primaire	12
Diplôme du secondaire	37
dont collège	27
lycée	10
Diplôme universitaire	2
Illettré	5
Sexe	
Homme	29
Femme	27
Âge	
18 – 34	21
35 – 54	35
55 et plus	0
Durée de présence (par an)	
0—1/2	6
1/2—1	4
1—5	28
5—10	13
10 et plus	5

Source : selon les entretiens auprès des migrants

Encadré 8 : Les différents moyens d'entrée sur le terrain

L'entrée sur le terrain a d'abord eu lieu par M. Chen, un informateur important. Au début de mes entretiens avec les migrants, Chen et les autres membres du comité de résidents m'ont présentée les migrants dans ce quartier, bien qu'excepté l'enregistrement, les activités organisés par le comité de résidents concernent très peu les migrants. L'aide du comité de résidents me servait de « point d'appui » dans les premiers temps de l'enquête, par lequel je suis arrivée à faire plus d'une dizaine d'entretiens avec les migrants. Ce sont, notamment, Wang, originaire de la province du Jiangsu, Zhou de la province de l'Anhui, Li de la province du Henan, Lian de la province du Fujian, Li de la province de l'Anhui, Zhang de la province du Jiangsu et les trois sœurs de Dai de la province du Jiangxi. Chaque fois, je leur ai expliqué mon statut d'étudiante, avec toutes les garanties d'anonymat dont ce type de recherche s'accompagne.

Consciente des limites d'une entrée par le seul comité de quartier, (parfois ils me considèrent comme une représentante des autorités,) j'avais, par ailleurs, décidé de rencontrer les migrants par effet « *boule de neige* » sans passer par le comité de résidents. Ce sont les trois petites boutiques que j'ai souvent fréquentées : un atelier de photocopies, un petit restaurant et une boutique de téléphonie.

L'atelier de photocopies de Zeng

Zeng, une femme de 35 ans, originaire de la province du Hunan, a ouvert un atelier de photocopies à l'ouest de Yuanhenong. C'est à cet endroit que j'ai rencontré son mari Li. Je connais Zeng depuis longtemps car quand j'étais en Master à l'université, je me rendais souvent dans son atelier pour faire des photocopies. En juillet 2005, elle a déménagé dans ce quartier de Yuanhenong. Et même temps, son mari a quitté Hunan pour se joindre à elle à Shanghai. J'ai de bonnes relations avec ce couple qui m'a raconté souvent la vie à Shanghai et leur espoir.

Le petit restaurant de Dong

Dong est le patron d'un petit restaurant dans le quartier. C'est Chen qui m'a amené chez lui la première fois. Après, je l'ai fréquenté souvent et bavardé avec lui. Il habite dans ce quartier depuis dix ans et il le connaît bien. Par Dong, j'ai connu sa sœur Zhang qui habite dans ce quartier depuis neuf ans et sa voisine Su qui travaille dans le secteur du nettoyage. Tous sont originaires de la province de l'Anhui.

La boutique de téléphonie

La boutique de téléphonie privée est située sur la rue Baiyu. C'est le troisième lieu où j'ai connu deux jeunes vendeuses Song et Gao. Quand je me rendais au Yuanhenong, je savais

toujours où frapper pour discuter. C'est aussi dans cette boutique que j'ai rencontré Tong du Xinjiang, Du du Jiangsu, Zhang du Fujian etc.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous nous sommes consacrées à la monographie de la population du quartier de Yuanhenong sous trois angles d'analyse : les habitants locaux (avec *Hukou* de Shanghai), les travailleurs migrants (sans *Hukou* de Shanghai) et leur parcours, ainsi que les trajectoires des migrations récentes. A partir des données statistiques relatives au quartier de Yuanhenong, nous avons analysé une situation générale de sa population et ses principales caractéristiques.

La population actuelle à Yuanhenong est composée d'un mélange hétérogène mêlant à la fois des résidents munis du *Hukou* de Shanghai, installés depuis des décennies, et les travailleurs migrants, venus de la campagne. Pour les habitants locaux, le groupe des « xiangang » est celui le plus évident. Apparue lors de la réforme économique des années 1990, ce groupe, composé en majorité d'individus de 40-50 ans, est à l'origine de l'un des problèmes sociaux les plus récents : la pauvreté urbaine. C'est l'une des caractéristiques principales des habitants locaux de Yuanhenong, surtout quand l'on considère les habitants restés.

Le deuxième type de population à Yuanhenong est celle de travailleurs migrants depuis les années 1990. La migration interne en Chine n'est pas une nouvelle question. Elle a été très étudiée depuis les années 1990 en Chine dans différentes dimensions, économique, politique et sociale. Au Yuanhenong, les travailleurs migrants constituent un groupe très visible dans le quartier. Il est impossible de les négliger quand l'on réfléchit à ce quartier. Cependant, comment penser les migrations internes en Chine au niveau des villes ? La problématique est de comprendre les stratégies migratoires des ménages ruraux chinois : qui migre ? Pourquoi ? Comment ? Pour mieux décoder les travailleurs migrants au Yuanhenong, nous les avons présentés sous différentes dimensions : le contexte de départ ; le rôle des réseaux sociaux dans la migration ; la migration comme un choix sous contrainte mais volontaire ; la trajectoire résidentielle ; le logement ; le travail et la langue. L'intensité des migrations entre le monde rural et le monde urbain est essentiellement un phénomène transitoire, les migrants cherchant à travailler dans le secteur urbain moderne le temps d'accumuler le capital nécessaire à leur installation définitive, que ce soit à la campagne ou à la ville.

Parmi toutes les dimensions, celle qui nous intéresse le plus, correspond à la trajectoire résidentielle des migrants dans l'espace urbain. La mobilité résidentielle des migrants internes

et leurs familles implique de suivre l'ensemble de cette trajectoire spatiale sur le long terme pour embrasser l'intégralité des lieux habités et leur redistribution dans l'espace de la ville. Nous proposons, à partir d'une enquête de terrain qui a pour cadre géographique la zone urbaine de Shanghai, d'analyser les relations entre mobilité et territoire pour mieux comprendre les enjeux dans les stratégies résidentielles. La trajectoire des migrants a été fortement marquée par leurs expériences et leurs choix de localisation résidentielle. En fonction des parcours résidentiels des migrants, nous reproduisons trois types de trajectoires : l'arrivée à Yuanhenong comme terme d'un parcours ponctué d'étapes intermédiaire ; Yuanhenong comme étape vers un quartier plus luxueux et Yuanhenong comme le résultat d'une trajectoire migratoire directe. Ces trois types constituent trois types idéaux. Nous pouvons reconstituer la succession de la trajectoire résidentielle des migrants à travers les événements biographiques. Ce type d'observations permet d'analyser la trajectoire de la personne enquêtée et de la relier le cas échéant à de grands courants migratoires, à des pratiques résidentielles particulières. Saisir la biographie résidentielle d'un individu ou d'une famille, c'est rendre compte d'un ensemble d'événements qui doivent être replacés et articulés à un contexte. Le rôle central que joue le logement pour les migrants constitue une opportunité pour appréhender les relations entre mobilité et territoire.

L'analyse des trajectoires résidentielles des migrants nous révèle ainsi des situations caractérisées par un choix restreint, une dépendance au changement de travail et à un coût, psychologique ou même financier, élevé. La trajectoire résidentielle est une image de la trajectoire biographique.

Par ailleurs, à l'échelle de la ville, la distribution spatiale des migrants fait apparaître une polarisation dans certains quartiers du parc ancien privé et dégradé comme une zone de transit. Ce sont, par exemple, les quartiers délabrés, proches de la gare de Shanghai. La distribution de cette population évolue ensuite vers d'autres quartiers et un autre type d'habitat. Elle se trouve à la fois plus dispersée sur l'ensemble du territoire communal et concentrée dans certains quartiers.

Chapitre 6 - Mécanismes d'installation et identité collective

Introduction

Originaires de diverses provinces de l'intérieur de Chine, les migrants internes forment aujourd'hui l'un des plus importants groupes dans le quartier de Yuanhenong. Partis de leurs terres d'origine dès les années 1990, pour des raisons économiques ou sociales, les migrants internes, après bien des pérégrinations, ont trouvé une situation très précaire dans le centre-ville de Shanghai. La qualification de « ouvriers-paysans » va constituer une autre identité sociale, après celles de « paysans » et « citoyens », construite par le système administratif et politique et la culture sociale.

Dans ce chapitre, nous voudrions analyser les processus par lesquels les travailleurs migrants sont définis par les autres acteurs sociaux de Yuanhenong, les moyens par lesquels ils ont construit une ou des identités et la gestion de la différence entre différents groupes.

A ce stade de la recherche, nous avons pu identifier deux processus d'élaboration identitaire : la rupture d'avec la société rurale et la construction identitaire par la société d'accueil. Ces deux processus semblent avoir donné lieu à l'affirmation d'une identité nouvelle : l'identité « ouvriers-paysans ». Nous nous proposons de faire dans un premier temps, une analyse de la rupture identitaire relative à l'évolution de l'image subjective associée au monde paysan. Dans un second temps, nous montrerons comment les autochtones de Yuanhenong ont contribué à la production de ces discours et des représentations par un processus de construction de différences entre les deux « groupes ». Il s'agit, certes, d'être extrêmement prudent face à une éventuelle application de ces catégories dans le domaine des sciences sociales ; il faudra au contraire les mettre en question et les déconstruire. Cette analyse nous permettra en dernier lieu de décrire les mécanismes de constructions identitaires qui peuvent fonctionner au sein d'un groupe migrant.

6.1 La construction sociale et l'identité collective²⁰⁴

Au cours de la construction sociale d'une nouvelle identité collective « ouvrier-paysan » (*mingong*), ces trois étapes apparaissent et se croisent : construction, déconstruction,

²⁰⁴ L'article sur les idées principales de cette partie a été publié dans la Revue *Shehui* (Société) n° 6, 2007, intitulé « *Nongmingong : richang shenghuo zhong de shenfen jiangou yu kongjian xinggou* » (Les ouvriers-paysans : la construction de l'identité et la configuration de l'espace dans la vie quotidienne).

restructuration. Cela peut illustrer, nous le pensons, une perspective sociologique non substantialiste qui fait place à la notion de « *mingong* ».

6.1.1 La construction sociale de l'identité

La réalité est un construit social et la sociologie se doit d'étudier la construction de cette réalité. L'homme de la rue considère la réalité comme « prédonnée ». Le philosophe cherche à connaître la validité de la réalité et de la connaissance. Entre les deux, le sociologue constate que la réalité et la connaissance sont toujours relatives à un contexte et à des situations sociales.

Le constructivisme est un véritable tour de force théorique, qui tente d'expliquer et de faire tenir dans une dialectique commune les dimensions objective et subjective, individuelle et institutionnelle de la société. En sociologie, le constructivisme social est un courant de pensée initié par P. L. Berger et T. Luckmann dans leur livre *The Social Construction of Reality* (1966). Ils cherchent à découvrir la manière dont la réalité sociale et les phénomènes sociaux sont construits, c'est-à-dire la manière dont ces phénomènes sont créés, institutionnalisés et transformés en traditions. Dans leur étude, Berger et Luckmann se posent des questions à la fois simples et redoutables : « le monde social dans lequel nous vivons est le produit de l'activité humaine. Pourtant, nous tendons à le percevoir d'une part comme un monde de choses, extérieur à nous, d'autre part comme évident, allant de soi. Comment cela est-il possible ? ». Au long de ce livre, ils font une analyse centrée sur le monde de la vie quotidienne. Ils confirment que les éléments comme le langage et le comportement permettent une description dialectique de la construction sociale de la réalité qui capitalise notamment les apports de Max Weber (les faits sociaux ont un sens subjectif), Emile Durkheim (les faits sociaux sont des choses) et Karl Marx (l'homme produit le monde qui le produit). Berger et Luckmann nomment ce processus « institutionnalisation », entendu comme une « typification réciproque d'actions habituelles ». Si les individus qui ont créé une institution y voient encore la trace de leur activité, les générations suivantes la perçoivent comme inhérente à la nature des choses. La réalité socialement construite est vue comme un processus dynamique : la réalité est reproduite par les personnes qui agissent en fonction de leur interprétation et de leur connaissance (qu'elle soit consciente, ou inconsciente) de celle-ci. Il s'agit ici de la réalité subjective plutôt qu'objective, telle que nous pouvons la percevoir plutôt que séparée de nos perceptions²⁰⁵.

²⁰⁵ Sur ce point, le constructivisme social s'inspire de l'approche phénoménologique, en particulier celle d'A. Schutz (1987).

Depuis la parution du livre de Berger et Luckmann en 1966, l'expression « construction sociale » a fait florès en sciences humaines. En analysant les « femmes réfugiées », H. Moussa (1992) montre que cette catégorie « femmes réfugiées » est construite socialement. Son intention n'est pas d'insister sur le fait évident que certaines femmes viennent pour être des réfugiées par suite d'événements sociaux mais plutôt d'exposer la manière dont une croyance particulière a été formée par les forces sociales.

Dans notre recherche, nous allons analyser l'identité d'« ouvrier-paysan » dans la perspective de construction sociale. De telles questions sont posées : comment ou par quels moyens se construit cette nouvelle identité collective après que les paysans aient quitté la campagne et entré dans les villes ? Comment les différents acteurs sociaux participent-ils à ce processus de construction ?

6.1.2 La construction de la différence

La confrontation entre les groupes qui cohabitent dans un même espace révèle un usage de certaines catégories problématiques telles que « personnes de l'extérieur » (*Waidiren*), « ouvriers-paysans » (*Mingong*) ou « autochtones » (*Bendiren*). Ces notions sont également centrales dans la mise en œuvre de la cohabitation urbaine et on les retrouve dans les catégories administratives et dans les institutions sociales. Comme la réalité sociale, la catégorie « ouvrier-paysan » peut donc être considérée comme socialement construite. Cela se décompose en plusieurs aspects dont certaines peuvent rester implicites : d'une part, l'idée que se font les ouvriers-paysans d'eux-mêmes n'est pas inévitable, mais historiquement contingente. Les paysans qui viennent au centre urbain pour y chercher du travail sont profondément marqués par la catégorie « ouvrier-paysan ». L'inscription locale est une construction et une réalisation sociale fragile ; c'est une forme sociale produite par l'interaction de facteurs matériels, environnementaux et culturels variés. Les personnes, passant d'une identité « paysans » à celle de « ouvrier-paysan », doivent, eux, reconnaître l'évolution de leur identité sociale. D'autre part, la société d'accueil participe aussi à la construction de la différence entre les « autochtones » et les « ouvriers-paysans ». De tels migrants peuvent modifier leur comportement et peut-être même leur attitude envers eux-mêmes, dans le but de s'intégrer dans la société d'accueil et de ne pas être classées comme un « ouvrier-paysan ». Cette interaction entre une catégorie socialement construite et les individus qui sont ou pourraient être inclus dans cette catégorie, est présente dans beaucoup d'analyses basées sur la construction sociale qui étudient le travail de catégorisation d'individus dans la société urbaine chinoise (Chen Yingfang, 2005 ; Zhao Yeqin, 2007).

H. Becker a développé sa théorie d'étiquetage (également connue sous le nom de théorie sociale de réaction) en 1963 dans son livre *Outsiders: Études en sociologie de la déviance*. Il détaille le processus de la façon dont ces étrangers déviants deviennent impliqués dans la déviance. Comment les individus commettent-ils des actes qui sont considérée comme déviants ? Selon Becker, il n'y a pas d'actes ou d'individus déviants par nature. Ils le sont car la société les a étiquetés déviants. Dans le cas de Yuanhenong, l'hétérogénéité sociale de la population fait cohabiter des groupes différents, parfois antagonistes. Cette hétérogénéité sociale conduit à la mise en présence de systèmes de dispositions différents, voire contradictoires, ce qui met en question les pratiques et les présentations de chaque groupe. A l'heure où les références aux identités sociales des groupes sont de plus en plus évidentes, le quartier de Yuanhenong résiste à l'idée de la pérennité de groupes différents sur son territoire. La « différence » entre les deux groupes qu'on la dise culturelle ou originaire, est un des éléments qui leur empêche de s'intégrer²⁰⁶. Les recherches sociologiques consacrées aux groupes « ethniques »²⁰⁷ et à leurs relations avec les autochtones, les ont d'abord étudiés là où ils apparaissaient comme un problème social, c'est-à-dire dans les espaces publics urbains.

Il est important d'insister sur la distinction entre les endogroupes (in-groups) et les exogroupes (out-groups) dont les indicateurs sont construits à partir des catégorisations sociales des endogroupes (« nous ») ou des exogroupes (« eux »). L'étude de N. Elias et J. L. Scotson sur une communauté ouvrière en Angleterre fournit un exemple clair des formes complexes d'identité et d'inégalité et de leur importance pour l'établissement et l'entretien des rapports inégaux de puissance et d'autorité. Selon eux, il existe une inégalité entre deux groupes, dont l'un est plus ancien et stigmatise l'autre. A la limite, cette inégalité, sans violence directe, n'est pas fondée sur des caractéristiques objectivables. « Une division forte entre les établis anciens et les établis nouveaux et ces derniers sont souvent traités comme exogroupes [...] » (N. Elias & J. L. Scotson, 1965). Dans cette étude, la puissance de la représentation et les valeurs normatives sont produites par des discours dominants au sujet de l'individu et de l'autre : les villageois peuvent définir leur propre identité collective, employer le bavardage d'éloge basé sur une minorité du meilleur. Cette posture refuse de cantonner les membres des groupes les plus dominés et les plus discriminés dans un rôle passif. Elle leur accorde au contraire une place d'acteurs réels, aptes à développer des stratégies. Les établis

²⁰⁶ La conception de l'« intégration » demeure encore très largement assimilationniste. Il n'y aurait d'intégration que par l'adoption des normes du groupe dominant (De Rudder, 1993).

²⁰⁷ Dans ma thèse, je préfère utiliser le concept de « groupe » car en Chine le phénomène de « ouvrier-paysan » n'a pas de dimension ethnique.

anciens donnent souvent la stigmatisation aux établis nouveaux dans la totalité des « mauvaises » caractéristiques de ses « pires » éléments.

En raison de cette recherche, nous nous sommes très vite intéressés à certains groupes dans ce quartier de Yuanhenong. Il s'agit de groupes qui sont communément classifiés socialement selon différents critères : ouvriers / paysans (par métier) ; la population locale / la population de l'extérieur (par origine) ; Shanghaien / non-Shanghaien (par *Hukou*), ou encore les groupes de certaines régions particulières tels que les personnes de l'Anhui, du Henan etc. (par région). Ces classifications, parfois officielles²⁰⁸, parfois communes, pouvaient proposer un découpage horizontal entre les populations de ce quartier. Sans préjuger de leurs similitudes ou de leurs divergences, nous avons orienté nos investigations auprès de ces groupes cherchant à comprendre ce qui dans l'histoire des individus avait autorisé de telles constructions.

Figure 30 : La division des groupes dans le quartier de Yuanhenong



Source : travaux de l'auteur

En raison de la composition sociale de Yuanhenong et des conditions posées à la cohabitation, deux groupes sont visibles immédiatement et de manière évidente : ce sont les autochtones et les ouvriers-paysans. De prime abord, les deux populations dont nous allons parler, « autochtones » et « ouvriers-paysans », paraissent très différentes : leur immigration respective se situe à des périodes historiques distinctes et dans des contextes sociaux et politiques que l'on n'a pas coutume de rapprocher. Les premiers occupants viennent

²⁰⁸ On pourra trouver certaines classifications dans les documents officiels. Cf. « *Shanghaishi wailai liudongrenkou jihua shengyu guanli banfa* » (Les réglementations de gestion sur la naissance de la population de l'extérieur à Shanghai) est publié par la municipalité de Shanghai en 1998 et les autres règles officielles sur le marché de travail. Au milieu des années 1990, une distinction officielle était faite entre les emplois dédiés aux ouvriers-paysans et ceux destinés aux Shanghaiens, mais ces mesures se sont progressivement atténuées. D'après les textes, les employés non shanghaiens d'une entreprise ne devraient pas dépasser un tiers du nombre total des salariés, mais cette restriction a été supprimée en 2004. On peut d'ailleurs s'interroger sur la manière de procéder des entreprises de construction avant cette date... La règle en vigueur depuis 2004 est la suivante : l'offre d'emploi est publiée, et si après un certain temps aucun Shanghaien ne s'est présenté, l'entreprise est autorisée à recruter un non shanghaien.

majoritairement de la province du Zhejiang et du Jiangsu, deux provinces proches de Shanghai, et ce bien avant 1949. Ils s'installèrent il y a une cinquantaine d'années. Après les deuxième et troisième générations ont évolué dans ce quartier de Yuanhenong, ce qui donne à l'observateur d'aujourd'hui l'illusion d'une certaine homogénéité culturelle. Cependant, les nouveaux arrivants regroupent des personnes originaires de provinces diverses et ces migrants internes appartiennent à des filières migratoires qui depuis les années 1990 drainent les paysans des régions les plus pauvres vers les grandes villes. Pour les « autochtones », ce sont de « nouveaux arrivants ». Les uns et les autres, au cours de leurs expériences migratoires, ont recouvert une nouvelle identité sociale. Ils sont devenus des « autochtones » ou des « personnes de l'extérieur », renvoyés à une différence signifiée par un certain nombre de marqueurs (pratiques culturelles comme les coutumes, les comportements, les dialectes et les origines etc.).

6.2 Construire et construit dans la vie quotidienne

6.2.1 Identité et mémoire : discours et représentations des migrants internes

Depuis une dizaine d'années, des travaux intéressants ont été réalisés sur les mouvements migratoires à l'intérieur de la Chine. Du point de vue sociologique, la plupart de ceux-ci concernent la mobilité (tels que les raisons de sortie, la modèle de mobilité, le réseau social, l'organisation, le modèle de famille etc.) ; la différenciation et la stratification interne des travailleur migrants (ce que montrent les études sur les migrants d'origines différentes) ; les relations entre les travailleurs migrants et la société (la position sociale, l'expulsion et l'inégalité sociale, la gestion et la politique sociale) et la recherche sur la communauté migrante etc. (Tan Shen, 2003a). Comme tout groupe qui vient de sortir du village natal, la communauté des migrants internes en Chine vivait au départ suffisamment fermée sur elle-même et préservait ainsi indirectement ses principales caractéristiques identitaires. De ce fait, une bonne partie de nos enquêtes s'appuie sur des entretiens avec des nouveaux arrivants qui ont une expérience de vie rurale. La langue, les coutumes, le mode de vie se défendaient bien durant les premiers temps de la migration. Il s'agit ici d'analyser la manière dont ils parlent de leur passé et de leur identité et de maintenir s'il existe ou non une mémoire et une identité « commune » à tous.

A partir de l'analyse de nos entretiens, nous avons pu établir qu'il existe un récit sur la migration et sur l'histoire de la vie à la campagne qui est commun à la plupart de nos interrogés quel que soit leur âge. En effet, dans les faits relatés, tout comme dans la

structuration même du récit, il existe un tronc commun clairement identifiable. Nous avons pu relever des expressions discursives très similaires, des représentations, des expériences migratoires communes à tous et une périodisation de la vie à la campagne antérieure. Tous nos interrogés commençaient leur récit en employant un « nous » très général, qui voulait désigner l'ensemble des migrants de Yuanhenong, ou bien des personnes originaires de la même province, du moins selon notre interprétation. Il s'agissait, semble-t-il, d'un « nous, les migrants qui avons vécu cette même expérience de la migration ». Entre eux, ils se définissent par leurs appartenances villageoise et régionale.

De plus, les récits s'articulent souvent de la même manière. Ainsi avons-nous pu identifier trois « phases discursives » communes à presque tous les récits : la première est celle du « présage » qui évoque la vie pénible à la campagne, la seconde concerne le récit de la migration elle-même et la dernière aborde la question de l'arrivée et de l'installation au Yuanhenong. A cela, il faut souligner qu'à la question « Pouvez-vous vous présenter et me parlez de votre vie dans la maison natale », nos interlocuteurs répondaient le plus souvent en donnant leur nom et leur village d'origine puis en venaient directement à la vie rurale en général, comme si ce type de vie définit leur identité. Pour illustrer cette démarche discursive commune à presque tous nos interlocuteurs, nous avons choisi de présenter ci-après plusieurs extraits de récits en mettant en valeur les différentes phases mentionnées :

Le présage : la vie rurale précaire

Mme He, 39 ans, bonne d'enfants, originaire de l'Anhui : *Je suis née dans une région montagneuse où ma famille connaît une vie très difficile avec peu de champs. Nous sommes très pauvres et ne pouvons pas supporter les frais d'école [...] Mais pour payer les études de mes deux petits frères, j'ai été obligée de quitter l'école en deuxième année de l'école primaire. Puis j'ai commencé à effectuer des travaux champêtres et domestiques quand j'avais seulement 10 ans [...] Pour gagner dix yuans (environ 1 euro) par jour, je repiquais le riz dans les champs toute la journée, ce qui me fatiguait beaucoup [...] Ne pouvant plus supporter ces conditions de misère et pour aider aussi la famille, j'ai décidé, après mon mariage en 1996, de partir à Shanghai avec mon mari.*

M. Yan, 43 ans, commerçant, originaire du Henan : *Mon village natal est très pauvre : peu de terre, mais beaucoup de gens. Les travaux dans les champs d'une année ne me procure que 300 yuans (environ 30 euros), ce qui fait que nous menons une vie de misère [...] Mais, on n'a pas d'autres choix que de travailler dans les champs, parce qu'il n'y a pas une seule*

usine dans cette région là. Donc, pour changer la vie traditionnelle et aussi aider la famille, de plus en plus les gens abandonnent le village natal [...].

L'expérience de la migration

M. Dong, 33 ans, commerçant, originaire de l'Anhui : *Je me suis déplacé de mon village natal pour Shanghai en 1995 après mes études au lycée. A travers un agent intermédiaire, j'ai trouvé un travail de cuisinier dans un restaurant privé. En 1997, j'ai décidé de faire du petit commerce moi-même dans les rues. Par manque de licence d'exploitation, j'étais régulièrement expulsé par les policiers. Par manque également du « certificat de résidence temporaire » (Zanzhuzheng²⁰⁹), j'ai été renvoyé dans ma province natale par les policiers locaux à deux reprises [...] Je me suis toujours dit, quelle vie ici ? Tous les jours je me lève tôt pour gagner ma vie. Je ne comprends pas l'attitude du gouvernement à l'égard des migrants qui viennent à Shanghai pour trouver du travail afin d'améliorer les conditions de vie à la campagne.*

Mlle Guan, 23 ans, femme au foyer, originaire de l'Anhui : *J'ai quitté le village après mes études au collège pour travailler dans une usine électronique à Shenzhen, une grande ville du sud du pays, où se rassemblent beaucoup de jeunes migrantes [...] Je faisais des travaux à la chaîne, simples, mécaniques et sans connaissances spéciales. Chaque mois, je pouvais toucher mille yuans (environ 100 euros). Pour ça j'étais très satisfaite [...] Après trois ans de travail, je suis revenue au village natal pour me marier. Puis je suis venue à Shanghai avec mon mari.*

L'arrivée et l'installation au Yuanhenong

M. Wang, 47 ans, commerçant, originaire du Jiangsu : *Je suis arrivé au Yuanhenong en 2000 au moment où il y avait peu de migrants ici. Après mon installation dans ce quartier, j'ai fait venir toute ma famille : ma femme et mes deux enfants, et puis les autres gens du même village [...] Je trouve qu'ici, ce n'est pas mal. Au minimum, nous pouvons y survivre.*

Mme Zhang, 42 ans, bonne d'enfants, originaire de l'Anhui : *Après avoir divorcé d'avec mon mari à Shanghai, j'ai déménagé seule au Yuanhenong, il y a sept ans. Au début, j'ai loué une chambre auprès d'une famille locale. Mais après deux ans, j'ai terminé ce contrat, parce que d'une part, je voulais une chambre plus grande, et d'autre part, je n'avais pas de bonnes*

²⁰⁹ Voir chapitre 3 note 126.

relations avec ce propriétaire qui était très méchant. Donc, j'ai loué une autre maison plus grande [...] Pendant les vacances de Noël, je ferais venir mes parents et mes frères pour un regroupement familial. C'est tout un plaisir de pouvoir réaliser ce vœu [...]

Encadré 9 : Le cas de Zhou

M. Zhou, originaire de la province de l'Anhui, est parti de son village au début des années 1990 avec sa femme. Il aurait pu travailler dans les champs comme son père, mais les contraintes économiques qui restructurent radicalement la vie rurale l'obligent à envisager son avenir dans un autre domaine. Comme il me l'a décrit, la vie à la campagne était assez précaire. Les paysans de son village ne pouvaient pas faire autre chose que travailler dans les champs, car il n'y avait pas d'usines. Les revenus des paysans sont très faibles. Zhou n'était pas satisfait de sa vie à la campagne.

A cette époque, il a connu un Shanghaïen qui s'est installé dans son village depuis plusieurs années. Cette personne lui a décrit la vie à Shanghai comme ayant beaucoup d'opportunités de travail et de facilités pour gagner de l'argent. C'est ce qui a décidé Zhou de venir à Shanghai. En 1993, il empruntait 1500 yuans (150 euros) à ses proches et partit à Shanghai avec sa femme. Son rêve était d'ouvrir un restaurant à Shanghai. Il plut pendant deux semaines quand ce couple est arrivé à Shanghai. Ils se sont logés chez un de leurs compatriotes qui vit à Shanghai depuis plusieurs années. Après une semaine de recherche, ce couple a loué une petite chambre. Sans lit, ils ne pouvaient que dormir par terre. Mais contre toute attente, la somme d'argent emprunté n'était pas suffisante pour recommencer une nouvelle vie. Comme il le dit, « Je considérais ces événements comme naturels. Mais à Shanghai, rien n'est facile. Si tu vends des pâtisseries devant des restaurants, chaque matin, tu dois leur payer 600 yuans (60 euros) chaque mois. Ouvrir un restaurant, je n'avais pas assez d'argent à ce moment là ». N'ayant pas créé un restaurant lui-même, Zhou décida de vendre des gâteaux faits par lui-même sur les chantiers chaque matin. Cependant, sa vie à Shanghai n'était pas facile. Chaque fois, il devait vendre des pâtisseries devant un nouveau chantier. Au début, il pouvait gagner environ 20 yuans (2 euros) chaque matin. Après deux ou trois mois, son commerce marchait bien, et il pouvait gagner environ 100 yuans (10 euros) chaque matin. A ce moment là, il y eu de la concurrence avec d'autres personnes qui faisaient aussi le même commerce que lui. Donc, pour occuper un bon endroit devant les chantiers, il devait toujours se battre avec les gens de la province du Jiangsu, du Zhejiang, même de l'Anhui. A cause de cela, il a été arrêté par les policiers plusieurs fois... Le couple fait du commerce de pâtisseries

depuis une dizaine d'années. Maintenant, ils peuvent gagner environ 20 000 yuans (environs 2000 euros) par an.

Ce couple habite dans ce quartier depuis une dizaine d'années. Au début, il habitait dans un autre quartier défavorisé proche de Yuanhenong. Mais il a été démoli, et puis eux, des migrants, ont été expulsés dans un autre. Ce couple a déménagé presque quatre fois. Et finalement, en 2003, ce couple a déménagé dans le quartier de Yuanhenong, où il a loué une chambre d'environ dix mètres carrés pour 500 yuans (50 euros) de loyer par mois. Depuis son installation dans ce quartier, Zhou a fait venir environ 40 personnes du même village. Pour lui, maintenant Yuanhenong, est simplement comme son propre village.

Le réflexe de produire un discours sur un mode pluriel (« nous ») qui s'articule autour des mêmes étapes et utilise les mêmes formes discursives, peut laisser penser qu'il existe une expérience collective partagée et une mémoire de cette expérience. Les conditions de production et d'énonciation de la majorité des discours étaient assez similaires. Cette réponse assez systématique peut laisser penser qu'il existe une identité commune à tous, corrélative à ce qu'il semble être une mémoire collective de l'expérience de la migration. Initiées par M. Halbwachs (1925 ; 1950) et F. C. Bartlett (1932), la réflexion et la recherche concernant la notion de mémoire collective ont bénéficié récemment d'un regain d'intérêt (D. Middleton & D. Edwards, 1990 ; V. Haas & D. Jodelet, 1999 ; J. Viaud, 2003). La mémoire collective contribue à façonner l'identité d'un groupe ; elle est donc un enjeu social et politique crucial. De ce fait, elle est susceptible de subir des distorsions afin de servir les intérêts identitaires du groupe. Sans entrer dans les débats théoriques classiques sur mémoires collective et individuelle, nous entendons ici par mémoire collective ce qui reste du passé dans le vécu des groupes, ou bien ce que ces groupes font du passé (P. Nora, 1984). Nous étudions la manière dont cette histoire est reconstruite dans les discours des migrants durant la période de migration en portant notre attention sur les dynamiques identitaires sous-tendant ces discours. De même, cette analyse de la manière dont les migrants internes expriment leur identité commune peut permettre de souligner également l'importance de la transition de l'identité après leur arrivée dans les villes.

6.2.2 « Eux et nous » : la construction du discours

La construction du discours passe par la légitimation de certaines formes discursives qui s'opère à travers le choix producteur de discours dans la vie quotidienne. Cette forme ordinaire de contribution à la construction est plus immédiatement visible et aussi peut-être

plus efficace que le travail politique de catégorisation. Parfois, l'image du discours par lesquels les individus saisissent ne sont pas préexistants, mais s'élaborent au fil des discours, en se transformant selon les contextes.

Au Yuanhenong, la gestion des stigmates attachés au statut de migrants, « interdit » finalement à nombre d'habitants d'accepter les normes locales. Exclue du quartier, ils s'efforcent de transformer cette exclusion passive en refus actif de s'y identifier. Trop disqualifié, le quartier défavorisé ne peut être source de fierté, ils se construisent une identité propre, qui ne soit pas une identité par défaut, simple « autre » que l'identité dominante, pensée en termes de manques, d'handicaps. Comme le montre F. Barth (1995), anthropologue norvégien, dans son ouvrage intitulé *Les groupes ethniques et leurs frontières*, « toute identification est en même temps différenciation. La construction d'un 'eux' permet de poser un 'nous' qui évacue les clivages de groupes et les conflits d'intérêts sociaux ». Il a formulé une théorie apparentée d'appartenance ethnique, ce qui a souligné les frontières entre les groupes ethniques, plutôt que « la substance culturelle », que les frontières enferment. Selon lui, l'« identité ethnique », ce qui a été manœuvré stratégiquement pour des politiques, économiques et écologiques, était également une catégorie ayant une signification subjective.

Il semble qu'on peut comprendre ce que les personnes sous-entendent par la formule de discours « eux, c'est eux, nous, c'est nous ». Ici, on songe au chapitre III que R. Hoggart intitulait précisément « eux » et « nous » dans son ouvrage *La Culture du Pauvre* (1957) où il écrivait : « la plupart des groupes sociaux doivent l'essentiel de leur cohésion à leur pouvoir d'exclusion [...] pour les classes populaires, le monde des autres se désigne d'un mot 'eux' ». Cette remarque s'applique ici sans doute aux autochtones qui s'excluent spontanément du monde des travailleurs migrants internes, ils en parlent du dehors. Notre analyse montre que tout au long des discours, les autochtones parlent des migrants en posture de totale extériorité. Ce constat commande au moins deux commentaires. D'une part, il semble que chacun s'attache à son groupe propre, dans lequel une familiarisation entre le voisinage et ce quartier est mise en place. D'autre part, il faut tirer l'importance de l'image collective par laquelle se présentent les migrants eux-mêmes. Auparavant, les résidents de Yuanhenong vivaient enfermés dans un quartier dont ils n'imaginaient pas être envahis par les autres. L'arrivée en masse de nouveaux arrivants met en relief l'idée de l'écart entre groupes.

Ces discours comme « eux » et « nous » sont toujours entendus pendant les entretiens, ce qui nous empêche de négliger cette réalité. Concrètement, on peut avancer dans la construction du discours cette identité alternative. Au cours de mes enquêtes, cette opposition de discours « nous » / « eux » est nettement très perceptible, surtout dans les deux aspects de

la vie quotidienne qui donnent prise à ces disqualifications : le bruit et la saleté²¹⁰. Ici, si l'on fait une analyse de ces discours, on peut trouver que la dualité entre « nous » et « eux » est très évidente.

Extrait de discours des autochtones

M. He, 49 ans, concierge : *Il y a plus de campagnards que d'habitants locaux. Ils font toujours beaucoup de bruit, jettent des ordures partout, occupent les lieux communs [...] C'est « eux » qui rendent le quartier très sale... Nous ne prenons pas contacts avec « eux ». « Eux, c'est eux. Nous, c'est nous ». Ce n'est pas pareil...*

M. Gu, 64 ans, cadre retraité : *C'est un vieux quartier. Je pense que les voisins sont aimables et nous entretenons de bonnes relations. Mais, il y a trop de campagnards. Ça me déprime [...] Ils sont très sales et jettent des ordures partout. Ils sont très différents de « nous », Shanghaiens. Nous, les Shanghaiens avons des emplois réguliers. A l'inverse, la plupart des campagnards n'en possèdent pas...*

Mme Wang, 44 ans, concierge : *J'ai mal à la tête, quand tu me parles des campagnards. Au Yuanhenong ils sont partout. Ils sont si bruyants qu'on ne peut pas bien dormir après leur arrivée. Les campagnards n'ont pas autant de savoir-vivre que les Shanghaiens (Meiyou suzhi). Nous avons toujours des conflits avec eux par rapport au bruit, à l'hygiène etc. Moi, je me querelle toujours avec « eux ». Le matin d'avant-hier, je me suis querellé avec les locataires à cause des bruits qu'ils font [...] Maintenant je suis très fatiguée et je ne veux plus me quereller avec « eux » ...*

M. Huang, 46 ans, chômeur : *Ici, les campagnards sont partout. Si tu viens le soir, tu peux voir beaucoup de gens dans les allées. Tous sont des campagnards [...] « Nous », Shanghaiens, restons chez nous et ne prenons pas contact avec « eux » [...] Oui, ce sont « eux » qui rendent le quartier sale [...] j'en suis sûr.*

Evidemment, ce discours des autochtones établit deux mondes différents artificiellement. Même si parmi les migrants eux-mêmes, certains partagent parfaitement cette analyse. Comme le dit M. Li, originaire de la province du Henan, « *Je ne veux pas déprécier les*

²¹⁰ Sur ce point, on se reportera aux travaux de Chamboredon J.-C & Lemaire M. (1970), Chombart de Lauwe P.-H. (1956) et P. Bourdieu (1993).

personnes de l'extérieur. Moi, je suis aussi l'un d'entre eux. Mais, en fait, ils n'ont pas de savoir-vivre comme les Shanghaiens. J'en suis sûr pour ça. Certains d'entre eux sont très violents et très peu éduqués (meiyou suzhi, meiyou wenhua)... ».

Cependant, dans certains groupes, cette affirmation des différences est déjà beaucoup moins sensible. C'est le cas de Mme Zhang, dont le mari était concierge d'une usine. Elle était nettoyeuse après son licenciement d'une usine textile. Titulaire d'un diplôme équivalent au bac, elle ne peut trouver un travail correspondant à ce niveau. Elle adopte une attitude détachée aux différences entre les « nous » et les « eux ». *« Moi, je n'ai pas de préjugés contre les migrants. Pour moi, des campagnards et des Shanghaiens, c'est pareil [...] J'ai quatre locataires respectivement venant de la province du Hunan, du Hubei et du Sichuan. Nous cohabitons dans la même maison depuis deux ans. Et nous avons des relations pas mal [...] ».*

Sans doute, la différence qu'ils soulignent entre eux et les migrants internes est exprimée avec la sérénité et la compréhension, le refus de condamner ceux qui ne sont pas confrontés, par une proximité sociale réelle, à la nécessité de se distinguer ou, plus exactement, l'affectation du jugement détaché et compréhensif, le refus de condamner, font partie des modalités distinguées et d'affirmer la distance sociale. La distance sociale est assez grande par rapport aux origines pour qu'il n'y ait pas urgence à signifier la séparation par un jugement sans appel.

Malgré leur volonté de s'affirmer, ils ne disposent pas de l'autorité légitime, qui seule permet d'imposer sa propre définition de soi et des autres (P. Bourdieu, 1980). L'identité collective construite autour de ce « nous » est un compromis, une négociation entre une « auto-identification », réalisée par soi et une catégorisation réalisée par les autres. Les visions essentialistes partagent artificiellement le monde au Yuanhenong entre un « eux » et un « nous ». Comme l'écrit M. Pinçon (1982), « Le discours sur la différence varie en fonction du rapport social dans lesquels il est tenu, et il n'est pas indifférent que ce discours soit recueilli généralement dans une situation spécifique. Celui-ci suppose un rapport social et c'est en fonction de la représentation que les individus auront de ce rapport que sera produit le discours sur la différence sociale, que seront désignés les groupes dont on tend à se différencier, et que, dans le même temps, seront passées sous silence ou euphémisées les différences les plus inavouables socialement » (p.133).

6.3 Catégorisation et différence

6.3.1 La notion de « ouvrier-paysan » comme une catégorie sociale

Le phénomène d'arrivée de « travailleurs migrants ruraux dans les villes » est commun à un grand nombre de villes de divers pays dans l'histoire : à Paris dans le milieu du XIX^e siècle comme dans d'autres villes industrialisées d'Europe occidentale. De même, en Chine, jusque dans les années 1950, il y a eu beaucoup de paysans qui sont entrés dans les villes pour diverses raisons telles que la guerre ou les catastrophes naturelles. Toutefois, dès les années 1980, la catégorie de « ouvrier-paysan » a été socialement et politiquement construite. Ces dernières années, un nombre important de chercheurs chinois se sont penchés sur le processus de la construction sociale de la catégorie de « ouvrier-paysan » (Zhao Yeqin, 2004 ; Chen Yingfang, 2005 ; Tan Mingxing, 2005).

Les problématiques identitaires que l'on peut constater chez les migrants internes ont des origines, souvent très confuses : le choix de départ, la rupture avec la société rurale et la reconstruction identitaire. La compréhension d'un certain nombre de difficultés psychologiques et sociales des migrants nous semble devoir passer par une réflexion sur cette question de la rupture identitaire.

Se déplacer dans les villes signifie une rupture avec la société rurale, et le lien à leur culture d'origine, ce qui désigne en certains sens une crise identitaire. Le moteur de cette crise identitaire est le fait que l'identité ancienne, qui était fondée sur un lien ancestral, a été ébranlée par le système du *Hukou*. Cela est particulièrement vrai pour les paysans qui viennent de la société rurale dans laquelle les groupes de proximité ont une grande importance et dont l'identité passe par l'inscription concrète et l'héritage d'une génération à une autre. Comme le dit I. Joseph (1984), « La pression normative liée à l'identité culturelle d'origine et son impact sur la mobilité sociale et résidentielle des populations migrantes, ne peuvent s'apprécier qu'en tenant compte, d'une part, d'une série de facteurs liés à la densité et au rythme de l'immigration et, d'autre part, en se défiant des simplismes auxquels risque d'aboutir une philosophie de la ville émancipatrice et de la mobilité par éclatement des liens traditionnels ».

La grande majorité des migrants internes vient de sociétés « traditionnelles », où ces relations de proximité sont vives. L'étape d'immigration, l'arrivée en terre d'immigration, la perte des repères sociaux de l'environnement d'origine, la confrontation à de nouveaux codes, la découverte d'une différence dont « l'accueillant » est porteur jusque dans son corps, marquent la rupture dans le parcours biographique d'un individu (C. Marguerite, 1999). Pour

la majorité des migrants, l'expérience de la différence agit comme la perception d'un handicap dans le nouvel espace urbain. Elle les renvoie à la marge du groupe majoritaire où ils doivent dès lors gérer cette différence.

A la question sur la différence entre les habitants du quartier, presque tous nos interrogés se sont définis comme étant des « personnes de l'extérieur » (*Waidiren*). Cette réponse systématique peut laisser penser qu'il existe une identité collective à tous les interrogés. Cependant, lorsque nous demandions à avoir plus de précisions quant à la signification du terme, les réponses variaient en fonction de la place accordée à la dimension politique de cette identité ou à sa dimension socio-économique. Nous avons pu relever différentes explications du terme « personnes de l'extérieur » que nous illustrerons chaque fois par une citation. « Personnes de l'extérieur » peut signifier :

- avoir quitté la maison natale :

Je me considère comme une personne de l'extérieur. Avant je travaillais dans les champs tous les jours, mais maintenant je fais autre chose, donc la vie ne peut pas être la même. Aujourd'hui il faut que je travaille comme un ouvrier, ou employé dans un restaurant, alors ça sera différent.

- avoir subi une vie précaire :

Nous, les personnes de l'extérieur, appartenons à la classe inférieure. C'est vrai. Ici, la vie est précaire, l'emploi, le logement [...] Tout est très précaire. Maintenant, il est nécessaire d'aller acheter au marché des légumes et du riz alors qu'avant on produisait tout nous mêmes et on vendait aux autres. C'est une grosse dépense. Tout est très cher...

- avoir perdu les droits liés à cette origine :

*Je viens de la province de l'Anhui. Avant 2003, nous avons toujours peur d'être expulsés par les autorités de Shanghai par manque de « certificat de résidence temporaire » (*Zanzhuzheng*). On ne peut pas circuler librement sans ce papier [...], ce qui rend ma vie dans la ville très précaire. Je ne comprends pas pourquoi en ville on n'aime pas les personnes de l'extérieur (*Waidiren*). En fait, nous voudrions seulement y gagner notre pain quotidien.*

Il existe trois différents registres pour parler de soi : événement géographique (la rupture) / condition de vie (expérience de la précarité) / situation juridique (le *Hukou*, etc.). Ces différentes dimensions peuvent se recouper au sein d'un même entretien. Fragilisés, souvent

déprimés, les « ouvriers-paysans » doivent en plus affronter un nouveau monde, un espace physique et social qui leur est étranger. Ils sont renvoyés à une rusticité paysanne et à l'image d'une personnalité inculte qui maîtrise mal le mandarin ou du moins le parlent avec un curieux accent. L'expérience de la différence, ils la font dans les divers espaces sociaux. Elle se révèle comme l'attribution d'un stigmate négatif dont leurs corps seraient porteurs (façons de parler, façons d'être) et qui les assigne à la fois hors du groupe des « accueillants » et dans un groupe qui serait le leur.

6.3.2 Des différences structurées

Alors que l'analyse ci-dessus relative à la construction du discours tend à présumer une opposition nette entre « nous » et « eux », l'analyse des caractéristiques des deux groupes démontre empiriquement la complexité et la multiplication des catégories d'identité. Dans le cas de Yuanhenong nous avons observé depuis longtemps le processus de séparation des groupes en explorant les transformations de la signification des frontières internes et externes de l'identité collective pour ses membres ainsi que pour ceux qui lui sont extérieurs. Nous analysons ici les changements dans la catégorisation de l'identité collective des groupes au Yuanhenong, lieu où l'on peut faire une comparaison générale entre les deux groupes en fonction des différentes variables tels que l'âge, le niveau d'étude, la propriété de la maison, l'ancienneté, le *Hukou* et l'origine etc.

A ce niveau, de telles questions se posent : qui utilise ces catégories, dans quels contextes ? Quelles sont les nuances derrière chaque type ?

Les nouveaux migrants signifient des jeunes paysans ou des petits commerçants, peu éduqués, qui s'installent depuis les années 1980 dans les villes à la recherche de mieux être. A la différence de la migration ancienne, ces nouveaux migrants proviennent de provinces diverses. Ceux venant de l'Anhui et du Jiangsu sont les plus nombreux. Ceux provenant du Xinjiang ou Fujian représentent une très faible minorité²¹¹. Ces migrants sont difficiles à dénombrer, car très peu de chiffres sont disponibles et sont peu fiables. Quand on étudie les contextes d'origine, on remarque que ce sont les groupes d'âges les plus productifs qui migrent, dans la tranche d'âge de 18 et 40 ans. La proportion hommes/ femmes est équilibrée. Les migrants exercent des professions peu qualifiées : bonnes d'enfants, nettoyeurs, ouvriers du bâtiment, petits commerçants etc. Leur niveau scolaire n'est pas très élevé. On peut estimer qu'environ la moitié des adultes a été à l'école secondaire. Bien que nous n'ayons pas de données précises dans ce domaine, nous pensons que la proportion de personnes analphabètes

²¹¹ Voir sur ce point notre chapitre 5.

et ne maîtrisant pas le mandarin (la langue nationale), mais le dialecte local, est plus élevée chez les femmes. De plus, les migrants étudiés partagent un certain nombre de ces événements après qu'ils soient arrivés à Shanghai: une situation précaire dans les domaines de travail et du logement ; la difficulté d'appréhender le dialecte de Shanghai²¹² ; la découverte de sa différence et d'une identité assignée par les autres ; l'isolement ; la rencontre avec des compatisants (E. Goffman, 1975). Ces événements peuvent provoquer des conditions favorables dans la construction identitaire qui contraignent un individu à des ajustements biographiques. Certes, ces événements n'excluent pas, par ailleurs, des points de divergence entre les migrants d'origines différentes, mais le parallèle qui est fait ici, a surtout pour vocation de recherche.

En analysant le parcours de migrants, on se rend compte que tout n'est pas si simple. Le plus souvent, les facteurs économiques classiques, historiques et sociaux s'ajoutent les uns aux autres pour expliquer la migration et s'entremêlent de manière inextricable dont l'on trouve que la stratégie collective, notamment familiale, joue un rôle important dans le processus migratoire, qu'importent les établis anciens et les établis nouveaux. Le processus migratoire suit une logique classique : d'abord un ou plusieurs membres d'une même famille arrivent en ville puis, peu à peu, les autres membres de la famille, au sens strict mais aussi parfois des parents éloignés, les rejoignent. Il fallait parfois plusieurs années pour que le regroupement familial s'effectuât complètement.

L'illustration de ce mécanisme peut se faire à l'aide d'un récit, qui nous indique les conditions dans lesquelles des individus décident de tout quitter pour migrer. Il est ici reconstitué à partir du récit oral que nous ont livré les acteurs.

²¹² Il faut souligner ici le rôle de la langue dans les stratégies de discrimination : 1) Ne pas parler / parler le mandarin ; 2) parler le mandarin mais pas le dialecte shanghaien.

Encadré 10 : Le cas de la famille Wang

J'ai rencontré la famille Wang lors d'un travail de terrain au Yuanhenong. Cette famille s'est installée à Shanghai depuis plusieurs années. M. Wang est né dans la province de Jiangsu, où il demeura les 27 premières années de sa vie, exerçant tour à tour les métiers de paysan, puis de vernisseur. Sa femme aussi travaillait dans les champs. En 1988, grâce à son oncle, Wang part seul à Shanghai, où il demeure chez ce dernier, et y ouvre un commerce de collecte d'ordures, alors que sa femme et ses deux enfants sont restés à la campagne.

Au cours de l'une de ses haltes, il reçoit des injures. *« À partir de là, j'ai commencé à m'inquiéter très sérieusement. Je ne pouvais ni travailler, ni me reposer et j'étais constamment sur le qui-vive. Faire le commerce ici était plus difficile que j'avais imaginé. J'ai commencé à sombrer dans la dépression. Mais pour ma famille, ce que je dois faire est de continuer... »*

Se déplaçant fréquemment parmi les différents districts de Shanghai pour les besoins de son activité, il s'arrête au Yuanhenong où par l'intermédiaire d'une relation il a loué une usine vacante pour faire le commerce. En 2000, sa femme l'a rejoint, accompagnée des deux enfants qui ont déjà une vingtaine d'années. Puis, toute la famille Wang s'est installée à Shanghai. La famille habite d'abord dans des logements petits et dégradés. Très vite, les deux enfants trouvent du travail et quittent leurs parents. Et le commerce de Wang marche bien. Pour gagner de l'argent, ce couple divise cette usine vacante en plusieurs logements afin de relouer aux nouveaux arrivants au Yuanhenong.

La migration n'est pas un délit ni une fuite mais une stratégie de survie et elle est donc souvent un acte individuel basé sur une véritable stratégie familiale. La famille occupe une place importante dans le processus migratoire mais également dans le processus d'adaptation. Elle contribue, comme d'autres groupes primaires, à atténuer les effets du déracinement et à permettre à ses membres d'être mieux équipés pour affronter les changements qu'impose l'adaptation au nouvel environnement. Mais la famille est généralement le groupe primaire le plus éprouvé dans le passage d'une société rurale à l'autre, urbaine. Le plus souvent, la migration fait partie d'une stratégie familiale, ou même d'un groupe plus élargi. Le fait que certains migrent permet aussi à d'autres de rester ; il s'agit d'un mécanisme collectif.

Encadré 11 : Le cas de Chang

Chang, jeune garçon, originaire de la province de l'Anhui. Le père de Chang est arrivé à Shanghai au début des années 1990. A ce moment, Chang était collégien et son petit frère était à l'école primaire. Chang a travaillé pour aider toute la famille à la campagne, parce que dans le village natal, ils n'ont pas d'autres revenus. Après avoir quitté le lycée, Chang a quitté le village pour rejoindre son père à Shanghai. Selon lui, c'est à Shanghai qu'il peut gagner sa vie plus facilement. Et puis son petit frère les a rejoint.

Une autre identité utilisée pour désigner ces migrants susceptiblement liée à leur passé à la campagne : celle de villageois (*Xiangxiaren*). Ce terme *villageois* est également très souvent employé par les autochtones du quartier.

Tableau 14 : Comparaison entre les deux groupes dans le quartier

Types	Les autochtones	Les migrants
L'âge	Dans une tranche d'âge de 45 à 60 ans.	Dans une tranche d'âge de 18 à 40 ans
Le niveau d'étude	La plupart ont le niveau d'études secondaires.	La plupart ont le niveau d'études secondaires.
La propriété de la maison	propriétaires	locataires
L'ancienneté	Arrivée avant 1950 Le lieu de naissance ou la résidence depuis plus de vingt ans	La plupart sont arrivés depuis la fin des années 1990
Hukou	Le <i>Hukou</i> urbain	Le <i>Hukou</i> rural
L'emploi	L'emploi régulier Chômeurs	Sans emploi régulier
Origines	Zhejiang et Jiangsu	divers
Langue	Le dialecte de Shanghai	Le dialecte natal

Source : travaux de l'auteur

Les différences désignées et reconnues, les jugements et pratiques qui y correspondent ne sont pas à analyser dans les termes d'une problématique du statut où ces différences ne

feraient que situer les deux groupes sur les différentes échelles de valeurs. Les différences ne sont pas autre chose que la manifestation des écarts entre les modes de vie, les effets des différences de groupes et des rapports sociaux qui trouvent ailleurs qu'au Yuanhenong leur principe, même si pratiques et attitudes au lieu de résidence tendent à confronter et reproduire les positions des uns et des autres. L'affirmation de ces différences entre les deux groupes prend au Yuanhenong une valeur particulière.

L'exemple de la communauté migrante au Yuanhenong nous montre les modalités de préservation d'une identité singulière dans un contexte nouveau. Par exemple, dans le cas des personnes originaires de la province de l'Anhui, le dialecte, la façon de vivre, et surtout la mémoire collective ont très largement été utilisées à des fins diverses. Ils préfèrent parler leur dialecte quand ils se rassemblent. « Dans ce quartier, il y a beaucoup de gens venant de la province de l'Anhui. Nous sommes des compatriotes et nous avons de bonnes relations ». Et pour les Ouïgours de Xinjiang, la façon de vivre est assez différente. Comme le décrit Amaiti, d'origine Xinjiang, « la plupart de mes copains ne parlent que le dialecte de Xinjiang. Donc, ils ont des difficultés à communiquer avec les gens d'ici. Quand ils veulent communiquer avec eux, c'est moi qui fais le traducteur. Les femmes de Xinjiang ne travaillent pas mais restent chez elles pour s'occuper des enfants et faire des travaux domestiques. C'est un peu différent avec les femmes ici... ». Dans ce cas précis, transformation et adaptation de l'identité seraient des termes plus appropriés. En effet, et c'est valable pour tout groupe migrant, leur identité propre n'a cessé d'évoluer. En fonction des opportunités du moment, ses membres ont su utiliser une des facettes de leur identité plutôt qu'une autre. La femme de Qiao, originaire de la province de l'Anhui, souligne plusieurs fois pendant la durée de l'entretien qu'elle n'est pas une vraie personne de l'extérieur, car ses grands-parents sont des Shanghaiens de souche. Dans les années cinquante, sous l'appel de Mao pour « soutenir le développement de l'intérieur du pays » (*Zhiyuan neidi jianshe*), ses grands-parents ont décidé de travailler dans la province de l'Anhui où est né son père. Depuis lors, toute la famille s'y est installée. « Je ne suis pas une vraie personne de l'extérieur, en revanche, je suis une demi-Shanghaïenne (*Bange shanghaien*) ».

6.3.3 La gestion de la différence

La gestion de la différence des migrants internes s'opère à deux niveaux distincts mais complémentaires.

Au niveau individuel, l'enjeu consiste à contrôler les effets de la différence dans le cours des interactions en face à face. Pour « l'accueillant », il s'agit de maintenir la frontière

communautaire qui préserve sa propre position sociale en rappelant les marqueurs de la différence. Pour le « travailleur migrant », il lui faut éviter le discrédit mais aussi le conflit dans lequel il n'a rien à gagner.

« Je n'ai pas de conflits avec les autochtones. Se quereller avec les Shanghaiens, c'est comme jeter la pierre sous ses propres pieds, cela n'est pas avantageux. Et tu n'as rien à gagner [...] Si nous voulons y résider pour longtemps, c'est mieux d'entretenir de bonnes relations avec le voisinage ».

(M. Dong, 33 ans, originaire de la province de l'Anhui, a ouvert un petit restaurant, installé dans le quartier depuis 1996)

C'est ainsi qu'accepter de rire à ses propres dépens des blagues plus ou moins drôles, qui ont pour fonction de rappeler les marqueurs, est une stratégie de cette gestion de la différence. La différence que le « ouvrier-paysan » découvre dans l'expérience migratoire et à laquelle il doit faire face se conjugue avec l'idée qu'il lui faut malgré tout s'adapter. C'est pour lui une obligation parce qu'il s'estime responsable du choix de la migration comme il se croit aussi responsable du maintien d'une bonne relation avec l'autochtone. Cette double responsabilité qu'il endosse, le contraint à la gestion de sa différence dans le cours des interactions.

Au niveau collectif, les individus qui partagent la même expérience vont s'aménager un espace social où ils se retrouveront entre eux, nouant des liens de solidarité destinés à les soutenir, les ressourcer, leur redonner leur entité et leur dignité. Au cours des entretiens, les autochtones mentionnent toujours l'existence de plusieurs gangs sur le site de Yuanhenong. *« Les migrants ont des gangs. Si l'un d'entre eux est en conflit avec ceux d'un autre groupe, les membres de son gang peuvent lui porter assistance... ».* *« Oui, il y a différents gangs ici. Chacun a son propre leader. Ils ne travaillent jamais, mais vivent de jeux d'argent [...]. Moi, eh, j'ai des contacts avec eux, mais je n'appartiens à aucun gang encore... ».*

Mais, pour les autochtones, quelle que soit l'appartenance ou non à un groupe, les migrants ont toujours une identité collective : « ouvrier-paysan », ce qui établit la continuité avec son passé.

Au cours de la phase de reconstruction identitaire, le « migrant » se forge des attaches avec ceux qui, comme lui, font ou ont fait l'expérience de la différence (E. Goffman, 1975). Les échanges avec le groupe migrant l'aident à se retrouver et à supporter le travail identitaire auquel il doit faire face. Les rencontres plus ou moins formelles ou informelles entre les groupes d'origine différente fondent des micros espaces sociaux où le migrant rétablit la

continuité avec son passé. Ces communautés d'origine peuvent maintenir quelque chose qu'on a un peu perdu dans la société d'accueil. Les catégories « les gens de l'Anhui » (*Anhuiren*) ou « les gens du Henan » (*Henanren*) répondent bien pour les migrants à une nouvelle identité proposée par les autochtones. Pendant mes entretiens, nous avons entendu beaucoup de choses sur les gens de l'Anhui, rappelées par les autochtones. « Les migrants ici sont partout, surtout les gens de l'Anhui. Ils vont ici un par un, puis une famille, puis une autre. La plupart sont du même village », rappelle par un autochtone. Ceci confirme par les données de l'enquête²¹³.

Dans un sens plus large, on voit émerger un « nous » qui substantialise le groupe « ouvrier-paysan » comme groupe ayant son identité propre, construit à la fois sur la base de la différence qui lui a été apposée par les « accueillants ». Ce groupe est la formalisation d'un espace qui devient le lieu où se travaille l'identité collective. Comme l'écrit M. Cagnet (1999), « Dans cet espace, la continuité entre le passé et le présent peut être rétablie par la réunification de marqueurs (phénotypes et/ou us et coutumes traditionnels) en attributs valorisés qui deviennent constitutifs de l'identité du groupe ». Ceci explique l'existence d'une frontière invisible entre les deux groupes et qui n'est pas prête de s'estomper.

Conclusion

Dans ce chapitre, à partir de la construction sociale dans une perspective sociologique, nous avons analysé l'identité sociale des migrants internes et les processus par lesquels les travailleurs migrants sont définis par les autres acteurs sociaux de Yuanhenong, les moyens par lesquels ils ont construit une ou des identités et la gestion de la différence entre différents groupes. Selon nous, l'identité « ouvrier-paysan » est construite et manipulée par deux moyens : le stigmat, d'une part ; la ressource en mobilisant l'appartenance régionale, le métier etc., d'autre part.

L'étude des migrants sous l'angle du concept de l' « identité collective », permet de penser la labilité des marqueurs et des frontières puisque ceux-ci n'émergent et ne prennent sens que dans la rencontre entre des groupes. L'intensité des marqueurs ne rend compte que du rapport de force entre des groupes, autochtones et travailleurs migrants. En amont même du ouvrier-paysan tel qu'il apparaît une fois construit, ce cadre conceptuel permet d'interroger les diverses avenues sur lesquelles peuvent s'engager les individus confrontés à une différence supposée. La construction sociale sur les ouvriers-paysans est un processus historique, social et culturel. La question ici est de s'interroger sur la trajectoire de différence.

²¹³ Voir sur ce point notre chapitre 5.

Nous étudions la manière dont cette histoire est reconstruite dans les discours des migrants durant la période de migration en portant notre attention sur les dynamiques identitaires sous-tendant ces discours. De même, cette analyse de la manière dont les migrants internes expriment leur identité commune peut permettre de souligner également l'importance de la transition de l'identité après leur arrivée dans les villes. L'identité collective construite autour de ce « nous » est un compromis, une négociation entre une « auto-identification », réalisée par soi et une catégorisation réalisée par les autres. Les visions essentialistes partagent artificiellement le monde au Yuanhenong entre un « eux » et un « nous ».

L'un des principaux intérêts de l'approche en termes de gestion de la trajectoire de différence est qu'elle accorde aux « ouvriers-paysans » comme aux autochtones, une place d'acteurs susceptibles d'agir individuellement et collectivement. Le concept de trajectoire s'inscrit dans une sociologie de l'action. L'approche interactionniste par la notion d'actions et d'ajustements des actions entre des acteurs ayant des intérêts communs, permet de passer de la dimension individuelle (interactions en face à face) à la dimension collective (agir ensemble). Par le fait même qu'un individu se met en devoir de gérer la différence qui lui est signifiée, il est en situation de contracter des alliances avec d'autres individus qui font état d'une expérience similaire à la sienne et avec qui il se reconnaît une proximité de destin. Loin de s'ancrer dans une communauté d'origine, le groupe se construit dans une expérience récente d'une différence supposée, partagée par des individus qui s'entrevoient à partir de là, une destinée commune.

Chapitre 7 - Construction des espaces communs

Introduction

Il n'est rien de ce qui précède qui ne peut se trouver dans ce présent chapitre, tant il est vrai que l'observation du quartier de Yuanhenong est bien celle d'une cohabitation entre habitants anciens et nouveaux arrivants.

La coexistence des autochtones et des migrants dans un même espace ne fait guère irruption sur la scène que comme source de problèmes sociaux : conflits relationnels, individuels et collectifs, incompatibilités culturelles, affrontements entre modes de vie, dégradations de l'habitat, création de quartiers d'immigrations, délinquance, drogue et insécurité etc. Tout cela peut déranger la vie quotidienne du quartier. On ne compte plus les discours concernant les nouveaux arrivants sur le site de Yuanhenong. L'équation *migrant = problème* est devenue désormais une idée reçue qui, comme telle, n'a plus à s'argumenter, et la présence même de population migrante fonctionne comme symptôme de la dégradation de la vie de quartier. Il est possible de trouver des logiques propres à certains axes fondamentaux qui organisent les pratiques et les représentations de cet espace.

Dans la plupart des quartiers défavorisés à Shanghai où existe un phénomène migratoire important, on constate l'apparition de quartiers de cohabitation, espaces urbains fortement marqués par une présence migratoire. Dans ce climat, nous posons une double question : Comment les migrants et les Shanghaiens de souche cohabitent-ils dans un même espace du quartier ? L'appropriation de l'espace est-elle liée à un processus de structuration communautaire ? Autrement dit, l'existence d'un espace migratoire favorise-t-elle l'organisation interne et l'autonomisation, voire la marginalisation d'une population migrante dans l'espace urbain ?

Dans ce chapitre, nous centrons notre propos, tout d'abord, sur les représentations de l'espace du quartier, ainsi que les rapports pratiques et symboliques que les habitants entretiennent avec leur quartier : usages, sociabilités et attachements. Puis, nous aborderons les relations que nous avons observées dans les contextes du voisinage et, surtout, les processus qui structurent la cohabitation et ses représentations, dans l'usage et la gestion des espaces communs dont on a compris l'importance dans le quartier. Enfin, un cas concret sur la propreté et la saleté permet de montrer la production normative dans ce quartier de Yuanhenong. Notre objectif est de qualifier la physionomie sociale du quartier de

Yuanhenong, afin d'établir si cette dernière est indifférenciée, ou au contraire partitionnée entre des univers sociaux qui cohabitent sans vraiment communiquer.

7.1 Le quartier : usages, sociabilités et attachements

Comme le dit P. Champagne (1975) en analysant l'intersection spatiale des champs de relations, « au sens strict du terme, une commune (ou un canton) n'est, en effet, qu'une circonscription administrative constituée par une aire géographique, juridiquement définie, de dimensions variables et par une population de taille et de composition sociale également variables résidant à l'intérieur de celle-ci ». De même, pour les habitants, le quartier est une unité territoriale où se réalise la plupart des « rapports sociaux de base »²¹⁴, les contacts quotidiens entre individus, leur sociabilité dans leur espace résidentiel. Le mode de vie urbain actuel a développé la délocalisation des activités, c'est-à-dire qu'il y a dissociation des lieux de travail, de loisirs, de consommation et de logement. La conséquence de la délocalisation est une perte de signification du quartier comme lieu privilégié de la vie sociale. Les rapports sociaux de base, tels que nous les avons décrits, ne se tiennent donc plus, pour une majorité de citadins, dans un espace délimité²¹⁵. Cependant, un certain nombre de vieux quartiers ont conservé ce type de sociabilité très territorialisée²¹⁶.

Pour saisir les effets propres tenant aux relations entre les habitants et l'espace physique de la géographie, nous tentons, dans l'enquête analysée ici, de reconstruire les représentations de l'espace de ce quartier à partir de questions relatives aux opinions ou aux perceptions individuelles et aux pratiques quotidiennes des habitants. L'interview comprenait les questions suivantes : Comment délimitez-vous le quartier où vous habitez ? Que suggère immédiatement à votre esprit, qu'évoque pour vous le mot « Yuanhenong » ? Comment décririez-vous grossièrement Yuanhenong au sens matériel, physique du terme ? Pouvez-vous me dessiner le trajet que vous suivez habituellement au Yuanhenong ? Les questions nous permettent de collecter les informations, indépendamment de la forme de l'espace, sur les fréquentations, les itinéraires piétonniers dans la vie quotidienne et les repères de quartier.

²¹⁴ Pour une discussion sur la pertinence du choix de l'unité territoriale d'analyse et ses répercussions sur l'objet d'étude lui-même, on se reportera à l'article de P. Champagne, *La restructuration de l'espace villageois*, et en particulier à la deuxième partie sur les groupes et l'espace (1975, pp. 55-67). Selon lui, « pour saisir les effets propres tenant aux relations entre les groupes et l'espace physique de la géographie tout en échappant au réalisme des délimitations des groupes par l'espace, il faut dissocier par une décision de méthode, les différents champs de relations à l'intérieur desquels se situent les individus résidant à l'intérieur d'un même espace physique et construire l'espace de localisation propre à chacun de ces champs de relation ».

²¹⁵ Selon P. Champagne (1975), « Les espaces de localisation doivent eux-mêmes être des espaces géographiques construits dont les limites ne peuvent être définies, le plus souvent, qu'en termes de probabilités statistiques ». Il monte que « ce type d'analyse vaudrait également, s'agissant de définir des limites non plus spatiales mais temporelles ».

²¹⁶ L'argument de P. Champagne est que même dans les espaces perçus comme territorialisés (comme l'espace villageois), on trouve des espaces relationnels qui dépassent les limites physiques du quartier et sont socialement différenciés. On peut trouver les mêmes arguments chez J.-C. Chamboredon.

Recueillir ces informations nous a semblé plus pertinent pour approcher les représentations associées à l'espace de quartier de Yuanhenong.

Pour cela, plus d'une dizaine d'habitants, souvent propriétaires de leur logement, a été interrogée au Yuanhenong sur les questions ci-dessus. Evidemment, ce territoire est différent entre les vues des habitants et l'opinion administrative. Des différences se dessinent dans la manière dont les habitants définissent et délimitent leur quartier comme le montrent ces extraits d'entretiens.

« Le quartier, pour moi, c'est simplement une place devant ma maison, le marché que je fréquente tous les jours, le bureau du comité de résidents où l'on peut aller pour consulter des informations, c'est tout. »

(Mme Chen, 50 ans, retraitée,
installée dans le quartier depuis 1971)

« Mon quartier, ça se limite à tout ce que je peux faire à pied. Pour moi, c'est très petit. J'habite ici depuis l'enfance, mais je ne connais pas toutes les allées à l'intérieur de ce quartier... Il me semble qu'il y a des allées dans lesquelles je suis jamais allé ... »

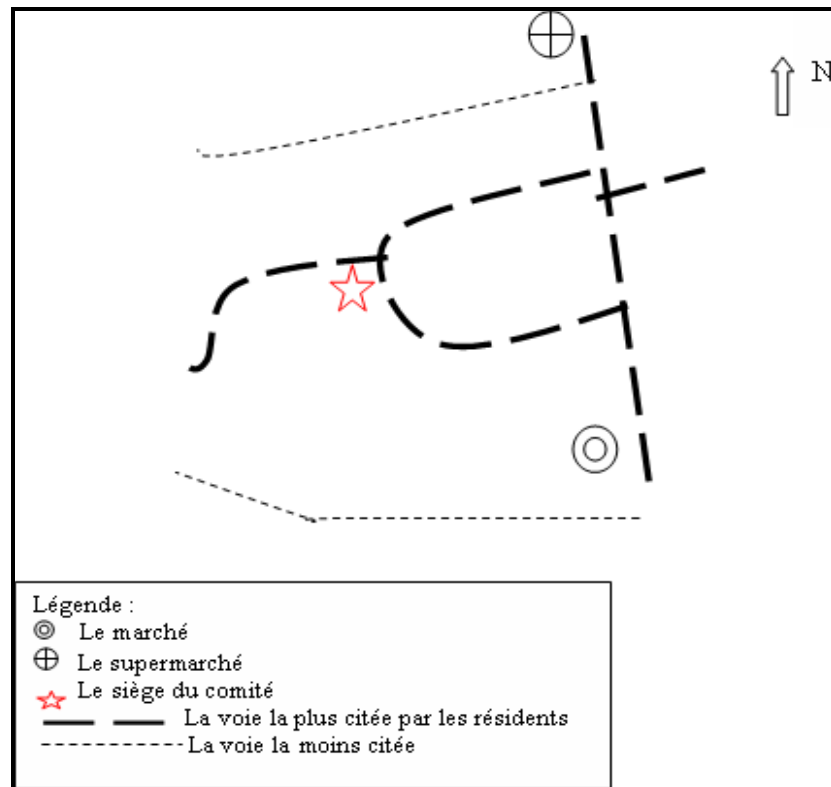
(M. Zhu, 53 ans, sans emploi,
installé dans le quartier depuis la naissance)

Pour les habitants, le quartier correspond à un espace très restreint. La plupart d'entre eux ont tendance à augmenter l'importance des quelques éléments majeurs au Yuanhenong qu'ils fréquentent toujours dans la vie quotidienne : le siège du bureau du comité de résidents, le marché quotidien, le supermarché, des allées aboutissant à l'entrée principale. Les autres éléments qui apparaissent moins mentionnés par oral dans les interviews ont une tendance à ne pas apparaître du tout dans l'esquisse²¹⁷ (voir : Figure 31). Les représentations de l'espace du quartier sont en grande partie déterminées par des caractéristiques individuelles ou collectives, dont l'âge apparaît comme un déterminant essentiel. Les personnes âgées, des retraités, se déplacent quotidiennement à pied autour de chez eux. Les endroits qu'elles fréquentent sont des lieux commerçants et le bureau du comité de résidents pour des divers incidents. Evidemment, ils ont tendance à avoir un usage traditionnel de leur quartier. A l'inverse, pour les jeunes, les allées avoisinant le logement sont moins représentatives. Ils font

²¹⁷ A partir des indications des habitants, j'ai construit un dessin du quartier. La notion de « carte mentale » est toujours utilisée depuis l'ouvrage de K. Lynch *The image of the city* pour prendre conscience de la façon de se percevoir dans l'espace.

référence à une distance plus éloignée de leur domicile pour aller au travail ou à des activités de loisirs. Il semble ne pas exister d'attachement particulier au logement, ni à son espace environnant²¹⁸. Par ailleurs, les autres variables comme la profession, le lieu de travail etc. peuvent aussi modifier le rapport à l'espace de quartier. De fait, le rapport que les habitants entretiennent avec leur quartier est étroitement lié aux représentations que les individus se font de leur quartier en fonction de leurs caractéristiques sociales. L'analyse des éléments distincts au quartier nous permet de restituer la valeur qui est projetée sur l'espace et d'approcher ainsi la perception de l'espace vécu.

Figure 31 : Les éléments distincts de Yuanhenong tels qu'ils ressortent des interviews oraux



Source : travaux de l'auteur, d'après récits des habitants

N.B. : Ce n'est pas un territoire individuel. Cette esquisse désigne les éléments distincts du quartier de Yuanhenong reconstruit par l'auteur selon les récits des habitants locaux. Il est difficile de demander aux personnes interrogées de dessiner leur quartier, sans leur donner de définition ou de plan de la ville. L'auteur a décidé de noter les éléments importants souvent entendus pendant les entretiens pour dessiner le territoire pratiqué à pied par les habitants dans le quartier. Cette esquisse fait ressortir uniquement les éléments qui étaient mentionnés avec le plus de force dans les interviews oraux et exclut ceux négligés par les personnes interrogées. Cette méthode semble valoriser les repères du quartier, son essence visuelle.

²¹⁸ Evidemment, il y a des représentations différenciées sur le quartier entre jeunes et vieux. Il faut travailler plus précisément sur les différentes esquisses qui représentent les différentes représentations du quartier.

A ces représentations différenciées s'ajoutent des différences dans les usages que ces habitants font de leur quartier : effectuer des achats au marché ; se promener régulièrement dans le quartier ; fréquenter les petits commerces situés à proximité de leur domicile ou se rendre chez des amis ou des membres de sa famille. Ainsi, certains habitants cumulent la plupart des usages du quartier que nous avons explorés. Pour eux, le quartier n'occupe pas seulement une place résidentielle. En revanche, d'autres habitants se caractérisent par un nombre très limité d'usages. Lieu d'usages variés et souvent pluriels, le quartier se présente également comme un lieu dans lequel les habitants entretiennent volontiers des relations de sociabilité, surtout des relations de voisinage à l'intérieur de leur quartier. Le degré d'attachement au quartier apparaît étroitement lié aux rapports effectifs qu'ils entretiennent, sous forme d'usages et de relations, avec leur lieu de résidence. Mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Leur vie de quartier est moins dense que dans le passé : ils sortent moins souvent à proximité de leur domicile et ils ont localement moins de relations de voisinage.

« Je sors beaucoup moins qu'avant. Auparavant, je connaissais beaucoup de gens dans le quartier, maintenant mes anciens voisins sont partis, je me sens un peu isolée. Avec l'arrivée massive des migrants, le quartier est devenu sale et désordonné. Ils sont partout dans le quartier... »

(Mme Jiang, 50 ans, retraitée,
installée dans le quartier depuis 1985)

Ce moindre investissement est lié aux transformations que le quartier a connues au cours des dernières années, notamment, au départ des anciens habitants et à l'arrivée de nouveaux occupants issus de populations migrantes internes. Ce sont en général des individus jeunes, locataires de leur logement, qui vivent en couple ou en colocation sans enfant. Les anciens habitants se trouvent confrontés à une nouvelle forme de mixité sociale qu'ils n'ont pas choisie. Leur relation de voisinage est limitée et de sociabilité « légère ».

L'existence d'un « quartier », au sens fort du terme, ne fait de doute pour personne. Tous ceux que nous y avons rencontrés, résidents ou non résidents, anciens habitants ou nouveaux arrivants, jeunes ou vieux...s'accordent à employer le mot « *Penghuqu* »²¹⁹ dans la langue quotidienne et lui accolent très souvent une image négative. Si l'on regarde « les mots de la

²¹⁹ Le mot « *Penghuqu* » se maintient encore dans le langage populaire, administratif et l'imaginaire social. Cette notion connote une idée négative liée à la pauvreté, à la saleté, à la périphérie, voire à la marginalité spatiale, par opposition à l'urbanité, à la propreté, à l'ordre et à la civilité. Cela constitue la référence identitaire de ses habitants, en relation avec la résidence urbaine. C'est justement cette extériorité qui fait du « *Penghuqu* » un « espace dangereux » stigmatisé par l'idéologie urbaine. Voir sur ce point notre chapitre 1.

ville »²²⁰ comme indices des dynamiques des sociétés urbaines qui les créent et les emploient, il convient d'être particulièrement attentif à certaines situations susceptibles de nourrir la réflexion comparative (J.-C. Depaule & C. Topalov, 1996). L'objectif est de saisir les logiques qui structurent les mots et les lieux en rapport avec les stratégies politiques et sociales des autorités et des acteurs.

Les adjectifs « vieux » et « vrai » viennent compléter cette image d'une unité géographique sociale, fortement constituée et vécue au quotidien. Structurée par cet axe, la perception des frontières du quartier de Yuanhenong dépend en partie de la relation que les individus entretiennent avec le marché. Ceux qui vivent et travaillent dans la rue principale du quartier, où son abord immédiat, définissent le « quartier » de manière plus restrictive que ceux qui sont situés plus en périphérie. Il semble qu'un accord se dessine, autour d'une délimitation proche de celle que nous avons adoptée. L'image dominante du quartier correspond d'assez près à sa réalité sociale. Ce « vrai » et « vieux » quartier qu'on nous décrit, existe réellement, même s'il est quelque peu idéalisé.

7.2 « La société des voisins »²²¹ : vers une coexistence pacifique

Les relations de voisinage entre les anciens habitants et les nouveaux arrivants sont nombreuses à Shanghai, en particulier, dans les quartiers défavorisés comme Yuanhenong, aux logements plutôt petits et peu confortables. Selon nos interviewés, ces relations de voisinage se déroulent « bien ». Derrière cette appréciation, à la fois très globale et peu engagée, il faut entendre en fait une grande diversité dans la teneur des relations. Selon V. De Rudder (1987), « Il y a, schématiquement, cumul de trois types de relations : les échanges de « bon voisinage », l'absence de relation ou relation superficielle, et les conflits » (p.140). Cependant, dans le quartier de Yuanhenong, l'entraide semble surtout assez répandue, notamment entre les habitants anciens. Pour les relations entre les anciens habitants et les nouveaux arrivants, deux types de relations sont plus évidentes : réquisitoire et conflit.

²²⁰ Voir *Genèses*, n° 33, décembre 1998. Ces travaux ont été réalisés dans le cadre du Groupement de recherches du CNRS « Les mots de la ville », avec l'appui du programme MOST de l'UNESCO. « Les mots de la ville » s'attachent aux registres de dénomination de la ville et de ses territoires en usage dans différentes aires linguistiques. Il privilégie le comparatisme, à l'intérieur d'une même aire et d'une aire à l'autre, et il prend en compte la longue durée. Comme il est écrit dans le dossier de ce numéro, « Les mots, en effet, structurent l'espace : des catégories de l'urbain sont à l'œuvre dans les termes génériques (villages, ville, bourg), comme dans les divisions larges ou fines de la ville (quartiers / faubourg...) ou, entre spatial et social, dans les jeux de la stigmatisation urbaine, plus généralement dans la façon dont des identités s'inscrivent dans des territoires, parfois aussi s'effacent ».

²²¹ Je reprends ici le titre de *Collection Ethnologie de la France, la société des voisins*, sous la direction de B. Haumont et A. Morel. No 21, Paris 2005.

7.2.1 Réquisitoires et tensions

L'appropriation de l'espace par les migrants peut ainsi amener des relations dégradées entre les voisins, mais aussi, et surtout, elle est à même de révéler des tensions et des contradictions. Les migrants représentent une communauté dénoncée : leur bruit, leur saleté, leurs familles trop nombreuses, l'absence de contrôle des naissances, leur manque d'éducation, les vols etc. Seul groupe social bien visible, la communauté migrante sert de bouc émissaire, chargée de la responsabilité des difficultés de la vie quotidienne au Yuanhenong. Elle permet de construire une explication apparemment rationnelle, cohérente, d'un univers social dominé par l'incohérence vécue.

Les tensions inter-personnelles de cohabitation sont si nombreuses qu'elles s'expriment dans le silence hostile.

Encadré 12 : Extrait d'un dialogue entre des habitants

Lors d'une visite habituelle au comité de résidents, j'ai entendu un dialogue entre quelques habitants. Monsieur Chen est en train de bavarder avec un autre homme : *« Après l'arrivée massive des migrants, la vie de quartier n'est plus aussi tranquille qu'avant. Les autochtones se plaignent toujours à nous du bruit, de la malpropreté et de l'appropriation de l'espace collectif. »* Et puis, l'autre dit, *« J'ai quitté le quartier. Ici, on ne se plaint pas trop, il y a trop de migrants, et en plus de ça c'est trop grand, il y a trop de bruit »*. Enfin, des phrases comme : *« c'est sale [...] Quand l'on sort dans le quartier, on rencontre trop de migrants. Ils sont partout [...] Je ne me sens pas en sécurité [...] »*. Ensuite, Madame Luo participe à cette discussion. *« C'est calme autrement. A part quand ils font du bruit. Si tu fais des enquêtes auprès des autochtones, tu vas en entendre parler »*. *« Certains font la grasse matinée, parfois dorment le jour, puis la nuit ils sortent pour gagner leur vie »*, dit M. Chen, *« Mais les autres se lèvent très tôt, vers quatre ou cinq heures, pour préparer le marché du matin »*. *« Ils sont nombreux. Ils s'invitent les uns les autres. Alors c'est ça qui est embêtant »*, souligne Luo. Puis, un homme entre dans le comité en colère et essoufflé, *« Je ne sais pas comment décrire les villageois. Ils jettent les ordures partout dans les allées publiques. Nous les avons nettoyées le matin, mais maintenant on voit de nouveau des ordures... »*.

J'ai souvent entendu ces discours lors de mes séjours dans le quartier de Yuanhenong. Ce sentiment est diffusé parmi les autochtones, aussi bien chez ceux qui sont restés que chez ceux déjà partis.

La malpropreté, le climat d'insécurité ressenti le soir, l'impossibilité d'utiliser l'aire de jeux, tout cela est renvoyé à un schéma d'explication rassurant dans sa systématité : la présence des migrants. Comme l'écrit M. Pinçon (1982), « ce mode de raisonnement n'est pas général. La position sociale, l'histoire individuelle des uns et des autres viennent en spécifier les termes » (p. 161). Mais il est rare que les migrants ne soient pas dénoncés d'une façon ou d'une autre. Il est fréquent qu'ils tiennent une place centrale dans les entretiens et il arrive que leur rejet, l'opprobre qui les frappe, prennent une tonalité inquiétante.

Les migrants sont souvent, à tort, perçus comme un groupe relativement homogène au sein duquel l'hétérogénéité des origines est ignorée. Les rares distinctions opérées regroupent à part les origines, mais continuent à confondre l'ensemble des migrants, ce qui montre bien une méconnaissance réelle de ceux que l'on accuse. Par ailleurs, même si l'on en vient à connaître de façon personnelle, bon gré, mal gré, tel voisin de palier et même si, alors, les relations sont courtoises, voire cordiales, cela n'empêche pas de continuer à parler globalement des migrants sur un ton péjoratif. En fait, les migrants, au Yuanhenong, constituent ce que G. Althabe (1978), dans son analyse du quartier de la ZUP, définit comme un « acteur idéologique », entité abstraite qui, une fois construite, peut fonctionner de façon indépendante des observations ultérieures et des événements. Plus exactement, observations ultérieures et événements ne seront retenus, ne seront même véritablement perçus, que s'ils viennent conforter l'image négative de cet acteur. Paradoxalement, ce que l'on reproche, d'abord, aux migrants, c'est d'être eux-mêmes.

Le réquisitoire peut être fondé sur la différence et la méconnaissance des pratiques habituelles au groupe, y compris les plus anodines. Là encore, il y a conflits entre les uns et les autres. Mais gageons que Xu ne doit guère s'interroger sur les sentiments de ses voisins migrants lorsqu'ils jouent aux cartes jusqu'à une heure avancée de la nuit.

« Tous mes voisins sont partis et ont été remplacés par les migrants. Les migrants sont partout [...] Ils rentrent chez eux très tard, toujours vers onze heures du soir et jouent aux cartes dans une petite chambre, ce qui m'empêche de bien dormir. A cause de ça, j'ai toujours mal à la tête. Parfois pour bien dormir je dois prendre des somnifères. Une fois, vers minuit j'ai téléphoné au propriétaire qui est parti, pour m'en plaindre. Je lui ai dit que je ne peux plus supporter le bruit fait par les locataires. S'ils continuent de faire du bruit le soir, je vais appeler les policiers [...] ».

(Mme Xu, 68 ans, retraitée,
installée dans le quartier depuis 1958)

La tension entre Xu et ses voisins se traduit par le conflit entre les personnes âgées et les jeunes. Il y a là discordance et occasion de discorde. Cependant, la critique ne concerne pas seulement ce qui est observable, ce qui semble indéniable, comme le bruit et la saleté. Mais aussi ce que l'on imagine être les mœurs quotidiennes, dans le domaine privé. Le rejet, l'opprobre, n'a pas alors la base objective de ce que l'on a pu voir ou entendre, il s'applique aux migrants tels qu'on les imagine et construit de toutes pièces un monde pour lequel on ne peut éprouver que répulsion, à la limite un monde de sauvages.

« J'ai toujours ouvert les fenêtres. Je vais être obligé de les fermer tout à l'heure parce que j'ai peur que les migrants viennent voler quelque chose [...] De plus, ils mangent toujours devant la porte, avec un bol dans la main, accroupis [...] »

(M. Zhu, 53 ans, sans emploi,
installé dans le quartier depuis la naissance)

La malpropreté supposée est parfois traitée ainsi comme un trait pratiquement culturel. En tout état de cause, celle que l'on reproche au Yuanhenong est bien souvent attribuée aux migrants. Le plus souvent d'ailleurs parmi les ménages les plus modestes. Pour Mme Zhu, qui était enseignante au collège, *« les migrants sont plutôt sales [...] Ils jettent les ordures ménagères ou l'eau par la fenêtre, ils ne regardent pas s'il y a des personnes. »* Dénonciation de la malpropreté qui peut prendre un tour agressif, comme chez Zhang dont on verra qu'il est le plus agressif. *« Il y a des poubelles publiques dans le quartier. Mais les migrants ne jettent pas les ordures dedans, au contraire, ils les jettent partout. »*

Parfois, le réquisitoire déborde les limites du quartier, les griefs à l'égard des migrants concernent l'ensemble de la vie économique et sociale : les problèmes de l'emploi, la répartition et la gestion des budgets sociaux, l'institution scolaire etc. Aussi, les migrants ne sont pas inutiles pour rendre compte des aspects déplaisants du lieu où l'on habite (M. Pinçon, 1982). Ils permettent également une explication rationnelle de la crise économique, des difficultés scolaires des enfants, etc. Par là, leur rôle idéologique dans le système de représentations, des catégories populaires tout au moins, apparaît primordial : « le sentiment, écrit P. Bourdieu (1964), est en effet le seul principe d'unification possible d'une expérience dramatique dominée par l'incohérence ». Dans ce texte, l'analyse porte sur le déracinement de paysans kabyles qui ont dû quitter leur village pour la ville et se trouvent confrontés à un mode de production dont ils n'ont pas l'expérience. Si la situation des migrants logeant au

Yuanhenong apparaît moins dramatique, il reste que « le désarroi devant un monde social inquiétant et dont on ne maîtrise que très imparfaitement les données peut conduire aussi à un principe d'unification relevant plus de l'ordre du sentiment que de celui de l'analyse » (M. Pinçon, 1982, p. 163).

Pour les habitants du Yuanhenong, pour nombre d'entre eux tout au moins, les migrants sont au centre de leurs représentations et de leur explication du monde. La présence des migrants, dans l'esprit de Mme Zhang, est l'une des causes du chômage. « *Les migrants peuvent faire un travail mal payé, mais les autochtones ne veulent pas le faire. Naturellement, ils ne l'acceptent pas.* » Reprocher aux migrants d'être à l'origine du chômage en prenant le travail des autochtones, ou leur reprocher de se complaire dans la condition de chômeur, sont deux attitudes qui, malgré les apparences, se rejoignent.

Il en est encore ainsi de la présence des enfants migrants qui est vivement ressentie. A la différence des ménages locaux, la plupart des ménages migrants ont deux ou trois enfants. Ils ne respectent pas la politique de l'un enfant unique menée par l'État.

« *Les migrants ont toujours une grande famille. Ils n'attachent pas d'importance au niveau scolaire des enfants. Pour eux, faire manger les enfants, c'est suffisant. Donc, la plupart des enfants migrants ne vont pas à l'école après le collège et travaillent plus tôt.* »

(Mme Shi, 71 ans, retraitée,
installée dans le quartier depuis la naissance)

De toutes les critiques adressées aux migrants on pourrait retenir des expressions discriminatoires comme « miséreux », « sale », « inculte », « imbécile ».... L'impression qui se dégage de cette cohabitation est la culture du complexe de supériorité. Les autochtones méprisent les migrants qu'ils considèrent comme inférieurs et les accusent de tous les péchés. Cela conduit bien sûr à des relations tendues entre les autochtones et les migrants. N'eût été l'exaspération de cette différence, ce quartier serait un microcosme qui illumine un éventail de configurations sociologiques comprenant le groupe établi et les envahis. Nous devons examiner les mécanismes de la stigmatisation, monopolisation de puissance, l'imagination collective, le « nous » et « eux », les images qui soutiennent et renforcent la division dans le quartier. Bien que les habitants, Shanghaiens, se soient trouvés dans la même situation ou plus bas que les migrants, du point de vue du travail, ils ont toujours méprisé les migrants qui semblent être dans une situation offrant plus d'espoir que la leur.

7.2.2 Disputes et conflits

Dans l'ouvrage titré *Disputes au village chinois. Formes du juste et recompositions locales des espaces normatifs* dirigé par I. Thireau et Wang Hansheng (2001), les auteurs mettent clairement en évidence la place de l'informel. Le recours au système judiciaire est rare car « aller en justice n'est jamais très bien admis socialement » (p. 142). Dans le cas de Yuanhenong, ce sont aussi des institutions informelles qui jouent un rôle de médiation en cas de conflit. Parmi celles-ci, le comité de résidents, comme organe de pouvoirs officiels, possède l'assise la plus importante en régulant les disputes. Les normes procédurales et sociales sur lesquelles il s'appuie jouent un rôle fondamental dans la résolution des conflits. Mme Luan travaille comme médiateur dans le comité de résidents. M. Chen participe aussi à toutes les médiations des disputes au Yuanhenong. Comme médiateur, Mme Luan doit avoir une qualité spéciale — outre le prestige dont elle bénéficie, elle doit être capable de « rééquilibrer » (p. 241), c'est-à-dire de prendre en considération les avantages, les intérêts et les droits de chaque partie, de les intégrer pour aboutir à une sorte d'équilibre, puis de savoir trouver le principe légitime permettant de fonder l'accord.

Le bruit et l'odeur sont des motifs classiques de conflits. Les différences de cultures, ou de normes de vie peuvent contribuer à creuser le fossé d'incompréhension.

Encadré 13 : Extrait d'une dispute entre autochtones et migrants

Les trois sœurs Dai, originaires de la province du Jiangxi, se sont installées au Yuanhenong en 2006. À cause de l'échec de son mariage, la sœur aînée Dai1 est venue à Shanghai en 1999 seule pour élever ses deux enfants, restés à la campagne. Au début, elle travaillait comme serveuse dans un restaurant privé. Cette même année, elle a fait venir Dai3 qui est aussi divorcée. Après son arrivée à Shanghai, Dai3 travaillait comme enseignante dans une école primaire pour enfants migrants. En 2005, Dai2 les a rejointes pour la même raison. Les trois sœurs ont commencé à faire du commerce ensemble comme vendre des fruits ou diriger une petite salle de projection de films. Mais, tout cela n'a pas fonctionné très bien. En 2006, les trois sœurs se sont installées au Yuanhenong où elles ont ouvert un petit restaurant pour vendre la cuisine pimentée du Sichuan. Au début, elles ont eu de bonnes relations avec leur voisin, un couple âgé dont le fils est parti, et se disaient toujours bonjour en passant devant leur maison. Mais, en juillet 2006, il est apparu un conflit intense avec ce couple. Ce dernier s'est plaint de l'odeur et du bruit, ce qui l'empêchait de dormir. Pour cette raison, les deux parties se sont alors disputées. Puis, le couple a envoyé une lettre au Bureau de l'industrie et du commerce (*Gong shangju*) pour dire du mal du petit restaurant des sœurs Dai. Cela pouvait le faire fermer. Le conflit est devenu acharné. En août, le comité de résidents a commencé une médiation. Pour rééquilibrer les intérêts de chaque partie, les médiateurs ont travaillé en deux phases. D'une part, ils ont discuté avec le couple âgé, leur assurant de régler ce problème ; d'autre part, ils ont demandé aux trois sœurs de s'excuser et de leur assurer de ne plus faire de bruit. Après cette médiation du comité de résidents, la dispute a été enfin réglée.

En fait, il n'y a pas que des différences de cultures ou de normes de vie : il y a des inégalités sociales et des cultures de clans. Le regret des locaux est aussi le signe de leur intégration urbaine. Ces premiers veulent oublier qu'ils ont été d'anciens migrants eux-mêmes. Enfin, quand la différence de niveaux social ou économique n'est pas grande, alors qu'il y a une différence subjective, comme l'analyse Max Weber dans *Economie et Société* sur la haine du prolétariat blanc du Sud des États-Unis contre les ouvriers noirs.

Par ailleurs, le fonctionnement des relations personnelles joue aussi un rôle dans la résolution des conflits à l'intérieur d'une communauté de voisinage. Celles-ci, plus ou moins proches ou hiérarchisées, qui indiquent à chacun la façon correcte, adéquate, de mobiliser les normes sociales impliquées dans la situation. Ignorer les liens personnels et ne tenir compte que de la norme sociale ne permet pas de fonder une action raisonnable.

Malgré de nombreuses dénonciations et mécontentements contre les migrants, il n'y a pas trop de conflits ouverts entre voisinages. La plupart des autochtones se défendent de discriminer et de condamner qui que ce soit. Bien au contraire, ils entretiennent de bonnes relations en apparence avec les migrants qu'ils connaissent, dont leurs voisins migrants et bavardent avec eux de temps à autre. Au moment de l'entretien avec Liu, elle dit 'bonjour' à un locataire (migrant) et lui explique ce que nous avons dit. Pour les autres, la crainte ou l'hostilité envers les migrants culmine dans la peur panique ou dans l'agressivité. L'une et l'autre ayant leur source dans une représentation de la communauté des migrants et de leurs méfaits ; représentation qui amplifie des bruits non contrôlés. Mme Zhu va quitter le Yuanhenong, mais auparavant, elle a pris soin de vérifier qu'elle n'aurait pas de migrants dans le nouveau quartier où elle emménage.

7.3 Usages et gestion des espaces communs

Cohabiter, c'est sans cesse coproduire et négocier des temps et des lieux dans lesquels nous pouvons affirmer notre identité, sa pratique et sa représentation, et les façons dont nous négocions celles-ci avec d'autres voisins. Comme l'écrit V. De Rudder (1987), « La cohabitation apparaît ainsi comme une dynamique produite par des forces concourantes ou divergentes entre majoritaires et minoritaires ». L'existence de relations d'entraide, l'interconnaissance entre les autochtones et les migrants permettent de pacifier dans une certaine mesure les relations au sein du quartier, mais ne suffisent pas à elles seules à les réguler. Afin que les interactions se déroulent sans trop de heurts, il faut qu'elles se déroulent dans un cadre plus ou moins stabilisé, normalisé. La production de normes, de conceptions communes de ce qui est juste s'avère alors nécessaire. En outre, celles-ci permettent de mieux gérer le « patrimoine commun » des occupants, c'est-à-dire le quartier et, en particulier, les espaces collectifs visibles et invisibles.

7.3.1 Les espaces communs

Dans le cas du quartier de Yuanhenong, la présence des nouveaux arrivants est jugée négativement, surtout lorsqu'elle tend à s'exprimer comme telle dans la pratique et l'appropriation de l'espace. Le discours d'envahissement apparaît un peu comme une dégradation de la vie sociale du quartier, ce dernier continuant bien souvent de bénéficier d'une image favorable, parfois renvoyée au passé (« *Avant, le Yuanhenong était un vrai village. On se connaissait tous. Ce n'est plus comme maintenant avec tous les travailleurs*

migrants... » (Mme Jiang, 50 ans, retraitée, installée dans le Yuanhenong depuis plus de vingt ans)).

Comme le dit M. Pinçon (1982), « Ces lieux collectifs sont de deux ordres, pour simplifier, il y a d'une part, les espaces publics proprement dit, ouverts librement à tous et que tous, à un moment ou à un autre, sont appelés à fréquenter, à utiliser. Il s'agit d'abord des espaces de circulation, dont chacun a l'usage quotidien. Il s'agit aussi des espaces commerciaux où les cafés, dont il est vrai que la fréquentation n'est pas universellement répandue, tiennent, potentiellement, une place considérable. Il y a d'autre part, les espaces qui, pour rester d'accès libre, n'en sont pas moins le lieu d'activités sociales organisées, structurées et dont la fréquentation revêt un caractère beaucoup plus facultatif » (p.177). Sous ce terme, on regroupe les passages, l'aire de jeux et les petits restaurants et épiceries. Ces espaces se prêtent à différents usages. Il s'agit à la fois de lieux de rencontre, lieux de passage, lieux de communication où l'on trouve des affiches posées par le comité de résidents sur les murs, lieux de vie où l'on peut effectuer certaines activités particulières comme des jeux pour les enfants.

Dans ces espaces règnent des rapports spécifiques. Comme l'écrit M. Blanchard (2005) dans sa thèse intitulée *Expériences du squat* : « Il s'agit d'espaces qui ne relèvent plus de l'espace public, mais où prévaut encore la civilité propre à celui-ci : il convient d'observer une certaine distance et une certaine réserve. En même temps, ce sont aussi des espaces privés où l'anonymat n'est pas possible et où les manières d'être de chacun font sens pour les cohabitants ».

De prime abord, j'ai été tentée par l'image des allées au Yuanhenong pour décrire les usages des lieux de passages, mais c'était négliger le contrôle qu'y exercent ces habitants : je me suis vue plusieurs fois demander au début de mon enquête « ce que je voulais » lorsque je circulais dans les allées, chose que personne n'aurait songé à me demander à l'extérieur de ce quartier. De fait, ces espaces apparaissent comme des lieux sans contrôle. Les mères hésitent toujours à y laisser jouer leurs enfants. Il s'agit d'un espace d'ouverture par rapport à l'habitation, mais qui reste néanmoins en retrait du monde extérieur.

Plus précisément, on distingue que la plupart des espaces sont visibles : l'entrée du quartier, les allées intérieures, l'aire de jeux etc., mais d'autres sont plus informels ; ainsi il semble qu'une frontière invisible existe autour du quartier. Une partie de l'existence des habitants se déroule dans ces espaces, qui peuvent ainsi devenir des espaces de vie que l'on peut s'approprier. La question de l'autonomie des individus dans l'usage de ces espaces et de leur maîtrise apparaît donc primordiale. Dans ces lieux où aucune norme n'est imposée de

l'extérieur, la liberté apparaît *a priori* totale. Certaines pratiques, comme les jeux des enfants, les rencontres entre habitants, les marchés forains par les migrants etc., seraient d'ailleurs impossibles dans les logements. Ces formes d'appropriation pourraient gêner certains habitants, ce qui peut devenir une source de tensions et de conflits au quartier. La réduction des risques de conflits pour l'appropriation des biens, notamment des espaces communs passe par la production de normes explicites, l'imposition de règles stables, en des compléments normes informelles créées dans les interactions quotidiennes.

Comme l'écrit J. Charbonneau & A. Germain (1998), « le partage de ces lieux communs repose sur un certain *modus vivendi* qui imprègne les modes de cohabitation de populations parfois très hétérogènes. Ces lieux communs ne sont cependant pas donnés et dessinent un périmètre qui ne correspond pas nécessairement aux limites officielles [...]. L'effet du partage des espaces sur les modes de cohabitation peut se déployer sur des registres différents, fonctionnel, symbolique ou social ».

7.3.2 Découper l'espace du quartier

La présence dans les espaces publics, ou dans les espaces de circulation est un trait caractéristique des populations ouvrières comme ce que disait Halbwachs sur le « boulevard » dans la culture ouvrière. Cela traduit aussi l'exiguïté du logement dans les « grandes ensembles » français, où les garçons d'origine arabe traînent dans les halls et dans les cours faute de place à la maison. Comme l'écrit M. Pinçon (1982), « Le partage de l'espace, l'appropriation par certains groupes de territoires spécifiques, ne signifient pas que les groupes soient systématiquement ségrégés. D'abord, parce qu'il reste des espaces partagés, c'est-à-dire toujours en partage, où les positions acquises ne le sont jamais définitivement et où la suprématie à un moment et en un lieu ne signifie pas exclusion sociale des autres. C'est sur ce mode conflictuel permanent, et le plus généralement à l'état larvé, que coexistent les groupes dans ce que nous appellerons les espaces collectifs, ceux dont l'appropriation n'est jamais le fait d'un seul groupe, ceux aussi où s'expriment le plus fréquemment et le plus directement les tensions. Ce sont des lieux de confrontation des dispositions des uns et des autres » (p.181).

J'ai donc, tout d'abord, centré mon travail sur les espaces collectifs. Ceux-ci constituent les lieux où les relations entre groupes peuvent être saisies et aussi une partie de la vie du quartier. La coexistence spatiale des groupes différents éclaire un des aspects de l'opposition entre domination et appropriation de l'espace (H. Lefebvre, 1974). L'usage, la fréquentation de ces espaces, les manières d'y être et de n'y pas être qualifient la présence des groupes qui

se les partagent. Cette appropriation de l'espace par les migrants peut ainsi conduire à des conflits avec les autochtones.

Hors des logements exigus, dans les ruelles et tout au long de la rue Baiyu, des individus ou des groupes circulent ou stationnent, regardent la rue, attendent des connaissances ou discutent. Parmi ceux-ci, une nette majorité des travailleurs migrants. Les ruelles, dans la journée, appartiennent aussi aux enfants migrants. Tous les jours, à certaines heures, lieux de passage, aire de jeux, petits restaurants et épiceries sont envahis par un groupe migrant omniprésent. Serait-ce parce que les migrants sont particulièrement nombreux parmi les groupes qui déambulent ? La présence des migrants dans les espaces collectifs au Yuanhenong est souvent perçue comme étant envahissante.

Parmi les espaces de circulation, il n'y a guère que les lieux de passage qui constituent des zones de rencontre fréquentées régulièrement par les habitants. Les autochtones, à certaines heures, s'y rencontrent et engagent la conversation. Pour modeste qu'elle soit, cette forme d'appropriation n'est pas négligeable, car elle est très marquée socialement et caractérise les modes de sociabilité des habitants des milieux populaires. C'est ainsi que les voisins se sont connus.

« Moi, ma place, c'est le lieu de passage devant la porte, lieu où je rencontre souvent mes voisins et où nous bavardons les uns sur les autres [...] Surtout à la tombée de la nuit en été, les voisins se ressemblent sur le passage pour prendre le frais [...] ».

(Mme Liu, 50 ans, retraitée,
installée dans le quartier depuis 1982)

De même, c'est dans un lieu de passage que j'ai rencontré Mme Gao qui était en conversation avec deux femmes. *« J'ai de bonnes relations avec mes voisins. Chaque jour nous nous rencontrons dans ce lieu de passage [...] »*. Evidemment, c'est en ce lieu qu'elles firent connaissance. Elles se sentaient un peu chez elles dans ce lieu de passage et y auraient volontiers prolongé la discussion. Après l'arrivée des migrants en masse, l'emplacement devient peu confortable et peu accueillant, en raison en particulier de la proximité de ce groupe, dont la présence s'impose à l'attention. D'où, peut-être, cette impression éprouvée par certains de n'être plus chez eux, de ne plus se sentir au Yuanhenong, dans ce lieu de passage où résonnent aujourd'hui les sons de dialectes divers. Selon Mme Liu, *« maintenant nous nous cantonnons toujours chez nous [...] Parce que les 'mingong' sont très nombreux dans le*

lieu de passage [...] ». C'est de l'entrée principale que les autochtones se plaignent le plus souvent au cours de l'interview.

« Ce lieu de passage est l'entrée principale la plus large du Yuanhenong. Après l'arrivée des migrants, ils ont commencé à vendre des légumes sur les deux côtés [...] Maintenant le lieu de passage est un marché quotidien occupé par les migrants. Chaque jour, ils ouvrent les étalages de légumes sur les deux côtés de ce passage, et puis vendent leurs marchandises en criant. Tout ceci empêche les habitants de passer. Parfois, des personnes âgées sont tombées [...] »

(M. Zhu, 53 ans, sans emploi,
installé dans le quartier depuis la naissance)

« Ce sont les 'mingong' qui occupent le lieu de passage [...] Maintenant on ne peut plus passer en bicyclette. Ils laissent aussi les bicyclettes et tricycles partout dans les autres petits passages [...] »

(M. He, 49 ans, concierge,
installé dans le quartier depuis la naissance)

Cette occupation assidue de l'espace est d'autant plus remarquée qu'elle affecte le lieu de passage obligé de la plupart des habitants. L'inconfort de toutes ces zones de circulation empêche qu'elles puissent jouer le rôle qui leur ait assigné dans les relations sociales.

Photo 17 : Le lieu de passage



Source : photographie de l'auteur

Note : Sur la photo, on peut voir que l'espace devant une maison de ce quartier est occupé par les bicyclettes et les tricycles.

Espace vert remarquable par sa dimension, même si l'on tient compte de l'importance de la population du Yuanhenong auparavant, l'aire de jeux restait beaucoup utilisée par les autochtones. D'abord, parce que les types des logements, toujours des maisons basses, font que les habitants passent peu de temps chez eux. Ils se rencontrent toujours sur l'aire de jeux, engagent la conversation ou jouent aux échecs. Ils y envoient les enfants jouer, livrés à eux-mêmes. C'est un espace collectif important pour la plupart des autochtones. Mais ces dernières années, cette situation a changé. Peu d'autochtones fréquentent l'aire de jeux, exceptées des personnes âgées. Quant aux adultes, ils fréquentent très rarement cet espace. Assez souvent, les parents ont exprimé dans les entretiens le peu d'empressement qu'ils mettaient à y envoyer leurs enfants. A cela, plusieurs raisons sont avancées. D'une part les enfants ne sont pas en sécurité car on ne peut pas aisément les surveiller. Cette sécurité qui, dans les discours de quelques-uns, devient un leitmotiv, exprimant surtout le mal-être quotidien lié au côtoiement des migrants. D'autre part, ces aires de jeux sont des endroits mal fréquentés où les enfants peuvent avoir de mauvaises relations, ou encore être victimes de bagarres. Dans cette représentation assez fréquente de l'aire de jeux et du monde des enfants qui y évoluent, la présence importante des jeunes migrants joue certainement un rôle. Dans la journée on peut souvent voir la présence d'une majorité très nette d'enfants migrants, qui

envahissent les ruelles surtout pendant les vacances scolaires. Leur jeu sont parfois effectivement dangereux, notamment, lorsqu'ils consistent à lancer des pierres. Les jeunes migrants se rassemblent souvent autour de jeux plus modestes en apparence. Chaque jour, surtout l'après-midi, on peut voir une dizaine de jeunes migrants jouer au billard ou aux jeux vidéo dans l'espace vert sur la rue Baiyu. La plupart d'eux n'ont pas de travail régulier.

« Je n'ai pas de travail. Je gagne ma vie par les jeux d'argent. Chaque jour, je fréquente les espaces verts, je joue au billard ou aux jeux d'argent [...] Ici, il y a beaucoup de gens qui vivent comme moi [...] Parfois, nous engageons une bagarre pour des jeux d'argent [...] Je te dis qu'il y a des bandes « noires » (Heibang) au Yuanhenong [...] C'est vrai... »

(M. Tong, 33 ans, originaire de Xinjiang
installé dans le quartier depuis 2005)

On conçoit que cette atmosphère ne soit pas du goût des autochtones et, qu'en conséquence, l'aire de jeux ne soit pas utilisée par tous. Elle l'est, en tout cas, de façon prépondérante par les migrants. L'aire de jeux est donc l'un des lieux où la ségrégation sociale s'inscrit le plus nettement dans l'espace.

Photo 18 : Les enfants migrants



Source : photographie de l'auteur

Note : La photo est prise devant le bureau du comité de résidents. Sur la photo, la mère migrante porte deux bébés dans les bras. A côté d'elle, se trouvent deux enfants, portant des cadeaux attribués par le comité de résidents. Derrière eux, se trouve un tableau noir sur lequel s'écrit « Fêter la fête des enfants le 1^{er} juin » (*qingzhu liuyi ertongjie*).

Le commerce dans ce quartier compte plus d'une dizaine de petites épiceries et de petits restaurants ouverts par les migrants. Ces restaurants de cuisine régionale, incapables de contenir plus d'une dizaine de personnes, sont cependant très fréquentés. Ces lieux sont des espaces privilégiés de l'expression des différences et des contradictions, et les modalités de leur appréciation opposent surtout clientèle locale et clientèle migrante. La population locale fréquente peu ces restaurants et ces épiceries, lesquels ont le plus souvent pour clients les jeunes migrants. Ils composent fréquemment la majorité, voire la totalité de cette clientèle.

« Les autochtones ne veulent pas acheter les choses dans mon épicerie [...] Parce qu'ils pensent que mes articles ne sont pas bien. Ils préfèrent donc aller au supermarché [...] Mais en fait, c'est pareil. On peut accueillir un ou deux clients locaux au plus chaque jour [...] ».

(Mme Feng, 45 ans, originaire de la province du Jiangsu, propriétaire d'une épicerie, installée dans le quartier depuis 1995)

La clientèle locale est sensiblement moins visible. Les jeunes autochtones s'y rendent rarement. Selon M. Chen, un habitant local, *« J'achète des crêpes tous les matins à la crêperie. Mais mon fils n'y va jamais. Il m'a dit que ces crêpes sont pour les 'mingongs', pour les campagnards [...] »*. Il y a aussi un marché du soir dans la rue Baiyu, où se rassemblent toujours les migrants. Les petits restaurants, chaque soir, sont un espace typiquement populaire. Ce sont les migrants qui forment le noyau le plus solide et le plus constant de la clientèle. Ces clients fidèles entretiennent de bonnes relations avec les patrons, parfois leurs compatriotes venant de la même province. Le plus souvent, les migrants célibataires viennent en groupe prendre un dîner, avec quelques plats et quelques bouteilles de bière, restant souvent longtemps en bavardant, et parfois ils restent jusqu'à la fermeture. Il est vrai que les petits restaurants sont des lieux où ils peuvent se réunir, discuter, lieux où s'exprime l'existence de la communauté, du moins de celle des hommes. Ils ont aussi réussi à se définir un territoire, un espace où certains aspects d'un mode de vie peuvent relativement s'exprimer. Encore que ce territoire leur soit contesté et que son occupation n'aille pas sans incidents ni sans tensions.

« Certains de ces clients, un peu éméchés, se montrent trop bruyants. Ils ne respectent pas le calme des gens qu'il y a autour [...] Ils sont toujours à se disputer entre eux. Ils parlent d'un sujet, ils ne sont pas d'accord, ça commence à monter [...] Ils sont toujours en bande. Alors ils se sentent très forts, et ils sont plus facilement menaçants [...] ».

(Mlle Gao, 23 ans, originaire de la province de l'Anhui, vendeuse, installée dans le quartier depuis 2006)

Les petits restaurants sont le lieu d'affrontements plus ou moins ouverts autour du partage des territoires. Les patrons réservent les espaces dont les migrants peuvent avoir l'usage, viennent faire quelques emplettes, ou prendre le repas ensemble. Mais les autochtones qui résident au Yuanhenong disposent d'un autre espace qui leur est propre.

Photo 19 : Les commerces du Yuanhenong



Source : photographie de l'auteur

Note : Sur la rue Baiyu, se trouvent beaucoup de petites boutiques tenues par les travailleurs migrants. Sur la photo, on peut voir qu'un homme est en train d'acheter des pâtisseries. A droite, se trouve un atelier vendant des matériaux de construction.

7.3.3 Découpage de l'espace culturel

Si nous concluons à l'absence de vie sociale partagée au Yuanhenong, ce serait aller trop vite. En fait, l'influence du comité de résidents dépasse largement les limites de l'espace visible. Il joue un rôle essentiel dans le partage de l'« aire culturelle », autrement dit, dans la

définition d'espaces marqués socialement. Le comité crée une vie sociale, intense dans un cadre déterminé (vie associative, participation à la gestion, prise en charge de certains aspects de la vie collective) et pour des catégories différentes (les personnes âgées, les femmes ou les enfants). Les entretiens, comme nos observations, montrent que le comité de résidents est fréquenté par une majorité d'habitants locaux. On peut admettre que la vie sociale dans ce quartier est l'ensemble des rapports sociaux qui s'établissent localement. C'est alors l'existence de cette vie sociale qui construit les rapports sociaux et un ordre social dans ce quartier, ce qui peut s'exprimer dans le développement harmonieux de la communauté et qui serait le principe de l'épanouissement de la vie de voisinage et de la vie associative.

Photo 20 : L'assemblée élue des résidents



Source : photographie de l'auteur (5 août 2006)

Note : Début août 2006, une assemblée publique a été organisée par le comité de résidents pour l'élection des nouveaux membres. Les habitants invités sont ceux qui ont le Hukou de Yuanhenong et qui sont inscrits sur les listes électorales. La salle de la faculté située sur le territoire de Yuanhenong a été réservée pour cette réunion. Elle ne compte pas guère plus de 60 m². C'est la secrétaire de la cellule du Parti communiste chinois qui préside ce processus électoral. Sur la photo, l'on peut observer les habitants en train de procéder à une élection à bulletins secrets pour les nouveaux membres du comité de résidents.

Par ailleurs, il y a aussi quelques autres tentatives d'implication des habitants. Par exemple, les membres du Parti communiste du quartier organisent chaque semaine une réunion pour rencontrer les habitants, communiquer avec eux et aussi leur apprendre les nouvelles politiques de l'État.

Cependant, cette « vie sociale » concerne très peu les migrants, ce qui engendre un processus de différenciation sociale. Comme l'écrit L. Nizard (1974), « le service rendu est inégal, ce qui ne va pas sans compromettre l'universalité du projet d'acculturation qui le sous-tend et son effet d'homogénéisation social [...] Dès lors, l'égal accès théorique aux équipements et présentations du service public ne peut conduire à un usage réel identique des usagers potentiels [...] » (pp.80-81). Ce que confirme la directrice du comité de résidents, « *Pour les migrants nous n'avons pas d'obligation de leur rendre un service gratuit. On doit intensifier la gestion de questions telles que le contrôle du taux de natalité des migrantes et la sécurité publique...* ». La population migrante qui fréquente le comité de résidents est constituée de jeunes femmes enceintes. Actuellement, les migrants n'ont pas les mêmes droits que les autochtones, tels que de participer aux activités du quartier ou de bénéficier des services donnés par le comité. Toutes les activités sont exclusivement pour les autochtones. Autrement dit, les migrants en sont toujours exclus. Si le découpage de l'espace est une ségrégation ouverte et concrète, cette exclusion culturelle, en revanche, est moins visible. Il ne s'agira pas principalement ici de rendre compte de ces différences ou de ces inégalités, mais de les analyser dans ce qu'elles impliquent quant aux relations sociales au Yuanhenong et aux distances qui séparent les groupes dans la façon dont ils vivent leur milieu résidentiel.

L'absence de vie sociale des migrants et l'absence de communication avec les autochtones les placent dans une situation fermée et isolée, et parfois révèle des tensions et des conflits, ce qui recèle aussi des antagonismes et des contradictions entre les deux groupes. Cela se traduit, en particulier, par le mode de vie différent, parfois contradictoire. Ces aspects conflictuels de la vie quotidienne ne sont pas absents dans un habitat traditionnel comme l'est le quartier de Yuanhenong. Parfois, ces contradictions sont particulièrement aigües. P. Bourdieu utilisait le terme « cosmos » pour désigner, dans le contexte algérien, la société urbaine du point de vue des paysans Kabyles qui s'y trouvaient brutalement plongés. Pour ces paysans déracinés, la ville a la nécessité d'un cosmos « dans lequel les travailleurs se trouvent jetés et dont ils doivent apprendre les règles pour survivre » (P. Bourdieu, 1978, p.13). Certes, le quartier de Yuanhenong ne constitue pas un véritable cosmos. La plongée des migrants provoque dans le quartier un bouleversement total de la composition sociale de la population logée. Comme dans le cas de Yuanhenong, l'arrivée des migrants pour y loger ne change pas les activités

associatives entre les autochtones. Cette part de la vie quotidienne est maintenue, celle qui n'englobe que les aspects de la vie sociale des autochtones. Les communautés migrantes restent toujours isolées, confinées en certains lieux, en certaines occasions.

7.4 La production de normes

La production de normes au sein du Yuanhenong révèle la nécessité que peut éprouver un groupe à s'organiser, à définir des principes d'actions déterminés. Pourtant, dans le cadre d'un quartier défavorisé de près de cinq milles personnes, la production de normes se heurte à des diverses difficultés. Tout d'abord, il n'y pas de normes instituées, de règlement, puisqu'aucune personne, aucun groupe, ne bénéficie de la légitimité et de l'autorité nécessaire pour produire ce type de norme. Deuxièmement, dans cet espace marginalisé, il est souvent difficile de respecter des normes, en particulier d'hygiène, en raison des nombreuses contraintes (trop de migrants, mauvais état des logements etc.). Enfin, la dimension stigmatisée du Yuanhenong peut, comme on l'a vu, inciter certains à rejeter toute idée de collectif et donc à refuser de s'accorder sur des normes communes. L'étude de l'usage, de la gestion des espaces collectifs revient ainsi à s'interroger sur le mode de production de normes dans cette collectivité particulière et sur leur pouvoir coercitif. Plus précisément, il s'agit de comprendre selon quels mécanismes les occupants du Yuanhenong sont parvenus, dans une certaine mesure, à définir des compromis interactionnels. Suivant E. Goffman (1973), on définira les normes comme des « *guides pour l'action, soutenus par des sanctions sociales* », qui empiètent sur l'individu de deux façons, en définissant des obligations et mais aussi des attentes par rapport au comportement des autres. Quel statut attribuer aux normes produites au sein du Yuanhenong ? Quelle peut être leur validité ? Avec quelle force peuvent-elles s'imposer aux occupants ? Ces interrogations incarnent le centre du sujet qui nous préoccupe.

7.4.1 La production de normes au Yuanhenong

Malgré son statut de lieu marginalisé, Yuanhenong est le siège d'une production normative. Ces normes sont apparues indispensables pour réduire non seulement les risques de conflits et de violence, mais aussi pour réguler les rapports quotidiens entre voisins. La confrontation des manières d'habiter, des différents modes d'appropriation de l'espace peut induire des tensions. Pour éviter que les rapports sociaux ne se réduisent à des rapports de force, cette régulation du quotidien s'avère donc nécessaire, notamment en ce qui concerne l'hygiène, le bruit (nuisances sonores, cris, disputes), les odeurs, la vue (saleté), en un mot tout ce qui est susceptible de perturber la quiétude des habitants.

Le quartier de Yuanhenong ne peut être le cadre que d'une forme minimale de régulation. Aucun groupe ne dispose de la légitimité et des moyens de coercition suffisants pour imposer un cadre normatif valable à l'échelle de tout le quartier. Néanmoins, J. C. Kaufmann (1983) souligne que « la régulation dans une collectivité se fait plus facilement s'il existe un groupe dominant, conscient de lui-même, en mesure de donner le ton et d'assurer un contrôle social minimal ». Au sein du Yuanhenong, c'est le comité de résidents qui assure ce rôle²²². Des formes d'ajustements mutuels, sans garantie de conformité à des références partagées, peuvent ainsi s'y développer, ce que J. C Kaufmann qualifie d'usage moyen²²³. Le comité de résidents crée un rapport de force entre les autochtones et les migrants.

En Chine, plus de 98% des zones résidentielles avaient établi des comités de résidents en accord avec les procédures légales. En 1996, la vaste majorité des comités de résidents avaient procédé, selon la loi, à des élections pour de nouveaux comités en adoptant le mode d'élection directe par les résidents. Ces comités ont perfectionné davantage le système de réunion de résidents. En un certain sens, le comité de résidents doit organiser « la gestion autonome » (*Zizhu guanli*) par les résidents, sur des thèmes tels que l'hygiène, la sécurité sociale, la culture, la vie du quartier et aussi la sécurité publique²²⁴.

Si le comité de résidents peut définir quelques normes dans la vie quotidienne du quartier, de quels moyens disposent-ils pour les imposer ? Il ne peut menacer les contrevenants de sanctions et ne peut user que de moyens informels comme la dénonciation publique, l'évitement... Ces moyens informels n'ont de validité que pour ceux qui acceptent l'autorité du comité, et surtout qui souhaitent prendre part à la vie collective du quartier²²⁵. Etre menacé d'évitement lorsque soi-même l'on évite les contacts est peu dissuasif....En observant la vie telle qu'elle se déroule au Yuanhenong, on s'aperçoit vite que les normes énoncées par le comité, telles qu'on les trouve affichées sur les murs sous forme d'interdits (par exemple, il est interdit de laisser les bicyclettes dans les allées) ne sont pas les normes effectivement en vigueur. Il n'y a là rien de surprenant : l'opposition entre normes énoncées et normes effectivement appliquées est bien connue et il apparaît logique que l'écart entre les deux soit d'autant plus grand qu'il n'existe pas de réelle sanction. Les normes effectives sont le résultat des interactions entre les autochtones et les migrants, des confrontations intergroupes, des tensions... Comme le montre H. Paris (2005), « la régulation sur le mode de l'énoncé de règles

²²² Le comité de résidents représente aussi des normes qui sont des règlements officiels de la vie quotidienne. C'est donc la norme d'Etat qui est retraduite avec l'affichage des slogans.

²²³ Par ce terme, J.C Kaufmann désigne un type d'usage non généralisable (il naît d'un rapport de force) et qui peine à s'établir à grande échelle.

²²⁴ Voir sur ce point notre chapitre 2.

²²⁵ Il faut noter que cette « démocratie » locale n'est pas liée à aucun transfert de compétence (droit de sanction etc.). Si c'était le cas, on aurait un embryon de démocratie.

et de normes d'usage n'est finalement qu'une modalité particulière de stabilisation des collectifs résidentiels, parmi un ensemble plus vaste de productions normatives, qu'il s'agisse de modes d'évitements, de palabres.... ». Les normes du collectif doivent se penser sur un mode dynamique.

7.4.2 Un cas concret de production normative : la propreté et la saleté

Yuanhenong n'est pas un espace sans normes, mais la régulation y est minimale. Au moment d'aborder la question de la régulation et de la production normative au sein du Yuanhenong, on peut s'arrêter plus longuement sur la question de l'hygiène. S'interroger sur les normes effectivement à l'œuvre, sur la production de cadres d'interactions plus ou moins stabilisés dans un espace collectif renvoie à une interrogation plus fondamentale sur la façon dont est produit le social.

7.4.2.1 Les multiples enjeux liés à la propreté

Parmi les différents conflits normatifs qui opposent les résidents, c'est sans doute la question du propre et du sale qui cristallise le plus de tensions. A la différence d'autres nuisances, comme le bruit, la notion de saleté comporte une importante charge symbolique. Dans les imaginaires sociaux, elle est associée à la pauvreté, à la maladie, à la déchéance physique et bien souvent morale. De par sa dimension symbolique, la question de la propreté joue ainsi un rôle prépondérant. Elle apparaît étroitement corrélée à la question de la construction de l'image du groupe qui est donnée à l'extérieur.

Les déchets, les immondices, en tant que manifestations tangibles de la présence de l'autre, sont un enjeu majeur dans les relations inter-groupes. On peut analyser les discours sur la propreté comme révélateur des tensions entre les autochtones et les migrants, catégories fondées sur des appartenances communautaires, utilisées par les habitants pour définir deux groupes parfois antagonistes. Ces discours sur le propre jouent comme éléments de différenciation et ce registre est souvent invoqué lorsque les deux groupes s'opposent. Le mot « sale » est repris par un grand nombre d'autochtones, ainsi que le raisonnement qui y est attaché. Vivre dans un espace que l'on juge sale peut représenter une gêne, susciter un dégoût et un inconfort physique bien réels.

D'après les résidents, les régulations n'ont pas eu d'impact sur les usages des espaces collectifs. Si les résidents reconnaissent que l'état des espaces collectifs est contrasté selon les lieux et les moments, la plupart dénoncent vigoureusement la saleté et les dégradations. Leurs réactions oscillent entre la mise à distance, la honte, la colère, voire le rejet du lieu d'habitat.

M. Fan, un habitant local, m'explique qu'il essaie d'éviter d'aller aux toilettes publiques du quartier, qui le dégoûtent : *« c'est sale, il y a de la merde partout, les gens laissent le papier ou les journaux par terre [...]. C'est vraiment dégueulasse [...]. »* De même, lorsque M. Cai porte un jugement sur ce quartier, il déplore le manque de place, mais aussi l'absence de propreté : *« mais ici ce n'est pas un bon quartier, il n'y a pas beaucoup de place, et les toilettes [...] eh... ce n'est pas bien propre. Y'a des campagnards qui mettent de la merde partout. Les femmes, elles lavent tous les jours et inondent partout en s'en moquant. Si tu ne fais pas attention, tu peux tomber [...] »*. Au cours des entretiens, les autochtones se plaignent toujours de ce problème de la saleté, et une partie des résidents demandent l'aide du comité de résidents, mais aucun résultat.

Il faut noter que l'évocation des immondices suscite dans cet exemple un réflexe immédiat de mis à distance : les responsables sont « les migrants », « les campagnards ». Il s'agit de discours qui me sont adressés, et au travers desquelles, les autochtones se présentent comme victimes et formulent des accusations. Par ces accusations, l'autre, celui qui salit, est renvoyé à l'animalité : c'est un sauvage, quelqu'un qui n'est pas normal.

« C'est une question de civisme. Quelqu'un qui n'est pas civilisé, il jette sa poubelle, il peut même la jeter chez lui. Mais si c'est quelqu'un de civilisé, les gens normaux, chaque matin, tu prends ton sac poubelle, tu le jettes et l'affaire est réglée ». « Tout va bien si les migrants sont expulsés ».

(Mme Han, 45 ans, chômeuse,
installée dans le quartier depuis la naissance)

« Tu ne sais pas ce qui s'est passé l'année dernière. Eh! Un migrant a été tué par un habitant local à cause des ordures [...]. Ces deux personnes étaient voisins, un locataire et un autre propriétaire. Ils se sont toujours querellés pour la propreté de l'espace entre les deux maisons. Le propriétaire était, parfois, malade nerveusement. Un jour, trop énervé par un sac poubelle jeté par ce migrant, il l'a tué [...]. C'est terrible [...] ».

(Mme Qin, 65 ans, retraitée,
installée dans le quartier depuis 1965)

De même, le comité de résidents confirme officiellement qu'il y a beaucoup de disputes et conflits entre les autochtones et les migrants sur l'hygiène du quartier. Comme le dit la directrice du comité, *« Pour nous, le travail est assez difficile. Les migrants négligent*

l'hygiène du quartier [...]. Aucune méthode pour régler cette question, ce que nous pouvons faire est de concilier la contradiction [...] ».

L'espace dans lequel vit un sujet est partie prenante de la construction de son identité. Comme l'écrit M. Eleb (1982), « L'importance accordée au logement par un très grand nombre d'individus semble renvoyer au-delà de toutes les raisons objectives ou clairement perçues par l'habitant, à une confortation de l'image de soi que chaque individu se forge » (p.735-746). Les autochtones du Yuanhenong se trouvent confrontés à l'impossibilité de se reconnaître dans cet espace dégradé qui ne peut conforter leur identité. Ceux qui souffrent le plus souvent de la saleté des lieux, ou du moins s'en plaignent, sont ceux qui accordent une grande importance à ce quartier comme un espace de vie principal. Les aires de jeux, les lieux de passage et de rencontre, outre leur fonction dans la vie quotidienne du quartier, expriment un sentiment attaché au quartier. Refusant d'être identifiés aux lieux souillés, ils se trouvent face à l'alternative suivante : ou bien tenter de se réapproprier le quartier et lutter pour son entretien ; ou bien céder ces espaces aux migrants, renoncer à les utiliser pour s'en distinguer. Mais renoncer à ces espaces communs demande des sacrifices. Cela implique bien souvent une réclusion à l'intérieur de sa maison, mais aussi un isolement vis-à-vis de l'extérieur. La peur d'être associé à la saleté, aux dégradations peut dissuader de recevoir. M. Xia m'explique ainsi qu'il reste dehors moins souvent qu'avant, non pas parce qu'il aime rester chez lui, mais parce qu'« *il faut passer dehors avec les déchets jetés par les migrants* » ; souvent il estime ne pas pouvoir le faire parce que « *les toilettes sont trop sales. Tu ne peux pas les utiliser* ». Les souillures, la saleté contribuent à la dévalorisation de l'habitat, qui entraîne bien souvent une dévalorisation de soi.

Ce processus de dénonciation des travailleurs migrants dans le voisinage peut être interprété comme une manière de se démarquer d'un groupe et d'un lieu dévalorisé, de déplacer le stigmate sur d'autres que soi. Pour certaines des personnes interviewées, c'est l'ensemble du voisinage perçu comme un collectif anonyme qui serait responsable des dégradations. D'autres accusent certains voisins ou certaines familles migrantes. Néanmoins, l'état de propreté n'explique pas à lui seul la dévalorisation du Yuanhenong. Le fait qu'il accueille de nombreux migrants, leur mauvais état ... sont des causes plus fondamentales du discrédit qui l'affecte. On peut aller plus loin et inverser la causalité : les détritiques ne seraient plus seulement la cause du discrédit, mais le discrédit pourrait les expliquer. Comme l'écrit P. Bourdieu (1993), dans *Effets de lieux*, « Le quartier stigmatisé dégrade symboliquement ceux qui l'habitent, qui en retour le dégradent symboliquement, puisque, étant privés de tous les atouts nécessaires pour participer aux différents jeux sociaux, ils n'ont en partage que leur

commune excommunication ». Les comportements de souillures ne sont pas la cause d'une « mauvaise éducation » des migrants, mais bien une réaction symbolique à l'imposition d'un lieu.

7.4.2.2 Une difficile régulation

La question de la propreté est l'un des thèmes principaux abordé par les occupants du Yuanhenong sur le mode de la plainte. Il est, en outre, souvent débattu lors des réunions du comité de résidents. Pourtant, si la plupart s'accorde sur le fait que la saleté dérange, l'énonciation de règles relatives à la propreté et, plus encore, leur mise en application ne va pas de soi. Le comité de résident s'efforce d'agir dans deux directions.

7.4.2.2.1 Un système quotidien pour nettoyer le quartier

Le comité de résidents a organisé les habitants pour mettre sur un pied un système quotidien de nettoyage du quartier. Donc, deux hommes ont été employés à cette fin. Selon cette règle, ils doivent nettoyer les allées désignées dans le quartier deux fois par jour. En complément du budget alloué par l'administration de la rue (*Jiedao*), une collecte pour l'hygiène (*Saojiefei*) est organisée (10 yuans soit 1 euro par an par famille) afin d'acheter des produits d'entretien (balais, pelles, gants en plastique etc.) destinés aux deux employés. La collecte permet aussi de payer leur salaire de 400 yuans par mois (environ 40 euros).

Cette règle a été relativement efficace durant la première année. Mais, après l'entrée des migrants en masse, elle s'est progressivement délitée. D'une part, une partie des propriétaires a quitté le quartier et habite à l'extérieur. Il est très difficile de collecter cette cotisation annuelle pour l'hygiène. Comme le dit Mme Huan, commissaire chargé de l'hygiène au comité, « *on ne trouve pas les propriétaires après leur départ du quartier. La collecte est parfois un chiffon de papier...* ». D'autre part, sous prétexte que le quartier n'est pas entretenu ou bien nettoyé, une autre partie des habitants refusent de payer cette collecte. Un certain nombre d'habitants a souligné cette relative désorganisation. « *Les employés ne nettoient pas bien les lieux communs, ils sont peut-être découragés. Je ne sais pas, c'est peut-être les mauvais résultats des allées qui les ont découragés...* », remarque Mme Huan, « *tu nettoies bien les allées, mais elles redeviennent sales en un instant. Les migrants jettent les ordures de temps en temps, ce que nous ne pouvons pas contrôler...* ».

Par ailleurs, il est remarquable que le terme « visible » soit davantage utilisé pour désigner l'entretien de l'espace extérieur, ce qui souligne la dimension symbolique de cette tâche. Le nettoyage est, en principe, fait tous les matins par les deux nettoyeurs. Mais il semble qu'en

réalité il se fasse de manière beaucoup plus irrégulière. Le comité réunit régulièrement ses membres pour ramasser les déchets dans les lieux communs ou nettoyer les allées. C'est par hasard, un lundi après-midi, que j'ai eu finalement l'occasion de voir quelques membres du comité faire cela. Ils étaient relativement bien équipés (gants en plastique, balais, pelles....). Les membres du comité, Mme Gu en tête, ont compris que plus que la propreté effective du quartier, ce qui importait vraiment était qu'il soit donné à voir à tous qu'on nettoyait le quartier. Ils n'hésitent pas à diffuser un discours mettant en valeur leurs capacités d'organisation, d'autogestion... dans le but d'être perçu comme un « comité qualifié » (*Hege juwei*).

Photo 21 : Les membres du comité sont en train de nettoyer la rue



Source : photographie de l'auteur

Note : Après une soirée de neige, les trois membres du comité de résidents (Gu, Wang et Luo) sont en train de retirer la neige de la rue.

7.4.2.2 Conciliation des conflits sur l'hygiène

L'action du comité de résidents passe également par la conciliation lors des conflits sur la propreté, sous forme de la persuasion, l'énonciation d'interdits par des affiches sur les murs etc. Néanmoins, ces mesures n'ont qu'une valeur contraignante extrêmement faible. En outre, si certains approuvent l'action du comité, d'autres refusent de lui reconnaître la moindre légitimité. Ils ne respectent pas ces normes établies par le comité, tant qu'il n'y a aucune menace de sanctions à l'encontre de ceux qui violent ces règles. Comme nous l'avons

souligné auparavant, il apparaît extrêmement difficile d’instaurer des normes dans un quartier défavorisé en cohabitation.

« Les habitants se plaignent toujours que les migrants jettent les ordures dans les lieux communs, ce qui rend ce quartier très sale. Mais sans menaces de sanctions, tout ce que nous pouvons faire est de concilier les conflits. Le comité va coller sur les murs les affiches (qui énoncent l’interdiction de jeter les ordures partout ou de laisser des choses dehors etc.). Mais parfois, les affiches vont être déchirées l’instant suivant [...]. Oui, c’est vrai [...]. Ce travail est très difficile... » .

(Mme Huan, commissaire chargé de l’hygiène)

Par ailleurs, certains habitants sont conscients des limites de l’action du comité des résidents. Ceci finit par susciter un certain découragement, comme dans le cas de M. Xu.

Encadré 14 : Extrait d’un dialogue avec M. Xu

Q : Et avec la propreté, Il y a des problèmes ?

Xu : Oui, oui, oui... surtout dans les lieux communs, surtout dans les lieux de passage. Il y a trop de migrants ici [...]. Il y en a qui vident les ordures, qui les jettent et puis s’en vont [...] J’ai une histoire. Un jour, je vois un migrant jeter un sac en plastique par terre. Je lui reproche et lui dit que c’est mal de jeter les ordures partout [...] que nous devons les jeter dans les poubelles... Très surpris, il m’a dit que « bon, bon, je comprends [...] je vais les jeter dans la poubelle tout de suite.. », mais deux minutes après, il avait disparu en laissant le sac par terre ... Alors, qu’est-ce que je peux dire ? Rien...Oui, rien... Je ramasse le sac moi-même...

Q : Et le comité de résidents ne surveille-t-il pas les gens déposant des ordures n’importe où ?

Xu : Ah, mais le problème, tu sais c’est quoi, c’est que le comité de quartier ne peut pas faire tout. En outre, ses règles sont extrêmement peu contraignantes. Donc, tu ne fais rien. La seule chose que tu peux faire, c’est de fermer les yeux...

M. Xu, après avoir œuvré en faveur de la propreté du quartier, a fini par se laisser face à l’indifférence des autres occupants. Il reconnaît l’action du comité de résidents, mais aussi sa fonction limitée. L’exemple de Xu montre que la confrontation de différentes attitudes à la propreté et l’entretien du quartier peut être source de tensions, voire de conflits entre les autochtones et les migrants. Le refus de certains migrants d’accepter une régulation minimale quant à la propreté des espaces communs définie au cours des interactions, provoque une

réaction de colère chez les autres occupants. La récurrence de ce thème et des plaintes associées m'a surprise au début. En tant qu'extérieur au Yuanhenong, j'ai été fréquemment prise à partie comme juge dans ces procès réciproques.

Encadré 15 : Extrait d'une expérience

Je rencontre un homme dans le quartier qui me demande ce que je cherche. Je lui explique que je suis étudiante, que je fais ma thèse sur le quartier... Il me regarde avec un air de défi, « Il y a trop de problèmes ici, la saleté, le vol etc. ... ». Il me montre les déchets qui jonchent le sol dans les allées. « Les migrants jettent les déchets, ce n'est pas gentil... Faire la recherche, ça sert quoi ? Ça ne fait rien !!! Est-ce que tu peux changer l'état actuel du Yuanhenong... ? Mais... si tu es une représentante des autorités, je cois que tu peux passer un message en haut lieu et régler cette question, sinon... ».

La question de la propreté a toujours été utilisée comme argument à l'encontre des migrants. Ceux qui se plaignent de la saleté accusent toujours un autre dont ils cherchent à se différencier. Les autochtones, s'en sont pris à plusieurs reprises aux migrants du quartier : « Les migrants, ils sont sales, ils sont dégoûtants, et puis ils volent... ». Les discours sur la propreté apparaissent en outre comme révélateurs des tensions qui peuvent exister entre les deux groupes dans le quartier : les autochtones et les migrants. Ces discours étaient particulièrement virulents au cours de mes entretiens. Les autochtones, cherchant à justifier leur mécontentement, s'attaquaient au mode de vie des migrants. Et pour cela, ils s'appuyaient sur ces traces tangibles que sont les déchets, expression matérielle d'un mode de vie et de normes qu'ils jugeaient incompatibles avec les leurs.

La question de la propreté au sein du Yuanhenong est donc au cœur de la production normative. Il n'apparaît pas nécessaire d'énoncer des normes relatives aux usages des espaces communs dans ce type de cas, les simples interactions quotidiennes suffisent à trouver un compromis. Mais dans la mesure où la propreté possède une valeur symbolique extrêmement forte, que l'état du quartier influence l'image de soi, et l'image du groupe, elle apparaît comme trop importante pour être laissée dépendante du bon vouloir de chacun. Enjeu central de la production des normes, cette question révèle néanmoins la faiblesse du pouvoir du comité de résidents : il n'est pas parvenu dans ce domaine à mettre en place une régulation, réellement efficace, même si les effets de leur action sont visibles.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons analysé les représentations de l'espace du quartier, ainsi que les rapports pratiques et symboliques que les habitants entretiennent avec leur quartier : usages, sociabilités et attachements. Puis, nous abordons les relations que nous avons observées dans les contextes du voisinage et, surtout, les processus qui structurent la cohabitation et ses représentations, dont l'usage et la gestion des espaces communs dont on a compris l'importance dans le quartier. Enfin, un cas concret sur la propreté et la saleté permet de montrer la production normative dans ce quartier de Yuanhenong.

Les relations entre les occupants du Yuanhenong apparaissent organisées autour d'un système normatif, pour une large part informel, mais aussi élaboré par une minorité d'habitants (les résidents d'origine). Nous avons abordé la question de la production de ces normes, en évoquant rapidement les sources d'inspiration, conscientes ou non. Parmi ces sources, nous trouvons les règles mises en œuvre par les habitants locaux. Les règles informelles appliquées dans ce type particulier d'habitat (*Penghuqu*) ont également pu influencer tous les occupants du Yuanhenong. Mais les rapports entre occupants sont aussi fonction des catégorisations que les individus mettent en œuvre, en référence à des appartenances qui dépassent le cadre du Yuanhenong.

Parmi les catégories mises en œuvre par les individus pour se situer au sein du Yuanhenong, ce sont les groupes originaires de l'Anhui et de Xinjiang qui ont été plusieurs fois soulignés. Rappelons avant toutes choses que d'autres catégories sont évidemment utilisées par les habitants, comme réguliers / irréguliers, travailleurs / chômeurs, hommes / femmes, célibataires / mariés, vieux / jeunes... Mais ayant évoqué à plusieurs reprises au cours de ce travail les catégories Anhui et Xinjiang, nous voudrions ici faire quelques remarques.

- Le groupe originaire de l'Anhui est de loin le plus nombreux parmi tous les migrants au Yuanhenong. Comme le montre les statistiques, ceux qui sont originaires de la province de l'Anhui représentent 38,93% de la population migrante totale. De même, parmi les 54 entretiens, 25 personnes sont originaires de l'Anhui.

- Le groupe du Xinjiang au Yuanhenong est moins nombreux, environ une dizaine d'individus. Cependant, ce groupe n'est pas négligeable à cause de son ethnicité. Il est très visible à l'intérieur de l'espace du quartier à cause de son habillement, sa langue etc. On peut signaler le rôle de l'habillement. J'ai pu constater que certaines femmes du Xinjiang portent les vêtements ethniques toute la journée au Yuanhenong. Ainsi j'ai eu l'occasion de voir des femmes en tenue traditionnelle chez elles, mais les hommes portaient des jeans quand ils

allaient travailler. M. Amaiti, un homme du Xinjiang m'explique ainsi que « *La plupart des personnes du Xinjiang ne peuvent pas parler le mandarin. Les femmes du Xinjiang ne sortent pas du foyer. Elles restent entre elles, le foyer c'est comme un centre commercial pour elles ! Moi, je suis là depuis 1998, je peux parler le mandarin. J'assiste souvent à la réunion du comité de résidents et leur communique les informations...* ».

Peut-on alors parler d'espace communautaire ? Répondre par l'affirmative serait surestimer l'importance des réseaux communautaires au sein du quartier, et les éventuels clivages entre les autochtones et les migrants, et les différents groupes migrants. Ces réseaux servent de base au développement de relations d'amitié, de solidarité, d'entraides, mais ne les produisent pas mécaniquement. Il ne faut pas surestimer leur influence, ou imaginer qu'il existe des groupes cohérents structurés sur des bases communautaires.

Les rapports d'échange structurent l'ensemble des relations sociales et, notamment, les relations entre la population ancienne et nouvelle. Une partie, difficile à évaluer, de chaque communauté vit indépendant des autres, sans beaucoup de contact, ou seulement superficiel. Comme des univers juxtaposés que l'entrecroisement physique dans l'espace ne parvient pas entremêler, certains espaces sociaux sont largement disjoints.

Chapitre 8 - Changements et réactions

Introduction

Depuis 2000, la ville de Shanghai connaît une rénovation urbaine assez rapide sous l'action du gouvernement municipal. Beaucoup de tours ont été construites au centre-ville, provoquant la destruction des vieux immeubles et le relogement de nombreux habitants du centre vers la périphérie urbaine. De façon schématique, cette logique tend à disséminer la pauvreté dans des quartiers populaires périphériques et à concentrer la population aisée au cœur de la zone urbaine. La rénovation urbaine privilégie la restructuration complète de quartiers entiers, sans réelle prise en compte des droits des occupants, par exemple à travers le relogement. Dans les opérations de rénovation urbaine, les propriétaires retrouvent un logement, mais dans le cadre normal d'une procédure d'expropriation. Les dépenses de relogement ne sont alors pas du tout prises en compte dans les budgets prévisionnels, et, dans la pratique, les locataires sont rarement relogés. Lorsque les propriétaires sont relogés, ils se retrouvent repoussés vers des quartiers périphériques. C'est ce manque de prise en compte de l'aspect social qui sera beaucoup reproché aux opérations de rénovation urbaine : absence de relogement systématique, rupture des « liens de quartiers » pour les occupants qui devront habiter ailleurs. La rénovation urbaine aura pour une bonne part permis de supprimer de nombreux immeubles insalubres ou vétustes sans avoir à supporter les charges financières liées relogement des habitants, sous couvert d'un urbanisme progressiste.

Tributaire de la poursuite des réformes économiques et dans un cadre du développement urbain de Shanghai, Yuanhenong a aussi connu le processus de rénovation. Au moment de l'enquête, c'est une enclave non rénovée dans un quartier déjà très largement transformé. Ce chapitre s'intéresse à cette rénovation du Yuanhenong, l'hétérogénéité des projets résidentiels et les attitudes envers la rénovation du quartier. Il interroge, plus précisément, les différentes attitudes des habitants envers cette rénovation. Les différentes catégories socioprofessionnelles influencent-elles les projets résidentiels ? A partir de là, y a-t-il d'autres explications ? Face à la rénovation urbaine, comment réagissent les habitants locaux ? Y sont-ils favorables ou non ? Le processus de la rénovation, dont fait l'objet le quartier ancien de Yuanhenong, permet de comprendre les attitudes et les projets résidentiels des résidents.

8.1 La rénovation urbaine

8.1.1 L'évolution de la rénovation urbaine de Shanghai

Shanghai n'est pas une ville européenne née d'une simple greffe coloniale sur les terres deltaïques du Yangzi. En dehors du quartier chinois originel, l'essentiel du bâti de Shanghai, jusqu'à la fin des années 1980, est issu des constructions et de l'extension des concessions française et internationale (secteurs britannique, américain, allemand, russe, japonais...). Il ne correspond pas à l'ordonnancement et l'architecture attendus d'une ville chinoise. Mais le réseau viaire s'inspire du lacs des canaux qui organisait autrefois la rive occidentale de la rivière Huangpu. La structuration des lotissements caractéristiques de Shanghai, les *lilong* - construits entre les années 1860 et 1930 -, reprend l'architecture et l'agencement spatial des maisons rurales traditionnelles de la région shanghaienne (F. Ged, 2000).

Les édifices de prestige, les immeubles de bureaux ou de logements, les villas des quartiers ouest de la concession française datent pour la plupart de l'entre-deux-guerres, période durant laquelle Shanghai atteint son apogée et voit son parc immobilier largement reconstruit. Mais, s'il témoigne incontestablement d'un triomphe de l'architecture moderne, il s'inspire aussi occasionnellement de l'architecture chinoise - dans les motifs décoratifs et les toitures par exemple -, en parallèle des multiples styles européens nationaux.

La rénovation urbaine de Shanghai remonte à plusieurs décennies. L'État chinois a développé à deux reprises des projets urbains ambitieux pour Shanghai durant le XX^e siècle. Le gouvernement du Parti nationaliste a jeté les bases d'un « Grand Shanghai » (*Da Shanghai Dushi Jihua*) au nord-est de la ville à la fin des années 1920. La notion d'urbanisme est alors apparue pour la première fois dans le vocabulaire de l'action publique en Chine. Ce projet urbanistique propose, avec le projet du « Grand Shanghai », la constitution d'un nouveau centre-ville au nord-est de la ville d'alors, en aval du Huangpu, sous contrôle totalement chinois, avec un centre administratif ambitieux en forme de croix romaine et un port relié aux réseaux ferroviaire et routier pouvant concurrencer les concessions. Mais la guerre sino-japonaise interrompt la réalisation du projet. Jusqu'à la rétrocession des concessions en 1941-1943, la ville de Shanghai dépend pour une large part des autorités étrangères.

Après 1949, le pouvoir communiste a maintenu la configuration urbaine ancienne et a voté un projet réclamant la démolition des taudis. À partir de 1950, les discours apitoyant ont cédé peu à peu la place aux réalisations : en 1952, le premier quartier populaire (*Caoyang xincun* :

le nouveau village de Caoyang)²²⁶ est construit pour les ouvriers²²⁷. Jusqu'en 1965, plus de 26 900 m² de logements vétustes sont détruits, et 1 964 familles habitant des taudis sont relogées dans les nouveaux logements²²⁸.

Tableau 15 : Les types de logements de 1950 à 1980 de Shanghai

Année	Types de logements (dix mille m ²)					
	Appartement	Habitation avec jardin	Quartier populaire	Lilong nouveau	Lilong ancien	Penghuqu
1950	101	224	1	469	1243	323
1955	101	224	162	469	1389	323
1960	101	224	500	478	1800	500
1965	101	225	640	479	1814	482
1970	101	225	741	492	1853	459
1975	86	127	857	432	1769	490
1980	92	134	1401	434	1822	437

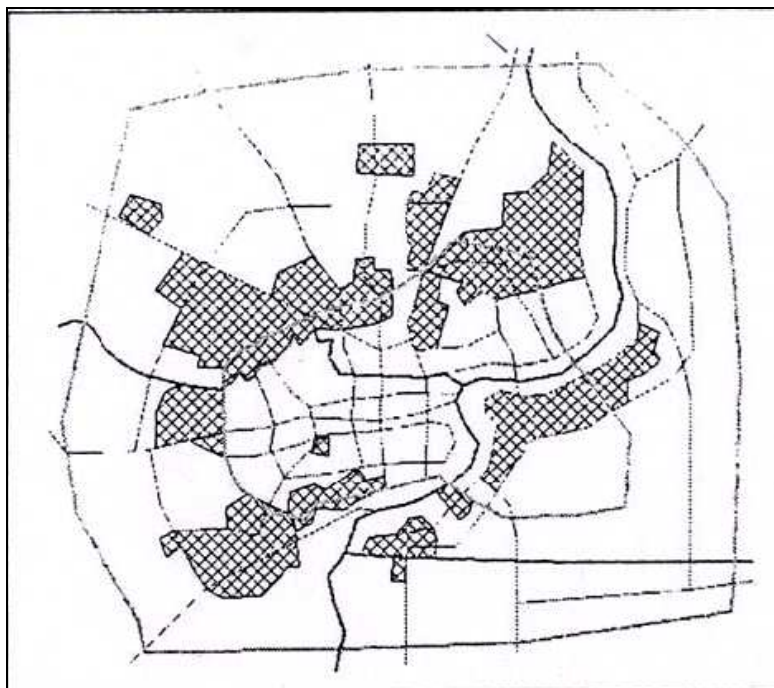
Source : *Shanghai tongji nianjian* (Annuaire statistique de Shanghai), Shanghai, Zhongguo tongji chubanshe, 2001.

Entre 1950 et 1980, les quartiers populaires ont été en nette augmentation. Leur superficie est passée de 10 000 m² à 14 millions de m² (voir : Tableau 15). Les quartiers populaires destinés aux ouvriers se sont trouvés en périphérie du centre-ville. Cette répartition géographique (voir : Figure 32) intensifie le pouvoir du centre-ville (Chen Yingfang, 2007).

²²⁶ Voir chapitre 4 note 157.

²²⁷ De 1951 à 1966, plus de 140 quartiers populaires sont construits pour reloger les ouvriers.

²²⁸ Source : *Shanghai chenshi guihua zhi* (La monographie de l'urbanisme de Shanghai), Shanghai shehui kexueyuan chubanshe, 1995.

Figure 32 : Répartition géographique des quartiers dits "populaires"

Source : Wang Ying, « Shanghai chengshi shequ shizheng yanjiu-shequ leixing, quwei jiegou ji bianhuaqushi » (Etudes sur les quartiers urbains de Shanghai- type de quartier, structure et tendances de changement), *Revue urbanisme* (chengshi guihua huikan), n° 6, 2002.

Aujourd'hui, la nécessité et l'urgence de la rénovation apparaissent plus clairement, et se traduisent en programmes ambitieux. En 1953, dirigé par des spécialistes russes, les urbanistes ont élaboré un « Schéma de l'urbanisme général de Shanghai » (*Shanghai Zongti Guihua Shiyitu*). Ensuite, en 1959, des « Conseils préliminaires sur l'urbanisme général de Shanghai » (*Guanyu Shanghai chengshi zongti guihua de chubu yijian*) ont été conçus par le Bureau de construction et d'industrie (*Jiangong bu*). Ces différentes phases ont conduit peu à peu à la rénovation du centre-ville ancien, au contrôle strict du développement des zones industrielles en banlieue proche et à la construction planifiée des villes satellites (Huang Fuxiang, 1999). Mais, des difficultés très importantes apparurent mettant en cause tout ce vaste programme. Parmi ces difficultés, on peut citer entre autres, celles financières et celles liées à la révolution culturelle qui a duré dix ans.

Construire Shanghai hors de Shanghai, reconstruire une métropole chinoise en dehors du centre-ville hérité de la présence étrangère, le projet est resté sous le boisseau. La politique anti-urbaine des trente premières années du régime communiste et sa volonté de transformer les grandes cités chinoises de villes de consommation en lieux de production a empêché Shanghai de connaître un véritable redéploiement spatial ainsi qu'une modernisation de son parc industriel et immobilier. Le pouvoir communiste a privilégié de fait la capitale pékinoise

et a pénalisé Shanghai, ville capitaliste, par une politique fiscale très désavantageuse jusqu'à la fin des années 1980 (T. Sanjuan, 2001).

Il faut attendre une époque récente pour qu'une véritable politique de rénovation systématique soit mise en œuvre. Instaurée avec le soutien de l'État chinois, la rénovation urbaine s'inscrit dans un urbanisme de « table rase » notamment destiné à adapter les centres-villes à la modernité. Elle remédie à l'insalubrité dans le sens où elle permet d'effectuer des opérations lourdes de démolition – reconstruction, le plus souvent des quartiers anciens. Les quartiers anciens centraux étaient le plus souvent constitués d'immeubles vétustes, et la délinquance qui s'y était installée était très souvent invoquée pour motiver la destruction totale de ces quartiers.

Depuis les années 1990, la ville de Shanghai connaît une rénovation urbaine assez rapide sous l'action du gouvernement municipal. Après 1990, l'État chinois a lancé derechef le projet d'un nouveau Shanghai mais qui dépasse largement l'échelle de la ville du Parti nationaliste des années 1930. Il ne s'agit pas moins de doubler la ville sur ses marges peu exploitées à l'est de la rivière Huangpu et de rénover la ville ancienne de Puxi en restructurant radicalement son réseau viaire et son bâti. Le pouvoir central est directement impliqué dans ce projet et, alors que les experts internationaux ne croyaient pas à la faisabilité de l'aménagement de Pudong, il y a dix ans, le succès de la Nouvelle Zone, ses réalisations et ses perspectives actuelles permettent facilement de mesurer combien l'engagement de l'État central peut être efficace dans son aménagement du territoire, sa maîtrise des conséquences sociales de tels bouleversements et sa capacité à attirer les investisseurs étrangers (T. Sanjuan, 2001).

La revitalisation en cours ne possède pas aujourd'hui d'équivalent au monde. Son aspect le plus frappant réside indubitablement dans le rythme effréné de la construction immobilière (V. Laurans, 2000). Au printemps 1992, lors de sa « tournée dans le Sud » (*nanxun*), Deng Xiaoping a encouragé l'édification de Shanghai et insisté particulièrement sur le redéploiement des ensembles d'habitations. A Shanghai en effet, les insuffisances du parc immobilier résidentiel, vétuste et surpeuplé, imposent des choix qui n'ont que trop tardé. L'exiguïté des habitations constitue un problème endémique auquel le pouvoir communiste n'a accordé qu'une importance relative durant les 40 premières années du régime.

8.1.2 L'actualité de la rénovation urbaine depuis 1990

La création de la nouvelle Zone Economique Spéciale de Pudong en 1990 marque un tournant dans le développement urbain de Shanghai. Afin de modérer la concentration

excessive sur le centre de l'agglomération, le fonctionnement urbain est profondément restructuré à l'échelle territoriale. Pour la ville centrale, les usines industrielles sont toutes délocalisées à l'extérieur, afin de céder des terrains aux industries tertiaires, un bon nombre d'habitants sont relogées dans des nouveaux parcs de logements en banlieue pour laisser place aux constructions des grandes infrastructures, les différentes activités urbaines sont spatialement regroupées en créant des secteurs monofonctionnels, tels que zones piétonnes commerciales, quartiers d'affaires, parcs d'habitations. Par ailleurs, la ville s'est étalée par l'établissement de nouveaux arrondissements urbains (dont Pudong), par l'ouverture de zones de développement économique et par le relâchement des projets de villes satellites initiés dans les années 1960 (Zhuo Jian, 2004).

A partir du début des années 1990, la construction massive d'habitations neuves va rapidement estomper ce cliché. Le nombre de tours construites au cours des années 1990 permet d'emblée d'évaluer l'ampleur du phénomène. De 1991 à 2000, sur l'ensemble du territoire de la municipalité de Shanghai, ont été achevées pas moins de 3 400 bâtiments d'une hauteur de plus de 28 mètres (10 étages) et 186 édifices de plus de 100 m² (33 étages). Leur construction s'est opérée au rythme d'un étage achevé tout les trois jours permettant la livraison d'un immeuble par semaine (V. Laurans, 2000).

Au tournant du XXI^e siècle, Shanghai, confronté à une pénurie endémique de logements, adopte alors une politique de grande envergure de construction d'immeubles résidentiels. Celle-ci poursuit trois objectifs majeurs : la mise à disposition d'un nombre satisfaisant d'appartements en périphérie urbaine ; la promotion de l'accession à la propriété de logements neufs ; le désengorgement du centre-ville surpeuplé (V. Laurans, 2005). Shanghai, donc, commence à peaufiner le remodelage de son visage urbain. La rapidité de cette métamorphose aura été prodigieuse : elle s'est opérée en moins de vingt ans.

Le développement du marché de l'immobilier résidentiel se traduit sur le terrain par un grand « remue-ménage », c'est-à-dire par une reconfiguration sociale de l'espace urbain sans précédent. De façon schématique, cette logique tend à disséminer la pauvreté dans des enclaves périphériques et à concentrer les richesses au cœur du centre-ville. Concernant les dix arrondissements composant ce territoire, 38 millions de mètres carrés de bâti ancien ont ainsi été détruits depuis 1990. Parallèlement, de 1992 à 2001 plus de 800 000 familles (soit 2,7 millions d'habitants) ont été déplacées vers les zones périurbaines où le service de transport collectif est insuffisant. Depuis l'annonce de la désignation de la cité comme site de l'exposition universelle en 2010, la rénovation du centre urbain aurait touché 98 750 foyers supplémentaires (environ 340 000 habitants) en 2002 et plus de 79 000 autres foyers (environ

270 000 personnes) en 2003. Au 1^{er} octobre 2004, la population concernée n'était estimée qu'à 9 500 foyers (environ 33 000 habitants) (V. Laurans, 2005). En août 2004, dans les huit arrondissements situés entre les routes de l'intérieur et de l'extérieur, 2 115 foyers et 566 entreprises ont été déplacés²²⁹. Quelle que soit la fiabilité des statistiques officielles, les résidents expulsés participent de façon contrainte à la « *gentrification* »²³⁰ du centre-ville. La rénovation de ces espaces densément peuplés, effectuée selon le mode de la destruction ou, plus rarement, selon celui de la restauration²³¹ induit en retour des manifestations régulières de mécontentement populaire. En termes purement économiques, l'intérêt des expulsions est pourtant indéniable. Selon Wang Lianli, leur poursuite serait même indispensable. En effet, la dynamique générée par les évictions massives entretiendrait la croissance de la bulle immobilière. Ils soutiendraient de la sorte le développement à venir de la cité²³². Les manifestations de colère des habitants n'ont pas diminué pour autant.

²²⁹ Source : Liu Ju, « Dongqian weisha zheyang nan ? », *Xin zhuzhai shidian*, (Pourquoi les déplacements posent-ils tant de difficultés ?, *New home vision*), 24 janvier 2005, l'article disponible en ligne, <http://www.newhouse.chinanews.com.cn>.

²³⁰ La « gentrification » est un néologisme anglo-saxon qui désigne une forme particulière d'embourgeoisement : il s'agit de l'arrivée d'une population à niveau social élevé dans un espace urbain populaire, au bâti dévalorisé, et de la réhabilitation de ses logements, appropriés par les nouveaux habitants. Ce processus a commencé dans les années 1960-1970 dans les grandes villes anglaises et nord-américaines et représente la principale forme d'embourgeoisement des centres urbains, longtemps délaissés par les classes aisées. Ce n'est pas le cas en France et en Europe continentale, où le centre a toujours été l'espace privilégié de l'aristocratie et de la bourgeoisie, comme dans les Beaux Quartiers de l'Ouest parisien. L'embourgeoisement de Paris est un phénomène ancien qui procède avant tout, encore aujourd'hui, par l'élévation du niveau social des quartiers déjà bourgeois ou moyens. Cela explique en partie la prise en compte tardive du processus de gentrification en France. Voir : Anne Clerval, « Le logement et l'habitat, éléments-clés du processus de gentrification. L'exemple de Paris intra muros », Journée d'étude jeunes chercheurs sur le logement et l'habitat, 20 mai 2005, GIS Socio-économie de l'habitat, IUP Créteil, [en ligne] http://resohab.univ-paris1.fr/jclh05/article.php3?id_article=19.

²³¹ Depuis 1999, deux îlots d'habitations ont fait l'objet d'opérations notables de restauration. Chacune d'entre elles s'est accompagnée du déplacement de la totalité de leur population d'origine : il s'agit de *xintiandi*, arrondissement de *luwan*, et de *jianyeli*, arrondissement de *xuhui*.

²³² Voir ce point notre chapitre 1, note 59.

Tableau 16 : Rénovation urbaine au centre-ville de Shanghai de 1995 à 2006

Année	Foyers déplacés	Dont habitation	Superficie (dix mille m²)	Dont habitation
1995	75777	73695	322,77	253.90
1996	89132	86481	342,95	258.86
1997	79857	77388	479,67	363.16
1998	78205	75157	452,22	343.94
1999	75185	73709	342,50	248.17
2000	70606	68293	365,77	288.35
2001	73728	71909	515,65	386.66
2002	101097	98714	644,53	485.00
2003	80858	79077	584,93	475.47
2004	42415	41552	308,40	232.52
2005	75857	74483	1222,53	851.85
2006	81126	76847	1516,85	848.35
Source : Annuaire statistique de Shanghai, 2007				

Plusieurs projets de recherches urbaines ont vu le jour à la fin des années 1990. La ville de Shanghai en est le symbole le plus vivant (V. Laurans, 2004). Dans ce domaine, Chen Yingfang, la directrice du département de sociologie de l'Université Normale de la Chine de l'Est, reprend la théorie du mouvement social afin de questionner le statut effectif du citoyen chinois contemporain et l'évolution du rapport entre l'État et la société (Chen Yingfang, 2006b). Ces dernières années, les villes en Chine ont été témoin de l'apparition de protestations organisées par la classe moyenne contre les violations de droits des propriétaires immobiliers chèrement acquis. Adoptant une approche des mouvements sociaux dans la recherche sur ce phénomène, les études de Chen Yingfang examinent les facteurs principaux qui affectent le cours et les résultats de ces événements et, par une telle analyse, illustre les caractères changeants de la relation entre l'État et la société. Dans ces protestations organisées, que l'auteur voudrait analyser, la classe moyenne en Chine a démontré une capacité d'arrangement des droits de propriété. Le système politique et la loi mettent des restrictions sur les citoyens, l'organisation autonome est de plus en plus devenue un obstacle à l'activisme de ces derniers et à la croissance de la société civile. Le décalage existant aujourd'hui entre « résidents passifs » et « citoyens participant à la vie de la cité » pose la

question de l'élaboration du lien social. L'émergence de la société civile à Shanghai se situe également au centre des préoccupations de Bao Yaming. Ses investigations transposent les thèses du « droit à la ville » et de « la production de l'espace » d'Henri Lefebvre dans le contexte shanghaien, et se focalisent sur les mutations de l'espace public²³³. Parallèlement, les universitaires travaillant sur les « communautés résidentielles» (*shequ*) envisagent l'espace résidentiel comme le lieu d'expression des luttes sociales et des rapports de force entre pouvoir et société²³⁴. Zhu Jiangang (2002) qui étudie les litiges relatifs au non respect des contrats de vente ou d'entretien du logement est toutefois plus nuancé. En outre, la presse et les chercheurs étrangers s'intéressent au développement urbain en Chine²³⁵. B. L. Read (2003) s'interroge sur la représentativité, ainsi que la portée des élections des comités de propriétaires (*Yezhu weiyuanhui*)²³⁶ à Canton, Chongqing et Pékin. Selon lui, leur formation, plus au moins encadrée par l'État, manifesterait la volonté des résidents urbains de participer à l'échelon le plus bas de la vie publique. Ces organisations contribueraient à la formation d'un lien social autonome basé sur la défense du droit des acquéreurs. V. Laurans (2001 ; 2005) a fait une série d'études sur le marché du logement et la rénovation de Shanghai. Pour comprendre le rôle joué par le confort moderne dans les déplacements de résidents urbains à Shanghai, elle fait les études sur la monographie du projet-pilote de restauration, dont fait l'objet le quartier historique de Jianyeli.

Cependant, en ce qui concerne Shanghai, ces travaux ne prennent pas en compte les nombreux migrants qui s'installent à Shanghai depuis les années 1990. Dans la pratique, comment s'effectuent aujourd'hui les expulsions ? Quelles sont les raisons de réactions favorables ou défavorables des habitants envers la rénovation, y compris de nombreux migrants ? En quels termes sont exprimées leurs attitudes ? La recherche du Yuanhenong, un quartier ancien dans la zone urbaine de Shanghai, permet d'avancer différents éléments de réponse.

8.2 La rénovation du Yuanhenong

Situé à proximité d'importantes opérations de restructuration urbaine, ce secteur est de toute évidence en voie de mutation sociale. La présence de plusieurs vagues d'immigration successives, leur visibilité dans l'espace paraissent participer de l'unité fonctionnelle de ce

²³³ Sur ce point, on se reportera les travaux de Bao Yaming (2001, 2003).

²³⁴ Cf. les travaux de Li Youmei (2002, 2004). Li Youmei, ancienne directrice du département de sociologie de l'université de Shanghai, a travaillé sur la réforme structurelle de l'administration urbaine de Shanghai et sur la gestion des nouvelles communautés résidentielles.

²³⁵ Pour un exemple dans la presse française, voir : Philippe Pataud-Célériér, « La Chine en mutation, Shanghai sans toits ni lois », *Le Monde diplomatique*, mars 2004.

²³⁶ Voir chapitre 4 note 162.

quartier. Depuis plusieurs années, le quartier de Yuanhenong se sait vouer à la réduction, à la réorganisation, voire à la destruction. Il vit dans une incertitude prolongée, dans l'attente d'un sort qu'il sait inéluctable, mais dont il ignore tout. De fait, périodiquement, des projets apparaissent, aussitôt abandonnés, puis repris ou modifié... La population n'en est guère informée, mais des bruits circulent, qui alimentent des rumeurs plus ou moins extraordinaires. Pour la rénovation de Yuanhenong, c'est une histoire terminée pour certains, en cours pour d'autres. Ce n'est pas encore l'histoire passée d'une rénovation puisque celle-ci est loin d'être terminée.

8.2.1 Le processus de déplacement à Yuanhenong

Les transformations du quartier de Yuanhenong ont été nombreuses : des opérations de rénovation conduites dans la perspective d'une percée urbaine ont à ce point marqué le quartier, au cours des années 1990, que l'idée de la fin probable de Yuanhenong comme quartier défavorisé était un sentiment partagé.

Les autorités de Putuo, l'arrondissement de Shanghai dont dépend Yuanhenong, mènent une politique de rénovation urbaine, à l'instar des autres secteurs de la zone urbaine. Dans ce contexte, les quartiers anciens dans ce territoire sont l'objet prioritaire. Aux yeux des autorités, le quartier de Yuanhenong ne constitue rien de plus qu'une simple poche de pauvreté enclavée au cœur d'un territoire stratégique. Il est considéré comme un lieu où les immeubles insalubres doivent être détruits, transformés en quartier plus moderne. La démolition et le départ des résidents sont considérés comme inévitables au cours de la rénovation urbaine.

Le déplacement des résidents s'est effectué, de 1996 à 2005, en deux temps. Durant la première phase (1996-1997), environ 40 foyers ont été déplacés vers les logements neufs en périphérie. Ce transfert a été dirigé par le gouvernement local pour la construction d'une station de gaz. Ce plan fut proposé par Mme Gu, la directrice du comité de résidents, lorsqu'elle était déléguée au Congrès populaire national local (*Renda daibiao*). Selon elle, « *Pour améliorer la vie quotidienne des résidents du Yuanhenong, j'ai formulé la proposition de construction d'une station de gaz tout près du quartier. Cette proposition a été approuvée par le gouvernement municipal [...] et mise en œuvre de 1996 à 1997, au moment où plus de 40 foyers ont été déplacés en périphérie* ». Dans une seconde phase (2002-2003), durant laquelle la privatisation du marché du logement s'est généralisée²³⁷, une société immobilière

²³⁷ La privatisation du marché du logement dure depuis longtemps. Avant 1949, ce sont des propriétaires (*Dizhu*) qui occupaient la plupart des logements et terres en ville. Après la fondation de la Chine nouvelle, le logement des citoyens était

est intervenue dans la rénovation urbaine. La réforme du droit d'utilisation du sol permet parallèlement l'ouverture d'un marché immobilier fleurissant et laisse augurer de substantiels profits. L'explosion du marché du logement favorisée par les directives du 10^{ème} plan quinquennal (2001 à 2005) suscite l'expansion d'une bulle immobilière. Cette phase se caractérise par les constructions nouvelles et modernes, implantées à l'intérieur de la ceinture autoroutière intérieure. Cette reconfiguration sociale de l'espace urbain tend à disséminer la pauvreté dans des quartiers populaires périphériques et à concentrer les richesses au cœur de la ville.

Au début des années 2002, Shanghai Xinfeng Real Estate CO., LTD²³⁸ avait eu un projet de construction d'un quartier moderne, pour la classe moyenne, à côté de la rue Baiyu, incluant quelques bâtiments d'une hauteur de plus de 20 étages. Cela concernait une partie des terrains de Yuanhenong. Officiellement, cette opération constituait un projet prioritaire pour l'arrondissement de Putuo. L'intervention des sociétés immobilières pouvait aussi régler la question du financement de rénovation, problématique depuis longtemps pour l'arrondissement de Putuo. Concernant ce point, l'autorité de l'arrondissement de Putuo a vendu une partie du sol de Yuanhenong à la société immobilière et a décidé de collaborer avec elle en déplaçant une partie des résidents du Yuanhenong²³⁹.

En août 2002, la société de déplacement (*Dongqian Gongsi*), qui a un statut d'entreprise d'État, est chargée de faire évacuer les lieux, diffuse par voie d'affichage public une première mise en demeure à l'attention des résidents de Yuanhenong. Cette annonce sur la démolition est distribuée à chaque foyer avec les délais spécifiés. Elle est suivie d'une opération d'information pratique. Chaque jour, les délégués de la société de déplacement fréquentent le quartier de Yuanhenong pour persuader la population de déplacer les foyers un par un. Les résidents se sont trouvés en face des deux règlements établis par la société de déplacement²⁴⁰ : « prendre de l'argent » (*na qian*), c'est-à-dire prendre une somme de dédommagement, dont le montant est de 30 000 yuans (environ 3 000 euros) auquel chacun peut prétendre sans

toujours attribué par l'unité de travail (*Danwei*) (*Fuli fengfang*), en tant que mesure sociale. La privatisation du logement est le maillon indispensable de la transformation de l'économie planifiée en économie de marché socialiste en Chine. En 1998, la Chine a commencé à réformer le système de logement public dans tout le pays. La distribution de logements aux employés a été remplacée par la commercialisation des logements. Depuis la réforme du système du logement, c'est à chacun de s'en occuper. Sur ce point, on se reportera l'article de Zhonggang shenxue (2007).

²³⁸ Shanghai Xinfeng Real Estate CO., LTD, un promoteur immobilier (*Fangdichan Kaifa Shang*), commence des activités immobilières à partir de mars 2000. Outre le développement des nouveaux projets immobiliers, ses services comprennent aussi la gestion des immeubles et des loyers. A cause d'opérations illégales lors de la vente d'immeubles, cette société est dissoute en mars 2007.

²³⁹ A chaque réaménagement, le scénario est identique. Une fois le terrain vendu par la municipalité de Shanghai à un promoteur public ou privé, l'administration de l'arrondissement met en place un groupe de négociateurs chargé de discuter, avec chaque famille du quartier, les conditions de son départ. Les habitants ont deux possibilités : soit ils optent pour une indemnisation calculée en fonction de la surface et de l'état de leur logement, soit ils acceptent un nouvel appartement très éloigné du centre-ville.

²⁴⁰ Il faut noter que la possibilité de relogement ne concerne que les propriétaires.

considération des caractéristiques de son logement propre, ou « prendre un logement » (*na fang*), c'est-à-dire, être relogé dans les nouvelles habitations en périphérie, offertes par la société de déplacement et dont la superficie dépend de la taille du foyer. En face de ces dispositions, une partie des résidents a accepté toutefois la proposition de la société de déplacement, et est partie dans les délais spécifiés. Les autres n'ont pas bougé en dépit d'une double réitération de l'avis d'expulsion.

8.2.2 Désaccords des habitants

Cependant, le déplacement n'est pas toujours facile. Depuis le début du processus d'expulsion de Yuanhenong, de nombreuses plaintes individuelles et/ou collectives incriminent la société de déplacement. L'arbitrage entre profits financiers et intérêts des citoyens s'avère délicat. Les désaccords des habitants concernent la forme et le montant des dédommagements attribués aux occupants de Yuanhenong en compensation de l'évacuation des lieux. Ceux-ci sont laissés à l'entière discrétion de la société de déplacement. Les termes de la transaction sont généralement défavorables aux habitants. Celle-ci consiste à leur fournir un modeste logement en lointaine banlieue ou à leur allouer une compensation financière jugée insuffisante. En face de ces dispositions, les habitants se sont trouvés dans un sentiment contradictoire : d'une part, les indemnisations de déplacement étaient évidemment insuffisantes pour acheter un nouvel appartement au même endroit que leur ancien logement en raison du prix sur le marché immobilier actuellement. Il était donc inutile d'espérer un relogement sur place ; d'autre part, le relogement est très éloigné et n'est pas pratique dans la vie quotidienne. Dans ce contexte, beaucoup de résidents ont été désorientés. Les membres du Parti communiste (*Dangyuan*), sous la pression de l'Administration, ont dû partir les premiers de Yuanhenong pour être relogés ailleurs. Comme le dit Mme Gu, « Les membres du Parti communiste ont eu des pressions de leur unité de travail, surtout ceux qui travaillent dans l'Administration. »

Un mois après la mise en demeure d'expulsion, une partie des résidents a répondu à l'injonction autoritaire de départ et à l'insuffisance de dédommagements, par un refus d'obtempérer. Le *statu quo* ne satisfait pas davantage les habitants. Ils considèrent ce déplacement comme un traitement « inégalitaire » (*bu gongping*), voire « contraire au bon sens » (*bu jiang daoli*), et en définitive « désavantageux » (*bu hesuan*). Dans l'ensemble, les compensations matérielles offertes par la société de déplacement sont jugées insuffisantes. Par ailleurs, les habitants trouvent que pour la société immobilière, le secteur de Yuanhenong est tout aussi indispensable, qu'inéluctable dans son plan. Concernant ce dernier point, les

résidents ont commencé alors à négocier, au cas par cas, avec la société de déplacement. Ils ont utilisé des modes de contestation²⁴¹ comme « semer le trouble » (*nao*) en s'en prenant aux agents de la société de déplacement pour obtenir de nouvelles propositions, plus avantageuses. Selon les résidents, « *c'est la société de déplacement qui tire le plus de profit du déplacement des habitants. Si tu ne négocies pas avec elle, elle peut retenir une partie des dédommagements. 'Semer le trouble' est nécessaire.* ». Il est vrai que les derniers résidents à partir obtiennent plus que les premiers. Yuanhenong devient alors la scène d'affrontements entre les autorités de l'arrondissement, représentées par la société de déplacement et les résidents insatisfaits. Le processus de déplacement est alors stoppé.

En tant que responsable de la mise en œuvre de l'opération, l'intérêt de la société de déplacement réside dans une exécution rapide des travaux, condition de promotion de sa carrière politique personnelle. Pour accélérer les expulsions, elle met alors en place deux stratégies différentes selon certains « foyers cloués » (*Dingzi hu*)²⁴² : tromperie et violence. Si la demande des habitants relative au montant des dédommagements est assez raisonnable, la société peut les satisfaire et hâter les déménagements. Sinon, des altercations souvent violentes peuvent en résulter. Dans de pareils cas, les personnes âgées très fragiles tombent très souvent en syncope et sont envoyées à l'hôpital. Le fossé entre les résidents et la société de déplacement ne manque pas de s'accroître. Comme le dit M. Cai qui habite dans les secteurs non rénovés, « *La société de déplacement expulse les habitants là-bas. C'est vrai que quelques uns ne veulent pas se déplacer pour une telle somme* ». Au dire des habitants, ils sont victimes de ce déplacement, en l'absence d'un dialogue direct entre l'autorité et les expulsés.

8.2.3 Le rôle du comité de résidents

Le comité de résidents joue un rôle primordial de médiateur en tempérant l'affrontement entre les résidents et la société de déplacement. Les actions menées par le comité de résidents pendant la rénovation sont toujours pensées dans un but particulier : il s'agit de concilier la relation entre les résidents et la société de déplacement pour confirmer leurs intérêts et en obtenir satisfaction. La médiatisation est nécessaire puisqu'elle permet de concilier les points

²⁴¹ V. Laurans (2005) montre les trois modes de contestation: « attendre » (*deng*) de nouvelles propositions plus avantageuses ; « s'en remettre à l'État » (*kao*) pour la gestion de leurs difficultés matérielles ; ou « semer le trouble » (*nao*) en s'en prenant aux agents de la société de déplacement.

²⁴² *Dingzi hu*, littéralement : « la famille clou ». Il désigne les ménages les plus déterminés à résister contre une directive de déplacement, comme un clou qu'on n'arrive pas à arracher du mur, des irréductibles de la rénovation urbaine, où promoteurs immobiliers et politiques ont fait bon ménage. Cette expression typiquement chinoise est devenue populaire dans les années 90 au moment de la vague de destruction des anciens quartiers notamment à Pékin.

de vue des parties prenantes au conflit. Une fois que le comité de résidents est là, encore doit-il réussir à imposer une image positive, ce qui a toujours été le cas.

La conciliation est une étape nécessaire pendant le déplacement des résidents. Le comité de résidents permet de donner voix aux résidents, les faire entendre, sans que ceux-ci soient nécessairement très nombreux. Comme le souligne Mme Gu, sa directrice, « *Nous connaissons tous les résidents ici. Nous vivons comme une grande famille. Les résidents nous font confiance et considèrent la société de déplacement comme les ‘autres’ inconnus qui envahissent leur territoire* ». En ce sens, il apparaît à la fois comme un conciliateur ou un médiateur entre les résidents et la société de déplacement. « *Le comité de résidents joue un rôle très important pendant ce déplacement, parce qu’une partie des résidents est en conflit avec les employés de la société de déplacement. Parfois, ils les considèrent comme ‘méchants, violents, inégalitaires’ et ne veulent pas négocier avec eux. Dans cette circonstance, le comité de résidents intervient pour concilier ce conflit et essayer de trouver la meilleure solution [...] En tous cas, nous sommes au milieu, entre la société de déplacement et les résidents [...]* ».

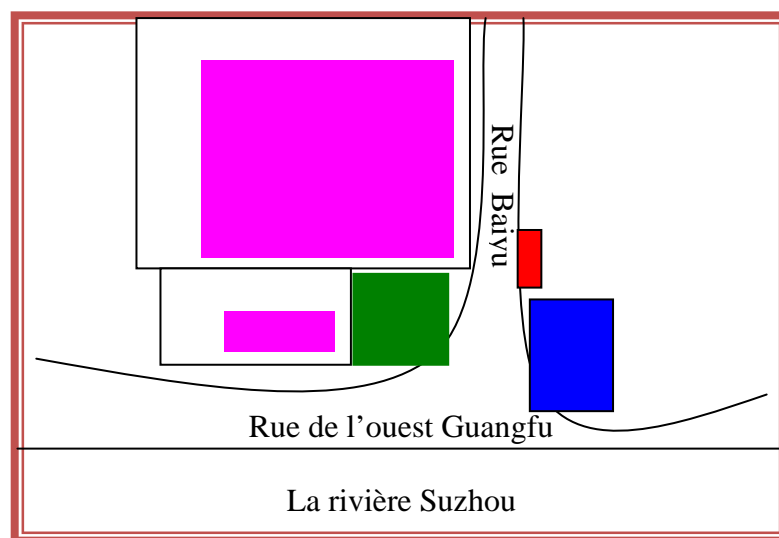
En outre, la présence du comité de résidents sur les lieux en rénovation peut inciter les autorités à jouer la carte de la négociation plutôt que celle de la répression, leur image étant en jeu. Le comité de résidents et la société de déplacement en sont pleinement conscients. Si les délégués de la société de déplacement envahissent les logements des habitants et les expulsent avec violence, la pression va sans doute monter. La conciliation, donc, est plus nécessaire qu’importante. La conciliation par le comité de résidents porte rapidement ses fruits : 42 foyers (environ cent personnes) ont déménagé au début de 2003. En deux ans, quelques bâtiments d’une hauteur de plus de 20 étages ont été construits sur le site du secteur démoli (voir : Photo 22).

Tableau 17 : Opérations réalisées dans le territoire de Yuanhenong

Année	Foyers relogés	Raisons divers
1996-1997	40 foyers	La construction d'une station de gaz
2002-2003	42 foyers	La construction d'un quartier moderne
2005	Démolition des usines laissées à l'abandon	La construction d'une pelouse publique

Source : les chiffres fournis par le comité de résidents

Figure 33 : Plan du Yuanhenong en rénovation



Source : travaux de l'auteur

Légende :

- Le secteur démoli de 1996 à 1997 où est construite une station de gaz
- Le secteur démoli de 2002 à 2003 où est construit un quartier moderne
- Le secteur démoli en 2005 où est installée une pelouse publique
- Les secteurs non rénovés

Photo 22 : Le quartier moderne construit sur l'emplacement d'un secteur démol



Source : photographie de l'auteur

Le déplacement partiel au Yuanhenong illustre un conflit entre l'autorité du gouvernement représenté par la société de déplacement et les résidents. Selon Mme Gu, « *Ce déplacement en 2002 concerne seulement une partie des résidents au Yuanhenong. Et pour les résidents restés, la question du déplacement massif est toujours un sujet de discorde* ». Quelles sont leurs attitudes envers le déplacement prévu, favorables ou défavorables, y compris celles des migrants avec lesquels ils cohabitent ? Ce sont de nouvelles questions en face de nous.

A partir de ce moment, la situation dans ce quartier s'est fortement déstabilisée. Les projets de rénovation générale sont restés suspendus, aucune information n'a jamais été donnée depuis 2003. La population du quartier de Yuanhenong connaît des mouvements relativement importants qui conduisent à l'augmentation de la proportion de nouveaux arrivants, le quartier se dégrade rapidement... Un sentiment d'insécurité se développe nettement, lié aux occupations massives par les travailleurs migrants, peu contrôlés par l'autorité locale, et d'autant plus que des petits vols, de la drogue et des prostituées font une apparition encore discrète, mais réelle²⁴³.

²⁴³ Nous ne pouvons pas dater exactement ni citer de chiffres. Mais la plupart des interviewés dans le quartier de Yuanhenong ont une expérience d'avoir été volé un ou deux fois. Les habitants de souche accusent les nouveaux venus de pourrir la situation déjà difficile.

8.3 Attitudes envers le déplacement

Pour comprendre le choix des ménages qui sont restés dans les secteurs de Yuanhenong non rénovés, il faut d'abord tenir compte des conditions dans lesquelles s'opère le départ, les réactions individuelles et collectives que suscite la rénovation du quartier.

8.3.1 Les habitants locaux

Des entretiens auprès des résidents en relation avec la rénovation, deux mentalités se dégagent : l'une, traditionnelle, conservatrice, serait sensible avant tout aux risques de changement, à la perte des valeurs anciennes, et vivrait de nostalgie ; l'autre, ouverte au « progrès », comprendrait mieux les nécessités de l'heure, l'évolution inéluctable des situations acquises, les avantages et l'urgence de la modernisation en cours. Cette distinction nous fut proposée explicitement par leurs expressions.

8.3.1.1 Les réactions défavorables

La rénovation urbaine ne suscite d'ordinaire que peu d'enthousiasme chez les habitants locaux qu'elle concerne. Chargée de souvenirs et de préjugés, inquiète sur son avenir, méfiante envers la société de déplacement, la population ne ressent guère l'urgence de l'opération dont elle voit d'abord les inconvénients. Beaucoup ressentent la rénovation comme une intervention destructive, une intrusion dans leur domaine, devant laquelle ils se rebiffent.

« Je ne vous demande rien, moi, la paix, vous voulez nous écraser avec vos bulldozers [...] Je ne veux pas habiter avec mon fils, qui loge dans un appartement neuf. Pour moi, je préfère ici. Ce qui fait me plaisir c'est le bon voisinage... ».

(Mme Miao, 82 ans, installée dans le quartier depuis la naissance)

Les vieillards ne sont pas les seuls à réagir ainsi, mais tous ceux que l'âge, la pauvreté, l'isolement, rendent vulnérables à tout changement. Un logement neuf n'est pas encore pour eux un besoin vital, mais seulement luxe et fantaisie. Comme l'a écrit H. Coing (1966), « En ce domaine, ils évaluent leur besoins en fonction de la situation présente, voire en deçà, et peinent à dépasser cette donnée pour se proposer des objectifs nouveaux, envisager d'autres perspectives. Le seuil des aspirations n'est pas franchi. Lorsqu'ils explicitent leur attitudes, leur motifs qu'ils en donnent révèlent bien à quelle profondeur se situent leur résistances » (p.122).

Selon mes entretiens auprès les habitants, nous pouvons classifier les motifs résistants à la rénovation en trois niveaux :

- l'attachement au quartier. C'est surtout les personnes âgées qui y habitent dès l'enfance.
- la faiblesse des ressources. Le relogement en banlieue signifie une dépense pour le logement, la vie quotidienne, le frais de transport, etc.
- la proximité du lieu de travail. Pour ceux qui travaillent au centre-ville, le relogement en banlieue est un inconfort.

« Mon fils travaille au centre-ville. Si nous déménageons en banlieue, il va mettre deux ou trois heures en aller et retour chaque jour, c'est vraiment pas pratique pour lui. Pour les retraités, ça va, en tout cas ... »

(M. Chen, 54 ans, membre du comité de résidents
installé depuis la naissance)

Ces réticences devant la rénovation conduisent souvent ces personnes à partir avant même sa mise en œuvre et à louer leur ancien logement à des migrants.

« Mon fils a acheté un appartement d'occasion proche d'ici. Nous déménagerons et louerons notre ancienne maison aux migrants. Maintenant, de plus en plus de foyers sont partis comme nous... Ceux qui sont restés sont les personnes âgées, les familles pauvres, et les migrants... » .

(M. Xia, 70 ans, installé depuis la naissance)

En outre, pour beaucoup, le moment du choix est une rude épreuve, déchirés qu'ils sont entre deux sentiments contradictoires, la peur du saut dans l'inconnu, et le désir du confort.

« La rénovation, je suis pour, incontestablement [...] Tout est vétuste et trop de migrants se rassemblent ici, ils auraient dû démolir plus vite [...] Si l'on est démoli, je vais être forcée de le quitter et sauter dans un monde nouveau où le voisinage est inconnu. J'ai peur de tout ça... ».

(Mme Zhang, 48 ans, nettoyeuse,
installée dans le quartier depuis 1986)

L'hésitation est ici la règle, comme l'alternance d'acceptations et de refus. Comme l'a décrit H. Coing (1966), « L'on en voit changer d'avis trois, quatre fois, revenir même sur leur

décision une fois installés, pris de peur à l'idée des échéances mensuelles ; les dossiers gardent la trace de ces valse-hésitations, qui mettent à rude épreuve la patience des responsables » (p.123). C'est vrai que cette crainte, au moment de franchir le pas, dérange leur décision. Cette ambiguïté constante des propos met en lumière l'incertitude des périodes transitoires, où l'attrait du futur est sans cesse combattu par la nostalgie du passé : « *Notre quartier était pas mal. Nous avons de bonnes relations dans le voisinage. Si on le démolit, nous ne pourrions plus bavarder ensemble toute la journée comme d'habitude* ». (Mme Gao, 47 ans, retraitée, installée dans le quartier depuis 1985)

8.3.1.2 Les réactions favorables

On rencontre dans le quartier d'autres comportements face au relogement. Ce sont des habitants qui veulent voir le quartier démoli en vue de l'amélioration de leur condition du logement. Il se produit aussi une contagion du relogement direct : « *J'ai envie de partir, ce qui m'influence beaucoup, c'est de voir les autres partir alors que je reste, moi, dans un taudis pareil. Je ne peux pas le supporter. Je voudrais moi aussi un bel intérieur* ». C'est la dynamique propre à la rénovation : la démolition des taudis, l'apparition des immeubles neufs, contribuent à modifier progressivement les attitudes. La mentalité a beaucoup évolué. La plupart en viennent à penser que le quartier ancien était dégoûtant. Quand ils ont vu l'état des murs, des petites allées, ils m'ont toujours dit leur espoir de le quitter.

Ici, deux raisons expliquent leurs réactions favorables :

- le rassemblement des migrants en masse. Au cours de mes entretiens, les interrogés se sont toujours plaints des problèmes de migrants. Selon eux, c'est les migrants qui dérangent la vie du quartier.

« *Je pense que la meilleure solution est de démolir le quartier et d'exclure les migrants. Sinon, on n'a pas de vie tranquille...Nous espérons la démolition le plus vite possible.* »

(Mme Qin, 65 ans, retraitée, installée dans le quartier depuis 1967)

- la mauvaise condition de logement.

« *Nous sommes cinq personnes à habiter dans un logement de 17 m². C'est trop bondé et inconfortable. Mais, par manque d'argent, nous n'avons pas d'autres choix. Nous avons dû attendre la démolition des vieux immeubles avant d'être relogés dans des nouvelles habitations.* »

(Mme Dong, 65 ans, retraitée, installée dans le quartier depuis 1975)

Aux intolérables contraintes du passé, surpeuplement, cohabitation, succède la possibilité d'une autonomie réelle de la cellule familiale et de chacun de ses membres. Cependant, le retard pris par la rénovation les déprime plus ou moins.

Encadré 16 : Extrait d'un journal du terrain

En 27 décembre 2006, j'assiste à une réunion du comité de résidents portant sur une discussion collective relative à la rénovation du quartier.

Zhang : « *On a entendu que la rénovation va être retardée pour divers raisons* ».

Luo : « *Pourquoi il ne va pas être démoli, je ne comprend pas ? Nous parlons toujours de la démolition, mais en fait ça ne change rien depuis plusieurs années. Ici, tout est vétuste ... Nous devons y vivre pour quelques années encore. Ça me déprime...* ».

Wang : « *Nous ne connaissons pas la politique de l'État. Ce que nous pouvons faire c'est d'attendre, d'attendre...* ».

Chen : « *En tout cas, la démolition de ce quartier aura lieu tôt ou tard...* »

Aussi, comme le souligne Mme Gu, « *La plupart des habitants veulent la démolition du quartier parce qu'il est très déplaisant. Mais le désaccord est toujours sur le montant des compensations auxquelles chaque foyer a droit* ».

La classification, renouvelant l'opposition des anciens et des modernes, ne peut donc nous satisfaire. Elle se base trop exclusivement sur les opinions exprimées, l'agrément ou le désagrément ressenti, et sur un comportement isolé. Face à la rénovation, et aux changements qu'elle provoque, les attitudes positives ou négatives d'un ménage ne revêtent pleine signification que situées dans leur contexte économique, à l'intérieur d'un style de vie, d'un réseau de relations, d'une vie de famille, d'une histoire personnelle enfin. C'est en étudiant les conséquences, les répercussions de la rénovation et du choix fait par les ménages sur leur vie quotidienne, que nous pourrions en comprendre le sens et la justification.

8.3.2 Les nouveaux arrivants : l'exclusion du logement²⁴⁴

La question du relogement pour les migrants est toute différente. Ce n'est seulement pas d'expropriation, mais d'expulsion des habitants de leurs immeubles qu'il s'agit... Ce

²⁴⁴ L'article sur les idées principales de cette partie a été publié dans la Revue *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques) n° 2, 2008, intitulé « Juzhuquan yu shimin daiyu : chengshi gaizao zhong de disifangqunti » (Le droit au logement et la citoyenneté : le quatrième groupe dans la rénovation urbaine).

paradoxe nous interpelle sur les raisons pour lesquelles les migrants, en situation légale, n'ont aucun droit au relogement...

Les habitants locaux peuvent défendre leurs intérêts pendant la rénovation auprès du gouvernement et des sociétés immobilières en leur demandant la compensation la plus élevée possible. Cependant, nous trouvons d'autres phénomènes intéressants pendant le processus de la rénovation : plus de milles migrants qui se sont installés dans ce quartier depuis longtemps ne participent pas à ce conflit, à l'inverse, ils ont une attitude plutôt indifférente. Comme des « outsiders », la démolition du quartier, pour eux, signifie seulement une rupture résidentielle supplémentaire, temporaire et transitoire. En comparant avec les autochtones, les attitudes des migrants envers la rénovation sont plus unanimes : un sentiment défavorable. Pour eux, la rénovation de Yuanhenong ne signifie que l'expulsion, sans relogement officiel ni dédommagement. Cela les conduit à rechercher à nouveau un logement pour ne pas devenir des sans abris.

M. Zhou, 40 ans, petit commerçant originaire de la province de l'Anhui est parti avec sa femme de son village en 1993. Comme dit-il, *« Nous sommes très pauvres dans les régions rurales, puisque la terre ne peut pas procurer d'argent. Et je ne veux pas travailler dans les champs comme mon père [...] A ce moment, j'ai connu un Shanghaien qui habitait dans mon village depuis plusieurs années. Il m'a proposé de gagner de l'argent à Shanghai où, selon lui, il est plus facile de devenir riche [...] Donc, j'ai emprunté 1500 yuans (environ 150 euros) à mes proches, puis décidé de venir à Shanghai avec ma femme... »*. Après leur arrivée à Shanghai, le couple Zhou trouvait un logement dans un quartier défavorisé proche de Yuanhenong et y habitait depuis huit ans. Mais en 2001, pour la construction d'un quartier moderne, ce quartier a été démoli et les migrants ont été expulsés. Puis, Zhou et sa femme a déménagé dans un autre quartier proche. De même, un an après, ils ont été expulsés une fois encore à cause de la même raison. Et finalement, en 2005, ce couple a déménagé au Yuanhenong, où il a loué une chambre d'une dizaine mètres carrés pour 500 yuans (environ 50 euros) de loyer par mois. Depuis son installation dans ce quartier, Zhou a fait venir environ 40 personnes de son village. Pour lui, maintenant, Yuanhenong est comme son village propre. Mais, il ne sait pas où il ira si Yuanhenong est démoli...

Figure 34 : Le parcours résidentiel de la famille de Zhou



Source : travaux de l'auteur

N.B. : Depuis 2000, la famille de Zhou a déménagé quatre fois à cause de la rénovation urbaine. Le lieu E est le déplacement en cours au moment de l'enquête.

De même, selon les habitants urbains, il semble qu'il soit « normal » d'expulser les migrants pendant la rénovation.

Encadré 16 : Extrait d'un dialogue sur l'expulsion des migrants

Un jour de passage au comité de résidents, j'ai été témoin d'un dialogue sur l'expulsion des migrants.

A : « Ici, c'était très sale et désordonné. La seule méthode est d'expulser les travailleurs migrants en masse. Sinon, on ne peut pas vivre tranquillement. »

B : « Oui, oui, tout à fait... Les travailleurs migrants sont des locataires. C'est nous qui sommes des propriétaires. C'est nous qui pouvons obtenir la compensation pendant la rénovation ».

C : « Donner les logements aux campagnards, c'est pas possible. Nous sommes nous, eux sont eux, ce n'est pas pareil ».

Pour analyser ces phénomènes, quelques-uns s'en prennent à la mobilité des migrants et au système du *Hukou*. Comme le dit un membre du comité des résidents, « Avec leur grande mobilité et fluidité, il leur est impossible de s'installer pendant longtemps dans un endroit, donc nous n'avons pas le devoir de leur fournir des services. Si le quartier est démoli, ils vont sans doute être expulsés [...] Mais pour ceux qui épousent des habitants locaux, ou qui ont un droit de propriété ici, le gouvernement peut leur porter assistance conformément aux textes [...] ». D'autres chercheurs utilisent la théorie de « l'exclusion sociale » de F. Parkin, sociologue américain, pour expliquer pourquoi les travailleurs migrants sont rejetés des la ville en Chine (Li Qiang, 2001).

En fait, pourquoi le droit au logement des travailleurs migrants est-il ignoré et négligé par la société urbaine ? Y a-t-il d'autres explications pour fournir une base valide ?

8.3.2.1 Arrangements avec le système et position réelle

Généralement, « le certificat de résidence » (*Juzhu Zheng*) était considéré comme le document qui donnait droit au logement en ville. En 2002, Shanghai a réformé « le système de certificat de résidence » (*Juzhu Zheng Zhidu*). Son objet d'ouverture a porté alors sur « les talents importés » (*Yinjin Rencai*). L'application de cette réforme a apporté beaucoup d'inquiétudes et de controverses. Afin de manifester le principe de justice sociale et de sauvegarder les droits et les intérêts des migrants, en octobre 2004, le gouvernement municipal a corrigé ce règlement en élargissant son objet à « toutes les personnes qui logent à Shanghai » et à ceux qui ont le « certificat de résidence ». Ainsi peuvent bénéficier du traitement résidentiel tous ceux qui remplissent les conditions ci-dessus citées. Mais, cette condition est limitée à ceux qui ont un contrat de travail de plus de six mois ou un permis de commerce. Evidemment, ces deux règles et ce double critère, emploi et logement, excluent la plupart des travailleurs migrants.

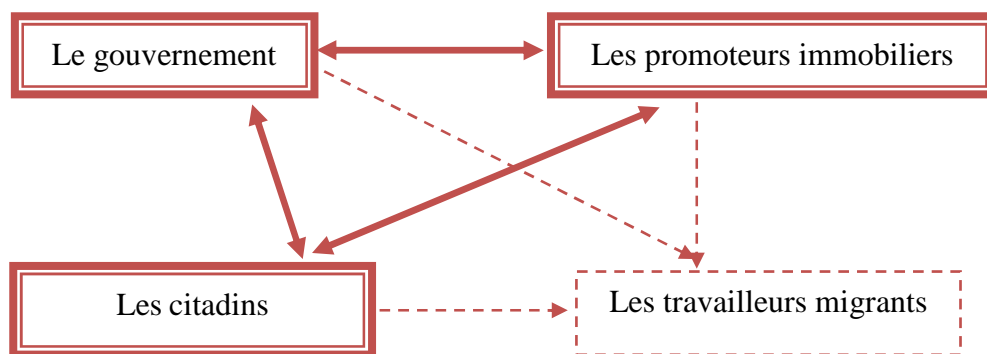
De même, en octobre 2004, le gouvernement municipal a mis en application une réglementation relative à la location des logements à Shanghai, comme son nom l'indique « les règles de gestion pour louer des logements à Shanghai » (*Shanghaishi Juzhu Fangwu Zulin Guanli Shishi Banfa*). Selon cette réglementation, « la superficie du logement ne peut pas être de moins de dix mètres carrés par personne ou la superficie utile ne peut pas être de moins de sept mètres carrés par personne. Pour les dortoirs offerts par des employeurs, la superficie du logement ne peut pas être de moins de six mètres carrés ou la superficie utile ne

peut pas être de moins de quatre mètres carrés »²⁴⁵. Par ailleurs, il faut appliquer sévèrement les règles de l'enregistrement etc. Mais en fait, une grande partie des travailleurs migrants louent des logements de moins de sept mètres carrés par personne. Une telle condition, peut sans doute conduire les travailleurs migrants à vivre difficilement. Parmi les travailleurs migrants, peu d'entre eux peuvent louer un logement où la superficie est de plus de dix mètres carrés par personne et la superficie utile de sept mètres carrés par personne. Si le gouvernement applique strictement cette réglementation, aucun migrant ne pourra prétendre à un logement. Sans logement public fourni par le gouvernement, les travailleurs migrants qui ont un faible revenu n'ont d'autre choix que d'établir un contrat illégal avec les propriétaires, ou d'être expulsés en dehors de la ville (Chen Yingfang, 2005).

Par ailleurs, une des principales limites des réformes de la rénovation dont sont victimes les migrants est qu'elle est spécifiquement basée sur le *Hukou*. En général, la rénovation urbaine est considérée comme une action urbaine liée aux habitants urbains. Ici, les « habitants urbains » signifient que les gens qui ont le *Hukou* urbain. Autrement dit, ce droit est basé sur le *Hukou* urbain. Cela aussi écarte la plupart des travailleurs migrants n'ayant pas de *Hukou* local.

Si nous analysons le processus de la fonction entre les groupes d'intérêts, nous pouvons trouver les phénomènes comme illustrés ci-dessous.

Figure 35 : Relation entre les différentes parties durant la rénovation



Source : travaux de l'auteur

Dans ce processus, le gouvernement, les promoteurs immobiliers et les citoyens, représentent respectivement le pouvoir politique, les intérêts économiques privés et la société civile. Ils constituent les trois acteurs principaux en conflit sur les questions comme la

²⁴⁵ Voir : « Shanghai shi Juzhu Fangwu Zulin Guanli Shishi Banfa » (Réglementation pour la location des habitations de Shanghai), 1 octobre, 2004, [en ligne] http://www.chinacourt.org/flwk/show1.php?file_id=96215

compensation et la relocalisation. Mais les travailleurs migrants sont toujours expulsés pour des diverses raisons comme « n'ont pas d'adresse permanente dans le registre de la municipalité », « n'ont pas le droit de propriété » etc. Ils ne sont donc pas dans la même position que « les citoyens ». Ils sont considérés comme « étrangers » et sont sans droit. Pourtant, c'est un fait social et indéniable que les travailleurs migrants s'installent massivement en ville.

C'est la ville elle-même qui établit toutes sortes de limites et de barrières au droit au logement des travailleurs migrants. Malheureusement, cette situation n'est pas au centre des discussions ou des négociations. Autrement dit, la société (y compris les migrants eux-mêmes) approuve cet état de fait et cela conduit à une forme d'invisibilité des migrants.

Cependant, de plus en plus, d'importance est accordée à la question du logement des travailleurs migrants en ville. Au niveau du gouvernement central, les réformes ont été mises en œuvre dans les années récentes. En juin 2003, le pays a annulé le « Système de détention et de rapatriement » (*Shourong Qiansong Zhidu*)²⁴⁶. Cela suppose que les migrants peuvent accéder à la ville et y habiter. En 2005, le Ministère de la construction a considéré « la solution sur le mécanisme efficace de logement des travailleurs migrants en ville » comme un des objectifs prioritaires de l'année. En 2004, Huzhou, une région dans la province du Zhejiang, a lancé une réforme sur « le fonds de réserve commun des travailleurs migrants » (*Nongmingong Zhufang Gongjijin*)²⁴⁷. Ce système a été bien apprécié par le travailleur rural en général. En outre, pour améliorer la condition de logement, des villes comme Pékin et Shanghai essayent de construire « des logements à loyer bon marché » (*Mingong Lianzu Gongyu*)²⁴⁸.

Malgré toutes ces politiques sur « les droits et les intérêts des travailleurs migrants », il reste évident que « le droit au logement » des travailleurs migrants est toujours basé sur les besoins des villes.

8.3.2.2 L'exclusion du logement d'un groupe silencieux

Le logement représente un élément déterminant de la vie sociale puisque sans lui on ne peut pas avoir de vie familiale satisfaisante, on ne peut pas accéder à l'emploi, on ne peut pas préserver sa santé... Ainsi, « le logement apparaît comme un élément d'insertion sociale, il

²⁴⁶ Voir chapitre 3 note 131.

²⁴⁷ Selon cette règle provinciale, le travailleur rural établit un compte commun de fonds de réserve où l'unité de travail et le salarié déposent 66 yuans (environ 6,60 euros) chaque mois respectivement. Après six mois, les migrants peuvent solliciter des prêts au logement.

²⁴⁸ En 2004, le premier immeuble de travailleurs de Shanghai est construit dans le district de Jiading. Il peut loger 30 000 travailleurs migrants. L'investissement est environ 300 millions yuans (environ 30 millions d'euros).

rend possible l'exercice de l'ensemble des droits fondamentaux » (E. P. Guiselin, 2002, p. 133).

Ici, nous proposons le concept de « quatrième groupe » pour expliquer l'exclusion massive des travailleurs migrants pendant la rénovation urbaine. D'une part, les travailleurs migrants restent toujours dépendants de la rénovation. Pour ce quatrième groupe, le droit au logement est toujours négligé par la société urbaine. D'autre part, les travailleurs migrants ignorent également leur « droit au logement ». Ils sont un groupe silencieux.

Depuis la parution du livre de F. Parkin en 1974, l'expression « exclusion sociale » a fait florès en sciences humaines. Selon lui, « Il y a deux sortes d'exclusion : l'exclusion collective et l'exclusion individuelle. L'exclusion collective peut produire un collectif commun, qui peut être exclu par le tout. Cela va causer la réponse intense, le conflit social ». De même, comme le souligne d'autres chercheurs chinois, « l'exclusion sociale est un processus dynamique, principalement visible dans la société, qui par l'influence mutuelle entre de diverses dimensions va repousser un group particulier » (Zen Qun & Wei Yanbin, 2004).

Nous voudrions utiliser la notion d'« exclusion collective du logement » pour expliquer le processus de l'exclusion au logement contre les travailleurs migrants en ville. Face à divers barrières posées par le gouvernement municipal, les travailleurs migrants eux-mêmes sont dépourvus d'une conscience de leur privation de droit. Ils ne peuvent pas l'exprimer. Pendant mes entretiens au Yuanhenong, la plupart des migrants m'ont dit qu'« ils ne sont pas des citadins », « ils n'ont pas le *Hukou* de Shanghai » pour expliquer leur situation actuelle et leur silence face au phénomène de l'expulsion. Ce qu'ils doivent faire est de « déménager une fois encore » ou « revenir à la campagne ». Quelques-uns considèrent ce genre de silence comme les caractéristiques des « groupes vulnérables » (*Ruoshi Qunti*) y compris chez les pauvres urbains (Tang Binyao, 2005). Cependant, en Chine actuellement, de plus en plus d'habitants urbains ont une conscience de leur capacité à sauvegarder leurs intérêts (Chen Yingfang, 2006b ; Ren Bumei, 2005).

Ce qui cause le silence face à l'exclusion au logement est une forme d'absence de conscience collective. Autrement dit, cette sorte de « silence » est leur seul choix possible. Comparativement aux questions comme « ne peut pas recevoir de salaire », « travailler toute une année pour rien », l'exclusion au logement apparaît plus secrète et difficile à découvrir.

En résumé, c'est seulement sous l'effet d'une double tension entre le système de gouvernement qui invisibilise les migrants et l'absence de leur conscience collective que les travailleurs migrants sont silencieux face de l'exclusion au logement. En plus, cette

inconscience collective du droit au logement, construit d'une part une base valide pour le système existant ; devient d'autre part un mécanisme important pour entretenir ce système.

8.4 Hétérogénéité des projets résidentiels

8.4.1 Hétérogénéité de la population

Les caractères sociaux et démographiques de la population logée au Yuanhenong sont le résultat du jeu de divers facteurs : état du logement, structure locale de la propriété immobilière, origine différente et profession etc. Les conditions de formation de la population dans un quartier propre et l'hétérogénéité sociale et culturelle qui en résulte se traduisent par des catégories sociales différentes. Comme l'a écrit M. Pinçon (1982), « Qu'il s'agisse d'un quartier ancien, il existe généralement une familiarité profonde des habitants avec leur cadre de vie et un réseau d'interconnaissances entre les personnes et les groupes qui occupent le même espace. Les relations sociales peuvent s'appuyer sur un ensemble de savoirs partagés tels que chacun sait ce qu'il a à faire en toutes circonstances ordinaires, sachant pratiquement à qui il a à faire socialement » (p. 91). La présence simultanée constitue un facteur de diversification de la population. En fonction de la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage, Yuanhenong loge une proportion sensiblement plus élevée de catégories populaires, tout particulièrement d'ouvriers, artisans et petits commerçants.

L'hétérogénéité sociale, au Yuanhenong, est bien plus accusée que ne le laisserait supposer la seule répartition selon les catégories socioprofessionnelles. D'une part, ce critère ne suffit pas à définir la totalité des paramètres sociaux et démographiques des ménages et d'autre part, il ne suffit pas à apprécier les positions sociales. Ces positions, en raison de l'âge ou la profession, par exemple, et résultant d'histoires individuelles qui leur donnent tout leur sens, sont liées à des dispositions divergentes, voire contradictoires.

Vivre dans une grande ville implique le plus souvent de côtoyer des individus ou des groupes dont on considère les origines et les pratiques culturelles (au sens anthropologique large) comme différentes des nôtres. Depuis les travaux de l'École de Chicago dans les années 1930, l'hétérogénéité (culturelle et sociale) est considérée comme une caractéristique fondamentale des sociétés urbaines. Y. Grafmeyer (1991) propose que les deux dimensions essentielles de cette hétérogénéité soient la distance sociale (qui renvoie aux places occupées dans la division du travail et aux hiérarchies socio-économiques qui en découlent) et l'altérité (différences liées à la nationalité, l'origine géographique ou « ethnique », aux références culturelles, à la religion, etc.). L'intersection de ces deux grands vecteurs d'hétérogénéité

urbaine, combinée avec un certain nombre d'autres facteurs relevant des structures matérielles et des configurations sociodémographiques propres à chaque milieu, engendre une grande diversité d'enjeux et de modalités de coexistence à l'échelle locale.

La sociologie urbaine a été attentive, depuis Georg Simmel, aux effets de la grande ville sur le rapport entre individu et société. Comme le décrit Simmel en 1903 sur l'expérience d'un anonymat dans les villes : « des barrières verrouillées partout », et il voit dans cette expression les problèmes généraux du sentiment de vie moderne. Selon Simmel, le rapport « anonyme » à la communauté est une des caractéristiques de la société urbaine moderne²⁴⁹. Mais les relations sociales ne sont pas socialement anonymes dans les villages. De même, dans les vieux quartiers urbains, chacun sait, ou moins croit savoir, à qui il parle, qui il côtoie. « Ici, c'est comme un village. On rencontre un enfant, souvent on va connaître les parents, on va connaître la grand-mère, l'oncle et la tante peut-être, enfin toute une cellule », précise un habitant, « en fait, c'est lié à une tradition, à une histoire, à un passé »²⁵⁰. Au Yuanhenong, les migrants sont « trop » visibles, ce qui tient une place importante dans les discours des autochtones. Seuls groupes sociaux bien visibles, les communautés migrantes servent de boucs émissaires : chargées de la responsabilité des difficultés de la vie quotidienne au Yuanhenong, elles permettent de construire une explication apparemment rationnelle, cohérente, d'un univers social dominé par l'incohérence vécue. L'évidence de la différence, du point de vue des autochtones, est pour une part, due au principe de la désignation des migrants comme boucs émissaires. Les migrants sont dénoncés d'une façon ou d'une autre. Il est fréquent qu'ils tiennent une place centrale dans les entretiens avec les autochtones et il arrive que leur rejet, l'opprobre qui les frappe, prennent une tonalité inquiétante. La malpropreté, le climat d'insécurité ressenti, l'impossibilité d'utiliser l'aire de jeux, tout cela est renvoyé à un schéma d'explication rassurant dans sa systématisme : la présence des migrants.

Comme ailleurs, l'arrivée des migrants est une plongée brusque dans l'anonymat, la nécessité d'identifier autrui et se faire situer socialement par lui. Autrement dit, l'anonyme propre au Yuanhenong dépend de l'accès des migrants. Cette prise de conscience a cristallisé une « question migrante », surtout dans le champ de cohabitation urbaine. « Les opérations ordinaires de classement, écrit Bourdieu, doivent d'autant plus s'appuyer sur le symbolisme pour en inférer la position sociale que le degré d'interconnaissance est plus faible : dans les

²⁴⁹ Ces idées sont avancées par Georg Simmel dans *Métropoles et mentalité*, un article datant de 1903 mais qui conserve une pertinence pour la saisie des formes de l'esprit urbain.

²⁵⁰ Par exemple, je marche dans la rue principale du Yuanhenong avec M. Chen, un habitant local. Pendant une distance de 200 mètres, il dit 'bonjour' à environ 10 habitants. Je lui demande s'il connaît tous les occupants au Yuanhenong. Chen m'a dit qu'il connaissait la plupart des habitants locaux, les personnes âgées, mais peu de migrants.

villages ou les petites villes, le jugement social peut s'appuyer sur une connaissance à peu près exhaustive des caractéristiques économiques et sociales les plus déterminantes à orienter le jugement social et les stratégies mises en œuvre dans les interactions » (P. Bourdieu, 1978, p.19). Ce qui est en jeu dans les relations au lieu de résidence, ce sont les conditions de la cohabitation quotidienne, la définition de la place de chacun et, en particulier, le partage de l'espace. Cependant, la cohabitation ne fait que rapprocher des groupes plus ou moins hétérogènes mais ne peut pas modifier les rapports qu'entretiennent ces groupes dans leurs formes.

Le fait que les autochtones et les migrants cohabitent dans le même espace résidentiel exprime la rencontre provisoire de trajectoires sociales fort diverses. Aussi, l'hétérogénéité sociale appréciée seulement sur la base des répartitions en catégories socioprofessionnelles serait-elle sensiblement sous-estimée. Les *habitus* différents et les caractéristiques des groupes tendent à diviser les occupants au Yuanhenong en deux groupes opposés : les autochtones et les migrants. Mais au-delà de cette dichotomie simplificatrice, il faut affiner l'analyse et comprendre les logiques différentes qui rapprochent les deux groupes très divers et qui opposent des individus ayant peut-être la même appartenance sociale. Tout cela construit la représentation sociale du Yuanhenong dont les jugements ne sont pas élaborés uniquement à partir de la rencontre d'histoires sociales.

8.4.2 Les choix résidentiels

Avec l'émergence d'un marché immobilier, les citoyens commencent à faire l'expérience de stratégies résidentielles. Jusqu'aux réformes du logement, l'attribution d'un logement par l'unité de travail (*danwei*) était la règle²⁵¹. Aujourd'hui, le marché du logement se trouve au cœur des pratiques quotidiennes de mobilité résidentielle.

Le choix résidentiel est autant subjectif qu'objectif, mais reste fortement tributaire de la situation socio-économique. Les réponses apportées aux questions relatives à l'appréciation de l'habitat et des perspectives d'avenir obéissent à ce choix comme en témoignent ces interventions : « on veut quitter ce quartier le plus vite possible » ; « on n'a pas d'autre choix que de rester pour raisons économiques » ; « la vie ici n'est pas agréable, mais je préfère y rester », « on n'a pas encore l'intention de quitter le quartier » etc. Mais, au-delà de la diversité des projets résidentiels, il est possible de trouver des logiques propres à certains axes fondamentaux qui organisent les pratiques et les représentations. Comment les choix et les comportements individuels ou familiaux, différenciés selon les milieux sociaux, participent-ils

²⁵¹ Il est probable qu'il y avait des stratégies dans le système du *danwei*.

à la stratification sociale et économique de l'espace urbain, voire à l'évolution ou à la pérennité des marquages sociaux de l'espace ? Réciproquement, comment les caractéristiques et les transformations sociales et morphologiques du quartier interviennent-elles dans les choix résidentiels ? Comment les opérateurs (agents immobiliers, promoteurs) et les politiques contribuent-ils à ces processus, et tentent-ils d'agir ainsi sur la construction des choix résidentiels ?

Mauvaise réputation, nombreux départs, c'est dans ce climat que nous avons demandé aux habitants du Yuanhenong leur opinion sur leur habitat, leur intention pour l'avenir. Les attitudes, comportements et intentions ne sont pas de prime abord réductible à un moment fini de types. Il y a bien sûr ceux qui ne peuvent pas partir, disent ne pas en avoir l'intention et déclarent se satisfaire de leur habitat. Il y a ceux qui sont assurés de quitter Yuanhenong dans un bref délai et marquent un certain détachement à son égard. Il y a ceux qui, au moins pour ce qu'ils peuvent savoir de leur avenir, pensent rester au Yuanhenong alors qu'apparemment aucun obstacle ne les retient, parce que le Yuanhenong, tout simplement, leur plait. Il y a bien d'autres cas encore. Mais, au-delà de la diversité des trajectoires sociales il est possible de retrouver des logiques propres à certains axes fondamentaux qui organisent les pratiques et les représentations.

On doit beaucoup à A. Hirschmann. En 1970, il publie son ouvrage le plus connu, *Exit, Voice and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Selon lui, les individus ont à leur disposition trois choix pour répondre à la répression politique : le retrait (exit), la protestation (voice) ou la collaboration (loyalty). Depuis Hirschmann, cette trilogie pour penser les rapports des individus et des institutions est utilisée pour analyser les problèmes économiques et politiques. Il serait aussi utile de relire ce livre dans une analyse des rapports des habitants et de leur quartier de Yuanhenong. Ici, on pourra aussi distinguer quatre choix types : fuir, partir, choisir et subir.

8.4.2.1 Fuir

Comme le dit Hirschman (1970), « exit need not be physical, but can be mental / emotional etc. ». De même, face à la dégradation du Yuanhenong, fuir, c'est le sentiment le plus fort pour quitter le quartier, même s'ils ne peuvent pas le quitter physiquement.

Mme Zhu, 61 ans, habite dans ce quartier de Yuanhenong depuis l'enfance. Elle n'a plus d'activité salariée au moment de l'entretien, mais auparavant elle était enseignante au collège. Son mari, aussi retraité, était chercheur scientifique. Son fils est un salarié privilégié dans une grande entreprise. Mme Zhu exprime un vif mécontentement à l'égard du Yuanhenong.

« Il y a beaucoup de problèmes. Auparavant, c'était très tranquille et il n'y avait pas de migrants. Maintenant, les migrants sont partout. Ils rendent le quartier trop sale et désordonné [...] J'ai acheté un nouvel appartement pour quitter ce quartier. Mais mes parents, plus de 90 ans, ne veulent pas le quitter [...] Je reste ici juste pour m'occuper d'eux [...] Je regrette de ne pouvoir quitter le quartier. Mes enfants sont tous partis. Ils ne veulent pas y revenir [...] Un des mes voisins, M. Cai, m'a raconté que les migrants jouent aux cartes dans une petite chambre et font du bruit chaque soir, ce qui l'empêche de bien dormir depuis longtemps ». Mme Zhu précise : « J'ai une chambre libre. Les autres personnes m'ont conseillé de la louer aux migrants. Mais je ne veux pas le faire. Je préfère la laisser libre. Si le seul voisin est parti et loue sa maison aux campagnards, je vais partir tout de suite [...]. Oui, c'est vrai. Je ne peux pas vivre avec des campagnards... »

(Mme Zhu, 61 ans, retraitée,
installée dans le quartier depuis la naissance)

Ceux qui veulent fuir la situation actuelle ont un sentiment assez xénophobe. Pour eux, les migrants sont une menace quotidienne pour leur vie. Une situation favorable rend possible la conception de projets plus cohérents avec leur condition sociale objective. La stabilité pressionnelle autorise la prévisibilité rationnelle de l'avenir et engendre des projets raisonnables accordés à ce que l'on peut notamment attendre d'un bon avenir. Le sentiment de « fuir » touche plus les couches moyennes que populaires.

8.4.2.2 Partir

Ayant peur d'être expulsé vers les constructions neuves en dehors de la ceinture autoroutière intérieure ou plus loin, une partie des habitants commencent à déménager. Ce sont des familles qui peuvent mobiliser leurs ressources matérielles et sociales pour déménager en faveur d'un appartement.

« Yuanhenong est un vieux quartier qui ne peut échapper à la démolition. Mais nous ne savons pas quand, même si la rumeur sur la démolition est en cours depuis longtemps ». « Il paraît que la rumeur dure depuis une dizaine d'années : ce quartier va être démoli immédiatement. Mais jusqu'aujourd'hui il est toujours là. Nous ne nierons pas que c'est la rumeur qui amène une partie des habitants locaux à acheter des appartements à l'extérieur pour se maintenir au centre-ville... ».

(M. Chen, 54 ans, membre du comité de résidents,
installé dans le quartier depuis l'enfance)

En 2000, une équipe de déplacement (*Dong qian zu*) entrait dans le quartier de Yuanhenong pour enregistrer la superficie des logements et le nombre de personnes par famille. A ce moment, la rumeur sur la démolition de ce quartier était très répandue. Pour ne pas être relogée en périphérie par le gouvernement, une partie des habitants a commencé à chercher une nouvelle installation. En même temps, en déplaçant une partie des habitants en périphérie, trois quartiers modernes se sont construits très proches de Yuanhenong : les deux quartiers SHCT et SJTL²⁵² construits en 2002 par Shanghai Greenland Group²⁵³ et le quartier SAHT²⁵⁴ construit en 2003 par Shanghai Xinfeng Real Estate CO., LTD.

Figure 36 : Localisation du Yuanhenong et des trois quartiers modernes



Source : travaux de l'auteur

²⁵² Voir chapitre 4 note 161.

²⁵³ Shanghai Greenland Group est un grand promoteur immobilier de Shanghai dont les activités immobilières sont principalement concentrées dans le centre-ville de Shanghai connu pour ses nombreux immeubles haut de gamme. Le promoteur propose ses services pour des projets immobiliers résidentiels ou mixtes incluant boutiques, salles de sport etc. allant du moyen au haut de gamme.

²⁵⁴ Voir chapitre 4 note 160.

Cependant, peu de famille au Yuanhenong peuvent choisir de s'installer dans ces trois quartiers modernes à cause des prix de l'immobilier résidentiel²⁵⁵ (plus de 4000 yuans soit environ 400 euros) par mètre carré en 2002, et plus de 15 000 yuans, environ 1 500 euros par mètre carré en 2006). Pour eux, c'est sans doute une grande dépense. Toutefois, j'ai rencontré trois familles qui sont parvenues à s'installer dans ces quartiers luxueux.

Figure 37 : Parcours résidentiels des trois familles



Légende :

- Le parcours résidentiel de la famille de Yan
- Le parcours résidentiel de la famille de Liu et la famille de Wu

Source : travaux de l'auteur

La famille de M. Yan a quitté Yuanhenong en 2002 pour le quartier résidentiel SJTL très proche de Yuanhenong.

²⁵⁵ Les prix dans l'immobilier ont augmenté en 2004 en moyenne de 15 % en Chine et de 20 % à Shanghai. En mai 2006, selon une enquête menée par la Commission d'État au Développement et à la Réforme et le Bureau National des Statistiques dans 70 grandes et moyennes villes de Chine, les prix du résidentiel neuf ont augmenté en moyenne de 6,4% (logements subventionnés par le gouvernement +5,8% ; logements à faibles loyers +5,5% ; villas de luxe +8%) et les prix du résidentiel de seconde main ont augmenté de 5,8%. Face à cette surchauffe, et devant l'existence probable d'une bulle spéculative dans les secteurs de l'immobilier commercial et résidentiel de luxe des principales villes du pays, les autorités chinoises ont pris des mesures restrictives, tant financières, fiscales, qu'administratives, pour contenir les prix de l'immobilier. Shanghai a enregistré entre mai 2005 et mai 2006, une diminution des prix de l'immobilier résidentiel de 6 % en moyenne.

Encadré 17 : Le cas de la famille Yan

M. Yan, 80 ans, cadre retraité, originaire de Jiangyin (une région de la province du Jiangsu) est installé au Yuanhenong depuis 1950. Sa famille a loué un logement de 20 mètres carrés à un paysan local. A cette époque, Yan gagnait sa vie dans une usine textile au centre-ville. Mais son salaire était insuffisant pour supporter la famille et ses quatre enfants. La vie est devenue très difficile. Dans les années 1960, pour s'occuper des familles difficiles, le gouvernement de l'arrondissement Putuo leur a fourni un logement plus grand avec deux chambres et deux autres pièces (*Liang shi liang ting*). Depuis, cette famille s'y est logée. Pour eux, c'était assez bien.

En 2002, la famille de Yan a décidé de choisir un nouvel appartement et de quitter Yuanhenong. Comme les autres qui sont partis, ils se sont préparés aussi pour la rénovation prévue en vue de l'amélioration de leur condition de vie. Ce sont son fils et sa belle-fille qui ont décidé de cette nouvelle installation proche de Yuanhenong. Cependant, l'achat de ce nouvel appartement a été assez difficile à cette période. C'est son fils qui a fait la queue pendant toute la nuit pour obtenir un numéro. Le lendemain, toute la famille a pu visiter l'immeuble qui était en construction. Puis, ils ont dû prendre une décision en trois jours : acheter ou pas. Enfin, la famille de Yan a décidé d'acheter un appartement de 107 mètres carrés avec trois chambres, un salon, une salle à manger, deux salles de bain et une cuisine. Ça a coûté 500 000 yuans (environ 50 000 euros) au total, dont environ 200 000 yuans (20 000 euros) empruntés à la banque. En 2003, laissant l'appartement ancien au Yuanhenong aux migrants, la famille de Yan a déménagé dans ce nouvel appartement moderne.

Pendant l'entretien, Yan exprime plusieurs fois sa satisfaction pour leur nouvel immeuble : propre, grand et confortable. Mais, pour le couple de Yan, l'adaptation à de nouvelles normes de logement n'est pas facile. « Ici, c'est très calme. Nous, les deux personnes âgées, restons chez nous toute la journée. Nous ne connaissons pas les voisins. Nous sommes un peu isolés... ».

Photo 23 : Le changement de logement de la famille Yan



Source : photographie de l'auteur

Figure 38 : Le nouvel appartement de la famille de Yan dans le quartier SJTL



Source : le site de Soufan de quartier SJTL, [en ligne] <http://newhouse.sh.soufun.com/house/1210023301.htm>

La situation est identique pour la famille de Mme Liu et celle de M. Wu, qui ont choisi de s'installer dans le quartier de SHCT.

Encadré 18 : Le cas de la famille Liu

Mme Liu, ancienne directrice du comité de résidents de Yuanhenong, a pris sa retraite en 1990. Elle est née au Jiangyin, une région de la province du Jiangsu. En 1949, elle, à 13 ans, est venue à Shanghai avec sa mère qui travaillait dans l'usine textile proche de Yuanhenong depuis 1945. En 1950, sa mère a acheté un logement au Yuanhenong dans lequel s'est installée toute la famille. Son mari, originaire de la province de Zhejiang, s'est enrôlé dans l'armée Communiste Chinoise avant 1949. Après sa démobilisation, il a travaillé dans un institut local de la province de l'Anhui où les deux se sont connus et se sont mariés en 1960. En 1961, Mme Liu est revenue à Shanghai. Mais son mari est resté à l'Anhui et n'a rejoint la famille à Shanghai qu'en 1980 pour raison de maladie. Liu a deux enfants : le fils travaille en Espagne après son divorce et la fille travaille comme policier local. Liu et son mari ont vécu avec leur fille au Yuanhenong pendant longtemps.

En 2002, face de la rénovation prévue, une grande partie des habitants ont quitté Yuanhenong. Ayant peur d'être relogé en périphérie par la société immobilière, la famille de Liu a décidé d'acheter un appartement proche de Yuanhenong. Au début, il y avait des débats entre Mme Liu et sa fille : sa fille préférait un appartement ancien, parce qu'elle trouvait que les prix du résidentiel neuf sont assez chers, mais Mme Liu n'était pas d'accord. A ce moment, un des ses voisins a invité Mme Liu et sa fille à dîner dans son appartement neuf dans le quartier SHCT. Cela leur a donné une opportunité de visiter ce quartier moderne. Liu et sa fille ont été très satisfaits de ce quartier. Donc, ils ont décidé d'acheter au SHCT un appartement neuf de plus de 111 mètres carrés avec trois chambres. Cela a coûté 500 000 yuans (50 000 euros) au total, y compris environ 400 000 yuans (40 000 euros) emprunté à la banque. En 2003, toute la famille a déménagé dans le quartier de SHCT et laissé la maison ancienne de Yuanhenong à des nouveaux arrivants. Chaque mois, Mme Liu peut recevoir 1 700 yuans (environ 170 euros) de loyer.

Encadré 19 : Le cas de la famille Wu

M. Wu, 68 ans, cadre retraité d'une entreprise d'État, a habité dans le quartier de Yuanhenong depuis l'enfance. Sa maison au Yuanhenong était assez grande, environ 100 m², où se logeait le couple de Wu et leurs deux enfants. Pour lui, quitter Yuanhenong, a été forcé par la rénovation. Sinon, la famille aurait préféré rester au Yuanhenong. En 2002, tout le monde a dit que Yuanhenong allait être démoli. Une grande partie des habitants ont cherché une nouvelle installation au centre-ville pour ne pas être relogé en zone périurbaine. A cette époque, avec un revenu familial convenable, la famille de Wu a décidé de s'installer au SHCT, un nouveau quartier et loué leur ancienne maison dans Yuanhenong aux nouveaux arrivants. Ils ont dépensé 520 000 yuans (environ 52 000 euros) pour l'achat d'un nouvel appartement avec trois pièces.

Maintenant, toute la famille habite dans le nouvel quartier. Et Wu revient au Yuanhenong deux fois par mois pour percevoir les loyers. Pour lui, Yuanhenong est une enclave composée par des migrants, sales, désordonnés et mauvais. Il ne veut pas y entrer surtout dans la soirée en raison de la présence de nombreuses prostituées migrantes. Selon lui, ses anciens voisins veulent tous quitter Yuanhenong, mais ils ne peuvent pas supporter les prix du résidentiel.

Pour la famille de Yan, Liu et Wu, quitter Yuanhenong n'est pas une décision individuelle. Le choix résidentiel impose aussi des négociations, des compromis entre les membres d'une famille, entre les dimensions de la vie sociale des personnes aux différents moments du cours de leur vie. Pour les personnes âgées, il est facile de revenir au Yuanhenong de temps en temps pour bavarder avec leurs amis. Pour les jeunes, généralement, les distances domicile-travail ont tendance à augmenter à cause de la dissémination du parc des logements et des unités de travail. De ce point de vue, ils choisissent plutôt de s'installer dans un nouveau quartier proche du centre-ville.

Cependant, pour les familles de Gu, Liu et Zhang, leur nouvelle installation est assez loin du centre-ville.

Encadré 20 : Le cas de la famille Gu

Dans le cas de la famille de Gu, la décision de quitter Yuanhenong est un processus assez long. Pour Mme Gu, Yuanhenong est un lieu de naissance, de mariage et de travail. Ses parents se sont installés au Yuanhenong en 1949 quand ils ont eu leur premier enfant. Gu, le troisième enfant de la famille, est née en 1951 dans ce quartier. En 1969, après avoir quitté le collège, elle est allée dans la campagne de Haimen (une région de la province du Zhejiang). Après y avoir travaillé environ dix ans, elle est revenue à Shanghai en 1979 et a commencé à travailler dans le comité de résidents du Yuanhenong. Son mari était un cadre du Parti communiste chinois. Comme avantage, le gouvernement local lui a donné un terrain gratuit dans Yuanhenong. Elle a construit une maison à deux étages avec son mari en empruntant de l'argent à la société de ce dernier. Depuis, ce couple et leurs enfants y ont habité. En 1994, son mari est mort accidentellement. Mme Gu vit seule avec son fils jusqu'en 1999 où elle a rencontré son nouveau mari. C'est à cette période que ce couple a eu l'idée de quitter le quartier de Yuanhenong.

En résumé, il existe plusieurs raisons pour la famille de Gu de décider d'acheter un appartement à l'extérieur de Yuanhenong et louer son ancienne maison aux nouveaux arrivants. Premièrement, c'est la rénovation de Yuanhenong. Les changements de sentiment vis à vis du quartier affecte les décisions entre rester et partir. Par ailleurs, la rénovation urbaine de Shanghai influence aussi ces choix. Cela modifie probablement l'image que les habitants ont du quartier comme quartier de relégation, de pauvreté dans une ville qui se développe. Pour améliorer le standing du logement, et aussi préparer la rénovation prévue, la famille de Gu a décidé de quitter ce quartier vétuste. Deuxièmement, la fluidité et l'accessibilité du transport urbain ont été très déterminantes dans leur choix. Gu et son mari travaillent tous deux dans le district de Putuo. Gu travaille dans le comité de résident de Yuanhenong. Son mari travaille dans une société qui gère les immeubles d'un quartier plus luxueux (*Wuye gongsi*). Pour ce couple, les transports en commun sont très importants. Devant l'appartement qu'ils ont choisi il y a des autobus vers toute la région de Shanghai. Gu prend l'autobus tous les jours, pour un trajet d'environ trente minutes. C'est pratique. Troisièmement, le phénomène de contagion a également son effet. C'est dire combien l'influence de sa sœur a aussi été déterminante. C'est suite à une visite effectuée dans la famille de la sœur de Gu, logée dans un quartier de Dahua avant 1999 que le déclic est parti. La famille de Gu a décidé à son tour d'acheter un nouvel appartement juste en face du quartier résidentiel de sa sœur.

Encadré 21 : Le cas de la famille Lu

Mme Lu, 60 ans, veuve, a deux enfants déjà mariés. Elle est au chômage pour « raison économique » depuis 1994²⁵⁶. Avant qu'elle n'ait pris sa retraite, elle a connu une certaine mobilité professionnelle et a travaillé comme vendeuse dans un magasin, ouvrière dans la cantine d'une école, employée du comité de résidents etc. Son impression sur le quartier est plus ou moins influencée par les migrants : *« Au moment où je suis revenue ici en 1991, il n'y avait pas de migrants. Ce quartier était toujours considéré comme un modèle. Puis on apprend la rumeur : ce quartier va être démoli. Donc une partie des habitants locaux a commencé à acheter des appartements à l'extérieur et quitté ce quartier. Leurs maisons ici sont vides. De plus en plus de migrants louent des maisons dans ce quartier. En 2002, il n'y avait encore pas trop de migrants. Mais depuis 2003 et 2004, les campagnards sont partout [...] On estime qu'il y avait plus de mille migrants en 2003, correspondant à 60% d'occupants réels. Maintenant on dit que le chiffre est passé à trois mille... »*. Mme Liu a toujours rêvé de quitter ce quartier. Après que ses deux enfants eurent terminé leurs études à l'université et trouvèrent du travail dans des compagnies, la situation de famille s'est beaucoup améliorée. En 2004, elle a quitté le quartier et aménagé dans un appartement neuf avec son fils.

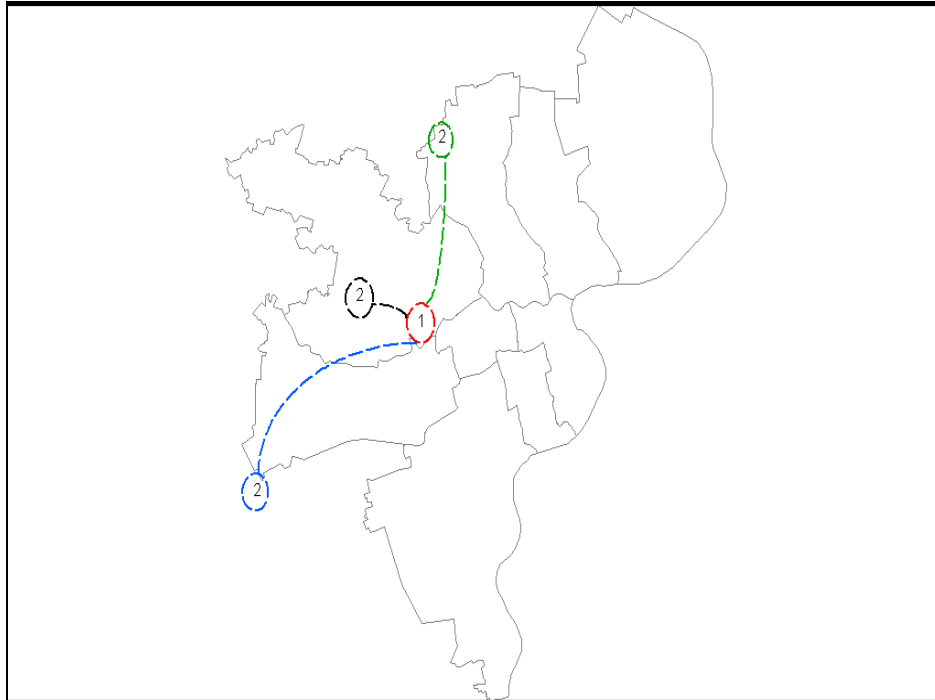
Encadré 22 : Le cas de la famille Zhang

Mme Zhang, dont la fille est à l'université, était au chômage au moment de l'entretien. Auparavant elle travaillait dans une usine de radio et son époux était employé dans une Bourse. La situation familiale était bonne, ce qui a poussé le couple à acheter un appartement de seconde main pour améliorer la condition d'habitat. La famille a longtemps réfléchi avant de partir. Contre toute attente, après avoir dépensé toute leur épargne, le couple a été mis au chômage. Le loyer est devenu une source de revenu indispensable. Comme le dit Mme Zhang : *« Nous avons loué toute la maison à un migrant qui a sous-loué aux autres migrants. Chaque mois, on peut percevoir 1 000 yuans (environ 100 euros) pour le loyer »*. Bien qu'ils connaissent une situation difficile, ils ne veulent pas rentrer au Yuanhenong. *« Il est trop peuplé ce quartier défavorisé. Les campagnards le rendent si sale qu'on ne peut pas rester là »*. Pour elle, habiter dans un tel quartier est une honte et elle confirme que Yuanhenong est le dernier des quartiers défavorisés de Shanghai.

²⁵⁶ Le taux de chômage au Yuanhenong (demandeurs d'emploi par rapport au total des salariés) était de plus de 20%, alors que ce taux était de 4.5% pour la Shanghai entière en 2005.

Pour Mme Liu, tout comme Mme Zhang, le jugement sur ce quartier est nettement négatif : insécurité, malpropreté des espaces, des menus larcins dont le ménage a été victime. Ils désirent partir le plus rapidement possible et ne veulent pas y rentrer. Toutes les deux expriment en fait une aversion profonde pour ce qu'elle appelle « les campagnards » et que leur présence au Yuanhenong est profondément insupportable.

Figure 39 : Parcours résidentiels des familles de Gu, Liu et Zhang



Source : travaux de l'auteur

Légende

- 1: Yuanhenong
- 2 : Les nouveaux appartements des familles de Gu, Liu et Zhang
- Le parcours résidentiel de la famille Gu
- Le parcours résidentiel de la famille Zhang
- Le parcours résidentiel de la famille Liu

Mais les nouvelles résidences apportent aussi des contraintes qui obligent à réviser d'anciens équilibres, qui interdisent certains modes de vie auxquels les gens sont habitués. Après trois ans de séjour dans son nouveau logement, le couple de Yan paraît aussi désespéré qu'au premier jour : « au Yuanhenong, il y avait toujours quelqu'un à aider, cousin, ami, voisins... ». Mais la nouvelle résidence a rompu tous ces liens. Ils sont obligés de demeurer toute la journée chez eux et dans un immeuble de jeunes ménages très indépendants. Le nouvel immeuble est devenu un logement isolé parmi d'autres :

« Ici, ce n'est pas sympathique, ça manque d'entraide. J'habite ici depuis trois ans, mais je ne connais personne dans cet immeuble, même les familles qui logent au même étage que moi. Dans le Yuanhenong, nous connaissions les uns et les autres pour avoir vécu ensemble plus d'une dizaine d'années. Mais, ici, c'est l'isolement complet. »

(M. Yan, 80 ans, cadre retraité,
dont la famille quitte le quartier en 2003)

Ce cas particulier garde une signification sociologique plus large : des différents modes de vie entre l'immobilier neuf et ancien. Yuanhenong est comme un petit village dans la ville, où une grande partie des habitants sont nés, mais au contraire, dans le nouvel habitat, c'est un monde anonyme. Quitter le quartier ancien n'est pas seulement un changement de l'habitation, mais un changement de la vie sociale.

8.4.2.3 Choisir

Partir n'est pas à la portée de tout le monde. Construire un avenir résidentiel cohérent avec l'avenir professionnel exige une certaine maîtrise du futur. Certes, il y a ceux qui ne peuvent pas partir, ceux qui disent en avoir l'intention et se déclarent insatisfait, de leur habitat.

M. Fan, 86 ans, habite dans le quartier depuis l'enfance. Fils de la première vague d'immigration originaire de la province du Jiangsu, Fan connaît bien l'histoire et le développement de Yuanhenong. Le fait qu'il y habite depuis longtemps explique cet attachement profond à ce quartier.

« Quitter ce quartier, c'est surtout pour les jeunes. Nous, les personnes âgées, n'avons pas d'argent pour l'achat d'un appartement [...] D'ailleurs, nous nous sommes habitués à la vie quotidienne d'ici. Nous ne voulons pas changer tout ça. »

(M. Fan, 86 ans, installé dans le quartier depuis l'enfance)

Cela peut être vrai pour Mme Miao, 82 ans, veuve, dont le fils au moment de l'entretien en 2004 est parti depuis plusieurs années. Mme Miao ne veut pas quitter le quartier ancien pour s'installer chez son fils même si la situation du quartier de Yuanhenong se dégradait davantage.

« C'est très mauvais du point de vue hygiène et sécurité. Mais ici, on a des voisines amicales avec qui nous avons de bonnes relations depuis une dizaine d'années [...] Mon fils a

déménagé dans un nouvel appartement où j'ai logé pendant quelques jours. Puis je suis rentrée au Yuanhenong rapidement [...] Pour moi je préfère rester ici [...] ».

(Mme Miao, 82 ans, installée dans le quartier depuis l'enfance)

Pour la famille de Zhang, leur sentiment est plus ou moins contradictoire. Mme Zhang et son mari sont retraités depuis une dizaine d'années. Leur fils, 43 ans, est vigile dans un quartier plus luxueux et leur belle-fille est vendeuse dans un supermarché Carrefour. Leur petit enfant a 13 ans. Mme Zhang est entrée dans le quartier par l'achat d'un logement dans les années 1960, au moment où elle travaillait dans l'usine textile juste en face de ce quartier. Depuis, sa famille s'est installée et a reconstruit la maison dans les années 1980.

« On ne veut pas quitter ce quartier. Si le gouvernement décide de le démolir, on n'aura pas d'autres solutions. Sinon, on préfère rester ici. Nous ne voulons pas être relogés en banlieue très loin. Ce n'est pas pratique pour mes enfants de faire des allers et retours pour travailler au centre-ville. Pour nous, les vieux, ce n'est aussi pas pratique pour voir le médecin. Si l'on reçoit de l'argent, on ne peut pas acheter un appartement au centre-ville. C'est très très cher. Donc, nous préférons rester ici, sans démolition ni relogement ».

(Mme Zhang, 74 ans, installée dans le quartier depuis 1967)

Pour M. Fan et Mme Miao, comme les autres ménages les plus âgés, le choix de Yuanhenong n'est pas un hasard. Pour eux, Yuanhenong n'était pas seulement un abri permettant de dormir, manger, mais aussi un cadre de vie complet où chacun peut trouver les réponses aussi satisfaisantes que possibles à ses besoins personnels, familiaux, sociaux et culturels. La nostalgie dans un milieu moins anonyme s'exprime par rapport au vieux quartier populaire. Comme le dit M. Fan : *« J'avais mes petites habitudes, je connais tous les voisins ici et bavardait avec eux tous les jours. Je trouve qu'au Yuanhenong, quand même, les gens discutent mieux, ils dialoguent mieux [...]. Mais dans les appartements, c'est chacun pour soi ! On est chez nous, crac on s'enferme et puis on ne bouge plus ! Tandis que dans les quartiers anciens, ce n'est pas pareil. Les voisins vont et viennent [...] »*. L'attachement au quartier les pousse à accepter la situation actuelle du quartier et y rester. La nostalgie d'un passé révolu se traduit par le refus des changements de la vie quotidienne. Mais pour les autres ménages, plus jeunes, ce choix s'opère plutôt sous contrainte (pour des raisons économiques). Ils n'ont pas le sentiment d'avoir choisi leur résidence mais tout au contraire d'y avoir été contraints par la force des choses.

Mme Gao, par exemple, épouse d'un vendeur dans un supermarché, a une fille à l'université. Elle a pris sa retraite anticipée pour raison de santé.

« J'ai envie de quitter ce quartier défavorisé, mais maintenant ma fille est à l'université. Toute notre épargne sert à payer ses études. Donc, nous n'avons pas l'intention d'acheter un appartement à l'extérieur. En plus, la vie quotidienne est relativement bon marché. Tous les jours, j'achète des légumes auprès des migrants dans l'entrée principale du quartier. »

(Mme Gao, 47 ans, retraitée, installée dans le quartier depuis 1985)

Sévérité et sérénité caractérisent aussi les propos de M. et Mme Jiang. M. Jiang a un brevet de technicien. Victime d'un licenciement collectif dans une entreprise d'État, il a trouvé du travail dans une société étrangère. Le couple ayant un enfant, âgé de 17 ans, Mme Jiang n'exerce plus d'activités professionnelles, mais est très active dans les travaux du comité de résidents. Auparavant, elle était employée administrative d'une usine de machines et d'appareils électriques. Elle habite dans ce quartier depuis une vingtaine d'années.

« Ici, les maisons sont toujours délabrées. Mais maintenant, les voisins quittent le quartier, nous, les pauvres, y sommes restés. Je n'ai pas l'intention de quitter ce quartier, parce que je n'ai pas d'argent pour l'achat d'un appartement en dehors. Mon fils est au lycée. C'est une grosse dépense de payer ses études ».

(Mme Jiang, 50 ans, retraitée, installée dans le quartier depuis 1984)

Les contraintes économiques qui pèsent sur ces ménages les obligent à rester au Yuanhenong.

8.4.2.4 Subir

La plupart des ménages dont le chef de famille appartient à la catégorie des ouvriers, des manœuvres ou du personnel de service, n'ont pas l'intention de quitter le quartier de Yuanhenong.

Mme Zhang est nettoyeuse, 48 ans, sa fille à l'université et son mari est un gardien d'une usine chimique. Elle a été victime d'un licenciement collectif, pour « raison économique », d'une usine textile et a bénéficié d'une indemnisation, il y a six ans. Titulaire d'un diplôme de niveau Bac, elle n'a pas trouvé de travail satisfaisant correspondant à sa qualification. N'ayant pas d'autre choix, elle travaille comme nettoyeuse dans la rue. Son époux, qui a aussi été

victime d'un licenciement collectif d'une usine chimique, travaille malgré cela comme gardien de cette usine. Mme Zhang habite dans ce quartier de Yuanhenong depuis l'enfance.

« Mes parents ont acheté une cabane dans ce quartier avant 1949, puis ils s'y sont installés. Mes deux sœurs et moi sommes nées ici. Construite dans les années 1970, ma maison est très ancienne [...] » « Auparavant il n'y avait pas de migrants. C'est depuis les années 1990 que des migrants ont commencé à entrer dans ce quartier. Et surtout depuis 2000, les migrants sont partout [...] ».

(Mme Zhang, 48 ans, nettoyeuse,
installée dans le quartier depuis l'enfance)

Mme Zhang m'a dit qu'elle n'a pas de préjugés contre les migrants. Pour elle, *« les migrants et les Shanghaiens, ça m'est égal. »* Mais dans ses paroles, cette discrimination est très évidente.

« C'est les migrants qui rendent le quartier trop sale. Auparavant, la rue était très propre et tranquille. Maintenant, il y a beaucoup de boutiques ouvertes par les migrants. Presque 70% des habitants locaux dans l'allée où j'habite sont partis. Seulement quelques familles locales sont restées, les autres sont tous des campagnards [...] ».

(Mme Zhang, 48 ans, nettoyeuse,
installée dans le quartier depuis l'enfance)

De même, Mme Chen n'a pas l'intention de quitter ce quartier. Mme Chen, 51 ans, dont le mari était au chômage, était à la retraite au moment de l'entretien. Son fils travaillait dans un restaurant après ses études à l'école technologique. Ce couple, dans l'interview, exprime de nombreux problèmes au Yuanhenong. Problèmes de sécurité, d'hygiène, et la présence massive des migrants, soulignée mais qui, selon eux, *« ne les dérange pas »*. *« Nous sommes propriétaires de cette maison. C'est un peu vieux, mais nous la laissons en l'état [...]. Ce quartier va être démoli tôt ou tard »*. Pour Mme Chen, *« Si on pouvait changer, ça serait encore mieux. Pour nous, le peuple, ce dont nous avons besoin est d'être satisfait de notre vie [...] »*. Sensibles, comme les autres habitants, aux difficultés qu'ils rencontrent dans la vie quotidienne, leurs chances de quitter ce quartier sont limitées. Pourtant, ils ne se résolvent pas à accepter leur condition.

Il est pourtant significatif que ces habitants font preuve d'irréalisme, compte tenu des graves problèmes d'emploi qui les menacent. L'instabilité professionnelle semble bien être la base d'un rapport irrationnel à l'avenir, pour peu que les conditions présentes soient vécues comme inacceptables. Pour toutes ces familles, la liberté de choix par rapport au Yuanhenong a été faible, voire nulle. Ce qu'ils peuvent faire est d'accepter des conditions de vie qu'ils jugent mauvaises, même s'ils ont une envie de quitter ce quartier. Ils n'ont pas d'autre choix que de rester au Yuanhenong.

La perte de l'emploi semble une des raisons qui met la famille dans une situation précaire, et aussi s'insère entre le projet de vie et l'incertitude d'un avenir, ce qui empêche la famille de quitter le quartier où elle loge. Mais, en tout cas, ils ont un rêve de prendre leur parti d'un avenir impensable.

Même, s'ils sont insatisfaits de ce quartier défavorisé qu'ils trouvent trop sale et désordonné, une partie des habitants locaux n'a d'autre choix que d'y rester. Au premier abord, ils laissent paraître leur désarroi face à cet état de fait. Comme le témoignage ce trilogue, Yuanhenong est un sujet de préoccupation.

Encadré 23 : Extrait d'un dialogue entre les habitants

Mme Ge : Je me souviens que tu as une moto.

M. Zhou : Elle a été volée par les campagnards. J'ai acheté deux motos au total. Mais, toutes ont été volées. Ici, il y a trop de campagnards. Je ne peux pas rester là.

Mme Ge : Oui, moi non plus. Ici, ce n'est vraiment pas bien. Si j'ai de l'argent, je vais aussitôt quitter cet endroit.

Mme Zhang : Maintenant il y a trop de personnes dans ce quartier qui le rendent si sale qu'on ne peut pas rester là... Oui, une grande partie des habitants locaux ont quitté ce bidonville. Eux, ils ont de l'argent. Nous, nous n'avons de l'argent. La seule chose que nous pouvons faire c'est d'y rester. J'espère qu'il sera démoli au plus vite. Le quartier est si sale qu'on ne peut pas y entrer...

Evidemment, Ge, Zhou et Zhang partagent cette opinion négative sur Yuanhenong. La notion d'« attachement » au quartier ne signifie pas non plus la même chose pour tout le monde. Etre « attaché » peut tout aussi bien signifier qu'on ne veut pas partir en ayant la possibilité de le faire, ou qu'on ne peut pas partir, auquel cas l'attachement est une forme de rationalisation, « un goût de nécessité » qui permet d'accepter la situation : il s'agit de faire de

la nécessité une vertu en enchantant le lien. Mais dans ce quartier, selon les entretiens auprès des habitants locaux, on peut voir que l'attachement au quartier devient très précaire.

Conclusion

La rénovation urbaine s'est souvent traduite par l'éloignement systématique des populations « indésirables » vers les périphéries des grandes villes. Si les occupants des « taudis » sont historiquement les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, la prise en compte de leur situation sociale et la défense de leurs droits fondamentaux est restée pendant très longtemps en marge des lois et des pratiques. Les opérations de rénovation urbaine (et en particulier *le slum clearance*), en fait, n'ont donc pas tant pour effet d'améliorer les conditions de vie des classes les plus pauvres que d'éliminer, voire de repousser aux marges de la ville, un problème d'ordre social plus que d'ordre spatial.

Face au relogement, différents comportements s'observent dont l'explication par des critères psychologiques s'avère importante. Deux mentalités s'affrontent : l'une, traditionnelle, conservatrice, serait sensible avant tout aux risques du changement, à la perte des valeurs anciennes et la nostalgie ; l'autre, ouverte au « progrès », comprendrait mieux les nécessités de l'heure, l'évolution inéluctable des situations acquises, les avantages et l'urgence de la modernisation en cours. Concernant la démolition, deux possibilités sont offertes : relogement ou indemnisation. Donc, deux attitudes sont observées parmi les habitants dans ce quartier :

- Les « restés » qui sont pour la démolition le plus rapidement possible. Incapables de saisir les opportunités de quitter le quartier, ils considèrent la démolition comme la seule méthode de le quitter. Selon Mme Guo, 33 ans, sans emploi, « *Je ne sais pas comment je dois décrire ce quartier. Ce que je voudrais dire c'est de le démolir le plus vite possible.* » D'après M. He, 49 ans, vigile, « *Les habitants riches le quittent, mais nous, les pauvres, ne pouvons faire autrement que de rester et de cohabiter avec des migrants. Si j'ai de l'argent, je vais louer ma maison et quitter le quartier immédiatement.* » Ce qu'ils espèrent est un relogement après la démolition. Pour eux, l'indemnisation ne suffit pas à acheter un nouvel appartement au centre-ville. Mais, pour une partie des habitants qui travaillent au centre-ville, ils préfèrent l'indemnisation. M. Chen, 54 ans, « *Si nous déménageons en banlieue, nous pouvons obtenir deux appartements au moins. Ça sera beaucoup plus confortable, mais c'est très loin, ce n'est pas pratique pour mon fils qui travaille au centre-ville...* »

- Les « partis », au contraire, sont pour le *statu quo*. Un moyen pour eux de ne pas perdre les loyers qui restent des sources importantes de revenus. Ayant peur de la démolition violente

dans un quartier ancien proche, M. Xia et son fils ont dépensé toute leur épargne (plus de 300 000 yuans, environ 30 000 euros) pour l'achat d'un appartement en 2000. *« J'ai quitté ce quartier depuis quatre ans. Toute la maison ici est louée aux migrants. J'ai dépensé toute mon épargne et vis de ces loyers maintenant, si la maison est démolie, je n'aurai pas de revenu... ».*

Il nous faut tenter de systématiser nos observations, pour découvrir quels sont les facteurs qui aident les habitants ou les empêchent de profiter de la rénovation en fonction de leur choix résidentiel. Parmi les facteurs individuels, les problèmes économiques arrivent au tout premier rang. Le niveau socio-économique des ménages est défini par leur revenu, leur niveau de qualification et leur d'instruction surtout du chef de famille. Sur notre quartier, la rénovation prévue a fourni à certaines familles (les plus favorisées) l'occasion d'une restructuration complète de la vie familiale et sociale en déménageant dans un nouveau quartier. Mais pour les familles défavorisées, elles ont une expérience inverse : au moment où elles obtenaient ce dont elles rêvaient, les voilà contraintes à restreindre aux maximum les dépenses consacrées à un logement neuf et à la vie sociale. Evidemment, le niveau d'imprécision des projets de départ s'élève lorsque l'on passe des ménages de cadres supérieurs ou moyens et de travailleurs qualifiés aux ménages de travailleurs non qualifiés. Il faut tout d'abord venir spécifier leur position sociale, définie par la profession, par d'autres rapports sociaux pour comprendre ce qui, au sein de ceux qui sont confondus dans les mêmes catégories socioprofessionnelles, est au principe de l'irréalisme des projets.

Mais la seule prise en compte de la catégorie socioprofessionnelle ou même de l'ensemble des paramètres sociologiques habituellement recueillis dans les entretiens est ici insuffisant. Comme le montre M. Pinçon (1982), « La biographie, c'est-à-dire la construction de l'histoire sociale de chacun des membres d'un ménage, est bien indispensable à l'analyse des pratiques et représentations » (p.129). Nous avons essayé de reconstruire ainsi la combinaison des éléments qui pouvaient être considérés comme étant au principe des projets résidentiels.

Les divergences dans la perception des différences sociales et dans l'analyse des difficultés rencontrées dans la vie quotidienne au Yuanhenong peuvent conduire à la diversité des projets résidentiels de l'avenir. La diversité sociale des habitants locaux du Yuanhenong ne renvoie pas seulement à la diversité de leurs projets. Mais il ne s'agit pas seulement de trouver une explication rationnelle qui puisse rendre compte de cette hétérogénéité résidentielle. Parce que dans le même temps en affirmant la différence on affirme aussi la ressemblance, c'est-à-dire leur jugement au Yuanhenong. En tout cas, le projet résidentiel se diversifie en fonction du

rapport que chaque groupe entretient avec le quartier, du jugement qu'il s'exprime au quartier, de différentes positions sociales, toujours affirmées par la catégorie socioprofessionnelle.

Les choix résidentiels ne sont pas uniquement une affaire « privée » : d'un côté, ils mettent en jeu d'autres acteurs sociaux (législateurs, promoteurs, agents immobiliers etc.) ; d'un autre côté, ils interviennent fortement dans l'évolution du peuplement des types d'habitats et, plus largement, dans les transformations économiques, symboliques et sociales des espaces urbains. Les ressources économiques sont les plus importantes pour choisir un lieu de résidence et donc un environnement social.

Conclusion Générale

Conclusion Générale

L'objectif de notre thèse était d'analyser la complexité des rapports entre des migrants venus de campagnes chinoises et des habitants autochtones, souvent eux-mêmes d'anciens migrants, ceci dans un contexte d'appropriation d'un espace urbain (un quartier populaire de Shanghai) voué à la rénovation. Le point de départ de la réflexion sur les villes chinoises s'appuyait sur une bonne connaissance des problématiques contemporaines de la ville, telles que la rénovation urbaine et la migration interne. Ces problématiques touchent les dynamiques urbaines de la Chine contemporaine. Afin de nous guider dans notre recherche, nous avons mené une analyse approfondie des travaux empiriques antérieures, tant occidentaux que chinois. Le lien étroit entre la migration et la ville nous a orienté vers une réflexion plus large, notamment, sur le phénomène migratoire interne et sur la dynamique urbaine. Nous avons adopté une méthode microsociologique en prenant Yuanhenong, un quartier défavorisé de Shanghai, comme unité d'observation. L'étude des phénomènes migratoires internes nous a situé au cœur de l'analyse des dynamiques urbaines.

Nos hypothèses sociologiques de départ peuvent se résumer de la façon suivante : la rénovation urbaine n'est pas seulement une simple démolition et une restructuration de quartiers jugés à la fois insalubres et socialement dangereux. Elle provoque ou accélère une mutation des structures locales et sociales et affecte profondément les différents groupes sociaux en ville, autochtones avec *Hukou* urbain et migrants avec *Hukou* rural, ceci dans le contexte d'une société chinoise en pleine mutation. Ses effets dépassent singulièrement le seul domaine de l'habitat et s'étendent sur toute la réorganisation de l'espace géographique et social.

Face à constat, nous nous sommes attachée à *étudier ce que signifie vivre dans le quartier de Yuanhenong* sous trois angles particuliers : 1) observer comment l'expérience du « *Penghuqu* » influence l'image d'eux-mêmes que se font les individus et dans quelle mesure il est possible de lutter contre le stigmate associé au « *Penghuqu* ». 2) considérer le quartier comme une « expérience collective » de la manière dont les occupants parviennent ou non à produire des règles et des normes communes concernant l'usage et la gestion des espaces publics. 3) analyser les effets de la rénovation urbaine en référence à l'hétérogénéité des projets résidentiels et étudier les attitudes envers cette rénovation du quartier.

Notre recherche repose sur une analyse microsociologique d'une population et d'un quartier particulier. Etant naturellement orientés vers l'étude des structures sociales locales et

des relations internes au sein des groupes, il était donc nécessaire de poursuivre nos travaux de terrain en les fondant sur l'entretien et l'observation ethnographique plutôt que sur des statistiques macro-sociales. Une caractéristique de notre recherche est son caractère monographique : il s'agit de *l'étude intensive d'un quartier*, c'est-à-dire, se donner un quartier comme unité d'analyse. Dans notre recherche, le quartier est comme une unité d'observation dans laquelle nous avons réalisé des entretiens auprès des résidents et fait de l'observation participante.

1. Migration et ville : deux lignes de la thèse

S'agissant du rapport entre la migration et l'espace urbain, la question posée en sciences sociales est souvent celle du lien entre la localisation des migrants dans les villes et la reproduction de l'espace urbain, voire la ségrégation spatiale. Cette question n'est pas nouvelle en occident. Les sociologues de l'École de Chicago, R. E. Park et E. Burgess, l'ont abordé, dans les années 1920, quand ils ont considéré la ville comme un « laboratoire de recherche sur le comportement collectif ». Pour eux, les espaces se différencient selon l'intensité des luttes entre les groupes qui y habitent et en fonction de la vigueur de la socialisation des individus déracinés qui s'y établissent (R. E. Park & E. Burgess, 1925). Depuis, ce thème est très prisé dans le domaine de la sociologie urbaine. Dans les années 1960, analysant la rénovation urbaine du centre de Paris, la sociologie française s'est intéressée à cette question à partir de la grande vague migratoire des années soixante et de ses conséquences sociales et politiques.

Aujourd'hui, les deux thèmes, migration et ville, sont intournables lorsque l'on aborde la question des cités chinoises. La reprise des flux d'immigration dès le début des années 1980 s'est traduite par une progression continue du nombre de migrants sur le territoire chinois et le renouvellement des origines géographiques. L'intensité des migrations entre le monde rural et le monde urbain est essentiellement un phénomène transitoire, les migrants cherchant à travailler dans le monde urbain, le temps d'accumuler l'épargne nécessaire à leur installation définitive, que ce soit à la campagne ou à la ville. Nous avons porté un regard attentif aux relations internes au sein de la politique migratoire et à l'impact de cette immigration sur les dynamiques urbaines de la ville de Shanghai.

La mode de comportement « migration-installation » est le mode le plus important dans le processus de la construction culturelle et la reconfiguration de l'espace urbain. Cet espace urbain occupé par les migrants internes désigne, physiquement, un espace de vie formé par les différents réseaux migratoires. Il illustre aussi un espace d'identité sous la fonction duelle

entre la concurrence et l'exclusion. Cet espace d'accueil des migrants n'est pas seulement un ou des quartiers, il est aussi un symbole d'espace et d'identité sociale d'un groupe typique. L'arrivée massive des migrants internes redéfinit les espaces urbains en termes de fonctionnalité et d'opportunités. Il en résulte que la configuration de l'espace migratoire conduit à la ségrégation spatiale.

2. Quartier

Le diagnostic sur le « quartier » n'est pas totalement nouveau. Dans les années 1930, aux États-Unis, L. Wirth (1938) prévoyait déjà, aux vues de la diminution croissante des relations de groupes proches et dans le prolongement de l'idée avancée par G. Simmel (1903) selon laquelle la métropole ne se développe pas sur la base de la proximité, la disparition du quartier. Plus récemment, en France à la fin des années 1960, R. Ledrut (1968) affirmait dans le même sens : « Il y a deux pôles prépondérants dans la vie des habitants d'une grande cité moderne : la ville, avec des processus d'identité plus ou moins puissants et d'autre part, le logement dont la réalité est souvent plus solide que celle de la ville [...]. L'échelon sociologique du quartier, en revanche, n'a presque aucune existence effective ».

Nous avons projeté cette notion de « quartier » sur l'axe de notre thèse. Nous devions, tout d'abord, avoir une idée sur ce que signifie ce terme « quartier » : qu'est-ce qu'un quartier ? Une unité administrative ou une unité d'observation ? Qu'est-ce qu'un quartier selon les perceptions de ses habitants ? De telles interrogations nous ont permis d'enrichir notre réflexion sur « le quartier », ceci à partir des « mots » utilisés pour les désigner.

Dans le cadre de notre thèse, la construction sociale est non seulement une perspective qui a guidé le cadre de notre recherche, elle sert aussi de méthode à notre pensée. Le quartier de Yuanhenong que nous avons étudié est un quartier populaire et immigré du centre-ville de Shanghai. Nous avons analysé le processus de sa construction sociale à trois niveaux : la localisation et le territoire, l'histoire du quartier et de ses représentations, ainsi que l'image sociale diffusée par la population extérieure, les médias et ses propres résidents. A travers ces trois étapes, nous pouvons proposer des caractéristiques géographiques, historiques et sociales de la construction sociale de ce quartier. Cette image de « village », qui a très souvent été évoquée au cours des entretiens, correspond effectivement à une expérience quotidienne de relations de voisinage, d'entraide et d'amitié extrêmement personnalisées. La stigmatisation et l'étiquetage dont le quartier de Yuanhenong fait l'objet peut jouer un rôle important dans le processus de sa construction sociale comme village. Cela nous permet de mieux comprendre

le quartier, pas seulement comme un lieu de passage mais aussi comme un fait socialement construit par des acteurs sociaux différents.

Les discours des habitants locaux montrent bien le lien entre couche sociale, ancienneté dans le quartier et stigmatisation. Les anciens habitants vivent une contradiction de statut : à la fois, ils sont du quartier, mais deviennent progressivement en décalage avec lui. En fait, les habitants locaux, jeunes et âgés, de la plupart des couches sociales, partagent cette opinion négative sur le quartier de Yuanhenong et ont une mémoire reconstruite sur ce dernier. Le quartier ne représente pas la même valeur pour tous : les nouveaux arrivants ruraux vivent comme une amélioration le fait d'accéder à des logements dans la ville tandis que les habitants locaux ont l'impression de vivre au-dessous de leur condition. En particulier, le problème de la mauvaise réputation n'apparaît pas chez les migrants internes, ou, si réputation il y a, elle serait plutôt positive. La réputation et l'image que chacun se fait du quartier sont le reflet de sa propre estime de soi.

3. Parcours migratoires et trajectoires résidentielles

L'identité sociale de « ouvrier-paysan » (*Mingong*) en Chine est le résultat d'une construction sociale. Cette construction sociale est un processus historique, politique et culturel. L'identité collective construite autour de ce « nous » est un compromis, une négociation entre une « auto-identification », réalisée par soi et une catégorisation réalisée par les autres. Les visions essentialistes partagent artificiellement le monde au Yuanhenong entre un « eux » et un « nous ».

A l'échelle de la ville, la distribution spatiale des migrants fait apparaître une polarisation dans certains quartiers du parc ancien privé et dégradé comme une zone de transit. La distribution de cette population évolue ensuite vers d'autres quartiers et un autre type d'habitat. Elle se trouve à la fois plus dispersée sur l'ensemble du territoire communal et concentré dans certains quartiers. La mobilité résidentielle des migrants internes et leurs familles implique de suivre l'ensemble de cette trajectoire spatiale sur le long terme pour embrasser l'ensemble des lieux habités et leur redistribution dans l'espace de ville. Nous avons, à partir d'une enquête de terrain qui a pour cadre géographique le centre-ville de Shanghai, analysé les relations entre mobilité et territoire pour mieux comprendre les enjeux de ces stratégies résidentielles.

La trajectoire des migrants a été fortement marquée par leurs expériences et leurs choix de localisation. En fonction des parcours résidentiels des migrants, nous avons mis en évidence trois types de trajectoires : l'arrivée au Yuanhenong comme terme d'un parcours ponctué

d'étapes intermédiaires ; Yuanhenong comme étape vers un quartier plus luxueux et Yuanhenong comme le résultat d'une trajectoire migratoire directe. Nous pouvons reconstituer la succession de la trajectoire résidentielle des migrants à travers leurs événements biographiques. Ce type d'observations permet d'analyser la trajectoire de la personne enquêtée et de la relier, le cas échéant, à de grands courants migratoires, à des pratiques résidentielles particulières. Saisir la biographie résidentielle d'un individu ou d'une famille, c'est rendre compte d'un ensemble d'événements qui doivent être replacés et articulés à un contexte. Le rôle central que joue le logement pour les migrants constitue une opportunité pour appréhender les relations entre mobilité et territoire.

L'analyse des trajectoires résidentielles des migrants nous révèle ainsi des situations caractérisées par un choix restreint, une dépendance au changement de travail et un coût, psychologique ou même financier, élevé. La trajectoire résidentielle est une image, certes brouillée de la trajectoire biographique. L'étude des migrants sous l'angle du concept de l'« identité collective », permet de penser la labilité des marqueurs et des frontières puisque ceux-ci n'émergent et ne prennent sens que dans la rencontre entre des groupes. L'intensité des marqueurs d'identités rend compte du rapport de force entre deux groupes, autochtones et travailleurs migrants. En amont même du travailleur migrant tel qu'il apparaît une fois construit, ce cadre conceptuel permet d'interroger les diverses avenues sur lesquelles peuvent s'engager les individus confrontés à une différence supposée.

4. Cohabitation, espace partagé et nouveau projet résidentiel

La cohabitation entre habitants locaux et migrants est devenue un problème visible. Après l'arrivée massive des migrants internes, les habitants locaux ont opté pour des trajectoires différentes : un certain nombre ont quitté le quartier alors que les plus âgés sont restés. Parmi les anciens habitants, ceux qui sont restés sur place doivent partager leur espace de vie avec de nouvelles populations qui apportent avec elles d'autres façons d'habiter et de cohabiter, d'autres modèles de consommation, d'autres modes de définition du public et du privé. Le rapport entre des autochtones et des migrants fait bel et bien partie de la vie quotidienne de quartier. Ceci rend centrale la question du partage d'espaces communs, tant matériels que symboliques.

La coexistence des autochtones et des migrants dans un même espace ne fait guère irruption sur la scène que comme source de problèmes sociaux : conflits relationnels, individuels et collectifs, incompatibilités culturelles, affrontements entre modes de vie, dégradations de l'habitat, création de quartiers d'immigrations, délinquance, drogue et

insécurité etc. Il est vrai qu'il y a un inventaire systématique des points de désaccord et de friction autour desquels se cristallisent les difficultés de la cohabitation au quotidien : nuisances sonores, propreté, usages des parties communes, rythmes de vie, etc. Selon les contextes, on observe que la cohabitation tend à se réguler plutôt par une visibilité ou une invisibilité des différences mais aussi par une mise en scène de ces différences.

Il existe un rapport de force entre les deux groupes. Autrement dit, c'est le groupe des habitants locaux qui donne le sens au quartier. Les relations entre les occupants du Yuanhenong apparaissent organisées autour d'un système normatif, pour une large part informel, mais élaboré par une minorité d'habitants (les résidents d'origine). Nous avons abordé la question de la production de ces normes, en évoquant rapidement les sources d'inspiration, conscientes ou non. Parmi ces sources, nous trouvons les règles mises en œuvre par les habitants locaux. Les règles informelles appliquées dans ce type particulier d'habitat ont également pu influencer tous les occupants du Yuanhenong. Mais les rapports entre occupants sont aussi fonction des catégorisations que les individus mettent en œuvre, en référence à des appartenances qui dépassent le cadre du Yuanhenong. Les rapports d'échange structurent l'ensemble des relations sociales et, notamment, les relations entre les populations ancienne et nouvelle. Une part, difficile à évaluer, de chaque communauté vit indépendamment des autres, sans beaucoup de contact, ou seulement superficiel. Comme des univers juxtaposés que l'entrecroisement physique dans l'espace ne parvient pas à entremêler, certains espaces sociaux sont largement disjoints.

Ces divergences dans la perception des différences sociales et dans l'analyse des difficultés rencontrées dans la vie quotidienne au Yuanhenong génèrent une diversité des projets résidentiels futurs. La diversité sociale des habitants locaux du Yuanhenong ne renvoie pas seulement à la diversité de leurs projets. Mais il ne s'agit pas seulement de trouver une explication en termes de choix rationnels qui puisse rendre compte de cette hétérogénéité résidentielle. Dans le même temps, en affirmant la différence on affirme aussi la ressemblance, c'est-à-dire leur jugement du Yuanhenong. Le projet résidentiel se diversifie en fonction du rapport que chaque groupe entretient avec le quartier, du jugement qu'il s'exprime au quartier, de différentes positions sociales, toujours affirmées par la catégorie socioprofessionnelle.

5. Rénovation urbaine, reconfiguration de l'espace urbain et construction d'une société urbaine

L'ampleur de l'espace urbain Shanghaien ainsi que la nature des opérations privilégiées ont mobilisé les énergies sur un projet qui permet d'envisager une transformation réelle du cadre bâti. La rénovation prévue de Yuanhenong a également engendré une réorganisation socio-spatiale, une reconfiguration des relations entre les acteurs locaux et de nouvelles négociations partenariales.

Il nous faut tenter de systématiser nos observations, pour découvrir quels sont les facteurs qui aident les habitants ou les empêchent de profiter de la rénovation en fonction de leur choix résidentiel. Parmi les facteurs individuels, les problèmes économiques arrivent au tout premier rang. Les ressources économiques sont les plus importantes pour choisir un lieu de résidence et donc un environnement social. Le niveau socio-économique des ménages est défini par leur revenu, leur niveau de qualification et d'instruction, surtout du chef de famille. Sur notre quartier, la rénovation prévue a fourni à certaines familles (les plus favorisées) l'occasion d'une restructuration complète de la vie familiale et sociale en déménageant dans un nouveau quartier. Pour les familles défavorisées, l'expérience est inverse : au moment où elles obtenaient ce dont elles rêvaient, les voilà contraintes à restreindre au maximum les dépenses consacrées à un logement neuf et à la vie sociale. Le niveau d'imprécision des projets de départ s'élève lorsque l'on passe des ménages de cadres supérieurs ou moyens et de travailleurs qualifiés aux ménages de travailleurs non qualifiés. Il faut, tout d'abord, venir spécifier leur position sociale, définie par la profession, par d'autres rapports sociaux pour comprendre ce qui, au sein de ceux qui sont confondus dans les mêmes catégories socioprofessionnelles, est au principe de l'irréalisme des projets. Mais la seule prise en compte de la catégorie socioprofessionnelle ou même de l'ensemble des paramètres sociologiques habituellement recueillis dans les entretiens est ici insuffisant.

La diversité sociale des habitants locaux du Yuanhenong ne renvoie pas seulement à la diversité de leurs projets. Il ne s'agit pas seulement de trouver une explication rationnelle qui puisse rendre compte de cette hétérogénéité résidentielle. Les choix résidentiels réalisés ou non ne sont pas uniquement une affaire « privée » : d'un côté, ils mettent en jeu d'autres acteurs sociaux (promoteurs, agents immobiliers, etc.) ; d'un autre côté, ils interviennent fortement dans l'évolution du peuplement des types d'habitats et, plus largement, dans les transformations économiques, symboliques et sociales des espaces urbains.

Dans ce contexte, les problèmes sociaux du moment se croisent en ville : migration issue des campagnes vers les villes, rénovation urbaine de grande envergure, conflits entre les

résidents et les promoteurs immobiliers, cohabitation et relations difficiles entre les anciens habitants et les nouveaux arrivants etc. Face à ce constat, on doit penser à la construction d'une société urbaine chinoise sans prendre en considération ses propagandes politiques et les grands discours occidentaux sur les bienfaits de l'économie de marché et les droits des hommes. Ceci correspond à une transformation brutale d'une société rurale avec ses solidarités familiales et de proximité vers une société urbaine qui se construit par une immigration interne extrêmement forte. La structure de la société chinoise se reproduit au sein même de la ville à travers la différence de statut entre résidents urbains et travailleurs migrants. Bien qu'ils partagent les mêmes espaces de vie, la communication est quasi-rare entre les deux groupes. Les travailleurs migrants dépendent trop souvent de communautés fermées qui les maintiennent dans les campagnes. Cela les empêche de s'intégrer dans la vie urbaine. Les migrants sont acceptés temporairement comme de la main-d'œuvre en ville, mais exclus par les politiques urbaines. Face à ces problèmes, les migrants manquent de force de revendication et de capacité à recourir à la justice pour défendre leurs droits et leurs intérêts. La société civile, de plus en plus à l'étroit, trouve sa place dans la société chinoise qui est le fruit d'une modernisation rapide et n'ayant pas toujours des normes et des valeurs communes.

Le thème de la diffracton de la classe ouvrière dans et par l'habitat a été beaucoup étudié. Il trouve son correspondant en Grande-Bretagne dans les études de P. Willmott et M. Young, aux États-Unis dans celles d'H. J. Gans, avant d'être développé en France d'abord par H. Coing, puis par J.-C. Chamboredon. Cependant, nous ne pouvons pas reproduire le modèle d'une ville occidentale en Chine, car la Chine, même si elle est en mutation et transition formidables, est restée un pays en développement. La mobilité sociale des migrants issue des campagnes et la rénovation urbaine se croisent au cours d'une période spécifique du contexte chinois.

Limites de la recherche

Malgré beaucoup de travaux sur la société chinoise ces derniers trente ans, la recherche en sciences sociales en Chine reste peu développée. Sur le cadre théorique, nous avons pu constater que la plupart des théories et les études antérieures sur le thème de la « ville » concernent les pays occidentaux, surtout les États-Unis et la France. En Chine, bannie des universités et des centres de recherche chinois pendant presque trente ans, la sociologie a été réhabilitée à partir du début des années 1980 par le pouvoir politique, qui a appelé les sociologues à se joindre au projet de modernisation du pays. Depuis, de telles questions sur la ville sont devenues des sujets des recherches sociologiques. Dans les études empiriques

réalisées en Chine ces dernières vingtaines d'années, nous avons observé que peu de travaux sociologiques tiennent compte du lien entre rénovation urbaine et migration interne, ce qui est considéré comme deux thèmes différents et peu croisés. En fait, les deux thèmes sont toujours croisés dans les grandes villes chinoises comme Shanghai, notamment, depuis les années 1990.

Pour moi, ce travail à partir d'un quartier promis à une prochaine rénovation constitue la première phase de mes recherches systématiques sur la ville de Shanghai. Valider un cas particulier dans le contexte de la société contemporaine chinoise est un travail préliminaire. Il ne peut pas avoir une portée générale, applicable sans ajustement à toutes les villes de Chine. Néanmoins, certains aspects de nos travaux nous semblent transposables à d'autres mégapoles, quelles soient situées ou non dans des pays en développement : l'appropriation de l'espace public par des nouveaux arrivants ou la cohabitation entre les populations ancienne et nouvelle dans le même quartier.

Pour une thèse de doctorat conduite dans un temps limité et aussi avec la difficulté du contrôle de la langue française, ce travail, présente beaucoup de limites. En particulier, il n'a pas été possible d'approfondir nos travaux sur notre terrain d'étude après mon retour en France. Nous devons, de ce fait, être consciente des limites possibles des travaux de terrain, ainsi que les méthodes que nous utilisons pour les analyses sociologiques. La recherche sociologique n'est pas seulement une description générale sur le fait social, elle est aussi une réflexion ou une critique plus profonde.

Malgré ses limites, nous voudrions approfondir diverses réflexions sociologiques. Cette recherche soulève un certain nombre de questions importantes qui pourraient faire l'objet de recherches futures. Plusieurs sujets doivent être portés à la réflexion comme, par exemple, peut-on utiliser les théories occidentales pour expliquer des phénomènes urbains dans un contexte chinois ? Y-a-il des comparabilités entre Chicago à la fin de XIX^e siècle, Paris dans les années 1960 et Shanghai au XXI^e siècle ? Plus généralement, nous devons nous interroger sur la valeur des théories occidentales et leur application dans la société chinoise. Une piste de réflexion à long terme s'ouvre ainsi à moi.

Postface

Peut-on comparer les migrants de Shanghai avec les immigrés chinois à Paris ?

----le cas de Belleville

Introduction

Alors que pour l'émigration des provinces de la province du Zhejiang, les ouvrages de références, les publications et monographies sont nombreuses en France ou en Europe, concernant les immigrés du *Dongbei* (Nord-est), peu d'ouvrages ont été publiés. En fait, cette nouvelle vague migratoire est essentiellement abordée par les chercheurs en France, mais peu connue en Chine.

Pour comparer avec les migrants originaires de la province du Zhejiang, mes études font le point sur les motivations, les modalités d'entrée en France et les pratiques migratoires des nouveaux immigrants chinois à Paris. Plusieurs questions me semblent intéressantes : pourquoi les personnes d'une région urbaine sans tradition migratoire émigrent vers un pays étranger ? Qu'est-ce qui les pousse à partir à l'aventure et recommencer à partir de rien dans un pays très éloigné, dont ils ne maîtrisent pas la langue et n'ont pas les réseaux sociaux, où ils sont en situation de déclassement social et particulièrement isolés ? Par quels moyens sont-ils arrivés en France ? L'objectif serait de mieux comprendre la diversité des causes et des raisons qui déterminent les départs et orientent les trajectoires et comment les immigrés chinois élaborent des stratégies, des mobilisations, des résistances individuelles dans la diversité des expériences migratoires.

Mon analyse se fonde sur une enquête empirique menée entre janvier et juillet 2006 au sein de la communauté chinoise dans la région parisienne. Elle comprend des entretiens approfondis auprès des immigrés chinois dans un cadre informel et des observations participantes autour de diverses activités dans l'association franco-chinoise Pierre-Ducurf²⁵⁷ située dans le III^e arrondissement de Paris. L'enquête de terrain comporte plus d'une dizaine d'entretiens dans un cadre informel dont, notamment, 13 entretiens approfondis. Dans notre échantillon, les interviewés du Nord ou des mégapoles sont dans une tranche d'âge de 40 et

²⁵⁷ L'association franco-chinoise Pierre-Ducurf a été fondée en 1993 avec pour mission de créer des passerelles entre les populations chinoise et française en France. Les activités de l'association ont donc pour objectif de favoriser la rencontre et l'échange, à travers des actions franco-chinoises (cuisine chinoise, Nouvel An chinois, calligraphie) et auprès des familles et des jeunes Chinois (cours de langue et soutien scolaire, permanence juridique). Pour interroger les immigrants chinois à Paris, j'y ai travaillé en tant que bénévole. Diverses activités ont été menées dans cette association : enseigner le mandarin pour des Français les samedis matin, assister aux activités chinoises organisées par l'association, et encore fréquenter les quartiers chinois dans le III^e, le XIII^e et XX arrondissement de Paris.

52 ans, actuellement sans titre de séjour valide (exceptées une femme avec un titre de séjour pour raison de maladie et une autre avec des papiers espagnols), arrivés en France entre 1998 et 2005. La plupart était au chômage et se trouvait en situation précaire en Chine. A l'inverse, les interviewés du Sud sont plus jeunes, dans une tranche d'âge de 18 et 38 ans, dont quelques-uns vivent en France depuis dix ans et les autres sont arrivés mineurs.

Nous avons choisi Belleville comme un terrain à Paris. Cependant, l'enquête de terrain de Paris représente un simple travail préliminaire comme je l'ai montré dans le chapitre 2. Elle n'a pas le même statut que celle de Shanghai où l'analyse de terrain s'est déroulée sur plus d'une année. Le travail de Paris a été fait pendant une période de six mois allant de janvier à juillet 2006.

1. L'actualité des immigrés chinois à Paris

1.1 Une population migrante croissante depuis la fin de 1990

L'ouverture et les réformes économiques chinoises mises en œuvre à partir de 1978 ont relancé un mouvement international d'immigration chinoise. Si l'Asie et la côte Pacifique demeurent les destinations privilégiées des migrants chinois, l'Europe semble gagner la faveur des « nouveaux immigrés chinois ». Le géographe P. Picquart estime qu'au total, les Chinois seraient plus de 250 000 dans la métropole parisienne. 70% des Chinois habitent au nord-est de la capitale et 30% en proche banlieue (22% en Seine-Saint-Denis). En 1998, suite à la vague de régularisations, les Chinois ont été au premier rang des immigrants, irréguliers, régularisés à Paris (P. Picquart, 2004). Dominent les Wenzhou (entre 60 000 et 100 000, selon la Préfecture de Police) issus d'une province de moins en moins rurale et de plus en plus industrielle, située au sud de Shanghai.

Depuis deux décennies, l'immigration chinoise en Europe est en forte augmentation, en particulier en France, où on estime à environ 450 000 le nombre d'immigrés chinois²⁵⁸. Les chiffres publiés par le ministère de l'Intérieur dans son rapport de décembre 2002 font état d'une population chinoise titulaire d'un titre de séjour de 42 447 adultes en 2002, contre 35 506 en 2001, soit une augmentation de 19,6 %. Elle avait déjà augmenté de 11 % en 2001²⁵⁹. Quant aux immigrés chinois illégaux, ils seraient environ 50 000, sachant que, chaque année, près de 6 000 nouveaux clandestins font leur entrée en France²⁶⁰. Cette nette accélération des

²⁵⁸ Source : *Le Monde*, Régions, samedi 24 janvier 2004, p.14

²⁵⁹ Source : *Le Monde*, International, samedi 10 janvier, 2004, p.4

²⁶⁰ Source : *Le Monde*, Société, mercredi 22 juin, 2005, p.11

arrivées, légales ou non, va de pair avec une diversification des populations migrantes. Si le courant migratoire venant de la région de Wenzhou en Chine du Sud reste majoritaire (V. Poisson, 2005), un nouveau flux venant du Nord de Chine et des mégaloïles est apparu depuis la fin des années 1990. Il est largement constitué d'individus isolés, en majorité des personnes de plus de 40 ans, qui proviennent des régions urbaines sans tradition migratoire.

Tableau 18 : Flux d'immigration asiatique en France depuis 1994

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Asie	13 123	11	11	14	19	17 759	21 001	25 234	29 027
		177	447	972	668				
dont :									
Chine	1 358	1 253	1 047	3 251	5 565	3 717	5 036	6 688	8 968
Japon	2 457	2 506	2 562	2 659	2 621	2 904	3 154	3 170	3 118
Liban	1 221	810	799	850	1 042	1 208	1 486	1 958	2 124
Sri Lanka	1 757	816	963	1 252	1 508	1 068	1 166	1 739	1 423
Inde	600	682	661	795	1 058	1 312	1 368	1 563	2 037
Viêt Nam	823	626	597	699	852	909	1 149	1 341	1 904
Corée du sud	1 147	1 180	1 200	1 358	903	973	1 161	1 317	1 294

Source: X. Thierry (2004), « Évolution récente de l'immigration en France et éléments de comparaison avec le Royaume-Uni », *Population*, n° 5.

1.2 Typologie des immigrés chinois à Paris

L'histoire des Chinois de France débute à la Grande Guerre. La présence migratoire en France est ensuite discrète. Mais après 1975, les réfugiés de l'ex-Indochine, à 80% d'origine chinoise, entrent en France. En revenant sur l'histoire des Chinois de France, nous trouvons que cette population chinoise ne forme pas un ensemble homogène. Actuellement, trois origines géographiques peuvent être distinguées.

Le premier, c'est la population « teochew » qui est la prononciation dialectale de Chaozhou, ville de la région du Guangdong au sud de la Chine, dont est originaire la plupart des migrants chinois en provenance des anciens pays d'Indochine (Cambodge, Laos, Viêt-Nam). Ils sont arrivés majoritairement en France au milieu des années 70. Une forte majorité des *boat people* de cette époque appartient à la communauté commerçante d'origine chinoise. En arrivant en France, ils se sont installés dans le XIII^e arrondissement de Paris, qui possède alors de nombreux logements vacants, et y développent dans le quartier un commerce que l'on

peut qualifier d'éthnique (restaurants, épiciers asiatiques, bazars etc.). Depuis une vingtaine d'années, cette migration n'est plus renouvelée par de nouvelles arrivées.

La deuxième population chinoise est originaire du sud du Zhejiang et de la région de Wenzhou. Cette vague d'immigration date des années 1920 et est constituée à partir de la main-d'œuvre de la première guerre mondiale. A la fin de leur contrat, certains Chinois de la province du Zhejiang sont restés en France pour y travailler en tant qu'ouvriers. Mais c'est à partir de la fin des années 80 qu'elle a pris de plus en plus d'ampleur, à la faveur notamment de l'ouverture de la Chine continentale. Aujourd'hui, l'immigration Wenzhou ne ralentit pas. Originaires de Zhejiang, ces derniers représentent 60 à 65% des nouveaux arrivants dans le quartier de Belleville à Paris. Ils sont surreprésentés dans certaines niches économiques telles que la confection, la restauration et la maroquinerie.

Enfin, les Dongbei, sont la troisième population migrante chinoise qui provient du Nord-est de la Chine dans les années 1990. Ce terme « Dongbei » (nord-est) désigne essentiellement quatre provinces : Jilin, Liaoning, Heilongjiang et Hebei. Avec l'ouverture économique de la Chine, de nouveaux migrants arrivent du Nord-est du pays. Venus en France à la suite d'une rupture professionnelle ou familiale, les Dongbei ne possèdent pas encore de véritables relais communautaires en Europe et sont employés dans des conditions extrêmement pénibles par les communautés Wenzhou et teochew.

2. Parcours des nouveaux immigrés chinois à Paris----le terrain de Belleville

2.1 Le contexte du départ

Le contexte social chinois contribue à expliquer la nouvelle migration du Nord et des mégalo-poles. Les ruptures de l'histoire et les inégalités les éloignent de leur propre société. Ils sont souvent dans une situation d'isolement social et affectif avant leur départ.

2.1.1 Une génération anciennement privilégiée

Contrairement aux Chinois de Wenzhou dont la majorité sont fixés par le *Hukou* rural qui leur interdit de s'installer en ville depuis un temps assez long, la plupart des interviewés ont en Chine des *Hukou* urbains. Ce sont des urbains, comme le couple Yin de Shanghai et Cui de Shenyang. M. Yin, 46 ans, vit en France depuis plus de deux ans. Selon lui, « *Nous sommes citadins (shimin), nous sommes venus des villes. Notre situation n'est pas comparable à celle des gens originaires de Wenzhou. Eux, ce sont des campagnards. Nous, nous avons travaillé dans des usines et nous sommes plus qualifiés ...* ». Les paroles de Yin nous indiquent, plus

ou moins, la différence entre la vague migratoire du Wenzhou et celle du Nord et des mégalofoles. Cette dernière, sans aucun doute, est une génération anciennement privilégiée en Chine.

Les citoyens en Chine jouissaient d'un système social qui protégeait leurs emplois. Nés à la fin des années 1950 ou au début des années 1960, ils ont étudié pendant la période troublée de la Révolution Culturelle. La majorité a étudié jusqu'au lycée, voire plus. Ils ont cependant, reçu une éducation qui négligeait les connaissances techniques, dévalorisait les intellectuels et était à fort accent idéologique et politique. Une fois diplômées, ces personnes ont travaillé pendant plusieurs années dans des entreprises d'État en tant que techniciens, cadres, employés ou ouvriers selon le système de travail alloué par l'État (*Guojia gongzuo fenpei*). Comme C. Eyraud (1999) le décrit, les entreprises d'État n'étaient pas seulement des entités économiques, mais également - et peut-être surtout - des cellules de l'État-Parti assurant de nombreuses fonctions administratives, politiques et sociales. Dans les provinces industrielles du Nord-est, terres d'élection des grandes entreprises d'État, des énormes conglomérats de l'industrie lourde, des mines ou du textile y étaient implantés. Environ 65% de la main-d'œuvre urbaine travaillait, en 1994, dans une entreprise d'État, dont une très forte proportion dans l'industrie lourde (J. - L. Rocca, 2000).

2.1.2 La rupture professionnelle

Au cours des années 1990, des ruptures, parfois cumulées, se sont produites dans leur vie. La majorité des personnes interrogées ont subi une rupture professionnelle.

Depuis les années 1990, la Chine mène une réforme du secteur d'État. A l'origine de ce bouleversement, la nouvelle politique de modernisation des entreprises publiques dont l'objectif, toujours d'actualité, était de « garder les grosses entreprises et laisser tomber les petites » (*Zhuada fangxiao*), c'est-à-dire de se débarrasser des petites et moyennes entités en les vendant ou en les fermant, et de renforcer et moderniser les structures importantes, afin de les concentrer dans les grandes groupes capables de concurrencer les multinationales étrangères en Chine et dans le monde (J.- L. Rocca, 2000). L'ancienne structure économique du régime a été ébranlée, en particulier les entreprises d'État, qui n'étaient plus destinées à absorber la main-d'œuvre urbaine, ni à lui garantir une protection contre tous les aléas de l'existence. Les entreprises, qu'elles soient en bonne ou en mauvaise santé, devaient « diminuer les effectifs pour accroître leur efficacité » (*Jianyuan zengxiao*) ; les employés des établissements fermés étaient licenciés. Il leur fallait retrouver du travail par eux-mêmes.

Un nouveau phénomène est donc apparu : un chômage massif dans les villes chinoises. La région de Dongbei a subi de plein fouet la politique de restructuration des entreprises d'État largement déficitaires. Le taux de chômage y a atteint par endroit 30%. Il a touché en priorité les 40-50 ans et les femmes (C. Cattelain etc., 2005). En 1997, sur les 13 à 14 millions de personnes congédiées « chômeurs » (*Xia gang*)²⁶¹, 1,6 million vivaient dans la seule province du Liaoning où les entreprises publiques, généralement de grande taille et particulièrement obsolètes, étaient dans des situations catastrophiques. À la fin de 1997, près de 13,7% des chômeurs de l'ensemble du pays résidaient dans la province Liaoning (J. - L. Rocca, 2000). À Shanghai, le taux de chômage est allé croissant au cours des quinze dernières années. Avant 1992, le nombre de chômeurs enregistrés à Shanghai était peu important, inférieur à 100 000 personnes, soit moins de 2%. A partir de l'année 1993, le taux a rapidement augmenté : fin 1994, le nombre de chômeurs atteignait 148 500 personnes, fin 1999, 174 700, et fin juin 2000, 187 000 (Lu Ming, 2001).

Jadis classe privilégiée, le groupe des « ouvriers et employés des entreprises publiques » grossit les rangs de la « nouvelle pauvreté » (J.- L. Rocca, 1999). Dans certaines villes des provinces du Nord-est (Heilongjiang, Jilin, Liaoning), les « difficultés » frappent parfois près de la moitié des individus. Les catégories sociales les plus touchées par la pauvreté sont les retraités sans famille, les foyers possédant plusieurs *xiagang* et les personnes handicapées (A. Kernén & J.- L. Rocca, 1998).

²⁶¹ Voir sur ce point notre chapitre 5 : Les « Xiangang » : un groupe typique.

Encadré 24 : Le cas de Cui

Mme Cui, mariée, 52 ans, sans travail, originaire de Shenyang, la capitale de la province de Liaoning, arrivée en France en 2000

Cui a terminé ses études au lycée à Shenyang en 1971. Après, elle a obtenu de l'État un poste réservé aux nouveaux diplômés. Elle a été affectée dans un groupe subordonné du Bureau des transports. Chaque jour, elle travaillait pour charger et décharger du sable des camions. Mais, pour une femme, ce travail était très difficile et très fatigant [...]. Puis, elle a été affectée dans une usine métallurgique. C'était une entreprise collective où Cui travaillait pour attirer les commandes externes (*Paowai*). Tous les jours, elle visitait différents chantiers et activait la vente des produits de l'usine. Après accord sur le prix et commande du client, les ouvriers pouvaient les produire. A cette époque, le salaire de Cui dépendait des commandes qu'elle obtenait. Mais, elle n'avait pas de bonnes relations avec le dirigeant et la comptable. Selon elle, les deux étaient cupides et parfois baissaient son salaire délibérément. Après un conflit violent avec eux, Cui a décidé à la fin de 1990 de quitter l'usine.

A cette époque, son mari étant malade et sans travail, la vie de la famille était devenue plus difficile. Cui n'avait pas d'autres choix que de soutenir la famille elle-même. Pour gagner de l'argent, elle faisait le marchand forain dans les rues comme colporteur, vendant babouches, chaussures, chaussettes etc. Et sans licence d'exploitation, elle était toujours expulsée par les policiers. Après deux ans, Cui a décidé d'aller à l'étranger pour gagner de l'argent. Par l'intermédiaire d'une relation, elle a déposé 40 000 yuans (environ 4 000 euros) pour un visa touriste en France.

Encadré 24 : Le cas de Yin

M. Yin, marié, 46 ans, travail au noir, originaire de Shanghai, arrivé en France en 2004

Avant son départ en France, Yin travaillait aussi dans une entreprise de la sidérurgie à Shanghai, depuis plus de 20 ans, juste après l'étude au lycée. Selon lui, cette entreprise a fonctionné très bien pendant la période d'économie planifiée, mais depuis les années 1990, elle n'était plus rentable [...]. Yin a décidé de démissionner et de faire du commerce (*Xiahai*)²⁶². Selon lui, à Shanghai, c'était très difficile de trouver du travail à son âge, sans diplôme, ni compétence. A cette époque, un ami de Yin qui travaillait dans un pays à l'est de l'Europe lui a proposé de venir. Selon lui, c'était facile d'y trouver un travail. Mais, il n'était pas facile d'obtenir le visa. A l'inverse, obtenir un visa commercial français, c'était plus facile. Yin, donc, a déposé 35 000 yuans (environ 3 500 euros) pour l'achat d'un visa commercial français. En 2004, Yin est arrivé à Paris.

Le marché de l'emploi saturé, procure peu d'opportunités aux personnes de cet âge. Pour les individus interviewés, le chômage endémique est la raison la plus souvent mentionnée pour expliquer le départ. Une vie de « *Xiagang* » (salarié descendu de son poste) ou « *Shiye* » (sans emploi) conduit à une situation de déclassement économique, ce qui est un des éléments qui les a poussés à partir à l'étranger. Selon A. Sayad (1999), « l'émigration : [...] une exportation de force de travail sans plus, une sorte de main-d'œuvre disponible pour être utilisée et disponible parce que non utilisée sur place ; c'est la définition de l'émigré, constitué d'abord comme chômeur et, ensuite, comme chômeur qui émigre pour cesser d'être chômeur [...] ».

2.1.3 La rupture familiale

Outre le chômage, le divorce est aussi un des motifs de départ, surtout pour des femmes du Nord. Dans une enquête précédente, les personnes séparées ou divorcées constituaient les ¾ des personnes interrogées (C. Cattelain etc., 2002). Le divorce met les femmes dans une situation de rupture familiale qui les pousse à quitter leur pays pour commencer une nouvelle vie sentimentale.

²⁶² *Xiahai*, littéralement « sauter dans la mer ». Ce terme apparut en Chine pendant la réforme économique au début des années 1990 pour décrire le fait de quitter un travail stable dans le secteur public pour tenter sa chance dans le commerce en risquant de tout perdre.

Encadré 26 : Le cas de Zhang

Mme Zhang, divorcée, 46 ans, a ouvert un hôtel privé en Espagne, originaire de Pékin, arrivée en Espagne en 1998, en France en 2000 et repartie en Espagne en 2004.

Zhang travaillait comme directrice du syndicat des femmes dans une entreprise d'État à Zhenzhou de la province du Henan quand elle était en Chine. Selon elle, c'est une grande entreprise d'État qui fonctionne très bien jusqu'à aujourd'hui [...]. Pour Zheng, la raison qui l'a poussée à quitter la Chine est le divorce. Après son divorce, elle ne voulait plus rester et faire face à sa mauvaise situation familiale. Elle a donc décidé d'aller en 1998 à Madrid en Espagne. Après deux ans, elle est allée à Paris. Pour gagner sa vie, elle a travaillé comme bonne d'enfants pendant trois ans dans le quartier de Belleville. Mais, à cause de la difficulté d'obtenir un titre de séjour en France, elle a décidé de revenir en Espagne. Par l'intermédiaire de relations, elle a réussi à obtenir un titre de séjour. Maintenant, Zhang a ouvert un hôtel privé à Barcelone pour accueillir des touristes chinois, surtout des étudiants chinois.

De même, Lisa (nom français), une femme du Qingdao, la grande ville de la province du Shandong, s'est mariée avec un français après son arrivée en France. Puis, sa fille a pu immigrer en France par le regroupement familial. Nina, une autre femme de la quarantaine, originaire de Shanghai, s'est mariée aussi avec un français pour commencer une nouvelle vie²⁶³.

2.2 Un passage de Chine en France

La plupart des personnes originaires du Zhejiang ont rencontré, par le biais de recommandations d'amis ou de la famille, des passeurs ou des « têtes de serpents » (*Shetou*) qui adaptent et multiplient trajets et documents administratifs pour arriver à bon port (C. Cattelain etc., 2002). A l'inverse, les migrants originaires du Nord et des mégaloïles, quelle que soit la région d'origine, sont arrivés, pour la majorité d'entre eux, légalement. Selon la DPM (Direction de la Politique Médicale), 58% des Chinois sont entrés avec un visa Schengen et un passeport²⁶⁴. Les Chinois du Nord ou des mégaloïles ont encore la possibilité d'obtenir un passeport et un visa, avec la complicité d'agences de voyage,

²⁶³ Les deux femmes, Lisa et Nina, ne veulent pas me dire leur nom chinois et aussi ne veulent pas me raconter plus profondément leur pratique migratoire. J'ai rencontré Nina dans l'association franco-chinoise Pierre-Ducetf, où j'ai enseigné le mandarin pour des Français. Nina est la femme d'un des mes élèves, un français de plus de 50 ans. Je lui explique que je suis étudiante et je voudrais faire des recherches sur les immigrés chinois en France. Elle, comme Lisa, a disparu. Et son mari n'a assisté plus à mon cours.

²⁶⁴ Source : *Le Monde*, Régions, samedi 24 janvier 2004, p. 14

d'entreprises privées et d'autorités consulaires. Dans ce contexte, ils peuvent échapper aux conditions les plus pénibles de passage, en voyageant par vol direct (Gao Yun & V. Poisson, 2005). Selon Cui, « *la plupart des gens sont arrivés avec un visa de touriste ou de commerce au prétexte de se renseigner sur un type de chocolat français. Par rapport à d'autres pays, c'est plus facile d'obtenir un visa pour la France* ». Zhou précise que « *Nous sommes arrivés légalement. Nous ne sommes pas clandestins comme les gens originaires de Wenzhou* ». De même, pour Ren, « *J'ai un visa de commerce. C'est légal.* »

Clandestins ou pas, le passage vers la France coûte très cher. En 2003, les tarifs de voyages pour les gens de Wenzhou varient entre 13 000 et 22 000 euros pour l'Europe (Gao Yun & V. Poisson, 2005).

« Mes parents ont payé 130 000 yuans (environ 13 000 euros) au passeur qui m'a donné un visa muni d'une fausse carte de séjour. Mon trajet est la voie directe (l'arrivée se fait par vol direct). Comme c'est le type de trajet le plus sûr, c'est celui qui coûte le plus cher. Les autres personnes peuvent emprunter une voie plus dangereuse. Cette voie terrestre est d'une grande complexité et peut s'échelonner sur plusieurs mois : on y prend le train, la voiture, le bateau, la charrette, on marche, etc. Elle est souvent combinée avec la voie d'eau (Shui lu). »

(Mlle Huang, 18 ans, élève,
originaire de la région de Wenzhou, arrivée en France en 2002)

Les tarifs pour les migrants du Nord et des mégalopoles s'échelonnent entre 4 600 et 12 200 euros et sont moins élevés que ceux des gens de Wenzhou. Selon les personnes interrogées du Nord et des mégalopoles que j'ai rencontrées, les tarifs variaient entre 3 500 et 5 000 euros. La pression pour le remboursement de la dette est moins importante.

« Le coût de l'émigration varie. Ça dépend de différentes régions. A Shanghai, c'est un peu plus cher quand même. Moi, j'ai dépensé 50 000 yuans (environ 5 000 euros). Mais, dans les autres provinces de Chine, la dépense est moins élevée, 30 000-40 000 yuans (environ 3 000-4 000 euros). Et le moins cher que je connais c'est seulement 18 000 yuans (environ 1 800 euros). Mais, les clandestins, dont la plupart sont des gens originaires de Wenzhou, dépensent plus de 100 000 yuans (environ 10 000 euros). »

(Mme Zhou, 40 ans, bonne d'enfants,
originaire de Shanghai, arrivée en France en 2000)

« Si tu as des connaissances en France, tu peux leur demander de te chercher à l'aéroport, quand tu es arrivé. Sinon, le passeur peut demander à quatre personnes de te chercher, mais tu dois lui payer une somme d'argent [...] ».

(M. Yin, 46 ans, travailleur au noir,
originaire de Shanghai, arrivé en France en 2004)

Pour Cui, *« Je ne connaissais personne ici. Quand je suis arrivée en France, le passeur a demandé à un garçon de me chercher à l'aéroport et de m'envoyer à mon logement. Pour ça, j'ai dépensé 200 dollars qui s'appellent 'jieji fei'²⁶⁵... ».*

(Mme Cui, 52 ans, sans emploi,
originaire de Shenyang, arrivé en France en 2000)

2.3 Une situation très précaire à Paris

A Paris, la situation des nouveaux immigrés chinois est particulièrement difficile, à cause de la pénurie d'emploi, aggravée par la chasse aux immigrés clandestins et au travail au noir. Comparé avec les Chinois du Sud du Zhejiang qui étaient dotés d'un « capital migratoire » (D. Cologna, 1998), les nouveaux arrivants du Nord et des mégapoles manquent de capital social et économique, ce qui les met dans une situation très précaire.

2.3.1 Le travail

Les Chinois du Nord et des mégapoles travaillent majoritairement au service des autres communautés chinoises, familles installées en France avec enfants en bas âge ou patrons de la confection ou de la restauration. Nombre de femmes âgées, sans réseau communautaire important en France, travaillent comme nourrices ou bonnes d'enfants à tout faire au service des Chinois du Zhejiang ou de personnes originaires de l'Asie du Sud-est.

Quand Cui est arrivée en France, son premier travail était bonne d'enfants dans une famille originaire de Wenzhou.

« La première année de mon arrivée en France, j'ai travaillé dans une famille originaire de Wenzhou. Ils allaient travailler dans la journée. Je restais dans la maison pour m'occuper des enfants, laver leurs vêtements et m'occuper des tâches domestiques. Quand ils rentraient,

²⁶⁵ *Jiejifei*, littéralement la dépense payée pour l'accueillir à l'aéroport. Quand un clandestin chinois est arrivé en France, le passeur va lui proposer quelqu'un pour le chercher à l'aéroport et l'emmener dans son logement. Pour ce service, le clandestin doit payer une certaine somme d'argent.

ils ne me laissaient jamais un moment de repos [...] Maintenant, je vis en vendant des ordures collectées [...]. Parmi les personnes avec qui j'habite, deux travaillent comme bonnes d'enfants, deux travaillent dans des restaurants chinois et les autres, comme moi... ».

(Mme Cui, 52 ans, sans emploi,
originaire de Shenyang, arrivée en France en 2000)

« Pour les personnes qui sont venues ici avant, c'était facile de trouver un travail. Les patrons venaient te chercher et le montant du salaire s'élevait à 5 000-6 000 francs (760-915 euros). Maintenant, il y a de plus en plus de personnes. Donc, les patrons choisissent et baissent le salaire [...] J'ai travaillé comme bonne d'enfants dans une famille originaire de Guangdong, mais maintenant je suis sans emploi [...] ».

(Mme Ren, 40 ans, bonne d'enfants,
originaire de Shanghai, arrivée en France en 2006)

Le capital relationnel (*Guanxi*) joue un rôle très important pour trouver du travail. Selon Zhou, une femme originaire de Shanghai, qui vit en France depuis plus de 6 ans, « *La majorité des personnes arrivées récemment travaillent dans des ateliers clandestins de confection ou dans une famille originaire de Wenzhou comme bonne d'enfants. Mais, si tu ne connais personne, c'est-à-dire, si personne ne te recommande, c'est très difficile de trouver un tel travail. Parce que les familles originaires de Wenzhou préfèrent employer des personnes recommandées par leurs connaissances [...] Ces dernières années, c'est très difficile de trouver un travail. La vie ici est très difficile et très fatigante... ».*

(Mme Zhou, 40 ans, bonne d'enfants,
originaire de Shanghai, arrivée en France en 2000)

Pour ceux qui travaillent dans les ateliers clandestins chinois, le travail forcé²⁶⁶ a toujours existé. Parce qu'ils n'ont pas de statut légal et qu'ils ne savent pas parler la langue, ou pour payer une dette, un certain nombre des nouveaux immigrés chinois sont forcés de travailler dans des conditions pénibles. Les employeurs savent comment tirer parti de la situation irrégulière de leurs employés : ils payent des salaires peu élevés, allongent les heures de

²⁶⁶ Aux termes de la Convention n° 29 de l'OIT, l'expression travail forcé ou obligatoire se réfère à « tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré ». Le travail forcé peut exister à l'intérieur ou au-delà des frontières nationales. Le travailleur asservi peut être un ressortissant national ou un étranger. Dans ce cas, il s'agit en général d'un immigrant illégal ou irrégulier qui est transféré de manière illicite dans un autre pays et forcé à travailler.

travail, fournissent à leurs employés une nourriture insuffisante, un logement de mauvaise qualité et ne leur assurent aucune couverture sociale (Gao Yun, 2004).

« Je travaille au noir dans un atelier de confection, parce que je n'ai pas de papiers légaux [...]. Je gagne environ 600 euros par mois. La plupart des patrons viennent de Wenzhou et tous les ouvriers sont chinois sans papiers. Quand tu trouves un travail, le patron te demande si tu as des papiers. Si tu dis 'non', il sera très content. Parce qu'il peut baisser ton salaire [...]. Nous commençons à travailler vers 9 heures le matin et arrêtons vers 22 heures. Nous avons juste 15 minutes pour le déjeuner. Pour les Français, ce n'est pas possible [...] Nous n'avons pas le choix, parce que nous n'avons rien ici... ».

(M. Yin, 46 ans, travailleur au noir,
originaire de Shanghai, arrivé en France en 2004)

Mme Ren m'a décrit les conditions de travail dans les ateliers clandestins de confection des Wenzhou, *« Les ouvriers commencent à travailler vers cinq heures du matin. Et après quelques heures, ils recommencent [...] »* Pour Cui, *« Pour ne pas permettre aux ouvriers d'aller à l'extérieur, les patrons ferment toujours toutes les fenêtres et les portes des ateliers. La plupart des ouvriers n'ont pas de contact avec l'extérieur... »* .

Outre ces rivalités régionales, un discrédit supplémentaire entache l'image de ces Chinois du Nord, *la prostitution*. Les prostituées chinoises sont les dernières arrivées, parmi les milliers de migrants, victimes ou bénéficiaires de l'immense vague déclenchée depuis la politique d'ouverture - commerciale et frontalière - de l'ancienne République maoïste. Les premières prostituées chinoises sont apparues dans le quartier de Belleville, il y a sept ou huit ans. En 2003, elles n'étaient pas plus de 100, selon les estimations des services de la préfecture de police. Mais aujourd'hui, *« on pense qu'elles sont plusieurs centaines mais c'est très difficile à dire car le turn-over est important. Il y a toujours des nouvelles têtes et d'autres qu'on ne revoit plus »*, souligne M. Debrus, responsable à Médecins du monde (MDM) de la mission dite *« Lotus bus »*, lancée en janvier 2004²⁶⁷.

La plupart des femmes du Dongbei subissent une forte dévalorisation sociale et n'ont pas de relais communautaire ; le travail qu'elles trouvent est soit occasionnel (comme dans la confection), soit insupportable (comme dans les services domestiques), voire souvent les

²⁶⁷ Voir: *Le Monde*, Horizons, vendredi 18 novembre 2005, p. 27.

deux. Pour elles, la prostitution apparaît comme un moyen plus facile d'arrondir les fins de mois et se transforme parfois en source de revenus principaux (Gao Yun & V. Poisson, 2005).

« La plupart des femmes du Dongbei sont prostituées à Belleville sauf une partie qui travaillent comme bonnes d'enfants. Maintenant, pour obtenir des papiers, de plus en plus des femmes rêvent d'un mariage avec un français ou un étranger en situation régulière, par exemple un arabe qui est resté en France depuis plus de dix ans. Mais, ce n'est pas facile... ».

(M. Yin, 46 ans, travailleur au noir,
originaire de Shanghai, arrivé en France en 2004)

« Maintenant beaucoup de femmes chinoise font ça (se prostituer). C'est plus facile pour gagner de l'argent. Si tu es jeune et jolie, le prix est plus haut [...] Nous autres, femmes du Dongbei, on attend dans la rue en public pour attendre les clients [...] Elles n'ont pas honte de faire ça (Buzhi xiuchi). Bien qu'elles puissent gagner beaucoup d'argent, je ne les envie pas... ».

(Mme Cui, 52 ans, sans emploi,
originaire de Shenyang, arrivée en France en 2000)

Originaire de Shenyang, Li fait ses études à Paris depuis six ans. Il m'a décrit ses compatriotes ainsi, *« Si tu va au quartier de Belleville, tu peux voir beaucoup de femmes de Dongbei dans la rue, partout [...] Tout le monde sait ce qu'elles font... »*. Evidemment, les femmes du Nord sont étiquetées comme prostituées, alors que le quartier de Belleville est devenu un lieu de prostitution.

2.3.2 Un logement de mauvaise qualité

Concernant le logement des immigrés interrogés, la situation est aussi difficile. Leur situation de « sans papiers » rend pratiquement impossible la location d'un appartement. Le terme de « logement » n'est d'ailleurs pas utilisé par les Chinois, qui parlent de « couchette » (*Da pu*²⁶⁸) ou de « chambres », disponibles dans des logements de leurs compatriotes ou dans des dortoirs organisés par des « marchands de sommeil » chinois. Dans ce logement, la

²⁶⁸ Da pu, littéralement partager le lit. Habitation collective courante parmi les migrants chinois irréguliers qui ne peuvent pas signer de bail de location, à cause de leur statut de clandestin. Ils sont sous-locataires d'un appartement loué par leurs compatriotes et paient entre 90 et 140 euros par mois pour un lit, qui est leur unique espace de vie.

promiscuité entre hommes et femmes n'est pas rare. Le prix mensuel d'un lit est entre 100 et 120 euros. Si tu loges dans un dortoir collectif, c'est cependant moins cher.

Mme Cui loge dans un dortoir collectif où il y a beaucoup de personne, hommes et femmes. *« Chaque lit a deux couchettes, une située en haut, une autre en bas. Si tu dors dans la couchette basse, c'est difficile de lever la tête [...] Le loyer est de 150 euros par mois, partagé par deux personnes... »*. Mme Ren ne veut pas me décrire son logement à Paris, parce qu'elle pense qu'il est très mauvais. La première fois que je lui ai téléphoné pour fixer le lieu du rendez-vous, elle m'a dit, *« mon logement ici est très mauvais. Je ne peux pas t'inviter chez moi. Tu sais, nous, les Shanghaiens, nous avons peur de perdre la face (Mianzi). Mais, nous ne pouvons pas cohabiter avec des Chinois venus des autres provinces. Ils habitent ensemble, hommes et femmes, dans la même chambre... »*.

2.3.3 La barrière de la langue

La langue est un élément fondamental pour s'intégrer dans une société différente. Tous les interviewés travaillent avec d'autres Chinois, donc leur besoin en français est limité. Et ils n'ont de toute façon pas le temps de l'apprendre. Ne parlant pas la langue française, il est pratiquement impossible pour les immigrés d'avoir accès à toutes les informations nécessaires à une vie normale. Ils sont incapables de communiquer avec la population française et n'ont donc pas d'autres possibilités de travail. Mme Cui, habite à Paris depuis 5 ans, mais connaît seulement quelques mots de Français, par exemple, bonjour, merci beaucoup, pardon etc. Si les Français parlent avec elle, elle ne comprend pas. En temps ordinaire, elle n'a pas de contact avec les français. Tous ses amis sont chinois. Mme Ren indique aussi que *« Nous ne pouvons pas parler le français, c'est pourquoi il est très difficile de trouver un travail. Quand les Français nous parlent, nous ne comprenons rien. C'est pourquoi nous ne travaillons que pour des patrons chinois... »*. Sans la connaissance de la langue française, les immigrés chinois ne peuvent que recourir à des personnes qui parlent le mandarin pour trouver un emploi.

Encadré 27 : Extrait d'un dialogue entre Zhou et un collègue de l'Association Franco-chinoise Pierre-Ducerf.

Collègue : *Tu peux parler le français ?*

Zhou : *Non.*

Collègue : *Tu ne l'as pas appris pendant les dernières six années ?*

Zhou : *Non, je n'ai jamais appris la langue française...*

Collègue : *Ici, nous avons des cours de français de tous niveaux. Si tu veux ...*

Zhou : *Mais, je dois travailler et je n'ai pas le temps.*

Collègue : *.....*

2.3.4 Sans papiers, sans sécurité

La plupart des nouveaux immigrés chinois sont sans papiers. Entrés de manière illégale, il leur est impossible ensuite d'obtenir une carte de séjour en France. Les immigrés chinois en situation irrégulière n'osent donc pas sortir, de peur de se faire arrêter et d'être renvoyés en Chine.

L'irrégularité du séjour fait vivre ces migrants chinois dans un climat de peur. Mme Cui a obtenu une carte de séjour pour raison de maladie dans la deuxième année après son arrivée en France. Selon elle, « *La plupart des compagnons qui habitent ensemble dans la couchette n'ont pas de cartes de séjour. Ils ont très peur d'être découverts. C'est pourquoi l'adresse ne se dit pas, même quand je suis tombée malade dans la rue...* ».

Mme Ren est arrivée en France pour rejoindre son mari qui vit en France sans papiers depuis deux ans. Pour rester en France, elle a acheté une attestation de réfugiée à Belleville. « *Il y a beaucoup de policiers dans le métro pour examiner ta pièce d'identité. J'ai peur, et je ne me sens pas en sécurité. Si tu es arrêtée et que tu es sans papiers, tu va être renvoyée tout de suite. Peut-être demain, tu seras en Chine. [...]* », « *Pour moi, c'était comme un cauchemar, qui arrivait à l'improviste.* », précise Mme Ren, « *Beaucoup de policiers parisiens sont entrés dans ma chambre pour examiner mes papiers. Ils ont fouillé partout en mettant tout sans dessus dessous et pris tout l'argent que j'avais mis de côté, et aussi les choses coûteuses. J'ai eu très peur et je leur ai donné mon attestation de réfugiée, mais c'était inutile [...]* Ils m'ont emmenée au commissariat et m'ont gardée en détention pendant 36 heures. C'était vraiment un cauchemar... ». Son mari M. Yin me raconte l'histoire de ses amis, « *je connais deux garçons originaires de Shanghai, un légal, l'autre non. Ils ont été arrêtés par des policiers dans le métro. Le deuxième jour, celui qui était là clandestinement a*

été renvoyé à Shanghai [...] La meilleure méthode est de rester dans la maison toute la journée, mais ce n'est pas possible ... ». Selon Yin, la pression pour la régularisation du séjour entraîne un nombre croissant de mariages mixtes entre les femmes chinoises du Nord ou des mégaloilles et les Français ou les Chinois ou Turcs régularisés.

Pour les personnes que j'ai rencontrées pendant les enquêtes, la perte de leur statut social vient se rajouter aux conditions de vie extrêmement difficiles qu'ils subissent. Loin d'être représentatives de l'ensemble des nouveaux immigrés, ils illustrent l'extrême dureté des conditions de vie en France, encore plus mal vécues quand s'y ajoute un déclassement social.

2.4 Le futur : rester ou rentrer ?

M. Yin, qui vit une situation très pénible à Paris, avoue être partie « à l'aveuglette ». Bien que la vie en France soit très dure, très pénible, la majorité des immigrés ne veut pas rentrer en Chine, pour diverses raisons.

Selon Mme Cui, « *Quand ils téléphonent à leur famille en Chine, la plupart des gens leur disent que c'est très bien ici pour les rassurer. Mais en fait la vie ici est très pénible.* » Pour Ren, une femme originaire de Shanghai, « *Mon père s'est beaucoup inquiété pour moi. Chaque fois, quand je lui téléphone, je veux le rassurer que tout va bien ici [...] S'il savait la réalité de ma situation en France, je ne sais pas ce qui se passerait...Je ne peux pas imaginer.* »

Une autre raison que les interviewés m'ont donnée concerne la face (*Mianzi*), une notion à laquelle les Chinois attachent beaucoup d'importance. « *Si mes collègues de Shanghai savent combien ma vie est pénible ici, je vais perdre la face* », précise Mme Ren. Huang m'a expliqué le même phénomène. « *Après leur arrivée en France, ils trouvent que la vie ici est beaucoup plus dure qu'ils imaginaient. C'est très difficile de trouver un travail. Mais, même si c'est très dur ici, ils ne peuvent pas rentrer, sinon ils vont perdre la face devant toute la famille.* »

A la suite de l'ouverture de la Chine, l'augmentation du niveau de vie de la population s'est intensifiée. Une société de consommation est née. M. Yin, « *à mon âge, bien qu'on puisse trouver un travail en Chine, le salaire est seulement d'environ 1 000 yuan (environ 100 euros).* A Shanghai, le niveau de consommation était plus haut que les autres provinces. *Exceptée la dépense mensuelle, combien je peux épargner par moi ?* » C'est vrai pour Mme Ren, « *la dépense est plus haute à Shanghai qu'ici. Ici, 300 euros chaque mois est suffisant pour moi [...] J'ai l'attestation de réfugiée, donc je peux obtenir le remboursement de 300 euros par mois du gouvernement français ...* ». Elle calcule ainsi : « *si j'économise un euro en*

France, ça vaut 10 yuans en Chine... ». Elle fait une liste du budget mensuel d'un immigré à Paris : 100 à 120 euros pour partager un logement collectif avec une vingtaine de personnes, 100 euros pour la nourriture, 100 euros pour le paiement du titre de transport indispensable pour aller au travail. Selon Mme Cui, tout vaut de l'argent en Chine. « Si je rentre, qui va payer les médicaments ? Ici, c'est gratuit de soigner un malade. [...]Moi, j'ai une tumeur dans la tête qui dépend étroitement de mes médicaments... ». « Personne ne vient ici pour s'installer. Mais quand tu restes ici pendant longtemps, tu ne veux pas rentrer. Ici, on vit mieux qu'en Chine. Si tu es malade, tu peux être soigné à l'hôpital gratuitement. Si tu n'as rien à manger, tu peux obtenir le repas de réfugié (Nanmin fan). Si tu es sans abri, tu peux aller dans les abris fournis par le gouvernement [...] En Chine, ce n'est pas possible... ».

3. Belleville : construction sociale d'un espace commercial asiatique

3.1 Pourquoi le cas de Belleville ?

Le quartier de Belleville est situé dans le XX^e arrondissement de Paris. Il est connu comme le second Chinatown à Paris et accueille des Chinois de façon massive depuis 1980. Belleville m'a été exposé comme une référence pour un quartier d'immigration. Il m'attira pour plusieurs raisons.

Premièrement, c'est un quartier où les immigrés chinois se sont installés depuis de nombreuses années. Il est connu comme un espace commercial asiatique, structuré par la société française. Comme un terrain de prédilection pour la sociologie et l'anthropologie urbaine, le quartier de Belleville, que je vais présenter, résume quelques recherches menées depuis les années 1980 en France, pour la plupart avec les travaux de P. Simon²⁶⁹. Ces recherches ont notamment, porté sur les formes d'appropriation de l'espace et de l'identité communautaire (P. Simon, 1989), l'intégration au quartier par l'immigré (P. Simon, 1992), les activités économiques du quartier (S. Fayman & P. Simon, 1991) etc.

²⁶⁹ Ses publications sur le quartier de Belleville comportent :

- (1989), « Appropriation de l'espace et identité communautaire : Belleville-Paris 20^e », Paris : EHESS, mémoire de DEA, département Histoire et Civilisation, mention démographie.
- (1991), avec S. Fayman, « Les activités économiques du bas-Belleville », rapport au plan urbain, ministère de l'équipement et du logement, multigraphié.
- (1992), « Belleville, un quartier d'intégration », *Migration et société*, Vol 4, n° 19, janvier-février,
- (1995), « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation. Belleville, Paris XXe », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol.98, p.161-190.
- (1997), « Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite », *Espaces et sociétés*, n°90/91, p.43-68.
- (2000), « L'invention de l'authenticité : Belleville, quartier juif tunisien », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 16, n° 2, p. 9-41.

Deuxièmement, depuis la fin des années 1990, une nouvelle vague migratoire chinoise est apparue : des immigrés originaires du Nord de la Chine ou des mégapoles. Les deux vagues migratoires vivent ensemble dans ce quartier de Belleville, mais sans beaucoup de communication. Les immigrés chinois originaires de la province du Zhejiang (au sud de Shanghai), plus précisément de Wenzhou ou de Qingtian, ont des réseaux familiaux et ont aussi des traditions migratoires. Au contraire, les nouveaux immigrés du Nord ou des mégapoles sont beaucoup plus isolés. La plupart d'eux sont des femmes de plus de quarante ans, au chômage ou divorcées. Ce sont en fait deux types différents de migration.

Troisièmement, de janvier à juillet 2006, j'ai travaillé comme bénévole dans l'association franco-chinoise Pierre-Ducurf. J'y ai rencontré beaucoup de nouveaux immigrés chinois dont la plupart habitent dans le quartier de Belleville ou à proximité. J'ai pris le temps de bavarder avec eux dans la salle de l'association, dans un café ou parfois chez eux.

3.2 La localisation et le territoire

Le quartier de Belleville est un vieux quartier populaire d'immigration, situé dans Paris et, plus particulièrement, dans les XIX^e et XX^e arrondissement. Le carrefour de Belleville est formé par quatre quartiers administratifs de quatre arrondissements différents dans lesquels la proportion d'étrangers de toutes origines est plus forte que la moyenne parisienne. Les limites de ce quartier administratif ne correspondent pas à celles de l'ancienne commune de Belleville, annexée par Paris en 1860, qui s'étendait sur la moitié nord de l'actuel XX^e arrondissement, mais aussi sur la moitié sud de l'actuel XIX^e arrondissement ainsi que sur une petite partie des actuels X^e arrondissement et XI^e arrondissement. On parle souvent, encore aujourd'hui, du quartier de Belleville en désignant non seulement le quartier administratif, mais aussi le secteur qui correspond approximativement aux limites de l'ancienne commune.

Le quartier de Belleville, c'est un quartier multiethnique où des individus de toutes nationalités et cultures se côtoient. Depuis les années 1990, une importante communauté chinoise s'y est implantée. On y trouve de nombreux restaurants et associations ainsi que des magasins de produits chinois.

3.3 La construction sociale d'un espace commercial asiatique

3.3.1 L'évolution du commerce dans le quartier

Au XX^e siècle, Belleville devient un point de chute pour les immigrés attiré par l'activité économique : dans les années 1920 s'établissent des Arméniens, des Grecs, des Juifs polonais

qui travaillent dans la confection et la chaussure, alors que le quartier a été inscrit dans la liste des îlots insalubres en 1918. A partir des années 1960, tandis que les anciens déménagent souvent dans les nouveaux HLM de Sarcelles ou de Créteil, de nouveaux immigrés d'Afrique du Nord (Algériens et Tunisiens juifs) s'installent dans les vieux immeubles qui doivent être détruits pour la rénovation et ne sont donc pas entretenus. Sporadique, cette rénovation se traduit alors par des tours et des barres, caractéristiques des années 1960. Dans les années 1980 arrivent des Africains, d'Afrique noire, et des Asiatiques, qui rachètent des baux commerciaux, mais n'habitent pas forcément dans le quartier.²⁷⁰

L'installation de commerces asiatiques est liée à l'arrivée des réfugiés de l'ancienne Indochine. Presque tous les commerçants appartiennent aux minorités d'origine chinoise. Cette implantation a commencé en 1978 avec la création d'un restaurant dans la rue de Belleville dans un îlot reconstruit. En 1979, un commerce d'alimentation asiatique s'est installé rue Jules-Romains (transformé depuis en commerce de produits non alimentaires), très vite suivi dans la même année et l'année suivante par quatre autres commerces du même type, rue de Belleville. Le processus d'implantation était entamé. Il est remarquable constater que les premiers établissements se sont installés dans des espaces commerciaux neufs et inoccupés depuis une, deux, ou trois ans. Ici, comme dans le XIII^e arrondissement, les asiatiques ont bénéficié du semi-échec d'un nouvel urbanisme commercial. Le retard de l'utilisation de ces nouveaux espaces est d'autant plus incroyable qu'à Belleville l'activité commerçante est fébrile. Au début des années 1980, l'implantation se poursuit et s'étend vers des secteurs de bâtis très différents. Puis, la barrière des boulevards de la Villette et de Belleville est franchie : des restaurants ouvrent rue Civiale, rue Louis Bonnet, rue de la Présentation, dans un secteur fortement dégradé²⁷¹.

L'implantation des commerces asiatiques est la plus récente. Elle se concentre principalement dans la partie neuve reconstruite vers le milieu des années 1970, délimitée par les rues de Belleville, Rampal, Rebeval et Jules-Romains et depuis peu dans les immeubles de haut standing ouverts à l'habitation depuis 1983 et circonscrits par les rues de Belleville, Jules-Romains, Rebeval et le boulevard de la Villette. C'est dans cet îlot que se sont installés, depuis 1985, des asiatiques exerçant des professions libérales. Plus près du centre de Paris, dans un quartier de forte tradition commerciale, Belleville est un espace convoité par

²⁷⁰ Source : Le Bas-Belleville, [en ligne] <http://www.parisbalades.com/Cadres/cadres20belleville.htm>

²⁷¹ Source : [en ligne] <http://www.chinatownfrance.com/modules.php?name=News&file=print&sid=152>

plusieurs grands groupes d'entrepreneurs chinois, parmi lesquels le groupe Paris-Store qui est l'un des plus grands restaurants chinois de Paris²⁷².

L'ampleur des mouvements de résidents correspond également à une augmentation des cessations d'activités commerciales tenue par des Français et, en particulier, à la rapidité du développement commercial chinois. L'aire asiatique se déploie autour du carrefour de Belleville. Et les commerces répondent à la plupart des besoins de la communauté : alimentations, bijouteries, supermarchés, magasins de musique et de vidéo, restaurants, pâtisseries ainsi que des ateliers de confection et de maroquinerie. Malgré l'étendue de leur réseau commercial, les asiatiques se rencontrent peu dans les autres zones et les mélanges ne se produisent qu'à proximité des points de contact. Cette situation d'isolement renforce le stéréotype subi d'une communauté fermée et secrète. Toutefois, l'augmentation de la population asiatique de Belleville a favorisé la dispersion de la concentration résidentielle initiale (P. Simon, 1995).

Photo 24 : Un salon de coiffure tenu par des chinois



Source : photographie de l'auteur

²⁷² Op.cit.

Photo 25 : Un supermarché chinois



Source : photographie de l'auteur

3.3.2 La multiplicité des ancrages

Historiquement marqué par une forte concentration d'immigrés de plusieurs nationalités, Belleville connaît depuis les dix dernières années de profonds changements. De vastes programmes immobiliers ont eu pour conséquence directe la hausse du prix des logements et la disparition de certains commerces ethniques en crise. La population du quartier s'est renouvelée avec notamment l'arrivée des Chinois et d'autres asiatiques. La présence pourtant forte des commerçants chinois du Cambodge n'empêche pas l'implantation d'autres groupes venant de Chine continentale, de Hongkong et de Thaïlande. La cohabitation entre les asiatiques de différentes ethnies et les habitants immigrés du quartier, dont un grand nombre sont Maghrébins, Africains, Turcs, est une des caractéristiques de Belleville. D'abord, les plus grandes surfaces commerciales de Belleville sont progressivement achetées par des Chinois (le cas du supermarché Barbès en est un exemple). Ensuite, l'implantation des familles arrivées récemment de Chine continentale favorise le développement des ateliers de confection. La présence de ces nouveaux arrivants qui représentent un bassin de main-d'œuvre bon marché a des conséquences économiques importantes dans ce quartier où les prix des produits sont particulièrement bas.

3.3.3 Un second Chinatown à Paris

Après 1980, des asiatiques, majoritairement chinois continentaux, dont la plupart originaires du sud du Zhejiang, de la région de Wenzhou s'y sont installés massivement. Aujourd'hui, ils représentent 60 à 65 % des nouveaux arrivants dans le quartier de Belleville (P. Picquart, 2004). Le quartier de Belleville est considéré comme le second « Chinatown »²⁷³ de Paris.

C'est une dynamique de peuplement qui précède cette transcription des groupes ethniques du quartier. A partir des années 1960, un processus de succession de population s'engage avec le déplacement des ménages ouvriers français résidant dans un habitat insalubre vers des logements sociaux qui se construisent en banlieue ou en périphérie de Paris. Ils sont rapidement remplacés par des immigrés quittant les cités de transit ou autre type d'habitats provisoires (P. Simon, 1995). Le processus d'installation chinois dans le quartier de Belleville reproduit sensiblement celui suivi dans le « triangle de Choisy » (M. Guillon & I. Taboada Leonetti, 1986). Après une phase de pénétration dans les espaces résidentiels, concernant essentiellement des logements récents, vient une phase de consolidation de l'assise communautaire avec la constitution d'une armature commerciale (P. Simon, 1995).

Conclusions

1. Quelques commentaires sur les nouveaux immigrés chinois à Paris

Selon la théorie classique de la migration, la différence entre le niveau de salaire et les conditions de travail dans le pays d'origine et le pays d'accueil pousse les individus à se déplacer. Ces dernières années, cette idée est contestée par la « néo-économie de la migration » qui accorde plus d'importance aux décisions individuelles. Mais l'on conserve toujours une approche purement économique. Pour ce nouveau phénomène des immigrés chinois, l'explication classique par des motifs purement économiques ou politiques apparaît trop réductrice. On ne peut pas négliger l'histoire collective reproduite dans les pratiques humaines. Selon les entretiens avec les interviewés, nous trouvons que derrière le phénomène d'une nouvelle vague d'immigrés chinois en France, il y a des raisons plus importantes liées à l'histoire et l'économie de la société chinoise, qui sont indissociables. L'apparition des

²⁷³ Le premier « Chinatown » s'est développé dans un secteur de XIII^e arrondissement de Paris, rénové dans les années 70-80. Des réfugiés du sud-est asiatique, majoritairement d'origine chinoise, s'y sont installés après 1975, et y ont implanté des ateliers artisanaux et surtout, de nombreux commerces. Ce quartier est d'ailleurs couramment présenté comme la « Chinatown » de la capitale.

nouveaux immigrés urbains chinois est liée à la situation économique, sociale et à l'histoire chinoise.

La majorité des interviewés, qui ont grandi durant la période maoïste, ont connu la Révolution Culturelle dans les années 1960. Ils ont aussi connu le déplacement vers les campagnes et les mouvements politiques successifs organisés par le Parti communiste chinois. Pendant la période de l'économie planifiée, ils ont bénéficié des avantages que conféraient les *Hukou* urbains, par exemple, un emploi stable, un accès privilégié aux écoles publiques etc. Avec l'ouverture de la Chine après 1979, la société chinoise a connu un bouleversement énorme, y compris de son système économique et social. L'économie de marché a graduellement remplacé l'économie planifiée. Une restructuration des entreprises publiques a été menée dans les années 1990 durant lesquelles nombre d'employés ont été obligés de quitter leur poste de travail, surtout des travailleurs âgés et les femmes. Il est courant que cette génération se qualifie de « sacrifiée », qu'elle se pense comme victime perpétuelle des politiques du gouvernement. Confrontés à une situation de rupture pendant la réforme socio-économique à laquelle ils n'ont pas pu s'adapter, ils ont choisi de partir à l'étranger pour échapper aux problèmes qu'ils rencontraient en Chine. La migration est vécue comme une seconde vie, aussi bien sur le plan professionnel que personnel. Au niveau économique, le différentiel des taux des changes entre l'euro et le yuan leur donne l'espoir de devenir riche rapidement, ce qui leur permettrait de profiter de la vie quand ils prendraient leur retraite. Au niveau familial, d'un côté, ils maintiennent des contacts intimes avec des familles lointaines en Chine, d'un autre côté, ils espèrent recommencer une vie nouvelle dans le pays d'accueil. Mais, le manque d'informations sur les conditions réelles et le manque de capitaux sociaux et économiques les placent dans une situation pénible en France, où ils vivent un désenchantement par rapport à leur projet d'origine et où leur futur est incertain.

2. Réflexion sur la comparaison dans une perspective sociologique

On pourra commencer par souligner deux paradoxes. Premièrement, alors que les analyses comparées dans la recherche en sciences sociales entre la Chine et la France (surtout dans les domaines de l'éducation, du droit et des sciences politiques) sont très nombreuses, la réflexion sur la comparaison comme méthode est relativement récente²⁷⁴. Deuxièmement, en ce qui concerne le phénomène de migration, les analyses sur les travailleurs migrants à l'intérieur de

²⁷⁴ Sur la réflexion à la comparaison comme méthode, on pourra trouver les idées de C. Vigour (2005) dans son livre *La comparaison dans les sciences sociales : pratiques et méthodes*. Selon elle, « le foisonnement des recherches comparées contraste singulièrement avec le peu de réflexion sur l'usage et l'élaboration de la comparaison ».

la Chine (*Mingong*) (sachant que ce phénomène a déjà été très étudié en Chine) et les immigrés chinois en France²⁷⁵ (peu connu en Chine) sont très nombreuses, la réflexion sur la comparaison entre les deux phénomènes est très peu étudiée. Cette situation paradoxale est encore plus évidente et surprenante en sociologie qui est considérée comme une discipline de la comparaison dans les travaux de ses pères fondateurs²⁷⁶. E. Durkheim note dans *Les règles de la méthode sociologique* la sociologie constitue une science comparative par définition : « La sociologie comparée n'est pas une branche particulière de la sociologie, c'est la sociologie même » (E. Durkheim, 1986, p.169). En outre, la tradition de l'École de Chicago valorise la dimension comparative de la recherche en sciences sociales, tant dans la construction et la définition même de l'objet de recherche que dans le travail d'enquête (C. Vigour, 2005). Dans cette perspective, nous poussons ici la réflexion à l'étude comparative sur les deux types migrations.

Mais, pourquoi comparer ? Comment et à quelles conditions peut-on mettre sur le même plan les deux types de migration ? C'est sans doute la première question à laquelle on doit face. Il apparaît en effet nécessaire de réfléchir aux objectifs et à la pertinence d'une comparaison, et s'interroger sur les enjeux sociaux, politiques et culturels de l'enquête comparative, selon les étapes de la fabrication d'une recherche comparative proposée par C. Vigour (2005). Dans cette perspective, mettant les deux types de migration dans la même échelle, nous cherchons à réfléchir aux deux différentes migrations et à la pertinence et la limite d'une comparaison, s'interroger sur la comparabilité dans une perspective sociologique et essayer de construire un cadre de comparaison.

2.1 Les limites des comparaisons internationales

Comme le dit E. Durkheim (1975), « faire de la sociologie comparative n'est pas simplement rassembler un peu hâtivement toutes sortes de matériaux : c'est d'abord en faire la critique, c'est ensuite les soumettre à une élaboration aussi méthodique que possible » (p.147). De même, C. Vigour (2005) souligne que « le comparatiste ne doit pas se contenter d'une comparaison terme à terme, mais au contraire prendre en considération le contexte dans lequel le phénomène étudié s'insère » (p. 235). En ce qui concerne les deux migrations différentes, on pourra trouver que la comparaison est très limitée.

²⁷⁵ Le sujet de l'immigration est toujours en enjeu du débat public en France.

²⁷⁶ La comparaison, dans les débuts de la sociologie, est d'une grande importance. Tous les travaux des pères fondateurs de la sociologie en attestent : Alexis de Tocqueville, Auguste Comte, Karl Marx, Emile Durkheim, Marx Weber, Georg Simmel, mais également Norbert Elias.

Shanghai et Paris ont peu de choses en commun. Leurs héritages historique et patrimonial les distinguent fortement. Elles n'ont pas eu la même vocation urbaine, une même implication dans l'histoire politique et les échanges commerciaux dans le monde. Dans cette réflexion, si l'on est en mesure d'établir une corrélation entre Shanghai et Paris, cela s'avère impossible de mettre les deux villes au même niveau. Cependant, si l'on les introduit dans un processus de transformation urbaine, on pourra trouver quelques points similaires : rénovation urbaine, relogement des habitants et migrations de masse.

La grille d'analyse appliquée aux deux villes prend en compte la perception de la question du logement, les institutions, les acteurs et les discours, les modèles urbains et leur réception. On met en œuvre le processus de rénovation urbaine en restituant les actions des urbanistes dans les cadres politiques et institutionnels, au sein des conflits entre différents acteurs ; on montre les résistances rencontrées, à l'égard des processus de réforme. En dressant une histoire de la rénovation urbaine de Belleville comme une « histoire anonyme », collective, cette dernière relativise la part « subjective », intentionnelle et artistique du projet urbain ; insistant, plus que sur les modèles et leur application, sur les résultats non intentionnels, sur les modèles détournés ou altérés par les contextes locaux, ou encore sur les alternatives non explorées.

2.2 Migrants internes et internationaux : deux poids, deux mesures

Les statistiques ne sont pas toujours comparables en raison de l'adoption de définition des catégories. Non seulement, il existe deux définitions de la migration, mais différents paramètres contingents influencent aussi le taux d'inscription de migration. Le problème est que l'on ne doit pas utiliser les concepts occidentaux pour parler de réalités complètement différentes. Car les ouvriers-paysans en Chine et les immigrés chinois en France sont deux différentes migrations. Si l'on les compare, on doit les mettre dans deux différents cadres de conceptions.

Les situations chinoises et françaises diffèrent fortement en matière de migration. En France, ce sont surtout les migrants internationaux. En Chine, à l'inverse, ce sont des migrants internes. Selon les données INED, les immigrés de toutes nationalités étaient de 105 986 en 1996 et de 210 076 en 2004 pour la France²⁷⁷. De même, en Chine, le flux migratoire interne a eu tendance à croître graduellement durant la même période, passant de 80 millions à 140 millions.

²⁷⁷ Source : [en ligne] http://www.ined.fr/fr/pop_chiffres/france/flux_immigration/depuis_1994/

Cependant, il est toujours difficile de comparer les situations nationales terme à terme. A cet égard, la comparaison prend tout son sens précisément par l'absence d'étalon commun d'un pays à l'autre, autrement dit, ici, par la singularité du cas chinois. En effet, le cas chinois permet de mettre au jour l'invention politique d'une catégorie unique dès les années 1980 et son développement au tournant des années 1990, à savoir les ouvriers-paysans. Une telle situation est spécifique à la Chine, même si elle n'est pas unique, comme l'atteste l'exemple des autres pays en développement comme l'Inde où la part de migration interne est aussi très importante. De même, en histoire, ce phénomène est caractéristique de l'époque de la Révolution industrielle, dès le XVIII^e siècle en Grande-Bretagne, le XIX^e siècle dans de nombreux pays en voie d'industrialisation, comme l'Allemagne puis la France. A partir de 1870, l'exode rural devient en France un phénomène de grande ampleur. Mais, aujourd'hui, la migration interne en France est moins nombreuse et moins importante.

Concernant les immigrés chinois à Paris, nous avons évoqué les ruptures (professionnelles, familiales), la précarité de la vie (les difficultés matérielles), mais aussi la peur de la police. Sur tous ces points, dans un sens, nous pouvons faire une comparaison avec le cas shanghaien. Car les ouvriers-paysans à Shanghai ont toujours des trajectoires migratoires comme les immigrés chinois à Paris. Dans les deux cas, la migration est voulue individuellement/collectivement, prise dans des réseaux, c'est un moyen de s'enrichir.

2.3 Peut-on construire un cadre de comparaison ?

Dans quelles mesures les deux types de migrations sont-elles comparables ? Selon G. Sartori (1994), pour juger de la pertinence d'une telle comparaison, il convient de se demander « comparables par rapport à quelles propriétés ou caractéristiques et incomparables (par exemple par trop de différences) par rapport à quelles autres propriétés ou caractéristiques » (p. 22). Il en conclut en première instance : « l'important est de plus retenir que de comparer, c'est à la fois assimiler et différencier par rapport à un critère. »

Comme le souligne C. Vigour (2005) dans *La comparaison dans les sciences sociales*, « l'élaboration du cadre de la comparaison se fait progressivement, et pour partie de manière parallèle au travail de terrain, suivant un va-et-vient dynamique entre le travail d'enquête, les lectures et le travail de formulation d'hypothèses et d'élaboration d'une théorie » (p. 188). La construction de l'objet est un processus lent, qui procède par aller-retour entre réflexion théorique et confrontation des hypothèses sur le terrain. On aborde le terrain, rencontre des migrants et puis on se pose les questions bien préparées. De même, le choix des terrains est indissociable du choix de l'objet de recherche. Ici, on doit trouver que le quartier Yuanhenong

et Belleville ont des similarités : ce sont deux quartiers en mutation avec de nombreux migrants.

Pour nous, les deux quartiers : Yuanhenong de Shanghai et Belleville de Paris sont comme deux « idéaux-types ». Avec la notion de « idéaux-type », M. Weber met en exergue le fait que les « idéaux-types » sont des constructions réalisées par le chercheur, présentant de manière stylisée les caractéristiques principales du phénomène étudié, en vue de comprendre et d'expliquer la réalité observée. Pour étudier les migrations, nous nous efforçons d'en distinguer deux différents types, ce que nous permet de déterminer les principales caractéristiques de chacun dans un cadre d'« idéaux-types ».

En définitive, la comparaison n'est pas seulement une méthode de recherche, elle est aussi une style de pensée, de réflexion. Sur ce point, nous pouvons mieux connaître les deux types de migration et leurs caractéristiques, et profondément distinguer les deux sociétés différentes.

Bibliographie

A

- Aballéa F. & Auclair E. (1987), *Exclusion : ségrégation spatiale et stratégies résidentielles des travailleurs immigrés*, Paris, Fors.
- Agier M. (1996), « Les savoirs urbains de l'anthropologie », *Enquête*, avril, pp. 35-58.
- Althabe G. (1978), « Eléments pour une analyse des relations interpersonnelles dans l'espace commun d'immeubles HLM (Bellevue-Nantes) », *Vie quotidienne en milieu urbain*, Colloque de Montpellier.
- Anderson N., (1923), *The hobo. The sociology of the homeless man*, Chicago, Chicago University Press. Traduction française, (1993) *Le hobo. Sociologie des sans-abris*, Paris, Nathan, Postface d'Olivier Schwartz, 319 p.
- Antoniadis L. (2000), « Chronique visuelle d'une migration tsigane, une expérience de la photographie : outil de recherche et/ou lieu de rencontre et d'interrogation », *Journal des anthropologues*, n°80-81.
- Audin J. (2008), « Le quartier, lieu de réinvention des relations Etat-société en Chine urbaine : l'exemple des comités de résidents à Pékin », *Raisons Politiques*, n° 29, pp. 107-117.
- Auguin E. (2005), « Le lien filial en migration : Les Chinois du sud du Zhejiang », *Hommes et Migrations*, n°1254 - Mars Avril.
- Authier J.-Y. (2008), « Les citadins et leur quartier. Enquêtes auprès d'habitants de quartiers anciens centraux en France », *L'Année sociologique*. Vol. 58, pp. 21-46.
- Auzelle R. (1943), « La rénovation des quartiers insalubres », in Bernard Champigneulle et alii., *Destinée de Paris*, Paris, édition du Chêne.

B

- Bao Yaming (2001), *Shanghai jiuba: kongjian, xiaofei yu xiangxiang* (Les bars à Shanghai : espace, consommation et imagination), Jiangsu renmin chubanshe.
- Bao Yaming (éd) (2003), *Xiandaixing yu kongjian shengchan* (La modernité et la production de l'espace), Shanghai, Shanghai jiaoyu chubanshe.
- Barou J. (1980), « Immigration familiale et division de l'espace urbain: Le cas des communautés turques et maghrébines dans une petite ville industrielle du Sud-Est de la France », *Civilisations Bruxelles*, vol. 30, n°1-2, pp. 83-95.
- Barth F. (1995), « Les groupes ethniques et leurs frontières », in Ph. Poutignat, J. Streiff-Fenard (dir.), *Théories de l'Ethnicité*, Paris, P.U.F, p. 203-249.
- Bartlett F. C. (1932), *Remembering. A Study in Experimental and Social Psychology*. Cambridge, CUP (réédition, 1995).

- Battegay A. (2003), « Les recompositions d'une centralité commerçante immigrée : la Place du Pont à Lyon », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 19, Numéro 2, pp. 9-22.
- Beaud S. & Pialoux M. (1999), *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard.
- Beaud S. & Weber F. (2002), *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.
- Becker H. (1985), *Outsiders, Études de sociologie de la déviance* (1963), Traduit de l'anglais par J.-P. Briand et J.-M. Chapoulie, Paris, Ed. A. M. Métailié.
- Béja J. -P. & Wang Chunguang (1999a), *Wenzhouren zai bali: yige dute de rongru moshi* (Les ressortissants de Wenzhou à Paris: un modèle particulier d'intégration), *Zhongguo shehui kexue* (Sciences sociales en Chine), n° 6.
- Béja J. -P. & Wang Chunguang (1999b), « Un village du Zhejiang à Paris », *Migration chinoise, Hommes et Migration*, n° 1220, juillet-août.
- Bendana K., Boissevain K. & Cavallo D. (2005), « Biographies et récits de vie Démarches croisées et histoires multiples », *Biographies et récits de vie*, Edition Alfa, pp. 11-20.
- Berger P. & Luckmann T. (1966), *The Social Construction of Reality*, New York, Anchor Books. (1986), *La construction sociale de la réalité*, traduit de l'anglais par P. Tamiaux, Paris, Méridiens Klincksieck.
- Bertaux D. (1976), *Histoires de vie ou récits de pratiques. Méthodologie de l'approche biographique en sociologie*, Paris : Rapport de recherche au CORDES.
- Bertrand M.-J. (1974), « Espace et perception : discussion », *L'Espace géographique*, n° 4, pp. 238-240.
- Bertrand M.-J. (1975), *L'espace vécu des Parisiens*. T. 1: *Structure et pratique du quartier vécu*. T. 2 : *La perception et l'usage de quelques quartiers périphériques*, Atelier d'urbanisme de Paris, [Résultat d'enquêtes de terrain par questionnaires dans divers quartiers et deux grands ensembles].
- Blanchard M. (2005), « Expériences du squat : Stratégies de récupération et appropriations sous contraintes, Etude de la vie au bâtiment F de Cachan », mémoire de Maîtrise sous la direction d'Olivier Schwartz à Université Paris V, juin.
- Boudon R. (1973), *L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles*, Paris, Armand Colin, 239 p.
- Bourdieu P. & Sayad A. (1964), *Le déracinement, La crise de l'agriculture traditionnelle*, Paris, Les Editions de Minuit.
- Bourdieu P. (éd) (1965), *Un art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Editions de Minuit, 363 p.
- Bourdieu P. (1978), « Capital symbolique et classes sociales », *l'Arc*, n° 72, pp. 13-19.
- Bourdieu P. (1980), « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 35, pp. 63-72.
- Bourdieu P. (1986), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, p. 71.
- Bourdieu P. (1993), *La Misère du Monde*, Paris, Le Seuil, Collection Libre Examen.
- Bourdieu P. (1994), *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*, Paris, Le Seuil.

- Bourdieu P., Boltanski L., Castel R. & Chamboredon J.-C. (1965), *Un art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie*, Paris, Éditions de Minuit.
- Bourdieu P., Jean-Claude Chamboredon J.-C. & Jean-Claude Passeron J.-C. (1968), *Le métier de sociologue*, n° 1, Paris-La Haye, Mouton.
- Bourdieu P. (1999), « Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré de Abdelmalek Sayad », Préface de Pierre Bourdieu à *La double absence*, Liber, Seuil.
- Bruneteau P. & Lanzarini C. (1998), « Les entretiens informels », *Sociétés Contemporaines*, n° 30.

C

- Cai Fang (2001), *Zhongguo renkou liudong de fangshi yu tujing* (La modalité et les moyens de la mobilité de la population chinoise), Pékin, shehui kexue wenxian chubanshe.
- Cattelain C., Lieber M., Ngugen S. Saillard C. et Poisson V. (2002), Rapport sur les modalités d'entrée des Chinois en France, Direction de la population et des migrations, Ministère des Affaires sociales.
- Cattelain C., Lieber M., Saillard C. et Ngugen S. (2005), « Les déclassés du Nord: une nouvelle migration chinoise en France », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 21, n° 3, p. 27-52.
- Cesari J. (dir.) (2002), *La Méditerranée des réseaux. Marchands, entrepreneurs et migrants entre l'Europe et le Maghreb*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Cesari J. (2005), « Mosques in French Cities: Towards the End of a Conflict? » *Journal of Ethnic and Migration Studies* 31, n° 6, pp. 1025-1043.
- Chamboredon J.-C & Lemaire M. (1970), « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue Française de Sociologie*, XI, pp. 3-33.
- Chamboredon J. C. & Mejean A. (1985), « Récits de voyage et perception du territoire : La Provence (XVIII^e – XX^e siècle) », *Territoires*, n° 2.
- Chamboredon J.-C., Mathy J.-P., Méjean A. & Weber F. (1985), « L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification », *Sociologie du Sud-Est*, 41-44, pp. 61-82.
- Champagne P. (1975), « La restructuration de l'espace villageois », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 3.
- Chan Kam Wing & Li Zhang (1999), « The Hukou System and Rural-Urban Migration in China: Processes and Changes », *The China Quarterly*, n° 160.
- Charbonneau J. & Germain A. (1998). « Les modèles d'insertion urbaine des groupes ethniques: discussion à partir du cas des quartiers multiethniques montréalais », *Études ethniques au Canada*, XXX(1):97-118.
- Charbonneau J. & Germain A. (2002), « Les banlieues de l'immigration », *Recherches sociographiques*, Vol. 43, n° 2.
- Chen Yingfang (2003a), *Zhengdi yu jiaoqu chengshihua – Shanghaishi de diaocha* (Expropriation et urbanisation des banlieues rurales – Enquêtes sur la ville de Shanghai), Shanghai, Wenhui chubanshe.

- Chen Yingfang (2003b), *Yimin shanghai, 52 renkou shu shilu* (Emigrer à Shanghai, 52 retranscriptions d'entretien), Shanghai, Xuelin chubanshe.
- Chen Yingfang (2004), « *Shanghai chengshi shehui jiegou bianqian* » (Les mutations de la structure socio-spatiale de Shanghai), intervention effectuée le 15 Juin 2004 lors du symposium sur *L'expérience de Shanghai dans le champ des études urbaines*, Université Normale de la Chine de l'Est, Shanghai, 2004.
- Chen Yingfang (2005), « Nongmingong, zhidu anpai yu shengfen rentong » (Ouvriers-paysans : arrangement institutionnel et identité), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 3.
- Chen Yingfang (dir.), (2006a), *Penghuqu : jiyizhong de shenghuoshi* (Penghuqu : l'histoire de vie dans la mémoire), Shanghai guji chubanshe.
- Chen Yingfang (2006b), « Xingdongli yu zhidu xianzhi: dushi yundong zhong de zhongchan jieceng » (La capacité de l'action et la restreindre par le système: la classe moyen dans le mouvement urbain), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 4.
- Chen Yingfang (2007), « Kongjian yu shehui : zuowei shehui zhuyi shijian de chengshi gaizao ---shanghai penghuqu de shili (1949-1979) » (Espace et société ; la rénovation urbaine comme une pratique socialiste - le cas des Penghuqu de Shanghai (1949—1979), Colloque Urban Flows-Rural Moves, 6-7 Janvier, Taipei.
- Cheng Mo (2007), « Wo men shi zenyang shiqu qianxi ziyou de - ershi shiji wushi niandai zhongguo huji zhidu de xingcheng yu yanbian » (Comment avons-nous-perdu la liberté de mobilité - la formation et la transformation du système du Hukou dans les années 1950), *Dangdai zhongguo yanjiu* (Recherches chinois contemporain), n° 4.
- Cheng Tiejun (1991), « The Dialectics of Control - The Household Registration (*Hukou*) System in Contemporary China ». Ph. D. Dissertation. State University of New York at Binghamton.
- Cheng T. J. & Selden M. (1994), « The Origins and Social Consequences of China's Hukou System » *The China Quarterly*, 139, pp. 644-668.
- Chevalier J. (1974), « Espace de vie ou espace vécu ? ». *L'Espace géographique*, n° 1, p. 88.
- Chombart de Lauwe P.-H. (1952), *Paris et l'agglomération parisienne*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Chombart de Lauwe P.-H. (1956), *La vie quotidienne des familles ouvrières*. Paris, Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).
- Chombart de Lauwe P.-H. (1960), *Famille et habitation*, Paris, Editions du CNRS.
- Christiansen F. (1990), « Social Division and the Peasant Mobility in Mainland China. The Implications of the *Hukou* System », *Issues and Studies*, 26(4), pp. 23-40.
- Cognet M. (1999), « Trajectoire de la différence des groupes ethnicisés: des Auvergnats aux Antillais », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 15, n° 2, pp. 167-187.
- Coing H. (1966), *Rénovation Urbaine et Changement Social*, Paris, Les Editions Ouvrières.
- Cologna D. (1998), « Economic and social insertion--strategies of Chinese immigrants in Italy », in Reyneri E. (a cura di), *Migrinf: Second Italian Report: Migrant insertion in the informal Economy, Deviant Behaviour and the Impact on Receiving Societies*, Bruxelles: CE-DGXII-TSER;

- Corbin J. (1991), « Trajectory as an analytic tool », Paper présenté en 1991, Stone Symposium for study of symbolic interaction. Université de Californie, San Fransisco, cité in Bazanger (I.) *La trame de la négociation*, L'Harmattan, Logiques sociales, Paris, 1992.
- Cottureau A. (1970), « Les débuts de planification urbaine dans l'agglomération parisienne », *Sociologie de travail*, n° 12, pp. 373-374.
- Coulon A. (1992), *L'école de Chicago*, Coll. « Que sais-je ? » Paris, PUF.

D

- Dansereau F. (1998), « Les impacts de l'afflux de populations immigrantes sur la cohabitation dans le logement social », in Dansereau F. et Grafmeyer Y. (dir.), *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, p. 485-497.
- Davin D. (1999), *Internal Migration in Contemporary China*, Macmillan Press Ltd.
- Day L. & Ma Xia (1994), *Migration and Urbanization in China*, Armonk, ME Sharpe.
- De Rudder V. (1987), en collaboration avec Michèle Guillon, *Autochtones et Immigrés en Quartier populaire d'Aligre à l'îlot Châlon*, Ciemi L'Harmattan, p.118.
- De Rudder V. (1993), « La cohabitation pluriethnique et ses enjeux » *Critique régionale*, n° 19, U.L.B., C.S.E.R., p. 71-90.
- De Villanova R. (1992), *Trajets migratoires et stratégies résidentielles des minorités en France : les Portugais accédants à la propriété, un exemple d'intégration*, communication à la conférence internationale sur le logement de Montréal.
- De Villanova R. (1993), *Mobilité résidentielle et pratiques identitaires des immigrés*, communication au colloque "Présence portugaise en France", Paris, 19 fév. - 3 mars.
- Deng Zhenglai (1999), *Guijia yu shimin shehui (L'Etat et la société civile)*, Pékin, zhongyan bianyu chubanshe.
- Dejongh A. (2006), Intérêts et stratégies d'acteurs autour d'une opération de renouvellement urbain - la reconversion du camp militaire d'Idron, mémoire sous la direction de Jocelyne Dubois-Maury.
- Depaule J.-C. & Topalov C. (1996), « La ville à travers ses mots », *Enquête* n°4 (La ville des sciences sociales), pp. 247-266.
- Desplanques G. & Tabard N. (1991), « La localisation de la population étrangère », *Economie et Statistique*, n° 242, pp. 51-62.
- Desrosière A. (1989), « L'opposition entre deux formes d'enquêtes : monographie et statistique » in Luc Boltanski et Laurent Thévenot (eds), *Justesse et justice dans le travail, Cahiers du Centre d'études de l'emploi* n°33, Paris, PUF.
- Desrosière A. (2003), « Comment fabriquer un espace de commune mesure ? Harmonisation des statistiques et réalisme de leurs usages », in Lallement, M., Spurk, J. (dir.), *Stratégies de la comparaison internationale*, 151-166.
- Desrosières A. & Thévenot L. (1988), *Les Catégories socioprofessionnelles*, Paris, La Découverte

- Devereux G. (1980), *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris, Flammarion.
- Di Méo G. (1991), « De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe », *L'espace géographique*, n° 4, pp. 359-373.
- Ding Jinhong (2002), « Recherche sur les caractéristiques de la population flottante et les politiques de Hukou » (*Shanghai changzhu liudong renkou tezhen jiqi hukou zhengce yanjiu*), Shanghai : Forum sur la population et le développement (*renkou yu fazhan*).
- Ding Jinhong (2005), « Rapport sur la situation des migrants internes dans le district de Minhang de Shanghai », non publié.
- Doulet J.-F. (2001), « Les nouveaux enjeux de la mobilité urbaine dans les villes chinoises, Rapport d'une mission en Chine Pékin, Chengdu, Chongqing, Wuhan, Shanghai, novembre 2001.
- Du Ying & Bai Nansheng (1997), *Zouchu xiangcun---zhongguo nongcun laodongli liudong shizheng yanjiu* (Sortir des villages---l'étude empirique sur la mobilité de la main-œuvre rurale), Pékin, jingji kexue chubanshe.
- Durkheim E. (1975), « La condition de la femme », *Textes*, tome 3, Paris, Minuit.
- Durkheim E. (1986), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF.

E

- Eleb M. (1982), « Le logement et la construction de l'identité », *Bulletin de Psychologie*, tome 361, pp. 735-746.
- Elias N. & Scotson J. (1965), *The established and the outsiders: A sociological Inquiry into community problems*. London: Frank Cass. trad. de l'anglais par P.-E. Dauzat en 1997, Logiques de l'exclusion. Enquête sociologique au cœur des problèmes d'une communauté, Paris, Fayard.
- Erikson R. & Goldthorpe J. H. (1992), *The Constant Flux. A Study of Class Mobility in Industrial Societies*, Oxford, Clarendon Press.
- Eyraud C. (1999), *L'entreprise d'État chinoise : de « l'institution sociale totale » vers l'entité économique ?* Paris, L'Harmattan.

F

- Fayman S. & Simon P. (1991), « Les activités économiques du bas-Belleville », rapport au plan urbain, ministère de l'équipement et du logement, multigraphié.
- Fei Xiaotong (1985), « Xiahao Zhongguo Renkou Wenti Zheipangqi » (Play Well the Chess Game of Chinas Population Issue), in D. S. Ji & Q. (eds) *Shao Zhongguo Renkou Liudong Taishi Yu Guanli (Trends and Management of China's Population Mobility)*, Beijing, Zhongguo Renkou Chubanshe.
- Feng Xiaoshuang (2000), « Liudong de xiaoyi yu daijia- Beijingshi bufen wailai nvxing wugong jingshangzhe diaocha baogao » (L'intérêt et le coût de la mobilité - rapport

- d'enquête sur des travailleurs et commerçantes migrantes à Pékin), in *Nongmin liudong yus hehui xingbie (La mobilité des paysans et le genre)*, Zhongyuan renmin chubanshe.
- Festas J.-F. (2003), *La photographie, un objet d'étude pour la sociologie*, [Écrit pour présenter la visite de l'exposition de photos de Pierre Bourdieu sur l'Algérie à l'I.M.A., janvier-mars 2003]
- Fijalkow Y. (2004), *Sociologie de la ville*, Paris, La Découverte.
- Finger M. (1989), « L'approche biographique face aux sciences sociales : le problème du sujet dans la recherche sociale », *Revue Européenne des Sciences Sociales*, tome 27, n° 83.
- Forsé M. (1997), « La diminution de l'inégalité des chances scolaires ne suffit pas à réduire l'inégalité des chances sociales », *Revue de l'OFCE*, 63.
- Froissart C. (2003), « Les aléas du droit à l'éducation en Chine Enquête sur la scolarisation des enfants de travailleurs migrants à Chengdu », *Perspectives chinoises*, n°77, pp.23-38.
- Froissart C. (2005), « Quelle citoyenneté pour les travailleurs migrants en Chine ? », *Etudes Chinoises* vol 24, pp. 301-316.

G

- Gans H. J. (1962), *The urban villagers, group and class in the life of Italians Americans*, New York free press.
- Ganzeboom, Harry B.G. & Luijkx R. & Treiman, Donald J. (1989), « Intergenerational Class Mobility in Comparative Perspective », *Research in Social Stratification and Mobility*, n°8, pp. 3-79.
- Gao Xiangdong (2003), *Da Chengshi Renkou Fenbu biandong he Jiaoquhua Yanjiu – Yi Shanhai Weili* (Recherches sur l'évolution de la répartition de population dans les grandes villes et suburbanisation - le cas de Shanghai), Shanghai, Fudan Daxue Chubanshe.
- Gao Yun (2004), « Chinese migrants and Forced labor in Europe », International Labour Office Geneva, July.
- Gao Yun & Poisson V. (2005), « Nouvelles formes d'esclavage parmi les Chinois récemment arrivés en France », *Hommes et Migrations*, n°1254 - Mars Avril.
- Gastaut Y. (2004), « Les bidonvilles, lieux d'exclusion et de marginalité en France durant les trente glorieuses », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 69 (Être marginal en Méditerranée - XVI^e - XXI^e siècle).
- Ged F. (2000), *Portrait de ville, Shanghai*, Institut Français d'Architecture, supplément à *Archiscopie* n° 9.
- Germain A. (1998), « Le quartier, un lieu commun ? », in Dansereau, F et Y. Grafmeyer (dir.) *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon, Les presses universitaires de Lyon, pp. 447-461.
- Godelier M. (1984), *L'idéal et le matériel*, Paris, Fayard.
- Goffman E. (1975), *Stigmate, les usages sociaux des handicaps*, traduit de l'anglais par Alain Khim, Paris, Editions de Minuit Le sens commun.

- Goffman E. (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne* (t.1 La présentation de soi, t.2 Les relations en public), Paris, Editions de Minuit.
- Goldstein S. & Goldstein A. (1985), « Population Mobility in the People's Republic of China », *Papers of the East-West Population Institute*, n° 95, octobre.
- Goldthorpe J. H. (1980), *Social mobility and class structure in modern Britain*, Oxford, Clarendon Press.
- Goldthorpe J. H. & Payne C. (1986), « Trends in Intergenerational Class Mobility in England and Wales 1972–1983 », *Sociology*, n° 20, pp.1–24.
- Goldthorpe J. H. & Portocarero L. (1981), « La Mobilité sociale en France, 1953-1970 : un nouvel examen », *Revue française de sociologie*, n°22, pp.151-166.
- Grafmeyer Y. (1991), *Habiter Lyon. Milieux et quartiers du centre-ville*, Lyon. Presses Universitaires de Lyon/C.N.R.S./P.P.S.H.
- Grafmeyer Y. (2004), *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan.
- Grafmeyer Y. & Joseph I. (1979) (dir.), *L'Ecole de Chicago : Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier.
- Granovetter M. S. (1973). « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, Vol. 78, Issue 6, May 1360-80.
- Guan Xiaolin (2003), « Minzhu jiegouhua de qibu –juweihui zhixuan diaocha baogao » (Le début de la structuration de la démocratie - rapport d'enquête sur l'élection directe au comité de résidents), dissertation du département de sociologie de l'université de Shanghai.
- Guerraoui Z. & Troadec B. (2000), *Psychologie interculturelle*, Paris Armand Colin.
- Guillon M. (1996), « Inertie et localisation des immigrés dans l'espace parisien », *Espace, Population, Sociétés*, n° 1, pp. 55-64.
- Guillon M. & Taboada-Leonetti I. (1986), *Le triangle de Choisy : un quartier Chinois à Paris*, Paris, L'Harmattan.
- Guiselin E. P. (2002), « Droit au logement: quelle reconnaissance? », in M. Segaud, J.C. Driant, J. Brun et al. *Dictionnaire de l'habitat et du logement*. Edition Armand Colin, p.133
- Guo Zhenglin & Zhou Daming (1996), « Waichu wugong yu nongmin xiandaixing de huode » (Travailler dans les villes et l'obtention de la modernité), *Zhongshan daxue xuebao* (Revue académique de l'Université de Zhongshan), n°5.

H

- Haas V. & Jodelet D. (1999). « Pensée et mémoire sociale », in J.-P. Pétard (ed) *Psychologie sociale*, Rosny-sous-Bois, Bréal, pp. 113-161.
- Hacking I. (2001), *Entre science et réalité : La construction sociale de quoi ?*, Paris, La Découverte.
- Halbwachs M. (1909), *Les expropriations et le prix des terrains à Paris (1860-1900)*, Paris, Publications de la Société Nouvelle de Librairie et d'Édition.

- Halbwachs M. (1925), *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris : Librairie Félix Alcan.
- Halbwachs M. (1930), « l'Expérience de Chicago », *Annales Histoire, Sciences sociales*, vol. 61, n° 3, mai-juin 2006, pp. 555-581.
- Halbwachs M. (1950), *La mémoire collective*, Paris, PUF.
- Han Jialing (2001), « Chengshi bianyuan qunti jiaoyu wenti yanjiu-Beijingshi liudong ertong yiwu jiaoyu zhuangkuang diaocha baogao » (Recherche sur l'éducation des groupes en marge- rapport sur la situation actuelle de l'éducation des enfants migrants à Pékin), *Qingnian yanjiu (Recherches des jeunes)*, n° 8-9.
- Hannerz U. (1983), *Explorer la ville*, Paris, Éditions de Minuit.
- Harris J. & Todaro M. (1970), « Migration, Unemployment & Development: A Two-Sector Analysis », *American Economic Review*, March, 60(1):126-42.
- Hassoun J.-P. (1997), *Hmong du Laos en France. Changement social, initiatives et adaptations*, Paris, PUF, collection Ethnologies.
- Haumont B. (2005), « Entre public et privé : des espaces et des lieux toujours en chantier », in Bernard Haumont & Alain Morel (eds) *La Société des Voisins*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme (coll. Ethnologie de la France – cahier 21).
- Haumont B. & Morel A. (eds) (2005), *La Société des Voisins*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme (coll. Ethnologie de la France – cahier 21).
- Henriot C. & Zheng Zu'an (1999), *Atlas de Shanghai — Espaces et représentations de 1849 à nos jours*, Edition CNRS
- Henriot C. & Zheng Zu'an (2002), « Les divisions de la ville à Shanghai (XIXe-XXe siècles) », *Les mots de la ville* Volume II (Les divisions de la ville, sous la direction de Christian Topalov), Edition UNESCO, Edition de la Maison des sciences de l'homme.
- Hénu E. (1998), « La résorption du bidonville de Lorette, histoire de vies, histoire de villes », *Hommes et Migrations* n° 1213 (hors dossier).
- Hersak E. & Mesic M. (1990), « L'espace migratoire de Yougoslavie : historique des migrations yougoslaves », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 6, n° 2, pp. 27-64.
- Hervo M. (2001), *Chroniques du bidonville: Nanterre en guerre d'Algérie*, Paris, Seuil.
- Hirschman A. O. (1970), *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- Hoa L. (1981), *Reconstruire la Chine, trente ans d'urbanisme (1949-1979)*, Editions de Moniteur.
- Hoggart R. (1957), *The Uses of Literacy*. Londres, Chatto and Windus, Traduction J.-C. Passeron avec F. et J.-C. Garcias (1970), *La culture du pauvre*. Paris, Minuit, 420 p.
- Honig E. (1992), *Creating Chinese Ethnicity: Subei People in Shanghai, 1850-1980*, New Haven: Yale University Press.
- Hovanessian M. (1988), « Soixante ans de présence arménienne en région parisienne : le cas d'Issy-les-Moulineaux », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 4, n° 3.

Huang Fuxiang (1999), « Shanghai chengshi guihua shishi de huigu yu zhanwang » (Rétrospective et regard au loin des pratiques de l'urbanisme de Shanghai), *Chengxiang guihua (Urbanisme)*, n° 12.

Huang Ping (1997), *Xunqiu Shengcun-Dangdai Zhongguo Nongcun Waichu Renkou de Shehuixue Yanjiu* (Etudes sociologiques sur l'exode rural en Chine contemporaine), Yunyan renmin chubanshe.

J

Jacobs B. (1997), « Shanghai: An Alternative Centre? », in D. S. G. Goodman (ed) *China's Provinces in Reform*, Londres & New York, Routledge.

Janniere H. (1997), « Urban Renewal in London and Hamburg », une revue de l'ouvrage de Dirk Schubert. *Stadterneuerung in London und Hamburg: Eine Stadtgeschichte zwischen Modernisierung und Disziplinierung*. Brunswick: Vieweg & Sohn, 1997.

Jiang Jianjun (2004), « Penghuqu bendi jumin daiji liudong yanjiu » (La mobilité intergénérationnelle des habitants locaux dans le Penghuqu C), mémoire de sociologie de l'Université Normale de la Chine de l'Est, non publié.

Jie Hua (2006), *Dushi li de nongjianü* (les femmes rurales dans la ville), traduction chinoise par Wu Xiaoying, Jiangsu renmin chubanshe.

Jing Yijia & Liu Chunrong (2007), « Juweihui zhixuan yu chengshi jiceng zhili---dui 2006nian shanghaishi juweihui zhijie xuanju de fenxi » (L'élection directe dans des comités de résidents et la gouvernance de base—l'analyse sur l'élection directe dans des comités de résidents à Shanghai), *Fudan xuebao (Revue académique de l'Université de Fudan)*, n° 1.

Joseph I. (1984), « Urbanité et ethnicité », *Terrain*, n° 3 (Ethnologie urbaine).

Juillerat P. (1899), « Note statistique sur deux groupes de maisons de Paris d'après les données fournies par le casier sanitaire », *Revue d'hygiène et de police sanitaire*, 20 janvier.

Juillerat P. (1905), « L'habitation urbaine », *Premier congrès international d'assainissement et de salubrité de l'habitation*, Paris.

Juillerat P. (1906), Rapports sur la répartition de la mortalité par tuberculose pulmonaire et par cancer dans les maisons de Paris.

K

Kang Wenqin & Ding Jinhong (2005), « Dachengshi kaifaqu liudongrenkou juwhu tezhen yanjiu – yi shanghai pudong xinqu weili » (Recherche sur les caractéristiques des habitations de la population flottante dans la zone de développement économique dans la grande ville – le cas de la nouvelle zone de Pudong à Shanghai), *Chengshi fazhan yanjiu (Recherches sur les développements des villes)*, n° 6.

Katuszewski J. & Ogien R. (1981), *Réseau d'immigrés, ethnographie de nulle part*, Paris, Les Éditions Ouvrières.

- Kaufmann J.-C. (1983), *La vie en HLM, usages et conflits*, Editions ouvrières.
- Ke Lanjun & Li Hanlin (2001), *Dushili de cunmin : zhongguo dadushi de liudong renkou* (Les villageois dans les métropoles : la population flottante dans les grandes villes en Chine), Pékin, Zhongyang bianyi chubanshe.
- Kernen A & Rocca J.-L. (1998), « La réforme des entreprises publiques en Chine et sa gestion sociale Le cas de Shenyang et du Liaoning », *Les Etudes du CERI*, n° 37.
- Kirkby R. J. R. (1985), *Urbanisation in China: Town and Country in a Developing Economy 1949-2000*, Londres, Croom Helm.

L

- Laurans V. (2000), « Shanghai : réforme du secteur de l'immobilier et développement du marché du logement au tournant du 21^{ème} siècle », Centre interdisciplinaire de recherche sur les territoires et leur aménagement - Institut d'aménagement régional - Université Paul Cézanne - Aix / Marseille III.
- Laurans V. (2001), « Logements et confort à Shanghai. L'exemple de Wanli, ensemble résidentiel modèle », *Perspectives chinoises*, n° 68, pp. 37-46.
- Laurans V. (2004), « Shanghai dans le champ des études urbaines. Un aperçu de la recherche shanghaienne sur la ville au tournant du XXI^e siècle », étude commandée par l'Antenne franco-chinoise en sciences humaines et sociales à Pékin, www.antenne-pek.in.com.
- Laurans V. (2005), « Shanghai : l'argument du confort pour déplacer les résidents urbains. Le cas de Jianyeli, projet-pilote de restauration », *Perspectives chinoises* n° 87, janvier - février.
- Le Huu Khoa (1996), *L'immigration asiatique : espaces communautaires et stratégies d'ascension professionnelle*, Paris, Grisea. 196 p.
- Leanza Y. R. & Lavalee M. (1996), *Enfants de migrants: L'apparente double appartenance*, Université de Laval, Québec, Canada, (non publié).
- Ledrut R. (1968), *sociologie urbaine*, Paris, PUF.
- Lee B. A. & Spain, D. & Umberson, D.J. (1985), « Neighborhood revitalization and racial change: The case of Washington DC », *Demography*, n° 22: 581-602.
- Lee B. A. & Wood P. B. (1991), « Is neighborhood racial succession place specific? », *Demography*, n°28, pp. 21-40.
- Lefebvre H. (1974), *La production de l'espace*, Paris, Ed. Anthropos.
- Lefebvre M.-P. (2005), « Proximité spatiale et relation sociale », in Bourdin (A.) & Germain (A.) & Lefebvre M.-P., *La proximité, construction politique et expérience sociale*, L'Harmattan.
- Lequin Y. (1988), *La Mosaïque France : Histoire des étrangers et de l'immigration*, Paris, Larousse.
- Lévy F. (2005), « Les femmes du Nord, une migration au profil atypique », *Hommes et Migrations*, n° 1254 - Mars Avril.

- Lewis O. (1961), *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*, Paris, Gallimard
- Lewis O. (1969), *La Vida. Une famille portoricaine dans une culture de pauvreté*, Paris, Gallimard, Postface.
- Li Hanlin (2002), « Guanxi qiangdu yu xuni shehui---nongmingong yanjiu de yizhong shijiao » (L'intensité de la relation et la société imaginaire –une perspective de l'étude des ouvriers-paysans), communication au colloque *la mobilité des ouvriers-paysans : état actuel, tendance et politique*, Pékin, mai.
- Li Minghuan (1999), « S'enrichir rapidement en Europe : réflexions sur les motivations des Wenzhou à émigrer », in F.N. Pieke & H. Malleo (éd.) *Internal and International Migration: Chinese Perspectives*, Routledge Curzon.
- Li Peilin, (1996), « Liudong mingong de shehui wangluo he shehui diwei » (Réseaux sociaux et positions sociales des travailleurs migrants), *Shehuixue yanjiu (Recherches sociologiques)*, n° 4, p. 42-52.
- Li Peilin (2003), *Nongmingong – Zhongguo jincheng nongmingong de jingji shehui fenxi* (Les ouvriers-paysans – Analyse socio-économique sur les ouvriers-paysans dans les villes chinoises), *Shehui Kexue wenxian chubanshe*.
- Li Peilin (2004), *Cunluo de zhongjie---Yangchengcun de gushi* (La fin des villages---l'histoire du village Yangcheng), Pékin, Shangwu yinshu guan.
- Li Ruojian (2001), « Chengzhen huji jiazhi de xianhua yu danhua guocheng fenxi » (L'analyse du processus du système du Hukou urbain), *Revue Shehui kexue (Sciences sociales)*, n° 9.
- Li Qiang (1995), « Guanyu nongmingong de qingxu qingxiqng yu shehui chongtu wenti » (La tendance des sentiments des ouvriers-paysans et le conflit social), *Shehuixue yanjiu (Recherches sociologiques)*, n°4.
- Li Qiang (2001), « Zhongguo chengshi nongmingong laodongli shichang yanjiu » (Recherche sur le marché d'emploi pour les ouvriers-paysans en Chine), *Revue Xuehai* par l'Académie des sciences sociales de la province de Jiangsu, n° 1.
- Li Qiang (2002), « Zhongguo huji fengceng yu nongmingong de shehui diwei » (La stratification du système du Hukou et la position sociale des ouvriers-paysans), *Zhongguo dangzheng ganbu luntan* (Forum des cadres du parti et du politique), n° 8.
- Lipiansky E. M. (1992), *Identité et communication, l'expérience de groupe*, Paris PUF.
- Li Youmei (2002), « Jiceng shequ zuzhi de shiji shenghuo fangshi – dui shanghai kangjian shequ shidi diaocha de chubu renshi » (Le mode de vie des communautés de base - une enquête sur la communauté de Kangjian à Shanghai), *Shehuixue yanjiu (Recherches sociologiques)*, n° 4.
- Li Youmei (2004), « Chengshi jiceng shehui de shenceng quanli zhixu » (L'ordre de pouvoir de la société urbaine de base), [en ligne], <http://www.sociology.cass.cn/shxw/zzysq/P020050127388810936081.pdf>
- Live Yu-sion (1991), « La diaspora chinoise en France : immigration, activités économiques, pratiques culturelles », Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS, 824 pp.
- Lu Ming (2001), « Les évolutions récentes de l'emploi à Shanghai », *Perspectives chinoises*, n° 66, juillet - août, page n°14.

- Lu Xueyi (2002), *Dangdai zhongguo shehui jieceng yanjiu baogao* (Rapport de recherche sur la stratification sociale en Chine contemporaine), Pékin, Shehui kexue wenxian chubanshe.
- Lu Yilong (2002), « 1949 nian hou de zhongguo huji zhidu : jiegou yu bianqian » (Le système du Hukou après 1949 : structure et changement), *Beijing daxue xuebao* (Revue académique de l'Université de Pékin), n° 2.
- Lynch K. (1969), *L'image de la cité*, traduit par Marie-François Vénard et Jean-Louis Vénard, Paris, Bordas.

M

- Ma Mung E. (1993), « Commerce et organisation économique des Asiatiques d'origine chinoise ». Communication au colloque L'intégration des populations d'origine asiatique ; Paris, 19-21 novembre 1993, organisé par la Mairie du 13^{ème} arrondissement.
- Ma Xia. (1994), « Changes in the Pattern of Migration in Urban China », in Lincoln H. Day et Ma Xia (eds) *Migration and Urbanization in China*. Armonk, New York, M.E. Sharpe.
- Maget M. (1955), « Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques », *Bulletin de psychologie*, 6, 7-8, pp. 375-382.
- Magri S. (2008), « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970 », *L'Année sociologique*, n°1 - Vol. 58.
- Mallee H. (1995), « China's Household Registration System under Reform », *Development and Change*, 26(1), pp. 1-29.
- Mantovani J. & Saint-Raymond O., (1984), « Espace et coexistence interethnique » *Espaces et Sociétés*, n°45, Juil-Déc.
- Maresca S. (2000), introduction au thème « question d'optique. Aperçu sur les relations entre la photographie et les sciences sociales », *Journal des anthropologues*, n° 80-81.
- Marguerite C. (1999), « Trajectoire de la différence des groupes ethnicisés : des Auvergnats aux Antillais », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 15, n° 2, p. 167-187.
- Matthews M. (1989), « Residence Controls in Present-day China », *Asian Affairs*, 20(2), pp. 184-194.
- Mauger G. (1991), « Enquêter en milieu populaire », *Genèses* n° 6, décembre.
- Mazzella S. (1996a), « Le quartier Belsunce à Marseille, les immigrés dans les traces de la ville bourgeoise », *Les annales de la recherche urbaine* (Patrimoine et Modernité), n° 72, pp. 118-125.
- Mazzella S. (1996b), « L'enracinement urbain : intégration sociale et dynamiques urbaines. Les familles maghrébines du centre-ville de Marseille », thèse pour le doctorat de sociologie de l'EHESS, Marseille.
- Mazzella S. (2004), « Belsunce, laboratoire urbain de la migration ? », *Terrains & Travaux* n° 7 (Migrations), pp.19-25.

- Mckenzie R. D. (1933), « The rise of metropolitan communities, President's Research Committee », *Recent Social Trends*, vol.1, reprint in A. Hawley, (éd.) (1968), R. McKenzie on human ecology, Chicago, University of Chicago Press.
- Men Zhaomin (2008), « Nonmingong zhufang wenti yanjiu-yi shanghai weili » (Recherche sur les logements des ouvriers-paysans ----le cas de Shanghai), *Dazhong kexue (Sciences communes)*, n° 1.
- Meng Meijun (2006), « Shanghaishi penghuqu kongjian bianqian yanjiu (1927—zhijin) », (le changement spatial des Penghuqu de Shanghai depuis 1927), mémoire de sociologie de l'Université Normale de la Chine de l'Est, non publié.
- Merle A. (2004), « Vers une sociologie chinoise de la civilisation communiste. A Pékin, un groupe de sociologues de l'Université Qinghua propose une nouvelle orientation de recherche », *Perspectives chinoises*, n° 81, Janvier - Février, p. 4.
- Merle A. (2007), « De la reconstruction de la discipline à l'interrogation sur la transition : la sociologie chinoise à l'épreuve du temps », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. CXXII.
- Mesmin C. & Hounkpatin L. (2006), « Réalités et constructions imaginaires de la famille migrante », *Imaginaire & Inconscient (Etudes psychothérapeutiques)*, n° 18, février.
- Metton A. & Bertrand M.J. (1974), « Les espaces vécus dans une grande agglomération », *L'espace géographique*, n° 2, pp. 137-146.
- Middleton D. & Edwards D. (1990), « Conversational remembering: a social psychological approach », in D. Middleton & D. Edwards (éds), *Collective Remembering*, London, Sage Publications, pp. 23-45.
- Moussa H. (1992), *The Social Construction of Women Refugees: A Journey of Discontinuities and Continuities*. Ed. D. diss., University of Toronto.
- Murard L. & Zylberman P. (1983), « Les murs qui tuent », *Les cahiers médico-sociaux*, Genève, n° 4.

N

- Nivard J. (2003), « Femmes et migrations en Chine », *Revue Bibliographique de Sinologie*.
- Nizard L. (1974), *Changement social et appareil d'état*, Grenoble, CERAT.
- Nora P. (1984), « Entre mémoire et histoire. La problématique des lieux », in P. Nora (éd.), *Les lieux de mémoire*, vol. 1. *La République*, Gallimard.

P

- Pairault T. (1995), *L'intégration silencieuse : la petite entreprise chinoise en France*, Paris, L'Harmattan, 250 p.
- Paris H. (2005), « L'inconnu familial, les interactions dans les parties communes d'un immeuble lyonnais », in Bernard Haumont & Alain MOREL (éd.) *La société des voisins*, Paris, Edition de la Maison des Sciences de l'homme.

- Park R. E. (1925), « The city: Suggestions for the investigation of human behavior in the city environment », in R. E. Park, E. W. Burgess, R. D. McKenzie, L. Wirth, *The City*, Chicago, University of Chicago Press.
- Park R. E. (1936), « Human Ecology », *American Journal of Sociology*, reprint in Park, R. E., 1952. *Human Communities, the City and Human Ecology*. Glencoe, Ill., the Free Press.
- Parkin F. (1974), « The Social Analysis of Class Structure », Londres, Tavistock Publications.
- Passeron J.-C. (1990), « Biographies, flux, trajectoires », *Revue française de sociologie*, vol. 31, n° 1, pp. 3-22.
- Péraldi M. (éd.) (2001), *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Maisonneuve. et Larose.
- Péraldi M. (2004), « Nouvelles routes migratoires et commerciales algériennes », in G. Capron, G. Cortès, H. Guetat, *Mobilités, échanges et constructions territoriales*, Paris, Ed. Belin.
- Perec G. (1974), *Espèces d'espaces*, Paris, éditions Galilée.
- Picquart P. (2004), « L'Empire chinois : Histoire et actualité de la diaspora mondiale / Mieux comprendre la Chine », *Futur*, n°1 (mondial), Editions. Favre.
- Pierre P. (2005), « Mobilité internationale et identités des cadres : pour une sociologie immergée », *Espaces Temps.net*, Textuel, 29.06.2005.
- Pinçon M. (1982), *Cohabiter, groupes sociaux et modes de vie dans une cité HLM*, Paris, Éditions Plan Construction.
- Poisson V. (2005), « Les grandes étapes de 100 ans d'histoire migratoire entre la Chine et la France », *Hommes et Migrations*, n°1254 - Mars Avril.
- Potter G. W. & Kappeler V. E. (dir.) (1998), *Constructing Crime: Perspectives on Making News and Social Problems, Prospect Heights*, Illinois Waveland Press.
- Pujebert B. V. (1997), *Lorette, dernier bidonville*, documentaire produit par IO Production et Images Plus.
- Pun Ngai (1999), « Becoming dagongmei: Body, identity and transgression in reform China » *The China Journal*, n° 42, pp. 1-19.
- Pun Ngai (2005), *Made in China: Women Factory Workers in a Global Workplace*. Durham and London: Duke University Press.
- Pun Ngai & Li Wanwei (2006), *Siyuzhe de husheng : zhongguo dagongmei koushu* (les appels des silences: les narrations des femmes migrantes en Chine), Pékin, Sanlian shudian.

Q

- Qin Bingxiang (1991), « Zhijiage chengshi shehuixuepai de lilun yu fangfa » (L'école de Chicago : théorie et méthodologie), *Meiguo yanjiu (Recherches américaines)*, vol. 5, n° 4.

R

- Ramos E. (2004), « Mobilité résidentielle et processus d'ancrage. Les « provinciaux » qui vivent à Paris et en région parisienne », rapport pour Plan Urbanisme Construction Architecture, Programme « Mobilités et territoires urbains », Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer.
- Raulin A. (1988), Espaces marchands et concentrations urbaines minoritaires. La petite Asie de Paris, in *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. LXXXV.
- Read B. L. (2003), « Democratizing the Neighbourhood New Private Housing and Homeowner Self-organization in Urban China », *The China Journal*, n° 49, pp. 31-59.
- Ren Bumei (2005), « Shangfang langchao yu zhongguo zhengzhiwei » (Un vague des appels et la crise politique en Chine), présentation lors de la conférence sur les droits de l'homme à Taipei le 17 décembre.
- Rocca J.-L. (1999), « Le traitement social du chômage et la nouvelle pauvreté : le cas de Shenyang et du Liaoning », *Perspectives Chinoises*, n° 56, pp.34-51.
- Rocca J.-L. (2000), « L'évolution de la crise du travail dans la Chine urbaine », *Les Etudes du CERI*, n° 65.
- Rocha da Silva P. (2006), *La politique de l'enfant unique en République Populaire de Chine*, Université de Genève, 160 p.
- Roncayolo M. (1963), *Les grandes villes françaises : Marseille*, Notes et études documentaires, n°3013, Paris, La Documentation française.
- Roncayolo M. (1967), « Le centre ville à Marseille : Notion, contenu, évolution », in *Urban Core and Inner City*, Leyden, University of Amsterdam, E. J. Brill, pp. 162-182.
- Roncayolo M. (1990), *La Ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, 278 p.
- Roncayolo M. (1996), *Les Grammaires d'une ville, essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*, Paris, Presses de l'EHESS, 507 p.
- Rosental P. A. (1996), « « La rue, mode d'emploi. Les univers sociaux d'une rue industrielle », *Enquête*, n° 4, pp. 123-143.
- Rosental P. A. (1999), *Les sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du XIXe siècle*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Rouleau-Berger L. & Shi Lu (2004a), « Routes migratoires et circulations en Chine : entre mobilités intracontinentales et transnationalisme », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, n 20.
- Rouleau-Berger L. & Shi Lu (2004b), « Inégalités, disqualification sociale et violences symboliques à Shanghai : l'accès à l'emploi urbain des provinciaux », *Journal des anthropologues* (Globalisation : effets de marché et migrations), n° 96-97.
- Rouleau-Berger, Laurence & Shi Lu (2005), « Inégalités, niches économiques et diversité de parcours migratoires: le cas des travailleurs migrants à Shanghai », *Les Perspectives chinoises*, n°87, pp. 2-12.
- Rouleau-Berger L., Guo Yuhua, Li Peilin & Liu Shiding (2008), *La nouvelle sociologie chinoise*, Edition CNRS.

Rulliat A. (2006), « Les politiques de lutte contre le chômage à Shanghai depuis les années 2000 », *Les Etudes du CERI*, n° 123 - mars.

Rummens J. (2000), « Canadian Identities Database (CID): An Interdisciplinary Reference Database of Canadian Research on Identity », à la demande de Patrimoine canadien (Multiculturalisme).

S

Sanjuan T. (2001), « Pékin, Shanghai, Hong Kong : Trois destins de villes dans l'espace chinois », in Yves Lacoste (éd.) « Géopolitique des grandes villes », Paris, *Hérodote*, n° 101, pp. 153-179.

Sartori G. (1994), « Bien comparer, mal comparer », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 1, n° 1, p. 19-36.

Sayad A. (1992), *L'immigration, ou, Les paradoxes de l'altérité*, De Boeck Université.

Sayad A. (1995), « Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles », *Autrement* n° 85 (hors série).

Sayad A. (1999), *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris : Liber, Seuil.

Schutz A. (1987), *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales* Paris, Méridiens Klincksieck.

Sennett R. (1980), *La Famille contre la ville: les classes moyennes de Chicago à l'ère industrielle, 1872-1890*, Encres.

Shi Bainian, (éd) (2005), « Chengshi bianyuanren : jincheng nongmingong jiating jiai zinv wenti yanjiu » (Chengshi bianyuan ren : recherche sur la famille migrante et leurs enfants), Pékin, Shehui kexueyuan chubanshe.

Simmel G. (1903), *The Metropolis and Mental Life*, traduction française (2007), *Les grandes villes et la vie de l'esprit*, L'Herne.

Simon P. (1989), « Appropriation de l'espace et identité communautaire : Belleville-Paris 20e », Paris : EHESS, mémoire de DEA, département Histoire et Civilisation, mention démographie.

Simon P. (1992), « Belleville, un quartier d'intégration », *Migrations société*, (19), p. 45-68.

Simon P. (1995), « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation. Belleville, Paris XX^e », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 98.

Simon P. (1998), « Mobilité résidentielle et milieu de vie des immigrés », in Grafmeyer Yves, Dansereau Françoise, *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*, Lyon, PUL, p. 417-445

Sindzingre N. (1984), « Identité », in *Encyclopaedia universalis*, 2^e éd.

Solinger D. J. (1993), « China's Transients and the State: A Form of Civil Society? », *Politics and Society* (Hong Kong), vol. 21, n° 1.

Solinger D. J. (1995a), « Chinas Urban Transients in the Transition From Socialism and the Collapse of the Communist 'Urban Public Goods Regime », *Comparative Politics*, n° 27, pp. 127-146.

- Solinger, D. J. (1995b), « The Floating Population in the Cities: Chances for Assimilation? » in Deborah S. Davis & al. (éds) *Urban Spaces in Contemporary China*, New York, Woodrow Wilson Center Press & Cambridge University Press.
- Solinger D.J. (1999), *Contesting citizenship in urban China*, University of California Press.
- Sorokin P. (1927), *Social mobility*, New York, Harper & Brothers, [rééd. en 1959, Social and Cultural Mobility, Glencoe, Free Press].
- Sun Liping (2000), « Guocheng—shijian fenxi yu dangdai zhongguo guojia-nongmin de shijian xingtai » (L'analyse processus-événement et la relation entre l'Etat et les paysans dans la Chine contemporaine), *Qinghua shehuixue pinglun*, n°1, mai 2000, département de sociologie, université Qinghua. pp. 1-20.

T

- Taboada-Leonetti I. (1987), *Les immigrés des beaux quartiers La communauté espagnole dans le 16ème*, Paris, Edition CIEMI L'Harmattan.
- Tajfel H. & Turner J.C. (1986), « The social identity of intergroup behaviour », in S. Worchel & W.G. Austin (eds), *Psychology of intergroup relations*, Nelson-Hall.
- Tajfel H., Bilig M., Bundy R.P. & Flament C. (1999), « Social catégorisation and intergroup behaviour », *European Journal of Social Psychology*, n° 1, pp. 149-178, cité et traduit par Geneviève Vinsonneau, *Inégalités sociales et procédés identitaires*, Paris, Armand colin.
- Tan Mingxing (2005), « Yimin de shenfen jiangou yanjiu » (Recherche sur la construction de l'identité des migrants), *Zhejiang shehui kexue* (Revue des sciences sociales de la province du Zhejiang), n° 1.
- Tan Shen (1997), « Nongcun laogongli liudong de xingbie chayi » (La différence liée au sexe dans la mobilité des travailleurs ruraux), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 1.
- Tan Shen (1998), « Dagongmei de neibu huati- dui shenzheng yuan zhili wanju chang baiyu feng shuxin de fenxi » (Les sujets de discussion des jeunes migrantes - l'analyse de centaines de lettres de migrantes de l'ancienne usine de jouets Zhili à Shenzheng), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 6.
- Tan Shen (2000), « Zhujiang sanjiaozhou wailai nvong yu waizi qiye, dangdi shehui zhi guanxi » (La relation entre les ouvrières migrantes et les entreprises étrangères, la société locale dans la zone de Zhujiang), Colloque « Problématique et méthodologie : la sociologie chinoise au XXI^e siècle », Pékin, Université de Qinghua.
- Tan Shen (2003a), « Nomingong liudong yanjiu zongshu » (Résumé de recherche sur les travailleurs migrants), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 2.
- Tan Shen (2003b), « Ruozhe de fankang- weirao yici soushen shijian zhong nügong jiti xingdong de fenxi » (La résistance des faibles - l'analyse sur l'action collective des ouvrières migrantes contre la fouille au corps), Chinese University of Hongkong, colloque « Les syndicats et les mouvements des ouvriers en économie de marché ».
- Tang Binyao (2005), « Ershi shiji jiushi niandai yilai guanyu shehuigognzheng zenti yanjiu shuping » (Recherches sur le juste social depuis les années 1990 », *Jiaoxue yu yanjiu* (Education et recherche), n° 1.

- Tang Can & Feng Xiaoshuang (2000), « Henancun liudong nongmin fenhua » (La division des paysans en mobilité dans le village du Henan), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n°4.
- Tarrius A. (1987), « L'entrée dans la ville : migrations maghrébines et recomposition des tissus urbains à Tunis et à Marseille », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, Volume 3, n° 1-2, pp. 131-148.
- Tarrius A. (1992), *Les fourmis d'Europe. Migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, Paris, L'Harmattan.
- Tarrius A. (2002), *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland.
- Temime E. (1995) *Marseille transit : les passagers de Belsunce*, Paris, Autrement.
- Thélot C. (1982), *Tel père, tel fils ? Position sociale et origine familiale*, Paris, Dunod.
- Thireau I. & Hua Linshan (2004), « Les migrants et la mise à l'épreuve du système du hukou », *Etudes chinoises*, vol. XXIII, pp. 275-311.
- Thireau I. & Wang Hansheng (2001), *Disputes au village chinois. Formes du juste et recompositions locales des espaces normatifs*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme.
- Thomas W.I. & Znaniecki F. (1918-1920), *The Polish Peasant in Europe and America*, New York, A. Knopf (édition originale vol. 1&2, Chicago, The University of Chicago Press ; vol. 3 à 5, Boston, Badger Press) ; (traduction du tome 3 en français : *Le paysan Polonais en Europe et en Amérique. Récit de vie d'un migrant*, Paris, Nathan, 1998 ; traduction partielle des autres tomes : (2000) Fondation de la sociologie américaine. Morceaux choisis, Préface de Suzie Guth, Paris, l'Harmattan).
- Tomba L. (1999), « Exporting the 'Wenzhou model' to Beijing and Florence: Suggestions for a Comparative Perspective on Labour and Economic Organization in Two Migrant Communities », in F.N. Pieke & H. Malleo (éd.) *Internal and International Migration: Chinese Perspectives*, Routledge Curzon, pp. 280-293.
- Topalov C. (1997), « Maurice Halbwachs et les villes (1908-1912). Une enquête d'histoire sociale des sciences sociales » *Annales Histoire et Sciences sociales*, vol. 53, n° 5, pp. 1057-1083.
- Topalov C. (1999), « Expériences sociologiques : les faits et les preuves dans les thèses de Maurice Halbwachs (1909-1913) ». *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 1, pp. 11-46.
- Topalov C. (2003), « Écrire l'histoire des sociologues de Chicago », *Genèses*, n° 51, pp. 147-159.
- Topalov C. (2006), « Maurice Halbwachs et les sociologues de Chicago », *Revue française de sociologie*, n° 3, pp. 561-590.
- Toubon J-C. & Messamah K. (1991), *Centralité immigrée. Le quartier de la Goutte d'Or*, Paris, l'Harmattan,
- Trollet P. (1994), *La diaspora chinoise*, Paris, PUF (Que sais-je ? n°2879)

V

- Vallet L.-A. (1991), « La mobilité des femmes en France. La participation des femmes aux processus de mobilité sociale intergénérationnelle », Thèse de doctorat de l'Université de Paris-Sorbonne, sous la direction de Raymond Boudon.
- Vallet L.-A. (1992), « La mobilité des femmes en France. Principaux résultats d'une recherche » in L. Coutrot, C. Dubar (éd), *Cheminements professionnels et mobilités sociales*, Paris, La Documentation Française, pp. 179-200.
- Vallet L.-A. (1999), « Quarante années de mobilité sociale en France. L'évolution de la fluidité sociale à la lumière de modèles récents », *Revue française de sociologie*, XL, 1, pp. 5-65.
- Verret M. & Creusen J. (1979), *L'espace ouvrier*, Paris, Armand Colin, Réédition Paris, l'Harmattan.
- Viaud J. (2003), « Mémoire collective, représentations sociales et pratiques sociales », *Connexions*, n° 80, p.13-30
- Vigour C. (2005), *La comparaison dans les sciences sociales : pratiques et méthodes*, Paris, La Découverte.

W

- Wang Chunguang (1995), *Shehui liudong yu shehui chonggou --- Jingcheng zhejiangcun yanjiu* (La mobilité sociale et la reconstruction sociale--- l'étude du village du Zhejiang à Pékin), Zhejiang, Zhejiang renmin chubanshe.
- Wang Feiling (2005), *Organizing through Division and Exclusion, China's Hukou System*, Stanford, Stanford University Press.
- Wang Hansheng etc. (1997), « Zhejiangcun : zhongguo nongmin jinru chengshi de yizhong fangshi » (Le village du Zhejiang : la modalité spéciale d'entrée dans la ville pour les paysans chinois), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n°1.
- Wang Yijie & Wang wei (2004), « Guonei liudong nongmin yanjiu shuping » (Revue sur la mobilité des paysans en Chine), *Hehai daxue xuebao* (Revue académique de l'Université de Hohai), n° 1.
- Weber F. (1989), *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, INRA, Paris, Éditions EHESS.
- Wen Jun (2001), « Cong shengcun lixing dao shehui lixing : dangdai zhongguo nongmin waichu jiuye dongyin de shehuixue fenxi » (De la raison pour survivre à la raison sociale : l'analyse sociologique sur la raison des paysans travaillant dans les villes en Chine contemporaine), *Shehuixue Yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 6. pp.19-30.
- Wen Tiejun (2002), « Women shi zenyang shiqu qianxi ziyou de » (Comment nous perdons-ils la liberté de mobilité), *Zhongguo hongguan jingji xinxi wang* (website des informations sur la macro-économie de Chine), 18 avril.
- Whyte W.F. (1943), *Street corner society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, traduction française (1995), Paris, La Découverte.

- Willy Wo-Laplam, « Le dilemme du gouvernement de Hu Jintao: la construction d'une 'société harmonieuse' est-elle possible sans réformes politiques ? », *Perspectives Chinoises*, n° 100, mars 2007.
- Wirth L. (1928), *The Ghetto*, Chicago, University of Chicago Press, 1928, (traduction française: *Le Ghetto*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1980).
- Wirth L. (1938), « Urbanism As A Way of Life », *American Journal of Sociology*, n° 44, p. 1-24.
- Wong L. & Wai-Po H. (1998), « Reforming the Household Registration System: A Preliminary Glimpse of the Blue Chop Household Registration System in Shanghai and Shenzhen », *International Migration Review*, Vol. 32, n° 4, pp. 974-994.
- Wong R. S.-K. (1994), « Postwar mobility trends in advanced industrial societies », *Research in social stratification and mobility* n°13, pp. 121-144.
- Wu Duo (1989-1993), « Chengshi shehuixue ji chengshi shehui de fazhan yanjiu » (La sociologie urbaine et la recherche sur le développement de la société urbaine), *Zhongguo shehuixue nianjian* (*Les Annales de la recherche chinoise*).
- Wu Jieh-min (2006), *Chinese Migrant Workers under Differential Citizenship A Comparative-Institutional Analysis*
- Wu Weiping & Wang Hansheng (2002), « Jiju dadushi: jinghu liangdi liudong renkou zhufang xianzhuang fenxi » (l'analyse des logements des populations flottantes à Pékin et à Shanghai), *Shehuixue yanjiu* (*Recherches sociologiques*), n° 3.
- Wu Xiaogang & Treiman D. (2004), « The Household Registration System and Social Stratification in China, 1955-1996 », *Demography* 41(2):363-384.

X

- Xiang Biao (1998), « Shequ hewei-dui Beijing liudong renkou jujuqu de yanjiu », (une étude sur un quartier d'immigration à Pékin), *Shehuixue yanjiu* (*Recherches sociologiques*), n° 6.
- Xiang Biao (2000), *Kuayue bianjie de shequ—Beijing zhejiangcun shenghuoshi* (la communauté qui a franchi la frontière---l'histoire de vie dans le village du Zhejiang à Pékin), Pékin, Sanlian shudian.
- Xu Ke (1998), « Juweihui neng chengwei shequ jumin zizhi zuzhi ma ? » (Le comité de résidents peut-il devenir une organisation autonome), *Revue Shehui* (*Société*), n° 10.

Y

- Young M. & Willmott P. (1957), *Family and kinship in east London*, Londres, Routledge & Kegan Paul, traduit de l'anglais par Anne Gottman avec la collaboration de Bernard d'Hellencourt (1983), *Le village dans la ville*, Paris, éditions du centre de création industrielle.
- Yuan Yayu (1994), *Zhongguo nongmin de shehui liudong* (La mobilité sociale des paysans chinois), Sichun, Sichun daxue chubanshe.

Z

- Zalio P.-P. (1990), « L'aventure Chombart de Lauwe. Renaissance des études urbaines en France dans la période de Reconstruction », mémoire de DEA sous la direction de Christian Topalov, Ecole Normale Supérieure (Ulm)/EHESS.
- Zalio P.-P. (1996), « Urbanités marseillaises », *Enquête*, avril, pp. 191-210.
- Zalio P.-P. (1999), *Grandes familles de Marseille au XX^e siècle*, Paris, Belin, 315 p.
- Zalio P.-P. (2004), « Territoires et activités économiques. Une approche par la sociologie des entrepreneurs », *Genèses*, n° 56.
- Zalio P.-P. (2007a), « L'espace méditerranéen : un laboratoire pour l'étude socio-historique des entrepreneurs » in Bernard Paraque, Corinne Grenier et Nadine Levratto (eds), *L'euro-méditerranée : l'espace géographique aux modes de coordination socio-économiques*, Paris, l'Harmattan.
- Zalio P.-P. (2007b), « Les entrepreneurs enquêtés par les récits de carrières : de l'étude des mondes patronaux à celle de la grammaire de l'activité entrepreneuriale », *Société contemporaine*, n° 68, pp. 83-104.
- Zen Qun & Wei Yanbin (2004), « Chômage et exclusion sociale : une analyse », *Xinhua Wenzhai (Extraits de Xinhua)*, n° 18.
- Zhang Weiming (2007), « Guanyu zanzhuzheng zhidu gaige de sikao he fenxi » (Réflexion et analyse sur la réforme du système de zanzhuzheng), *Guangxi zhengfa guanli ganbu xueyuan xuebao (Revue académique de l'Institut de politique et de gestion de Guangxi)*, n° 1.
- Zhao Yeqin (2002), « Chengshi liudong renkou zinu jiuxue kunnan de sikao -yi shanghaishi weili » (Réflexion sur la difficulté de l'éducation des enfants migrants dans les villes---- le cas de Shanghai), *Revue Shehui (Société)*, n° 9.
- Zhao Yeqin (2004), « Dui nongmingong pianjian xingcheng de shehuixue fenxi » (Analyse sociologique sur la préjugé pour les ouvriers-paysans), *Shehuixue (Revue sociologique)* par l'Académie des sciences sociales à Shanghai, n° 3.
- Zhao Yeqin (2005), « Wailaizhe de jinru yu penghuqu bendi jumin richang shenghuo de chonggou----dui shanghaishi C penghuqu de gean yanjiu » (L'invasion des nouveaux arrivants et la reconstruction de vie quotidienne des habitants locaux ---- le cas de bidonville C), mémoire de sociologie de l'Université Normale de la Chine de l'Est, non publié.
- Zhao Yeqin (2007), « Nongmingong : richang shenghuo zhong de shenfen jiangou yu kongjian xingou » (Les travailleurs migrants : la construction de l'identité et la configuration de l'espace dans la vie quotidienne), *Revue Shehui (Société)*, n° 6.
- Zhao Yeqin (2008), « Juzhuquan yu shimin daiyu : chengshi gaizao zhong de disifangqunti » (Le droit au logement et la citoyenneté : le quatrième groupe dans la rénovation urbaine), *Shehuixue yanjiu (Recherches sociologiques)*, n° 2.
- Zhonggang Shenxue (2007), « Le développement de logement et l'évolution du système des immobiliers de Shanghai », in Lin Tuo & Toshio MIZUUCHI (eds) *Renouvellement urbain moderne et changement des espaces sociaux*, Shanghai, Guji chubanshe.

- Zhou Daming (2001), « Chengxiang jiehubu shequ yanjiu---Guangzhou nanjuncun wushinian de bianqian » (L'étude des zones périphériques urbaines---la transformation du village Nanjing à Guangzhou ces 50 dernières années), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 4.
- Zhou Xiaohong (1998), « Liudong yu chengshi tian dui zhongguo nongmin xiandaixing de yingxiang --Beijing zhejiangcun yu wenzhou yige nongcun shequ de kaocha » (L'influence sur la modernisation des paysans par la mobilité et l'expérience sur les villes --- les travaux sur le village du Zhejiang à Pékin et une communauté rurale dans la région de Wenzhou), *Shehuixue yanjiu* (Recherches sociologiques), n° 5.
- Zhou Xiaohong (2004), « Zhijiage shehuixuepai de gongxian yu juxian » (L'école de Chicago : contribution et limite), *Shehui kexueyanjiu* (Recherches sociologiques), n° 6.
- Zhou Xiaohong (2005), *Zhongguo zhongchan jieceng diaocha* (L'enquête sur la classe moyenne en Chine), Zhongguo shehui kexueyuan chubanshe.
- Zhu Jiangang (2002), « Guo yu jia zhijian : Shanghai lingli de shimin tuanti yu shiqu yundong de minzhu zhi », (Entre la famille et l'Etat. Une ethnographie des associations civiles et des mouvements communautaires dans le voisinage d'un lilong de Shanghai), thèse en anthropologie, soutenu sous la direction du professeur Joseph Bosco, Université chinoise de Hong Kong.
- Zhu Li (2002), « Lun nongmingong jieceng de chengshi shiying » (Sur l'adaptation urbaine des ouvriers-paysans), *Jianghai xuekan* (Revue académique de Jianghai), n° 6.
- Zhuo Jian (2004), « Mobilité urbaine en Chine: enjeux et problématiques -- Les cas de Shanghai et d'autres grandes métropoles », Communication à la conférence internationale MUTA 2004, Mont Tremblant, Canada.
- Zorbaugh, H. W. (1929), *The Gold Coast and the Slum*, Chicago, University of Chicago Press.
- Zuo Peng & Zhou Qing (2000), « Hukou maimai yu huji zhidu gaige » (l'achat et la vente du Hukou et la réforme du système du Hukou), *Zhongguo renkou kexue* (Sciences démographiques chinoises), n° 2.

Annexes

Annexes I - Listes des figures, tableaux, encadrés et photos

Liste des figures	377
Liste des tableaux	379
Liste des encadrés	381
Liste des photos	383

Annexes II - Tableaux synoptiques des interviews

Tableau 1 : entretiens auprès des habitants locaux dans le quartier de Yuanhenong	385
Tableau 2 : entretiens auprès des migrants internes dans le quartier de Yuanhenong	391
Tableau 3 : entretiens auprès des immigrants chinois dans la région parisienne	397
Tableau 4 : des interviews de responsables, personnalités et informateurs divers	399

Annexes III - Extraits des interviews

Les portraits typiques des migrants internes	401
--	-----

Annexes IV – Lexiques des termes chinois

Lexique des termes chinois fréquemment employés	407
---	-----

Annexes V- Chronologies

Chronologies 1 : Des règlements sur le système du Hukou	413
Chronologies 2 : Des principales opérations urbaines à Shanghai	417

Annexes I-1

Listes des figures

Chapitre 1

Figure 1 : Evolution de la zone urbaine de Shanghai de 1951 à 1981

Figure 2 : Distribution des « Penghuqu » dans la zone urbaine de Shanghai avant 1949

Figure 3 : Evolution de la superficie des « Penghuqu » de Shanghai depuis 1949

Figure 4 : Distribution des « Penghuqu » dans la zone urbaine de Shanghai en 2002

Chapitre 2

Figure 5 : Organisation administrative de Shanghai

Figure 6 : Organisation administrative du comité de résidents de Yuanhenong

Chapitre 3

Figure 7 : La tendance de croissance de la population flottante depuis les années 1980

Figure 8 : Les faits marquants de la politique chinoise depuis 1949

Figure 9 : La tendance de croissance de la population de Shanghai depuis les années 1950

Figure 10 : La tendance de croissance de la population flottante à Shanghai depuis 1980

Figure 11 : Comparaison de la tendance de croissance entre la population de Shanghai et celle migrante interne à Shanghai

Figure 12 : Répartition de la population migrante à Shanghai en 2000

Figure 13 : Types d'habitats de la population flottante à Shanghai en 2000 et 2003

Figure 14 : Comparaison de l'habitation entre la population flottante et celle de Shanghai

Chapitre 4

Figure 15 : Localisation du Yuanhenong sur le territoire de Shanghai

Figure 16 : Localisation du Yuanhenong sur le territoire de l'administration de la rue Changfeng xincun

Figure 17 : Schéma du Yuanhenong

Figure 18 : Emplacement du quartier de Yuanhenong

Figure 19 : Les pôles économiques de Yuanhenong

Chapitre 5

Figure 20 : Pyramide des âges des habitants locaux

Figure 21 : Parcours trajectoire résidentiel (I)

Figure 22 : Le parcours résidentiel de Huang dans la zone urbaine de Shanghai

Figure 23 : Parcours trajectoire résidentiel (II)

Figure 24 : Le parcours résidentiel de Qiao dans la zone urbaine de Shanghai

Figure 25 : Parcours trajectoire résidentiel (III)

Figure 26 : Le parcours résidentiel de Wang dans la zone urbaine de Shanghai

Figure 27 : La carrière de M. Yan de 1994 jusqu'à présent

Figure 28 : Comparaison de la tendance à la croissance entre les deux groupes

Figure 29 : Carte de la Chine et du monde chinois

Chapitre 6

Figure 30 : Division des groupes dans le quartier de Yuanhenong

Chapitre 7

Figure 31 : Les éléments distincts de Yuanhenong tels qu'ils ressortent des interviews oraux

Chapitre 8

Figure 32 : Répartition géographique des quartiers populaires

Figure 33 : Plan du Yuanhenong en rénovation

Figure 34 : Le parcours résidentiel de la famille de Zhou

Figure 35 : Relation entre les différentes parties durant la rénovation

Figure 36 : Localisation du Yuanhenong et les trois quartiers modernes

Figure 37 : Parcours résidentiels des trois familles

Figure 38 : Le nouvel appartement de la famille de Yan dans le quartier SJTL

Figure 39 : Parcours résidentiels des familles de Gu, Liu et Zhang

Annexes I-2

Liste des tableaux

Chapitre 4

Tableau 1 : Evolution de la population au Yuanhenong

Tableau 2 : Construction des logements au Yuanhenong

Tableau 3 : Opinions des individus qui habitent en dehors de Yuanhenong

Chapitre 5

Tableau 4 : Répartition par CSP de la population active entre trois différents quartiers

Tableau 5 : Comparaison par l'âge des plus de 18 ans entre les trois différents quartiers

Tableau 6 : Répartition de l'échantillon selon les caractéristiques démographiques

Tableau 7 : Situation des logements pour les migrants dans le quartier

Tableau 8 : Comparaison entre les migrants et les habitants locaux par tranche d'âge de 17 à 60 ans et plus

Tableau 9 : Comparaison entre les migrants et les habitants locaux selon le niveau d'éducation

Tableau 10 : Répartition de l'échantillon par l'origine

Tableau 11 : Composition de CSP avant et après leur arrivée à Shanghai

Tableau 12 : Répartition des CSP des migrants actifs en comparaison avec les habitants locaux

Tableau 13 : Répartition de l'échantillon selon les caractéristiques démographiques

Chapitre 6

Tableau 14 : Comparaison entre les deux groupes dans le quartier

Chapitre 8

Tableau 15 : Les types de logements de 1950 à 1980 de Shanghai

Tableau 16 : Rénovation urbaine au centre-ville de Shanghai de 1995 à 2006

Tableau 17 : Opérations réalisées sur le territoire de Yuanhenong

Postface

Tableau 18 : Flux d'immigration asiatique en France depuis 1994

Annexes I-3

Liste des encadrés

Chapitre 2

Encadré 1 : L'informateur important

Chapitre 4

Encadré 2 : Le forum public du quartier SAHT

Encadré 3 : Extrait de l'entretien avec Juan sur le forum public de l'internet

Encadré 4 : L'enquête sur le forum public

Chapitre 5

Encadré 5 : Les catégories socioprofessionnelles (CSP)

Encadré 6 : Le cas de deux chômeurs

Encadré 7 : Construction des données

Encadré 8 : Les différents moyens d'entrée sur le terrain

Chapitre 6

Encadré 9 : Le cas de Zhou

Encadré 10 : Le cas de la famille Wang

Encadré 11 : Le cas de Chang

Chapitre 7

Encadré 12 : Extrait d'un dialogue entre des habitants

Encadré 13 : Extrait d'une dispute entre autochtones et migrants.

Encadré 14 : Extrait d'un dialogue avec M. Xu

Encadré 15 : Extrait d'une expérience

Chapitre 8

Encadré 15 : Extrait d'un journal de terrain

Encadré 16 : Extrait d'un dialogue sur l'expulsion des migrants

Encadré 17 : Le cas de la famille Yan

Encadré 18 : Le cas de la famille Liu

Encadré 19 : Le cas de la famille Wu

Encadré 20 : Le cas de la famille Gu

Encadré 21 : Le cas de la famille Lu

Encadré 22 : Le cas de la famille Zhang

Encadré 23 : Extrait d'un dialogue entre les habitants

Postface

Encadré 24 : Le cas de Cui

Encadré 25 : Le cas de Yin

Encadré 26 : Le cas de Zhang

Encadré 27 : Extrait d'un dialogue entre Zhou et un collègue de l'Association Franco-chinoise Pierre-Ducerf

Annexes I-4

Liste des photos

Chapitre 2

Photo 1 : Le bureau du comité de résidents

Photo 2 : L'intérieur du bureau du comité de résidents

Chapitre 4

Photo 3 : Le quartier de Yuanhenong

Photo 4 : La rue Baiyu

Photo 5 : Une épicerie tenue par un migrant

Photo 6 : L'entrée principale

Photo 7 : La ruelle étroite

Photo 8 : Un type de logement du quartier de Yuanhenong

Photo 9 : Un type de maison reconstruite par les habitants locaux dans les années 1980

Photo 10 : Un type d'immeuble de cinq étages

Photo 11 : Le site du forum public des propriétaires de quartier SA

Photo 12 : Deux articles sur Yuanhenong dans « Shanghai Morning Post »

Chapitre 5

Photo 13 : L'apparence des trois quartiers

Photo 14 : L'intérieur d'une chambre des travailleurs migrants

Photo 15 : L'intérieur d'une chambre d'une femme migrante

Photo 16 : Deux pièces d'une famille migrante

Chapitre 7

Photo 17 : Le lieu de passage

Photo 18 : Les enfants migrants

Photo 19 : Les commerces du Yuanhenong

Photo 20 : L'assemblée élue des résidents

Photo 21 : Les membres du comité sont en train de nettoyer la rue

Chapitre 8

Photo 22 : Le quartier moderne construit sur l'emplacement d'un secteur démol

Photo 23 : Le changement de logement de la famille Yan

Postface

Photo 24 : Un salon de coiffure tenu par des chinois

Photo 25 : Un supermarché chinois

Annexes II-1

Tableau 1 : Entretiens auprès habitants locaux dans le quartier de Yuanhenong
(L'identité des personnes a été modifiée en vue de préserver leur anonymat)

N°	Nom	Sexe	Âge	Niveau d'étude	Profession	Moyens d'entrer	Durée de présence	Durée de l'entretien	Le temps et le lieu des interviewé
1	Zhu	F	62 ans	niveau études secondaires collège	retraîtée	Par mariage	38 ans	Une heure	4 août 2006 Le comité de résidents
2	Ling	F	69 ans	niveau études primaires écolière	retraîtée	Par mariage	52 ans	Une heure	4 août 2006 Le comité de résidents
3	Dong	F	65 ans	niveau études secondaires collège	retraîtée	Par mariage	Plus de 30 ans	Une heure	5 août 2006 Le comité de résidents
4	Chen	F	58 ans	niveau études secondaires collège	retraîtée	Par mariage	36 ans	Une heure	5 août 2006 Le comité de résidents
5	Zhu	F	61 ans	niveau études secondaires lycée	retraîtée	Le lieu de naissance	61 ans	Une heure et demie	10 août 2006 Le comité de résidents
6	Jiang	F	50 ans	niveau études secondaire lycée	retraîtée	Par mariage	Plus de 20 ans	Une heure et demie	11 août 2006 Le comité de résidents
7	Xu	F	68 ans	niveau études primaires écolière	retraîtée	Par mariage	49 ans	Une heure	11 août 2006 Le comité de résidents
8	Gu	M	64 ans	niveau études supérieures université	retraité	Naissance	Plus de 60 ans	Une heure et demie	16 août 2006 Le comité de résidents
9	Fan	M	86 ans	niveau études secondaires collège	retraité	Naissance	86 ans	Une heure	16 août 2006 Le comité de résidents
10	Ren	M	68 ans	niveau études secondaires collège	retraité	Migration	60 ans	Une heure et demie	17 août 2006 Le comité de résidents
11	Xu	M	71 ans	niveau études	retraité	Par mariage	Plus de 40 ans	Demi-heure	17 août 2006

				primaires écolière					Le comité de résidents
12	Huang	M	46 ans	niveau études secondaires lycée	Sans emploi	Migration	11 ans	Deux heures	18 août 2006 Le comité de résidents
13	Dai	M	50 ans	niveau études secondaires collège	Xiagang	Naissance	50 ans	Une heure	23 août 2006 Chez Dai
14	He	M	49 ans	niveau études secondaires collège	Xiagang Personnel de sécurité	Naissance	49 ans	Une heure	24 août Le comité de résidents
15	Guo	F	33 ans	niveau études secondaires collège	Sans emploi	Par mariage	10 ans	Une heure	24 août 2006 Le comité de résidents
16	Zhang	F	48 ans	niveau études secondaires lycée	Xiagang Personnel de propreté	Naissance	20 ans	Une heure	25 août 2006 Le comité de résidents
17	Wang	F	44 ans	niveau études secondaires lycée	Personnel de sécurité	Par mariage	10 ans	Demi-heure	25 août 2006 Le comité de résidents
18	Zhang	F	49 ans	niveau études secondaires lycée	Xiagang	Par mariage	Plus de 20 ans	Une heure	19 septembre 2006 Le comité de résidents
19	Liu	F	60 ans	niveau études secondaires lycée	Retraitée	Par mariage	15 ans	Une heure	27 septembre 2006 Le comité de résidents
20	Zhu	F	50 ans	niveau études secondaires collège	Retraitée	Par mariage	25 ans	Demi-heure	27 décembre 2006 Le comité de résidents
21	Shen	F	26 ans	niveau études secondaires lycée	Sans emploi	Naissance	26 ans	Une heure	7 février 2007 Le comité de résidents
22	Shen	M	52 ans	niveau études supérieures université	Travaille au comité de résidents	Par travail	3 ans	Une heure	20 juin 2007 Le comité de résidents
23	Gu	F	53 ans	niveau études secondaires collège	Travaille au comité de résidents	Naissance	Plus de 40 ans	Une heure	21 juin 2007 Le comité de résidents

24	Yan	M	53 ans	niveau études secondaires collège	retraité	Naissance	Depuis 1950	Une heure	26 juin 2007 Le comité de résidents
25	Liu	F	70 ans	niveau études secondaires lycée	retraîtée	Déménager	Plus de 50 ans	Une heure	3 juillet 2007 Le comité de résidents
26	Wu	M	67 ans	niveau études secondaires collège	retraité	Par naissance	Par naissance	Une heure	12 juillet 2007 Le comité de résidents
27	Chen	F	54 ans	niveau études secondaires collège	retraîtée	Naissance	Par naissance	Deux heures	31 octobre 2007 Chez lui
28	X	F	52 ans	niveau études secondaires lycée	retraîtée	Par le mariage	26 ans	Une heure	5 novembre 2007 Chez lui
29	Fan	M	58 ans	niveau études secondaires école professionnelle	Travaille dans un comité de quartier	Naissance	Par naissance	Une heure	5 novembre 2007 Chez lui
30	Fan	M	23 ans	niveau études secondaires école professionnelle	Sans travail	Naissance	23 ans	Une heure	5 novembre 2007 Chez lui
31	XX	F	43 ans	niveau études secondaires lycée	ouvrier	Naissance	43ans	Une heure	6 novembre 2007 Chez lui
32	XXX	F	18 ans	niveau études secondaires lycée	étudiante	Naissance	18 ans	Demi-heure	6 novembre 2007 Chez lui
33	Zhang	F	74 ans	niveau études primaires écolière	retraîtée	Par l'achat d'un appartement	40 ans	Une heure	12 novembre 2007 Chez lui
34	Le fils de Zhang	M	43 ans	niveau études secondaires lycée	Vigile dans un quartier luxueux	Naissance	43 ans	Demi-heure	12 novembre 2007 Chez lui
35	Chen	M	50 ans	niveau études secondaires lycée	Retraité Aide son frère dans un restaurant	Naissance	50 ans	Une heure	15 novembre 2007 Chez le restaurant de son frère
36	Shi	F	71 ans	niveau études primaires écolière	retraîtée	Naissance	71 ans	Une heure	10 août 2004 Chez lui

37	Zhu	M	53 ans	niveau études secondaires collège	xiagang	Naissance	53 ans	Deux heures	2 septembre, 2004 Chez lui
38	Chen	F	51 ans	niveau études secondaires collège	retraîtée	Par mariage	15 ans	Une heure	2 septembre, 2004 Chez lui
39	Zhu	M	22 ans	niveau études secondaires écoles techniques	serveur	Naissance	22 ans	Demi-heure	2 septembre, 2004 Chez lui
40	Ji	F	23 ans	niveau études supérieures université	étudiante	Naissance	23 ans	Une heure	31 août 2004 Chez lui
41	Qin	F	65 ans	niveau études primaires écolière	retraîtée	Par mariage	40 ans	Une heure	24 août 2004 Chez lui
42	Xia	M	70 ans	niveau études secondaires collège	retraité	Naissance	Par naissance	Une heure	24 août 2004 Chez lui
43	Shi	M	45 ans	niveau étude secondaire collège	entrepreneur individuel (<i>Getihu</i>)	Déménagement	30 ans	Une heure	23 janvier 2005 Chez lui
44	Miao	F	82 ans	Illettré	retraîtée	Naissance	Par naissance	Demi-heure	23 janvier 2005 Chez lui
45	Gao	F	47 ans	niveau études secondaires collège	retraîtée	Par mariage	Plus de 20 ans	Une heure	11 novembre 2004 Chez lui
46	Chen	F	73 ans	Illettré	retraité	Naissance	Par mariage	Demi-heure	27 janvier 2005 Chez lui
47	Lu	M	74 ans	niveau études secondaires collège	retraité	Déménagement	60 ans	Une heure	24 janvier 2005 Chez lui
48	Fan	M	79 ans	niveau études secondaires collège	retraité	Naissance	Par naissance	Deux heures	31 août 2004 Chez lui
49	Huang	F	77 ans	Illettré	retraîtée	Par mariage	Plus de 50 ans	Demi-heure	31 août 2004 Chez lui
50	Fan	M	70 ans	niveau études supérieures	retraité	Naissance	70 ans	Deux heures	2 septembre 2004 Chez lui

				université					
51	Han	F	45 ans	niveau études secondaires collège	xiangang	Naissance	45 ans	Une heure	10 septembre 2004 Chez lui
52	Chen	M	45 ans	niveau études secondaires collège	xiangang	Naissance	45 ans	Une heure	18 septembre 2004 Chez lui
53	Liu	F	50 ans	niveau études secondaires collège	Retraitée	Par mariage	Plus de 20 ans	Une heure	10 août 2004 Chez lui

Annexes II-2

Tableau 2 : des entretiens auprès des migrants au Yuanhenong
(L'identité des personnes a été modifiée en vue de préserver leur anonymat)

N°	Nom	Sexe	Âge	Niveau d'études	Profession	Origine	Fréquence de déménagement	Durée de présence	Présence familiale	Durée de l'entretien	Le temps et le lieu des interviewé
1	Ai Maiti	M	30 ans	Niveau études primaires écolier	Faire des petites affaires	Xinjiang	Trois fois	2 ans	Femme et fille	Une heure	11 août 2006 Le comité de résidents
2	Wang	M	46 ans	Niveau études secondaires collège	Propriétaire d'une entreprise d'ordures	Jiangsu	Deux fois	6 ans	Femme	Une heure	31 août 2006 Chez Wang
3	Wang	F	33 ans	Niveau études primaires écolier	Personnel de propreté	Anhui	Une fois	1 an	Mari	Une heure	1 septembre 2006 Le comité de résidents
4	Zhou	M	40 ans	Niveau études secondaires lycée	Marchand forain mobile	Anhui	Quatre fois	3 ans	Femme	Une heure	1 septembre 2006 Le comité de résidents
5	Chang	M	32 ans	Niveau études secondaires lycée	Vendeur immobilier	Anhui	Quatre fois	2 mois	Frère	Une heure	6 septembre 2006 Le comité de résidents
6	Zeng	F	35 ans	Niveau études secondaires collège	Technicien de copies	Hunan	Trois fois	1 an	Mari et le couple de frère	Une heure	6 septembre 2006 Le lieu de travail
7	Zhao	M	18 ans	Niveau études secondaires collège	Sans emploi	Anhui	Une fois	2 ans	Parents	Une heure	19 septembre 2006 Le comité de résidents

8	Li	M	35 ans	Niveau études secondaires lycée	Travailleur en air conditionné	Henan	Deux fois	2 ans	Femme	Une heure	21 septembre 2006 Le comité de résidents
9	Lian	F	39 ans	Niveau études secondaires collège	Sans emploi	Fujian	Une fois	2 ans	Fille et un cousin	Une heure	26 septembre 2006 Le comité de résidents
10	He	F	39 ans	Niveau études primaires écolier	Marchand forain mobile	Anhui	Deux fois	3 ans	Mari et fils	Une heure	10 octobre 2006 Chez lui
11	Li	M	36 ans	Niveau études secondaires collège	Ouvrier non-qualifié	Anhui	Une fois	3 ans	Femme	Demi-heure	10 octobre 2006 Chez lui
12	Guan	F	23 ans	Niveau études secondaires collège	Sans emploi	Anhui	Une fois	3 ans	Mari et enfant	Demi-heure	10 octobre 2006 Chez lui
13	Yan	M	43 ans	Niveau études secondaires lycée	Marchand forain mobile	Henan	Plus de dix fois	3 ans	Femme et enfant	Demi-heure	11 octobre 2006 Le comité de résidents
14	Zhang	M	30 ans	Niveau études secondaires lycée	marchand forain mobile	Jiangsu	Deux fois	3 ans	Femme et enfant	Demi-heure	11 octobre 2006 Le comité de résidents
15	Huang	M	37 ans	Niveau études primaires écolier	Possède une boutique de cartes de téléphone	Anhui	Quatre fois	4 mois	Femme	Demi-heure	20 octobre 2006 le lieu de travail
16	Dai 1	F	39 ans	Niveau études secondaires collège	Possède une boutique	Jiangxi	Une fois	1 an	Deux sœurs	Une heure	20 octobre 2006 le lieu de travail
17	Zhang	F	42 ans	Niveau études secondaires collège	Bonne d'enfants	Anhui	Quatre fois	7 ans	Sœur et frère	Une heure	24 octobre 2006 Le comité de résidents
18	Dai 2	F	36 ans	Niveau études secondaires collège	Possède une boutique	Jiangxi	Deux fois	5 ans	Deux sœurs	Demi-heure	24 octobre 2006 le lieu de travail
19	Dai 3	F	42 ans	Niveau études secondaires	Possède une boutique	Jiangxi	Deux fois	5 ans	Deux sœurs Mari, trois	Demi-heure	20 octobre 2006 le lieu de

				collège					enfants		travail
20	Song	F	21 ans	Niveau études secondaires collège	Vendeuse	Henan	Deux fois	1 an	Sœur et frère	Une heure et demie	27 octobre 2006 le lieu de travail
21	Du	M	33 ans	Niveau études secondaires lycée	Vendeur	Jiangsu	Un fois	1 an	Seule	Demi-heure	27 octobre 2006 le lieu de travail
22	Gao	F	23 ans	Niveau études supérieurs université	Vendeuse	Anhui	Un fois	1 an	Seule	Une heure	31 octobre 2006 le lieu de travail
23	Li	M	42 ans	Niveau études secondaires collège	Travail de copies	Hunan	Deux fois	1 an	Femme	Demi-heure	1 novembre 2006 le lieu de travail
24	Dong	M	33 ans	Niveau études secondaires lycée	Cuisinier Ouvre un petit restaurant	Anhui	Deux fois	10 ans	La famille de sœur	Une heure	1 novembre 2006 le lieu de travail
25	Zhang	M	40 ans	Niveau études primaires écolier	Coiffeur	Jiangsu	Deux fois	10 ans	Toute la famille	Demi-heure	1 novembre 2006 le lieu de travail
26	Zhang	M	41 ans	Niveau études primaires écolier	Sans emploi	Fujian	Un fois	1 mois	Seule	Demi-heure	3 novembre 2006 Chez son ami
27	Fang	M	34 ans	Niveau études secondaires collège	Transporte le charbon	Anhui	Deux fois	6 ans	Couple	Une heure	3 novembre 2006 Le comité de résidents
28	Su	F	38 ans	Niveau études primaires écolier	Nettoyage	Anhui	Un fois	4 ans	Couple	Une heure	3 novembre 2006 Chez Su
29	Zhang	F	45 ans	Illettrée	Travaille dans un restaurant privé	Anhui	Deux fois	9 ans	Couple et fils	Une heure	3 novembre 2006 le lieu de travail
30	Tong	M	33 ans	Niveau études	Sans emploi	Xinjiang	Une fois	1 an	Seule	Deux heures	10 novembre

				primaires écolier							2006 restaurant
31	Qiao	M	37 ans	Niveau études secondaires lycée	commerçant	Anhui	Deux fois	10 ans	Femme et fille	Une heure	28 novembre 2006 Le lieu de travail
32	Shao	F	20 ans	Niveau études secondaires collège	Serveuse	Anhui	Une fois	1 an	Famille	Demi-heure	6 décembre 2006 Le lieu de travail
33	Song	F	45 ans	Illettrée	Serveuse	Anhui	Une fois	1 an	Famille	Demi-heure	6 décembre 2006 Le lieu de travail
34	Men	F	42 ans	Niveau études primaires écolier	Serveuse	Henan	Deux fois	3 ans	Seule	Une heure	6 décembre 2006 Le lieu de travail
35	Fei	F	19 ans	Niveau études secondaires lycée	Serveuse	Anhui	Deux fois	1 an	Sœur	Une heure	19 décembre 2006 Le comité de résidents
36	Jin	F	43 ans	Illettrée	Vend les légumes	Anhui	Deux fois	2 ans	Mari et fils	Demi-heure	27 décembre 2006 Chez lui
37	Zhu	F	35 ans	Niveau études secondaires collège	Femme au foyer	Jiangsu	Une fois	10 ans	Mari et fis	Une heure	27 décembre 2006 Le comité de résidents
38	Zhao	M	48 ans	Niveau études secondaires collège	Vendre	Anhui	Trois fois	7 ans	Femme et fille	Une heure	10 janvier 2007 Le lieu de travail
39	Dai	F	38 ans	Illettrée	Vend des œufs	Jiangsu	Trois fois	12 ans	Mari	Une heure	1 février 2007 Chez lui
40	Xue	F	44 ans	Niveau études primaires	Vend des fruits	Anhui	Un fois	6 ans	Mari	Une heure	1 février 2007 Chez lui

				écolier							
41	Liu	F	20 ans	Niveau études secondaires collège	Vendeuse	Gansu	Un fois	1 mois	Père	Une heure	26 mars 2007 Le lieu de travail
42	Liu	M	42 ans	Niveau études secondaires collège	Pâtissier	Gansu	Un fois	1 an	Fille	Demi-heure	26 mars 2007 Chez lui
43	Zhang	F	24 ans	Niveau études secondaires collège	Pâtissière	Henan	Deux fois	4 ans	Frère	Demi-heure	27 mars 2007 Le lieu de travail
44	Zhang	M	23 ans	Niveau études secondaires collège	Employé	Anhui	Deux fois	7 ans	Sœur	Demi-heure	3 avril 2007 Le comité de résidents
45	Du	M	39 ans	Niveau études secondaires collège	Commerçant	Jiangsu	deux fois	7 ans	Femme et enfants	Une heure	3 avril 2007 Le lieu de travail
46	Wang	F	45 ans	Niveau études secondaires collège	Sans travail	Anhui	Quatre fois	7 ans	Mari et fille	Une heure	4 juin 2007 Chez lui
47	X	F	20 ans	Niveau études secondaires collège	Sans travail	Shanxi	non	1 an	Mari	Demi-heure	12 novembre 2007 Chez lui
48	XX	F	50 ans	Illettrée	Sans travail	Shanxi	non	3 mois	Deux familles de ses deux fils	Demi-heure	12 novembre 2007 Chez lui
49	Jin	M	43 ans	Niveau études secondaires collège	Vend des légumes	Anhui	Plus de trois fois	15 ans	Toute la famille	Une heure	20 août 2004 Le comité de résidents
50	Xiao	M	54 ans	Niveau études primaires écolier	Collecter les ordures	Henan	une fois	2 ans	Seul	Une heure	4 août 2004 Le comité de résidents
51	Yang	M	41 ans	Niveau études secondaires collège	Vendeur	Anhui	Deux fois	3 ans	Toute la famille	Une heure	20 août 2004 Le lieu de travail
52	Chen	M	22 ans	Niveau études secondaires lycée	Employée	Sichuan	Une fois	2 ans	Seul	Une heure	31 août 2004 Le comité de résidents
53	Feng	F	45 ans	Niveau études	Propriétaire	Jiangsu	Deux fois	Plus de	Couple	Une heure	4 août 2004

				secondaires collège	d'une boutique			10ans			Le lieu de travail
54	Ye	M	43 ans	Niveau études primaires écolier	Propriétaire d'un atelier	Zhejiang	Deux fois	5 ans	Toute la famille	Une heure	10 août 2004 Le lieu de travail
55	Li	M	32 ans	Niveau études secondaires collège	Commerçant	Fujian	Deux fois	5 ans	Seul	Une heure	3 août 2004 Le lieu de travail
56	Hua	M	36 ans	Niveau d'étude supérieure	Comptable	Jiangsu	Une fois	2 mois	Seul	Une heure	17 août 2004 Le lieu de travail

Annexes II-3

Tableau 3 : des entretiens en région parisienne
(L'identité des personnes a été modifiée en vue de préserver leur anonymat)

N°	Nom	Sexe	Âge	Métier en Chine et niveau d'étude	Origine en Chine	Situation en France	Durée de présence en France	Profession en France	Présence familiale en France	Durée de l'entretien	Le temps et le lieu des interviewé
1	Huang	F	18 ans	Elève niveau études secondaires	Wenzhou, Zhejiang	Sans papiers	4 ans	Elève	La famille d'oncle	1 heure	17 janvier 2006 Pierre-Ducerf
2	Zhou	F	40 ans plus	Ouvrière Niveau Bac	Shanghai	Sans papiers	6 ans	Garde d'enfants	Seule	1 heure	17 janvier 2006 Pierre-Ducerf
3	Cui	F	52 ans	Ouvrière Niveau Bac	Shenyang	Carte de séjour pour raison de maladie	6 ans	Sans emploi	Seule	2 heures	21 janvier 2006 Belleville
4	Yin	M	46 ans	Ouvrier Niveau Bac	Shanghai	Sans papiers	2 ans	Travail dans l'atelier de confection	Couple	2 heures	24 janvier 2006 III ^e arrondissement
5	Ren	F	40 ans	Ouvrière Niveau Bac	Shanghai	Demanderesse d'asile	10 mois	Garde d'enfants	Couple	2 heures	24 janvier 2006 III ^e arrondissement
6	Hong	F	23 ans	Elève niveau étude secondaires	Wenzhou, Zhejiang	Nationalité française	7 ans	Vendeuse	La famille de tante	1 heure	22 avril 2006 III ^e arrondissement
7	Wang	M	30 ans	Ouvrier de construction Niveau Bac	Qingtian, Zhejiang	Sans papiers	5 ans	Chef cuisinier dans un restaurant chinois	Couple	1 heure	15 mai 2006 XI ^e Arrondissement
8	Zhang	F	46 ans	Directrice d'un syndicat féminin dans une usine Niveau Bac	Pékin	Sans papiers en France	3 ans	Garde d'enfants	Seule	1 heure	29 mai 2006 Barcelone Espagne
						Papiers Espagnols	1 an et demi	Chef d'un hôtel familial			
9	Ye	M	38 ans	Ouvrier de construction Niveau étude	Qingtian, Zhejiang	Sans papier	10 ans	Chômage	Femme et deux enfants	2 heures et demie	2 juin 2006 93 départements

				secondaires							
10	Ye	F	38 ans	Tailleur Niveau étude secondaires	Qingtian	Sans papier	12 ans	Sans emploi depuis 8 ans	Mari et deux enfants	1 heure	2 juin 2006 93 départements
11	Xu	F	24 ans	Elle est venue à Paris quand elle avait 5 ans. Niveau études secondaires	Qingtian	Nationalité française	19 ans	Restaurant japonais	Petite sœur Mari et deux enfants	1 heure et demie	7 juin 2006 XIII ^e arrondissement
12	Hong	F	25 ans	Niveau études secondaires	Qingtian	Sans papiers	5 mois	Sans emploi	La famille de la sœur	1 heure	24 juin 2006 X ^e arrondissement
13	Xia	F	35 ans	Niveau études secondaires	Qingtian	Sans papiers	8 ans	Service dans un restaurant chinois	Seule	1heure et demie	23 juin 2006 X ^e arrondissement

Annexes II-4

Tableau 4 : des interviews de responsables, personnalités et informateurs divers

Le comité de résidents de Yuanhenong	
Nom	Fonction
M. Chen	membre du comité de résidents, informateur
Mme Gu	directrice du comité de résidents
M. Sun	membre du comité de résidents
Mme Luo	membre du comité de résidents
Mme Huo	responsable de l'hygiène de l'administration de la rue
M. Zhang	membre de l'administration de la rue (<i>Jiedao</i>)
Personnes rencontrées lors de mes enquêtes dans la région Parisienne	
Nom	Fonction
Mlle Lévy	Doctante en sociologie à l'EHESS, thèse sur les femmes de Nord
M. Li	Doctorant à ENS-Cachan, originaire de Shenyang
Mme Coïx	Le responsable des bénévoles de l'Association Franco-chinoise Pierre- Ducerf
M. Paule	Le responsable de l'Association d'Assistance Sociale Linguistique et Culturelle (ASLC)
Mlle Zhou	Master en histoire à l'université de Marne la Vallée Fait de la recherche sur les Chinois du Wenzhou
Mlle Liu	Travailleur social pour des prostituées chinoises à Paris

Annexes III

Les portraits typiques des migrants

On trouvera ci-après les résumés des entretiens réalisés dans le cadre de cette recherche. Ces résumés ont été rédigés avec le souci d'être aussi fidèle que possible au contenu. Tous les noms de personne mentionnées sont des pseudonymes. Dans le cadre des entretiens, tous les individus étaient sollicités afin de retracer leur itinéraire biographique. Alors que dans la population migrante les individus racontent une histoire linéaire en commençant par leur enfance, les migrants réorganisent leurs biographies autour de l'axe de la migration. Ici, on pourra distinguer trois types de migration.

1. Migrants individuels

Dong, Li et les autres...

L'une des motivations la plus souvent adoptée par les migrants est d'améliorer leurs conditions de vie par rapport à la campagne.

Pour chercher fortune, après ses études au lycée, en compagnie de quelques compatriotes du même village, Dong s'est déplacé de la province de l'Anhui à Shanghai en 1995. Il pensait qu'il était facile de gagner de l'argent. A travers un agent intermédiaire, il a trouvé un travail de cuisinier dans un restaurant privé. En 1997, Dong a décidé de faire du petit commerce lui-même dans les rues. N'ayant pas de licence d'exploitation, il est régulièrement expulsé par les policiers. Après trois ans de travail comme marchand forain, il a ouvert un petit restaurant dans le quartier de Yuanhenong. Dong m'affirme que la vie à Shanghai n'est pas si facile. Pour lui, c'est plutôt un cauchemar. Faute d'avoir le « certificat de résidence temporaire » (*Zan zhu zheng*), il n'a pas pu acquitter les droits de permis de séjour et risque d'être expulsé à tout moment. Il fut arrêté dans la rue et renvoyé dans sa province natale par la force à deux reprises. Dong ne comprend pas l'attitude du gouvernement à l'égard des migrants qui viennent à Shanghai pour trouver du travail afin d'améliorer leurs conditions de vie par rapport à la campagne. Il est toutefois satisfait de la décision d'annulation de « loi de détention et de rapatriement » (*Qiansongfa*)²⁷⁸ prise en 2003 par le gouvernement central. Célibataire, il trouve que l'avenir à Shanghai est précaire.

Depuis plusieurs années Li dispensait des cours de mathématique, chimie, physique, chinois et politique au collège de sa campagne natale pour un salaire mensuel oscillant entre

²⁷⁸ Voir chapitre 3 note 131.

300 - 400 yuans (environ 30 - 40 euros). Ce salaire modique, malgré son dévouement à l'enseignement, ne lui permettait pas de subvenir à ses besoins. Il décida alors de tenter sa chance ailleurs et débarqua à Shanghai où il décrocha un emploi dans une entreprise privée de froid. Le salaire ici était nettement meilleur qu'à celui qu'il percevait comme enseignant.

Pour Zhou comme pour Li, le départ n'a pas été facile. Ils aimaient leur région et encore aujourd'hui, plusieurs années après, l'émotion qui a marqué ce déracinement est encore viv. *«Moi je suis parti en me disant qu'un jour, je reviendrai dans mon village, avec de l'argent et des techniques, ce qui me permettra d'ouvrir une boutique pour gagner ma vie à la compagne...»*. Shanghai est bien différente de leurs villages dont ils ne se sont jamais beaucoup éloignés.

A l'échelle individuelle les raisons du retour dépendent du niveau de formation, du type d'activité, de la situation familiale, et du statut du migrant en ville.

Mais pour les autres, il apparaît toujours un sentiment contradictoire entre rester et retourner. Selon Li, originaire de l'Anhui, *« Je voudrais revenir dans la campagne où on peut loger dans une maison plus grande qu'ici. Mais, si je reviens, je ne peux pas gagner de l'argent. La campagne est très pauvre et il n'y a pas d'usines. Tous vivent des champs... »*. Yan, originaire de la province de Henan, estime que : *« Je ne peux pas revenir dans le village natal parce que je ne gagne pas encore assez d'argent. Sinon, on peut perdre la face [...] Par ailleurs, la plupart des personnes de mon âge ont quitté le village. Si je reviens, je ne sais pas qu'est ce que je peux faire... »*

Déprimés, se sentant isolés, les uns et les autres recherchent la compagnie de « compatriotes » (*Lao Xiang*). *« On a beaucoup de compatriotes dans ce quartier. Nous parlons le même dialecte local. Et si nous avons des difficultés, nous pouvons nous entraider »*.

2. Migrantes : Femmes et genre

Pendant longtemps les femmes n'étaient pas beaucoup représentées dans les flux migratoires. Cependant, ces dernières années parmi ces nouvelles figures de la mobilité, les femmes prennent une part de plus en plus large dans les flux migratoires en tant qu'actrices économiques et non plus simplement comme accompagnatrices. Il est des exercices incontournables : parler de la féminisation des courants migratoires en fait partie, pour toutes celles et ceux qui prétendent un jour parler des femmes en migration. Nombreux sont les ouvrages, numéros spéciaux de revue, modules d'enseignement etc. consacrés aux femmes et aux migrations en Chine et, depuis une dizaine d'années, à la migration et au genre. La

communauté scientifique de Chine populaire publie peu par rapport à l'ampleur du problème et les enquêtes menées par les académies ou la Fédération des femmes ne sont pas toujours publiées²⁷⁹. Pun Ngai qui a déjà édité de nombreux articles sur ce thème, a publié un livre sur les conditions de vie des *dagongmei* et la construction de leur identité : les implications du terme *dagongmei*, le sentiment d'infériorité, les difficultés d'intégration à la ville (Pun Ngai, 1999, 2000, 2002). J. Tamara et A. Gaetano (2003) préparent un livre sur les migrations des paysannes vers les villes et sur la question de la modernité (*xiandaihua*). Les auteurs examinent les façons dont les paysannes vivant à Pékin essaient d'être modernes tout en conservant les valeurs traditionnelles.

Le terme «migrante» désigne un groupe hétérogène, difficile à chiffrer, la durée et les destinations variant en fonction du type de migration. Parmi les migrantes interrogées dans le quartier de Yuanhenong, il apparaît une tendance à la féminisation des mobilités. Elles constituaient 40.4 % de la population migrante en 2006. En général, par rapport aux hommes, elles ont une situation en ville souvent plus précaire du point de vue travail, mariage et famille etc.

He, Guan, Dai et les autres...

He, une femme de 39 ans, est originaire de la province de l'Anhui. Née dans une région montagneuse, sa famille connaît une vie très difficile avec peu de champs. Pour financer les études de ses deux petits frères, elle a été obligée de quitter l'école en deuxième année de l'école primaire pour effectuer des travaux champêtres ou domestiques. Elle venait juste d'avoir 10 ans. Pour gagner dix yuan (environ 1 euro), elle repiquait le riz dans les champs toute la journée, ce qui l'épuisait. Mais ces travaux dans les champs ont continué jusqu'à son mariage à l'âge de 28 ans. Ne pouvant plus supporter ces conditions de misère et pour aider sa famille, elle décida avec son mari de partir à Shanghai en 1996. Ces dernières dix années, n'ayant pas trouvé de travaux réguliers, elle a fait beaucoup de petits boulots temporaires : plongeuse dans un restaurant privé, vendeuse de fruits et des gâteaux dans les rues, domestique.

Les femmes sont devenues des acteurs économiques qui investissent de plus en plus largement tous les secteurs susceptibles de leur permettre de développer une activité productrice de revenus. Avec l'accentuation de la paupérisation dans les régions rurales, l'apport financier des femmes aux ressources du ménage est devenu indispensable.

²⁷⁹ Articles de Tan Shen et de Feng Xiaoshuang.

De plus en plus apparaissent « des jeunes travailleuses migrantes rurales » (*Dagongmei*). Guan, Gao et Song font partie de ces *Dagongmei*. Elles sont toutes jeunes, juste la vingtaine d'années, mais ayant plusieurs années d'expérience de travail en ville. Guan a 23 ans. Elle n'a pas d'activité salariée au moment de l'entretien, mais il lui arrive de garder son fils de 3 ans. Comme Song, depuis trois ans, après ses études au collège, elle travaillait dans une usine électronique à Shenzhen (une grande ville du sud de Chine), où se rassemble beaucoup de jeunes migrantes. Elles font des travaux à la chaîne, simples, mécaniques et sans connaissances spéciales. Chaque mois, elle pouvait toucher mille yuans (environ 100 euros). Guan était très satisfaite de son salaire. Après trois ans de travail, elle revint au village pour se marier avant de repartir cette fois-ci pour Shanghai. Pour s'occuper de son fils, elle abandonné le travail depuis trois ans et est devenue une femme au foyer. Et c'est son mari qui supporte la famille. Song, 21 ans, est partie à Shanghai pour rejoindre ses sœurs et son frère qui s'y sont installés depuis plusieurs années. Auparavant, elle a travaillé trois ans dans la province du Guangdong.

Si les hommes partent en ville pour travailler, les femmes, quant à elles, ont des motivations très variées. L'entrée dans la ville peut être la voie d'une promotion sociale pour des femmes migrantes. Avec comme but l'ascension sociale, une partie des femmes célibataires viennent en ville pour se marier avec des hommes dans les régions riches. Comme le dit Zhang, originaire de la province de l'Anhui, «*Je suis venue à Shanghai en 1993, dans le but de me marier avec un Shanghaien qui peut me prendre en charge* ». Malheureusement, pour cause de violence familiale, elle a décidé de divorcer d'avec son mari après deux ans d'union. Affligée et désespérée, Zhang vit seule dans le quartier de Yuanhenong. Maintenant, à 42 ans, elle rêve de se remarier avec un autre Shanghaien pour recommencer une nouvelle vie. Pour Lian, les raisons pour aller en ville sont multiples. Sur recommandation d'un des ses proches, Lian est venue seule à Shanghai et s'est mariée avec un Shanghaien en 2004. Etant «*Banjiahu*»²⁸⁰, elle ne pouvait pas obtenir le *Hukou* de Shanghai qu'après 15 ans. Auparavant, elle travaillait comme caissière dans une entreprise de construction avant qu'elle ne soit en faillite. Avec l'espoir de recommencer sa vie, elle a décidé de quitter la campagne. Après quelques mois à Shanghai, elle s'est mariée avec un Shanghaien, qui a plus de cinquante ans et de surcroît licencié depuis plusieurs années. Du fait de la difficulté de trouver un emploi et la charge de son enfant, Lian était aussi au chômage ces dernières années. Elle

²⁸⁰ Ce terme «*Banjiahu*», littéralement demie-famille, signifie une famille qui est composée par un migrant et un Shanghaien. Selon les règles officielles, les migrants qui se marient avec les Shanghaiens ne peuvent obtenir le *Hukou* de Shanghai qu'après 15 ans. Mais leurs enfants peuvent l'obtenir dès leur naissance. Si le mari ou la femme ayant le *Hukou* de Shanghai est invalide, le(a) migrant(e) qui se marie peut obtenir le *Hukou* de Shanghai après 5 et 7 ans.

est donc dans une situation très difficile. Déprimée et seule, Lian regrette sa venue à Shanghai. Nostalgique, elle caresse l'espoir de rejoindre sa famille natale.

Par ailleurs, le divorce est aussi un des motifs de départ des femmes. C'est le divorce qui les pousse à quitter la région natale pour recommencer une nouvelle vie. C'est surtout le cas de la famille de Dai originaire de la province de Jiangxi. Ses trois sœurs sont toutes parties à Shanghai à cause de l'échec de leur mariage. La deuxième sœur Dai B, âgée de 37 ans, est venue à Shanghai seule en 2005. Licenciée d'une entreprise locale, elle faisait des ménages et s'occupait de son mari et de son fils. Sa situation familiale était convenable. Mais depuis longtemps, elle n'avait pas de bonnes relations avec son mari et souvent se querrellait avec lui. L'année dernière, ne pouvant plus le supporter, elle a divorcé d'avec son mari. Divorcée et sans travail, elle a décidé de rejoindre ses deux sœurs qui sont déjà installées à Shanghai depuis plusieurs années. Elle ne peut s'imaginer ce qui s'est passé même dans un rêve, me raconte-t-elle.

Traditionnellement, l'homme travaillait, la femme était à charge, visible seulement en tant que membre de la famille. Un travail de déconstruction des représentations sociales s'est imposé. Pour rendre les femmes dans la migration sociologiquement visibles encore a-t-il fallu poser le regard là où l'on ne s'attendait pas à les trouver sur le marché du travail comme dans les services domestiques, voire la prostitution, ce qui s'inscrivait dans l'opposition paradigmatique (tradition/modernité). La présence des femmes commence à être perçue par l'entrée sur le marché du travail ou par le regroupement familial à partir de 2000.

3. La famille migrante

Une partie des nouveaux arrivants émigre en famille et sans guère d'espoir de retour. Certains vivent ainsi depuis dix ans, effectuant une ou deux visites par an au village d'origine. Au contraire des migrants individuels, les familles migrantes sont plus talonnées par l'avenir en ville. La scolarisation des enfants est le plus souvent mentionnée par les familles migrantes.

Wang, une femme de 45 ans, est originaire de la province de l'Anhui. Après avoir été licenciée d'une entreprise locale, elle est venue à Shanghai en 2000 pour rejoindre son mari qui s'y était installé depuis plusieurs années. Ayant un fils d'environ une vingtaine ans, elle donne naissance à une fille en 2001, à Shanghai. Pour s'occuper de sa fille, elle n'a pas travaillé pendant les premières années. Et puis quand sa fille a pu aller au jardin d'enfants, elle a trouvé un travail comme bonne d'enfants dans une famille de souche. A cette époque, son mari était employé dans une entreprise de transport, où il gagnait 800 yuans (environs 80

euros) chaque mois. Pour aider leur famille, ce couple a décidé de travailler comme marchand forain. Comme Wang le dit, *« la vie est assez pénible ici. Chaque mois, on a de grosses dépenses, les frais pour ma petite fille, le loyer et la dépense quotidienne etc. Maintenant, je suis inquiète pour la scolarisation de ma fille. Elle a sept ans, mais, nous n'avons pas trouvé une école primaire qui peut l'accepter. A cause de cela, j'ai mal à la tête. J'ai aussi téléphoné au Bureau de l'Education de Shanghai (Shanghai Jiaoyu Ju), parce que je n'as pas d'autres solutions. Mais, ça ne marche pas non plus... »*. Déjà âgée et peu éduquée, Wang trouve qu'elle a les yeux plus gros que le ventre. *« Je suis licenciée d'une entreprise locale, sans protection sociale et ni pension de retraite. Donc nous avons décidé d'avoir des enfants. En fait, nous avons déjà eu un fils âgé d'une vingtaine ans, mais nous préférons une fille pour s'occuper de nous quand nous serons vieux. J'ai eu une fille quand j'avais 38 ans. Pour moi, c'était dur de s'occuper d'elle et aussi de sa scolarisation... »*.

He, une autre mère originaire de la province de l'Anhui, m'a aussi raconté beaucoup sur la scolarisation de son fils. *« Mon fils a dix ans. Pour accéder à l'école première publique, nous devons payer les frais additionnels (Zan zhu fei). Dans la première école, nous avons payé 170 yuans (environ 17 euros). Après notre déménagement, nous avons changé d'école, plus proche de l'endroit où nous logons. Mais les frais additionnels se sont élevés à de 500 yuans (environ 50 euros). Aujourd'hui, nous ne savons pas si les enfants de migrants, en l'absence du Hukou de Shanghai, peuvent participer au Gaokao (l'équivalent du baccalauréat français) dans cette ville. Si cela est impossible, nous n'aurons pas d'autre solution que de rendre notre fils à la campagne »*.

Annexes IV

Lexique des termes Chinois fréquemment employés

Les quelques mots et expressions de ce lexique sont utilisés pour décrire la situation de Chine. La plupart de ces vocables sont des adaptations d'expressions usuelles et locales ou alors des néologismes. Une partie de termes ne trouvent pas leur pareil dans la langue française, ils sont forts en images et en émotions. Lorsqu'il n'existe pas d'équivalent ou qu'il existe seulement un équivalent approximatif d'un mot du lexique chinois, une définition de celui-ci est donnée en annexe en français. Le nombre de mots qu'il était possible de retenir étant limité, le choix du lexique comportait une grande part d'arbitraire.

Termes chinois	Traduction	Explication
Guojia gongzuo fenpei 国家工作分配	Le système de travail affectation par l'État	C'est une partie du système d'économie planifiée. A l'époque Maoïste, tous les emplois sont affectés par l'état, tels que l'affectation des nouveaux diplômés à des postes.
zhiqing 知青	Jeunes instruits	Il signifie des citoyens envoyés à la campagne pendant la Révolution culturelle pour y recevoir une éducation par les paysans. De 1968 jusqu'à la fin des années 70, près de dix-sept millions de jeunes chinois des villes sont envoyés autoritairement à la campagne pour y travailler et compléter leur formation politique auprès des paysans. En Chine, le Parti Communiste voulait transformer ces jeunes citoyens en paysans pour le reste de leurs jours.
Lao san jie 老三届	Trois promotions	Le terme de « Lao san jie » signifie ceux qui ont Six promotions (les deux cycles de l'enseignement secondaire) pendant 1966 et 1968, qui formeront un groupe distinct parmi les <i>zhiqing</i> .
Hukou 户口	Enregistrement de la résidence	Le système Hukou est un des systèmes de contrôle administratif et social établi sur la base des foyers dont les membres, que ce soit dans les zones rurales ou urbaines, doivent s'enregistrer eux-mêmes auprès du bureau local de sécurité publique en tant que résident local. Après enregistrement, les foyers reçoivent un certificat Hukou sur lequel tous les membres sont inscrits de façon détaillée en tant que

		résidents ; ils pouvaient ainsi être contrôlés de près par le comité de quartier en zone urbaine ou par les comités de villages en zone rurale.
Danwei 单位	Unités de travail	Une <i>danwei</i> , littéralement « unité de travail » en chinois, désigne une entreprise d'État ou une entreprise collective ayant à sa tête un comité du Parti communiste chinois. À l'époque maoïste, la <i>danwei</i> est plus qu'un lieu de travail et de production, il est également une unité de vie prenant en charge l'essentiel des besoins des individus, depuis la santé jusqu'à l'éducation, en passant par le logement.
Xiagang 下岗	Salarié descendu de son poste de travail	Les <i>xiagang</i> représentent un phénomène de l'emploi spécifique à la Chine qui est apparu dans les années 1990 pendant la restructuration des entreprises publiques chinoises, pour décrire la situation des employés. Il s'agit d'ouvriers ou d'employés du secteur public ayant perdu leur emploi, mais qui continuent à bénéficier pour une durée limitée (généralement trois ans) des avantages sociaux et services de leur entreprise.
Xiahai 下海	Se jeter à la mer	Terme apparu en Chine pendant la réforme économique au début des années 1990 pour décrire le fait de quitter un travail stable dans le secteur public pour tenter sa chance dans le commerce en risquant de tout perdre.
Xiebao 协保	Maintien par accord des relations d'assurance sociale	Le terme <i>xiebao</i> est l'abréviation de l'expression « maintien par accord des relations d'assurance sociale ». Il se distingue de la dénomination « maintien des relations de travail », qui s'applique aux <i>xiagang</i> ordinaires dans la mesure où ce système permet de couper le lien avec l'entreprise. Celle-ci paie en une fois à l'organisme d'assurance sociale les frais d'assurance maladie et les cotisations pour la retraite de l'employé, qui n'est pas autorisé à retourner dans son entreprise d'origine. Le <i>xiebao</i> doit répondre à des conditions d'âge : il concerne les hommes nés avant 1957, et les femmes nées avant 1962. Le règlement sur les <i>xiebao</i> est paru en 1997. Chaque cas faisait l'objet d'un accord entre les trois parties : l'ouvrier licencié, l'entreprise, et le

		centre de réemploi. L'esprit de cette mesure était de résoudre les questions d'assurance maladie et vieillesse des <i>xiagang</i> afin de les encourager à chercher un travail par eux-mêmes, en particulier pour occuper un travail dans le secteur informel, secteur qui, par définition, ne pouvait contribuer à l'assurance maladie ou vieillesse de ses employés.
Shequ 社区	Communautés résidentielles	Depuis la fin des années 1990, un nouveau système émerge en Chine, issu du déclin du système de l'unité de travail (<i>danwei</i>) et de la pluralisation de la vie citadine en une mosaïque d'individus et de situations. Dans le contexte d'une exigence accrue de bien-être et de la nouvelle symbolique du lieu de résidence, la « communauté résidentielle» (<i>shequ</i>) investit le quartier en vue de légitimer le pouvoir politique chinois.
Jiedao banshichu 街道办事处	L'administration de la rue	C'est l'administration locale dans les régions urbaines en Chine. En Chine il y a trois niveaux de l'administration, la municipalité, le district et le Jiedao Banshichu pour les villes ou le gouvernement d'un bourg pour la campagne.
Jumin weiyuan hui ou Juweihui 居委会	Le comité de résidents	Le comité de résidents est une organisation des habitants locaux. Il a en charge par l'administration de rue (<i>Jiedao</i>). Il est considéré comme un gouvernement local selon le système administratif urbain en Chine dans les domaines comme les dépenses ordinaires et le fonctionnement. Les fonctions principales du comité de quartier sont de rendre service aux habitants locaux dans son territoire.
Yezhu weiyuan hui ou Yewehui 业委会	Le comité des propriétaires	C'est une organisation nouvelle apparue dans les habitations neuves après la privatisation du parc de logements résidentiels. A la différence d'avec le comité de résidents, il est composé par les propriétaires, mais pas par les occupants munis du <i>Hukou</i> local.
Liudong renkou 流动人口	Population flottante	L'expression « <i>liudong renkou</i> » se rapporte aux « personnes qui n'habitent plus leur lieu de résidence inscrit mais qui n'ont pas modifié leur hukou ».

		Généralement, la population flottante ne comprend pas seulement les travailleurs ruraux qui se rendent dans les villes, mais aussi des enfants, des personnes âgées et des travailleurs non agricoles qui se déplacent d'une localité à l'autre, que ce soit d'une ville à l'autre, d'un village rural à l'autre ou de la ville à la campagne [...]
Nongmingong 农民工	Ouvriers-paysans	Ce terme désigne les paysans qui viennent de la campagne et trouvent du travail dans des villes et des bourgs.
Lanying Hukou 蓝印户口	« Timbre bleu » (cachet bleu, carte bleue)	C'est un statut d'enregistrement de résidence permanente, qui est entré en vigueur à la fin des années 1980, en vertu duquel les travailleurs temporaires peuvent légalement résider dans les villes.
Lexique d'habitations de Shanghai		
Termes chinois	Traduction	Explication
Penghu ²⁸¹ 棚户	Bidonville, slum, shantytown	Ce terme désigne des cahutes construites avant 1949 par les pauvres, dont la plupart sont des migrants internes. Situés proche de la gare ou au bord de la rivière Suzhou, la plupart de ces logements surpeuplés n'ont pas de W.C. et datent de plus de 50 ans.
Lilong ²⁸² 里弄	Lilong ancien « Shi ku men » 石库门	‘Li’ signifie l’entourage et ‘long’ signifie ruelle. L’ensemble de ces deux mots représentent un type d’habitation qui caractérise la ville de Shanghai. Il est incontestable que ces ruelles, qui désignent non pas une simple allée mais un ensemble de venelles unissant plusieurs blocs d’habitations, représentent le lieu premier d’identification des citoyens à la ville. ‘Lilong’ a coexisté avec le développement de Shanghai de 1840 à 1949, comprenant la majorité de l’habitation du centre-ville. Le <i>lilong</i> est une communauté : il y a une culture du <i>lilong</i> , un mode de vie qui amène les résidents à des formes variées d’interaction. La vie dans les lilongs s’organise le plus souvent dans les espaces communs. Les habitants partagent cuisine et salle de bains.

²⁸¹ Chen Yingfang éd. (2006), *Penghuqu : l'histoire de la vie dans les mémoires*, Shanghai, Presse de Guji,

²⁸² Voir : Qian Guan, *Lilong Housing, A Traditional Settlement Form*, School of Architecture, McGill University, Montreal, July 1996

职工住宅 ²⁸³ Zhigong zhuzhai	Quartier ouvrier	La municipalité de Shanghai a commencé à construire les quartiers ouvriers pour s'améliorer la condition de vie des ouvriers depuis les années 1950. En 1952, le premier quartier populaire Caoyang (<i>Caoyang xincun</i>) est construit en 5 étages avec cuisines communes partagés par deux ou trois familles. De 1951 à 1966, plus de 140 quartiers populaires sont construits pour reloger les ouvriers.
公寓 Gongyu	Appartement	La privatisation du parc de logements résidentiels et la disparition programmée des "unités de travail" (les danwei) ont donné lieu au développement des habitations. A partir du début des années 1990, la construction massive d'habitations neuves va rapidement estomper ce cliché. Le nombre de tours construites au cours des années 1990 permet d'emblée d'évaluer l'ampleur du phénomène.
Huayuan zhuzhai 花园住宅	Maison avec jardin	Les anciennes maisons avec jardin au centre-ville étaient destinées à des familles fortunées avant les années 1950. Depuis les années 1990, de nombreuses maisons avec jardin sont construites en périphérie de la ville et en banlieue pour les riches. .
Les mots utilisés dans le quartier étudié		
Termes chinois	Traduction	Explication
Renhu FenLi 人户分离	La dissociation entre la résidence réel et celle où le Hukou enregistré	C'est un nouveau phénomène qui apparaît depuis les années 1990 dans le système du Hukou. Cela signifie une dissociation entre la résidence réel et celle où le Hukou enregistré pour des raisons par exemple comme relocalisation.
Banjiahu 半家户	Une demi-famille	Ce terme signifie des familles qui sont composées par un migrant et un Shanghaien. Les migrants qui se marient avec des Shanghaiens ne peuvent obtenir le Hukou de Shanghai qu'après 15 ans. Mais leurs enfants peuvent l'obtenir à la naissance.
Bendiren 本地人	Autochtones	Les habitants anciens avec Hukou de Shanghai qui habitent dans le quartier depuis assez longtemps, deux ou trois générations.
Waidiren	Migrants originaires des autres provinces	Les nouveaux arrivants entrent dans le quartier depuis les années 1990 comme locataires. Ils viennent

²⁸³ Voir : L'annuaire des mouvements d'ouvriers de Shanghai, Shanghai shehui kexueyuan chubanshe, 1997.

外地人		d'autres localités que ceux où ils se trouvent.
Xiangxiaren 乡下人	Campagnard	C'est le mot que beaucoup utilisé par les habitants locaux pour décrire les nouveaux arrivants, qui viennent de la campagne.
Lexique des termes chinois sur les immigrants chinois		
Termes chinois	Traduction	Explication
Dapu 搭铺	Partager le lit	Habitation collective courante parmi les immigrants chinois irréguliers qui ne peuvent pas signer de bail de location, à cause de leur statut de clandestin. Ils sont sous-locataires d'un appartement loué par leur compatriote et paient entre 90 et 140 euros par mois pour un lit, qui est leur unique espace de vie.
Dongbei 东北	Nord-est	Partie nord-est de la Chine, correspondant à l'ex-Mandchourie ainsi qu'aux provinces du Liaoning, du Jilin et du Heilongjiang. Cette région est historiquement une des plus développées dans le domaine de l'industrie lourde, mais fortement frappée par le chômage depuis la réforme des entreprises publiques, commencée au début des années 1990 et accélérée après le 15 ^e Congrès du Parti en septembre 1997.
Jiejifei 接机费	La dépense payée pour l'accueillir à l'aéroport	Quand un immigré est arrivé en France, le passeur lui propose de venir le chercher à l'aéroport et de le conduire dans un logement. Pour ce service, l'immigré doit payer une certaine somme de l'argent.
Shetou 蛇头	Tête de serpent	Désigne le passeur chez les migrants
Shuilu 水路	La voie d'eau	Passé clandestin par la mer ou un fleuve, en étant caché dans un bateau ou à la nage.

Annexes V-1

Chronologie 1 : Des réglementations sur le système du *Hukou*

	Contexte national	Vocabulaire administratif	Principales opérations à Shanghai
1951	《城市户口管理暂行条例》 Les réglementations provisoires sur la gestion des Hukou urbains		
1953	《劝阻农民盲目流入城市的指示》 L'appel pour la persuasion les paysans de ne pas entrer dans les villes aveuglément	Mangliu (migrants aveugles)	
1955	《关于建立经常户口登记制度的指示》 L'appel pour la création du système de d'enregistrement du Hukou		
1958	《中华人民共和国户口登记条例》 Les réglementations de l'enregistrement du Hukou de la République Populaire de Chine	Hukou	
1963	Le ministre de la sécurité publique distingue les Hukou en deux catégories : Hukou rural et Hukou urbain		
1964	《公安部关于处理户口迁移的规定（草案）》 Les projets de réglementation du ministère de la sécurité publique sur le déplacement des personnes inscrites au Hukou		
1975	La promulgation d'un amendement à la Constitution prévoyant l'abolition de la liberté de mouvement des citoyens		
1977	《公安部关于处理户口迁移的规定》 Les réglementations du ministère de la sécurité publique sur le déplacement des personnes inscrites au Hukou		
1980	Le double contrôle sur le mouvement des individus		
1982	《城市流浪乞讨人员收容遣送办法》 Les mesures de détention et de		

	rapatriement des errants et des mendiants dans les villes		
1984	《关于农民进入集镇落户问题的通知》 La notice sur les Hukou des paysans dans les villes	Zidai kouliang Hukou (Hukou d'auto-alimentation)	
1985	《关于城镇暂住人口管理的暂行规定》 Les réglementations de la gestion des populations provisoires dans les villes 《中华人民共和国居民身份证条例》 Les réglementations sur la carte d'identité de la République Populaire de Chine	Zanzhuzheng (permis résidence temporaire) Juzhuzheng (permis résidence)	
1987	《广东省流动人口计划生育管理办法》 Les mesures de gestion du contrôle des naissances de la population flottante dans la province de Guangdong. C'est la première loi au niveau provincial sur la population flottante.	Liudong renkou (population flottante)	
<u>1990</u>	《关于收容遣送工作改革问题的意见》 Les opinions sur la réforme des travaux de détention et de rapatriement		
1991	《全民所有制企业招用农民合同制工人的规定》 Les réglementations pour les entreprises propriétés du peuple et qui emploient des paysans comme ouvriers sous contrat	Nongmingong (ouvriers paysans)	
1993		Lanyin Hukou (Hukou bleu)	
1994			《上海市蓝印户口管理暂行规定》 Les règlements provisoires sur la gestion du Hukou bleu à Shanghai 《关于准予外省市地县级人民政府驻沪办事机构人员在沪申领蓝印户口的通

			知》 La notice sur l'approbation des Hukou bleus pour les personnels des organisations des gouvernements des autres provinces à Shanghai
1996			《关于上海实行蓝印户口的情况》 Sur l'exécution du Hukou bleu à Shanghai 《上海市购买新建内销商品房住宅申报蓝印户口的暂行规定》 Les règlements sur la demande du Hukou bleu par l'achat d'un nouvel appartement à Shanghai
1997	《关于小城镇户籍管理制度改革的试点方案》 Le projet d'essai sur la réforme de la gestion du système du hukou dans les bourgs et les petites villes		
1998	《关于解决当前户口管理工作中几个突出问题的意见》 Les opinions sur les résolutions des quelques problèmes remarquables dans la gestion du hukou à l'heure actuelle		《上海市外来流动人口计划生育管理办法》 Les mesures de la gestion du contrôle des naissances des populations flottantes de Shanghai
2001	《关于推进小城镇户籍管理制度改革的意见》 Les opinions sur l'impulsion de la réforme de la gestion du système du Hukou dans les bourgs et les petites villes		
2002			取消蓝印户口 Annulation du Hukou bleu 《上海市外来从业人员综合保险暂行办法》 Les mesures provisoires sur

			<p>l'assurance générale des travailleurs migrants de Shanghai</p> <p>《引进人才实行〈上海市居住证〉制度暂行规定》</p> <p>Les règlements provisoires sur le système du certificat de résidence de Shanghai pour les « cerveaux importés »</p>
2003	<p>《城市生活无着的流浪乞讨人员救助管理办法》</p> <p>Les mesures visant à aider les errants et mendiants sans aucuns moyens de soutien dans les villes</p> <p>《关于进一步做好进城务工就业农民子女义务教育工作意见的通知》</p> <p>La notice sur l'éducation obligatoire des enfants de travailleurs migrants dans les villes</p>		
2004	<p>《关于进一步做好改善农民进城就业环境工作的通知》</p> <p>La notice sur l'amélioration du milieu de travail pour les travailleurs migrants dans les villes</p>		
2006	<p>《关于解决农民工问题的若干意见》</p> <p>Les opinions sur la résolution des problèmes de nongmingong</p>		

Annexes V-2

Chronologie 2 : Des principales opérations dans la zone urbaine de Shanghai

	Contexte national	Principales opérations dans la zone urbaine de Shanghai
1842	Guerre de l'opium Traité de Nankin	
1843	Ouverture commerciale des ports chinois, dont Shanghai	
1844	Le traité sino-américain de Wangxia	
1845		Les réglementations foncières à Shanghai
1846		La concession anglaise
1848		La concession américaine
1849		La concession française
1850	La rébellion Taiping	
1854		L'établissement du conseil municipal
1855		Schéma des régions du nord de Yangjingbang où résident les étrangers
1856-1860	Guerre contre les Anglais et les Français	
1861		La première extension de la concession française
1862		Construction par les occidentaux du nouveau champ de courses, actuelle Place du peuple
1863		La fusion des concessions anglaise et américaine
1869		L'adoption des « réglementations foncières » de la concession française
1872		Construction du Garden Bridge sur la rivière Suzhou par le Shanghai Municipal Council
1893		Extension de la concession américaine
1894-1895	Guerre sino-japonaise	Etablissement du Bureau de construction des rues
1899		Nouvelle extension de la concession

		américano-britannique et adoption du nom officiel de concession internationale
1901	Plan d'aménagement de la ville de Dalian dressé par les Japonais	
1902		Les français prescrivent que dans certains quartiers de la concession on ne peut construire que des logements occidentaux
1905	Fondation du Guomindang par Sun Yixian	
1906		Projet de tramways pour la concession française
1910	Plan d'extension de la ville de Qingdao dressé par les Allemands	
1911	Proclamation de la République de Chine	
1914		Nouvel accord d'extension de la concession française
1917		Les réglementations constructives américaines et britanniques sont introduites dans la concession internationale
1919	Mouvement du 4 mai	
1921	Fondation du Parti communiste chinois	
1924		Le rapport sur les transports par le comité des transports de Shanghai
1927	Sous le régime de la République de Chine, Shanghai a été désignée comme « municipalité spéciale » (<i>tebieshi</i>)	L'établissement du Bureau des affaires (Gongwuju) pour diriger la construction urbaine de Shanghai
1929	La notion d'urbanisme est apparue pour la première fois en Chine dans le projet du « Grand Shanghai », élaboré en 1930 par le régime nationaliste.	L'adoption du plan de développement du grand Shanghai (nouveau centre civique) à Jiangwan par le Gouvernement municipal de Shanghai
1931		Schéma directeur du Grand Shanghai
1937	Guerre contre les japonais	Le projet constructif urbain de Shanghai et schéma de la construction urbaine de Shanghai
1938-1939		Le plan de réorganisation dans la concession française Schéma de l'organisation de la physionomie de la concession française

		Schéma de la planification des rues de la concession internationale Nouveau schéma directeur sur la construction urbaine
1941		Schéma de la planification des rues de la concession française
1943		Abrogation des concessions
1945	Défaite du Japon, libération de Shanghai	Esquisse du schéma du projet du Grand Shanghai Les règles constructives de Shanghai Le plan d'urbanisme général
1946		L'établissement du comité d'urbanisme Le plan urbain de Shanghai (I) Schéma directeur sur l'utilisation du sol de Shanghai
1947	Guerre civile	Le plan urbain de Shanghai (II)
1949	Proclamation de la République Populaire de Chine par Mao Zedong	Le plan urbain de Shanghai (III) Schéma de l'état actuel de Shanghai
1950	Loi de la réforme foncière en RPC : le sol urbain est nationalisé.	Début de la démolition des quartiers de bidonville
1951	Planification d'ensemble pour la reconstruction	Esquisse du schéma de développement de Shanghai
1952	Création d'une formation spécialisée d'urbanisme pour la première fois à l'université de Tongji à Shanghai.	Schéma du secteur du nouveau quartier résidentiel Caoyang Xincun
1953	Premier plan quinquennal (1953-1957), priorité à l'industrie lourde	Schéma du plan général de Shanghai élaboré par les spécialistes soviétiques Schéma directeur de Caoyang xincun
1954	C'est en 1954 que les architectes et urbanistes soviétiques commencèrent à évoluer dans le sens de l'abandon du « pompiérisme » qui avait régné pendant une vingtaine d'années.	
1956	Création du comité académique sur la planification urbaine et rurale L'état actuel sur les logements privés dans les villes et les opinions de la rénovation socialiste	Schéma directeur d'aménagement récent 1956- 1967 Schéma directeur de la distribution des résidences de Shanghai 1950-1958

1957	Plan très compact du schéma directeur de Beijing	Création de l'Institut de planification et d'urbanisme de Shanghai
1958	Schéma directeur de la ville de Hefei, province de l'Anhui	Schéma directeur premier de la construction urbaine de Shanghai de 1958
1959	Liu Shaoqi	Les opinions préliminaires sur la planification générale de Shanghai Schéma de la planification régionale de Shanghai Schéma directeur sur la planification de Shanghai
1960		Schéma de la planification générale de Shanghai
1963		Schéma de la planification du centre-ville de Shanghai durant le 3e plan quinquennal Le projet de rénovation de Fanguanong dans l'arrondissement de Zhabei
1966-1976	La révolution culturelle	
1968		Schéma directeur de la planification récente de la Place de Peuple
1975	Les quatre modernisations	
1977		La planification de l'aménagement de la Place de Peuple et ses environs
1978	Deng Xiaoping impose la ligne économique	
1982	Création de l'institut de l'urbanisme et du design	Le programme de planification générale de Shanghai
1983	Les réglementations de gestion sur les logements privés dans les villes	
1984		Le plan de la planification générale de Shanghai (1983 – 2000) Schéma directeur du centre-ville de Shanghai Schéma directeur de la distribution de l'industrie au centre-ville de Shanghai Schéma directeur des constructions publiques principales au centre-ville de Shanghai
1986	L'association de l'urbanisme en Chine	Le plan de la planification générale de Shanghai

1989	Manifestations étudiantes à Pékin et à Shanghai	Le plan de la planification générale préliminaire de la zone nouvelle de Pudong
1990	Loi sur l'urbanisme en RPC	
1992		La planification générale de la zone nouvelle de Pudong et son schéma
1993	Jiang Zemin	
1994		L'achèvement du remodelage de la place du peuple et l'ouverture au public de la première ligne de métro
1995		Les réglementations des planifications de Shanghai
1996-2000	Neuvième plan quinquennal	
2000		Le plan de la planification générale de Shanghai (1999-2020) Schéma directeur de la ville de Shanghai
2002	Hu Jintao	
2006	Les mesures de développement de l'urbanisme	La planification des constructions des logements à Shanghai
2008	Loi sur la planification urbaine et rurale en RPC	